



6

40-b

36

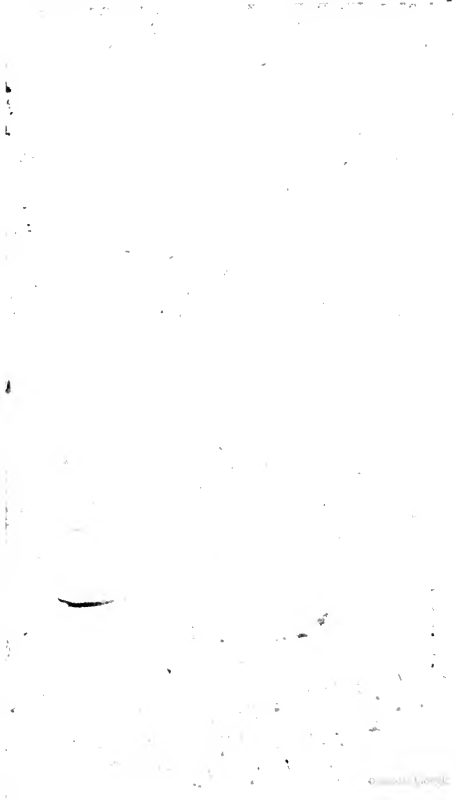


x Bibliotheca
ori Coll. Rom.
Societ. Jesu

~~23-6-24~~

6-40 B-36

23.6.24.



1777

ET NEGOCIATIONS entre

CONSEILLER PENSIONNAIRE & GARDE
DES SCEAUX DES PROVINCES DE HOL-
LANDE ET DE WEST-FRISE.

ET

MESSIEURS LES PLENIERES PONTIFICALS
DES PROVINCES UNIES
DES PAYS-BAS.

Aux Cours

DE FRANCE, D'ANGLETERRE,
DE SUEDE, DE DANEMARC,
DE POLOGNE &c.



Depuis l'Année 1652. jusqu'à l'an 1669. inclus.

Traduites du Hollandois.

TOME TROISIEME.

Contenant

LES NEGOCIATIONS DE

M. C. TAN BEUNINGEN.

En France, depuis l'an 1664. jusqu'à l'an 1667.



AMSTERDAM,

chez JANSSON-WAESBERG.

M. DCC. XXV.

LETTRES

D E

Mr. JEAN DE WITT,

Conseiller Pensionnaire de Hollande
& de Westfrise,

ET DE Mr.

CONRARD VAN BEUNINGEN,

Ministre Extraordinaire à la Cour
de France,

Depuis 1664. jusqu'en 1667. inclusivement.



A Mr. Van BEUNINGEN, Ministre
Extraordinaire.

A la Haye le 11. Décembre 1664.



MONSIEUR,

J'ai reçu la Lettre ci-jointe à Mr. l'Ambassadeur *Gogh*, le jour de votre départ de la Haye, en même tems que l'Etat reçut ses Lettres publiques. J'ajoute encore ici, pour la même raison, une copie de celle que j'ai encore reçüe du même Pais par la Poste
Tome III. A d'hier..

d'hier. Vous y apprendrez la continuation des hostilités commises contre l'Etat & ses Habitans, par Ordres exprès de Sa Majesté Britannique.

Je me suis entretenu hier de ces affaires-là avec Mr. le Comte d'*Estrades*, à qui j'ai fait remarquer, que l'on n'a pris en Angleterre cette Résolution d'en venir aux hostilités, qu'après que l'on eut reçu la nouvelle, que Leurs HH. PP. avoient résolu de faire partir leur Flotte, avec Ordre de ne point passer le Canal, ce que l'on avoit fait par l'avis du Roi de France, & avec la meilleure & plus pacifique intention; ce qui nous fait d'autant plus espérer que Sa Majesté nous donnera au plutôt les secours stipulés par le dernier Traité d'Alliance. Son Excellence m'a promis d'en écrire en ces termes à Sa Majesté, ainsi je vous prie de faire tout ce qui dépendra de vous pour le seconder.

Aussitôt que l'on eut reçu ici ces Nouvelles d'Angleterre, on a convoqué les Députés des Collèges de l'Amirauté, conformément aux précédentes Résolutions de Leurs N. & G. P. Dans leur avis présenté à Leurs N. & G. P. ils déclarent unanimement, que l'on doit faire aux Anglois tout le tort possible par voye de retorsion, soit en y employant les Forces de l'Etat, soit en accordant des Lettres de représailles à des Armateurs. Sur quoi quelques Membres ayant souhaité de consulter leurs Commettans, on n'a pris aucune conclusion. Cependant on a dressé par provision avant-hier & hier les deux Projets * de

* Voyez les Résolutions secrètes, La Résolution du Mercredi 10. Décembre 1664.

entre Mrs. J. de Witt & C. V. Beuningen. 3

de Résolution, dont je vous envoie des Extraits. C'est à mon avis une chose assez remarquable, que le Roi d'Angleterre ne se soucie pas de fonder les hostilités qu'il commet en Europe, sur aucun tort qu'on eut fait en Europe; mais seulement sur ce que nous avons envoyé de *Ruyter* en Guinée, & par conséquent, sur la crainte seule d'une résistance à laquelle l'Etat est obligé d'avoir recours hors de l'Europe. Ainsi il n'y a aucun doute que c'est lui qui est l'agresseur en Europe.

Je vous prie de faire mes complimens à Mr. l'Ambassadeur *Borel*, & de lui faire part de celle-ci. Me rapportant du reste à ce que l'Etat vous écrira, je vous prie de me croire,

Monsieur,

Votre très-humble Ser-
viteur.

A Mr. le Conseiller Pensionnaire JEAN
ED WITT.

De Willebroeck le 9. Décembre 1664.

M O N S I E U R,

J'ai remarqué dans les Papiers que l'on m'a donné pour me servir d'instruction, que la Compagnie du Ouest a présenté une Re-
montrance

montrance à Leurs HH. PP. dans le mois de Juin dernier, & qu'ils y disent, que les Vaisseaux qui ont pris le Fort de Cap Verd, étoient partis d'Angleterre dans le mois de Décembre de l'année précédente; or puis qu'il paroît à présent que les mêmes Vaisseaux ont aussi eu ordre de s'emparer du Fort de Cap Corso, il me semble que cette circonstance pourroit servir pour aggraver l'injustice de la conduite des Anglois; si l'on pouvoit trouver quelques Mémoires de Mr. *Downing* qui fût d'avant le mois de Décembre, & dans lequel il apuyeroit les instances des Danois pour l'évacuation de ce Fort. En ce cas je souhaiterois que l'on m'en envoyât une copie; aussi-bien que de la Réponse de Leurs HH. PP. aux plaintes contenues dans le Mémoire, en forme de Protest que Mr. *Downing* leur a présenté le 5. de ce mois au moment de mon départ. Il me semble que l'on pourroit rendre plus facile l'usage du chiffre que votre Cômmiss m'a donné, en fixant certains nombres pour exprimer les noms des Princes, Etats, Personnes & autres choses qui reviennent souvent; ainsi, si vous le jugiez à propos, nous nous servirions du chiffre que l'on m'a donné au Greffe de Leurs HH. PP. que nous pourrions amplifier de tems en tems. Je ne sai si Leurs N. & G. P. trouveront que mes considerations méritoient qu'elles interrompissent leurs importantes Délibérations. Quoi qu'il en soit, il y en a qui me paroissent mériter quelque éclaircissement sur les intentions de Leurs HH. PP. au-delà de ce que mes Instructions contiennent

Si

entre Mrs. J. de Witt & C. V. Beuningen. 5

Si les Réflexions que je pourai faire dans la fuite , & les lumieres que Mr. Boreel pourra me communiquer , ne me rendent pas plus sage sur cela que je ne le suis à présent; je ne perdrai cependant point de tems à attendre de nouveaux Ordres , je chercherai seulement quelque expédient pour ne point préjudicier en ce que je ferai , aux nouveaux Ordres que l'on pourroit m'envoyer. Ainsi il me semble que je dois simplement insister dans une premiere Audience sur la Dénonciation que l'on doit faire au Roi d'Angleterre , & sur une Résolution de Sa Majesté Très-Chrétienne, d'agir dès à présent de concert avec Leurs HH. PP. pour convenir d'un Accommodement avec l'Angleterre, en l'engageant à donner à Leurs HH. PP. une reparation & satisfaction raisonnable du tort qu'elle leur a fait. Si je le trouve à propos, je travaillerai en même tems à faire rompre les Négociations qui sont sur le tapis à la Cour de France, pour renouveler l'amitié avec l'Angleterre. J'aurai encore le tems de digerer toutes ces choses, & je serai plus en état de prendre de justes mesures , lors que je saurai quelles sont les dispositions de la Cour de France. Je suis de tout mon cœur,

Monfieur,

Votre très-obéissant Serviteur.

Signé, C. Van BEUNINGEN.

P. S. Le 9. Décembre, la nuit, devant Wil-
lebroeck à trois lieues d'Anvers. J'ai chargé

le Capitaine du Yacht de deux Lettres, que j'ai écrites en même tems que celle-ci; l'une pour Leurs N. & G. P., & l'autre pour Vous, j'ai gardé celle-ci jusqu'à mon arrivée à Bruxelles. Je vous prie de ne pas lire dans l'Assemblée celles que je vous écrirai sur petit papier, à moins qu'après en avoir fait la lecture, vous ne trouviez que cela fût absolument nécessaire.

A Mr. C. Van BEUNINGEN, Ministre
Extraordinaire.

A la Haye le 18. Décembre 1664.

MONSIEUR,

J'ai reçu en leur tems votre Lettre particulière écrite de Willebroeck le 9. de ce mois, & la Copie de celle que vous avez écrite par la poste de Bruxelles à Mr. le Greffier *Ruyssch.* Je vous envoie ci-joint, ainsi que vous l'avez demandé, les Mémoires que Mr. *Downing* a présentez, pour appuyer les prétensions des Danois dans l'affaire de Guinée, & en particulier du Cap-Corso. Vous verrez que cet Envoyé s'y est toujours exprimé en termes généraux, & qu'il n'y a rien proposé en particulier, par raport au Cap-Corps, en faveur des Danois.

L'Etat vous a déjà envoyé ce qui a été résolu dans la Généralité, sur le Mémoire que Mr. *Downing* a présenté le jour de votre dé-

entre Mrs. J. de Witt & C. V. Beuningen. 7

départ; Leurs HH. PP. n'ont pas jugé à propos de ne lui donner aucune Réponse.

On abrègera beaucoup en se servant du chiffre que l'Etat vous a donné pour exprimer les Noms des Princes, Etats, &c. Ainsi je m'en servirai aussi.

Mr. le Greffier *Ruyseh* vous enverra directement ce que Leurs HH. PP. ont résolu provisionnellement sur la Lettre que vous lui avez adressée; quant à l'Article principal, savoir, si Leurs HH. PP. entendent de faire représenter au Roi de France, les hostilités commises par les Anglois en Europe, comme une rupture formelle de la part des Anglois entre les deux Nations en Europe; & de demander pour cette raison dès à présent à Sa Majesté les secours stipulés, & qu'elle rompe avec les Anglois dans quatre mois; on n'a pu prendre à cet égard aucune Résolution, jusqu'à ce que l'on ait résolu de ce côté-ci, ce que l'Etat même fera & exécutera contre le procédé des Anglois en Europe. Leurs N. & G. P. ont digéré hier leur avis sur cela, ainsi que vous pourrez le voir par la Résolution * ci-jointe.

Il me semble qu'il sera très-avantageux de faire passer positivement & formellement auprès du Roi de France, les hostilités des Anglois en Europe, pour une véritable & publique rupture entre les deux Nations, & de sommer Sa Majesté, en conséquence du 4. Article du Traité, de faire cesser lesdites hostilités, & réparer le dommage causé; &

A 4

à

* Voyez les Résolutions secrètes. La Résolution du Mercredi 17. Décembre 1664.

à cet effet, de faire réitérer sans perte de tems au Roi d'Angleterre la Dénonciation Cathégorique contenuë dans vos Instructions; laissant néanmoins à la direction de Sa Majesté, de faire faire cette Dénonciation par un Ministre Extraordinaire, ou par celui qui est déjà à Londres de la part de Sa Majesté; & en tout cas de faire dès à présent les dispositions nécessaires, pour secourir vigoureusement Leurs HH. PP. dans la Guerre que l'Angleterre leur fait déjà, au cas que les Remontrances ne réussissent point. Ce qui est votre sentiment expressément marqué dans votre Lettre.

Je ne doute point que Sa Majesté ne reconnoisse combien cela est plausible, d'autant plus qu'elle a ordonné par la dernière poste à Mr. le Comte d'*Estrades*, de m'informer en confidence, & l'État, par mon moyen, que Sa Majesté étoit informé de bonne part, que l'on avoit envoyé ordre de Londres à l'Officier qui commande l'Escadre Angloise dans la Méditerranée, de s'emparer de tous les Vaisseaux Hollandois. J'en ai donné avis, avec tout le secret nécessaire, à quelques Regens sur la circonspection desquels on peut faire fonds, qui regardent cette démarche comme une preuve de l'affection toute particuliere de Sa Majesté pour l'État, & de la constante Résolution où elle est, d'observer exactement le dernier Traité. Ainsi, je crois que vous ferez bien d'en remercier particulièrement Sa Majesté dans votre première Audience, l'assurant que ces preuves de son affection, fortifient ici de plus en plus les

les sinceres dispositions où l'on a toujours été, de témoigner la même confiance à Sa Majesté en pareilles rencontres, & d'exécuter ponctuellement à son égard toutes les conditions de l'Alliance. C'est ce dont vous pourrez assurer Sa Majesté toutes les fois que l'occasion s'en présentera; ainsi que j'en ai assuré hier Mr. le Comte d'*Esstrades*, sur ce qu'il me fit part d'une Période des dépêches de Sa Majesté, conçûe en ces termes. *Je vous dirai confidemment, que je voudrois être assuré que les Etats eussent autant de délicatesse, & de sincerité que moi, pour l'observation des Traitez que nous avons ensemble.*

Il me semble qu'il seroit à souhaiter, puis que c'est par l'avis de Sa Majesté que nous avons équipé une Flotte, & que c'est sur cet Armement que les Anglois ont eu la hardiesse d'en venir à une rupture en Europe avec l'Etat, que vous puissiez faire en sorte que Sa Majesté nous conseillât de tout mettre en œuvre pour causer toute sorte de dommages aux Anglois; de cette maniere ce Prince se trouveroit insensiblement engagé dans notre querelle. Je suis,

Monsieur,

Votre très-humble Ser-
viteur.

A Paris le 19. Décembre 1664.

A Mr. le Conseiller Pensionnaire JEAN
DE WITT.

De Paris le 19. Décembre 1664.

MONSIEUR,

Je suis arrivé ici ce soir fort tard, & peu avant le départ de la poste, outre cela je me trouve à mon arrivée accablé de tant d'affaires, que j'ai à peine le tems de vous remercier du contenu de votre Lettre du 11. dont je ne manquerai pas de me servir pour avancer les Affaires de Leurs HH. PP. Je verrai avec le tems, quelles seront les dispositions de cette Cour-ci, & je les ménagerai autant qu'il me sera possible. Je ne sai, depuis mon départ, que ce que m'en a dit Mr. le Prince de Tarente, que j'ai eu le bonheur de rencontrer hier sur ma route, & ce que vous en aurez sans doute appris de lui-même avant la reception de celle-ci, en sorte qu'il n'est pas nécessaire que je vous en fasse un détail. Je demanderai demain Audience du Roi, & ensuite je ne cesserai de mettre tout en œuvre pour obtenir tout ce dont je suis chargé de la part de Leurs HH. PP. Dieu veuille repandre ses bénédictions sur mes efforts, & accorder à l'Etat, dans ces tems facheux, son Esprit de Sagesse & de bon Conseil, & vous
con.

entre Mrs. J. de Witt. & C. V. Beuningen. 171
conserver la santé pendant une longue vie.
Je suis,

Monfieur,
Votre très-obéiffant Serviteur.

Signé, C. Van BEUNINGEN.

A Mr. C. Van BEUNINGEN, Miniftre
Extraordinaire.

A la Haye le 25. Décembre 1664.

M O N S I E U R ,

J'ai reçu la votre du 19. de ce mois depuis
le départ de ma dernière, qui étoit du 18.,
elle m'a appris auffi-bien, que vos dépêches pu-
bliques de même date, que vous êtes heu-
reusement arrivé à Paris; j'efpere d'apprendre
au premier jour les bons effets de votre pré-
fence dans cette Cour.

Le Secrétaire *Cunæus*, dépêché d'Angle-
terre par Mr. l'Ambassadeur *Cogh*, est arrivé
ici avant-hier; il apporte entr'autres des avis,
que l'on a donné ordre en Angleterre de dé-
charger les Vaisseaux Hollandois pris & con-
duits dans ce Royaume, & d'en vendre les
effets qui pouroient se gâter; & que selon
toutes les apparences on y déclarera publique-
ment la Guerre aux Etats, ce qui avoit été
résolu dans le Conseil avant son départ. Ou-
tre cela il étoit chargé d'une Lettre de Mr.

A 6

l'Am-

l'Ambassadeur *Gozb*, dont voici la Copie. Quoi que Leurs HH. PP. ayent plus de raisons qu'il n'en faut pour ne point attendre de nouveaux actes d'hostilité de la part des Anglois, pour rompre ouvertement avec eux, sans se justifier davantage; cependant elles ont jugé de se conduire avec la modération qu'elles ont fait paroître, & jusqu'à présent les Ordres que l'on a donné aux Vaisseaux de l'Etat, & non aux Armateurs particuliers, consistent à arrêter & amener dans nos Ports les Bâtimens marchands Anglois, sans qu'ils aient encore ordre d'attaquer les Vaisseaux du Roi, & l'on n'a rien conclu sur cela dans la Généralité que le 23. de ce mois; afin de faire connoître au Roi de la Grande Bretagne, avec quelle vigueur Leurs HH. PP. ont résolu de pousser cette Affaire; en sorte qu'informé de tout par de nouvelles Remontrances de la part de la France, il conçoive des pensées plus équitables & plus pacifiques; ce que Leurs HH. PP. seroient très-fachées d'empêcher par quelque Résolution, ou par quelque Action trop précipitée; persuadées qu'elles sont, que de cette maniere le Roi de France sera plus en état de convaincre le Roi d'Angleterre de son injustice palpable.

Les Etats de Hollande & de Westfrise se sont separés samedi dernier, jusqu'au 13. du mois prochain, après avoir consenti, avant leur separation, que les Actions de la Compagnie des Indes seroient aussi sujettes au vingtième denier. Mrs. d'Amsterdam ont fait une nouvelle Proposition avant que les Etats se separassent, par rapport à la connoissance qu'on doit

doit en donner aux Echevins; ainsi que vous le verrez dans l'Extrait des Résolutions de Leurs N. & G. P. ci-joint. J'espère que cette Affaire se terminera dans la prochaine Assemblée, & que chacun s'accordera, dès que l'on verra que les Consentemens extraordinaires pouroient toujours rester accrochez à la même difficulté. Il eût été à souhaiter que Mrs. d'Amsterdam eussent fait cette Proposition de meilleure grace, & comme pour prévenir les autres Membres; mais Mrs. les Députez de cette Ville ont jugé à propos de s'en tenir à la negative sur toutes les Propositions jusqu'à la dernière même, en alleguant quelques petites raisons qui ne pouvoient faire aucun effet, & lorsqu'il s'agit de conclure la dernière Séance, ils avancerent d'une maniere ironique la susdite Proposition, comme une chose qu'ils favoient ne pouvoir être agréable aux autres Membres. Je ne manquai pas de la relever, priant que l'on proposât la chose d'une maniere plus entendue & plus distincte, afin que les Membres pussent réfléchir sur ce qu'il en faudroit résoudre dans la prochaine Assemblée, ce qui se fit sur le champ.

L'Avis par écrit délivré par Mrs. les Commissaires, & dont je vous envoie Copie, vous instruira de ce qui a été proposé pour trouver de l'argent. J'ai jugé qu'il étoit de mon devoir de vous en faire part, en vous priant, si vous pouvez faire quelque chose par vos Lettres pour déterminer la Regence d'Amsterdam, d'avoir la bonté de le faire au plutôt, d'autant que contre toute

attente & contre l'ordinaire, il s'est rencontré de ce côté-là des difficultez sur l'Article des Finances, & la chose a été même si loin, que l'on a été obligé de ne pas conclure la Résolution touchant le deux-centième denier; parce qu'il n'y avoit aucune esperance d'obtenir le consentement de Mrs. d'Amsterdam.

Nous travaillerons avec toute la diligence possible à l'Armement, en sorte qu'il puisse être achevé vers le Printems prochain; mais faute de quelques Consentemens considérables les choses pouroient bien traîner en longueur. Je finis en vous assurant, que je suis,

Monsieur,

Votre très-humble Ser-
viteur.

A. Mr. C. Van BEUNINGEN, Ministre
Extraordinaire,

A la Haye le 31. Décembre 1664.

M O N S I E U R ,

Vous avez eu la bonté d'écrire, il y a quelque tems, à Mr. de *Colbert*, en faveur de nos Amis, par raport aux Greniers à Sel. Mon Beau-Frere *Dents* vient de me donner avis, que l'on a restitué leur argent à presque tous
les.

entre Mrs. J. de Witt. & C. V. Beuningen. 15

les Propriétaires de ces Greniers à Sel, excepté à ceux du Lionnois où nos Amis sont interressez avec leurs Associez; c'est pourquoy, à la sollicitation de mon Beau-Frere, j'ay pris la liberté de vous prier de parler dans l'occasion à Mr. Colbert, ou à d'autres en leur faveur, en sorte qu'ils puissent enfin obtenir ce qui leur appartient: Je ne doute pas, que les Interressez ne vous envoient sur leur Affaire des Informations particulieres, ou qu'ils ne vous les fassent remettre à Paris. Je me raporte à ce qu'elles contiendront, & vous prie de me croire,

Monsieur,

Votre très-humble
Serveur.

A Mr. le Conseiller Pensionnaire JEAN
DE WITT.

De Paris le 26. Décembre 1664.

M O N S I E U R,

Quoy que les Ministres auxquels j'ay rendu ma premiere visite m'ayent donné les meilleures paroles du monde, ainsi que je l'écris aujourd'hui à l'Etat dans ma Lettre ci-jointe; cependant, j'aurois souhaité pouvoir mander quelque chose de plus positif, & qui pût faire juger avec plus de certitude, quelles sont les
dispo-

dispositions de cette Cour-ci, sur-tout puis que le sentiment général de tous ceux qui parlent des Affaires de Leurs HH. PP., tant à la Cour qu'à la Ville, est, qu'il n'y a pas d'apparence que l'on donne aucun secours réel à Leurs HH. PP. ; c'est pourquoi j'ai rendu ce matin une visite à Mr. de *Lionne*, sous prétexte de le remercier, ainsi que vous me le recommandez dans votre Lettre du 18., de ce que Mr. le Comte d'*Estrades* a communiqué à l'Etat. Je me suis servi de cette occasion pour frayer le chemin à ce que vous me recommandez dans la dernière période de votre même Lettre ; & pour réussir plus sûrement, j'ai demandé à Son Excellence s'il n'étoit pas convaincu, tant par ce que Mr. d'*Estrades* avoit communiqué à l'Etat, que par les autres Nouvelles d'Angleterre, que Sa Majesté Britannique & son Parlement fermoient absolument les oreilles à toute Proposition de Paix, & qu'ils étoient résolus de pousser à outrance la Guerre qu'ils avoient commencée ; au moins, que l'on ne pouvoit conclure autre chose des Nouvelles que Leurs HH. PP. recevoient de ce Pays-là, & que je souhaiterois de savoir si le Ministre de Sa Majesté à Londres mandoit de meilleures Nouvelles. Son Excellence me répondit qu'elles s'accordoient fort bien avec ce que je lui disois, & qu'il lui paroïsoit, que plus il viendrait en avant, plus il seroit difficile de faire la Paix ; parce que le Roi d'Angleterre ne voudroit ; ou peut-être ne pourroit pas le faire alors sans son Parlement. Mais lui ayant demandé ce que lui, qui étoit
une

une Personne qui avoit tant de connoissance des affaires & tant d'expérience, conseilleroit à Leurs HH. PP. dans la conjoncture présente, si elles doivent rester en repos, ou rendre la pareille aux Anglois; je ne pûs en tirer, après bien des instances, que des complimens, qui ne signifioient autre chose, sinon que Leurs HH. PP. étoient assez prudentes & qu'elles n'avoient pas besoin de ses conseils; enfin qu'il lui étoit impossible de s'expliquer sur une Affaire de cette importance, sans des Ordres exprès de Sa Majesté.

Voyant que je ne pouvois le faire parler, je lui dis que j'avois reçu ordre la dernière poste, de parler à Sa Majesté des instances réitérées que les Anglois faisoient, ainsi que Leurs HH. PP. en étoient informées, pour conclure avec Elle un Traité de renouvellement d'amitié; mais que je croyois qu'il n'étoit pas nécessaire, que je priasse Sa Majesté de n'y pas donner les mains, jusqu'à ce que les choses soient pacifiées entre l'Angleterre & Leurs HH. PP.; d'autant qu'un renouvellement d'amitié avec l'Angleterre pendant une rupture entre ce Royaume & la République, ne pouvoit être compatible avec l'Alliance qui étoit entre Sa Majesté & Leurs HH. PP., & qu'ainsi je ne doutois pas que Sa Majesté ne refusât d'elle-même de conclure un pareil Traité; mais que Leurs HH. PP. pourroient faire un usage avantageux pour la Cause commune, des assurances expresses que Sa Majesté leur donneroit à cet égard, qui serviroient sur tout à renverser les artifices,

fices dont les Anglois se servoient pour faire croire de tous côtez, que malgré la Guerre avec les Provinces-Unies, ils resteroient en Paix & bonne amitié avec cette Couronne-ci: qu'il falloit même que je lui disse naturellement, que je trouvois que c'étoit l'opinion commune dans Paris, au moins, chez tous ceux qui n'alloient pas aude-là de l'Antichambre du Roi; qu'ainsi il étoit à craindre, que si le 517. T. 2. 31. 19. 307. & 295. n'avoit d'autres avis que ceux-là, il pouroit donner lieu, en les écrivant, à quelques grands & irréparables malheurs; sur tout puisque les Anglois en venant à une rupture, ne manqueroient pas de faire rouler leurs Négociations sur cela, & de mettre tout en œuvre pour parvenir à leur but. Son Excellence me répondit que ce dernier Article pouroit bien être vrai, mais qu'il n'y avoit rien de conclû avec l'Angleterre, & que le Traité n'étoit pas plus avancé qu'il ne l'étoit il y a deux ans; que Mr. . . . n'étoit pas en Angleterre, ainsi que je disois qu'on l'avoit publié, pour aucune affaire qui ait raport à celle de Leurs HH. PP. ou qui pût leur causer le moindre préjudice; que si les Anglois écrivoient quelque chose à leur avantage, je pourois écrire le contraire à l'avantage de la République. Sur quoi je lui répondis, qu'il seroit bon que ce que j'écrirois fût secondé par des Instructions conformes de la part de Sa Majesté à ses Ministres; Son Excellence me répondit que Sa Majesté ne s'étoit pas encore mêlée de ces Affaires-là, (ce qui me parût un peu étrange après tant.

tant d'avis qu'elle nous a fait donner,) & qu'il étoit nécessaire qu'elle m'entendît, & que tant que Sa Majesté ne se feroit pas expliquée, je ne devois point prêter l'oreille à tout ce que Son Excellence même & tous les autres Seigneurs de la Cour pouroient dire. Qu'il pouvoit m'assurer d'une seule chose, qui étoit de son affection pour les intérêts de Leurs HH. PP. Je lui en témoignai une juste reconnaissance, & j'ajoutai, que je me servirois de ce témoignage qu'il me donnoit de ses bonnes intentions pour lui demander, si ce que Son Excellence & les autres Ministres m'avoient dit, que cette Guerre n'étoit qu'une continuation de celle de Guinée; & qu'à cause du quatorzième Article du Traité avec l'Angleterre, la Garantie ne pouvoit avoir lieu, étoit simplement un recit de ce que les Anglois alleguoient, ou si c'étoit un raisonnement sur lequel on faisoit ici quelque attention comme soutenable. Son Excellence me répondit, comme si ce que les Anglois avançoient étoit fondé, d'autant plus que les premières hostilités se sont exercées en Guinée, & que les Anglois ne font que continuer en Europe ce qui a été commencé en Guinée. A quoi je répondis, que je ne croyois pas que cette objection fût sérieuse, puis qu'il dit alors que celui qui a commencé la Guerre en Guinée & de-là en Europe, n'a pas commencé de Guerre en Europe, & ne pouvoit passer pour troubler la Paix & le Commerce en Europe, parce qu'ils l'ont troublé ailleurs auparavant. Ce que j'ajoutai à ce raisonnement pour réfuter cette objection.

objection resta sans réplique; mais je n'en suis pas pour cela plus content; on dit généralement que 609. se trouvent 2. 11. 35. 17. 3. 11. 23. 9. 16. 24. 7. 17., & que 1. 11. n'est pas aude-là 16. 20. 18. 11. 67. 29. 7. 17.

Monsieur,

Votre très-obéissant Serviteur.

Signé, C. Van BEUNINGEN.

P. S. J'ai eu parmi mes Bluets quelques papiers, où est ce que vous aviez couché par écrit contre les objections que les Anglois tiroient du 14. Article; je voudrois que l'on m'envoyât cela pour me servir d'instruction avec ce que l'on peut y ajoûter; quoi qu'il me semble que ce que j'ai répondu est convainquant.

A Mr. C. Van BEUNINGEN, Ministre
Extraordinaire.

A la Haye le 1. Janvier 1665.

MONSIEUR,

La dernière que je me suis donné l'honneur de vous écrire étoit du 25. du mois passé. J'ai reçu en son tems la votre du 26. & la Copie de celle que vous avez écrite
le

le même jour à Mr. le Greffier *Ruyfch.* Nous attendons avec impatience quelle réponse on vous fera, lors que vous aurez eu Audience de Sa Majesté.

Je trouve que Mr. de *Lionne* n'avoit pas tort de ne vouloir pas donner de Conseils à Leurs HH. PP. sans un Ordre exprès de Sa Majesté; mais j'espère que l'on pourra tirer de Sa Majesté même quelque bon Conseil; au reste, Leurs HH. PP. persistent jusqu'à présent dans les termes de la plus grande moderation, puis qu'Elles n'ont pas encore consenti à délivrer des Commissions aux Armateurs, ni même à permettre d'attaquer les Vaisseaux de Guerre de Sa Maj. Brit.; mais elles ont seulement donné ordre d'arrêter les Bâtimens marchands, ainsi que vous pourrez voir par la Résolution ci-jointe.

Il faut que vous ayez égaré la réponse que Leurs HH. PP. ont faite à la prétendue contravention à l'Art. XIV. du Traité avec l'Angleterre, car je suis persuadé que je vous l'ai donnée avec d'autres papiers; quoi qu'il en soit, je vous l'envoie encore une fois pour votre instruction.

Il me semble qu'il est à remarquer, que le Roi d'Angleterre ne peut alleguer, que Leurs HH. PP. ont donné quelques Ordres pour reprendre le Cap-Verd, & Tucorury, comme vous pouvez le prouver par la communication que l'on a donnée à Sa Majesté, des Ordres dressez pour le Commandeur *Van Campen*, avant qu'il partît pour la Guinée; seulement on ne lui a pas lié les mains à l'empêcher d'user de retorsion sur les Sujets de



de Sa Majesté, qui auroient causé quelque dommage à l'Etat ou à ses Sujets; ce qui est conforme à la Lettre de l'Article XIV., qui défend toute rupture, sous prétexte des actions des particuliers, & qui ordonne que ceux qui ont causé le dommage seront punis & obligez de le reparer. Mr. *Downing* a voulu soutenir que le sens de cet Art. XIV. emportoit, que celui qui auroit été lésé ne seroit pas maître d'exiger la punition & le dédommagement susdit, qui dépendroient de la Justice du Souverain dont le Sujet auroit commis la Contravention: mais il a été convaincu du contraire par ces mots, & *nemo alius*, qui ne signifioient rien si les termes precedens étoient simplement applicables à la Justice du Souverain; puisqu'il ne peut venir en pensée que la Justice ordinaire pût entreprendre de punir d'autre que le coupable; mais comme la Nation qui a été insultée par quelques Sujets d'un autre Souverain, a coutume ordinairement de s'en venger sur tous les Sujets de ce Souverain, cet Article a défendu cette coutume, sans empêcher le Droit naturel de repousser la force par la force, & de tirer vengeance de l'agresseur. Aussi la conduite de ce Roi prouve-t-elle, qu'il n'a jamais interprété autrement cet Art. XIV.; c'est ce qui paroît par le Mémoire que Mr. *Downing* a présenté ci-devant, à l'occasion de la prise du Vaisseau les Armes d'Amsterdam, dont voici Copie.

Les Vaisseaux de la Compagnie des Indes destinez pour les Côtes de la Guinée n'ont pu encore mettre à la voile; cependant il a été

entre Mrs. J. de Witt. & C. V. Beuningen. 23

été résolu qu'ils leveront l'ancre au premier jour, & qu'ils prendront leur route au dessus de l'Ecosse. Enfin, il a été résolu la semaine dernière dans la Généralité, qu'on engageroit dans les Compagnies de l'Etat 4000. Matelots, suivant la Proposition qui avoit été faite : sans doute que l'on augmentera toutes les Troupes de 25 Hommes par Compagnie, comme cela s'est pratiqué ci-devant. Je finis en vous assurant que je suis,

Monsieur,

Votre très-humble Ser-
viteur.

P. S. Je laisse une fois pour toutes à votre discretion de communiquer mes dépêches à Mr. de *Boreel*, quand vous le jugerez à propos, en lui faisant mes complimens.

A Mr. le Conseiller Pensionnaire JEAN
DE WITT.

De Paris le 2. Janvier 1665.

MONSIEUR,

Vous apprendrez par ce que j'écris à Mr. le Greffier, ce qui s'est passé par raport à mes Négociations ici, depuis ma dernière du 26. du mois dernier. Mr. de *Turenne* m'a con-
firmé

firmé ce que Mr. de Lionne m'avoit dit de la pure crainte que le Roi avoit des desseins des Anglois, relativement aux intérêts de sa Couronne, & à la conservation de Leurs HH. PP. Je suis certain que le premier a beaucoup contribué à la Délibération sur mon Mémoire.

Il court ici un bruit que les Anglois ont vendu Tanger au Roi; mais les Ministres m'ont assuré qu'il n'en étoit rien, & je commence à croire que Mr. de Ruvigny n'est chargé d'aucune autre Affaire en Angleterre, ainsi qu'on me l'a assuré, que de négocier quelque remise d'argent en Portugal, ou d'autres choses qui n'ont aucune relation avec nos Affaires.

Les bruits de Cour commencent à nous être favorables, & quoique l'opinion générale soit qu'on voudroit bien trouver l'avantage de la Navigation à l'abri d'une Neutralité; je sai de bonne part que ce n'est pas le sentiment du Roi, ni de son Conseil. Le plus grand embarras où l'on est ici vient du peu de forces que ce Royaume a sur Mer. Je mettrai en œuvre toute la prudence dont je suis capable, & toutes les raisons que je pourrai trouver pour tâcher d'obtenir l'exécution du Traité; mais il faudra aller pas à pas. Je pourrai mieux juger de ce qui en sera lorsque j'aurai la réponse provisionnelle du Roi; en attendant je tâcherai de pénétrer ce que les Ministres pensent touchant la Guinée; & je ferai usage de tout pour parvenir au but que Leurs HH. PP. se sont proposé; on m'a voulu faire croire d'abord qu'il ne falloit pas
l'elpe-

entre Mrs. J. de Witt. & C. V. Beuningen. 23

l'espérer ; mais je m'aperçois que les choses ne sont pas ainsi. Je fais réimprimer ici la Dédiction que Leurs HH. PP. ont envoyée au Roi d'Angleterre, pour la distribuer à ceux qui sont bien intentionnez , & les instruire par ce moyen , en sorte qu'ils puissent dans l'occasion défendre les intérêts de la République. Je vous prie de mander pour cette fois-cidans le Nord les Nouvelles de ce Païs-ci qui peuvent y être utiles; parce que je n'ai pas le tems de le faire aujourd'hui. Mr. de *Silverkroon* est toujours occupé de son ancienne Affaire. Je suis, &c.

A Mr. C. Van BEUNINGEN, Ministre
Extraordinaire.

A la Haye le 8. Janvier 1665.

MONSIEUR,

J'ai reçu la votre du 2. de ce mois; ma dernière étoit du 1. Comme je n'y ai point trouvé de Copie de celle que vous avez écrite le même jour à Mr. le Greffier *Ruyssch*, je me suis trouvé un peu embarrassé; parce qu'aussi-tôt l'arrivée de la poste je reçus une visite de Mr. le Comte d'*Estrades*, avant que je pusse être informé du contenu de la Lettre de Mr. le Greffier; c'est pourquoi je vous prie d'avoir soin, qu'à l'avenir je reçoive toujours le double de ce que vous écrirez, soit à l'adresse de Leurs N. & G. P., soit à la mienne, afin que je puisse en donner con-

Tome III.

B

nois-

noissance à tems aux Etats de Hollande & de Westfrise.

Mr. le Comte d'*Estrades* m'a déclaré, qu'il avoit des avis particuliers que votre arrivée & votre conduite étoient très agréables au Roi & aux Ministres. Il prit cette occasion de me recommander très-sérieusement, que de ce côté-ci on tâchât d'aquiescer autant que l'on pourroit au sentiment de Sa Majesté, & que l'on flattât même un peu ce Prince, puis que c'étoit le moyen d'en obtenir ce que l'on souhaiteroit. Je lui ai déclaré que les Ministres de l'Empereur & du Roi d'Espagne attendoient avec impatience, que vos Négociations fussent infructueuses; & qu'ils avoient même, que si la France exécutoit ses Promesses, Leurs HH. PP. n'avoient pas besoin d'aucune autre Alliance. Mais qu'au cas que l'on se trouvât frustré de ce côté-là de l'effet de ces Promesses, (ce dont ils ne doutoient pas, disoient-ils,) on ne devoit pas négliger plus long-tems l'amitié de la Maison d'Autriche, de crainte que quelque autre engagement ne vint à la traverser changer les bonnes dispositions où elle se trouve à présent. Son Excellence me dit qu'il étoit informé de ces sollicitations, mais qu'il ne doutoit pas que le Roi son Maître ne leur fit bien-tôt perdre toute esperance, en exécutant religieusement ses Promesses.

Si la disposition des humeurs ne vous porte pas à juger autrement des choses, je crois qu'il ne seroit pas mauvais, que, feignant quelque inquietude dans l'occasion, vous fîssiez entendre au Roi & aux Ministres, qu'il
seroit

seroit très facheux pour Leurs HH. PP. dont l'intention a toujours été de rester perpétuellement unies à la France, de se voir contraintes & nécessitées si on les abandonne, ou si on les secoure trop lentement, de rechercher, pour leur conservation toute sorte de secours, & même ceux des Puissances pour qui l'on devroit plutôt avoir la plus haute aversion. Mr. le Comte d'Estrades m'a assuré qu'il feroit au Roi des Remontrances dans le même sens, & qu'il croyoit que si vous teniez les mêmes discours dans certaines occasions, mais de maniere qu'on ne pût les prendre pour menaces, cela ne manqueroit pas de faire un bon effet. Cet avis m'a engagé à vous marquer ce que je viens de vous proposer. Au reste, je m'en remets entierement à ce que vous jugerez de plus convenable.

Il est certain que les Anglois font les plus grandes Instances auprès de l'Empereur & des Princes de l'Empire, qu'ils savent ne nous être pas affectionnez, en particulier le Brandebourg, Nieubourg & Munster, pour les engager à attaquer l'Etat par Terre; pendant qu'eux-mêmes l'attaqueront par Mer avec la dernière vigueur.

Rien ne peut être plus agréable à Leurs HH. PP. que d'apprendre que le Roi de France employe ses bons offices de la maniere la plus efficace, pour moyenner un Accommodement entre l'Etat & l'Angleterre; mais il ne faudroit pas que cela servît d'un prétexte pour ne pas fournir les secours, ce qui seroit contraire au Texte de l'Alliance. Au cas que

tems d'éclater publiquement, Leurs HH. PP. se contenteroient de recevoir sous main & sans éclat l'équivalent en subside.

Leurs HH. PP. ont délibéré aujourd'hui sur votre Lettre à Mr. le Greffier, & elles ont résolu ce que l'on vous fera savoir par cette poste-ci. Je vous prie de considérer s'il ne seroit point possible d'engager Sa Majesté à donner sur cette matiere ses salutaires avis à Leurs HH. PP. & de ménager les choses, de maniere que l'avis de Sa Majesté s'accorde avec les sentimens de Leurs HH. PP.; nous attendrons de votre prudente conduite le salutaire effet de cette Résolution, particulièrement le secours promis, ce qui se pourroit faire secrettement en argent, au cas que Sa Majesté y trouvât quelque difficulté; j'en ai hier parlé à Mr. le Comte d'*Estrades* qui trouve la chose praticable.

Je ferai part, ainsi que vous m'en priez, du contenu de votre Lettre à Mrs. les Résidens *Heyns* & le *Maire*; & dès que Leurs N. & G. P. seront rassemblées, je pousserai autant que je pourai les Affaires des deux Couronnes du Nord. Ce sera je crois le 13. de ce mois.

Nous n'avons encore eu aucune nouvelle en droiture du Vice-Amiral *de Ruyter*; mais ce que l'on mande d'Angleterre, qu'il a pris le Cap-Verd sans aucune résistance, & outre cela huit Vaisseaux Anglois, est indubitablement vrai; puis que l'on a présenté à la Chambre de la Compagnie du Ouëst une Assignation signée par *de Ruyter*, & tirée sur cette Chambre, en faveur d'un certain *Steven North*

North Capitaine ou Maître d'un certain Bâtiment Anglois nommé Hoopwel, & portant la somme de 720. liv. sterl. promise par ledit Vice-Amiral de Ruyter à ce Capitaine ou Maître, pour payement du frêt dont il est convenu avec la Compagnie Royale d'Angleterre. Ladite Assignation contient entr'autres, que le susdit Vice-Amiral prend les effets chargez dans ledit Bâtiment, comme appartenant à la Compagnie Royale, pour les faire vendre à profit sur la Côte par le Directeur Général Walkenburg, *adopus jus habentis*.

Leurs HH. PP. ont été extrêmement satisfaites du Mémoire, dont vous avez envoyé Copie dans votre Lettre adressée à Mr. le Greffier; tant par raport à sa substance & aux justes informations qu'il contient, que pour le stile & les expressions; & *quia contraria juxta se posita magis elucescant*. Vous pouvez croire quel effet a fait la comparaison que l'on en fit avec l'impertinent Mémoire de Mr. Downing, dont je vous envoie une Copie. Je suis certain que vous avez une connoissance parfaite de tout ce qu'il contient, puis que vous n'ignorez rien de ce qui s'est passé dans cette affaire. J'ajouterais seulement que ce qui est dit, que cet Envoyé auroit apporté des preuves que l'on avoit fait soulever le Roi de *Fantyn*, est une insigne fausseté; puis qu'il n'a produit qu'un simple avis du Commandeur de *Cormartyn* qui écrit cela, non seulement sans en donner aucune preuve; mais même sans alléguer comment il avoit eu cet avis du Gouverneur même & du Conseil des Indes de *Batavia*; dès que Leurs

HH. PP. ont manqué de preuves elles n'ont jamais voulu faire de plaintes aux Anglois; cependant vous vous souviendrez sans doute de l'avis que le dernier Vaisseau de retour a apporté, que les Anglois avoient fait une Ligue avec le Prince de *Bantam*, pour attaquer ensemble la Ville de *Batavia* par Mer & par Terre, & que le Roi d'Angleterre fourniroit 20. Vaisseaux de Guerre pour cette Expédition; & cet avis n'étoit pas dénué de circonstances remarquables. Je suis, &c.

A Mr. le Conseiller Pensionnaire JEAN
DE WITT.

De Paris le 10. Janvier 1665.

MONSIEUR,

La dernière que j'ai eu l'honneur de vous écrire étoit du 2. de ce mois, depuis j'ai reçu en son tems la votre du 1. Ce que vous y dites par raport aux termes, & *nemo alius*, de l'Article XIV. du Traité avec l'Angleterre est peremptoire contre les faux-fuyans de ceux qui veulent soutenir, que l'on doit s'adresser à la Justice ordinaire du Païs dont dépendent les agresseurs, pour obtenir indemnisation des dommages qu'ils ont causez. Je me servirai de ce raisonnement s'il est nécessaire; ce que je ne crois pas, puis qu'on ne répond pas aux solutions que j'ai données aux objections que les Anglois tirent de cet Art. XIV. & que Mr. de *Lionne* y a aquiescé. Si
con-

convaincre le Roi & son Conseil, que Leurs HH. PP. sont fondées sur les Traitez, par raport à tout ce qu'Elles demandent ici, & obtenir leur aveu par écrit, étoit la même chose; je pourois me promettre de terminer bien-tôt & heureusement ma Négociation; car, comme vous pouvez le remarquer dans mes Lettres, on ne refute ici aucune de mes raisons; mais on tâche d'éviter les conséquences que j'en tire à la faveur de quelques expressions générales & de quelques défaites, qui donnent seulement à entendre, que l'on voudroit bien ne se pas encore déclarer d'avantage. Néanmoins, tous ceux qui sont ici dans les Affaires d'Etat m'assurent absolument, que Sa Majesté conçoit parfaitement bien l'intérêt qu'Elle a non seulement à ne pas laisser succomber, mais même à ne les pas exposer au danger aparent de succomber. Outre cela je ne trouve pas que l'on aime ici les Anglois plus qu'ils ne le méritent, & qu'on en ait une autre opinion que celle qu'on en doit avoir; néanmoins il y en a plusieurs qui s'imaginent que Leurs HH. PP. peuvent bien d'elles-mêmes repousser ce choc, & mettre les Anglois à la raison avec l'argent & le credit qu'Elles ont; c'est-là le langage de la plupart des Ministres de cette Cour-ci. Mais il y a quelques raisons secrettes qui empêchent le Roi d'agir en cette occasion-ci avec autant de promptitude que nous le souhaiterions bien; & je ne sai s'il seroit à propos que je témoignasse plus d'empressement que je n'en marque, pour avoir une Résolution finale, sur tout tant que l'on pourra en vou-

dra mettre en question, si la rupture est d'un genre à nous mettre en droit de demander du secours, & tant que je n'aurai point d'Instruction & d'Ordre sur cet Article particulier; d'autant plus qu'à mon avis ces Messieurs-ci aimeront mieux glisser doucement, que de se voir entraînez de force.

Mr. l'Ambassadeur *Hollei* publie ici, que le Vice-Amiral *de Ruyter* a repris deux Forts sur les Côtes d'Afrique, & douze ou quinze Vaisseaux de la Compagnie Angloise d'Afrique. Je suis informé, qu'il a présenté sur cela un Mémoire au Roi, & qu'il en a parlé aux Ministres. Il se vante qu'il traversera mes Négociations, en faisant voir avec quelle mauvaise foi Leurs HH. PP. en ont agi dans cette occasion; je sai ce que je dois avancer pour justifier la conduite de Leurs HH. PP.; cependant, il seroit à propos afin que je le fasse avec encore plus de force qu'on m'envoyât de bonnes Instructions, & tout ce qui peut s'être passé sur ce sujet; car on ne peut apporter trop d'exactitude.

Dans l'entretien que j'eus ce matin avec Mr. de *Lionne*, j'insistai fort sur la promptitude avec laquelle on devoit expedier ce qui me concernoit, sans me traîner en longueur, sans traiter avec indifférence ce qu'il seroit nécessaire de faire, pour trouver de concert les moyens de mettre à couvert des Entreprises des Anglois les Puissances d'en deçà de la Mer, sur tout la France & la Republique. Mais après avoir apporté toutes les raisons propres à faire goûter ma Proposition, Son Excellence me répondit, que tout ce que je
disois.

disoit étoit bon & pouvoit être pratiqué, en suposant que l'on n'eût en vûe que l'Angleterre & les Provinces - Unies, & qu'il ne fallut pas en même tems réfléchir sur l'état des affaires de toute la Chrétienté. Je fis ce que je pûs pour le faire expliquer davantage, mais inutilement, & je n'ai pû rapporter de notre entretien, qu'une conjecture que je tire de plusieurs rapports & suppositions assez probables, qui est, que l'on veut ménager l'Angleterre par rapport au Portugal & aux desseins que l'on a formez sur les Païs - Bas Espagnols.

Ce dessein est une chose résoluë, qui influence sur toutes les Délibérations qui peuvent y avoir quelque rapport. On me mande par la dernière Poste, que l'Ambassadeur de France a dit en présence de celui qui m'écrit, que Mr. Van Beuningen ne réussiroit point dans sa Négociation, à moins que les Etats Généraux n'assurent le Roi de France, de ne pas traverser & même de favoriser ses prétentions sur les Païs - Bas Espagnols. Mr. de Lionne a dit aujourd'hui, si l'on vouloit agir de concert, il y a bien autre chose sur quoi il faudroit concerter; & s'est arrêté là : ensuite il a encore dit, les Etats Généraux ne prêtent point l'oreille à présent à une Ligue défensive; mais elle leur viendra toujours à propos lors que le Roi poursuivra ses Droits sur les Païs - Bas Espagnols. Une autre fois, nous serons présentement pour vous comme vous le demandez, & peut-être demain vous serez contre nous. Van Beuningen dit tout ce qu'il peut pour parer cela & autres pareilles objections; mais dès

que l'on dit clairement, ainsi que le dit l'Ambassadeur de France, que l'on fera telle ou telle chose, il a sa réponse prête, qu'on ne peut conditionner, & conseille que l'on doit faire proposer tout ce qui a raport à cela, par d'Estrades dans les Provinces-Unies; car, dit-il, je ne puis demander des Ordres sur ce sujet, & je ne puis rien dire ou faire sans Ordres. Je suis, &c.

P. S. Mr. de Lionne recommande que l'on termine enfin les differens qui restent avec la Couronne de Suède.

A Mr. C. Van BEUNINGEN, Ministre-Extraordinaire.

A la Haye le 15. Janvier 1665.

MONSIEUR,

Nous nous étions flatz que le Roi de France auroit agi avec plus de promptitude, dès qu'il s'agissoit d'exécuter les engagements qu'il a contractez par le dernier Traité d'Alliance; mais nous trouvons le contraire dans vos Lettres du 10. à l'adresse de Mr. le Greffier & à la mienne. Leurs N. & G. P. qui se sont assemblées hier pour la premiere fois depuis la reception de votre Lettre, ont résolu, ainsi que Leurs HH. PP. ensuite, de vous donner ordre de demander avec instance, que Sa Majesté accomplisse promptement & avec vigueur ce à quoi elle est obligée.

gée

gée par l'Alliance; ainsi que vous le verrez dans la Résolution de l'Etat, que vous recevrez en même tems que celle-ci. Je suis certain que les avis que Mr. *Downing* a donnez d'ici, ont engagé le Roi d'Angleterre à ne point rendre publique la Déclaration de Guerre qu'il avoit résoluë, & de donner à la conduite des Anglois, le nom de Represailles & de Saïfies. Mais je ne vois pas qu'il y ait de la différence entre des Represailles générales & une Guerre ouverte, ainsi que vous le remarquez fort à propos; outre cela vous remarquerez dans la Remontrance ci-jointe, que le Resident du Roi de la Grande Bretagne a fait aux Villes, par ordre de son Maître, à ce qu'il dit, que l'on est résolu non seulement de confisquer les effets des Sujets de l'Etat, comme d'Ennemis déclarez, mais même de traiter comme effets d'Ennemis, ceux des Nations neutres, dès qu'on les trouvera avec ceux des Sujets de la République.

Je vous ai mandé par ma dernière du 8. de ce mois les avis que nous avons provisionnellement reçus d'Angleterre, de l'Action du Vice-Amiral *de Kuyter*. Comme nous avons eu depuis une Copie de l'Assignation du même Vice-Amiral, dont je parle dans cette Lettre; j'ai crû qu'il ne seroit pas inutile que vous l'eussiez aussi, c'est pourquoi je vous l'envoie ci-jointe; on apprend par cette Assignation & par les Nouvelles d'Angleterre, ou du moins on peut en conclure, premièrement; que ce Vice-Amiral n'a fait aucun mal au Vaisseau de Guerre du Roi, qui ser-

voit de Convoi au Vaisseau de la Compagnie Royale qui avoit la Cargaïson, dont il est parlé dans cette assignation, & même que bien loin de-là il a rendu à ce Vaisseau de Guerre les honneurs accoustumés; secondement, que non seulement il n'a fait aucun tort aux Vaisseaux des Sujets de ce Prince qui n'ont point lezé les Sujets de l'Etat; mais même qu'il leur a fait payer le fret, qu'ils craignoient de ne pouvoir obtenir de la Compagnie Royale, à cause de l'accident qui leur étoit arrivé. Enfin, qu'il a laissé aux Anglois le Fort S. André sur la Riviere de Gambia, quoi qu'ils l'eussent enlevé, comme le reste sans aucune raison à cet Etat & à la Compagnie du Ouëst. Leurs HH. PP. avoient porté leur moderation jusqu'à ne lui pas ordonner la conquête de ce Fort; parce qu'il avoit été pris avant la conclusion du dernier Traité, entre l'Etat & le Roi de la Grande Bretagne; pendant que les Anglois alleguent la prise de quelques-uns de leurs Vaisseaux, pris, de leur nom, avant la conclusion du Traité, comme une raison qui les a engagez non à reprendre ces Vaisseaux, mais à s'emparer, en leur place, des Terres, Forts, & autres Vaisseaux. Je vous envoie aussi pour votre instruction, Copie des Ordres originaux envoyez au Vice-Amiral de Ruyter, afin que vous puissiez affirmer la verité avec certitude & refuter de même les faussetez. Au reste, tenez ces Ordres secrets, pour les Raisons que vous savez.

J'ai fait quelques dispositions pour l'accommodement des démêlez avec la Suède, & j'ai écrit

écrit pour cela à Mrs. les Bourguemaîtres d'Amsterdam la Lettre, dont voici une Copie.

Mr. *Silverkroon* m'a enfin remis par écrit les Articles ci-joints, qui vous feront voir, que de ce côté-là on recule au lieu d'avancer dans l'Affaire de Guinée.

Je ferai en sorte que l'on fasse quelques progrès dans cette Affaire pendant la présente Assemblée des Etats, & je vous écrirai en son tems ce qui se sera passé. Je ferai la même chose par rapport au Dannemark. Nous sommes dans une circonstance, selon moi, où il faudra envoyer quelque Ministre Extraordinaire vers ces deux Couronnes. Je serai toujours, &c.

P. S. Mr. le Comte d'*Estrades*, à la priere duquel & sur la demande du Roi, Leurs HH. PP. ont envoyé Mr. *Fey Van Ourschot* pour guerir la Reine Mere, souhaiteroit que dans l'occasion vous en rendissiez un bon témoignage aux Ministres de Sa Majesté, en le leur recommandant, en sorte qu'on le recompense comme il le mérite, puis qu'en effet on peut dire que le succès de cette cure tient du miracle.

A Mr. le Conseiller Pensionnaire JEAN
DE WITT.

De Paris le 16. Janvier 1665.

M O N S I E U R ,

Depuis ma dernière qui étoit du 10. de ce

B 7.

mois.

mois, j'ai reçu la votre du 8., j'observe autant qu'il me paroît convenable, la maniere de négocier avec cette Cour-ci, que vous me proposez dans votre Lettre, ainsi que vous auriez pû le voir dans mon premier Mémoire si j'avois pû y mettre tout ce que j'ai dit de bouche, & dont le Mémoire n'est que la substance.

La jalousie de la Maison d'Autriche est une corde bien délicate, & que je toucherois ici de mauvaise grace, le succès en seroit même fort douteux, ainsi il me semble qu'il vaudroit mieux que cela fût insinué ici par Mr. l'Ambassadeur de France.

Je ne sai que penser du succès des Affaires de Leurs HH. PP. en cette Cour-ci; car quoi que le Roi & son Conseil craignent réellement le tort que feroit à ce Royaume, le moindre avantage que les Anglois remporteroient dans cette Guerre sur Leurs HH. PP., & quoi qu'ils ne puissent nier leurs engagements par raport à l'Alliance; cependant ils doutent des mauvais effets que la rupture de cette Alliance entraîneroit après elle, & que je ne manque pas de leur représenter de la maniere la moins choquante; ils voyent bien aussi que leur Commerce ne jouïroit pas long tems des avantages de la Neutralité, qu'on leur avoit mis en tête avant mon arrivée; enfin, je suis informé que l'Ambassadeur d'Angleterre est fort inquiet, & n'est point du tout content de la maniere d'agir de cette Cour avec lui depuis quelques jours. Malgré tout cela je ne trouve pas dans les Seigneurs du Conseil d'Etat du Roi ce Zèle, qu'ils

qu'ils devroient faire paroître s'ils prenoient les choses à cœur comme ils devroient; je n'y trouve pas non plus cette confiance, qui doit paroître dans des Affaires que l'on doit exécuter de concert; au contraire je ne trouve qu'indifférence & une froideur qui me feroit perdre toute esperance, si l'on ne me disoit que je ne dois en tirer aucune conséquence, dans une Cour où chacun est aussi circonspect qu'on l'est à présent ici.

Comme je tenois ces jours-ci l'épée dans les reins à Mr. de Lionne, en l'accablant des raisons les plus fortes, que le Roi a de satisfaire aux engagemens qu'il a contractez avec la Republique & qu'on ne peut éluder, en lui insinuant en même tems les mauvaises suites, que pourroit avoir la lenteur avec laquelle on prenoit une resolution, & encore plus un refus formel, auquel cependant je ne m'attendois pas; il rompit enfin le silence, *C'est une méchante affaire*, dit-il, *Nous vous assisterons, & romprons à cause de vous un engagement que nous avons avec l'Angleterre; & demain l'Angleterre & les Provinces-Unies des Pais-Bas rompront avec nous. Tout se trouble par une méchante politique, qu'il faut une Barriere entre les Provinces-Unies & la France. Que peut-être le Roi de France ne pensoit pas aux Pais-Bas Espagnols, mais qu'il étoit facheux de voir ces sentimens en ses Alliez; & qu'il sait plus de cela qu'il ne me vouloit dire, même de ce qu'à présent on disoit dans les Provinces-Unies. J'ai répondu ce que j'ai pu pour parer cela, & Mr. de Lionne conclut son Discours par me dire, que je ne de-*
vois.

vois considérer ce qu'il venoit de me dire, que comme une chose qui ne devoit pas aller plus loin.

On parle ici beaucoup de la vente de *Tanger*, & d'autres Négociations misterieuses entre cette Couronne & l'Angleterre; mais je n'ajoute point foi à tous ces bruits, d'autant plus qu'ils varient tant, qu'il paroît que ce ne sont que des discours de speculatifs qui sont en grand nombre, qui savent peu des Affaires d'Etat que l'on tient fort secretes, & qui cependant ne peuvent s'empêcher d'en parler beaucoup. Je suis, &c.

P. S. J'ai lû avec plaisir ce que vous me marquez, que pendant cette Assemblée de Leurs N. & G. P. vous tâcherez qu'on fasse quelques progrès dans les Affaires de Suède; j'apprends par toutes les Lettres de ce Royaume-là, que Mr. *Van Amerongen* y seroit fort bien reçu. Je ne sai s'il ne seroit pas à propos d'envoyer aux Ministres qui sont dans le Nord une Copie de mon Mémoire que j'ai envoyé à l'Etat; en ce cas je vous prie de le faire, car je n'en ai pas eu le tems ici.

A Mr. C. Van BEUNINGEN, Ministre
Extraordinaire.

A la Haye le 22. Janvier 1665.

MONSIEUR,

J'ai reçu en son tems celle que vous m'a-
vez

vez écrite en date du 10. de ce mois, ma dernière étoit du 15. J'apprends par la votre avec chagrin sur quel pied les choses sont où vous êtes; mais j'appréhende que nous n'ayons bien d'autres embarras à craindre, si la France nous manque tout à fait de parole; car il se pourroit faire qu'elle s'entendît avec l'Angleterre, ce qui nous feroit un bien autre tort; ainsi je vous prie d'être attentif à tout ce qui se passe.

J'ai eu hier un entretien avec Mr. le Comte d'Estrades, qui me déclara, que les grandes occupations de Mr. de Lionne étoient cause qu'il n'avoit pas reçu les amples informations qu'il attendoit, & que Mr. de Lionne s'en raportoît à ce que vous vous étiez chargé de m'en écrire. Sur quoi je lui rapportai en général ce que vous aviez écrit à l'adresse de Mr. le Greffier *Ruyssch*, & ce que vous m'aviez mandé en particulier de l'entretien que vous aviez eu avec Mr. de Lionne; Mr. l'Ambassadeur me demanda alors, si vous ne m'aviez pas marqué que l'on avoit fait entendre au Roi, que Leurs HH. PP. avoient surpris Sa Majesté; en l'engageant à faire la dernière Alliance, qui n'étoit qu'à l'avantage de l'Etat qui a plusieurs démêlez avec ses Voisins, & qui est exposé à être attaqué pour plusieurs raisons; au lieu que dans la situation où sont à présent les Affaires de l'Europe, la France n'avoit point à craindre d'être attaquée; enfin, que les Ministres qui avoient été employez dans cette Négociation étoient fort embarrassés, comment éviter d'encourir la disgrâce de Sa Majesté. Nous eumes.

eumes sur cela un long entretien, dans lequel je tâchai de lui prouver que Sa Majesté trouvoit ses intérêts dans cette Alliance aussi-bien que la République, & qu'après tout il n'étoit pas question de disputer sur cela, que l'Alliance étoit faite & qu'il s'agissoit d'en exécuter le contenu. Mr. l'Ambassadeur en tomba d'accord, alors nous parlâmes de la facilité qu'il y auroit de fournir secrètement le subside en argent. Cette Proposition ne déplût pas à ce Ministre, & je me suis chargé de vous prier d'examiner, s'il ne seroit pas à propos d'en faire la Proposition à Mr. de Lionne, pour faciliter à Sa Majesté les moyens de prendre une résolution sur les secours que nous attendons d'Elle. Je finis celle-ci avec précipitation, en vous assurant que je suis, &c.

A Mr. le Conseiller Pensionnaire JEAN
DE WITT.

De Paris le 23, Janvier 1665.

MONSIEUR,

Mr. de Thou sortant de chez Mr. le Maréchal de Turenne est venu chez moi, pour me prier de vous écrire au sujet de Mr. le Comte d'Auvergne, pour voir si l'on ne pourroit pas l'attirer au service de Leurs HH. PP. en lui conférant une Compagnie de Cavalerie. J'ai reçu en même tems une Lettre de Mr. le Prince de Turenne qui me demande la

la même chose, & me prie d'interposer à cet effet mes bons offices auprès des Personnes de la Regence qui me sont affectionnées. Sa Famille, ses mérites personnels, l'importance des Biens qu'il a aquis par ses Alliances dans les Etats de Leurs HH. PP., enfin la reconnoissance qu'en auroit Mr. le Maréchal de *Turenne*, qui a plus de crédit que personne auprès du Roi pour ce qui regarde les Affaires de la Republique, & qui me témoigne le plus de Zèle & de bonne inclination; toutes ces considérations m'ont paru dignes d'attention, & propres à donner quelque poids à cette sollicitation. Je souhaite qu'elles vous paroissent telles, & que le peu de crédit que j'ai auprès de quelques Personnes de la Regence puisse operer dans cette occasion pour appuyer cette Affaire. Je vous prie de me mander ce que vous en pensez. & ce que l'on pourroit faire pour réussir.

Outre cela Mr. le Prince de *Turenne* m'est venu rendre une visite, pour me recommander les intérêts de son Neveu le Marquis de *Monpouillan* dans un Procès qu'il a. Ce Prince n'a pû m'en dire aucune particularité, ainsi pour satisfaire à sa recommandation, je ne sai d'autre voye que de vous importuner encore; en vous priant d'être favorable à Mr. de *Monpouillan* ou à ceux de son conseil en son absence, de tout ce qui dépendra de vous, en sorte qu'il obtienne une bonne & prompte justice. Vous obligerez Mr. le Prince de *Turenne*, & celui qui ne cessera d'être, &c.

A Mr. le Conseiller Pensionnaire
JEAN DE WITT.

De Paris le 23. Janvier 1665.

MONSIEUR,

Depuis ma dernière qui étoit du 16. de ce mois, j'ai reçu la votre du 15., avant & depuis la visite que j'ai renduë à Mr. de *Lionne*, & dont je parle dans ma Lettre ci-jointe; j'ai parlé de ce qui concerne ma Négociation, avec Mr. le Maréchal de *Turenne*, que le Roi consulte particulièrement sur les Affaires de Leurs HH. PP. Quand je me rapelle tout ce qui s'est passé depuis le commencement de ma Négociation, je puis dire, sinon avec certitude, du moins avec probabilité, que dans le fonds, ni le Roi, ni les Personnes de son Conseil ne sont portées pour les Anglois; & que l'on aquiesce tous les jours de plus en plus aux raisons qui servent à démontrer, que leurs vûes sont pernicieuses, & qu'ils méritent qu'on y fasse attention tant du côté de Leurs HH. PP. que de celui de la France; que les intérêts de la Couronne ne permettent pas, qu'on laisse succomber la République jusqu'à être obligée de recevoir la loi des Anglois. Le Projet de pousser le Commerce & la Navigation à la faveur d'une neutralité dont on parloit tant lorsque j'arrivai ici, ne faisoit plus la moindre impression sur l'esprit du Roi ni sur ceux de son Conseil; bien loin de-là, le dérangement dans le Commerce,

ce, que l'on commence déjà à ressentir dans plusieurs Provinces, fait regarder la Guerre comme très-préjudiciable pour le Royaume, sur tout par raport à cette partie du bien public. Toutes ces raisons sont cause que l'on tâche sincèrement de faire la Paix entre l'Angleterre & Leurs HH. PP.; mais en négociant cette Paix on voudroit aussi ménager l'Angleterre autant qu'il se pourroit, tant pour les raisons déjà alléguées par Mr. de Lionne, que pour certaines mesures que l'on prend depuis long tems dans ce Royaume par raport au Portugal. Il s'en trouve plusieurs qui jugent que les Finances de Leurs HH. PP. sont dans une beaucoup meilleure situation que celles de l'Angleterre, & qu'elles pourront sans peine parer quelques mauvais coups, ce qui diminuë plus qu'il ne faudroit la peine qu'on auroit de laisser Leurs HH. PP. seules dans l'embaras. On est persuadé qu'on ne peut rien répondre à ce que Leurs HH. PP. allèguent par raport aux obligations de l'Alliance; mais on a recours aux défaites, dont j'ai donné avis, pour gagner du tems, & voir quel sera le succès des tentatives que l'on fait pour la Paix; mais sur tout parce que l'on remarque bien, comme je l'ai déjà mandé par occasion, que lorsqu'il s'agit d'exécuter ce qui est stipulé dans une Alliance, on ne peut proposer des conditions qui ne sont point contenuës dans l'Alliance, pour en faire dépendre cette exécution: ce qui est cause que l'on s'applique à trouver des défaites, afin d'en venir enfin à une capitulation si l'on est obligé d'exécuter l'Alliance. Il s'en

s'en trouve qui s'imaginent, que c'est dans la vûe de frustrer entierement Leurs HH. PP. des effets de l'Alliance; je ne puis pas le nier positivement, mais j'ai peine à le croire: il est vrai que les Ministres agissent avec moi d'une manière extrêmement froide & réservée, ainsi que je l'ai déjà écrit. soit parce que toute la Cour est très-circonspecte, soit parce que l'on s'imagine que l'embaras où cette conduite jetteroit Leurs HH. PP. les rendroit plus faciles à donner les mains à un Accommodement avec l'Angleterre, ou à écouter les Propositions que le Roi voudroit leur faire. Autant que j'ai pu l'apprendre le Roi n'a encore rien résolu par rapport aux conditions qu'il pourroit nous proposer, & peut-être que les Ministres qui seront consultez ne se trouveront pas de même sentiment, autant que je puis le prévoir. Peut-être mettra-t-on en question, s'il est à propos d'en faire la Proposition ou non dans cette circonstance-ci; fut tout parce que, comme Mr. de *Lionne* me le disoit il y quatre ou cinq jours, on ne peut se donner mutuellement aucune assurance sur cela. Ce Seigneur me dit alors, comme je vous l'ai mandé, que tout ce qui gâtoit les Affaires, étoit cette maxime des États Généraux sur la nécessité d'une Barriere entre les Provinces-Unies & la France. Mr. de *Turenne* dit que les vûes sur tous les Païs-Bas Espagnols seroit d'une trop grande étendue; mais que la France devoit avoir quelques Places frontieres, comme Cambray. Pour moi je vais toujours mon train, & je soutiens qu'il faut
exé-

exécuter les conditions de l'Alliance, après quoi l'on pourra faire telle Proposition que l'on voudra : au reste, je glisse avec discrétion, les raisons qui peuvent faire penser plus d'une fois à ces Propositions, sur tout dans ce tems-ci, par raport à d'autres Puissances.

Je ne sais ce qu'est devenu la Lettre secrète que je vous ai écrite sur ce sujet il y a quinze jours, d'autant que vous ne m'en parlez point dans votre dernière; pour plus de sûreté je vous écris celle-ci sous couvert. Je voudrois que vous me marquiez quelque Marchand à qui je pûs adresser les Lettres de ce genre; je crois qu'on peut à présent en communiquer le contenu à la Généralité. On m'en parle dans toutes les Conférences, & l'Ambassadeur de France ne s'en est pas tenu en compagnie, comme je vous l'ai mandé. Je suis, &c.

P. S. Comme j'allois fermer celle-ci on vient me dire de bonne part, que dans les dernières dépêches pour l'Angleterre; le Roi a mis en œuvre toutes les instances possibles pour engager celui d'Angleterre à un Accommodement, & que je dois bien espérer de ma Négociation, si ce dernier effort ne réussit point. Je m'informerai de ce qui en est réellement.

A Mr. C. Van BEUNINGEN, Ministre
Extraordinaire.

A la Haye le 29. Janvier 1665.

MONSIEUR,

J'ai reçu vos deux Lettres du 23. ; j'ai reçu en leur tems toutes vos autres Lettres, sans qu'il y en ait une d'égarée.

Je tâcherai de penetrer quelles sont les dispositions des autres Membres par raport à ce que Mr. de *Turenne* vous a recommandé, & je vous marquerai alors ce que j'aurai découvert ; la recommandation en faveur de Mr. de *Monponillan* aura son effet autant qu'il sera possible.

On commence à s'ennuyer ici de tous ces délais & du peu de franchise avec laquelle on en use à la Cour où vous êtes ; c'est ce que vous verrez par la resolution que Leurs HH. PP. ont prise hier. J'ai eu un entretien fort vif avec Mr. le Comte d'*Estrades*, auquel j'ai parlé des raisons que Mr. de *Lionne* vous alleguoit, en lui raportant les réponses invincibles que vous y avez faites ; je lui ai déclaré alors tout naturellement que si le Roi nous abandonnoit dans cette occasion-ci, ce seroit une violation palpable de l'Alliance, confirmée de la maniere la plus autentique, ce qui arrivant de la part de la France ne manqueroit point de revolter pour toujours les Esprits dans la Republique ; puis qu'on seroit en droit de croire qu'on ne pouroit ta-

bler

bler ni sur aucune sûreté, ni sur la bonne foi, en traitant avec cette Couronne; mais que nous esperions que Sa Majesté previeudroit une si mauvaise opinion, en nous donnant un prompt & considerable secours, & qu'elle aimeroit mieux s'attacher pour toujours Leurs HH. PP., que de les abandonner au dernier désespoir. Son Excellence est d'avis, que vous feriez bien de proposer à Mr de *Lionne* le moyen de donner secrettement le secours en argent, d'autant que de cette maniere la France pourroit paroître neutre aux Anglois, & éviter de tomber dans une Guerre très-préjudiciable aux Sujets de Sa Majesté. Je lui ai répondu que vous aviez assez donné à entendre cet expédient à Mr. de *Lionne*, en lui disant qu'on pourroit le pratiquer pendant les quatre mois stipulez, pendant lesquels on auroit le tems de concerter ce qu'il seroit à propos de faire ou de ne pas faire après l'expiration de ce terme; mais que de notre côté nous ne pouvions faire autre chose que de demander simplement ce dont on étoit convenu dans l'Alliance, sans nous en éloigner, pour donner dans quelque nouveau Projet qui n'auroit aucun fondement.

J'ai profité de la présence des Députés des Colleges de l'Amirauté de cette Province qui sont ici, par rapport aux Affaires de Suède, & eu avec eux une longue Conference, sur la Proposition que l'on a faite de donner satisfaction à la Regence de ce Royaume, sur l'éclaircissement par rapport aux Bâtimens armez: il s'en est suivi ce que vous pouvez voir par l'Extrait ci-joint, tiré du Journal

du 24. de ce mois. Je vous marquerai en son tems ce qui se passera de plus sur ce sujet.

Vous apprendrez des deux Extraits ci-joints, ce que Leurs N. & G. P. ont résolu le même jour par rapport au démêlé touchant la Guinée & l'affaire de Groot Jan ; je crois que vous pourriez par provision en faire part aux Ministres, pour leur donner des preuves de l'équité de Leurs N. & G. P. & de leur déférence pour Sa Majesté.

Leurs N. & G. P. ont aussi résolu hier, que l'on enverroit des Ministres Extraordinaires dans les Cours du Nord, & vous verrez par l'Extrait ci-joint, que tout est arrivé conformément à vos précédentes considérations.

Vous verrez par ce que l'on vous enverra de la part de Leurs HH. PP., que les choses sont ici en termes d'une rupture ouverte, & que les Anglois en attaquant devant Cadix les Vaisseaux de Guerre de l'Etat & les Bâtimens marchands qui étoient sous leur Convoi, ont engagé Leurs HH. PP. à prendre cette résolution ; ainsi que vous le verrez par l'Extrait ci-joint de la résolution de Leurs HH. PP. du 24 de ce mois. Le même jour Leurs N. & G. P. ont pris plusieurs résolutions par rapport à la Flotte de l'Etat, aux Equipages, &c., dont j'ai crû devoir vous communiquer ici le contenu.

Leurs N. & G. P. sont occupées présentement à délibérer, pour donner ordre à l'Amirauté d'Amsterdam d'équiper 20. Vaisseaux de guerre au de-là des 72., & pour obliger la
Com-

Mrs. J. de Witt & C. van Beuningen. 51

Compagnie des Indes, en accordant une prolongation de son Privilège, à fournir 20. autres Vaisseaux de guerre. Outre cela on a formé l'avis ci-joint, pour louer douze bons Vaisseaux dans la Méditerranée. Je finis en vous assurant que je suis, &c.

A Mr. le Conseiller Pensionnaire
JEAN DE WITT.

De Paris le 30. Janvier 1665.

MONSIEUR,

Depuis ma dernière du 23. j'ai reçu la votre du 22. de ce mois. J'ai appris avec satisfaction que vous aviez reçu la Lettre secrète que je vous avois écrite huit jours auparavant: J'attends avec impatience le même avis par rapport à ma précédente qui étoit aussi secrète, & à mon second Mémoire présenté au Roi. Comme on m'a rendu fort suspect le Bureau de la Poste de Bruxelles, il est nécessaire pour ma tranquillité, que l'on m'informe de tems en tems de la reception de mes dépêches adressées à la Regence ou à Vous. Je crois aussi qu'il seroit à propos, que je fusse exactement informé des Remarques que l'on fait dans l'Assemblée sur ce que je mande, ce qui me seroit en même tems beaucoup de plaisir, vû l'importance & la délicatesse des Affaires dont je suis chargé. Il faudroit aussi qu'on me fît instruire, par quelque Personne que l'on chargeroit de ce soin, non seulement

des résolutions de Leurs HH. PP., mais aussi des progrès de l'Armement, de la construction des Vaisseaux, du courage de nos Gens de Mer, & autres choses pareilles, sur lesquelles mon ignorance ne peut être que très-préjudiciable.

Il me semble qu'il seroit nécessaire de charger une bonne plume, de refuter sous l'autorité publique le dernier Ecrit de Mr. *Downingh*; car le bon Droit de Leurs HH. PP. n'empêche pas que l'on ait recours à des faux fuyans. La réponse que l'on a faite au Roi d'Angleterre dans le mois d'Octobre dernier ne me paroît point complete, sur tout en ce qu'on n'y parle point de l'Expedition de *Ruyter*, ni du Different par rapport aux Vaisseaux la bonne Avanture, & la bonne Esperance. Cependant je l'ai fait réimprimer ici, & j'en ai distribué plus de cent-cinquante parmi les Personnes du premier rang, ce qui fait un bon effet, & a ouvert les yeux à plusieurs qui s'étoient laissez prévenir aux artifices des Anglois. Ceux qui nous sont le plus affectionnez sont généralement d'avis, que Leurs HH. PP. ne doivent point garder le silence sur le dernier Ecrit de Mr. *Downingh*, qu'Elles doivent le faire réfuter; & c'est aussi mon sentiment.

J'ai comme arraché à Mr. de *Lionne* ce qu'il m'a dit aujourd'hui, & que je vous mande & à Mr. le Greffier *Fagel*; je n'en suis venu à bout qu'en me plaignant vivement de la dissimulation avec laquelle on en agissoit avec moi, ce qui inquiétoit fort Leurs HH. PP. & pouvoit être très-préjudiciable à la Cause commune. Sa premiere réponse fut,

fut, que le Roi étant bien informé, que tout ce que j'écrivois, tomboit entre les mains des Espagnols & des Anglois, & qu'il n'y avoit rien de secret dans l'Etat, sur tout par rapport aux choses dont les Ministres de Leurs HH. PP. devoient faire rapport; Sa Majesté en étoit très-mécontente & lui avoit expressément défendu de me rien répondre à tout ce que je lui proposerois, sinon qu'il en feroit rapport à Sa Majesté, qui me déclareroit Elle-même ses résolutions, lors qu'elle jugeroit qu'il en seroit tems. Je vous prie de donner connoissance de ceci en pleine Assemblée de Leurs HH. PP., & de leur faire considérer en même tems quel tort cela fait à leurs Affaires, sur tout dans une Cour, où l'on se fait un mérite du secret plus que dans aucune autre. Il paroît assez que le Roi a été très-mécontent, puis qu'il a dit qu'on ne pouvoit me dire, que ce que l'on me diroit en présence du Marquis de Fuentes & de Milord Hollis. Ne seroit-il donc pas possible de ne faire aucune Copie des Lettres que j'écris à Mr. le Greffier; car on est ici fort choqué de ces Copies, & les Esprits sont fort chatouilleux.

J'ai représenté à Mr. de Lionne de la manière la plus attrayante votre Proposition de donner le secours en argent, & je lui ai fait voir combien cela intéressoit peu le Roi, & cependant l'avantage qui en reviendrait. Son Excellence me fit entendre qu'il croyoit qu'on ne pouvoit rien exiger de plus; que cependant cette Proposition méritoit réflexion, supposé qu'on se contentât du secours en ar-

gent sans exiger la Rupture. Je lui repliquai que ce seroit changer le Traité & non pas y satisfaire; mais il me répondit qu'en ce cas ma Proposition seroit, comme lors qu'on sert les mêmes mets en changeant seulement la fausse. Ainsi la chose en est restée-là, & j'ai seulement prié Son Excellence de vouloir bien y faire réflexion.

Tout ce que je puis apprendre des forces marines de ce Royaume & de ses armemens, c'est que la Couronne a 52. Vaisseaux de guerre, parmi lesquels il n'y en a point au delà de 50. pieces de Canons, & dont la plupart sont entre 30. & 40.; il y en a même quelques-uns qu'on auroit de la peine à mettre en Mer. L'intention du Roi est de les augmenter par provision jusqu'à 50., soit en en louant, soit en en faisant bâtir: ceux qui savent l'état des Provinces maritimes croient que l'on pourra trouver assez de Matelots dans le Royaume pour ce nombre de Vaisseaux; mais non pas sans suspendre la navigation des Bâtimens marchands. On pourroit manquer de Canons, mais il sera aisé d'en tirer des Magazins du Roi & même des Villes fortifiées, dont on pourroit les emprunter pour les mettre sur les Vaisseaux, puis qu'il y en a plus de cinq à six mille pieces. Il n'y a à présent que neuf Vaisseaux du Roi en Mer, qui sont dans le Détroit sous les ordres de Mr. de *Beaufort*, & qu'on ne travaille pas beaucoup à l'armement des autres qui sont de côté & d'autres dans les Ports.

Sur les plaintes que Mr. de *Lionne* me fit avec assez de vivacité sur ce que rien ne pouvoit

voit rester secret, je lui répondis qu'au moins ce qu'il m'avoit dit touchant les Païs-Bas Espagnols étoit certainement resté secret; il me répondit qu'on pouvoit en conclure que je l'avois écrit; cela me donna occasion de remettre cette Affaire sur le tapis, en disant que Leurs HH. PP. ne pouvoient faire aucune Proposition à cet égard; sur quoi il me répondit que l'on n'en feroit aucune de la part de Sa Majesté.

Quant au soupçon que vous paroissez avoir de quelqu'intelligence entre le Roi de France & celui d'Angleterre, au préjudice des Provinces-Unies; je crois qu'il n'en est rien, & que l'on peut être en repos de ce côté-là, du moins jusqu'à présent; mais je ne puis prévoir quel changement le tems peut faire dans les humeurs & dans les choses. Mr. de Turenne m'a dit que les intentions étoient ici aussi bonnes qu'elles étoient sincères, & que l'on n'oublioit rien pour rétablir la Paix. On regarde les desseins des Anglois comme pernicieux, & l'on sent bien que l'on a intérêt à maintenir Leurs HH. PP.; & l'on entretiendra volontiers le Commerce sur le pied sur lequel il est à présent.

Je suis informé de très-bonne part que l'on a encore dit cette semaine à *Hollis*, que le Roi d'Angleterre devoit penser à s'accommoder, ou que le Roi de France seroit obligé d'exécuter les conditions de l'Alliance qu'il avoit avec Leurs HH. PP.; j'ai plusieurs rapports qui s'accordent sur cela. Rien ne m'inquiète davantage que les desseins de ces Gens-ci sur les Païs-Bas Espagnols. Il

s'en trouve qui s'imaginent, que si le Roi d'Angleterre leur faisoit sur ce sujet quelque Proposition avantageuse, il pourroit aisément les mettre dans son Parti; mais il me semble qu'il y auroit bien des choses à dire là contre. Dieu veuille que tout réussisse pour le mieux, & vous conserver long tems pour le bien de l'Etat. Je serai toujours, &c.

P. S. J'ai vû ici entre les mains de plusieurs personnes mon Mémoire présenté au Roi, imprimé & envoyé d'Hollande, mais fort altéré.

A Mr. C. van BEUNINGEN, Ministre
Extraordinaire.

A la Haye le 5. Février 1665.

MONSIEUR,

Depuis ma dernière en date du 29. du passé, j'ai reçu les deux Lettres que vous m'avez écrites le 30. du même mois, dont l'une étoit pour moi en particulier, & l'autre la Copie de celle que vous écriviez le même jour à l'adresse de Mr. le Greffier *Ruyfch.* J'ai communiqué la mienne aux Etats de Hollande & de Westfrise, & aux Commissaires de Leurs HH. PP. Vous pouvez être tranquille par raport à toutes vos Lettres précédentes, il n'y en a pas une seule d'égarée.

Vous avez parfaitement bien fait de parer la bote que le Marquis de *Lionne* vous portoit, pour faire accepter dès à présent le Sub-
sïde

sûre en argent, sans obligation d'en venir à la Rupture, ni à présent, ni après l'expiration des quatre mois; d'autant qu'il faut éviter en toutes manières toutes nouvelles Négociations, sur tout celles qui peuvent aboutir à quelque changement dans le Traité. Quand on saura réellement en quoi consistera ce secours, avec exclusion de Rupture, sur tout par rapport au Commerce de part & d'autre, Leurs HH. PP. seront obligées, suivant le texte du Traité, de déclarer si elles s'en contentent à la place d'une Rupture.

Les Ministres de la Cour de France peuvent être assurés, qu'il ne se fait aucune Copie de ce que l'on m'écrit en particulier, & que l'on ne rapporte qu'avec beaucoup de ménagement les choses qui méritent le secret, quoi qu'on doive y avoir égard dans les Délibérations pour peu qu'il s'agisse du bien public.

Nous attendons avec bien de l'impatience ce que Sa Majesté résoudra, par rapport aux secours qu'elle doit nous prêter par provision en conformité de l'Alliance; nous ne sommes pas moins impatiens de savoir quel succès vous aurez sur le contenu de la Résolution de Leurs HH. PP. qu'on vous a envoyé par la Poste du 29. du mois passé. Au reste, Leurs HH. PP. & en particulier Leurs N. & G. P., font de ce côté-ci tout ce qu'il faut pour pousser la Guerre avec vigueur contre l'Angleterre, & l'obliger ainsi à une Paix honorable. Pour cet effet Elles ont pris des mesures avec ceux de la Compagnie des Indes, ainsi que vous le pouvez voir par

la piece ci-jointe N^o. 1., & sur laquelle on prendra une résolution finale au premier jour.

De plus, Leurs N. & G. P. ont pris les résolutions ci-jointes N^o. 2. & 3. pour l'augmentation des forces navales & des 27. Vaisseaux de guerre, & en même tems pour mieux partager & défendre la navigation dans la Méditerranée. On a déjà fait de si bonnes dispositions à cet égard dans la Généralité, qu'il y a lieu de croire qu'on y prendra une conclusion semblable.

Et pour fournir à l'exécution de ces résolutions, Leurs N. & G. P. ont aujourd'hui accordé les importans consentemens à la Taxe sur les cheminées, à celle sur les passages, à un second deux-centième denier, à employer le profit qui reviendra de la réduction des rentes & intérêts à l'amelioration du revenu du quarantième denier; enfin au rétablissement de trois Taxes qui avoient été discontinuées, ainsi que vous le pourrez voir par les Extraits ci-joints N^o. 4. 5. 6. 7. & 8. que je vous envoie pour votre instruction.

La construction des Vaisseaux qui sont commencez n'a pû tant avancer, qu'on puisse en tirer quelque service ce Printems-ci : le gros Vaisseau qui a été si long tems sur le Chantier de Rotterdam pourra être bien tôt lancé à l'eau, en sorte qu'il sera en état de sortir du Port vers le mois de Juin ou peut-être plutôt. Pressé par les affaires dont je suis accablé, je finis celle-ci en vous priant de me croire, &c.

Mrs. J. de Witt & C. van Beuningen. 39

A Mr. C. van BEUNINGEN, Ministre
Extraordinaire.

A la Haye le 5. Février 1665.

M O N S I E U R ,

Je vous ai importuné il y a quelque tems, à la priere de mes Amis, pour vous recommander leurs intérêts par raport aux Greniers à Sel du Lionnois. Ils me font savorir que cette affaire est terminée, mais qu'il en reste encore une qui les intéresse, & qui concerne quelques Domaines aliénez; sur quoi ils ne manqueront pas de vous donner toutes les instructions nécessaires. Je vous prie de leur rendre tous les services qui dépendront de vous; vous obligerez infiniment celui qui fera toujours, &c.

A Mr. le Conseiller Pensionnaire
JEAN DE WITT.

De Paris le 6. Février 1665.

M O N S I E U R ,

Depuis ma dernière en datte du 30. du passé, j'ai reçu celle que vous m'avez fait l'honneur de m'écrire le 29. du même mois..

Je souhaite de toute mon ame que l'on exécute courageusement les bonnes & salutaires

C. G.

tairess

taires Résolutions que l'on a prises dans l'Etat, & que l'on termine de même les Délibérations qui sont sur le tapis, pour agir avec vigueur contre l'Ennemi, & augmenter le nombre des Vaisseaux de guerre & des forces marines de Leurs HH. PP., dont les Résolutions sont ici universellement applaudies, & attirent à Leurs HH. PP. les éloges que mérite leur sagesse & leur courage.

On ne m'a point encore fait ici de plaintes, que dans la Conclusion de la dernière Alliance Leurs HH. PP. n'auroient cherché que leur avantage particulier; mais depuis long tems, j'ai eu des raisons de leur ôter cette pensée au cas qu'elle leur fût venue, & je leur ai fait sentir que la France n'est pas moins exposée que Leurs HH. PP. aux insultes des Anglois, & que cette Couronne n'avoit d'autre moyen de leur faire tête, qu'en s'alliant avec Leurs HH. PP., tant qu'elle ne seroit pas plus redoutable en Mer, ce qui ne pouvoit être de quelques années.

Je commence à croire que l'on ne parlera plus de la Proposition par rapport aux Pais-Bas Espagnols, & j'ai pris certaines mesures qui pourroient bien y avoir contribué; mais cela n'empêche pas qu'on n'en ait la tête remplie, & c'est-là le seul obstacle que nous avons à craindre; il est vrai que la foiblesse de cette Couronne sur Mer est une des raisons qui empêche le Roi de souhaiter une rupture; mais il y a moyen de surmonter cette difficulté, pourvu que Leurs HH. PP. passent en résolution la Proposition dont vous me parlez, de faire équiper 20. Vaisseaux par
l'Ami:

l'Amirauté d'Amsterdam, 20. par la Compagnie des Indes, & d'en armer 32. pour la Méditerranée. Cependant, il s'en trouve qui s'imaginent, qu'il ne seroit point de la réputation du Roi, de rompre ou de prendre quelque résolution qui entraîne une rupture, tant que Sa Majesté ne sera point plus puissante sur Mer. D'un côté on est fort embarrassé, & l'on ne voudroit pas donner du secours à des Gens qu'on se persuade être très-disposés à s'opposer aux desseins en question; & d'un autre côté ils trouvent, avec raison, qu'ils ne peuvent guères refuser ce secours.

J'ai fait part en confidence à Mr. de Turenne de ce que vous me marquez dans votre dernière, que vous avez dit en termes assez forts à Mr. l'Ambassadeur de France; son Excellence, qui est d'ordinaire fort réservé, m'avoua qu'il avoit eu des raisons de trouver que Leurs HH. PP. avoient tort, & qu'il croyoit que dès qu'on obtiendrait du Roi, qu'il travaille par provision avec application à faire la Paix, qu'il seconde les Négociations de Leurs HH. PP. dans le Nord, qu'il déclare aux Anglois qu'il ne souffrira pas que la République succombe, & que pendant ce tems-là il se mette en posture sur Mer, restant toujours fidèlement attaché aux intérêts de Leurs HH. PP., même jusqu'à résister, sans en venir néanmoins à présent ou à l'avenir à une rupture ouverte, on n'avoit aucun sujet de se plaindre; sur tout puis que l'Expédition de *de Ruyter*, qu'on avoit fait partir sans en donner part au Roi de France, étoit la cause de cette Guerre. Je lui répondis, qu'il s'a-

gissoit seulement d'examiner si l'on avoit eu tort de se conduire ainsi, ce qu'on ne pouvoit dire; outre que l'on avoit communiqué les Ordres qu'on lui avoit donnez, & qu'on ne pouvoit nier que le Roi eût approuvé ces Ordres. J'ajoutai quelques autres raisons paralleles, auxquelles ce Seigneur ne répondit autre chose, sinon, qu'on n'avoit aucun sujet de se plaindre; mais enfin il en vint jusques à dire, qu'il croyoit bien que le Roi ne feroit aucune difficulté d'en venir à une rupture, s'il étoit sur Mer dans une situation à le faire avec honneur. Vous pouvez croire que tout ceci doit être du dernier secret & vous en sentez assez les raisons. Je suis, &c.

Copie de la Lettre du 6. Février 1665. à
l'adresse de Mr. le Greffier *Ruysh.*

De Paris le 6. Février 1665.

Tout ce que l'on peut apprendre des preparatifs & des desseins des Anglois par les nouvelles que l'on reçoit ici de Londres, se réduit à ceci.

Le Roi d'Angleterre seroit assez disposé à entendre des Propositions de Paix; mais le Duc d'*York* avec la plus grande partie du Conseil sont pour la Guerre, & les choses sont selon eux dans une situation à ne pouvoir en sortir sans repandre du sang. On est fort occupé à rassembler, tant des Informations de *Holmes*, que d'ailleurs, tout ce qui peut servir à prouver que les Hollandois,
ainsi.

ainsi qu'ils le prétendent, ont été les agresseurs, & que l'on doit considérer la prise des Bâtimens Hollandois, comme l'effet de justes représailles pour des pertes souffertes.

On se flatte que le Roi de France amusera Mr. *van Beuningen* avec des Promesses générales, jusqu'après la première Bataille, qui ne manquera pas de se donner au commencement de cette année, ou au commencement de Mars, d'autant que les Amiraux assurent que les Flottes seront si considérables, qu'on ne pourra pas douter du succès, & qu'alors les secours de la France ne seront pas tant à craindre.

Il y a un dessein sur l'Isle de Texel, & pour empêcher la jonction des Flottes.

On est dans l'impatience d'apprendre, comment l'on prendra en Hollande les Propositions des Députés de Zélande, s'ils pourront faire quelque chose en faveur du Prince d'Orange, & si cela ne donnera pas lieu à quelque mésintelligence.

Les Commissaires de la Flotte ont fait un rapport fort avantageux de l'état où elle se trouve, & ils ont proposé de louer quelques Bâtimens marchands.

On n'ose diviser la Flotte, quoi que les Ecois & ceux du Nord de l'Angleterre demandent une Escadre.

Du 10. du même mois.

Le Chancelier a tâché de démontrer au Roi par plusieurs raisons, que par le moyen de la Guerre on ôtera aux Hollandois le Commerce & la Navigation qui passeront aux
An.

Anglois; qu'il seroit aisé de troubler leur Commerce en enlevant leurs Bâtimens marchands, & en bloquant leurs Ports, ce que l'on feroit sans peine après la premiere rencontre générale, du succès de laquelle on ne pouvoit douter, pour peu qu'on réunît toutes les forces marines de l'Angleterre. Qu'à la verité les Anglois ne pourront se défendre dans les Indes; mais que lors que les choses auront réüssi en Europe, comme il y a lieu de l'esperer, on trouvera facilement les moyens de réparer les pertes qu'on fera de ce côté-là, sur tout, puis que l'on peut se servir dans les endroits éloignez des nombreuses & puissantes Colonies Angloises que l'on a dans l'Amérique. Que les Anglois pouroient même profiter des progrès que les Nations neutres feroient dans le Commerce pendant la Guerre, par des moyens dont il indiquoit quelques-uns. Qu'en envoyant une petite Escadre du côté du Cap de bonne Esperance, après l'exécution des premiers Projets en Europe, on pouroit y exécuter quelque entreprise avantageuse. Qu'il falloit mettre les Barbades en sûreté contre les entreprises des Hollandois; mais qu'avant de rien faire de ce côté-là, il falloit attendre des nouvelles de *de Ruyter*.

Mr. *Hollis* paroît mécontent de ce que les François s'intéressent tant pour les Hollandois.

Les Ecoissois murmurent terriblement; leur Royaume est plein de Sectaires & de Mécontents, & les détestables conseils du Chancelier

celier pourroient bien être cause de la perte du Roi & de la sienne propre.

La Cour s' imagine, qu'après la première Bataille, elle pourra diminuer sa Flotte d'un tiers, & que pendant l'Hiver elle ne sera obligée d'en entretenir qu'un tiers.

La Ville de Londres a présenté Requête, demandant d'être déchargée de la Taxe pour le Subside, & qu'on lui donne des sûretés pour le remboursement des sommes qu'elle a prêtées.

On enverra une Escadre pour renforcer l'Escadre qui est dans la Méditerranée, tant pour reparer la perte des trois Vaisseaux, que pour exécuter quelque entreprise considérable.

Le Vaisseau du Commandeur *Allen* a donné contre un écueil, le *Phenix* & le *Soleil* ont été brisez.

Les Républicains d'Angleterre sont dans l'agitation, ils ont de grandes correspondances & de vastes desseins.

Du 12. du même mois.

On commence à murmurer ouvertement en Ecosse contre les Episcopaux, on y a blessé à mort un de ces hommes qui enrôlent par force; on craint fort quelque émotion dans ce Royaume.

On fait courir le bruit dans Londres, qu'il y a beaucoup de mécontentement & de méfintelligence en Hollande.

La Cour est dans la plus grande irrésolution du monde, & ne fait si elle veut la Paix
ou

ou la Guerre. Le Duc d'*Torck* & le Chancelier pouroient bien commencer à craindre les Ecoſſois & les Sectaires. L'Ambaſſadeur de Hollande a eu une Audience favorable. On enverra à *Allen* un renfort de ſept ou huit Fregates.

Mr. *Hollis* a fait demander, que l'on ne permît pas que les Armateurs Hollandois conduiſſent leurs priſes à *Dunkerque*; mais ſon Secrétaire a eu de Mr. de *Lionne* une réponſe aſſez déſagréable.

A Mr. C. van BEUNINGEN, Miniſtre
Extraordinaire.

A la Haye le 12. Février 1665.

MONSIEUR,

Ma dernière étoit du 5. du courant, j'ai depuis reçu les deux vôtres, dont l'une étoit une Copie de celle que vous avez écrite à l'adreſſe de Mr. le Greffier *Ruyſch*.

Conformément aux Réſolutions des Etats de Hollande & de Weſtfrife que je vous ai envoyées, on a projeté le même jour 5. dans la Généralité, & le lendemain paſſé en réſolution par forme de reſomption, ce dont je vous envoie Copie, par raport à l'augmentation des forces de l'Etat par Mer & par Terre. Nous en eſperons de ſalutaires effets ſous la bénédiction du Tout-Puiſſant. On eſt réſolu de régler ces Affaires de la part de Leurs N. & G. P., de maniere que cette
Pro-

Province payera pour sa part des vingt-quatre tonnes d'or mentionnées dans ladite Résolution, quatorze tonnes d'or qui seroient employées pour l'Armement ici & dans la Méditerranée, sans que les Colleges de l'Amirauté dans cette Province, qui sont chargés de ces Armemens, soient obligez d'attendre le Contingent des autres Provinces & de compter envain dessus, comme cela est souvent arrivé; que les six autres Provinces seront chargées, pour satisfaire à leur Contingent dûment réparti, de fournir à l'entretien des Troupes de Terre, tant Infanterie que Cavalerie, que l'on doit lever pour augmenter les forces de Terre. Vous savez qu'il y a déjà plusieurs années que la Province de Hollande a tenté inutilement de faire suivre ce Plan.

Mrs. van *Amerongen* & *Tsbrandts* ont été choisis pour être envoyez dans le Nord, sçavoir, le premier à la Cour de Dannemark & l'autre à celle de Suède. Cependant il se passera au moins trois semaines avant qu'ils puissent partir, parce qu'il faut qu'ils fassent auparavant un tour dans leurs Provinces. Me rapportant du reste à ce que l'on vous écrit aujourd'hui de la part de l'Etat; je suis, &c.

A Mr. le Conseiller Pensionnaire
JEAN DE WITT.

Sans date.

M O N S I E U R,

Ayez la bonté de déchiffrer la Lettre
sui-

68 *Lettres & Négociations entre*
suivante. Ceci vient de bonne part de chez
Mr. Hollis. Je suis, &c.

Quem noster.

Quæso hoc nemo sciat mortalium.

A Mr. le Conseiller Pensionnaire
JEAN DE WITT.

De Paris le 13. Février 1665.

MONSIEUR,

Depuis ma dernière du 6. de ce mois, j'ai reçu la votre du 5. par laquelle j'apprends avec une joye inexprimable les bonnes & vigoureuses Résolutions que Leurs N. & G. P. ont prises, & auxquelles la meilleure partie des autres Provinces ont déjà aquiescé, & que les autres suivront selon toutes les apparences. Cet avis s'accorde parfaitement avec les nouvelles que le Roi & les Ministres en ont reçues; cela donne tant de poids aux Affaires de Leurs HH. PP., qu'il y a lieu d'en attendre des effets qu'on ne pouvoit payer assez cher. Dieu veuille que les suites soient accompagnées du même courage jusqu'à l'exécution, c'est ce que l'on souhaite ici généralement, & c'est la seule chose dont les Anglois tâchent de faire douter, pour décrediter nos affaires.

Je ne puis vous dire combien je souffre ici de ce que rien ne peut être secret de tout ce

ce que l'Etat fait ; mais les intérêts de Leurs HH. PP. en souffrent encore plus que moi. J'ai appris avec plaisir le soin que vous prenez, que rien de ce que je vous écris, ne soit divulgué.

Autant que j'en puis juger par ce qui m'est revenu de divers endroits, & par les discours que le Maréchal de *Turenne* m'a tenus encore cette semaine, cette Cour-ci ne souhaite rien tant que de faire la Paix entre la République & le Roi d'Angleterre, sans être obligée de se déclarer conformément à l'Alliance ; c'est pourquoi, si l'Angleterre acceptoit la Médiation, van *Beuningen* insisteroit long tems envain sur une résolution finale ; on continueroit à me dire que les Etats Généraux devoient être certains que le Roi les assistera, si l'on ne peut tomber d'accord d'un Accommodement qui les satisfasse ; & qu'ainsi on doit admettre tout ce qu'on allègue pour s'exempter d'exécuter l'Alliance, & approuver leur conduite dont il espere un bon effet, sans insister sur l'exécution de ce Traité au préjudice des intérêts de la France.

Je réponds à cela, que le grand intérêt du Roi consiste à donner des preuves à Leurs HH. PP., à ses autres Alliez, & à toute la Terre, de la solidité de ses Promesses. Je réfute tout ce qu'on allègue pour obscurcir la clarté des prétentions de Leurs HH. PP. & de ce qu'Elles exigent du Roi, & je demande qu'on me propose tout ce que l'on croit de concluant contre nous, offrant d'y répondre, comme j'ai fait à l'objection que l'on me faisoit, que nous n'avions pas communiqué

qué entièrement les Ordres donnez à de Ruyter; sur quoi j'ai écrit les Lettres ci-jointes à Mr. de Turenne & à Mr. de Lionne. Je vous les envoie, afin de savoir si vous jugez qu'il y ait quelque chose à y ajoûter, d'autant que Mr. de Turenne ne paroît pas encore convaincu. J'ajoûte à tout cela, & je tâche d'inculquer, que si les Anglois font la Paix sans que le Roi de France se soit déclaré conformément à l'Alliance, ils auront remporté la plus grande Victoire qu'ils pourroient desirer; puis qu'ils auront mis les choses entre la France & les Provinces Unies dans une telle situation, qu'à l'avenir ni l'un ni l'autre ne poura plus faire fonds sur cette Alliance, ni sur aucune autre que l'on pourroit faire; en sorte qu'ils pourront insulter l'un ou l'autre séparément & faire tout ce qu'ils voudront, sans qu'on puisse dire que cela intéresse l'Allié. Que tout bien considéré la dernière Alliance défensive n'avoit en vûë que l'Angleterre, qui peut aussi bien attaquer par Mer ce Royaume-ci que les Etats de Leurs HH. PP.; & que cependant la France seroit moins en état de leur faire tête, tant que sa Marine ne sera pas dans une autre situation. Je représente en même tems qu'aussitôt que Sa Majesté aura pris une bonne Résolution, on verra infailliblement les Alliez de Leurs HH. PP. épouser leur querelle, ce qui rendroit la Paix infaillible, sans que les Anglois puissent en témoigner le moindre mécontentement; puis que le Roi se sera trouvé obligé par sa parole donnée de prendre ce Parti, ce qui attachera pour toujours
Leurs

Leurs HH. PP. à cette Couronne & à ses intérêts.

Je rapelle continuellement à ces Messieurs ce que je leur ai dit des dangereux Projets des Anglois ; je leur fais voir quelles sont les puissantes forces de l'Etat & les vigoureuses Résolutions de Leurs HH. PP. ; je ne manque point de faire usage de ce qu'a dit *Mr. Downingh*, que les Maximes de l'Angleterre ne vouloient pas que l'on souffrit que la France se rende puissante par Mer ; le mépris que les Anglois ont du peu de force marine de Sa Majesté, & l'impossibilité qu'il y a à éviter des pertes considérables dans le Commerce & la Navigation, en embrassant une Neutralité. On écoute volontiers toutes ces raisons, & il semble même que *Mr. de Lionne* craint sur tout le préjudice où l'on s'exposeroit, si les choses s'accommodoient sans avoir satisfait aux obligations de l'Alliance ; il sent aussi l'intérêt qu'a le Roi à tenir sa parole : mais toutes les fois que *van Beuningen* parle de rester perpétuellement dans les intérêts de la France, on ne manque pas de secouer la tête, ou de s'écrier ; Oh ! si cela se pouvoit ! Ce qui est facile à comprendre, quoi que je feigne de ne le pas remarquer. Je verrai avec le tems quelles seront les suites de tout ceci, & du reste je ne négligerai rien de ce qui sera de mon devoir. Je suis, &c.

A Mr. le Comte DE LIONNE.

A la Haye le 7. Février 1665.

MONSIEUR,

Je vous supplie de ne trouver pas mauvais, que j'ajoute trois motifs à ce que j'ai dit dans notre conversation d'hier, sur le sujet de la communication des Ordres sur lesquels le Vice-Amiral de Ruyter a agi aux Côtes d'Afrique; ils ne serviront qu'à vous faire ressouvenir, que la communication desdits Ordres a été faite au Roi de bonne heure, & que Sa Majesté a vu équiper dans nos Ports & Terres une Flotte prête pour faire voile plusieurs mois durant, qui devoit agir en conformité d'iceux, & qu'on croyoit la seule qui les devoit exécuter, sans que Sa Majesté ait fait alleguer un seul mot de ce que cela ne se devoit, pour éviter les inconveniens que l'exécution desdits Ordres pourroit attirer; qu'au contraire la principale raison que Sa Majesté fit valoir, étoit, que lesdits Etats n'y auroient point de préjudice, de Ruyter étant allé vers la Guinée. Vous tirerez aisément de ceci les conclusions qui servent à la justification entière de mes Maîtres. Je vous supplie très-humblement d'être favorable à leur bonne Cause, & s'il y reste quelque chose à remarquer dans leur conduite qui demande l'éclaircissement, je ne demande qu'à être écouté, & je ferai paroître qu'il n'y a rien de plus juste que leur Cause. Je suis & serai toute ma vie avec beaucoup de respect & de zèle, &c.

A

A Mr. le Prince DE TURENNE.

A Paris le 6. Février 1665.

MONSIEUR,

Je supplie votre Altesse de prendre en bonne part, que mes soins paroissent un peu importants, quand il s'agit de défendre la justice & la sincerité des Actions de mes Maîtres, contre les imputations que vous pourriez estimer dignes d'être considérées; la grande & très particulière estime qu'ils ont pour votre Altesse, & l'honneur qu'ils mettent à voir leur conduite approuvée d'elle, outre que le bien de leurs Affaires me les rend nécessaires, & même dans un point qui est si considerable, comme celui dont votre Altesse m'a fait l'honneur de m'entretenir ce matin; je disois alors à votre Altesse, que l'envoi du Vice-Amiral de Ruyter aux Côtes Occidentales d'Afrique avec les Ordres qu'il y a exécutez, ne peut être accusé d'aucune injustice, ni de contravention au Traité d'Angleterre, & je me persuade, si votre Altesse veut prendre la peine de lire ce que j'ai touché sur ce point dans ma premiere Proposition au Roi, elle demeurera d'accord de cette vérité; outre que les paroles dudit Traité, qu'on ne punira point d'autres que les Contrevenans, marquent assez que la punition des Contrevenans peut être faite par la Partie lésée; puis qu'il y auroit de l'absurdité à faire cette restriction & point d'autres, si l'on devoit s'adresser à la Justice du Pais des Contrevenans, qui n'auroit garde de

Tome III. D punir

punir les Auteurs. Mais ce n'est pas de quoi Messieurs les Etats font leur Capital : les hostilités ouvertes, exercées par deux Flottes dans une Guerre formelle contre leurs Sujets, en deux quartiers du monde; toute une Province prise en Amérique; trois Forts & plusieurs Navires pris en Afrique; les instances faites pour la restitution éludées en Angleterre, par des paroles générales; & une troisième Flotte équipée pour poursuivre ce dessein, font la justification de l'envoi dudit de Ruyter, & doivent faire admirer, selon moi, la modération & la retenue dont les Etats en ont usé dans les Ordres qu'ils lui ont donnés.

Mais j'ai remarqué, que votre Altesse n'a pas tant désiré l'éclaircissement sur cela, que sur ce qu'on pourroit trouver à redire en la communication qui a été faite au Roi desdits Ordres; je ne répéterai pas ce que j'ai dit sur ce sujet, mais j'y dois ajouter, que les Ordres en conformité desquels de Ruyter a agi, ont été communiqués au Roi, & que Sa Majesté a vu équiper en nos Ports, & y tenir prête pour prendre Mer plusieurs mois durant, une Flotte qui devoit agir selon iceux, & qu'on croyoit la seule qui les devoit exécuter, sans que jamais Sa Majesté ait fait avancer aucun scrupule sur l'étendue desdits Ordres; mais de plus, le Roi ayant vers le mois de Novembre exhorté lesdits Seigneurs Etats à retenir leur Flotte dans leurs Ports, tant s'en faut que Sa Majesté ait fait dire aucun mot, que cela se devoit pour les inconveniens que l'exécution desdits Ordres pouvoit attirer; qu'au contraire la principale raison que Sa Majesté fit alleguer, étoit, qu'il n'y auroit point de

Mrs. J. de Witt & C. van Beuningen. 75

*de préjudice en la retention de ladite Flotte,
de Ruyter étant allé vers la Guinée. Votre
Altesse tirera aisément de ceci les conclusions
qui en doivent, & qui servent à la justification
entiere de mes Maîtres; je vous supplie de
vouloir continuer à favoriser leur bonne Cause.
Je suis, &c.*

A Mr. C. van BEUNINGEN, Ministre
Extraordinaire.

A la Haye le 19. Février 1665.

M O N S I E U R,

La dernière que je vous ai écrite étoit du
12. du courant. J'ai reçu vos trois Lettres
du 13. suivant. Le dernier article de la Co-
pie de celle que vous avez écrite à l'adresse
de Mr. le Greffier, donne lieu de bien es-
perer sur ce dont on attend ici les effets il y a
long tems, & avec impatience. On est ici
content au dernier point de votre vigilance &
de votre application; je trouve que les Let-
tres que vous avez écrites à Mrs. de Turenne
& de Lionne, contiennent en peu de mots
& clairement tout ce que l'on peut dire sur
cette Affaire, & que tout ce que vous y di-
tes est concluant.

Je trouve dans les nouvelles d'Angleter-
re plusieurs choses fort instructives; c'est
pourquoi je vous suis d'autant plus obligé de
m'en avoir fait part.

Quoi que l'on s'attende que le Roi de
D 2 France

France s'aquitte de ses obligations, conformément à l'Alliance; cependant Leurs HH. PP. agissent comme si elles devoient agir seules, & mettent leur confiance en la Grace de Dieu, quoi que les Anglois puissent dire de leurs projets.

Leurs HH. PP. ont approuvé avant-hier ce qui avoit été concerté avec la Compagnie des Indes, comme vous verrez par la Résolution ci-jointe; sur quoi Mrs. les Conseillers députés ont d'abord donné les Ordres, pour presser autant qu'il sera possible l'Armement dont cette Compagnie s'est chargée.

Toutes les Provinces prennent, grâces à Dieu, les choses également à cœur, & elles ont mis ordre à ce que les Contingens soient payés plus exactement que par le passé.

On attend tous les jours Mrs. les Députés de Zeelande qui ne sont pas encore arrivés; mais je ne sache pas qu'ils aient aucune Instruction qui concerne le Prince d'Orange: quoi qu'il en soit, il me semble que les dispositions des Provinces sont telles, que cela ne pourroit avoir aucune suite fâcheuse, ni donner lieu à aucune méintelligence.

On a fait un accord avec Mr. *Silverkroon*, sous l'approbation de Leurs HH. PP., moyennant 140000. Ryxdaldres; mais on lui a déclaré bien expressément, qu'il ne falloit pas espérer cette approbation, à moins que le Roi de Suède n'accomplisse réellement de son côté contre les Anglois les conditions de l'Alliance; on doit en dresser au premier jour une convention par écrit, qui sera signée & ensuite ratifiée de part & d'autre.

J'ai

J'ai instamment recommandé aux Clercs de Mr. le Greffier *Ruyssch* de vous envoyer, ou à Mr. *Boreel*, pour épargner une double dépense, toutes les Résolutions qui concerneront l'Armement, la construction des Vaisseaux, les Consentemens, &c. & toutes les Lettres des Provinces, des Amirautez, &c. que l'on recevra de tems en tems sur ces matieres, esperant que par ce moyen vous serez exactement informé de tout.

J'ai eu aujourd'hui une longue Conference avec Mr. d'*Estrades*, au sujet de vos Négociations; il m'a fait part d'une Dépêche du Roi, expédiée au moment que la Poste alloit partir de Paris, & qui contient que Mr. de *Ruvigny* a fait son Rapport; sur quoi le Roi avoit résolu d'envoyer deux Ambassadeurs Extraordinaires, & même un Prince au Roi d'Angleterre, pour presser ce Prince de faire la Paix avec la République, & qu'en même tems il avoit été résolu, que si l'on ne pouvoit y engager ce Roi, même avant que les Flottes missent en Mer de part & d'autre, le Roi de France s'expliqueroit sur l'exécution de l'Alliance à la satisfaction de Leurs HH. PP.

J'ai représenté vivement à Mr. d'*Estrades* que cette Résolution n'étoit pas satisfaisante; que le Traité portoit expressément, que nonobstant ces bons offices, & pendant qu'on les mettroit en œuvre, on étoit obligé de donner les secours promis; qu'il ne dépendoit point à présent de Sa Majesté de décider si cette conduite étoit plus utile & plus convenable ou non aux intérêts de Leurs HH. PP.

PP. que les secours effectifs; que Leurs HH. PP. avoient un Droit aquis auquel elles pouvoient renoncer ou en relâcher, si elles le jugeoient à propos; mais que tant qu'elles ne le faisoient pas, & qu'elles exigeoient au contraire un prompt & réel secours, le bruit d'une Ambassade éclatante ne pouvoit mettre Sa Majesté à couvert du blâme d'avoir manifestement contrevenu au Traité, & des suites dangereuses qui pouroient en arriver, au cas que Sa Majesté ne donnât pas ces secours sur le champ. J'ai aussi représenté à Son Excellence les raisons que Leurs HH. PP. avoient, de ne pas être contentes de ce qu'on ne leur accordoit pas en votre Personne ce qu'on a coûtume d'accorder à un Allié dans de pareilles circonstances, sur tout un accès libre auprès de Sa Majesté & de ses Ministres autorisez pour cela; que vous aviez bien de la peine à voir deux fois par semaine Mr. de *Lionne*, & qu'ordinairement vous ne lui parliez qu'une fois, le jour du départ de la Poste; qu'on n'agissoit pas confidemment avec vous; qu'on vous écoutoit, & que pour toute réponse on vous promettoit d'en faire raport; qu'on déclaroit bien en général qu'on travailloit pour Nous en Angleterre, & qu'on apuyoit nos intérêts en Suède & en Dannemark, mais qu'on ne vous communiquoit aucun des Ordres & des Instructions qu'on envoyoit à cet effet dans le Nord & en Angleterre; encore moins les Propositions qu'on faisoit faire au Roi d'Angleterre & ailleurs, ou les réponses qu'on y faisoit: que cependant cela se devoit

vroit raisonnablement & conformément à l'Alliance; que celui qui travailloit pour son Allié, ou apuyoit ses intérêts, devoit n'y travailler ou ne les apuyer que suivant le desir & l'intention de cet Allié, & par conséquent en concerter préalablement avec lui; que chacun connoissoit mieux que qui que ce fût ses propres Affaires, & que son avis devoit l'emporter sur tout autre, &c. Je priai ensuite Mr. l'Ambassadeur de vouloir en écrire conformément à ce que je lui disois, afin que le Roi comprît que l'on n'est point du tout satisfait ici des résolutions & des délais de Sa Majesté; & que l'on ne pouvoit même regarder cette Ambassade, sans les secours effectifs, que comme un manquement à l'exécution requise de l'Alliance; que cela ne manqueroit pas d'avoir de mauvaises suites, sur lesquelles je m'étendis beaucoup, & je priai Son Excellence de contribuer à diriger les choses, de maniere qu'on prévienne tous ces inconveniens en fournissant un prompt secours, qu'on agisse avec vous avec plus de confiance, en ne faisant rien que de concert, en prenant votre avis & en vous communiquant les Résolutions de Sa Majesté sur nos Affaires, les Ordres qu'elle envoie sur le même sujet à ses Ministres dans les Cours étrangères, & les réponses qu'Elle en reçoit, ou le succès qui peut s'en être suivi. Toute la réponse que je pûs-en tirer fut, que Son Excellence n'étoit pas instruite sur la plupart des choses dont je lui parlois, & que du reste elle s'en raportoit aux réponses que l'on vous donnoit de la part du Roi; que néanmoins

elle se chargeoit d'en écrire *in amplissimâ formâ*; mais qu'elle me prioit de vous informer de mon côté de tout ceci, afin que ses Dépêches ne contiennent, que ce sur quoi vous insistez de votre côté, & qu'on ne l'accuse pas de se mêler de choses sur lesquelles on ne le presseroit pas ici. Ainsi celle-ci sera pour vous informer de tout. Je finis en vous assurant que je suis, &c.

A Mr. l'Ambassadeur BOREEL.

A la Haye le 19. Février 1665.

MONSIEUR,

J'ai communiqué à Leurs N. & G. P. & ensuite à Leurs HH. PP. ce que vous m'avez écrit ci-devant, & encore par la dernière Poste, touchant quelques Troupes qui pourroient passer au service de l'Etat sous la conduite d'un Général de distinction. Je n'ai trouvé aucune disposition ni d'un côté ni d'autre, à prendre au service de l'Etat des Troupes étrangères. J'ai jugé qu'il étoit de mon devoir de vous en donner avis, afin qu'on ne fasse pas tort à la personne que cela intéresse, en la tenant en suspens. Je me rapporte du reste à ce que l'on a écrit amplement à Mr. *van Beuningen*, & je suis, &c.

A Mr. le Conseiller Pensionnaire
JEAN DE WITT.

De Paris le 20. Février 1665.

MONSIEUR,

Depuis ma dernière du 13., j'ai reçu la
votre du 12. du courant avec toutes les pié-
ces annexes. J'y ai vû avec plaisir que les
autres Provinces ont aquiescé avec prompti-
tude aux vigoureuses Résolutions que Leurs
N. & G. P. ont prises avec tant de sagesse
pour la défense de l'Etat; je ne manque point
de repandre ces bonnes Nouvelles par tout
où je les crois nécessaires; & je remarque
qu'il n'y a personne à qui elles ne fassent
plaisir, & l'on regarde avec admiration la
valeur & la bonne conduite de ceux qui sont
au Gouvernail, & les grandes Forces de
l'Etat. Dieu veuille que le succès y répon-
de, & que les Armes de l'Etat méritent sa
bénédiction dans une Cause aussi juste.

Au reste, je suis très-faché que toutes mes
peines jusqu'à présent n'ayent eu aucun effet,
par raport à l'accomplissement des condi-
tions de l'Alliance; je vous prie de croire &
de persuader Leurs N. & G. P. qu'il n'y a
point de ma faute, jamais je n'ai pris aucune
affaire autant à cœur, tant parce que les Or-
dres de Leurs HH. PP. sont précis, que
parce que je sens qu'il y va du bien de la
Patrie. Il me semble qu'il ne seroit pas dif-
ficile de persuader à de Lionne, que l'on doit

D 5

nous

nous accorder le secours en argent; *Ruvigny* m'a dit qu'il croyoit qu'on l'accorderoit; mais *Turenne* dit qu'il n'en croit rien, jusqu'à ce qu'on ait vu de quelle maniere on regardera l'Ambassade du Duc de *Verneuil*, & il insiste toujours sur son objection, qu'il tire du défaut de communication, non qu'il prétende qu'on puisse pour cela refuser d'accomplir le Traité, mais pour avoir un prétexte pour gagner du tems.

J'ai eu avant-midi un entretien de deux heures entieres avec Son Excellence sur les Affaires de ma Négociation, & je crois que de ma vie je n'ai réfuté une objection avec plus de clarré que j'ai réfuté celle qu'il m'a fait; cependant j'ai le malheur de ne pas réussir comme je le souhaiterois. Au reste, le bruit général, auquel on ne s'opose pas à la Cour, est que le Roi se joindra à Leurs HH. PP.; mais je crains que l'Ambassadeur d'Angleterre n'ait écrit la vérité, lors qu'il a mandé, ainsi que je vous en ai donné avis, que le Roi de France n'assisteroit pas Leurs HH. PP. si le Roi d'Angleterre prêtoit les mains à un Accommodement. Je suis & serai toujours, &c.

P. S. J'ai été détourné aujourd'hui par tant d'accidens imprévûs, que je n'ai pû trouver le tems de faire copier la Lettre que j'écris à Mr. le Greffier. Je vous prie d'excuser pour cette fois.

A Mr. C. van BEUNINGEN, Ministre
Extraordinaire.

A la Haye le 26. Février 1665.

MONSIEUR,

La Poste partie le 20. de Paris n'est arrivée ici qu'aujourd'hui à midi ; cependant, Leurs N. & G. P. qui se sont rassemblées hier ont encore pris, aussi-bien que Leurs HH. PP., sur votre Lettre à l'adresse de Mr. le Greffier, la Résolution * que l'Etat vous enverra sans doute aujourd'hui ; ce qui vous donnera lieu de faire valoir, auprès de Sa Majesté, l'ardeur avec laquelle l'Etat agit dans cette occasion. On regarde ici les délais de la Cour de France, comme une Contravention manifeste au cinquième Article du Traité d'Alliance, ce qui fait sur les Esprits une très-mauvaise impression, que l'on ne pourra détruire qu'en fournissant promptement les secours auxquels on est obligé.

Du reste, je me raporte à ce que Leurs HH. PP. vous écriront directement, & à ce que l'on vous enverra de leur Greffe selon la coutume. Je n'ai rien à ajouter, sinon que j'ai reçu votre Lettre du 20. & que je suis,
&c.

D. 6

I A

* Voyez les Résolutions secrètes. La Résolution du Jeudi 26. Février 1665.

A Mr. le Conseiller Pensionnaire
JEAN DE WITT.

De Paris le 27. Février 1665.

MONSIEUR,

Une Personne très-affectionnée pour l'E-tat, m'a informé que l'on avoit avis ici de bonne part que l'on imprimoit à Amsterdam quelques Pièces du Procez de Mr. *Fouquet*, où, comme on croit, Mr. le Chancelier, Mr. *Colbert* & quelques autres Seigneurs pourroient être attaquez. Il est certain que cela ne peut être agréable au Roi; j'en ai aussi eu quelque vent de la part du Chancelier, ou d'une Personne à qui il avoit fait des plaintes. On croit que c'est *Elzevier* qui fait cette Edition, si l'on en veut savoir quelque chose de certain, il n'y a qu'à s'en informer à Mr. *Wicquefort*; mon sentiment seroit qu'on arrêtât cette Impression, & qu'on publiât que l'on m'avoit conseillé de faire cette Remontrance.

On m'a encore recommandé de la part de Mr. de *Turenne*, l'Affaire de Mr. le Marquis de *Montpouillan*, & l'on voudroit que celui qui est autorisé de sa part pût s'adresser à vous-même, & demander votre avis & votre Protection, que je vous prie de lui accorder.

Mr. de *Thou* qui est ici entierement dévoué à nos intérêts, intercede pour son Chapelain qui est si connu. & qui a été ci-devant

devant en prison, en sorte qu'on lui accorde l'Expectative de la premiere Prébende de Mastricht qui viendra à vaquer. Le Roi m'a recommandé autrefois la même chose; on renouvelle aussi de tems en tems les recommandations en faveur de ceux de Malte. Je suis, &c.

A Mr. le Conseiller Pensionnaire
JEAN DE WITT.

De Paris le 27. Février 1665.

MONSIEUR,

Depuis ma dernière en date du 20. du courant, j'ai reçu la votre du 19.

On ne peut point répondre avec quelque fondement à tout ce que vous me marquez avoir dit très-naturellement à Mr. le Comté d'*Estrades*, par rapport au peu de confiance & de satisfaction que je trouve à cette Cour-ci, comme Ministre de Leurs HH. PP., sur tout ce que je propose; il faut cependant en excepter le libre accès auprès du Roi qui ne m'a jamais été refusé. Cela n'a pas empêché que Mr. de *Lionne* m'ait reproché ce que Mr. d'*Estrades* lui en a écrit, comme s'il avoit quelque raison de n'être pas content que vous soyez ainsi *échauffé sans raison*, ce sont ses termes. Ce qu'il me dit de plus essentiel est, qu'il sembloit que vous ne croyez pas que ce que Mr. d'*Estrades* vous avoit dit de l'envoi d'une Ambassade considérable pour

moyenner un Accommodement & des autres intentions du Roi à l'avantage de Leurs HH. PP. ; méritât la moindre attention. Que Leurs HH. PP. vouloient que tout se fit sur le champ comme elles le vouloient, ou qu'aussi-tôt elles se récrioient qu'on ne pouvoit rester d'accord : que Sa Majesté agissoit sincèrement, & qu'Elle étoit dans des dispositions très-favorables à Leurs HH. PP., & que le tems & les preuves qu'on en auroit le feroient voir, à moins qu'on ne donnât sujet de changer de mesures : qu'on vouloit que le Roi communiquât tout ce qu'il écrivoit, & les Ordres qu'il donnoit par rapport aux Affaires de Leurs HH. PP. ; mais que cela ne se pouvoit sans leur faire le plus grand tort, puis que d'abord tout ne manqueroit pas de devenir public : Qu'exiger les secours avec tant de précipitation, étoit presser le Roi de se déclarer à contre-tems contre l'Angleterre, au préjudice des vûes qu'il avoit en envoyant une Ambassade pour faire la Paix : Que (ce que je vous prie de remarquer) on feroit demain la Paix avec l'Angleterre, le troisième jour Sa Majesté Britannique se joindroit à l'Espagne, & le quatrième jour Leurs HH. PP. en feroient autant. Comme j'avois allégué que Leurs HH. PP. avoient usé de la confiance qu'elles demandoient, en communiquant ce qui concernoit la France ; Son Excellence me demanda si l'on avoit communiqué les Ordres qu'avoit l'Ambassadeur de Leurs HH. PP. en Espagne, de s'informer quelle Alliance la Cour de Madrid voudroit faire avec Leurs HH. PP. ; je lui répon-

répondis que je n'avois aucune connoissance de cela; mais que je savois que dès que l'Angleterre s'uniroit avec l'Espagne, Leurs HH. PP. ne manqueroient pas de s'unir avec la France, parce qu'une de leurs Maximes invariables étoit d'agir de concert avec cette Couronne-ci dans toutes les Affaires importantes. Tout ce que cela produisit fut, qu'on me pria de ne point mander cet entretien, afin de ne donner aucune défiance des bonnes intentions de Sa Majesté. Mr. de Lionne ajouta, qu'il avoit appris que Mr. *Downing* insinuoit à la Haye que l'on pouvoit s'entendre, si un Tiers ne s'en mêloit pas; comme j'avois donné à entendre, sans savoir, ce que Mr. *Downing* disoit, qu'il pouroit arriver que les Anglois en vinssent-là, Son Excellence se servit d'un Proverbe Espagnol, qui est, que *le Seigneur laisse arriver le miracle, quand même ce seroit Mahomèt qui le feroit.* Au reste, il paroît à Son Excellence qu'il n'est guère raisonnable de faire tant de plaintes, au lieu de témoigner une juste reconnaissance de ce que le Roi ayant cessé toute Négociation avec l'Angleterre dès qu'il aprit la rupture, il s'étoit intéressé avec tant de zèle pour Leurs HH. PP., jusqu'à prendre la résolution d'envoyer une aussi considérable Ambassade pour moyenner un Accommodement, dans l'intention de se déclarer & de rester fermement attaché aux intérêts de la République dès que cet expédient aura manqué.

J'ai répondu à tout cela ce que j'ai jugé propre à vous excuser, sans irriter ce Ministre

& même pour l'apaiser; enfin, nous nous sommes quittez avec promesse qu'il ne montreroit point au Roi la Lettre que Mr. d'*Estrades* lui avoit écrite en particulier; ce qu'il me promit de lui-même. Je ne doute pas qu'il ne réponde amplement à Mr. d'*Estrades* qui vous dira ce qui en est.

Autant que je trouve à présent les choses disposées ici, il seroit important que l'on fût assuré de ce que Mr. d'*Estrades* vous a dit, que le Roi se déclareroit sur l'Alliance, à la satisfaction de Leurs HH. PP. avant que les Flottes soient en Mer, au cas que le Roi d'Angleterre ne voulût pas donner les mains à un Accommodement. Je vous prie de considérer s'il ne seroit pas à propos d'en demander quelque certitude à Mr. d'*Estrades*, en insistant sur le secours, mais d'une manière à faire juger, qu'en cas de délai, on ne se jetteroit pas d'abord dans des intérêts contraires à ceux de cette Couronne. Les Esprits sont ici très-déliçats, on pourroit changer de mesures à notre préjudice, d'autant plus que leurs projets sur les Païs-Bas Espagnols pourroient leur fournir le plan de quelques desseins peu agréables.

Nous pouvons tirer de grands avantages ici & en Angleterre de notre confiance en cette Couronne-ci, & c'est pour cette raison que j'écris plus que je ne peux; du reste il est de la prudence de Leurs HH. PP. d'aller leur train comme si elles devoient agir seules.

Mr. *Boreel* est tombé d'accord avec moi, qu'il ne falloit pas que j'insistasse mal à propos dans mon Audience sur la prellation des secours,

secours , à moins que les Affaires n'ayent changé de face ; j'ai plus gagné que perdu par ce ménagement ; cependant je ne laisse point languir cet Article , suivant les Ordres de Leurs HH. PP. ; mais un refus absolu ne pourroit qu'être préjudiciable , il n'en naîtroit que de la méfintelligence & de la défiance. Néanmoins Leurs HH. PP. ordonneront sur cela ce qu'elles jugeront convenable.

Vous verrez par la Copie , ci-jointe , ce que j'ai écrit cette semaine à Mr. de *Lionne* , je vous l'envoie pour vous faire voir ce que j'ai représenté sur le départ de l'Ambassade que j'ai pressé ; quoi que je n'en ai eu aucun contentement , & pour vous faire voir que ce Seigneur nie fortement que l'on ait promis à Mr. *Hollis* de ne donner aucun secours à Leurs HH. PP. Il y en a plusieurs qui croient que les Affaires d'Angleterre se traitent plus entre le Roi & Madame , qu'entre les Ministres & Milord *H. His* , qui ne voit & ne parle presque à personne. Je suis , &c.

A Monsieur le Comte DE LIONNE.

De Paris le 24. Février 1665.

MONSIEUR,

Je vous prie très-humblement de vous souvenir de ce que j'ai pris la liberté de remontrer touchant l'Ambassade Extraordinaire au Roi d'Angleterre. Si Messieurs les Ambassadeurs ne partent d'ici qu'avec leur train, & si ce qu'on
m'a

m'a dit du tems qu'il faut pour préparer, est vrai, il y a grande apparence que les deux Flottes seront plutôt en Mer, que Son Altesse Monseigneur le Duc de Verneuil à Londres, & il est fort à croire, que les Offices de Monsieur de Comminges seront de moins d'effet, pendant qu'on attend une Ambassade Extraordinaire de cette importance que celle-là, puis qu'en Angleterre on pourra le faire servir pour user de remise. Je me remets à ce que le Roi jugera convenir, & je ne voudrois rien avancer qui pût déplaire à mon dit Seigneur le Duc, ni à Monsieur de Courtin, étant trop leur très-humble serviteur; mais l'Affaire de la Paix entre Nations qui sont si prêtes d'en venir aux mains avec le principal de toutes leurs Forces, est fort ennemie des délais. On mande des Villes Maritimes de ce Royaume, qu'on y a fait des Publications, qui présupposent quelque Convention entre Sa Majesté & le Roi d'Angleterre sur le fait de la Navigation, & on me veut persuader que Monsieur l'Ambassadeur Hollis fait passer pour une chose, dont il est très-assuré, & autant qu'on le peut être, que Messieurs les Etats n'obtiendront rien du Roi, au moins si le Roi son Maître veut mettre l'Accommodement avec les Provinces-Unies en Négociation; Je vous supplie que je puisse avoir l'honneur de vous voir demain, après que j'aurai reçu mes Lettres, pour sortir des inquiétudes où toutes ces nouvelles & rapports me tiennent; mais aux termes où sont les Affaires il n'y a qu'un remède sûrement, qui est la prestation du secours. Je vous supplie de favoriser de vos bons Offices les très-humbles instances que j'ai fait & continuerai

Mrs. J. de Witt. & C. van Beuningen. 91

nuerai de faire, pour l'obtenir si besoin en est,
& je serai toujours plus que personne du monde,
Monsieur, &c.

Copie de la Lettre écrite à Mr. le
Greffier RUYSCH.

Le 27. Février 1665.

A Paris le 21. Février 1665.

Suivant les avis de divers lieux & dates.

Il y a une grande mortalité en Ecosse
causée parmi les Hommes par la Peste, &
parmi les Bêtes par une maladie qui attaque
leurs poulmons.

On est dans l'opinion que l'on attendra en
Angleterre quel sera le succès de la premiere
Bataille, avant de prêter l'oreille à la Paix.

Le Capitaine Allen écrit que les Hollan-
dois ont commencé les hostilités contre lui,
ayant tiré sur son Vaisseau à la distance d'un
bon quart de lieuë.

Londres le 29. Janvier. La Chambre des
Communes a proposé d'insérer une clause
dans le Bil du Subside que l'on accorde au
Roi, savoir, que si la Guerre n'a pas lieu
contre les Hollandois, on ne payeroit pas le
dernier terme.

Aussi-tôt que la Guerre a été résoluë con-
tre les Hollandois, le Roi d'Angleterre a
promis un Convoi à la Compagnie de Tur-
quie.

Le 31. Janvier. Le Comte de Sandwich

a donné avis qu'il se trouvoit avec sa Flotte en vûe d'environ dix - huit Vaisseaux de guerre.

A Paris le 24. Février 1665.

Mr. *Hollis* a écrit mardi dernier, que le Roi de France ne prendra pas si-tôt une Résolution sur les demandes de Leurs HH PP., & que Sa Majesté paroïsoit pencher davantage vers un Accommodement.

On tient pour certain, que l'on n'écouterà pas en Angleterre les Propositions de Paix, avant que l'on ait vû les succès de la premiere Bataille. Le Chancelier & le Duc d'York l'emportent sur le sentiment du Roi.

On fera passer en Angleterre toute l'Infanterie avec ses Officiers à bord des Vaisseaux de guerre, mais non avant qu'elle soit prête à lever l'ancre, de peur que les Hollandois ne fissent la même chose; il y a plusieurs Gentilshommes & Courtisans qui s'embarqueront en même tems.

Il y a quelques Vaisseaux Hollandois qui ont repassé les Caps, & l'on craint pour l'Escadre qui est sous les Ordres du Commandeur *Allen*.

On n'oublie rien en Angleterre pour faire en sorte que la premiere Bataille soit générale, & l'on met tout en œuvre pour mettre en Mer avant les Hollandois.

On a publié en Angleterre les avantages du nouveau Canal d'Ostende à Bruge, & l'on tient pour certain que l'on favorisera ce dessein, dans l'esperance que cela ruinera la Navigation des Ports de Zeelande.

A Mr. C. van BEUNINGEN, Ministre
Extraordinaire.

A la Haye le 5. Mars 1665.

M O N S I E U R,

Depuis ma dernière du 26. du passé, j'ai reçu vos trois Lettres du 27. dont l'une étoit une Copie de celle que vous écriviez le même jour à l'adresse de Mr. le Greffier *Ruyssch.*

Mr. d'*Estrades* m'a communiqué hier ce que Mr. de *Lionne* lui a écrit de l'entretien qu'il a eu avec vous, ce qui s'accorde assez avec ce que vous m'en avez marqué. Je lui ai déclaré avec sincérité que jamais Leurs HH. PP. n'avoient donné aucun ordre à Mr. l'Ambassadeur *Reede van Renswoude*, sur aucune Négociation pour quelque considération ou autre chose qui y ressembloit. Que bien loin que cela fût jamais arrivé, lors qu'on travailloit à ses instructions, après qu'il fut choisi pour remplir cette Ambassade, Mr. l'Ambassadeur *Gamara* tâcha de l'engager à demander des Ordres pour concerter à la Cour d'Espagne, sur quelque Alliance pour la défense commune, avec l'Ambassadeur d'Angleterre, qui avoit des instructions à cet égard; Leurs Hautes Puissances ont rejeté cela bien expressément, & Mr. *Renswoude* son Pere lui écrivit, avec l'approbation des Commissaires de Leurs HH. PP., qu'au cas qu'on lui fit quelques ouvertures, ou propositions à cet égard de la part de l'Angleterre & de l'Espagne, il n'y prêtât l'oreille en aucune

cune maniere , & qu'il mandât soigneusement à Leurs HH. PP. ce qu'on lui auroit proposé : mais que jamais il n'en avoit écrit un mot à Leurs HH. PP. , aparemment parce que l'Angleterre & l'Espagne ne lui avoient jamais fait aucune proposition , & que si l'Espagne seule lui en a fait quelqu'une , il l'aura pû renvoyer avec raison à l'Ambassadeur *Gamarra* qui étoit ici de la part du Roi d'Espagne. Il m'a paru que Mr. d'*Estrades* étoit content de cela , comme de raison ; mais il me paroît que Mr. de *Lionne* a quelque soupçon sur ce sujet , puis qu'il marque , que dès qu'il toucha cette corde , vous devintes rouge & changâtes entierement de couleur.

J'ai détruit entierement la défaite à laquelle on a recours pour excuser les délais par rapport au secours , en disant qu'il n'y avoit pas encore de rupture formelle ; mais je lui ai fait si bien voir le contraire qu'il m'a paru convaincu ; en effet , je lui ai fait voir que non-seulement la rupture avoit été formellement déclarée à Sa Majesté de la part de Leurs HH. PP. ; mais même qu'elle avoit été rendue publique par plusieurs Déclarations , par les Ordres offensifs donnez aux Vaisseaux de l'Etat , les Commissions accordées généralement à tous les Sujets de l'Etat , pour pour suivre & courir sus aux Anglois , avec promesse d'une récompense considerable pour ceux qui auront pris ou détruit quelques-uns de leurs Vaisseaux ; enfin , en autorisant l'Amirauté à confisquer tout ce qui appartient au Roi de la Grande Bretagne & à ses Sujets , ce qui est mettre la derniere main à la Rupture ;

ture; mais je ne crois point qu'il soit nécessaire de vous répéter tous les raisonnemens dont je me suis servi, & que j'ai tiré des Actions & des Décrets de l'État.

Quant à l'excuse que l'on cherche dans le défaut de secret pour publier celui de la confidence qu'on devoit nous faire, j'ai déclaré à Mr. d'*Estrades* que si l'on se conduisoit avec vous sincèrement & avec la confidence nécessaire, Mr. de *Lionne* & vous, pourriez facilement trouver un moyen pour ne pas écrire à Leurs HH. PP., ou à Mr. le Greffier *Ruyssch*, ce qui ne devoit pas être communiqué à toute l'Assemblée, & que l'on pouvoit communiquer ce qui étoit de ce te nature, comme à un bon Ami, & non comme à un Ministre public.

Qu'outre cela on pouroit charger Mr. d'*Estrades*, de donner ici la même communication à des Personnes sur la discretion desquelles il pouroit faire fonds; sur tout que vous ne deviez pas ignorer les Ordres que l'on envoyoit aux Ministres de Sa Majesté qui sont à Londres, & à ceux qui doivent s'y rendre bien-tôt, non plus que ceux que l'on envoyoit de tems en tems dans le Nord touchant les intérêts de Leurs HH. PP., les Propositions que l'on faisoit en conséquence de ces Ordres, & les Réponses que l'on recevoit.

Que si l'on envoyoit des Copies de toutes ces choses ici à Mr. d'*Estrades*, pour en faire part avec discretion, il pouroit être assuré que l'on regarderoit une telle conduite comme une source d'obligations, & que cette
com-

communication mutuelle affermiroit la confiance & donneroit lieu immancablement à de bonnes instructions, & de sages avis qui seroient avantageux pour la cause commune, & par le moyen desquels on obtiendrait aisément ce que Sa Majesté désireroit.

Mr. d'*Estrades* s'est chargé d'écrire sur tout cela à Mr. de *Lionne*, & de contribuer autant qu'il pouroit à établir cette confiance & cette communication mutuelle.

J'ai aussi insisté fortement dans cette conversation sur l'Article que vous jugez avec tant de raison, être de la dernière importance; savoir, qu'au cas que le Roi d'Angleterre ne veuille pas entendre à un Accommodement, le Roi de France se déclarera & agira, par rapport à l'Alliance, à la satisfaction de Leurs HH. PP. avant que les Flottes soient en Mer. Mais cet Ambassadeur me déclara qu'il ne pouvoit affirmer cela ici, mais que c'étoit à vous à demander là cette assurance. Je lui répondis qu'en qualité de Ministre de l'État, vous ne pouviez demander moins que la prestation des secours telle qu'elle est stipulée; quoi que dans le discours familier vous pussiez y donner occasion: mais que si le Roi ne pouvoit se résoudre à donner une entière satisfaction, il devoit du moins donner cette assurance par une Déclaration écrite dans les termes les plus amples & les plus forts. Mr. d'*Estrades* ne répondit guères à ceci, & persista à s'en remettre aux instances que vous deviez faire, en protestant que l'on agissoit sincèrement.

Mr. le Bourguemaître *Valkenier* m'a assuré qu'il

qu'il avoit vû imprimé depuis quelques jours, & même lû ce que vous me marquez qu'on vous a dit être ici sous presse; ainsi ayant été impossible de prévenir la publication, je crois que le meilleur est de laisser aller les choses leur train.

Je servirai Mr. le Marquis de *Monpouillan* en tout ce qui dépendra de moi; mais pour ce qui regarde le Chapelain de Mr. de *Thou*, la chose est impossible & contraire aux Résolutions de l'Etat; outre que c'est une personne de peu de mérite & d'une mauvaise conduite: Au reste, je me ferai toujours un plaisir de profiter de toutes les occasions de faire tout ce qui pourra intéresser Mr. de *Thou*. Je finis en vous assurant que je suis, &c.

A Mr. le Conseiller Pensionnaire
JEAN DE WITT.

De Paris le 6. Mars 1665.

MONSIEUR,

Depuis ma dernière du 27. du passé j'ai reçu la votre du 26. & en même tems une Lettre du Greffe de Leurs HH. PP. pour le Roi, par rapport à la clause des Bâtimens neutres chargez de personnes, ou d'effets, appartenans aux Sujets des Provinces-Unies, dont il est parlé dans la Déclaration du Roi d'Angleterre du 4. Mars. Je n'eusse pas manqué de la présenter d'abord & de presser en même tems les autres Affaires en quoi consiste ma

Négociation, n'eût été que le different survenu, par rapport à certain Vaisseau de la Compagnie Françoisse des Indes, rend infructueux & hors de tems tout ce que l'on représente ici pour obtenir quoi que ce soit; c'est ce dont Leurs N. & G. P. pourront juger, par ce que je vous écris sur ce sujet. J'attends donc que cette affaire soit terminée, & j'espère qu'alors ceux qui veulent, par une sévérité aussi extraordinaire, obliger Leurs HH. PP. à faire, en vertu du Traité, ce qu'Elles prétendent pour plusieurs raisons n'être pas obligées de faire, penseront enfin eux-mêmes à accorder ce qu'ils n'ont aucune raison de refuser.

Mr. de *Lionne* m'a dit ce soir, que le Roi lui avoit donné ordre d'écrire à Mr. d'*Estrades*, d'assurer Leurs HH. PP. que Sa Majesté ne seroit pas si exacte à exiger l'exécution du Traité, si elle n'avoit intention de l'exécuter elle-même à la lettre; qu'il avoit aussi ordre de mander aux Ministres de France qui résident dans les Cours étrangères, qu'il y déclarât que cet accident ne changera rien à la constante & favorable intention qu'a Sa Majesté, de rester inviolablement attachée aux intérêts & dans l'Alliance de Leurs HH. PP., & de leur en faire sentir les effets.

Outre cela il m'a dit encore, que Sa Majesté fera dresser la Déclaration que l'on demande, pour servir de règle aux Parlemens & aux autres Tribunaux, par rapport aux affaires des Habitans des Provinces-Unies qui sont réglées dans le Traité, & de leur en-
voyer

voyer en même tems les Articles du Traité : ce sera à Mr. *Boreel* à veiller que cette Déclaration soit expédiée de la maniere qui convient, en quoi son Excellence lui prêtera volontiers la main.

Ce Seigneur m'a encore dit, que le Roi ne pouvoit comprendre qu'il fût obligé de s'en tenir, par raport au différent pour ce Vaisseau, aux formes de représailles prescrites par le Traité; mais que Sa Majesté croyoit, que puis que l'Etat avoit mis immédiatement un arrêt sur les Vaisseaux de ses Sujets, & que nonobstant de pressantes instances pour le lever on l'avoit continué; Elle pouvoit s'en faire raison, sans violer le Traité, en mettant de son côté un arrêt sur les effets des Sujets de la Republique, & que la principale raison étoit, pour ne pas rendre odieux ce procedé extraordinaire, & en même tems pour insinuer la constante résolution dans laquelle on est de persister dans cet arrêt, si lesdits Vaisseaux ne sont relâchez incessamment, ce à quoi on doit s'attendre indubitablement.

Les Capitaines sur Mer, qui doivent servir sur la Flotte, ont reçu leurs Commissions & de l'argent pour rassembler leur monde, & mettre la Flotte en état de servir. Je suis, &c.

A Mr. le Conseiller Pensionnaire
JEAN DE WITT.

De Paris le 6. Mars 1665.

MONSIEUR,

Si après les dernières instances que j'ai faites auprès des Ministres, & la Harangue que je dois faire au Roi, on n'obtient point le secours, comme je crois qu'on ne l'obtiendra pas avant qu'on ait vû quel sera le succès de l'Ambassade, il me semble qu'il ne nous restera autre chose à faire qu'à se tranquiliser, persuadé que l'on doit être que nous jouïrons des effets du Traité s'il n'y a pas d'Accommodement. Je vous laisse même à penser si, pour plusieurs raisons, il ne seroit pas à propos de dissimuler le mécontentement que l'Etat a de tous ces délais, & même de témoigner beaucoup de confiance, sans cependant laisser passer l'occasion de parler de tems en tems du secours; sur tout si les Anglois agissent injustement dans les Négociations, si la France n'en peut rien obtenir, ou s'il survient quelque accident qui donne de nouveau occasion de parler: & que cependant l'on jouïsse de plusieurs avantages, comme d'amener & de mettre en sûreté les prises & autres semblables stipulées par le Traité, pour faire voir qu'on s'en tient à l'Alliance, & éviter de donner à penser par quelque bizarre Résolution que l'on a de la méfiance.

Quelques-uns des Ministres m'ont reproché

ché la maniere libre avec laquelle on a parlé à Mr. d'*Estrades*, sur les délais que l'on apportoit à donner le secours, que l'on regardoit comme une contravention qui pourroit avoir de facheuses suites; ce que l'on regarde comme une menace de concerter avec l'Espagne, sur quoi l'on me dit qu'on n'avanceroit rien avec les menaces. Quoi qu'il en soit, ce soupçon qu'ils ont peut avoir son utilité, mais il ne faut pas trop souvent le reveiller. J'ai touché cette corde de la contravention plus d'une fois, mais de maniere qu'en satisfaisant aux intentions de Leurs HH. PP., j'ai toujours écrit ce qui pouvoit donner ici occasion à quelque discussion desagréable.

Mr. *Courtin*, second Ambassadeur Extraordinaire, a dit cet après-midi, que le Roi pressoit son départ & celui de Mr. de *Verneuil*, & qu'il croyoit partir dans la semaine qui suivroit celle où nous allons entrer; que Sa Majesté souhaitoit fort la Paix, & qu'il feroit parler avec hauteur au Roi d'Angleterre, au cas qu'il témoignât de la repugnance à donner les mains à la Paix comme on le craignoit.

Toutes les Personnes qui sont du Conseil du Roi & ceux qui en ont été ci-devant, qui savent quelque chose de ce qui s'y passe, m'assurent tous que les intentions du Roi sont les meilleures du monde: mais ceux qui me parlent plus confidemment avouent que l'on tâche dans le commencement de ménager l'Angleterre à cause du Portugal, jusqu'à ce que l'on voye qu'il n'y auroit plus

lieu d'espérer un Accommodement. Je suis plus que personne au monde, &c.

A Mr. C. van BEUNINGEN, Ministre
Extraordinaire.

A la Haye le 12. Mars 1665.

MONSIEUR,

Depuis ma dernière du 5. j'ai reçu les deux vôtres du 6., dont l'une étoit une Copie de celle que vous écriviez à Mr. le Greffier *Ruyfch.*

Tout ce que je puis vous en dire, c'est que les réflexions que vous y faites me paroissent très-justes, particulièrement sur la confiance que l'on doit faire paroître pour le Roi de France; c'est pourquoi j'ai fait lecture de votre Lettre à l'Assemblée de Leurs N. & G. P., & ensuite à celle des Etats Généraux. Chacun est d'avis qu'il ne s'agit à présent que de presser autant qu'il sera possible le départ de l'Ambassade, & faire en sorte que la Négociation ne traîne pas en Angleterre: & cependant, tâcher de tirer assurance que l'on exécutera l'Alliance sans aucune exception, au cas que le Roi d'Angleterre ne consente pas d'abord à une Paix raisonnable, & en attendant, que nous jouirons de l'avantage de pouvoir entrer dans les Ports de France & des autres stipulez dans le Traité.

Dimanche dernier étant en conversation avec Mr. d'*Estrades*, le discours tomba sur
cette

cette Ambassade, & sur les Personnes qui en sont revêtues, & je lui fis sentir combien il étoit à craindre que cette Négociation ne tirât fort en longueur, d'autant que ces Messieurs n'avoient aucune connoissance de ces affaires-là ni des intérêts de la Republique, & qu'ils ne pouroient en être instruits par Vous autant qu'ils le devroient; parce qu'on ne communiquoit pas tout ce qu'on faisoit; ce qui seroit cause que si l'Angleterre leur faisoit quelques ouvertures ou Propositions qui ne fussent point acceptables, au lieu de les réfuter sérieusement & les rejeter sur le champ, pour gagner du tems qui étoit fort court, ils ne manqueroient pas de les envoyer à la Cour de France & ensuite ici. Sur quoi Mr. d'*Estrades* me déclara qu'il se chargeroit volontiers de la conduite de cette Ambassade, & qu'ayant, des affaires & des intentions de l'Etat, la connoissance qu'il avoit acquise par une longue experience, il aideroit aisément à éloigner tout ce qu'il croiroit ne pouvoir être agréable; qu'il correspondroit ici volontiers de tems en tems en toute confiance, & qu'il en recevrait volontiers des instructions sur la maniere dont il devoit se conduire. Je me suis chargé de vous en écrire par cette poste & de vous donner à penser, ainsi que je le fais avec l'approbation de Leurs N. & G. P., s'il ne seroit pas possible de faire en sorte, par le moyen de Mr. de *Lionne*, que l'on joignît Mr. d'*Estrades* aux deux autres Ambassadeurs Extraordinaires, & qu'on lui donnât ordre à cet effet de se rendre d'ici à Londres sans perdre de tems. J'attendrai avec im-

patience ce que cette ouverture ou insinuation aura opéré auprès de Mr. de *Lionne*, afin d'en informer Mr. d'*Estrades*.

Hier, Leurs HH. PP. ont prié le Conseil d'Etat, à la sollicitation de Leurs N. & G. P., de faire une seconde petition pour la construction de 24. autres Vaisseaux de guerre, & de la faire monter à la somme de deux millions que l'on juge nécessaire pour cette dépense. Je me raporte pour le reste à ce que l'on vous marquera de la part de l'Etat, & à ce que l'on vous enverra du Greffe de Leurs HH. PP. Je suis, &c.

A Mr. le Conseiller Pensionnaire
JEAN DE WITT.

De Paris le 13. Mars 1665.

M. O N S I E U R ,

Leurs HH. PP. m'ont envoyé, par leur Lettre du 18. Mars 1664., la Réponse que Mr. le Comte d'*Estrades* leur avoit remis de la part du Roi, aux articles de mon Mémoire présenté à Sa Majesté le 29. Février 1664., entr'autres à l'Article XVII. où je demandois, au nom & de la part de Leurs HH. PP., que le Traité de renouvellement de l'Alliance, de Commerce, Navigation & Marine, conclu à Paris entre le Roi & les Provinces-Unies le 27. Avril 1662., fût enregistré & vérifié dans les Parlemens & Cours Souveraines du Royaume, afin que les Sujets de

de l'Etat pûssent jouir des Effets du Traité sans opposition, ou contradiction; sur quoi le Comte d'Estrades a déclaré par écrit, de la part du Roi son Maître, le 12. Mars 1664. ce qui suit; Si Leurs HH. PP. vouloient bien donner un Mémoire qui contint tous les Points qui concernent la Jurisdiction des Cours Souveraines, Sa Majesté les comprendroit dans une Déclaration que l'on dresseroit à cet effet, & que Sa Majesté enverroient aux Cours, que Leurs HH. PP. indiqueroient pour l'y faire enregistrer, afin que les Sujets de Leurs HH. PP. pûssent jouir entierement de ses effets, & que les Parlemens décidassent leurs Affaires & leurs Procez en conformité dudit Traité.

Peu de tems après Leurs HH. PP. m'ont envoyé cet Extrait des Articles du Traité: imprimé, & je l'ai joint à un Mémoire que j'ai remis il y a plusieurs mois passez à Mr. de Lionne, auprès duquel j'ai fait plusieurs instances depuis ce tems-là sur ce sujet; mais inutilement.

Comme les Sujets de Leurs HH. PP. qui trafiquent dans ce Royaume se plaignent, que l'on n'exécute pas plusieurs Articles de ce Traité à leur égard, ni dans le Conseil du Roi, ni dans l'Amirauté, ni dans le Parlement, ni dans les autres Cours de Justice, Souveraines, ou Subalternes; je prends la liberté de représenter par celle-ci, si Leurs HH. PP. ne trouveroient pas à propos de parler de cette affaire à Mr. le Comte d'Estrades, & lui demander l'exécution de la promesse qu'il a faite à Leur Assemblée, de la part du Roi, le 12. Mars; puis que faute

de cet enregistrement les Sujets de Leurs HH. PP. ne peuvent jouir des effets du Traité.

Voici les Copies de l'Acte de Publication, & des Lettres qui concernent la liberté des Bâtimens François pendant la présente Guerre avec l'Angleterre, qui certifient ee que j'ai écrit il y a peu de tems sur ce sujet, me rapportant du reste à ce que Leurs HH. PP. en jugeront. Je suis, &c.

Extrait d'une Lettre écrite de Nantes
en Bretagne.

De Nantes le 7. Mars 1665.

La Copie ci-jointe contient le Mémoire que Mr. l'Intendant *Colbert* a envoyé au Magistrat de cette Ville, & le Maire a lu & notifié aux Marchands en pleine Assemblée sur la Bourse le 14. Février dernier.

Le Roi de la Grande Bretagne, sur les plaintes qui lui ont été faites de la part du Roi, par Mr. le Comte de Comminges son Ambassadeur en Angleterre, des Prises faites sur ses Sujets par les Vaisseaux Anglois; Sa Majesté Britanique a donné des Ordres précis pour faire relâcher généralement tous les Vaisseaux François qui ont été menez dans les Ports d'Angleterre, comme aussi toutes les Marchandises qui leur appartiennent qui se sont trouvées sur des Bâtimens Hollandois avant la rupture entre ces deux Nations, & a fait connoître de plus, que son intention n'étoit pas que ses Navires de guerre troublassent en aucune façon la Navigation des
Fran

François, soit qu'ils fissent leur Commerce par le moyen des Vaisseaux bâtis en France, soit sur d'autres de fabrique étrangere, dont une bonne partie de l'Equipage seroit François, sans faire aucune visite; ce qui a été depuis confirmé au Roi, par Madame, au nom du Roi de la Grande Bretagne, son Frere; & même trois Navires François dans la Cargaïson desquels le Sieur Pocquelin, Marchand de Paris étoit intéressé, passant par la Manche pour aller à Dunkerque, ayant été rencontré par une Escadre Angloise, les Commandans se sont contentez d'interroger les Patrons de ces Vaisseaux, sans en faire la visite, leur ayant témoigné qu'ils avoient reçu ordre d'Angleterre d'en user ainsi.

Outre cela, aujourd'hui septième de Mars mil six cens soixante-cinq, par devant nous Notaires Royaux de la Cour de Nantes, soussignez, sont comparus René Bouveau, &c. Tous les Marchands demeurans en la Ville & Faubourgs dudit Nantes, lesquels nous ont dit, tous unanimement, & attesté, déclarent & attestent par les Présentes, que le samedi quatorzième jour de Février dernier, Monsieur le Maire de cette Ville se seroit fait transporter à la Bourse, Place & Assemblée des Marchands, à la Fosse dudit Nantes, & leur auroit dit y être allé pour leur faire voir une Lettre de Monseigneur l'Intendant Colbert, portant, que sur les plaintes qui ont été faites de la part du Roi notre Sire, par Mr. de Comminges son Ambassadeur en Angleterre, à Sa Majesté Britanique, des Prises faites sur les François par les Vaisseaux Anglois; Sadite Majesté Britanique a donné des Ordres précis pour faire relâcher généra-

lement tous les Vaisseaux François qui ont été menez dans les Ports d'Angleterre, comme aussi toutes les Marchandises qui leur appartiennent qui se sont trouvées sur des Bâtimens Hollandois avant la rupture entre les deux Nations, & a fait connoître de plus, que son intention n'étoit pas, que ses Navires de guerre troublassent en aucune façon la Navigation des François, soit qu'ils fissent leur Commerce par des Vaisseaux bâtis en France, ou de Fabrique étrangere, dont la bonne partie de l'Equipage seroit François, sans faire aucune visite; de laquelle Lettre Monsieur le Maire fit lecture à ladite Assemblée, afin d'assurer les Marchands dans leurs Entreprises & Navigations: De tout quoi, honorable Homme Jaques d'Angui, aussi Marchand à ladite Fosse; sur le présent nous a requis rediger le présent Acte & de lui en delivrer Copie, ce que lui avons, du consentement desdits Sieurs Attestans, octroyé, pour lui valoir & servir, vû & ainsi que de raison; & a signé avec eux à ladite Fosse de Nantes, au Bureau de Gerreau, Notaire Royal, ledit jour comme ci-dessus ainsi signé au Registre, René Bouveau, &c. Verger, Notaire Royal, & Gerreau, Notaire Royal, qui a ledit Registre. Etoit signé, Gerreau, Notaire Royal, & Verger, Notaire Royal.

A Mr. le Conseiller Pensionnaire
JEAN DE WITT.

Sans date.

MONSIEUR,

Je ne puis me dispenser de vous envoyer
l'Extrait

l'Extrait ci-joint, dont je vous prie de faire usage, de maniere qu'on ne puisse soupçonner la Personne de la Rochelle qui l'a écrit, car notre Nation en souffriroit. Mr. de *Lionne* ose assurer qu'il fait tout ce que Mr. van *Beuningen* & Moi écrivons à la Regence, & même à vous en particulier. Je crains qu'il y ait quelqu'un que vous tenez pour honnête homme qui ne le soit pas; n'y auroit-il pas moyen de découvrir qui ce seroit, & d'y remédier.

Il y a plusieurs exemples de pareilles fourberies, au préjudice de l'Etat; & vous voyez que l'on en prend ici prétexte de ne pas se déclarer sur l'exécution de l'Alliance, parce, dit-on, que rien n'est & ne peut être secret chez Nous. Cependant, la fidelité & le secret sont l'ame des plus importantes affaires. Je suis, &c.

P. S. Le Roi a envoyé hier au soir quarante mille livres à Mr. de *Mets*, pour son Ambassade d'Angleterre; mais il a refusé cette somme & l'a renvoyée.

Extrait d'une Lettre écrite de la Rochelle.

De la Rochelle le 7. Mars 1665.

Mr. N. a écrit à votre Excellence sur la prétension de faire payer les Droits à un Bâtiment qui vient des Isles, ce qui seroit de mauvaise conséquence, & directement contre l'Alliance. Il vous aura aussi envoyé Copie

d'une Lettre. que Mr. Colbert a fait notifier ici aux Marchands, par raport au Commerce & à la liberté pour les Bâtimens François. Trois Frégates Angloises de 46., 40., & 36. pièces de Canon, sont arrivées ici depuis deux ou trois jours pour servir de Convoi à leurs Bâtimens de Bourdeaux & d'ailleurs. Ceux qui ont vû leurs Commissions m'ont dit, qu'ils y ont lû, qu'ils ayent à laisser passer librement les Vaisseaux de construction François, & dont l'Equipage & la Cargaison seront Françoises; mais de conduire tous les autres en Angleterre pour y être examinez; mais que l'on n'y donne pas une liberté aussi étendue aux Bâtimens François que le dit la susdite Lettre. Ces Anglois disent aussi, & je les crois assez, qu'ils ne commettront aucune hostilité sur les Rades, ou dans les Ports; ainsi les Vaisseaux des Sujets de Leurs HH. PP. qui sont ici n'ont rien à craindre. Le Capitaine *Kuyper* de Zeelande qui est arrivé ici avec cinq Vaisseaux de Malaga, est encore dans le Port.

On a tenté ici d'engager tous les Marchands à mettre quelque somme dans la Compagnie des Indes. Tous les étrangers l'ont refusé, excepté un seul, qui a dit; il est donc à croire que les François seront obligez de donner aussi-bien que les Naturalisez. Les Fermiers des Douannes & quelques Marchands, sont fort inquiets de la défense que Leurs HH. PP. ont faite de ne laisser sortir aucun Vaisseau; il est à souhaiter que cette défense continué quelque tems, il y a aparence qu'ils en deviendront plus traitables.

A Monsieur l'Ambassadeur BOREEL.

A la Haye le 19. Mars 1665.

MONSIEUR,

J'ai reçu vos Lettres par la dernière poste; j'y en ai trouvé une sans date de lieu & de jour, écrite de votre propre main, & qui contient l'avis que vous me donnez, que l'on fait où l'on ne doit point, le contenu de vos Lettres & de celles de Mr. van *Beuningen*, tant à la Regence qu'à mon adresse. Je vous prie d'examiner cette affaire de près, afin que je puisse découvrir si quelqu'un que je prends pour un honnête homme ne seroit pas tout le contraire, comme vous me marquez que vous le craignez; ou bien si cette manœuvre ne vient point d'ailleurs. Il m'importe fort d'en savoir la vérité, & même ce qu'on en peut conjecturer; c'est pourquoi je vous prie de faire toute la diligence possible pour découvrir ce qui en est. Je suis, &c.

A Mr. le Conseiller Pensionnaire
JEAN DE WITT.

De Paris le 13. Mars 1665.

MONSIEUR,

Quoi que j'aye de fortes raisons de ne vous être pas si souvent à charge par mes recommandations

mandations particulieres ; cependant, je ne puis me dispenser de vous demander votre Protection pour le Porteur de la présente, en sorte que nonobstant les changemens arrivés dans les Troupes Angloises & Ecoissoises qui étoient au service de l'Etat, celui-ci puisse non-seulement y rester, mais même que par votre crédit il obtienne une place de Capitaine ; c'est plutôt de mon propre mouvement qu'à sa priere que je vous le recommande, d'autant que j'en puis parler, non comme ami, mais comme témoin, non sur quelque rapport, mais par expérience, & vous assurer qu'outre le mérite d'avoir long tems servi l'Etat & d'être fort expert dans la Guerre, il a encore celui d'être un Homme vertueux, sobre, fidèle, savant, & craignant Dieu, en sorte que vous ne pouvez trouver à qui mieux rendre service. Il se nomme *Elplinghston*, il est de Famille Ecoissoise, élevé en Hollande, où il a envie de finir ses jours au service de l'Etat, sans reconnoître d'autre Souverain que l'Etat. Je suis de tout mon cœur, &c.

A. Mr. le Conseiller Pensionnaire
JEAN DE WITT.

De Paris le 13. Mars 1665.

M O N S I E U R,

Depuis ma dernière du 6. de ce mois, j'ai reçu en son tems la votre du 5.

J'ai.

J'ai fait part à Mrs. de *Turenne* & de *Lionne* de ce que vous m'avez écrit, pour détruire les mauvaises impressions que l'on a pris ici sous prétexte de quelques Ordres qu'on auroit donnez aux Ambassadeurs de l'Etat en Espagne, de négocier avec cette Couronne sur quelques ouvertures; je leur ai certifié qu'il ne s'étoit passé à cet égard autre chose que ce que vous me marquiez, & j'offris de convaincre de fausseté tout ce qu'on auroit pû leur rapporter de contraire. Je les priai de faire raport de cet éclaircissement à Sa Majesté en cas qu'Elle eût quelque autre pensée qui pût être préjudiciable à Leurs HH. PP. Je me suis plaint aussi, en quelque maniere, de ce que l'on avoit tiré quelques conséquences trop subtiles de quelque changement dans ma contenance lors qu'on avoit parlé de cette affaire, pour se fortifier dans la fausse pensée qu'on en avoit, quoi que j'eusse déclaré alors que je n'en savois rien & que je ne le croyois point; puis qu'il étoit certain que la maxime constante de l'Etat étoit de ne rien faire que de concert avec cette Couronne, dans toutes les choses où elle avoit quelque intérêt: & que cette maxime subsisteroit tant qu'on ne donneroit point sujet de ce côté-ci, de s'en départir en contrevenant à l'Alliance sur laquelle elle étoit fondée: enfin, que quelque marque d'étonnement ou de chagrin dans une pareille circonstance pouvoit aussi bien provenir de l'indignation que l'on concevoit de telles objections que de toute autre cause. Ces deux Messieurs m'ont paru satisfaits de ma Déclaration, & Mr. de *Lionne*
no

ne dit autre chose, sinon, que l'on avoit rapporté ici cette affaire avec d'autres circonstances, ce qui me donna occasion de réitérer, que j'étois certain qu'on ne trouveroit autre chose que ce que je leur disois. Je n'ai dit qu'à Mr. de *Turenne* ce que j'ai marqué ci-dessus par raport à l'observation de ma contenance, & je l'ai prié de désabuser Mr. de *Lionne* sur cet article.

Mr. d'*Estrades* n'a pas mandé, au moins à ce que m'a dit Mr. de *Lionne*, tout l'entretien que vous avez eu avec lui, sur la nécessité qu'il y avoit que l'on eût dès à présent des assurances, que le Roi exécutera effectivement l'Alliance, au cas qu'avant que les Flottes missent en Mer, le Roi d'Angleterre ne voulût pas consentir à un Accommodement. Comme j'ai de la peine à toucher cette corde, je me suis trouvé dans un grand embarras pour trouver l'occasion de le faire; cependant, jugeant qu'il étoit nécessaire d'en faire la Proposition, puis que si elle n'avoit pas tout l'effet qu'on en espiroit, du moins serviroit-elle à obtenir plus qu'on n'avoit fait jusqu'à présent; je pris la résolution de faire simplement la lecture de votre Lettre à ces Messieurs, mais en ajoutant que mes Ordres ne contenoient autre chose que ce que j'avois proposé jusqu'à présent.

Mr. de *Turenne* me dit qu'il ne croyoit pas que le Roi fît quelque promesse positive à cet égard, avant d'avoir vû quel seroit le succès de l'Ambassade; mais il paroît que Mr. de *Lionne* fait plus d'attention que ci-devant aux raisons que j'ai souvent alléguées
sur

sur ce sujet ; savoir , qu'il ne falloit pas laisser douter , au cas que la Paix se fît , si le Roi avoit observé , ou non , les conditions de son Alliance , & qu'on ne pouvoit prévenir ce doute en donnant de bonnes paroles , d'une maniere fort générale & sans effet ; puis que c'étoit agir contre l'Alliance que d'en différer l'exécution. Mais on ne me répondit qu'en réitérant , que les intentions de Sa Majesté étoient sinceres & entierement favorables aux intérêts de Leurs HH. PP. ; qu'on ne devoit pas en douter ; qu'Elle n'avoit pas envie de manquer aux obligations qu'elle avoit contractées par l'Alliance , & qu'elle n'y manqueroit pas , ce que l'on feroit bien comprendre en Angleterre pour presser la Paix.

Pour répondre aux défaites auxquelles ils ont recours , en alleguant qu'il n'y a pas de Guerre formelle , j'ai ajoûté à ce que je leur ai déjà répondu , une notification des Ordres généraux de confisquer les Vaisseaux & Effets que l'on prendroit de part & d'autre , comme appartenans à l'Ennemi. On répond à cela qu'il n'y a pas de Déclaration formelle de Guerre , & que les Ministres de part & d'autre continuent à résider. Tout ce que l'on peut y répondre ne sert à rien dès que c'est une défaite dont on se sert , & en vain leur démontre-t-on qu'il y a souvent Guerre sans Déclaration , & que l'on voit des Ministres résider chez l'Ennemi , comme le Baile de Venise à Constantinople.

J'aurois demandé Audience du Roi avec plus d'instance , & je l'aurois sans doute obtenu ;

tenuë; mais je crois qu'il vaut mieux que je differe encore quelque tems, & dans cet intervalle de disposer les choses auprès des Ministres, d'autant que j'ai tous les jours de plus en plus quelqu'esperance, quoi que foible à la vérité, d'obtenir sinon le secours dès à présent, ce à quoi il n'y a aucune aparence, du moins quelque certitude que l'on exécutera les conditions de l'Alliance au cas que l'Accommodement vint à manquer.

Mr. le Duc *Mazarin* a fait en sorte que Mr. *Colbert* consentît à recevoir ma visite, & l'on m'avoit donné heure pour mercredi au soir; mais son Excellence ayant été occupée chez le Roi jusqu'après huit heures, & n'y ayant pas moyen de lui parler le jeudi, je tâcherai de trouver demain le moment de lui rendre ma visite. Il me semble que cette civilité doit précéder mon Audience, & qu'avant de la demander je dois être certain d'une réponse favorable & plus agréable que toutes celles que l'on m'a faites jusqu'à présent.

Je suis fâché que les Actes du Procès de Mr. *Fouquet* aient été publics avant qu'on ait pu en arrêter l'impression. On m'a rapporté que Mr. *Colbert* s'en est plaint avec aigreur. On m'a dit aussi que l'on avoit envoyé en Hollande une Relation qui est fort injurieuse au Roi & à plusieurs Seigneurs de la Cour. Il me semble que l'on devroit donner ordre à ce que les Ordonnances fussent exactement observées à cet égard. On est ici fort sensible à ces sortes de choses.

Hier Mr. de *Lionne* a eu un entretien
avec

avec moi par rapport à la Négociation d'un Accommodement, & m'a demandé quelles feroient les Conditions que Leurs HH. PP. exigeroient. Je lui ai répondu que Mr. *Gogh* avoit ses Ordres pour cette Négociation, & qu'il y avoit plus de six semaines que j'avois déclaré ici en confidence, que Leurs HH. PP. pouroient sacrifier au bien de la Paix leurs justes prétensions, par rapport à la réparation des dommages qu'elles avoient soufferts par l'interruption du Commerce, à condition que l'on restituât tout ce qui auroit été pris de part & d'autre. Mais qu'à présent je ne pouvois dire quels étoient les sentimens actuels de Leurs HH. PP. Son Excellence me demanda si Leurs HH. PP. continueroient la Guerre en Europe au cas qu'on refusât de leur restituer les Nouveaux Pais-Bas, sans avoir d'autre raison que celle-là? Je lui répondis qu'on ne pouvoit refuser à Leurs HH. PP. la restitution de ce Pais-là; mais son Excellence repliqua, qu'il s'agissoit de savoir si Leurs HH. PP. feroient la Guerre en Europe pour les Nouveaux Pais-Bas, parce que le Roi devoit peser mûrement cette affaire relativement aux instances que l'on faisoit pour engager Sa Majesté. Je répondis que la Guerre en Europe étoit une Guerre d'Europe tant qu'elle n'étoit pas terminée par des conditions équitables à la satisfaction de Leurs HH. PP.; que l'on pouroit proposer s'il ne seroit pas possible de rétablir la Paix en Europe, permis aux Parties de se faire la Guerre ailleurs, jusqu'à-ce qu'elles s'accordassent; mais que je ne savois pas quelles
feroient

feroient sur cela les considérations de Leurs HH. PP.

Autant que je puis m'en apercevoir, on commence à croire ici que le Roi d'Angleterre & son Conseil ne sont pas autant éloignez de la Paix que ci-devant.

On continuë à se plaindre ici que les Espagnols & les Anglois sont informez de tout ce que j'écris. J'ai communiqué sur cela ce que vous m'avez écrit de la maniere dont on pouroit s'y prendre pour tenir secret ce qui doit l'être; mais on me répondit que notre mal en cela est plus grand que nous ne pensons. Je suis & serai toujours, &c.

A Mr. C. van BEUNINGEN, Ministre
Extraordinaire.

A la Haye le 19. Mars 1665.

MONSIEUR,

Depuis ma dernière du 12. de ce mois, j'ai reçu la votre du 13. & la Copie de celle à l'adresse de Mr. le Greffier *Ruyfch*.

Il est étonnant qu'on ait encore recours à la vieille défaite que la Guerre n'est pas déclarée contre l'Angleterre, & que les Ministres continuent dans leur résidence de part & d'autre. Cependant, l'on peut dire avec vérité que Leurs HH. PP. ont déclaré dans plus de dix Ordonnances publiques, qu'Elles sont en Guerre avec le Roi de la Grande Bretagne, & dans la dernière publication, que

que vous recevrez aujourd'hui de la part de Leurs HH. PP., & qui déclare Pirates les Etrangers armez en courte avec Commission Angloise; vous trouverez les termes exprès de l'article V. de l'Alliance, que les choses entre l'Angleterre & cet Etat en sont venuës à une rupture formelle. Je crois que vous pourriez dresser sur cela un Mémoire pour être remis entre les mains de Mr. de *Lionne*, & marquer dans la conclusion, qu'au cas que le Roi desirât à cet égard quelque chose de plus formel que ce que Leurs HH. PP. avoient fait jusqu'à présent, ou si Elle prétendoit que la continuation de la résidence des Ministres de part & d'autre fût une raison de différer les secours promis; Leurs HH. PP. desireroient qu'on leur marquât par écrit ce que Sa Majesté souhaiteroit qu'elles déclaraissent & fissent de plus pour être dans les termes du cinquième Article de l'Alliance, afin que Leurs HH. PP. prissent leurs mesures sur cela. Je suis certain que l'on ne fera aucune réponse, ou si l'on en fait une, elle sera telle qu'il sera aisé à Leurs HH. PP. de faire ce que Sa Majesté demandera, en sorte que, quelle qu'elle soit, on leur ôtera entièrement ce prétexte.

Si l'entretien que Mr. de *Lionne* a eu avec vous sur les conditions de l'Accommodement, étoit dans la vûe de concerter sur les instructions que l'on devoit donner aux Ambassadeurs Extraordinaires que l'on envoie en Angleterre, il me semble qu'il seroit à propos de profiter de cette occasion, & de lui faire comprendre les intentions de Leurs
HH.

HH. PP. conformément à leur résolution du 4. Février dernier ; on pouroit en même tems lui faire remarquer la maniere traitable & indulgente avec laquelle Leurs HH. PP. en agissent jusqu'à présent : & profitant de la continuation de cette confiance, on pouroit avancer peu à peu, & tâcher d'obtenir la communication des Ordres & des Instructions que l'on aura donnez aux Ambassadeurs Extraordinaires.

Il me semble que ce n'est qu'avec une très-mauvaise intention que l'on vous a demandé, si sur le refus de restituer les Nouveaux Païs-Bas on continueroit la Guerre en Europe, & vous avez répondu avec une juste & sage circonspection. Vous pouvez déclarer que non ; c'est l'intention de la Regence ; mais que ce refus sera cause que la Guerre continuera par tout hors de l'Europe, jusqu'à-ce que Leurs HH. PP. ayent obtenu par la force, la satisfaction qu'elles prétendent : & que si Sa Majesté peut moyenner une Paix raisonnable en Europe, où elle est obligée d'aider Leurs HH. PP. à obtenir la réparation des hostilités exercées contre Elles, Leurs HH. PP. y donneront toujours les mains, sans différer d'un seul moment, dans la vûe de tirer raison des surprises & des voyes de fait que l'on emploie contre Elles avec supercherie hors de l'Europe. Cette réponse cathégorique couperoit court à toutes chicanes.

Mr. l'Ambassadeur *Boreel* me marque aussi que l'on fait, où l'on ne devoit pas, ce que vous m'écrivez en particulier. Je vous prie de fureter & tâcher de découvrir d'où cela vient,

vient, & de faire en sorte que Mr. *Boreel* fasse la même chose de son côté, afin que je puisse enfin savoir si quelqu'un que je crois hounête homme (ce sont les expressions de Mr. *Boreel*) ne seroit rien moins que cela, comme Mr. *Boreel* memarque qu'il le craint fort; ou si cette manœuvre viendroit de quelques Membres de l'Assemblée des Etats de Hollande & de Westfrise où je lis quelque-fois vos Lettres. Il m'importe beaucoup d'en savoir non seulement la vérité, mais même les simples conjectures que l'on pourroit faire sur cela; c'est pourquoi je vous prie de mettre en œuvre toute l'adresse & toute l'attention possible pour faire quelques découvertes. Je suis & serai toujours, &c.

A Mr. le Conseiller Pensionnaire
JEAN DE WITT.

De Paris le 20. Mars 1665.

MONSIEUR,

La dernière que je me suis donné l'honneur de vous écrire étoit du 13.; j'ai reçu en son tems la votre du 12.

Aussi-tôt que l'on eut résolu d'envoyer une Ambassade Extraordinaire en Angleterre, j'ai allegué par moi-même & par mes amis, au Roi & aux Ministres, toutes les raisons imaginables pour hâter le départ des Ambassadeurs, sans attendre les préparatifs de leur train & de leurs aneublemens. Je n'ai pas

manqué pour cet effet de débiter les nouvelles que je recevois de tems en tems d'Angleterre & de l'Etat, touchant la vigueur avec laquelle on équipoit de part & d'autre pour mettre de bonne heure en Mer, & peut-être même avant la fin de ce mois; sur tout j'ai fort insisté sur une Lettre du Roi d'Angleterre à Mr. de *Verneuil*, à qui ce Prince marquoit qu'il l'attendoit avec impatience. Chacun s'est rendu à mes raisons, & lors qu'on en eut fait raport au Roi, j'ai eu la vicille réponse que le Roi pressoit le départ des Ambassadeurs, ce que le Duc de *Verneuil* m'a confirmé avant son départ pour *Verneuil*. J'ai continué cette semaine-ci à faire les mêmes instances; mais ayant écrit ce matin un Billet à Mr. de *Lionne* pour savoir ce que je pouvois écrire de certain sur le tems du départ des Ambassadeurs, son Excellence me fit réponse qu'il m'en informeroit après le retour de Mr. de *Verneuil*; & l'on m'a dit chez Mr. *Courtin*, qu'il compte de partir dans les Fêtes de Pâques; & ce matin j'ai appris que c'étoit certainement sa résolution. Or comme je crois avoir convaincu ces Messieurs que la circonstance des choses ne permet aucun délai, & qu'il y a beaucoup d'apparence que les Parties en viendroient à un Combat général; il me vient quelque soupçon que l'on n'a pas de ce côté-ci tout le desir que l'on pourroit croire de prévenir ces extrémités. Ainsi, tant pour pénétrer ce qui en est que pour y remédier, j'ai été sur le champ chez Mr. de *Turenne* & ensuite chez Mr. de *Lionne*, auxquels j'ai dit ce que j'ai pu de plus persuasif pour

pour leur faire comprendre, que cette lenteur, après toutes les raisons que j'avois aportées pour prouver la nécessité du prompt départ des Ambassadeurs, ne pouroit que donner quelques ombrages très-préjudiciables, & que voulant d'un côté faire agréer cette Ambassade à Leurs HH. PP., d'un autre côté on ne prenoit aucun soin d'empêcher que l'on n'en conçoive quelques soupçons. Ces Messieurs se sont chargez d'en parler fortement au Roi; & je reçois un Billet dans ce moment par lequel un de ces Seigneurs me marque, que depuis que nous nous sommes quittez, le Roi avoit dit qu'il presseroit le Duc de *Vernueil* de partir, qu'il avoit reçu son argent, & qu'on étoit occupé à dresser ses Instructions; je m'informerai quel est le sens particulier de ces termes généraux, & du reste je ne cesserai de presser. On m'a dit chez le Duc de *Vernueil* qu'on l'attendoit après-demain, ou au plus tard le jour suivant.

Il n'y a aucune aparence que l'on obtienne quelque secours avant qu'on ait vû le succès de l'Ambassade, & *Turenne* ne croit pas qu'on promette rien positivement touchant l'exécution de l'Alliance avant ce tems-là. *Lionne* me donne plus d'espérance, & c'est ce qui m'engage à solliciter avec toute l'attention & toute la diligence possible. Je suis occupé à dresser pour son Excellence une Lettre qui sera lûe au Roi, j'y mettrai tout ce que je pourai imaginer de capable de faire entrer le Roi dans les vûes de Leurs HH. PP., afin de lui mettre tout dans un point de vûe. Je prendrai des mesures pour mon Audience

lors que j'aurai vû l'effet de cette tentative.

J'ai enfin parlé aussi à Mr. *Colbert* qui a écouté avec beaucoup d'attention un discours, dans lequel j'avois rassemblé tout ce qui pouvoit établir la validité des instances que Leurs HH. PP. font pour obtenir l'exécution du Traité, mais je n'ai pû en tirer qu'une réponse en termes vagues qui me renvoyoit à Mr. de *Lionne* qui fait mieux les intentions du Roi sur les Affaires étrangères.

Afin que nous puissions jouir de l'avantage des Ports de France, & de quelques autres stipulez dans le Traité, Mr. *Boreel* a renouvelé ses instances pour faire publier dans les Villes maritimes le Reglement touchant la Navigation & le Commerce, & les autres affaires particulieres contenuës dans l'Alliance. J'ai encore parlé aujourd'hui sur ce sujet avec Mr. de *Lionne*; mais son Excellence me repliqua que cela étoit superflu; je répondis qu'il me paroïsoit que rien n'étoit plus utile & plus nécessaire, afin que les Gouverneurs & les Magistrats sçussent à quoi s'en tenir; sur quoi son Excellence se chargea d'en parler au Roi, & en même tems de la défense de prendre des Anglois des Commissions en Guerre. A cette occasion son Excellence me recommanda la Requête de la Compagnie des Indes de ce Pais-ci, qui demande qu'on lui rende deux Vaisseaux qu'elle a fait bâtir en Hollande, qui lui apartiennent, & qu'on ne pouvoit par conséquent retenir, puisque c'étoit des Vaisseaux François, conformément à l'Art. XXV. du Traité d'Alliance, comme le soutenoit son Excellence, quel-

quelque raison que l'on eût, pas même celle de la nécessité de se défendre. Je lui répondis que je n'étois pas informé de ce qui concernoit les Vaisseaux qui étoient déjà entre les mains de François & qui y venoient de dehors, ni de ceux qui étoient bâtis en Hollande, & qui n'étoient peut-être pas livrez; sur tout dans une conjoncture telle que celle-ci. On est ici fort sensible & fort soupçonneux sur notre chapitre par rapport à cette Compagnie, en sorte que si cette affaire étoit de celles que l'on peut accorder, cela ne pourroit manquer de faire un bon effet, & l'on pourroit stipuler à cette occasion que l'on ne différât point plus long tems la publication de ce Reglement, en sorte que l'on pût en ressentir les effets; mais si l'on ne peut relâcher ces deux Vaisseaux, il faudra démontrer évidemment les raisons pour lesquelles cet Article n'est pas applicable à ce cas-ci.

J'ai eu occasion d'insinuer suffisamment à Mr. de *Lionne* plusieurs raisons importantes pour lesquelles on devroit joindre Mr. le Comte d'*Estrades* à l'Ambassade Extraordinaire que l'on envoie en Angleterre; son Excellence les a si bien comprises qu'il m'a d'abord promis d'en parler au Roi, & ce matin il m'a mandé par un Billet, que Sa Majesté feroit volontiers tout ce qui pourroit contribuer à l'Accommodement, & que Sa Majesté lui avoit donné ordre d'en écrire à Mr. d'*Estrades*; mais qu'il ne pouvoit m'en rien dire de positif, qu'il n'eût reçu sa réponse: depuis ce matin je lui en ai encore parlé afin d'en tirer une réponse plus positive; après

avoir répondu à son Excellence, conformément à ce que vous m'écrivez, sur ce qu'elle me demanda si Mr. d'*Estrades* voudroit y consentir, & s'il jugeoit ce voyage nécessaire; nous parlâmes du rang des quatre Ambassadeurs, & son Excellence me répondit d'une manière à faire croire, que l'on regardoit cela comme une chose convenable, c'est ce que vous pourrez plus particulièrement apprendre de Mr. d'*Estrades*; mais son Excellence m'a fort recommandé le secret, sans que je sache pourquoi.

On a reçu ici une réponse favorable de Suède, aux instances de cette Cour, par rapport aux intérêts de Leurs HH. PP.; du moins m'en a-t-on assuré de divers endroits, mais on refuse de m'en dire les particularitez; peut-être pourrez-vous les apprendre de Mr. d'*Estrades*; car étant obligé de rendre compte de tout ce que j'apprends à Leurs HH. PP., on me regarde ici comme un homme obligé de tout publier : peut-être s'imagine-t-on à la Cour que l'on trouvera Leurs HH. PP. trop difficiles sur quelques-unes des conditions auxquelles on voudroit faire la Paix, & que pour cette raison l'on est plus réservé, afin d'être assurée de l'exécution des engagements de ses Alliez; c'est ce que l'on m'a fait entendre de bonne part.

J'en étois ici lors que j'ai reçu fort tard le Billet ci-joint de Mr. de *Lionne*, d'où je conclus que l'on aura délibéré dans le Conseil que le Roi a tenu cet après-midi, si l'on fera partir l'Ambassade sans aucun train. Mr. de *Turenne* ne me donne avis dans son Billet en
termes

termes généraux que de ce qui s'est dit ce matin chez le Roi, c'est ce qui me fait espérer que les Ambassadeurs se mettront bien-tôt en chemin; c'est ce que je presserai autant qu'il se pourra.

Je puis trouver plusieurs bonnes raisons qui autorisent que l'on retienne les Vaisseaux de la Compagnie des Indes de ce País, & sans doute qu'il y en a encore plusieurs autres meilleures: mais il est de notre intérêt de ne pas disputer sur l'interprétation de quelque Article que ce soit où ces Messieurs-ci s'imaginent avoir raison, & si par ce moyen nous pouvions à présent obtenir la publication du Reglement, nous aurions tort de différer plus long tems; mais, Monsieur, je m'en remets sur cela au jugement de la Regence. Je dirai seulement qu'à présent cette Compagnie est l'Enfant gâté du Roi & de Mr. Colbert, & que l'on sera très-sensible aux bons ou aux mauvais offices à son égard, *& dum in dubio est animus, parvo momento huc illuc impellitur.* J'ai bien pensé aussi, qu'ayant besoin de Vaisseaux, outre les raisons que l'on auroit de retenir ceux-ci, on pourroit représenter la nécessité de s'en servir, ou de les tenir prêts, en cas de besoin, & de remettre au bon plaisir de Sa Majesté de les laisser aller pour peu qu'Elle le desirât: un peu de déference ou de condescendance fait souvent beaucoup, & dans la conjoncture présente on peut quelque fois tirer beaucoup de fruit d'un bon mouvement excité à propos. Je vous prie de prendre ma liberté en bonne part. Je suis & serai toujours, &c.

A Mr. C. van BEUNINGEN, Ministre
Extraordinaire.

A la Haye le 26. Mars 1665.

MONSIEUR,

Depuis ma dernière du 19. du courant, j'ai reçu la votre du 20. & la Copie de celle que vous avez écrite le même jour à l'adresse de Mr. le Greffier *Ruyf. b.*

Mr. l'Ambassadeur d'*Estrades* se soumettra au bon plaisir de Sa Majesté par rapport au rang, & partira dès le moment qu'il aura reçu les Ordres & les Dépêches nécessaires de Sa Majesté; Ainsi on devroit se hâter, afin que ce Ministre se trouvât en Angleterre pour être présent au moins lors que Mr. le Duc de *Verneuil* entamera cette Négociation.

Il me semble que Sa Majesté n'a aucune raison par rapport aux Vaisseaux que la Compagnie Française des Indes & du Ouest a achetez ici, & que Sa Majesté souhaite que nous laissions partir. Premièrement, parce qu'on ne peut y appliquer l'Article XXV. du Traité qui ne peut absolument s'entendre que des Vaisseaux François & Hollandois entrez de dehors dans les Ports de l'un ou de l'autre, & non achetez dans les Etats de l'un ou de l'autre; c'est ce que l'on peut voir par les termes de la fin de l'Article XXIV. & le commencement du XXV.; & il est notoire que Leurs HH. PP., sur le plan & à l'instance desquelles cet Article a été mis dans le
Traité,

Traité, n'ont jamais eu d'autre pensée, ni d'autre intention.

En second lieu, parce que l'on n'accorde par l'Art. XIX. & l'Art. XX. le Commerce & le transport de ce qui a été acheté dans les Etats respectifs, qu'à condition que le Commerce & le transport desdites choses ne soit pas défendu généralement à tous, tant Sujets qu'Etrangers; outre que l'achat ou le loiage des Vaisseaux dans les Etats respectifs a été remis au bon plaisir des Contractans par l'Art. XLIII.

Troisièmement, parce qu'il paroît par l'Art. XXIII., que généralement le plus grand droit & la plus grande franchise que Leurs HH. PP. ont voulu stipuler à l'avantage de leurs Sujets ne s'étend point aude-là de ceci, c'est qu'ils seroient traitez aussi favorablement que les Sujets mêmes de Sa Majesté.

En quatrième lieu, parce que l'Art. XI. porte, que celui même qui seroit attaqué ne pourroit tirer des Etats de celui qui ne seroit pas attaqué les commoditez ou instrumens de guerre, avec cette limitation, qu'à condition que cela se puisse sans lui causer un notable préjudice; cela étant, celui qui n'est pas attaqué est-il en droit de tirer des Etats de celui qui est attaqué & malgré lui, les instrumens qui lui sont nécessaires pour sa propre conservation, & pour sa défense, tels que sont les deux Vaisseaux, l'un nommé la Providence, & l'autre Alette-Marie, portant ou pouvant porter chacun 50. pièces de Canon.

Cinquièmement, puis que le Roi de France

de son côté ne donne pas encore, du moins jusqu'à présent, le secours qu'il ne peut différer suivant l'Art. V. sans manquer à sa parole, & que s'en suivant de-là que, contre la disposition expresse du Traité, Leurs HH. PP. se trouvent privées d'un support considérable; Sa Majesté ne doit pas vouloir priver Leurs HH. PP. de ce qu'elles ont dans leur Territoire, & qu'elles peuvent retenir conformément au Traité.

En sixième lieu, c'est un droit indubitable qui appartient à tout Souverain d'avoir la préférence sur tout ce qui se vend dans ses Etats, & non seulement qui peut servir à la conservation publique, mais même dont il pourroit avoir besoin pour quelque autre utilité publique. Nous sommes assurez que Sa Majesté n'avouera pas qu'elle ait renoncé en aucune maniere à ce droit, du moins sommes-nous certains que ce n'a pas été l'intention de Sa Majesté lors que l'on conclût le Traité.

Outre cela, l'Art. XX. du Traité de Paix fait avec l'Espagne contient la même chose que l'Art. XXV. du Traité conclû avec la France : ainsi tout ce que la France prétend en se fondant sur ledit Art. XXV. l'Espagne aura aussi droit de le prétendre, par raport à certain Vaisseau de 70. pièces de Canon, que l'on retient ici, nonobstant les représentations de l'Ambassadeur *Gamarra* qui demande qu'on le relâche, & quelques autres Vaisseaux Espagnols.

Je crois que Leurs N. & G. P. auront la complaisance de laisser partir quelques autres Vaisseaux achetez ici pour le compte de la Compagnie

pagnie Françoisse des Indes qui ne sont pas aussi propres à armer en Guerre, pour prouver qu'Elles n'ont aucun desir de chagriner cette Compagnie; mais par raport aux deux autres gros Vaisseaux, Leurs N. & G. P. ont résolu aujourd'hui unanimement, qu'on ne se relâcheroit en aucune maniere pour les raisons alleguées ci-dessus. Ainsi, Monsieur, je vous prie de faire voir aux Ministres de Sa Majesté, que la conduite de Leurs N. & G. P. est conforme à la disposition du Traité, & d'adoucir leur aigreur sur ce sujet, en leur faisant esperer que l'on permettra, par complaisance, aux autres Vaisseaux achetez par la Compagnie, de partir. Je finis, en vous assurant que je suis, &c.

A Mr. le Conseiller Pensionnaire,
JEAN DE WITT.

De Paris le 27. Mars 1665.

M O N S I E U R ,

Ma dernière étoit du 20. du courant, j'ai reçu en son tems la votre du 19.

Je ne doute pas que le Roi & ses Ministres ne soient très-persuadez que leur excuse fondée sur ce qu'il n'y auroit pas de rupture formelle, est une pure défaite: mais puis que Leurs HH. PP. croient avec raison que ce n'est pas les satisfaire que de tenter les voyes d'un Accommodement par le moyen de l'Ambassade Extraordinaire, & de leur don-

ner seulement de bonnes paroles, pour leur faire croire que l'on exécutera les Conventions de l'Alliance, au cas que les tentatifs ne réussissent pas, sans vouloir leur en donner aucune certitude positive; ce qui est cause que Leurs HH. PP. insistent qu'on leur donne le secours. De ce côté-ci on ne veut pas y consentir, soit pour ménager l'Angleterre, soit pour d'autres raisons secrètes; cependant, on ne voudroit pas renoncer à l'Alliance par un manquement de parole trop palpable, & donner par-là occasion à Leurs HH. PP. de prendre leurs mesures avec quelque autre que cette Couronne, pour la sûreté de leurs intérêts; c'est pourquoi l'on a recours à deux moyens pour empêcher Leurs HH. PP. de se défier entièrement, & pour sauver les apparences autant qu'il se peut: l'un est que l'on tâche de persuader que si l'on accordoit ce secours, ce seroit donner occasion de rebuter l'Ambassade dont les opérations seront plus utiles & plus avantageuses à Leurs HH. PP., que le secours même. Comme l'on ne veut pas convenir de cela, que l'on prouve même le contraire, & que le Roi doit tenir sa parole, & non pas faire ce que l'on juge le mieux de ce côté-ci seulement; ils répondent qu'il n'y a pas encore de rupture, & qu'au moyen de ces objections on peut différer encore, en fournissant un Subside, au cas qu'on veuille tenir l'épée dans les reins à Sa Majesté. Mais, comme après le terme de trois mois expirez, & la solution claire & nette de toutes les objections alleguées, on ne peut raisonnablement différer plus longtemps,

tems , il semble que ce retardement , sous prétexte qu'il n'y a point de rupture, est moins blamable qu'aucune autre défaite qui n'est pas mieux fondée.

Il y a plus de quinze jours que j'avois proposé à Mr. de *Lionne* les mêmes raisons que j'allegue dans le Mémoire ci-joint, & que j'ai présenté au Roi, pour, être informé si Sa Majesté considère la continuation de résidence des Ministres de part & d'autre, comme une juste raison de refuser le secours, & si en levant ce prétexte Elle l'accordera? Mais on évite de répondre & l'on dit seulement, que le Roi est fort éloigné de donner occasion au rapel des Ministres, dans un tems où il tâche d'accommoder les choses, & où la résidence des Ministres dans les lieux où ils sont, est non seulement utile, mais même nécessaire; qu'au reste, on ne devoit pas trouver étrange que le Roi différât de se déclarer contre l'Angleterre, dans le tems où les démêlez entre l'Angleterre & Leurs HH. PP. peuvent être terminez d'un jour à l'autre; d'autant plus que Sa Majesté étoit resoluë de faire parler au Roi d'Angleterre sur un ton conforme au Traité d'Alliance, au cas qu'il témoigne de l'éloignement pour la Paix.

J'ai tenté d'obtenir, qu'au cas que l'on persistât à refuser le secours, on donnât une assurance par écrit que l'on exécuteroit ponctuellement l'Alliance, & en même tems j'ai indiqué des moyens certains de tenir la chose secrète, pour leur ôter ce prétexte. Mr. de *Lionne* me répondit, que l'Alliance étoit elle-même cette assurance, & qu'on devoit

se reposer sur elle & sur les bonnes intentions de Sa Majesté, qui étoient très-sincères; autre défaite! Mr. de *Turenne* persiste à croire que le Roi ne se déclarera pas qu'il n'ait vû quel succès aura l'Ambassade. Néanmoins j'ai démontré à ces deux Seigneurs, par toutes les raisons que j'ai pû imaginer, que cette conduite anéantissoit l'Alliance, même quand on en viendroit à un Accommodement, & je ne leur ai pas déguisé les suites préjudiciables que cela pouroit avoir. On me donna pour réponse toutes les bonnes paroles imaginables pour me persuader, en termes généraux, que le Roi & ceux de son Conseil, craignoient ces suites dangereuses, considéroient Leurs HH. PP. comme de bons & nécessaires Alliez de cette Couronne, qu'ils vouloient les traiter ainsi, & que jusqu'à présent l'on n'avoit rien fait & l'on n'avoit envie de rien faire qui pût désagréer à Leurs HH. PP. : mais ils ne disent rien de plus, sinon pour d'autres raisons, au moins pour les suivantes, que je crois avoir si bien pénétrées que l'on peut y faire fonds en ce qui concerne les Affaires de Leurs HH. PP.. C'est que l'on veut ménager l'Angleterre par rapport au Portugal & aux Païs-Bas Espagnols, & rendre les Etats Généraux plus traitables par rapport aux conditions de la Paix; mais sur tout, que l'on voudra parlementer avant d'exécuter l'Alliance, & stipuler que l'on n'assistera pas les Ennemis de l'Allié, ou autres choses semblables qui ont relation au Projet sur les Païs-Bas Espagnols. Il pouroit cependant arriver qu'on n'en parlât point du tout, selon.

selon le succès des Armes de Leurs HH. PP. & des Anglois dans cette Guerre, & suivant les changemens qui peuvent arriver dans les Affaires de l'Europe : mais présentement c'est-là le ressort, autant que j'ai pu le remarquer dans le dernier entretien que j'ai eu avec Mr. de *Turenne*, & comme vous pouvez l'avoir inferé de quelques-unes de mes précédentes, où je vous ai marqué que ce dessein sur les Pais-Bas Espagnols leur rouloit dans la tête depuis long tems, & influoit sur toutes les Délibérations du Roi de France, comme le centre auquel tous les autres desseins devoient se rapporter.

J'ai parlé assez long tems avec Mr. de *Turenne* touchant ce que vous me marquez dans votre Lettre, au sujet des Instructions que l'on doit donner aux Ambassadeurs Extraordinaires qu'on envoie en Angleterre : & je n'ai pas manqué à cette occasion, comme dans d'autres, de faire remarquer ce à quoi le Roi est obligé par l'Art. XIV. de l'Alliance, pour leur faire d'autant plus sentir combien Leurs HH. PP. se sont relâchées dans les conditions de Paix qu'Elles m'ont fait déclarer ici comme acceptables. Je vous rendrai compte de ce qui se sera passé sur ce sujet lors que j'en aurai parlé à Mr. de *Lionne*.

Je ne fais rien de ce que Mr. *Boreel* vous a mandé du défaut de secret, par rapport aux Lettres mêmes que je vous écris; seulement, Mr. de *Lionne* m'a dit, que le défaut de secret dans l'Etat alloit plus loin qu'on ne pensoit; du reste, je puis dire que ce Seigneur m'a avoué que certaines choses dont nous
nous

nous sommes entretenus, sont restées secrètes, d'où il concluoit que je ne les avois pas mandées, quoi qu'effectivement je vous les eusse écrites. Peut-être ce qui n'étoit pas alors, est-il à présent. Mr. *Boreel* ne m'a point voulu nommer alors cette Personne qu'on tient pour honnête homme & qui ne l'est pas; mais depuis il m'a parlé dans ces termes de celui dont on se sert pour le François; mais je vous prie que cela soit dit entre nous.

J'ai prévu, en examinant les Extraits des Résolutions de Leurs HH. PP., & quelques avis particuliers que j'ai reçûs par la dernière poste, qu'il n'y avoit pas d'apparence qu'on déférât aux instances que l'on faisoit d'ici pour faire relâcher les deux Vaisseaux de la Compagnie des Indes; c'est pourquoi j'ai préparé cette affaire de longue main, afin que ce refus ne fît ici aucun mauvais effet; sur tout, parce que j'avois été informé de bonne part que Mr. *Colbert* en avoit parlé dans l'Assemblée des Directeurs de cette Compagnie; dont il est Président, comme d'une chose dont il ne falloit pas douter; puis, disoit-il, que la chose est si claire, Leurs HH. PP. ne pourroient refuser de relâcher ces Vaisseaux, sans s'exposer à rompre avec la France, ajoutant qu'on ne pouvoit empêcher que la Compagnie Hollandoise des Indes employât tous les moyens permis pour s'opposer aux progrès de celle qu'on avoit érigée dans ce Royaume; mais les choses iroient trop loin, si dans cette vûe on violoit les Traitez. On ne peut exprimer le zèle du Roi & de ce Ministre pour cette Compagnie. J'aurois volon-

volontiers parlé sur cela à Mr. de *Lionne*, & à Mr. *Colbert*; mais n'ayant pû les rencontrer, je me suis adressé à Mr. de *Turenne*, & ensuite à Mr. de *Thou*, que le Roi a choisi depuis la semaine dernière pour l'un des trois Directeurs en Chef de cette Compagnie, avec Mr. *Colbert*; j'ai prié le premier de représenter au Roi, & l'autre à Mr. *Colbert*, dans quelle situation étoient les Affaires de Leurs HH. PP., qui, pour se mettre en posture de défense contre un Ennemi qui cherche leur ruine totale, sont obligées de suspendre leur Navigation & leur Commerce, d'où dépend le bien public; qu'après avoir armé avec des dépenses inexprimables, tous leurs Vaisseaux & ceux de plusieurs Particuliers, & ne croyant pas ces forces suffisantes, Elles en faisoient encore bâtir 24. autres, & déliberoient pour en mettre encore un autre nombre semblable en mer; qu'en effet Elles ne pouvoient faire moins, puis qu'ayant en même tems en mer presque toutes les Forces Navales de leur Etat, exposées aux accidens de la mer & aux attaques de leurs Ennemis, Elles devoient avoir un corps de réserve pour reparer les moindres pertes. Que pour cette raison le moindre Bâtiment capable de tenir la mer, qui se trouvoit dans leurs Etats méritoit attention, non par rapport à Leurs HH. PP. ou à quelque avantage qu'elles en pussent retirer, mais pour leur défense. Qu'ainsi, quand on n'en useroit que suivant les Loix de l'amitié, on ne pouroit comprendre que Sa Majesté exigeât d'elles, qu'elles prissent plus à cœur les intérêts de la Compagnie Françoisé des Indes

Indes que leur propre conservation ; mais qu'il y avoit une autre obligation entre Sa Majesté & Leurs HH. PP., contractée par une Alliance, & en vertu de laquelle la Couronne devoit, dans ce tems-ci, donner à leurs HH. PP. un secours de 12000. hommes, ou l'Equivalent en Argent, ou en Vaisseaux, au choix de Leurs HH. PP.; en sorte qu'il paroîtroit étrange que, bien loin de leur donner des Vaisseaux, suivant le texte du Traité, on voulût leur ôter ceux qu'elles avoient.

J'ai tâché en même tems de leur faire comprendre, qu'on faisoit tort à Leurs HH. PP. de les soupçonner d'être contraires à la nouvelle Compagnie des Indes, sur tout dans ce tems-ci; j'ai trouvé que ces Messieurs se rendoient assez à mes raisons ; cependant, Mr. de *Tbon* essaya de me persuader, qu'il vaudroit mieux pour Leurs HH. PP. qu'elles se relâchassent dans ce tems-ci, s'il étoit possible. En tout cas, on ne peut prendre trop de soin si l'on s'entient au refus, de l'accompagner de toutes les Raisons qui pouront le rendre moins choquant.

On fait ici des Projets pour favoriser la Compagnie des Indes & tout autre que l'on pourroit ériger, en leur accordant l'exemption des droits d'entrée pour toutes les denrées qui ne sont point permises par le Traité ; c'est ce qui est cause que le Traité de Leurs HH. PP. a tant de Contremineurs qui voudroient le voir rompre. Je suis & serai toujours, &c.

P. S. J'avois écrit ceci, lors que Mr. de *Lionne* est venu chez moi, à huit heures & demie

demie du soir, pour me dire que le Roi, à son retour de Chartres, avoit appris, qu'à la sollicitation de la Compagnie Hollandoise des Indes, ou en sa faveur, on avoit arrêté, par ordres de Leurs HH. PP., & l'on retenoit, malgré les instances de Mr. d'*Estrades*, de la part de Sa Majesté pour les faire relâcher, trois Vaisseaux achetez à Amsterdam pour le compte de la Compagnie Françoisse des Indes. Que Sa Majesté étant informée que cette Compagnie Françoisse ne pouvoit se passer de ces Vaisseaux, sans être obligée d'abandonner les vûes qu'elle avoit pour un voyage aux Indes cette année-ci, & considérant que ces Vaisseaux appartenant à présent à ses sujets & leur ayant appartenu avant l'arrêt que l'on avoit mis dans les Etats de la République sur tous les Vaisseaux, on ne pouvoit, selon l'Article XXV. du Traité d'Alliance, les retenir, même dans le cas de besoin pressant; que Sa Majesté avoit été irritée plus que Mr. de *Lionne* l'ait jamais vûe, d'apprendre que dans un tems où Leurs HH. PP. jugent qu'elles ont besoin de l'affection de Sa Majesté, & qu'on les assure qu'elle est autant favorable à leurs intérêts qu'on peut le souhaiter, Elles ne fassent aucune difficulté de contrevenir au Traité d'Alliance, en arrêtant ces Vaisseaux, dans la vûe de traverser sa Compagnie des Indes: Que Sa Majesté en concluoit, que les esprits dans l'Etat étoient dans des dispositions qu'on devoit en attendre encore pis dans d'autres circonstances; qu'ainsi Elle se croyoit obligée d'en témoigner son ressentiment, & qu'Elle étoit
reso.

réfoluë d'ufer de réprefailles fur les Sujets de Leurs HH. PP., & fur leurs Effets, & de les mettre en exécution, fi dans quinze jours ces Vailfeaux n'étoient relâchez: ajoûtant à cela quelques menaces de rompre toute correfpondance avec Mr. *Boreel* & avec moi, ce qui augmenteroit la mefintelligence: fon Excellence me dit encore qu'il avoit parlé dans les mêmes termes à Mr. *Boreel*, & que le Roi fouhaitoit que l'on mandât ceci par un Exprès & fur le champ. Je lui ai répondu, que fi j'avois eu aujourd'hui le bonheur de le trouver chez lui & de l'informer de tout ce que j'avois dit à Mr. de *Turenne*, Sa Majesté auroit été mieux instruite de l'état des choses, & en auroit jugé tout autrement, que de la manière qu'on la lui a raportée. Sur quoi je lui répétois toutes les raifons contenues ci-deffus dans ma Lettre, ajoûtant que j'attendois des nouvelles de Leurs HH. PP. fur cette affaire. Je lui dis enfuite, que je n'étois nullement d'avis d'écrire à Leurs HH. PP. tout ce qu'il venoit de me dire de la part de Sa Majesté & dans le fens où il me l'avoit dit, avant que Sa Majesté ait été informée de la droiture des intentions de Leurs HH. PP. Je lui representai avec toute la modération dont étoit fufceptible une circonstance auffi delicate, le tort qu'on avoit d'en venir à de pareilles menaces pour fi peu de chose, dans un tems comme celui-ci, & fans avoir fait la moindre ouverture fur ce fujet; je lui fis remarquer les suites que cela pourroit avoir, & toutes les raifons que nous avions de nous plaindre de ce que l'on n'ob-

fer-

fervoit pas l'Alliance de ce côté-ci; enfin, notre discours tomba sur les assurances que son Excellence me réitera, que sans cet incident, le Roi prenoit sincèrement à cœur les intérêts de Leurs HH. PP. ; sur quoi je lui répondis d'abord que cela étant, on ne pouvoit regarder tout ce qu'il venoit de me dire que comme l'effet d'une alteration dans ses bonnes intentions, causée par de faux avis, & qu'il falloit, pour le bien des intérêts communs empêcher que cela éclatât; son Excellence me répondit qu'elle ne pouvoit me dire que ce dont elle étoit chargée, & elle insista fortement à ce que l'on relâchât ces Vaisseaux; cependant, elle consentit, sans que j'aye promis d'envoyer un Exprès, que lui & Mr. *Colbert*, avec quelques autres Ministres, Mr. *Boreel* & moi, s'il étoit nécessaire, nous en parlerions au Roi avant d'en écrire à Leurs HH. PP. Je crains fort de trouver le Roi inflexible, aussi-bien que Mr. *Colbert*, du ressort duquel est cette affaire; quoi qu'il en soit, je ferai en cette occasion tout ce qui dépendra de moi pour le service de Leurs HH. PP. Mr. *Boreel*, avec qui j'ai eu ce soir un long entretien, veut que ceci soit de mon département, quoi qu'il me semble tout le contraire. Je crois que ceci doit être autant secret qu'il est possible, tant à cause des Anglois que pour faciliter à ceux-ci le moyen de reculer sans peine: mais je crains fort de n'en obtenir autre chose qu'un aveu qu'ils ont tort d'en être venus si facilement aux menaces. Je suis votre très-obéissant serviteur; avec beaucoup de précipitation, &c.

A

A Mr. C. van BEUNINGEN, Ministre
Extraordinaire.

A la Haye le 2. Avril 1665.

M O N S I E U R ,

Celle-ci servira seulement pour vous donner avis de la réception de vos deux Lettres du 27. du passé ; par ce que Leurs HH. PP. vous enverront, par rapport aux Vaisseaux François arrêtez ici, des Résolutions & autres pièces telles qu'il vous sera aisé de prévoir, non seulement le bon droit, mais même la complaisance de cet Etat. Je n'ai rien à y ajoûter sinon, que le langage que Mr. de *Lionne* vous a tenu, n'a pas peu choqué les Etats de Hollande & de Westfrise, ce qui ne leur a pas fait changer la Résolution qu'ils avoient prise par rapport aux Vaisseaux l'*Alet-Marie* & le *St. Jean*, puis qu'ils se sont séparés en donnant ordre à Mrs. les Conseillers Députés, & à leurs Députés à la Généralité, de ne rien relâcher sur ce sujet, résolus qu'ils étoient d'attendre tout ce qui pourroit en arriver du côté de la France par voye de rétorsion ou autrement, ce qui n'empêcheroit pas que ce ne fût un procédé injuste au dernier point ; mais en effet, persuadez que le Roi n'étoit pas capable de commettre une telle injustice après avoir entendu des Raisons aussi palpables. Je suis, &c.

A

A Mr. C. van BEUNINGEN, Ministre
Extraordinaire.

A la Haye le 9. Avril 1665.

MONSIEUR,

Monsieur le Comte d'*Estrades* m'a communiqué ce que le Roi lui a écrit par la dernière Poste, c'est un abrégé des solutions données à quelques preuves dont vous vous êtes servi pour faire voir que l'Article XXV. du Traité n'est pas applicable aux deux Vaisseaux, & est même une répétition de ce dont vous parlez dans votre dernière; néanmoins je n'y trouve pas une affirmation aussi positive que vous la marquez, que le Roi n'insisteroit pas si précisément sur l'exécution du Traité, si son intention n'étoit pas de l'exécuter avec exactitude: & Mr. d'*Estrades* n'en a donné aucune connoissance à Leurs HH. PP., soit par Memoire ou autrement, il n'en a même rien fait connoître.

J'espère que les offres généreux & soumis de Leurs HH. PP., sur tout avec l'expédient dont je parle dans ma Lettre ci-jointe, satisferont le Roi; néanmoins je ne puis vous celer, que sur les avis de votre dernière Lettre Mrs. les Conseillers Députés ont convoqué extraordinairement les Etats de Hollande & de Westfrise pour samedi prochain, mais secrètement, parce que si on le mandoit en France par cette Poste-ci, cela suffiroit peut-être pour rendre infructueuses toutes les instan-

instances que vous devez faire à présent suivant les ordres de Leurs HH. PP. Outre que les choses pouroient tourner de telle manière dans l'Assemblée de Leurs N. & G. P., que l'on feroit faire au Roi de France, absolument & même, sans être assuré de la Réponse, la Déclaration projetée dans ma Lettre ci-jointe, après que la chose auroit été concertée; ce qui n'a pû se faire à présent contre la Résolution expresse des N. & G. P. à cause de leur absence. Vous pouvez vous servir de cette Déclaration avec vôtre prudence ordinaire, en cas que la chose soit portée aux extrémités, comme d'une instruction pour votre conduite dans cette affaire importante. On retient l'Exprès que vous avez envoyé, tant pour gagner du tems, que pour attendre le Résultat des délibérations de Leurs N. & G. P., & voir si toute cette affaire ne se terminera pas à l'avantage de l'Etat, je finis celle-ci qui n'est destinée à autre chose, & je suis, &c.

A Mr. C. van BEUNINGEN, Ministre
Extraordinaire.

A la Haye le 9. Avril 1665.

MONSIEUR,

L'Exprès, que vous avez dépêché de Paris vendredi dernier, a fait tant de diligence qu'il étoit ici lundi un peu après midi. Vous verrez quel a été le Résultat aux Délibérations
de

de Leurs HH. PP. sur ses dépêches, par leur résolution que l'Etat vous envoie. J'ai eu avant-hier une longue Conférence * sur ce fâcheux Incident avec Mr. l'Ambassadeur d'*Estrades*; & autant qu'il me l'a paru, il est resté convaincu du bon droit de Leurs HH. PP. dans cette affaire; & toutes les Provinces jugent qu'il est clair & invincible; mais la circonstance du tems veut que l'on fasse tout ce qui est possible pour satisfaire à ce que l'intérêt de Sa Majesté & le point d'honneur exigent en ceci. Quant au premier, Leurs HH. PP. jugent y avoir suffisamment satisfait par leur Résolution du 2., & par le contenu de leur Lettre écrite aujourd'hui à Sa Majesté: quant au second, les Députés de Leurs HH. PP. pour les affaires de France ont proposé entr'eux & regardent comme un expédient convenable, que vous fassiez en forte, par l'entremise de Mr. de *Lionne*, que les choses aillent de manière, que vous déclariez à Sa Majesté, même dans une Audience publique, si on le souhaite, (après avoir représenté avec force le bon droit de Leurs HH. PP. & les offres généreux & pleins de complaisance qu'elles avoient faits) que puis que Sa Majesté, pour des raisons inconnues à Leurs HH. PP., n'avoit pas voulu s'en contenter, Leurs HH. PP. avoient remis & remettoient de fait au bon plaisir de Sa Majesté la disposition de ces deux Vaiffeaux,

* Voyez les Lettres d'*Estrades* T. II. ses deux Lettres du 9. Avril 1665. au Roi & à Mr. de *Lionne*.

seaux, étant résolus d'exécuter tout ce que Sa Majesté trouvera bon d'en ordonner, & attendant sur cela sa gracieuse déclaration afin de s'y conformer; qu'alors Sa Majesté réponde, dans des termes civils & obligeans, autant qu'elle le jugeroit à propos, qu'elle étoit contente de ces offres, & qu'elle laissoit lesdits deux Vaisseaux à la disposition de Leurs HH. PP., au moins durant la nécessité présente de l'Etat. Néanmoins Mrs. les Députez n'ont pas jugé à propos d'en faire rapport publiquement à l'Assemblée de Leurs HH. PP. parce que toute la grace de cet expedient dépend du secret, & je puis vous assurer qu'on le gardera ici. Au cas que la chose réussisse, elle déclare assez par elle-même que Leurs HH. PP. ont remis entièrement ces Vaisseaux à la disposition du Roi, qui considérant le besoin pressant que l'Etat en a, n'aura pas voulu les leur ôter, donnant ainsi une preuve publique de son affection pour la République. De cette manière cette affaire qui étoit d'une nature à donner une forte impression de quelque mauvaise intention du Roi pour l'Etat, feroit un effet tout contraire, & par conséquent avantageux. Mrs. les Députez de Leurs HH. PP. ont trouvé à propos unanimement, que je vous marquasse que vous pouvez vous servir de cet expedient pour sauver l'honneur de Sa Majesté, & que si par ce moyen l'orage est apaisé, la résolution avec laquelle il paroîtra que vous aurez agi, bien loin d'être regardée de mauvais œil, lors qu'on en saura le succès, vous méritera la reconnoissance d'un

d'un chacun, puis qu'on ne pourra manquer d'en être content.

Jusqu'à présent nous n'avons eu en vûë ici que de justifier le sentiment de Leurs HH. PP. sur le véritable sens de l'Art. XXV. Le solide & nerveux raisonnement que contient sur ce sujet votre Mémoire présenté à Sa Majesté, a été fort goûté ici : mais comme il faut raisonner sur l'arrêt même & sur sa forme, & particulièrement examiner s'il est permis au Roi de France d'y avoir recours dans le cas en question ; il nous semble qu'il suffit d'alleguer l'Art. XIII. du Traité qui est décisif & péremptoire, pour peu que l'on puisse faire quelque fond sur la foi publique & sur les Traitez solennels. Ainsi voyez, Monsieur, s'il ne seroit pas nécessaire de représenter cet Article XIII. à Sa Majesté, au cas que vous ne l'ayez pas déjà fait avant la reception de la présente. Je suis, &c.

A Mr. C. van BEUNINGEN, Ministre
Extraordinaire.

A la Haye le 11. Avril 1665.

M O N S I E U R,

Les choses se sont passées aujourd'hui dans l'Assemblée extraordinaire des Etats de Hollande & de Westfrise, comme je l'avois prévû dans ma Lettre du 9., & Leurs HH. PP. les ont imitez, ainsi que vous verrez par les Dépêches de l'Etat que vous recevrez en même

me tems que celle-ci. Leurs N. & G. P. ont bien voulu en agir avec tant de sincérité dans l'esperance d'engager le Roi de France à leur donner des marques réciproques de son affection pour la Republique; je ne doute pas, que, conformément à ma Lettre d'avant-hier & au Projet des Députés de Leurs HH. PP. vous n'y ayez déjà frayé le chemin. Si après cela Sa Majesté veut faire connoître à toute la terre que ses bonnes intentions pour l'Etat sont entierement changées, & qu'au lieu de lui donner du secours, Elle veuille lui ôter les moyens & les instrumens de sa défense, sans reparer cette conduite en leur envoyant les secours réels & effectifs qu'il leur a promis; Leurs HH. PP. pourront du moins avoir la consolation, non seulement de n'avoir donné aucune occasion à une telle conduite, mais même d'avoir écarté, même à leur préjudice, tous les prétextes que l'on auroit pû chercher de leur refuser ou de différer ce secours. Mr. l'Ambassadeur d'*Estrades* m'a avoué qu'il ne doutoit pas, que puis que Leurs HH. PP. avoient fait les choses de si bonne grace, le Roi n'ait à son tour, la générosité de laisser ces deux Vaisseaux à la disposition de Leurs HH. PP., attendant avec impatience quel sera l'effet de la complaisance de l'Etat; je finis celle-ci & vous prie de me croire, &c.

A Mr. le Conseiller Pensionnaire.
JEAN DE WITT.

De Paris le 10. Avril 1665.

MONSIEUR,

Depuis ma dernière du 3. de ce mois, j'ai reçu la votre du 2. Je ne laisse à ces Messieurs-ci aucune esperance que Leurs HH. PP. consentent à relâcher les deux Vaisseaux qui appartiennent à la Compagnie Françoisse des Indes, & je leur ai fait sentir avec discretion que nous avions un juste ressentiment de la maniere étrange & peu amiable dont on en agissoit avec nous en cette occasion. C'est l'ouvrage de *Colbert*; de *Lionne*, *Turenne* & *Tellier* s'y sont fortement opposez. Ce sur quoi on insiste le plus, est que l'on n'a rien dit ni fait, jusqu'à-ce que l'équipage de ces Vaisseaux ait passé dans les Provinces-Unies, & que les Vaisseaux furent prêts à partir. Je réponds à cela, que ceux qui savoient que l'on avoit marqué, pour s'en servir, tous les Vaisseaux capables de tenir la Mer, devoient s'informer avant de faire partir ces équipages, si ces Vaisseaux étoient exempts de la règle générale : outre cela, que l'État n'a pas scû qu'on avoit envoyé ces équipages. Quoi qu'il en soit, je remarque de plus en plus que les soupçons & les mauvaises intentions prennent le dessus : & tous mes soins buttent à les détruire, comme la peste de toutes les Amitiez & des Alliances. *Turenne* m'a dit
G. 3. qu'on.

qu'on avoit écrit ici que vous étiez d'avis qu'on fît la Paix sans la participation de la France, & que l'on prêtoit l'oreille plus que jamais dans les Provinces-Unies aux Propositions de la Maison d'Autriche, c'est ce que l'on écrit, dit-il, mais qu'il n'en croit rien : & que l'on dit en Espagne, que *van Benningen* avoit écrit secrètement, que l'on voudroit à la fin faire ici des Conditions par rapport aux Pais-Bas Espagnols ; & que l'on vouloit faire son profit de ces Frontieres. Je lui ai répondu que la maniere dont on en agissoit ici étoit la cause de tous ces bruits, & que si l'on prêtoit l'oreille à tous les rapports que l'on faisoit pour faire naître la défiance dans un tems où l'on y donnoit tant de sujet, il n'y auroit ni Amitié ni Alliance qui pût subsister. Au reste, ce Seigneur me dit que l'on écrivoit d'Angleterre qu'on pouroit faire la Paix, si l'on pouvoit convenir d'un Traité touchant le Commerce & les Indes. Ceci me paroît bien une finesse de la France, ou de l'Angleterre, car la premiere prend cette affaire fort à cœur ; c'est pourquoi j'ai répondu qu'on pouroit aisément convenir ensemble sur ce point, & que ce n'étoit pas une chose qui dût retarder la Paix si elle étoit du reste praticable ; mais ce qui me paroît le plus scabreux c'est cette objection, quand la France aura tout accordé à Leurs HH. PP. Elle ne pourra encore avoir quelque certitude par rapport à ses maximes touchant les Pais-Bas. La Paix seroit le meilleur dans la situation présente des choses. Je suis, &c.

P. S.

P. S. Ce que j'ai marqué en chiffres dans la premiere période ci-dessus est absolument certain, & m'a paru d'une évidence démontrée; ce qui m'a fait juger que le ressort de tout ceci n'est aucun dessein de brouiller avec Leurs HH. PP. : il me paroît, après avoir bien tout examiné, que les raisons qui pourroient engager Leurs HH. PP. à se relâcher dans ce tems-ci, contrebalancent celles qui pourroient les en empêcher. Aussi-tôt que cette affaire sera terminée, & plutôt à Dieu qu'elle le fût déjà, je recommencerais mes instances par rapport aux affaires dont je suis chargé: si l'on s'accorde sur cela, je ne doute pas que les bons offices du Roi, pour moyenner la Paix, ne soient sinceres & efficaces. Ceux qui connoissent l'humeur du Roi croient que nous eussions mieux fait de laisser les choses à sa disposition, après lui avoir représenté le facheux état où se trouvoient Leurs HH. PP. J'ai agi dans cette affaire-ci avec plus de zèle & plus d'ardeur qu'en aucune autre, je souhaite seulement que ce que j'ai fait soit agréable à Leurs N. & G. P.

A Mr. C. van BEUNINGEN, Ministre
Extraordinaire.

A la Haye le 16. Avril 1665.

M O N S I E U R ,

La dernière que j'ai eu l'honneur de vous écrire étoit du 11. de ce mois; j'ai depuis re-

qu'à votre Lettre du 10. Nous espérons & nous demandons au Tout-Puissant que les offres généreux de Leurs HH. PP. contenus dans leur Résolution & dans leur Lettre du 11., engagent le Roi de France à accorder à la République les secours qu'il lui a promis : nous attendons quels en seront les effets.

Tant que la Cour de France sera aussi réservée qu'elle l'a été jusqu'à présent, & qu'elle ne vous communiquera pas les Instructions qu'elle donne à ses Ambassadeurs en Angleterre & dans le Nord, sans prendre l'avis de Leurs HH. PP. ou de leurs Ministres, même en ce qui les concerne particulièrement ; il me semble que ni Sa Majesté, ni ses Ministres ne doivent pas trouver étrange qu'on soit disposé ici à faire la Paix avec l'Angleterre sans leur en rien communiquer, puis qu'il est très-naturel de vouloir se mêler de ses propres affaires, & de n'y rien faire à l'aveugle : Au reste, je puis vous assurer qu'il n'y a ni Négociations, ni ombre de Négociations entre l'Angleterre & cet Etat, si ce n'est celle que la France a commencé en faveur de Leurs HH. PP., comme nous devons le croire.

La Flotte de l'Etat commence à être en état au Texel, il n'y a que les Vaisseaux de la Compagnie des Indes, & ceux de l'Amirauté de Frise, qui ne sont pas encore prêts faute de matelots. Leurs HH. PP. ont député au Texel des Commissaires, *cum plenâ potestate*, pour donner des Ordres & des Instructions *pro re natâ*. Comme je suis du nombre, je partirai après demain avec l'appro-
bation,

bation de Leurs N. & G. P. pour m'y rendre avec les autres. Cependant, Leurs N. & G. P. sont convoquées pour mardi 22. de ce mois ; ainsi je ne doute pas que, selon la coutume, Mr. *Nicolas Vriien* Pensionnaire de Dort, ne remplisse ma place pendant mon absence. J'ai jugé qu'il étoit de mon devoir de vous en donner avis, afin qu'au cas de besoin, vous puissiez lui adresser vos avis secrets pour Leurs N. & G. P. pendant mon absence. Comme je ne vous écris celle-ci que pour cette raison, je finis en vous assurant que je serai sans cesse, &c.

A Mr. le Conseiller Pensionnaire
JEAN DE WITT.

De Paris le 17. Avril 1665.

MONSIEUR,

Depuis la dernière que je vous ai écrite le 10., j'ai reçu le lundi par la Poste ordinaire vos deux Lettres du 9., & le mardi environ à 10. heures une autre du 11. par le Courier dépêché exprès.

J'ai de plus en plus des raisons d'être persuadé que les Seigneurs nommez dans ma dernière m'ont été très-favorables, ou, pour mieux dire, à Leurs HH. PP., par rapport aux représentations que j'ai faites ici au sujet des deux Vaisseaux en question ; mais Mr. *Colbert* l'a emporté, & il a tenu d'autant plus ferme, qu'il s'est imaginé que la jalousie que

l'on avoit en Hollande, contre cette Compagnie-ci, étoit cause qu'on se faisoit une affaire de la traverser, ce qui lui avoit fait dire aux Directeurs qu'on ne manqueroit pas de trouver adroitement quelque prétexte pour ne pas laisser partir ces Vaisseaux. Ce que son Excellence allegue de plus obligeant pour dorer cette pilulle, est la promesse qu'il fait de tenir la main à l'exacte observation du Traité envers Leurs HH. PP., quelque chose qui arrive. S'il vérifie ses promesses par des effets, il y aura tout lieu d'oublier cette injustice; car ce Seigneur a beaucoup de crédit dans le Conseil, & est le seul que l'on consulte sur les affaires du Commerce & de la Navigation qui intéresse tant Leurs HH. PP.

Mr. de *Lionne* m'a dit aujourd'hui qu'il ne pouvoit pas s'imaginer, pourquoi l'on alleguoit la résidence des Ministres respectifs à Londres & à la Haye pour mettre la rupture en doute, & son Excellence m'allegua elle-même l'exemple du Baile de Venise à Constantinople. Néanmoins son Excellence est d'avis que l'on doit patiemment attendre ce que l'on répondra en Angleterre aux Ambassadeurs de cette Couronne, afin de conduire les affaires non seulement selon l'intention de Sa Majesté, mais même pour le plus grand avantage de Leurs HH. PP.

On m'a assuré de bonne part que la Couronne de Suède a donné à entendre aux Ministres du Roi de France, qu'Elle se conformeroit aux Résolutions que l'on prendroit ici
par

par raport à la Guerre entre l'Angleterre & Leurs HH. PP.

Il court un bruit depuis quelques jours que l'Escadre que commande le Duc de *Beaufort* a été attaquée par plusieurs Corsaires de Barbarie, & qu'elle avoit beaucoup souffert.

Les Négocians des Provinces de ce Royaume commencent à sentir de plus en plus le tort que leur fait la cessation du Commerce, qui est cause qu'on ne transporte pas leurs marchandises hors du Royaume, ce qui fait aussi un tort considerable aux coffres du Roi, par raport aux Droits d'entrée & de sortie, sans compter que le prix des marchandises est considerablement diminué, ce qui contribuëra à la conclusion de la Paix; sur tout parce que les armemens auxquels on travaille ici, rendront les Matelots si rares, que l'on sera obligé de suspendre le peu de Navigation qui reste encore dans ce Royaume, ce qui fera déjà un tort réel; outre le changement qui peut arriver dans le débit des marchandises étrangères, ce que l'on considere comme une chose qui peut avoir des suites dangereuses pour ce Royaume, dans le tems qui suivra la Paix: ce qu'il semble qu'on appréhende. Je suis, &c.

A Mr. le Conseiller Pensionnaire
JEAN DE WITT.

De Chatou le 15. Mai 1665.

MONSIEUR,

Pendant que vous avez été au Texel pour
G. 6. le

le service de l'Etat par rapport à la Flotte, j'ai été assez mal informé de ce qui s'est passé dans la Regence, & je me suis bien aperçu que je manquois des bonnes instructions & des sages avis, que vous auriez eu soin de me donner, pour contribuer autant qu'on le peut à cette Cour-ci à mettre dans un bon train, dès leur commencement, les Négociations entamées en Angleterre pour un Accommodement. Ainsi, j'ai fait de moi-même ce qui m'a paru convenable; je souhaite que Leurs HH. PP. en soient contentes, & que cela puisse contribuer au succès de leurs bonnes intentions dans cette conjoncture critique.

L'Etat ne m'a donné aucun avis qu'on y ait rien appris d'une Ligue entre le *Brandebourg*, *Nienbourg* & l'Evêque de *Munster*. Si néanmoins cela étoit, relativement à Leurs HH. PP., il seroit nécessaire de pénétrer cette affaire: il ne me paroît pas vraisemblable que ces Princes se broüillent avec Leurs HH. PP., sur l'espérance que la Guerre continuera avec l'Angleterre: cependant, si l'on a des preuves que cela soit, j'en conclurois qu'ils sont appuyez par quelque plus fort, ou qu'ils s'attendent à quelque désordre dans les Provinces-Unies, ce qui ne seroit pas surprenant, vû l'Alliance qui est entre l'Electeur de *Brandebourg* & le Prince d'*Orange*, & l'animosité de cet Electeur & de sa Belle-Mere contre la Hollande. Je ne vous donne ceci, que comme une simple conjecture qui n'est fondée que sur ce que ce sont-là les vûes du Roi d'Angleterre, qu'il ne peut mieux faire.

faire éclater que par ce moyen, avec quelque apparence d'avantages. Je m'aperçois bien aussi que l'on prévoit ici que le Roi d'Angleterre fera venir le Prince d'Orange sur le tapis; puis que Mr. de *Lionne* a demandé à l'Ambassadeur de Leurs HH. PP., s'il ne pouroit pas arriver que l'Angleterre fît quelque proposition par rapport au Prince d'Orange. Je trouve que Mr. l'Ambassadeur *Boreel*, qui a peut-être de meilleurs avis que moi, est fort perplexe sur ce sujet. Vous êtes sans doute plus en état que nous deux, de juger ce qui en est, ou ce qui en pourra être. On pouroit avoir quelque soupçon en voyant entrer dans ces mesures le Duc de *Neubourg*, qui a de si grandes obligations à la France, si Mr. de *Lionne* ne m'avoit dit, en se plaignant de ce Prince, que l'on étoit ici très-mécontent de cette Ligue, & de ce que le Duc de *Neubourg* y étoit entré sans la participation de la France, ce qui est d'autant plus probable, que l'Evêque de *Munster* est ici fort mal en Cour, & que l'on n'est pas en trop bonne intelligence avec l'Electeur de *Brandebourg*. Comme je n'ai sur cela d'autre certitude que ce qui m'en a été dit dans plusieurs occasions, comme d'une chose que je devois mieux savoir que les autres; on peut examiner les choses de près, afin de n'être pas trompé; car il n'est pas apparent que ces trois Princes sachant l'Alliance de la France avec Leurs HH. PP. entreprissent rien contre les Provinces-Unies, s'ils n'avoient des assurances que le Roi de France restera en repos. Je serois assez porté :

à croire que tout cela ne renferme aucun dessein important contre Leurs HH. PP.; mais néanmoins on ne doit pas négliger d'examiner les choses de près, sans témoigner aucune inquiétude. Mr. de *Lionne* m'a dit il y a déjà quelque tems, que si les Princes d'Allemagne se remuoient contre Leurs HH. PP., le Roi ne balanceroit pas à se déclarer contr'eux conformément à l'Alliance. Ainsi, s'il se trouvoit qu'il se machinât de ce côté-là quelque chose au préjudice de Leurs HH. PP., on ne pourroit y remédier plus promptement & plus efficacement, qu'en faisant à propos à Sa Majesté une Déclaration de tout ce qui se passe, ce qui dissiperoit toute la Cabale à l'avantage de Leurs HH. PP.

Il paroît que l'on conçoit assez ici que le Roi doit entretenir l'Alliance qu'il a avec Leurs HH. PP., s'il veut n'être pas exposé aux insultes des Anglois sur Mer: cependant, dès que je presse l'exécution des promesses de l'Alliance, on ne manque pas de me répondre: Et après cela, Leurs HH. PP., l'Angleterre & l'Espagne se ligueroient contre le Roi de France. Ce que l'on ne dit, selon toutes les apparences que pour faire parler Leurs HH. PP., & de *Lionne* a encore dit hier à *van Beuningen*, qu'il devoit demander des Ordres qui engageassent le Roi à se déclarer promptement, c'est à dire, qui le mettent en repos par raport à cette jalousie. *Van Beuningen*, *quod scit nescit*, & répond qu'il ne peut conseiller cela à ses Maîtres; mais on ne l'en croit pas. Dieu veuille accorder un heureux

heureux succès aux Armes de Leurs HH. PP., & une bonne Paix.

Il est assez vrai-semblable que le Roi verroit volontiers Leurs HH. PP. dans l'embaras, afin de les faire parler; car on ne veut rien proposer de ce côté-ci, soit parce qu'il faudroit s'expliquer, & par conséquent peut-être se trop découvrir inutilement, ou pour éviter les difficultez que l'on feroit de conditionner, ou peut-être de crainte qu'alors l'Angleterre & Leurs HH. PP. ne prissent d'autres mesures que l'on ne voudroit ici. Voila les choses qui fixent ici l'attention, & qui paroissent être le ressort de toutes les Délibérations.

Ceux qui nous sont ici favorables, craignent que les Anglois n'ayent trop d'avantage avec ce grand nombre de gros Canons de fonte, & me demandent si Leurs HH. PP. ne pourroient pas tirer des Magazins de l'Etat, ou de leurs Places, de quoi suppléer à ce qui leur manque de ce côté-là.

Je vous prie de me faire tenir une Liste exacte des Vaisseaux que Leurs HH. PP. & les Anglois ont à présent tout équipés, avec une specification de leur grosseur & de leur équipage. Si l'on ne peut specifier chaque Vaisseau, du moins le nombre des Vaisseaux de chaque rang.

On parle beaucoup d'une nouvelle venue d'Angleterre, qu'une Fregate Angloise, après s'être défendue un jour entier contre quatre de nos Vaisseaux, avoit été jointe la nuit par un autre Vaisseau Anglois, & qu'ensemble ils avoient pris nos quatre Vaisseaux.

Mr.

Mr. de *Lionne* me parlant dernièrement des Négociations d'Angleterre, me demanda si l'on ne pouroit pas faire une échange des Nouveaux-Pais-Bas contre l'Isle de *Pouleron*; il dit cela incidemment à propos de quelque autre chose; car les choses étant dans une situation à être bien-tôt décidées dans un Combat général, il est aisé de juger qu'on ne peut parler avec fruit d'aucune condition de la Paix.

On m'a communiqué les Dépêches des Ambassadeurs de cette Cour à Londres, où leurs Excellences marquent qu'elles ont pressé Mr. *Gogh* de se déclarer plus qu'il n'avoit fait jusqu'à présent, puis qu'il y avoit plus d'apparence de faire la Paix, & qu'elles ne comprenoient pas pourquoi j'avois tant pressé leur départ, puis qu'on ne leur faisoit d'autres ouvertures que celles qu'on avoit déjà faites inutilement. J'ai répondu à cela, que je n'avois pressé le départ des Ambassadeurs, que parce que l'on ne vouloit pas se déclarer ici avant d'avoir vu ce que produiroit cette tentative pour un Accommodement, & d'un autre côté, pour donner quelque prix aux justes conditions que Leurs HH. PP. offroient, en les appuyant des bons offices de ces Ambassadeurs; mais que je n'avois jamais crû qu'à cause de leur présence en Angleterre, Leurs HH. PP. dussent céder davantage aux Anglois.

Je n'apprends autre chose de l'armement de cette Couronne, ou de son dessein de rassembler ses Forces sur les Côtes Occidentales, sinon que le Duc de *Beaufort* viendrait vers

fa fin de ce mois, ravitailler à Toulon, & ensuite feroit voile avec tous les Vaisseaux de la Méditerranée vers l'Océan, pour aller joindre les Vaisseaux que l'on équipe sur les Côtes Occidentales. Je fais de tout mon cœur, &c.

P. S. Depuis que j'ai fini cette Lettre, j'ai parlé à Mr. de *Turenne* qui m'a dit qu'on n'étoit pas encore entièrement instruit ici de la Ligue défensive, dont j'ai parlé ci-dessus; que la Suède en avoit écrit & en témoignoit de l'inquietude, que l'on n'étoit pas content de l'Evêque de *Munster*, & que bien loin de prêter la main à cette Ligue, on en étoit fort mécontent; que, selon lui, la France ne manqueroit pas de se déclarer pour Leurs HH. PP., si les Princes Allemands se liguoient; & qu'on devoit être persuadé, que les intentions de la France étoient droites & sinceres. Je ne dis rien de tout ceci dans la Lettre ci-jointe; car je crois qu'il est à propos de tout examiner: mais je vous prie surtout, que ceci reste secret; car il seroit très-préjudiciable qu'il parût que *van Beuningen* est méfiant.

A Mr. le Conseiller Pensionnaire.
JEAN DE WITT.

De Chatou le 22. Mai 1665.

M O N S I E U R,

La dernière que j'ai eu l'honneur de vous
écrire.

écrire étoit du 15. de ce mois. J'ai eu depuis ce tems-là plusieurs entretiens avec Mr. de *Turenne* touchant la Ligue défensive. Son Excellence m'a confirmé ce que Mr. de *Lionne* m'avoit dit du mécontentement que le Roi a de ce que le Duc de *Neubourg* y est entré à son insçu, & sans sa participation; quant à l'Evêque de *Munster*, Sa Majesté a plusieurs raisons de n'être pas content de lui: Il m'a assuré de plus, que l'on n'étoit pas encore informé à fond de cette affaire, & qu'en ayant entretenu le Roi, il pouvoit me certifier qu'il n'y avoit aucun doute que Sa Majesté ne se déclarât conformément à l'Alliance pour Leurs HH. PP., au cas qu'on aprît qu'il se formât quelque Projet contr'Elles. Son Excellence m'a aussi donné à entendre, que l'on étoit fort éloigné ici de s'intéresser pour le Prince d'*Orange*; en sorte que je me flatte que l'on ne découvrira rien dans cette affaire qui pût inquieter Leurs HH. PP., à quoi on ne pût aisément remédier sur le champ.

Ce que je dis dans la Lettre ci-jointe d'un Projet de tenir quelque tems la Flotte de l'Etat dans ses Ports, est du crû de Mr. de *Turenne*, qui me l'a fort vanté, aussi-bien que Mr. de *Lionne*. - Je vous prie de me croire, &c.

A Mr. C. van BEUNINGEN, Ministre
Extraordinaire.

A la Haye le 4. Juin 1665.

MONSIEUR,

Je vous ai envoyé par la dernière Poste quelques Lettres des Députés de Leurs HH. PP. qui étoient encore au Terel. Vous y trouverez & dans les Pièces jointes un état exact des Forces navales de l'Etat, & comment, sous la bénédiction du Tout-Puissant, elles ont mis à la voile. Depuis mon retour ici qui a été le 30. du passé, j'ai reçu votre Lettre du 22. qui étoit une Copie de celle qui étoit à l'adresse de Mr. le Greffier *Ruyssch*; je renouvellerai, sans perte de tems, notre correspondance interrompue par une longue absence, & toutes les semaines je vous donnerai avis de ce qui se passera ici; sur tout de ce qui aura rapport à votre Négociation, & en même tems je vous enverrai exactement Copies des nouvelles que nous recevrons de ce qui se passera sur Mer. Pour commencer, voici la Copie d'une Lettre du Lieutenant-Amiral de *Wassenaer* adressée au Commissaire *Croon* le 2. de ce mois, avec la réponse que Leurs HH. PP. ont faite aujourd'hui à ce Lieutenant-Amiral. Comme le tems me manque, permettez-moi de me rapporter à ce que l'Etat vous adresse aujourd'hui directement. Je suis, &c.

P. S.

P. S. Ci-jointe la Copie d'une Lettre que j'ai écrite en dernier lieu à Mr. le Comte d'*Estrades*.

A Mr. le Conseiller Pensionnaire
JEAN DE WITT.

De Chatou. le 5. Juin 1665.

MONSIEUR,

Je vous suis très-obligé de la Liste des Vaisseaux de l'Etat que vous m'avez envoyée, & des autres nouvelles que j'ai reçues par vos ordres par la dernière Poste. Chacun parle ici avec admiration & étonnement des forces surprenantes de l'Etat, & l'on ne peut donner assez de louanges à la conduite de Leurs Hautes Puissances & des Seigneurs de leur Assemblée qui ont veillé avec tant de soin, de bon ordre & de diligence à cet Armement, & les Ministres sur tout n'en parlent qu'en vous donnant les applaudissemens qui vous sont dûs, aussi-bien que toutes les Personnes qui ont quelque connoissance de nos affaires. Dieu veuille que tout réussisse à l'avantage de la Patrie.

Je remarque dans les Dépêches des Ambassadeurs de cette Couronne à Londres, qu'ils souhaitoient que l'on joignît quelqu'un à Mr. *Gogh*, & l'on m'en parle de tems en tems comme d'une chose qui seroit utile.

Je souhaiterois que l'on ne fit aucune
difficul-

Mrs. J. de Witt & C. van Beuningen. 163

difficulté d'accorder au Roi la permission de louer deux Galliotés, car il faut ménager les esprits dans la conjoncture présente.

Messieurs de *Turenne* & de *Lionne* persistent à m'assurer de la manière la plus forte, que la sincère intention du Roi est de moyenner une Paix au plutôt, s'il est possible; ou de prendre parti pour Leurs HH. PP., si les Anglois sont cause qu'on ne puisse faire la Paix; c'est ce que le tems nous découvrira. Je suis entièrement, &c.

P.S. Vous me feriez plaisir si vous pouviez me procurer une Liste de la Flotte Angloise.

A Mr C. van BEUNINGEN, Ministre
Extraordinaire.

A la Haye le 11. Juin 1665.

MONSIEUR,

Ma dernière étoit du 4. du Courant; j'ai reçu la votre du 3. Outre les Vaisseaux contenus dans la Liste que je vous ai envoyée, il y avoit encore avant-hier au Texel huit bons Vaisseaux de guerre, un Yacht, & un Brûlot bien armez & avec un équipage complet. Il se pourroit bien qu'ils eussent mis hier en Mer avec deux Galliotés. On travaille encore à en équiper six autres & un Yacht, & selon toutes les apparences ils seront suffisamment fournis de matelots dans quelques jours.

Le dernier orage du Sud-Ouest n'a causé aucun dommage à la Flotte de l'Etat, si ce n'est qu'elle a été poussée vers le Nord jusques sur les Côtes; mais le vent ayant été
avant-

avant-hier & hier Nord & Nord-Est, elle est tellement avancée, qu'un Bâtiment d'avis qui a quitté la Flotte hier, rapporte qu'un peu après le Soleil couché il l'avoit laissé Nord-Ouest de Scheveling presque en pleine Mer, en sorte qu'il estime qu'elle sera à present à la hauteur de Harwits, où elle aura sans doute trouvé la Flotte Angloise, puis que, suivant les derniers avis, elle y étoit encore lundi au soir. Dieu veuille nous accorder un heureux succès dans le premier Combat.

Je vous envoie ci jointe la dernière Liste des Vaisseaux Anglois que nous avons reçû ici. Il ne paroît pas que la Négociation se pousse en Angleterre par les Ambassadeurs de France d'une manière à nous en faire espérer aucun fruit avant un Combat: c'est pourquoi je ne crois pas qu'il soit fort nécessaire de se presser d'envoyer quelque Collègue à Mr. l'Ambassadeur *Gogh*; si cela arrive je crois que ce sera à vous à passer la Mer conformément aux Résolutions précédentes.

On avoit accordé, avant la réception de votre Lettre, les deux Galliotés à Mr. d'*Estrades* pour le service du Roi son Maître. Ce Ministre m'a fait voir cette semaine-ci des Lettres des Ambassadeurs Extraordinaires en Angleterre, dans lesquelles ils persistent à demander, que suivant la promesse faite de bouche par Mr. *Gogh*, l'Etat offrît de donner satisfaction au Roi d'Angleterre par rapport aux deux Vaisseaux la Bonne-Esperance & le Henri Bonne-Aventure, sur quoi j'ai delivré à son Excellence, avec l'approbation de

de Leurs N. & G. P., le Memoire, dont voici Copie. Au reste, me raportant à ce que l'on vous enverra de la part de Leurs HH. PP. Je suis, &c.

A Mr. le Conseiller Pensionnaire
JEAN DE WITT.

De Chatou le 19. Juin 1665.

MONSIEUR,

J'ai remarqué dans votre dernière du 11. de ce mois, qu'au cas que la Negociation, qui est sur le Tapis, pour moyenner un Accommodement avec le Roi d'Angleterre parût en termes de pouvoir réussir, la Régence pourroit bien me donner ordre de passer à Londres pour assister à cette Négociation, suivant le contenu de la Résolution que l'on m'a donnée à mon départ. C'est beaucoup d'honneur pour moi que l'on veuille bien me charger des intérêts de l'Etat dans une conjoncture si délicate. Je sacrifierai toujours volontiers ma vie dès qu'il s'agira de contribuer au succès d'une affaire aussi importante; ainsi je n'aurois aucune raison de refuser, à cet égard, mes services à l'Etat, quelque prejudice que j'y trouvasse, dès que j'aurois lieu de croire que ce voyage fut de quelque utilité pour le bien public: Mais comme il n'y a point de Commission qui puisse m'être plus desagréable que celle-là, & que d'un autre côté il me semble qu'il vaut beaucoup mieux

mieux en charger un autre que moi, je crois qu'il m'est permis d'implorer votre Protection en cette occasion, & de vous prier très-instamment de faire en sorte que l'on m'exempte de faire ce voyage. L'on m'a donné ordre ci-devant que je passasse d'ici, *in eventum*, en Angleterre; mais c'étoit pour prévenir la Guerre, au lieu que les Instructions que j'ai de Leurs HH. PP. pour cette Cour-ci ne roulent que sur & pour la Guerre. Je sortois alors des Assemblées de l'Etat; j'avois eu l'honneur d'être présent à toutes les Délibérations par rapport aux affaires d'Angleterre, je connoissois l'humeur & les dispositions des Seigneurs de la Régence, par rapport à plusieurs affaires qui font partie de la Négociation d'Angleterre; j'avois entendu leurs réflexions & leurs considérations, ce qui est d'un très grand avantage pour un Ministre qui est envoyé dans une Cour étrangère. Présentement il y a sept mois que je suis absent, & je suis le moins instruit de tous ceux qui ont part au Gouvernement avec quelque distinction, & par conséquent le moins capable pour faire quelque chose de bien, je ne ferois que des fautes; & me confiant peut être trop en l'un, pendant que j'aurois quelque défiance de l'autre, je m'exposerois au blâme, & le service de l'Etat en souffriroit.

Ces raisons que j'ai de ne pas accepter cet Emploi paroîtront encore plus importantes dès que l'on fera réflexion qu'il est presque impossible de réussir dans une Négociation telle que celle-ci, en ne faisant que

que des propositions vagues de chercher des expédiens pour terminer les différens qui sont sur le tapis , si avec les ordres les plus étendus , on n'a pas une connoissance parfaite des raisons sur lesquelles ces offres sont fondez & des réflexions qui ont été faites lors qu'on en a formé la Résolution ; enfin , des dispositions où s'est trouvée alors la Régence en général & chaque Membre en particulier. Cependant ; ce ne sont pas là encore les principales raisons que j'ai de m'excuser de me charger de cette Commission , quoi qu'il me semble , qu'on doit naturellement en conclure qu'on pourroit mieux la conférer à une personne qui sort tout nouvellement de l'Assemblée, qu'à moi, qui en ai été si long-tems absent. Il me semble qu'on doit encore considérer que cette Cour-ci joue dans cette circonstance-ci, un Rôle, si important, soit dans la Paix, soit dans la Guerre , qu'on ne peut s'en éloigner sans craindre quelque préjudice considérable. Les Forces navales de la Couronne s'assemblent peu à peu : on verra quelles Propositions l'Angleterre fera pour la Paix, & quelles Résolutions Leurs HH PP. prendront sur ces Propositions. Il faudra insister sans interruption sur la prestation des secours promis dans le Traité, & sur tout faire sentir l'équité & la nécessité des résolutions ultérieures de l'Etat, en sorte que le Roi soit persuadé de l'obligation où il est de les maintenir par ses armes : mais particulièrement il sera très nécessaire d'être attentif à dissiper les chicanes que les Anglois met-

tent en œuvre, & dont ils se serviront, sur tout lors que la Reine-Mere aura passé la Mer; enfin, à lever prudemment certains obstacles dangereux, qui ne pourroient que faire un tort considérable à nos affaires. C'est d'ici que la plûpart des affaires du Nord doivent recevoir leur mouvement; outre cela, il y a tous les jours quelque incident particulier auquel il faut remédier, & sur lequel il faut donner des éclaircissemens pour dissiper les mauvaises impressions. Tous les jours on reçoit ici des Relations de Leurs HH. PP. qui sont de cette nature, & tous les jours il arrive des choses sur lesquelles il n'y a point de Résolutions expresses.

Il me semble que l'on peut conclure évidemment de tout ceci, que bien loin de desserter ce Poste-ci, on doit y être continuellement aux écoutes & avoir l'œil à tout. Si Mr. Boreel étoit guéri de l'indisposition dont il est attaqué de tems en tems, & s'il jouïssoit toujours de la bonne santé où il se trouve lors que ces attaques sont passées, il pourroit seul s'aquiter parfaitement bien de cet Emploi: mais son Excellence est obligé de rester toujours à Paris & la plûpart du tems dans sa maison, à cause des douleurs insupportables que lui cause le mouvement du Carosse; en sorte que la Cour étant à St. Germain il est obligé de faire tout par la voye des Mémoires, & par l'entremise de son Secrétaire; ce qu'on ne peut faire comme il le faudroit dans une conjoncture telle que celle où l'on est à present. Je vous avoué que jusqu'à present j'ai recueilli peu de
de

de fruit de mes peines ; mais au moins paroît-il que les choses ont été portées à un certain équilibre, & *dum in dubio est animus, parvo momento huc illuc impellitur*. Je suis sans cesse à la Cour & auprès des Ministres, & j'ai gagné l'affection de ceux qui peuvent le plus dans les affaires de Leurs HH. PP. Les affaires sont à présent dans une situation à fournir tous les jours quelque occasion de leur faire prendre une face tout à fait avantageuse. Les Negociations du Nord sont entamées, & c'est d'ici qu'il les faut appuyer. Toutes ces raisons & plusieurs autres bien considérées, il me semble que le service de l'Etat veut que je ne consente pas à entreprendre ce voyage, ou pour mieux dire, qu'on ne l'exige pas de moi. Je vous prie de diriger les choses de manière qu'elles fassent cette impression naturelle.

Une personne arrivée ici de la Haye m'a dit, qu'il y avoit encore quelque semence de contagion ; j'espère que cela ne se trouvera pas vrai, d'autant plus qu'aucune des Lettres que j'ai reçues n'en fait mention. Cependant, si cela étoit, il faudroit tâcher d'en prévenir les suites, en séparant les malades de ceux qui sont sains, comme on l'avoit autrefois proposé, ce qui me paroît un remède souverain.

Je suis surpris que Mr. l'Ambassadeur d'*Estrades* ait proposé l'exemption du Droit de Tonneau pour les Bâtimens de Dunkerque, comme une chose que Leurs HH. PP. ne pouvoient refuser. Quelle utilité retirons-nous de cette franchise accordée à

Dunkerque, puis que nous n'y allons rien charger & que l'on y apporte tout de dehors. Outre que si les Bâtimens Dunkerquois en étoient exempts, bientôt la plupart des Bâtimens François deviendroient Dunkerquois : & si par Dunkerquois on entend ceux qui navigent à Dunkerque, ce seroit réveiller l'ancien Projet qui nous est si préjudiciable, de faire de Dunkerque un Port libre & neutre, où les François pourroient porter leurs denrées sans payer aucun Droit-de-Tonneau, & y aller charger celles des étrangers, qui n'y seroient pas aussi sujets.

J'ai entretenu cette semaine fort au long Mr. de *Lionne* sur ce dont Mr. de *Turenne* m'avoit parlé touchant le Portugal ; après qu'il eut écouté mes considérations sur ce sujet, il m'a prié de n'en rien écrire à l'État ; ainsi je vous prie que cette affaire reste entre nous. Je suis, &c.

P.S. Mr. de *Mombasa* été arrêté ici, malgré lui, par les délais & les retardemens que les Ministres apportent à terminer une affaire d'où dépend le plus liquide de sa fortune : & enfin, il est parti sans rien terminer, afin de ne pas rester absent plus long tems. Si on lui faisoit un crime de son absence, comme s'il n'avoit eu que de foibles raisons de rester ici si long tems, ce seroit lui faire tort : si l'importance des affaires qu'il a ici peut plaider en sa faveur, je vous prie de faire en sorte qu'on ne prenne pas son absence en mauvais part.

A Mr. le Conseiller Pensionnaire.
JEAN DE WITT.

De Chatou le 26. Juin 1665.

MONSIEUR,

Je n'ai rien à ajouter à ce que j'écris à la Régence touchant ce qui s'est passé ici depuis la facheuse nouvelle du mauvais succès de notre Flotte dans le Combat avec celle d'Angleterre, sinon qu'il me paroît par les discours que me tiennent les Ministres sur la situation de nos affaires, qu'ils les prennent à cœur, & que l'intention de Sa Majesté est réellement telle que Sa Majesté l'a déclarée; il n'y a que Mr. *Colbert* qui parle avec beaucoup de froideur, ce que l'on doit attribuer en partie à son naturel.

Ce que van *Benningen* craint le plus, c'est que pour éviter d'en venir à une rupture avec l'Angleterre, on ne prenne pour supportables des conditions d'Accommodement insupportables, ou qu'on ne veuille faire des conditions avant d'exécuter le Traité; quoi qu'en disant qu'on ne parlera point des *Païs-Bas*, je ne laisse pas de mettre tout en œuvre pour en détruire la pensée, *alors Leurs HH. PP. se joindront à nos Ennemis*; mais je doute si je pourai y réussir & si l'on se contentera à cet égard des exceptions qui sont déjà stipulées dans la Ligue défensive.

On craint ici que le Roi d'Angleterre,
H 3. n'excite

n'excite quelque tumulte à la faveur du nom du Prince d'Orange; si cela arrivoit, la Régence pourra sûrement avoir recours au Roi de France autant qu'il me paroît.

Tous les Ministres, & sur tout Mr. de *Turenne*, sont ici d'avis que l'on doit, pendant quelque tems, éviter une seconde rencontre. L'opinion commune est, qu'on pourroit faire consentir les Anglois à la Paix en leur faisant craindre que cette Guerre puisse durer long tems. Que dans cet interval les affaires de Leurs HH. PP. pourroient prendre une autre face, puis qu'alors la Flotte de cette Couronne-ci sera prête & qu'elles pourront attirer les Couronnes du Nord dans leurs Intérêts; on pourroit encore fournir quelques-uns des Vaisseaux neufs de grosses pièces de canon, ce dont on est ici fort entêté, ce qui rendra le courage aux matelots & aux soldats; qu'au reste ce seroit beaucoup hazarder que d'en venir aux prises avec moins de forces avec les Anglois devenus plus hardis, puis que nous avons perdu beaucoup de nos meilleurs Officiers & Vaisseaux, & que les Anglois se vantent que leurs Frégates légères & bon voiliers leur donneront toujours l'avantage du vent, ainsi qu'on en a fait la triste expérience. Je suis, &c.

P. S. Il seroit à souhaiter pour plusieurs raisons, que Leurs N. & G. P. pussent se résoudre à donner une Compagnie de Cavalerie au Prince d'Auvergne.

A Mr. le Conseiller Pensionnaire
JEAN DE WITT.

De Chatou le 3. Juillet 1665.

MONSIEUR,

J'ai oublié de marquer dans ma Lettre, que j'ai envoyé hier par la Poste ordinaire, que l'on a reçu ici des nouvelles certaines par un Vaisseau de la Martinique, que le Vice-Amiral de *Ruyter* a été sur la rade de cette Isle avec ses Vaisseaux le premier de Mai, qu'il y a demandé des rafraichissemens au Gouverneur, & que l'on disoit qu'il avoit passé par plusieurs Isles Angloises où il avoit enlevé quelques Vaisseaux & en avoit fait couler d'autres à fond. Je me sers de l'occasion d'un Exprès que le Roi envoie dans le Nord, pour vous donner cet avis. Je suis, &c.

A Mr. le Conseiller Pensionnaire
JEAN DE WITT.

De Chatou le 3. Juillet 1665.

MONSIEUR,

C'est un grand malheur pour moi, sur tout dans la conjoncture presente, que le service de l'Etat demande que vous vous absentiez de l'Assemblée pour avoir l'œil sur la

H 4

Flotte,

Flotte, puis que je perds le suport de votre correspondance & de vos bons conseils, par rapport aux affaires qui font le sujet de ma Négociation.

Vous voyez par ma Lettre de la semaine passée & par l'incluse, ce que le Roi & ses Ministres m'ont dit, depuis la nouvelle du malheureux Combat de notre Flotte contre celle des Anglois. Autant que je puis en juger, on est d'intention de moyenner absolument un Accommodement entre le Roi d'Angleterre & l'Etat, & de n'en venir à une Rupture que le plus tard qu'on pourra. Pour peu que les conditions que l'Angleterre proposera soient acceptables, on pressera Leurs HH. PP. d'y acquiescer, c'est ce que Pon me donne à entendre. On a envoyé des ordres en Suède & en Dannemark pour y faire aussi des Propositions de Paix, en donnant à entendre en même tems que l'on sera obligé autrement de prendre le Parti des Provinces-Unies. Quoi qu'il en soit, on conseille fort à Leurs HH. PP. de ne pas hazarder leurs forces navales qu'on n'ait vû auparavant ce que l'on pourra faire par cette voye; d'autant plus qu'on est certain que l'on pourra faire entendre raison aux Anglois *cunctando*, avec plus de sûreté, moins de danger & moins de dépense que par quelque autre moyen plus hazardeux, que l'on appréhende fort, pour les raisons que j'ai marquées dans ma dernière, tant que les forces navales de Leurs HH. PP. ne seront pas dans une autre posture qu'à présent. Il semble qu'on veuille témoigner toute sorte de

confiance à Leurs HH. PP., & en même tems laisser néanmoins quelque sujet de défiance, afin de les rendre plus faciles à prêter l'oreille aux Propositions de Paix; de-là vient ces contradictions que l'on peut remarquer dans la plupart des réponses que l'on me donne, ce qui ne vient que de l'opinion dont je vous ai parlé ci-devant. Ce que je trouve de bon en cela, c'est que le Roi de France est en chemin de s'approcher de Leurs HH. PP., & de s'éloigner du Roi d'Angleterre, ce qu'il faut pousser avec application. Je n'oublierai rien pour pénétrer dans ces mystères.

Mr. de *Lionne* m'a dit, que l'on est bien informé que l'Evêque de Munster avoit un Agent à Londres, & que le Roi d'Angleterre le sollicitoit à entreprendre quelque chose contre Leurs HH. PP. Pour le prévenir, Sa Majesté a écrit au Duc de Neubourg, & on la trouvera toujours disposée à détruire ces sortes de desseins, du moins on me le promet. On m'a prié de n'écrire ceci qu'à vous seul & de prendre garde que mon chiffre ne tombe en d'autres mains que les vôtres. Vous ne sauriez croire quel tort nous fait-le défaut de secret que l'on remarque chez nous, & combien je me trouve souvent embarrassé sur ce sujet.

Il seroit bon de parler dans cette occasion-ci avec l'Ambassadeur de France, & de m'instruire de tout ce qui se passera. Vous pourriez, tant que vous serez ainsi accablé d'affaires, charger quelqu'un, que vous auriez instruit, de m'en écrire.

H. 55

Mr.

Mr. de *Turenne* m'a encore prié de vous recommander les Intérêts de son neveu Mr. de *Monponillan*. Je suis, &c.

A Mr. le Conseiller Pensionnaire
JEAN DE WITT.

De Chatou le 3. Juillet 1665.

MONSIEUR,

Malgré toutes mes instances pour avoir quelque Réponse satisfaisante sur mes demandes, je n'ai rien obtenu depuis celle que l'on m'a donnée dans la dernière Audience que j'ai eue de Sa Majesté. On dit qu'il faut, avant de prendre quelque résolution, attendre le retour du Courier que l'on a dépêché à Londres; & l'on ne cesse de m'affirmer des bonnes & sincères intentions de Sa Majesté en faveur de Leurs HH. PP. L'Express pour les Cours du Nord ne part qu'aujourd'hui. On m'a fort exhorté de recommander à Leurs Hautes Puissances de remédier aux plaintes que fait le Roi de Danemark de ce que l'on ne cesse de frauder les Droits du Sundt & dans la Norwege jusques-là même, que l'on fait construire une nouvelle sorte de Bâtimens jaugez & marquez, ainsi qu'il a été stipulé dans le Traité, & qui néanmoins contiennent plus de tonneaux qu'ils n'en payent. On croit ici que l'on pourra disposer du Dannemark; mais que l'on aura plus de peine à faire agir la Suède
qu'à

qui est dans d'étroits engagemens avec l'Angleterre, sans néanmoins que l'on sache entièrement jusqu'où ils vont, & qui outre cela pourroit bien avoir quelque Dessen en tête contre le Dannemark.

Mr. de *Lionne* m'a dit en confidence, que le Roi d'Angleterre a offert de grosses sommes d'argent à l'*Evêque de Munster* pour l'engager à se déclarer contre Leurs HH. PP., & que ce Prince a un Agent à Londres pour conclure cette Négociation. Le Roi a écrit au Duc de Neubourg pour l'engager à rompre ces mesures, & Sa Majesté me fait assurer des dispositions où Elle est d'employer à cet effet tous les autres moyens nécessaires.

On me recommande sur tout de mander à Leurs HH. PP. qu'Elles doivent s'accorder avec la Suède sur les explications du Traité d'Elbing, sans quoi il n'y a point apparence que l'on puisse réussir en Suède.

J'ai eu occasion de faire part hier à Mr. de *Lionne* de la pensée qui m'est venue, que dans la conjoncture présente, la Suède fera tout ce qu'elle pourra pour engager le Dannemark à faire avec elle une plus étroite Alliance, à abandonner ses autres Alliez, & à prendre part à des projets peut-être encore plus dangereux que je lui fis entrevoir. Il me répondit, qu'on remarquoit bien que la Suède caressoit le Dannemark; mais qu'on n'avoit pu s'imaginer dans quelle vûe, & qu'il seroit bon d'être attentif sur ce que je venois de lui dire.

Il y a ici un Envoyé du Duc de Brun-

wyck qui s'est mis en possession de Zel, il se plaint fort de ce que son Frere agit contre les Traitez, & fait entendre qu'il y a à craindre qu'ils ne puissent s'accorder sans repandre du sang.

Le Gentilhomme Anglois *Porter* qui est venu ici pour s'informer de la santé de la Reine-Mere, n'est pas encore parti, & l'Abbé Montagne l'a traité il y a trois jours à Pontoise avec Mrs. de *Turenne*, *Tellier*, de *Lionne* & le premier Président.

Il me semble que les affaires sont dans une bonne situation, & qu'il ne sera pas difficile de rapprocher le Roi de nous, autant qu'on l'éloignera des intérêts d'Angleterre; c'est à quoi il faut travailler sans relâche; Je suis, &c.

A Mr. le Conseiller Pensionnaire.
JEAN DE WITT.

De Châton le 17. Juillet 1665,

MONSIEUR,

Depuis le malheureux Combat entre les deux Flottes, & votre départ pour aller donner ordre à celle de l'Etat, ce qui s'est fait avec une conduite pleine de vigueur & digne d'admiration, j'ai reçu exactement, par votre ordre, avis de tout ce qui s'est passé dans l'Etat; on ne m'a pas donné un mot de réponse ou d'instructions sur plusieurs affaires qui

qui concernent ma Commission & qui me sont néanmoins nécessaires.

Aussi-tôt que l'on m'eût donné avis sous main du bruit qui couroit que l'Evêque de *Munster*, & quelques Princes Allemans, pourroient bien tenter quelque entreprise contre les Etats de Leurs HH. PP., je n'ai pas manqué d'en parler ici aux Ministres, & quand ils en eurent fait rapport au Roi, j'ai trouvé que cette Cour étoit très-disposée à s'y opposer. J'ai donné avis de tout; mais on ne m'a jamais fait réponse pour me marquer si Leurs HH. PP. faisoient quelque réflexion sur cette affaire; cependant le Commandant du *Dylerschans* a mandé l'importante nouvelle des grands préparatifs de Guerre que faisoit l'Evêque de *Munster*, ce qui a donné quelque inquiétude aux Etats de la Province d'*Overysfel*.

On insiste fort ici tous les jours à ce que Leurs HH. PP. prennent des mesures pour s'accorder avec la Couronne de Suède, par rapport aux explications dont on a déjà parlé, & avec celle de Dannemark, sur le Jaugeage des Bâtimens qui navigent en Norwege, & que l'on dit être d'une nouvelle fabrique, afin de faciliter par-là les moyens de mettre ces deux Couronnes dans les intérêts communs, ce qui contribueroit beaucoup aussi à faire prendre à celle-ci quelque résolution en notre faveur. Je vous avoue qu'il me paroît que l'on peut trouver des expédiens raisonnables pour terminer ces affaires-là, & qu'il n'y a pas d'imprudence à faire paroître de la complaisance dans des choses que les Princes doivent exécuter dans leurs Ports,

& qu'ils trouvent toujours dures & incommodes; mais comme, je ne sai quels sont à cet égard les sentimens de la Regence, je ne sai que répondre ici; & une des principales raisons dont je sme serts pour presser cette Cour de prendre une résolution finale en faveur de Leurs HH. PP. est, que les Couronnes du Nord ne manqueront pas d'en faire la regle de leur conduite; mais on ne m'y répond autre chose, sinon, qu'il paroît que Leurs HH. PP. ne veulent pas assez y contribuer de leur côté.

Je conçois de plus en plus de bonnes esperances par rapport au point principal de ma Négociation; il me paroît que l'on ne pense plus à faire des conditions, cependant je n'ose l'affirmer; mais sans rien dire je fais attention à tout.

La réponse que le Roi d'Angleterre a faite aux Propositions de Mr. *van Gogh*, sera cause sans doute que l'on ne pensera pas si-tôt à envoyer encore quelqu'un en Angleterre; quoiqu'il en soit, j'ai encore plus de raisons que je ne vous en ai marquées, *ad deprecandam illam Provinciam*; je suis sincerement, &c.

A Mr. C. van BEUNINGEN, Ministre
Extraordinaire.

A la Haye le 23. Juillet 1665.

MONSIEUR,

J'ai reçu en leur tems toutes les Lettres
que

que vous m'avez écrites jusqu'au 17. du courant; je suis très-mortifié de n'avoir pû m'acquitter, pendant quelque tems, des devoirs de notre correspondance réciproque.

Leurs N. & G. P. font aux desseins de Mr. l'Evêque de *Munster* toute l'attention qu'ils méritent, & Elles ont résolu de vous faire écrire ce que vous recevrez aujourd'hui de leur part; mais depuis qu'Elles ont pris cette résolution, Mr. le Comte d'*Estrades* a présenté à Leurs HH. PP. le Mémoire * dont voici Copie; ainsi je crois qu'il seroit à propos d'un côté de remercier très serieusement le Roi de France de sa prompte & vigoureuse Déclaration contre l'Evêque de *Munster*, en l'assurant que Leurs HH. PP. en avoient reçu la nouvelle avec une véritable reconnaissance; & de l'autre côté de faire sentir à Sa Majesté l'injustice des prétensions & des plaintes del'Evêque contre l'Etat; & même donner toutes les informations nécessaires sur l'affaire de Borkelo; & faire voir la bisarerie du procédé de l'Evêque, par rapport au Dylerschans: je vous envoie sur ce dernier atticle, comme vous le souhaitez, une Copie de la Lettre que Leurs HH. PP. ont écrite sur ce sujet à l'Empereur; bien loin que la Ville de Borkelo ait donné quelque chagrin à l'Evêque, Son Altesse a offert aux Plenipotentiaires de l'Etat pendant le Congrès de *Munster* une somme d'argent considerable, pour indemniser le Comte de *Stierum*, à cause qu'il

avoit

* Voyez Lettres d'*Estrades* Tom. II. après la Lettre du 17. Juillet 1665.

avoit été privé quelque tems de la possession de sa Ville de Borkelo.

Outre ce que Leurs HH. PP. vous mandent sur ce sujet, Leurs N. & G. P. ont résolu, pour barrer les desseins de cet Evêque, ce que vous trouverez dans l'Extrait ci-joint de leur Résolution * d'avant-hier, à laquelle Leurs HH. PP. se sont conformées hier. Outre cela Leurs N. & G. P. ont proposé de prendre au service de l'Etat quatre Regimens de Cavalerie & six d'Infanterie, faisant ensemble le nombre de 7000. hommes, ce que l'on négocie sous main avec l'Evêque d'*Osnabrug*. On a pris provisionnellement sur cet article une conclusion dont je vous envoie Copie, & je crois qu'elle sera changée cette semaine-ci en Résolution, puis que le dernier membre en a déjà été proposé à la Généralité, qui a pris une conclusion avec le consentement de Leurs N. & G. P., & nommé pour l'exécution le Colonel *Arcent Jurien van Haersolt*.

Il y a long tems que pour complaire à la Couronne de Suède on a dressé l'avis, dont je vous envoie Copie, touchant les explications en question; mais jusqu'à présent on n'a pû engager les Villes d'Amsterdam & d'Enkhuyse à se relâcher jusqu'à ce point. D'un autre côté Mr. le Resident *Appelboom* m'a déclaré plus d'une fois, que le Roi Son Maître n'en seroit pas content; quoi qu'il en soit, je tâcherai de terminer cette affaire dans
cette.

* Voyez les Résolutions secrètes, La seconde Résolution du Mardi 21, Juillet 1665,

M^{rs}. J. de Witt & C. van Beuningen. 185

cette Assemblée, sur le pied où elle est commencée.

Il seroit à souhaiter que le Roi de France fît paroître autant d'animosité contre le Roi d'Angleterre, que contre l'Evêque de Munster, & que les effets s'en suivissent; je demande sans cesse au Ciel de bénir les peines que vous prenez pour conduire les choses à ce point, & qui sont si agréables à l'Etat; je vous recommande à sa sainte garde; & je suis, &c.

P. S. Comme on a été obligé de mettre à terre les matelots de la Flotte & de renouveler les Troupes, il se passera bien trois semaines avant que la Flotte puisse remettre en Mer.

A Mr. C. van BEUNINGEN, Ministre
Extraordinaire.

A la Haye le 31. Juillet 1665.

M O N S I E U R,

Mr. l'Ambassadeur d'*Estrades* m'a communiqué hier, & ensuite m'a donné Copie, en confidence, de ce qui est contenu dans les Pièces ci-jointes N^o. 1. & 2. Sur ce qui y est dit, de ne pas faire sortir la Flotte de l'Etat de ses Ports, que de concert avec le Roi de France; j'ai représenté à son Excellence, de l'aveu des Etats de Hollande & de Westfrie, les raisons péremptoires qu'ils avoient de

de faire mettre au plutôt cette Flotte à la voile; elles consistent sur tout en ces deux points; que, suivant de bons avis, la Flotte du Lieutenant-Amiral de Ruyter est prête à arriver avec plus de trente prises, & que de même on attend au premier jour les Vaisseaux des Indes; que les Anglois étoient aux aguets pour tomber sur l'une, ou sur l'autre de ces Flottes, s'en emparer ou les ruiner; je lui ai fait sentir quelles seroient pour l'Etat les fâcheuses suites de la perte de l'une, ou de l'autre, ou peut-être même de toutes les deux, vû l'excellent Chef & les bons Officiers qui étoient sur l'une, & les grandes richesses dont l'autre étoit chargée, & que l'on faisoit monter à 120. Tonnes d'or; puis que l'un priveroit l'Etat de tant d'Officiers, & que l'autre ruineroit le crédit de notre Compagnie des Indes; qu'ainsi il étoit absolument nécessaire, pour convoyer ces deux Flottes en sûreté, que l'Etat mît en Mer toutes ses Forces navales. Je priai son Excellence de rendre compte de ces raisons au Roi son Maître, pour l'informer entierement sur cette demande d'agir de concert; & j'ajoutai que je ne doutois pas que Sa Majesté ne trouvât ces raisons convaincantes, & qu'Elle ne s'y rendît; qu'au reste, vous ne manqueriez pas de faire de votre côté part de tout à Sa Majesté, afin d'agir en tout de concert; & que la Flotte ne mettroit pas en Mer avant qu'on ait reçu la réponse de Sa Majesté. Ainsi vous aurez la bonté de représenter le plus vivement que vous pourrez tout ce qui est dit ci-dessus, comme pour répondre à la
commu-

communication que l'on nous a faite, & satisfaisant à la demande d'agir de concert.

Quant à ce que vous trouverez dans ces Copies touchant les affaires de Suède & de Dannemark, j'ai informé son Excellence de la situation où elles étoient à présent, & vous trouverez en substance dans le Projet de réponse ci-joint N^o. 3., ce que je lui ai dit touchant le Dannemark. Je ne doute pas que l'on n'engage enfin les Membres les plus rétifs des Etats de Hollande à consentir au tempérament proposé, par rapport aux explications du Traité d'Elbing, pour contenter la Suède, & d'accorder aussi en substance les changemens projettez de ce côté-ci dans le Traité par rapport aux Démêlez d'Afrique; mais il faudroit que l'on fût assuré, qu'avec cette complaisance on obtiendra de la Suède, que dans la conjoncture présente elle observe contre l'Angleterre les conditions de l'Alliance: & afin que vous sachiez en quoi consistent ces changemens projettez, en voici les deux Plans N^o. 4. & 5.

Je compte de me rendre la semaine prochaine sur la Flotte au Texel, pour faire en sorte qu'elle soit bien-tôt en état, s'il se peut, de mettre en Mer, & pour y exécuter la Commission * ci-jointe N^o. 6. Je finis celle-ci en vous priant de me croire, &c.

A

* Voyez les Résolutions secrètes. La première Résolution du Mardi 21. Juillet 1665.

A Mr. C. van BEUNINGEN, Ministre
Extraordinaire.

A la Haye le 12. Novembre 1665.

M O N S I E U R ,

Je suis arrivé ici jeudi dernier fort tard; le lendemain matin j'ai fait raport à l'Assemblée de Leurs N. & G. P. & à celles de Leurs HH. PP. de tout ce qui s'est passé, & j'ai repris le maneiement des affaires à l'ordinaire.

Vous avez fort bien représenté où vous êtes & avec vérité, que la France en manquant à l'exécution de l'Alliance contre l'Angleterre, est cause que les affaires sont dans le mauvais état, qui est le sujet de nos plaintes. J'ai fait les mêmes représentations, le plus serieusement qu'il m'a été possible, à Mr. le Comte d'Estrades, & je lui ai fait connoître, que si le Roi ne rétablit promptement les affaires, non par de belles promesses, mais par une rupture effective avec l'Angleterre; je ne pourois desapprouver plus long tems le sentiment de ceux qui croient que non seulement il nous est permis, mais même que nous devons faire la Paix avec l'Angleterre à l'exclusion de la France; mais si, encore à présent, la France s'aquite de ses engagements, & exécute l'Alliance, vous pouvez être assuré que l'on posera ici pour base de tout ce qui se fera, l'amitié de la France, & bien loin de conclure on ne négociera seulement pas avec l'Angleterre, que sur le pied & en conformité

mité de l'Alliance ; ainsi vous pouvez en toute sûreté donner telle assurance que vous jugerez à propos sur ces deux articles ; particulièrement que l'on est encore ici maître de l'affaire suivant les maximes précédentes de Leurs N. & G. P., & que l'on ne traitera avec l'Angleterre que sur le pied réglé dans le Traité ; mais toujours en supposant dans ces deux cas, que la France exécutera ses Promesses sur le champ, en rompant sans aucun délai avec l'Angleterre ; car pour peu que l'on retarde, le premier courra risque, & j'avouërai naturellement que je ne pourrais conseiller le second.

Mr. l'Ambassadeur d'*Estrades* m'a déclaré qu'il avoit ordre de négocier de tout en confidence avec moi, & s'il trouvoit ici les choses dans une favorable disposition, de dépêcher sur le champ un Exprès, & que le Roi se déclareroit d'abord sur la rupture. J'aurois pû satisfaire son Excellence sur tout ce qu'il me demandoit avant le départ de celle-ci, si l'on s'y étoit pris comme il falloit avec Mrs. les Députés d'Amsterdam ; mais Mr. le Bourguemaître *van Hoorn*, est parti Dimanche dernier, & ni lui, ni Mrs. les Députés à l'Assemblée ne sont pas encore de retour, ce qui est cause que je n'ai pû le faire avec toute la certitude nécessaire. Je me raporte du reste aux Dépêches de Leurs HH. PP., & je suis, &c.

A Mr. C. van BEUNINGEN, Ministre
Extraordinaire.

A la Haye le 13. Novembre 1665.

MONSIEUR,

Je vous ai mandé hier ce que Mr. l'Am-
bassadeur d'*Estrades* m'avoit dit, de l'inqui-
tude & des soupçons qui avoient empêché le
Roi de France de déclarer effectivement qu'il
rompoit avec le Roi d'Angleterre, ainsi que
Sa Majesté y est obligée par l'Alliance. J'en
ai fait raport à Leurs N. & G. P. en pleine
Assemblée, & de l'avis unanime de tous les
Membres. J'ai remis aujourd'hui à son Ex-
cellence le Mémoire ci-joint, sur quoi elle
a dépêché l'Exprès dont je vous parlois dans
la mienne d'hier. Ainsi, nous avons raison,
selon toutes les aparences, de croire que la
Rupture entre la France & l'Angleterre s'en-
suivra inmancablement; je ne doute pas que
vous n'y contribuiez de tout votre pouvoir,
sur tout pour engager le Roi à donner en ar-
gent un équivalent pour les secours dont
l'Etat auroit dû jouir il y a long tems, en
consideration particulièrement de la Province
de Hollande, qui ayant porté le fardeau des
dépenses excessives de la Guerre, se trouve
accablée, & ses Habitans hors d'état d'y four-
nir plus long tems, en sorte que plusieurs
Membres voudront acheter la Paix, *quovis
pretio*, si l'on ne trouve quelque soulagement
dans le juste payement de ce que Sa Majesté
doit

doit depuis si long tems. Je vous recommande à la sainte garde du Tout-Puissant, & je suis, &c.

P. S. Je vous envoie ci-joint la Résolution que Leurs N. & G. P. ont prise hier sur les Affaires de France, particulièrement pour demander un équivalent pour les secours que Sa Majesté n'a pas donnez; & l'on a jugé qu'il ne seroit pas mal à propos que vous vous contentassiez pour le présent d'y disposer les esprits peu à peu, sans faire aucune instance publique de la part de l'Etat, avant que le Roi soit tout à fait engagé par la Rupture.

A Mr. le Conseiller Pensionnaire
JEAN DE WITT.

De Paris le 13. Novembre 1665.

M O N S I E U R ,

Je ne puis vous exprimer la joye que me donne la certitude où je suis, que celle-ci vous trouvera de retour à la Haye. Dieu soit loué de vous avoir conservé dantant de dangers. Votre Expédition pour le service de l'Etat auroit pû être plus heureuse qu'il n'a plû à la Providence de le permettre; mais il n'y en a point où vous puissiez aquerir plus de gloire avec la constante renommée d'un courage admirable, & d'une bonne conduite qui n'a pas sa pareille; c'est ainsi que les grands
&

& les petits en parlent à cette Cour-ci. Mais qu'il y a long tems que les Ministres se plaignent de votre absence, qui, si elle n'a pas interrompu ma Négociation, y a du moins causé un tort considerable. Les Anglois ont publié ici & ailleurs, que vous vous étiez embarqué sur la Flotte, parce que vous ne vous trouviez pas en sûreté sur terre; quelque absurde que soit cette imagination on a feint ici d'y ajoûter foi, afin d'avoir une raison de solliciter la Regence à vous rapeller, ou de vous engager à revenir prendre votre Poste; l'on a chargé plus d'une fois Mr. d'*Estrades* de cette Commission. Le délai que l'on fonde ici sur l'attente d'un Exprès de Mr. d'*Estrades*, ne signifie autre chose sinon, que l'on veut savoir, avant de prendre la dernière résolution, ce que vous lui répondrez sur les ouvertures qu'il a ordre de vous faire; & Mr. de *Lionne* m'a assuré il y a quinze jours & encore aujourd'hui, que nous serions enfin contens. Mr. *Nieuport* vous aura dit sans doute, que je n'ai pû me dispenser de vous envoyer un Exprès à la Flotte de Leurs HH. PP., pour vous faire savoir que l'on avoit fait entendre ici que tout resteroit en suspens jusqu'à votre retour à la Haye. L'Ambassadeur d'*Estrades* se plaint qu'en votre absence il n'y a personne à qui se confier pour prendre des mesures secretes. On fait ici tant de cas du secret, que l'on est persuadé que l'on ne peut rien faire comme il faut sans secret. Or comme on est persuadé qu'il ne peut y en avoir dans tout ce que l'on me propose, puis que je suis obligé d'en rendre compte à
la

la Regence, cela est cause qu'on ne me communique aucune affaire de la nature de celles, par exemple, dont Mr. d'*Esstrades* vous aura fait ouverture, & que je vous prie de me faire savoir.

On me demande s'il ne seroit pas plus avantageux pour les Provinces-Unies, que l'on continuât à demander en Angleterre que l'on traitât de la Paix, après que le Roi aura donné des assurances qu'il en viendra à la rupture si cette voye vient à manquer; & qu'en attendant on se mît de part & d'autre en posture de continuer la Guerre aussi-tôt que la saison le permettra? Je réponds, que les choses en sont à un point à ne pouvoir être pacifiées sans des effets réels, & qu'il n'y aura que la vûe de ces effets qui pourra faire impression en Angleterre, en Suède & en Danemark, vû les différentes vûes de ces trois Cours, ce que l'experience a fait voir. Je fais voir que les Anglois ne permettent pas que l'on conçoive quelque esperance de la voye de Négociation, & la honte qu'il y auroit pour cette Cour-ci à leur demander la Paix, après qu'ils ont déclaré publiquement en plein Parlement, que le Roi Très-Chrétien les a menacez de la Guerre, ou plutôt leur a déclaré qu'il prendroit le Parti de Leurs HH. PP., en vertu de l'Alliance qu'il avoit avec Elles, s'ils n'acceptoient pas les conditions qu'il leur offroit; & qu'en même tems ils avoient témoigné qu'ils aimoient mieux s'exposer à la Guerre dont on les menaçoit, que d'accepter les conditions. J'ajoute que pour donner quelque lustre à l'Alliance, ren-

dre la Paix, qui se fera, plus solide pour l'un & pour l'autre, & mettre la fidelité du Roi à tenir sa parole, au dessus de tout soupçon & de tout reproche, il falloit prendre la résolution de rompre avec l'Angleterre. On me répond, que l'on y sera contraint, selon toutes les aparences par les manieres insupportables des Anglois; ainsi je ne sai si l'on doit regarder cette demande comme serieuse, ou comme une bote que l'on me portoit pour me sonder.

Tout se découvrira par les ouvertures que l'on vous fera, & dont je vous ai parlé ci-dessus, & en mêmetems, ce que signifie que l'on ne cesse de dire, l'Angleterre se joindra à l'Espagne, & nous ne savons pas ce que les Etats Généraux feront; quelquefois on ajoûte : après la mort du Roi d'Espagne.

Le Roi de France a des intérêts, & l'on doit sur cela s'entendre l'un l'autre.

Depuis quelque tems l'opinion générale est, qu'il n'y aura point de Guerre entre cette Couronne & celle d'Espagne pour les prétensions de la premiere sur les Païs-Bas Espagnols, quoi que l'on fasse travailler à ramasser les preuves de ces prétensions. Soit que l'on veuille achever la réforme au dedans V. D. T. V. veut être en posture d'attendre tout ce qui peut arriver; soit que l'on prétende que l'action ne diminuë rien du droit & qu'il en devient plus probable, si la posterité perit; soit enfin que la dissuasion ou les prieres de la Reine-Mere puissent tout, *in re dubia*, ou qu'il y ait quelques autres raisons & considerations auxquelles on s'arrête en tout ceci,

ci, & sur lesquelles on dit que *Colbert & Tellier* insistent fort.

Au reste, les Finances de ce Royaume sont sur un aussi bon pied que l'année dernière; après avoir payé le courant, on a mis de côté vingt millions pour rembourser ceux qui ont prêté de l'argent sur les Domaines, & l'on compte que l'on pourra encore profiter quatre ou cinq millions par an, en contractant avec quelque puissant Financier. La levée de trois cens Compagnies d'Infanterie continuë avec succès, & le Roi aura de cette maniere huit cens Compagnies d'Infanterie & cent Compagnies de Cavalerie, chacune de cinquante hommes, sans les Officiers. Outre cela il y a encore les Regimens des Gardes Françoises & des Gardes Suisses, & d'autres Compagnies d'Infanterie & de Cavalerie que l'on nomme la Maison du Roi, qui monte à environ six mille hommes.

Mademoiselle de *Montpensier* m'a fait prier par Mr. de *Thou*, de témoigner à Leurs N. & G. P., que son Altesse regarderoit comme une grande faveur qu'Elles voulussent bien avoir égard à sa recommandation en faveur de Mr. *du Bret* son Ecuyer & Lieutenant-Colonel au service de l'Etat, au cas que le Regiment dans lequel il est vint à vaquer, ce à quoi il y avoit aparence. Elle m'a fait alleguer que la Reine *Marie de Medicis* son Ayeulë avoit à son service Mr. *Doucham* qui en même tems étoit au service de l'Etat, & que puis que Leurs N. & G. P. ont la bonté de garder dans leur service un de ses Officiers, son Altesse se flatte que rien

n'empêchera pas qu'on ne l'éleve au Poste auquel il a plus de prétension qu'aucun autre. Je n'en écris point à Leurs N. & G. P., parce que je ne sai si cela n'est pas défendu par une Résolution; ainsi, vous êtes le seul à qui je fais part de cette recommandation, afin de faire ce que vous jugerez convenable. Je me recommande à vous & suis, &c.

A Mr. C. van BEUNINGEN, Ministre
Extraordinaire.

A la Haye le 19. Novembre 1665.

MONSIEUR,

J'ai reçu votre Lettre du 13. de ce mois, je vous avois écrit le 12. & le 13.: je ne doute pas que l'Exprès dont vous me parlez dans votre Lettre, & qui est parti d'ici le 14. avec mes Dépêches du 13. ne soit arrivé à Paris avant celle-ci, & que le Roi aura déclaré sans balancer la Rupture avec l'Angleterre; puis qu'autrement le Roi de la Grande Bretagne tâchera de prévenir en cela Sa Majesté, alleguant pour raison la prise ou le mauvais traitement de quelques Vaisseaux dans la Méditerranée, & quelques autres affaires qui n'ont aucun raport à l'Alliance qui est entre la France & cet Etat; & de cette manière les Anglois tâcheront de prévenir ou de rendre nulles les obligations qui résultent du Traité, & de traverser ainsi la Confiance
entre

entre le Roi de France & Leurs HH. PP. ; c'est à quoi tendent, comme j'en suis bien informé certains conseils qui ont beaucoup d'influence sur la Cour d'Angleterre.

Je ne doute pas que les bruits que les Anglois, & peut-être même quelques autres ont fait courir, que d'odieuses raisons de crainte m'avoient engagé à m'embarquer sur la Flotte de l'Etat, ne soient tombez d'eux-mêmes. Quoi qu'il n'ait pas plu au Ciel de donner à l'emploi de cette Flotte toutes les bénédictions que nous aurions souhaité, je suis néanmoins persuadé que ma présence n'y a pas été inutile, par raport à plusieurs inconveniens que nous y avons remarquez, & auxquels il sera facile de remedier, & sur lesquels nous avons remis à la Regence quelques considerations par écrit qui sont goûtées, & que l'on pourra mettre en pratique au Printems prochain ; mais sur tout, parce que sans notre présence sur la Flotte, elle seroit rentrée en désordre, & faute de vivres, après avoir été battuë & dissipée par la tempête qui y a causé quelque perte, elle n'auroit pû de toute l'année remettre en Mer. Ainsi, vû le tort que cela auroit fait à nos affaires, tant par la consternation où l'on seroit tombé ici, que par la mauvaise opinion que l'on auroit conçu de Nous au dehors ; il me semble que mon absence n'a pas été si préjudiciable ici, que ma présence sur la Flotte avec les autres Députés a fait de bien.

Mr. l'Ambassadeur d'*Estrades* ne m'a fait d'autres ouvertures que celles que vous aurez trouvées dans les Pièces incluses dans ma

dernière Lettre; savoir, que le Roi son Maître souhaitoit quelques éclaircissémens sur deux Points: 1^o. sur les avis très-circonstanciez qu'on lui avoit donnez de la grande méintelligence qui étoit entre les Provinces, ou plutôt entre celle de Hollande & les six autres, & du peu de vigueur que l'on avoit remarquée dans plusieurs Membres de Hollande, à l'occasion des Propositions faites par les Députez de la Province d'Overysse: 2^o. sur les Négociations secretes que l'on continuoit en Angleterre à l'insçu de la France, & sur l'inclination que l'on faisoit paroître ici de conclure avec l'Angleterre à l'exclusion de la France. Mr. l'Ambassadeur promettoit, qu'aussi-tôt que le Roi seroit tranquilisé sur ces deux Points, il nemanqueroit pas de rompre ouvertement avec l'Angleterre, sans tarder davantage. J'en ai fait raport à l'Assemblée de Leurs N. & G. P. sous le Seau du secret; & après avoir ouï la Déclaration unanime des Membres, j'ai donné à Mr. l'Ambassadeur, de bouche, & en peu de mots par écrit, les éclaircissémens qu'il demandoit, ainsi que vous aurez vû par les Pièces déjà alleguées. Je me flate que le Roi sera en repos à présent sur ces deux Articles. En effet, quant au dernier, on ne peut rien ajoûter à la Résolution positive qui a été prise unanimement dans la Généralité; il seroit à souhaiter que l'avis que l'on a donné du peu de vigueur que quelques Membres de Hollande ont fait paroître sur les Propositions de ceux d'Overysse, fût sans fondement; car quoi que cette affaire paroisse à présent sur un
assez

assez bon pied, cependant la Ville d'Amsterdam n'a pas agi avec toute la fermeté & la vigueur que l'on attendoit d'un Membre aussi considerable & qui y est tant intéressé, ce qui a donné l'exemple de perdre courage à quelques autres, qui, comme vous savez n'en ont jamais beaucoup. Ainsi, faites reflexion, Monsieur, si vous ne pouriez pas donner quelques salutaires avis à Messieurs les Bourguemaîtres, & à ceux du Conseil, qui ont le plus de part aux affaires dans cette grande Ville, pour les engager à s'arrêter une bonne fois à une bonne & constante maxime, sur laquelle tous les bons Patriotes & les Ministres bien intentionnez puissent faire fond, quand il s'agit de défendre la liberté de la Patrie. J'en ai entretenu fort au long Mr. le Bourguemaître *van Hoorn*, que j'ai trouvé de mon sentiment à plusieurs égards; mais qui fût sans cette attention, à quelques autres plus foibles, qui ne peuvent comprendre les choses. Ainsi, vos bons avis peuvent y faire beaucoup, & votre Lettre du 6. de ce mois a déjà eu un bon effet à cet égard.

J'appuyeraï les intérêts de Mr. le Lieutenant-Colonel *du Bret*, que vous me recommandez, lors que l'occasion se présentera.

Mr. *van Amerongen* est arrivé avant-hier ici, & il a fait hier rapport à Leurs HH. PP.; j'ai conféré avec lui fort en détail sur la situation des affaires en Dannemark, & je puis conclure de ce qu'il m'en a dit, que Sa Majesté Danoise & ses Ministres sont dans les meilleures dispositions du monde de se joindre à l'Etat; mais que ce Royaume est hors

d'état de rien entreprendre de lui-même; même de se mettre en posture de défense, si ses Alliez ne l'aident de leurs Subsidés. Quoi que je prevoye combien cela sera à charge à l'Etat qui est déjà tant accablé de dépenses; cependant, je crois qu'il faut ménager cette Couronne, & que le Roi de France sera obligé d'ouvrir sa bourse conjointement avec Leurs HH. PP. On pourroit manier plus aisément le Roi de Dannemark, si l'on étoit une fois maître de celui de Suède; mais l'interruption des Postes entre Amsterdam & Hambourg est cause que l'on ne reçoit point de Stokholm les nouvelles comme il seroit à souhaiter. La Déclaration du Roi de France contre l'Angleterre y donneroit un grand branle.

Mr. l'Ambassadeur d'*Estrades* s'intéresse fort à la Négociation qui est sur le tapis avec l'Electeur de *Brandebourg*, & elle est présentement au point que Leurs N. & G. P. & les autres Provinces consentent à traiter avec son Altesse Electorale, aux mêmes conditions, & sur le même pied que l'on a contracté avec le Prince de *Lunebourg*. Je crois même que l'on pourroit consentir, à son égard, à quelque chose de plus favorable que ce que l'on a accordé à ce Prince; mais l'Electeur prétend avant toutes choses, que Leurs HH PP. lui évacuent toutes ses Places où Elles ont garnison de leurs Troupes; & à présent tout reste accroché à l'évacuation d'Orsoy, que l'on ne veut compter pour rien, quoi qu'on puisse l'obtenir, & l'on prétend absolument & l'évacuation & l'entretien de la moitié de
l'Armée

l'Armée sur le même pied que l'on est convenu avec le Prince de *Lunebourg*. Leurs N. & G. P. ont fait espérer l'évacuation; mais Elles ne veulent pas consentir à l'entretien de la moitié de l'Armée, en sorte que l'on donne le choix à son Altesse Electorale d'accepter, ou les conditions accordées au Prince de *Lunebourg*, ou l'évacuation d'Orsoy; & qu'au cas que la dernière soit plus importante pour lui, que l'on doit y disposer ceux de qui la chose dépend; le tout à condition que son Altesse Electorale rompra ouvertement avec l'Evêque de *Munster*, & tombera sur lui avec une Armée de dix à douze mille hommes. J'avouë que la conjoncture présente & cette rupture est d'une très-grande importance pour l'Etat, aussi ai-je tenu la main au Traité dans la vûe de le faire réussir; mais; comme l'Electeur a donné plusieurs fois des preuves réelles, qu'il ne se fait pas une affaire de violer ses Traitez, dès qu'il trouve son avantage d'un autre côté; je crains qu'il n'arrive, que lors qu'il aura obtenu l'évacuation d'une si importante Place, il n'abandonne les intérêts de Leurs HH. PP., pour peu que l'Empereur & le Duc de *Neubourg* lui fassent d'avantages, supposé que l'Empereur & la Maison d'Autriche, avec quelques Princes de l'Empire, qui ont des démêlez, prissent le Parti de l'Evêque de *Munster*, les uns ouvertement, les autres en secret. Je souhaiterois que vous me fissiez savoir ce que vous en pensez, & s'il ne seroit pas à propos, au cas que ceux de qui dépend l'évacuation y consentissent, que l'on stipulât qu'elle se feroit

aussi-tôt que cette Guerre seroit finie, & non auparavant, ni autrement : il me semble que cette conduite peut être apuyée de plusieurs raisons importantes.

Je me raporte du reste à ce que l'on vous écrit de la part de l'Etat; & je suis, &c.

A Mr. le Conseiller Pensionnaire
JEAN DE WITT.

A Paris le 20. Novembre 1665.

MONSIEUR,

J'avois mandé il y a quelque tems à Mr. *Nieupoort* que Mr. le Prince de *Turenne* m'avoit prié, de la manière du monde la plus engageante, de faire représenter à Leur Nobles & Grandes Puissances de la manière que je jugerois la plus convenable, qu'il leur auroit une véritable obligation si Elles vouloient bien accorder au Marquis de *Montpouillan* son neveu, une place de Colonel de l'un des Régimens que l'on est résolu de lever en Suisse, où ce Marquis a ses biens, si je ne me trompe dans le Canton de Berne, & qui est en état de rendre service dans ce Pais-là à Leurs HH. PP. par le moyen de ses Amis. Mr. *Nieupoort* me répondit alors, qu'au cas que ces levées eussent lieu, l'Etat étoit résolu de donner ces places à ceux des Suisses, & même à ceux que les Cantons chez qui les levées se feront, leur recom-
man-

manderoient. J'ai appris depuis que Mr. de *Monponillan* est naturalisé Suisse, & que selon toutes les apparences il pourroit être aussi-tôt recommandé qu'aucun autre par les Cantons; or puis que ce Seigneur a contribué plus que personne & des premiers à faciliter ces levées en Suisse, Mr. de *Turenne* en a pris occasion de réitérer ses instances, en me témoignant qu'il eseroit que Leurs N. & G. P. ne lui refuseroient point cette faveur. J'ajouterais à ceci qu'après Mr. de *Lionne*, il n'y a personne en cette Cour à qui la République ait de plus grandes obligations qu'à Mr. de *Turenne*, & qu'il est tous les jours de plus en plus en état de nous rendre de grands services. Il me semble que dans la conjoncture présente on devoit y avoir égard, sur tout en faveur d'un Seigneur qui a tant d'influence sur nos affaires auprès d'un Prince pour qui nous avons tant d'égards. Pour mon particulier je vous avoue que j'en ai reçu tant de services qu'en sacrifiant ma vie pour lui, je lui serois encore redevable; je vous prie de prendre cette affaire à cœur & de me croire, &c.

A Mr. C. van BEUNINGEN, Ministre
Extraordinaire.

A la Haye le 26. Novembre 1665.

M O N S I E U R ,

Ma dernière étoit du 19. & j'ai reçu en
font ems la votre du 20. Les Membres des

Etats de Hollande ayant différé pendant toute la semaine passée leur arrivée en cette Ville, leur Assemblée n'est commencée que d'hier, de sorte que l'on n'a pas encore délibéré sur vos Lettres; je tâcherai que cela se fasse au plutôt. Je ne crois pas qu'on puisse rapeller absolument les Ministres qui sont en Angleterre sans causer un préjudice considérable aux intérêts de l'Etat, car outre qu'il y a toujours quelques petites affaires à régler, comme le relâchement ou l'échange des Prisonniers, je crois qu'il est très-important, en cas que les succès des armes de la France & de l'Etat inspirent au Roi d'Angleterre des sentimens plus modérez, que l'on puisse profiter de l'occasion pour ménager un Accommodement honorable, sans donner le tems aux bonnes dispositions de changer; ce qui arriveroit indubitablement, ou du moins ce qui pourroit arriver s'il falloit attendre que l'on envoie quelqu'un d'Angleterre en France ou ici, ou s'il falloit employer ici un mois entier à obtenir le consentement des Provinces pour envoyer d'ici quelqu'un en Angleterre. De plus, il est avantageux de recevoir d'Angleterre de bonnes instructions à la faveur d'un Ministre Public, & d'être exactement informez de leurs armemens & des Vaisseaux qu'ils font sortir; quoi qu'il en soit, je ne sai quels seront les sentimens de Leurs N. & G. P. sur ce sujet; mais ce que je n'ignore pas, c'est que Leurs N. & G. P. & Leurs HH PP. agiront de la manière la plus irréprochable, & qu'après la rupture de la France ils
ne

ne négocieront & ne traiteront jamais avec l'Angleterre que conformément au Traité.

Je suis informé que la *Landgrave de Hesse* leve des troupes avec le consentement de l'Electeur son frere, & qu'elle tâche de mettre dans ses interêts le Duc *Jean Frederick de Hanovre*; si vous pouviez disposer le Roi de France à tout mettre en œuvre pour engager ce Prince & le Duc de *Neubourg* à ne point prendre les armes; ce seroit un grand coup pour les interêts communs.

Au cas que les Cantons proposent le Marquis de *Monpenillan* je ne doute pas qu'il ne soit très-agreable à Leurs HH. PP.; mais comme on les a laissez maîtres de cette place, autant que je m'en souviens, n'ayant pas le tems d'en examiner les Dépêches, on ne pourra plus s'en mêler ici.

Voici le Plan que les Collèges de l'Amirauté ont formé pour l'armement de l'année prochaine, & la Résolution que Leurs HH. PP. ont prise par provision.

La Flotte de vingt Vaisseaux, qui étoit restée en Mer sous les ordres du Contre-Amiral *Sivers*, a été fort maltraitée de la tempête, une partie est rentrée, & l'autre est sur les Côtes prête à rentrer aussi; cela est cause que les Membres ont plus de peine à consentir à l'armement anticipé de 36. Vaisseaux pour tenir la Mer pendant l'Hyver, & à envoyer une Escadre de douze Vaisseaux au Printems prochain dans la Méditerranée; ce à quoi il faudroit néanmoins travailler avant l'Hyver. Je finis en vous assurant que je suis, &c.

A Mr. le Conseiller Pensionnaire
JEAN DE WITT.

De Paris le 27. Novembre 1665.

MONSIEUR,

Depuis ma dernière du 20., j'ai reçu la votre du 19. Il y a long tems que j'ai fait valoir plus que toutes autres raisons, pour précipiter la rupture de cette Couronne avec l'Angleterre, ce que vous me marquez des dispositions des Anglois mêmes pour prévenir cette Couronne sur cet Article.

On est entièrement persuadé ici de la fausseté des bruits que les Anglois & leurs Partisans avoient fait courir, que quelque crainte que vous aviez de n'être pas en sûreté sur terre, vous avoit engagé à faire en sorte que vous fussiez employé sur la Flotte de l'Etat; & j'ose vous protester, que non seulement on louë, mais même que l'on admire ici ce que vous avez fait sur cette Flotte; mais en même tems l'on avouë que l'on s'est bien tôt aperçû que vous manquiez dans le Conseil, & l'on dit en cela la verité.

On ne me parle plus d'aucun ombrage que l'on pourroit avoir, malgré les peines que les Anglois se donnent pour les grossir, en publiant qu'ils trouveront bien les moyens d'engager Leurs HH. PP. à faire une Paix séparée; mais ils sont fort haïs & on ne les croit guères. Mr. Colbert, me dit hier, pour me persuader que le Roi agissoit sincèrement, que

que Sa Majesté ne demandoit, de la part de Leurs HH. PP., que la moitié de la confiance qu'il avoit en Elles.

Je ne manquerai pas de faire tout ce qui dépendra de moi auprès de Mrs. d'Amsterdam sur le sujet dont vous me parlez; mais il faut que cela vienne à propos & sans affectation, autrement il y auroit à craindre que l'effet ne fût tout contraire à nos vûes.

Vous avez considérablement augmenté le nombre des obligations que je vous ai, en vous prêtant si favorablement à la recommandation qui a passé par mon canal en faveur de Mr. du Bret. Je souhaiterois qu'il y eût moyen de faire quelque chose pour le Marquis de *Monpouillan* à la recommandation de Mr. de *Turenne*; il ne m'a jamais paru aussi pressant que dans cette affaire, & il ne peut rien demander dans cette conjoncture qu'il n'ait bien mérité de l'Etat, & qu'il ne mérite encore tous les jours. Ce n'est pas seulement la reconnoissance, c'est encore la prudence qui demande de nous que nous l'obligions autant qu'il dépend de nous: quoi qu'il en soit, Mr. le Marquis de *Monpouillan* passe pour un Officier aussi capable qu'il y en ait, outre qu'il est fort agréable en Suisse où il est bien établi, en sorte que je ne doute pas qu'il n'obtienne, aussi-tôt que tout autre, la recommandation de son Canton, au cas qu'il en fût besoin. Je crois que par rapport aux levées il pourra rendre autant de service que qui que ce soit; car il est adroit, il a de l'esprit, & il est fait pour s'insinuer.

J'en

J'en écris aussi à Mr. *Nieuport* qui pourra vous faire part de ce que je lui marque par rapport aux levées en Suisse. Au cas que la Régence n'envoie personne en Suisse pour solliciter ces levées, il faudra qu'elle s'en rapporte aux informations qu'on lui donnera sur ce sujet tant d'ici que d'ailleurs; & nous laisser, à Mr. *Boreel* & à moi, le soin de l'informer; ce que je vous marque, non par modestie, mais pour plusieurs autres raisons que je crois importantes.

J'ai marqué dans une Lettre que j'écris aujourd'hui à Mr. *Ham*, ce que je pense des affaires de Dannemark; je souhaite de me trouver d'accord sur cela avec vous.

Il me semble que les offres contenus dans la Résolution de Leurs N. & G. P. sur les affaires de Brandebourg sont très satisfaisans, & qu'un peu de délai, pendant lequel les troupes de Munster se dissiperont, ne gâtera rien à cette affaire. Je crois qu'il seroit fort aisé de mettre fin à cette Guerre-là avec les forces de l'Etat & le secours de France, sans faire de nouvelles dépenses pour avoir d'autres secours.

Je ne dirai rien ici de ce que l'on m'a encore fait entendre des Intentions du Roi touchant la direction de la Guerre contre l'Angleterre, puis que c'est le sujet des Instructions que l'on vient d'envoyer d'ici à Mr. *d'Estrades*; il vous les fera voir, je les ai vûes ce matin, & j'y ai fait trois remarques importantes auxquelles je crois que l'on aura égard; car on s'est chargé d'en faire rapport au Roi.

Mon

Mon sentiment est, que Mr. d'*Estrades* doit traiter cette affaire à la Haye avec beaucoup de secret, & que je ne dois servir ici que pour donner de bonnes informations, & disposer les esprits selon les vûes de Leurs HH. PP.; j'aurai besoin pour cet effet d'être moi-même bien informé de l'état de notre Marine. Je suis, &c.

P. S. Je ne sai en quels termes est restée l'Instruction de Mr. d'*Estrades*; mais on m'a dit, que ce n'est qu'une Proposition sur laquelle il faut entendre ce que l'on dira. Du reste je m'en raporte à ce que je marque à Mrs. van *Hoorn & Nieupoort*. Je suis, &c.

A M. van BEUNINGEN, Ministre
Extraordinaire.

A la Haye le 3. Decembre 1665.

MONSIEUR,

J'ai reçu la votre du 27. du passé; mais dernière étoit du 26.

Les Commissaires de Leurs N. & G. P. ayant travaillé sur vos Dépêches des deux dernières Postes, la plupart des Membres ont temoigné que leur sentiment particulier penchoit fort au Rapel de Mr. l'Ambassadeur van *Gogh*, quoi qu'ils déclarassent qu'ils avoient des ordres contraires de leurs Committeus: de sorte qu'on en fera aujourd'hui le Rapport, & que pour représenter les raisons il

il faudra députer quelqu'un de chaque Membre qui les portera aux Conseils des Villes. J'aurai soin de vous mander quel sera le succès de cette affaire.

Les affaires de Suède vont de mal en pis , comme vous le pourrez voir par les avis de Mr. *Isbrandt* ci-joints, N. 1. Celles de Dannemark prennent un meilleur train , & je suis d'avis, qu'il faut s'attacher cette Couronne par une libéralité convenable; je n'ai pas encore eu occasion de voir la Lettre que vous avez écrite sur ce sujet à Mr. le Bourguemaître van *Hoorn*, mais je ne manquerai pas d'y faire attention.

Les Députez de Leurs N. & G. P. ont été en Conférence avec ceux d'Utrecht sur l'affaire de Brandebourg: le résultat a été tel que vous verrez par l'Extrait du Journal ci-joint, N. 2. Ceux de Zeelande ont demandé une pareille Conférence avec les Députez de Leurs N. & G. P. sur le même sujet, & sur quelques autres articles; ceux de Frise ont fait la même chose par rapport aux affaires de Munster & de Dannemark, & au Rappel de Mr. van *Gogh*, &c. en sorte que les Provinces commencent à avoir pour celle de Hollande la considération qu'elle mérite.

Mr. l'Envoyé *Friquet* a présenté le mois passé un Mémoire de la part de l'Empereur son Maître, pour demander que l'on nomme des Commissaires pour conférer avec lui sur le moyen de terminer la Guerre de Munster: Leurs N. & G. P. ont pris sur ce Mémoire le 26. du passé, & Leurs HH. PP. le 27., la Résolution ci-jointe N. 3. Je crois qu'il

qu'il seroit à propos que vous en fîssiez part où vous êtes, mais en confidence, & que vous fîssiez en même tems valoir que la fîdelle assistance de Sa Majesté inspire déjà des sentimens plus modérez de ce côté-là; je trouve Mr. *Friget* fort disposé à terminer les différens de Munster d'une manière honorable pour Leurs HH. PP. Je ne manquerai pas de vous donner avis des suites de cette Négociation.

Nous avons reçu hier de l'Armée le facheux avis du jour précédent dont voici une Copie, N. 4. On me mande en particulier que les troupes Françoises vivent fort licencieusement, entr'autres, qu'elles ont maltraité plusieurs chartiers dont ils ont brûlé les charrettes & mis les chevaux dans leurs compagnies; ils en ont agi de même avec les Vivandiers, ce qui a tellement effrayé les uns & les autres, qu'ils ont abandonné l'Armée, & empêchent d'autres d'y aller, ce qui cause des inconvéniens considérables. Leurs N. & G. P., & ensuite Leurs HH. PP., ont pris sur cet avis la Résolution ci-jointe, N. 5. Néanmoins on a encore reçu depuis, mais le soir fort tard, une autre Lettre des Députés de Leurs HH. PP. à l'Armée dont voici aussi une Copie, N. 6. & qui nous fait espérer que l'on pourra suivre les salutaires intentions de Leurs HH. PP.

Ceux de l'Amirauté d'Amsterdam ont envoyé à Leurs HH. PP. une Liste des Vaisseaux que ce Collège pourra mettre au Mer pour le Printems prochain. Je crois qu'il est de mon devoir de vous en envoyer une Copie,

pie N. 7., & de quelques Projets proposez pour lever deux Régimens de Marine, & pour une plus grand économie sur la Flotte dont on a fait raport à Leurs N. & G. P. samedi dernier, ainsi que vous verrez par le N. 8. & 9. Je finis avec précipitation, & suis, &c.

P. S. Depuis que j'ai fini ma Lettre Mr. van Gendt a communiqué à l'Assemblée de Leurs HH. PP. une Lettre de Mr. Isbrants dont voici la Copie N. 10.

A Mr. le Conseiller Pensionnaire
JEAN DE WITT.

De Paris le 1. Decembre 1665.

MONSIEUR,

La Poste des Païs-Bas qui continuë d'arriver ici le lundi avant midi, n'est arrivée hier que fort tard, à cause que les jours sont fort courts & les chemins très-mauvais, & l'on n'en a distribué les Paquets & les Lettres qu'aujourd'hui; & quoi que depuis quelque tems je sois plus privilegié que d'autres au bureau de la Poste, je n'ai pû recevoir les miennes de meilleure heure.

J'ai reçu entr'autres votre Lettre du 26. que j'ai lûe avec beaucoup d'attention: j'y ai sur tout remarqué ce que vous y dites des avantages que vous trouvez dans le rapel absolu des Ministres qui sont en Angleterre,
tant

tant par rapport aux pauvres prisonniers de Guerre ; que parce que cela ôteroit à la France & à Leurs HH. PP. la facilité de profiter d'une occasion favorable de terminer avantageusement cette Guerre, outre que l'on seroit privé du moyen d'être informé sûrement, par la voye d'un Ministre Public, de ce qui se passeroit en Angleterre. Quoi que vous ajoûtiez que vous ignorez quels seroient à cet égard les sentimens de Leurs N. & G. P. ; mais qu'Elles agiront avec droiture & sincérité, & qu'Elles n'entameront & ne continueront, après la rupture de la France, aucune Négociation avec l'Angleterre que conformément au Traité, ce qui semble m'insinuer que je dois rester en repos à cet égard jusqu'à ce que j'aye reçu la Résolution de l'Etat sur cet Article ; cependant, j'ai crû qu'il étoit de mon devoir, pour des raisons importantes, que vous trouverez dans le cours de celle-ci, de dépêcher un Exprès pour donner avis de ce que cette Cour-ci penseroit si elle trouvoit quelque répugnance à rapeller d'Angleterre l'Ambassadeur de Leurs HH. PP. & de ce qui m'a été dit sur ce sujet, afin que l'on puisse prendre sur cette affaire une résolution avec d'autant plus d'assurance que l'on aura auparavant bien pesé ces considérations.

Je vous dirai d'abord, qu'avant la réception de votre Lettre nous avions eu Mr. *Boreel* & moi les mêmes pensées que vous ; & il nous est de plus venu dans l'esprit que les Anglois pouroient malicieusement retenir Mr. *van Gogh* pour ôter, ou différer
du

du moins le prétexte sous lequel on mena-
ce ici d'en venir à une rupture; c'est ce
qui nous a fait penser, si l'on ne pourroit
point proposer, au lieu de rapeller Mr. van
Gogh, de révoquer simplement les ordres
qu'il a de négocier la Paix. Quoi que dans
des affaires aussi délicates les Ministres doi-
vent être sur leur garde & ne rien avancer
qui puisse engager leurs Maîtres en aucune
façon; cette maxime ne me retient pas dans
cette occasion-ci, sur tout considérant que
j'ai sollicité ici la rupture, & que le Roi
est libre de la commencer, suivant la cou-
tume de toutes les Nations, par le rapel
de ses Ambassadeurs; outre cela que les or-
dres pour leur rapel sont déjà expédiés;
car je conclusois de-là, que si effectivement
la rupture éclatoit dès le retour des Am-
bassadeurs, Leurs Hautes Puissances ne
pouvoient continuer aucune Négociation,
suivant l'Article X. du Traité, sans procu-
rer au Roi avant toute chose les moyens
d'envoyer ses Ministres dans le lieu où se
feroient les Négociations, & que par con-
séquent la revocation des ordres dont il est
parlé ci-dessus, dès que la rupture s'en suit,
n'est que l'exécution du Traité. Mais ce
qui m'a empêché d'avancer ce tempérament,
est que dès mon arrivée ici, & pendant tout
le cours de ma Négociation, jusqu'à l'ins-
tant où le Roi a enfin pris la Résolution
de rompre avec l'Angleterre; j'ai toujours
eu à craindre la pensée, que les Anglois ont
tâché d'inspirer ici avant la Guerre, depuis
qu'elle est commencée, & en dernier lieu
lors

lors qu'on proposa d'envoyer le *Prince d'Orange* en Ambassade à Londres, qu'il leur seroit toujours facile de disposer Leurs Hautes Puissances à une Paix particuliere aussi-tôt qu'Elles seroient lassées de la Guerre: On n'y a fait ici que trop attention, & j'oferois dire que cette insinuation a plus contribué qu'aucune autre chose, sinon à empêcher entièrement, du moins à différer la Résolution que le Roi vouloit prendre de s'unir à Leurs HH. PP.: En effet, lors que Mr. de *Ruvigny* représentoit au Roi d'Angleterre, avant la rupture, la nécessité où le Roi de France étoit de secourir Leurs HH. PP. conformément à un Traité formel, Sa Majesté ne lui répondoit autre chose, sinon, que cela ne l'inquiétoit pas, parce qu'Elle étoit sûre de faire une Paix particuliere avec Leurs HH. PP. toutes les fois qu'il le voudra: Les Anglois d'un autre côté menacent plus que jamais d'en venir-là, & que s'ils le veulent, ils le peuvent, ce qui joint aux faux rapports & à l'inquiétude qu'a donné la Proposition d'envoyer le *Prince d'Orange* en Angleterre, tient ici les esprits sur leurs gardes, & les rend si ombrageux sur cet article, que le moindre incident est capable de leur faire prendre un parti contraire à nos intérêts; vû sur tout que Mr. *Colbert*, dont on connoît le crédit, s'est tellement livré à ces fausses impressions, qu'il ne peut s'empêcher de rappeler à tout moment, & de me jeter devant le nez ce qui s'est passé à Munster. Enfin, cette opinion est appuyée d'une autre qui est assez commune ici, savoir, qu'il y a un

Parti

Parti dans la République qui s'est déclaré pour cette Paix particulière & qui voudroit qu'on renonçât à l'Alliance avec la France. Tout ce que les éclairciffemens, que vous avez donné sur ces soupçons à Mr. le Comte d'*Estrades*, ont pû faire, s'est réduit à mettre les esprits un peu plus en repos, & à conduire les choses au terme d'une prochaine rupture ainsi que je l'ai mandé. Mais le jour même que l'on m'a fait part de la dernière résolution du Roi, cette inquiétude s'est encore fait sentir, & fut cause que l'on me dit, qu'avant de déclarer la rupture, il seroit bon de convenir de certaines choses avec Leurs HH. PP. Il fallut que je représentasse de bouche & par écrit, dans une Lettre ci-jointe, que j'écrivois à la hâte à Mr. de *Lionne*, qu'il ne seroit pas raisonnable de proposer d'autres conditions que celles de l'Alliance, & que j'étois autorisé sur toutes celles qui étoient conformes à l'Alliance; cette Lettre fut lûë dans le Conseil, & ce ne fut qu'avec bien de la peine que l'on consentit sans condition, à une rupture qui auroit lieu aussi-tôt que les Ministres seroient sortis d'Angleterre. Je dis donc que tout ce que j'ai rapporté ci-dessus, & plusieurs autres choses, me font trouver ici les esprits fort ombrageux, même ceux qui sont les plus affectionnez à Leurs HH. PP.; & d'un autre côté que les Anglois sont aux écoutes pour tirer avantage de la moindre occasion; & je trouve par experience, que ceux qui ont en ceci rendu le plus de services à Leurs HH. PP., croient qu'ils ont tant fait qu'ils
ne

ne peuvent entendre, sans indignation, que l'on souhaite ou autre chose, ou quelque chose de plus. Voilà ce qui a été cause que je n'ai osé de moi-même proposer ce qui nous étoit venu dans l'esprit à Mr. *Boreel* & à moi, outre que je prévoyois que l'on n'y consentiroit pas, & que je presumois que les insultes auxquelles avoient été exposez les Domestiques de Mr. van *Gogh*, le rapel des Ministres Anglois qui étoient en Hollande, la considération de l'honneur de la Nation Angloise, enflée de ce qu'on leur a demandé la Paix; les obstacles que rencontre-roient plusieurs entreprises contre les Anglois, si l'on croyoit que l'on pourroit faire la Paix avec eux quand on voudroit, l'usage de toutes les Nations, en cas de rupture, la demande de ce Roi-ci, le départ des Médiateurs, la dernière Réponse du Roi d'Angleterre, plus éloignée encore de la Paix que les précédentes; enfin, plusieurs considérations semblables suffiroient pour faire consentir sans peine au rapel de Mr. van *Gogh*, & faire trouver d'autres expédiens par rapport aux prisonniers de Guerre & à la Correspondance: en effet, toutes les lamentables Audiences que Mr. van *Gogh* a eues du Roi, qui est Ennemi déclaré de la République, me paroissent une chose sans exemple & qui pourroit être d'un mauvais effet; & c'est ainsi qu'en jugent plusieurs qui connoissent les Anglois mieux que moi. Quoi qu'il en soit, en toute affaire ou il y a du pour & du contre, le plus sûr est de suivre le sentiment de ceux dont on a besoin; maxime qui doit plutôt être suivie avec un

Prince aussi puissant que celui-ci qu'avec tout autre. Il m'est encore venu dans l'esprit, au cas que je parle de laisser Mr. van Gogh en Angleterre, qu'il seroit à propos de proposer d'y laisser aussi les Ambassadeurs de cette Couronne pour y continuer les Négociations; mais alors ce seroit donner occasion de différer encore la rupture qui enfin pourroit n'avoir point lieu. Pour toutes ces raisons, Monsieur, je n'aurois point pensé à réfuter vos considérations, si je n'avois crû que la Régence pourroit les adopter & prendre une résolution qui contiendrait les difficultés du Rapel de Mr. van Gogh, & dont les suites seroient si préjudiciables, que tout se trouveroit renversé ici, & nous échouions ainsi au Port. Je ne doute pas que les motifs de Leurs HH PP. ne soient tels qu'ils ne devroient aucunement être soupçonnez; mais on n'en jugera pas de même ici, & l'on trouvera des millères en toute cette affaire: les Anglois menacent ce Roi-ci de le prévenir dans la Déclaration de Guerre, ainsi il seroit à propos d'empêcher par de promptes résolutions que cela n'arrivât. Voila pour quelles raisons je n'ai pas voulu m'en fier dans une affaire aussi importante à mon propre sentiment, sans bien examiner s'il étoit fondé; ainsi j'ai mieux aimé m'adresser à Mr. de Turenne, en qui j'ai le plus de confiance, & lui insinuer discrettement vos considérations, avec toutes les précautions que j'ai crû pouvoir les lui faire goûter, & sur tout en apuyant sur la réflexion par laquelle vous les terminez, que l'on peut faire fond sur la
bonne

bonne foi de Leurs HH. PP. dans la suite des Négociations. Vous savez quelle est la moderation de ce Seigneur, & je sai avec quel scrupule il n'avance rien qui ne soit bien fondé ; cependant, il prit ce que je lui dis, encore en bien plus mauvaise part que je ne l'avois appréhendé, jusques-là même que, sans que je lui aye donné aucune raison de s'échauffer, il me répondit, que si ce que je lui disois venoit aux oreilles du Roi, on ne sauroit plus à l'avenir quel fond faire sur Leurs HH. PP., qui, après avoir engagé le Roi à une rupture de cette importance avec un Roi voisin, contre ses propres intérêts, puis qu'il s'expose à tant de dépenses & de dangers, après que Sa Majesté a rapellé ses Ambassadeurs, dans la résolution de déclarer la Guerre aussi-tôt qu'ils seront de retour, viennent dire qu'Elles doivent laisser leur Ambassadeur pour profiter de la première occasion de faire la Paix ; qu'il ne pouvoit croire que cela vint de vous, & que si je ne voulois tout renverser, je devois bien me donner de garde de dire un mot de ceci ; qu'il avoit toujours été d'avis que le Roi étoit obligé de tenir sa parole à Leurs HH. PP. & de rompre avec le Roi d'Angleterre, & que le Roi étoit résolu de satisfaire à ses engagements ; mais que si l'on faisoit de telles propositions de la part de Leurs HH. PP. dans le moment où Sa Majesté alloit entrer en Guerre en faveur de Leurs HH. PP., il falloit qu'il dît, comme j'avois dit moi-même dans une certaine occasion, que je pouvois bien dire dans un quart-d'heure quel Parti

Leurs HH. PP. avoient à prendre ; que pour lui il s'uniroit avec tous les Ministres de Sa Majesté pour lui persuader, qu'il ne lui reste rien à faire qu'à quitter le Parti, ne pas se brouiller avec l'Angleterre & laisser faire Leurs Hautes Puissances avec Leurs Négociations de Paix : que l'on avoit ici un Ambassadeur, une Mère & une Sœur du Roi d'Angleterre, par le canal desquels on pourroit aisément ajuster les intérêts de cette Couronne-ci : que j'avois autrefois parfaitement bien prouvé avec quelle circonspection on devoit négocier lors que les esprits témoignent quelque défiance ; que Leurs HH. PP. devoient pratiquer à présent cette maxime : que si l'on négocioit ici avec droiture on y trouveroit la pareille ; mais que si l'on vouloit agir avec finesse on ne manqueroit pas de tout gâter.

Je lui repondis que Sa Majesté avoit montré & montrait encore tant de passion pour la Paix, que je croyois, que pourvu que Sa Majesté fût assurée qu'on ne la concluroit & ne la traiteroit jamais que conformément au Traité d'Alliance, ne prendroit pas en mal la pensée innocente de se conserver quelque moyen de parvenir à la Paix ; j'ajoutai tout ce que je pûs pour lui faire digérer ceci ; mais son Altesse persista dans son sentiment & me dit, qu'on devoit bien se donner de garde de vouloir conduire les choses avec trop de finesse ; j'ai tâché de lui ôter cette pensée, mais tout ce que j'ai pu en obtenir, c'est qu'il ne parleroit pas de ce qui s'étoit passé entre nous. Je dépêche cet Exprès en
secret

secret & avec bien de l'inquiétude; car je suis persuadé que tout le succès de la Négociation de Leurs HH. PP. en dépend entièrement, & je ne fais après tout ce qu'il y a à craindre. Dans la conjoncture présente il faut moins considérer ce qui est raisonnable, que ce qui le paroît à ceux avec lesquels on a affaire; je voudrois qu'en ceci on voulût avoir un peu de foi en moi. Je suis, &c.

P. S. Le moindre mal qui pourroit arriver de cette affaire-ci, si on prend la chose de travers, seroit qu'on voulût conditionner, & par conséquent tout gâter au cas que la résolution de Leurs HH. PP. ne fût pas de rapeller Mr. van Gogh. J'attendrai une réponse par un Exprès, sans parler ici de rien; & je vous prie que pour ma décharge, vous fassiez part de ceci à la Régence.

A Monsieur le Marquis de LIONNE.

A Paris le 20. Novembre 1665.

MONSIEUR,

Il a plu au Roi, dès le 24. de Juin de cette année, dans une Audience que j'eus l'honneur d'avoir de Sa Majesté, de m'assurer, qu'en cas que ses offices pour un Accommodement en Angleterre, n'eussent point le succès que Sa Majesté espéroit, Elle prendroit,

K 3

sur



sur les instances à lui faites de la part de Mes Seigneurs les Etats , pour la prestation de la Garantie, par une rupture contre l'Angleterre, telle Résolution que lesdits Seigneurs Etats resteroient satisfaits.

Le Roi d'Angleterre, depuis ce tems-là, nu lieu de propositions équitables d'un Accommodement, ayant mis entre les mains de Messieurs les Ambassadeurs de France un écrit, dans lequel il se monroit fort éloigné de la Paix; le Roi sollicité par de nouvelles instances, de la part desdits Seigneurs Etats, pour la prestation de la Garantie, les reçût fort favorablement, en une Audience que j'eus de Sa Majesté le 2. d'Août, & eut la bonté de me promettre, que j'aurois sa finale réponse pour la mander auxdits Seigneurs Etats, en deux jours. Je la sollicitai ensuite; mais certaines considérations ayant détourné Sa Majesté à me la dire, pour les mander auxdits Seigneurs Etats, il me fut dit par Monsieur le Marquis de Lionne, que Sa Majesté faisoit écrire sa résolution à Monsieur d'Estrades, pour la communiquer en secret en Hollande; & qu'elle étoit telle, qu'on y prendroit contentement; mais qu'on ne me la pût communiquer qu'en cinq ou six jours, de peur que par mes avis à l'Etat, elle devint publique.

Ces cinq ou six jours étant écoulés, il me fut dit que Sa Majesté me feroit venir vers Elle, quand Elle jugeroit qu'il seroit tems de me faire sçavoir sadite Résolution.

En suite de cela il plût à Sa Majesté de me faire la grace de me faire venir vers Elle le 16. Août, & de me dire formellement, que Sa
Ma-

Majesté étoit résoluë de prêter la Garantie auxdits Seigneurs Etats en la présente Guerre contre l'Angleterre, en cas que le Roi d'Angleterre ne fit point la Paix aux conditions que Sa Majesté lui avoit proposées.

Et ayant été représenté au Roi, que la prestation d'une Garantie en vertu du Traité ne peut pas être rendue conditionnelle, ni liée à d'autres Loix, que celles qui sont portées par le Traité; Sa Majesté a trouvé bon de faire dire par Mr. d'Estrades, dans le commencement du mois de Septembre, que la Déclaration susdite pour la prestation de la Garantie n'est pas conditionnelle, mais qu'elle est pure & simple; & que Sa Majesté a seulement désiré, comme il l'a jugé juste & de l'avantage desdits Seigneurs Etats, de savoir par l'envoi d'un Courier en Angleterre, avant que d'en venir aux effets, si on pourroit esperer la Paix, sur les conditions que Sa Majesté avoit proposées comme de lui-même au Roi d'Angleterre.

Depuis ce tems-là le Roi d'Angleterre non-obstant tous devoirs pour lui faire accepter lesdites conditions, les ayant rejetées & même ayant déclaré en son Parlement, qu'il soutiendrait plutôt une Guerre de la France & des Provinces-Unies, jointes ensemble, que de les accepter: il m'a été dit que le Roi tiendrait sa Parole sans aucun délai, & qu'il avoit écrit ses sentimens sur cela à Mr. d'Estrades, pour les communiquer avec quelque précaution en Hollande, & qu'ils étoient tels que Sa Majesté recevant des éclaircissemens sur de certains sujets d'ombrage, sur lesquels ledit Sieur d'Estrades avoit ordre de s'expliquer, Elle se déclareroit incontinent contre les Anglois.

Ensuite de cela Mr. d'Estrades a dit, & a été rapporté à Messieurs les Etats de Hollande de sa part, que le Roi, dès qu'il auroit dépêché un Courier avec les éclaircissemens qu'il demandoit, se déclareroit pour une rupture contre l'Angleterre.

J'ai donné les mêmes assurances auxdits Seigneurs Etats par plusieurs de mes Lettres de suite, & on me mande par les dernières que j'ai reçues, qu'on ne doute aucunement que je ne leur donne par l'ordinaire d'aujourd'hui, ledit Courier étant arrivé, la nouvelle d'une rupture formelle, ensuite d'une promesse si claire & si positive; puis que les éclaircissemens ont été donnez, que Mr. d'Estrades a demandez.

Je vous supplie, Monsieur, de considérer tout ceci, & de faire quelque reflexion sur la disposition des humeurs & des affaires d'à présent, & de juger si je puis satisfaire à la juste attente desdits Seigneurs Etats, en leur mandant que le Roi est toujours en intention de rompre, & qu'il révoque ses Ambassadeurs d'auprès du Roi d'Angleterre, & desire que lesdits Seigneurs Etats révoquent aussi les leurs, & que l'on entrera en concert pour les desseins de la Guerre, sans la déclarer pourtant aux Anglois, & sans donner même aucuns Ordres pour exercer les hostilités contr'eux.

J'avoue que la révocation des Ambassadeurs semble être un pas à la rupture; mais quand on y ajoute, que Sa Majesté diffère la rupture, entr'autres raisons aussi pour convenir auparavant avec lesdits Seigneurs Etats sur de certaines conditions; on peut dire par ladite révocation, il ne se fait rien d'essentiel, sinon qu'on rompe la Négociation

gociation de Paix avec les Anglois, & qu'on ôte à Messieurs les Etats le moyen de traiter avec eux; demeurant la France en la faculté de la faire par le moyen de l'Ambassadeur d'Angleterre qui reste en cette Cour, pouvant toujours même éviter la nécessité de la rupture, en proposant des conditions que lesdits Seigneurs Etats ne peuvent accorder.

Et ce qui est décisif en ceci, si les conditions qu'on desire faire sont conformes à ce qui est contenu dans le Traité; j'ai ordre & pouvoir de les accorder sans aucun délai; mais si on veut proposer des nouvelles, comme nécessaires pour faire résoudre Sa Majesté à la rupture, on ouvre le chemin à rendre le Traité pour tout jamais illusoire, & on ne satisfait point à la promesse, qui est pure & simple, & on met dans une étrange confusion tous les conseils qui semblent être si bien ajustez; même en ne disant point dès à présent quelles sont les conditions qu'on desire, afin de connoître si elles sont dans le Traité d'Alliance, ou non. Je suis, &c.

A Mr. le Conseiller Pensionnaire
JEAN DE WITT.

De Paris le 4. Décembre 1665.

MONSIEUR,

Depuis ma dernière du 27. du passé, j'ai reçu celle que vous m'avez fait l'honneur de m'écrire le 26. du même mois.

J'ai répondu fort au long par un Exprès que
K 5 j'ai

j'ai dépêché il y a trois jours, à ce que vous me marquez du desavantage qu'il y auroit à rapeller absolument tous les Ministres; j'espère que cet Exprès que j'ai envoyé avec autant de précipitation que de crainte, de ne pouvoir assez persuader, fera arrivé ce soir. Je trouve que Mr. *Boreel* est tout à fait de mon sentiment, & j'y suis confirmé tous les jours de plus en plus. Mr. *van Gogh* ne peut immédiatement solliciter ce qui concerne les Prisonniers; ainsi, il me semble que l'on pourroit choisir pour cela une Personne de la Nation résident en Angleterre, sur lequel on pût se fier, ou quelqu'autre qui fût capable de s'aquiter d'une pareille Commission. Il y a d'autres moyens d'établir la Correspondance, & j'aurai soin ici de mon côté que rien ne manque en cela. Si les Anglois laissent entrevoir des dispositions à la Paix, on ne manquera pas des moyens pour renouveler la Négociation, puis qu'il y a toujours ici une Sœur du Roi d'Angleterre, & que dans une Guerre de cette nature cette Couronne-ci donnera aisément les mains à la Paix; au lieu qu'on ne mettra la dernière main aux affaires d'Angleterre, tant qu'il reste la moindre ombre de Négociation; puis que cela empêche ceux qui voudroient remuer en Angleterre, en Ecosse, & en Irlande, de rien entreprendre; & l'on est fort résolu ici de tailler de la besogne en Irlande à Sa Majesté Britannique; outre qu'il est à craindre qu'on ne gâte plus les choses qu'on ne les avance en Angleterre, en employant trop la voye des prieres; c'est la maxime de Mr. *Boreel* qui

qui connoît le genie des Anglois, avec lesquels il a eu à négocier. Autant que j'ai pu le remarquer dans une conversation que j'ai eu avec Mr. de *Lionne*, Mr. de *Turenne* m'a tenu la parole qu'il m'avoit donnée.

Je ne trouve pas que l'Etat ait déferé la moindre autorité aux Cantons où se font les levées, pour le choix des Colonels qui doivent commander ces Troupes; peut-être que pour les obliger, on n'aura pas trouvé mauvais qu'ils présentent deux ou trois fois plus d'Officiers qu'il n'en faut, capables de remplir ce poste, afin que Leurs HH. PP. en puissent choisir deux. J'entends parler avec tant d'éloge du Marquis de *Monponillan*, que je ne sai si l'on en pourra trouver quelqu'un qui fût plus capable que lui, outre que j'édèfere beaucoup à la recommandation de Mr. de *Turenne*, qui, contre sa coutume, m'en a encore parlé pour la troisième fois. Je croyois que l'on pouroit objecter qu'il ne sait pas la Langue Suisse, ou Allemande; mais je suis informé que les trois quarts du Canton de Berne, où se feront les plus grandes levées, sont François, & qu'on ne pouroit faire de levées des seuls Suisses Allemands, quoi qu'on en fasse plus de cas que des Suisses François.

Je n'ai que peu, ou pour mieux dire, point d'avis de l'Etat des choses entre Nous & l'Evêque de *Munster*, sinon, qu'il s'est saisi des petites Places de l'autre côté du *Woser*, à l'exception de *Grol* & de *Brevoort*, & des Places frontieres de *Frise* & de *Groeningen*; que quelques-unes de ses Troupes ont pris poste à *Winschoten*, & que les autres sont

logées dans les petites Places : mais je ne fais pas ce qu'il a fait pour fortifier Winschoten & d'autres Places, s'il y a apparence de l'en chasser, & quel moyen il a d'y subsister. Cependant, il ne seroit pas mal à propos que je fusse informé de toutes ces choses, & du nombre de Troupes que Leurs HH. PP. auront en Campagne, des moyens qu'Elles ont de remporter quelque avantage sur l'Evêque, de l'emploi qu'on veut faire des Troupes de *Lunebourg*, &c. Mr. de *Turenne* croit qu'on doit employer les Troupes de Leurs HH. PP. à chasser celles de l'Ennemi des Places que l'on peut reprendre en deux ou trois jours, & qu'ensuite on doit prendre poste du côté de *Lingen* s'il y a moyen d'y faire subsister l'Armée de l'Etat, & y attendre pour voir ce que l'Ennemi entreprendra, afin de se conduire, *pro re natâ*; mais il a déjà fait part de ce Plan à Mr. *Pradel*, en sorte qu'il y a apparence qu'on l'examinera dans le Conseil de guerre.

J'ai parlé à Mr de *Lionne* des levées du Duc de *Neubourg* & du Landgrave de *Hesse*; mais je ne vois pas qu'on ait ici quelque moyen de les faire cesser; cependant j'en parlerai encore. Le meilleur expédient seroit, à mon avis, de faire la Guerre à *Munster* avec tant de vigueur qu'on la terminât bien-tôt; de conclure l'Alliance avec le *Brandebourg*, & de s'accorder avec la Suède; il me semble qu'avec l'un ou l'autre de ces expédiens, & le secours de cette Couronne, nous pouvons être en repos.

J'ai trouvé dans les dernières Dépêches des Ambassadeurs de cette Couronne en Angleterre

terre une période qui m'a fait plaisir ; ils y disent qu'on pourroit juger de ce que l'on devoit attendre des Anglois par Mer , pour peu qu'ils y eussent le dessus du vent , puis que dans la situation présente de leurs affaires il n'y avoit pas d'injustice qu'ils ne commissent contre toutes les Nations sans aucune distinction.

J'apprends qu'on est aussi joyeux dans les Pais-Bas Espagnols de la prochaine rupture de cette Couronne avec l'Angleterre , que si elle assuroit leur tranquillité.

Un brave Soldat nommé *Saniteft*, Frere du Maître des Ceremonies ici est parti pour la Hollande, il a servi par mer & par terre, & a fait parler de lui dans toutes les occasions, c'est un homme d'un courage déterminé & infatigable ; il demande une Compagnie de Cavalerie : je ne sai si l'on peut lui en procurer une dans les nouvelles levées, ou une autre vacante ; mais des Militaires qui le connoissent m'ont assuré , qu'on n'en peut trouver un plus brave. Je suis, &c.

A Mr. C. van BEUNINGEN , Ministre
Extraordinaire.

A la Haye le 10. Décembre 1665.

M O N S I E U R ,

J'ai reçu Dimanche au soir votre Lettre du 1. de ce mois par l'Exprès que vous avez envoyé, & celle du 4. le mardi suivant par

K 7

la

la Poste ordinaire. Vous aurez vû par ma précédente du 3., que Leurs N. & G. P. inclinoient au rapel de Mr. l'Ambassadeur *van Gogh*, ainsi que cela a été résolu hier; le même jour on a mis la chose en délibération dans la Généralité, & les Provinces de Gueldres & de Zeelande se sont conformées à l'avis de Leurs N. & G. P. Les Députés de celle d'Utrecht en ont écrit à leurs Committens, & en attendent la réponse aujourd'hui, c'est ce qui a suspendu cette affaire qui se conclura peut être aujourd'hui, ce que je vous marquerai à la fin de celle-ci, où j'aurai soin de vous faire tenir la Résolution de Leurs HH. PP. aussi-tôt qu'elle aura été prise. Je crois qu'on peut regarder cela comme une affaire faite, d'autant plus que le Fils de Mr. *van Gogh*, qui est revenu d'Angleterre, a fait hier rapport à Leurs HH. PP. entr'autres choses, que la Cour d'Angleterre ne témoignoit aucune disposition à la Paix, que les Propositions avantageuses que les Ambassadeurs de France avoient faites, avoient enflé l'orgueil de cette superbe Nation, & qu'ils regardoient un plus long séjour de Mr. *van Gogh*, comme si Leurs HH. PP. vouloient mandier la Paix; que si on la concluait à des conditions trop avantageuses pour les Anglois, elle jetteroit la République dans un danger & dans un embarras plus à craindre que la Guerre même. Je vous avoué que je n'attendois pas de telles nouvelles de ce côté-là, ni par ce canal.

Depuis quelque tems les Troupes de l'E-
vêque de *Munster* n'ont fait aucuns progrès
sur

sur les frontières de l'Etat, & depuis quelques jours elles se sont retirées de Winschoten par les Marécages avec beaucoup de peine. Vous verrez par les Lettres ci-jointes des Députés à l'Armée, quelles ont été les suites de la Résolution de Leurs HH. PP. du 2. de ce mois, sur l'emploi des Troupes de l'Etat & des secours de France; la Copie des Lettres de Mr. *Haersolte* vous apprendra aussi en quel état sont les Troupes de *Lunebourg*. Il est à craindre que la saison fort avancée, les scrupules des Généraux, & quelques autres inconveniens, ne soient cause qu'il ne se passe rien d'important avant l'Hiver, & qu'on ne mette bien-tôt les Troupes en garnison. Vous verrez par l'Extrait ci-joint ce qui a été résolu hier sur ce sujet dans l'Assemblée de Leurs HH. PP. Les Propositions de Mr. l'Envoyé *Friquet* sont restées dans la même situation où elles étoient lors que je vous en ai écrit par ma dernière. Il y a apparence que la nouvelle qui s'est répandue, que les Troupes de l'Etat alloient entrer en garnison, a suspendu cette affaire; le tems nous apprendra si l'Armée, qui est à présent en marche, y apportera quelque changement avantageux.

Les Ministres de *Brandebourg* n'ont pas encore délivré jusqu'à présent les conditions par écrit, auxquelles son Altesse Electorale romproit avec l'Evêque de *Munster*, quoi que Leurs HH. PP. les leur aient demandé plus d'une fois.

La plupart des Membres se sont rendus la semaine passée auprès de leurs Committens,
pour

pour leur faire eux-mêmes rapport de plusieurs affaires importantes : & comme le violent orage que nous avons eu le 4. & le 5. a fort haussé les Eaux & rompu quelques Dignes, Mrs. de Dort, des Villes du Waterlandt, qui est tout inondé, & ceux de Hoorn, ne sont pas encore de retour; ce qui est cause que Leurs N. & G. P. n'ont rien fait d'important pendant toute cette semaine. Je finis en vous assurant que je suis, &c.

P. S. Le rapel a été résolu aujourd'hui, ainsi que vous verrez par la Résolution ci-jointe.

A Mr. le Conseiller Pensionnaire
JEAN DE WITT.

De Paris le 11. Décembre 1665.

MONSIEUR,

La dernière que je me suis donné l'honneur de vous écrire étoit du 4. du courant; j'ai reçu en son tems la votre du 3.

Je suis fort étonné d'apprendre qu'il s'est trouvé des sentimens contraires sur le rapel de Mr. *van Gogh*, & je serois dans la plus grande inquietude, si je n'étois assuré que les démarches que vous aurez faites pour les réunir auront réussi. J'espère que ce que je vous ai écrit par un Exprès le 5. de ce mois, & ce que j'ai réitéré par la Poste dernière y aura contribué. Il est certain, autant que je puis
m'en

m'en apercevoir, que cette Couronne terminera la Guerre avec l'Angleterre par une bonne Paix, si on peut l'obtenir avec autant de facilité que les Anglois en ont eu à la commencer; ainsi, pour peu que la Cour d'Angleterre veuille la Paix, on ne manquera pas de moyens de la conclure, quoi qu'il n'y ait plus d'Ambassadeurs au-de-là de la Mer. Autrement cette grande affaire pourroit échouer *propter formalia*; le Roi d'Angleterre a ici sa Mere & sa Sœur, il a de l'aversion pour les conditions de Paix entre ce Royaume & l'Espagne, concertées dans les deux Cours; & sur tout la Paix avec l'Angleterre étant d'une nature à pouvoir être conclûe sans beaucoup disputer sur ce qui se fera passé pendant la Guerre, au cas qu'il n'arrive quelque changement inespéré dans les affaires.

Je ne crois pas que les affaires entre Leurs HH. PP. & la Suède soient dans une aussi mauvaise situation qu'elles le paroissent; & il me semble que rien n'est plus clair que le raisonnement de Mr. *Isbrandts*, qui est d'avis qu'on prévienne les Suèdois par l'abolition non seulement des explications, mais même de tout le Traité d'Elbing; car en effet, ce Traité que les Suèdois ont mille moyens d'écluser dans la pratique, & qui ôte à Leurs HH. PP. la faculté de recourir à la voye de rétorsion en cas d'impôts inégaux, nous est absolument préjudiciable. Si nous ne pouvons obtenir de secours, il faut que nous nous contentions d'une Neutralité provisionnelle, qui mette le Dannemark en repos; & tenter ensuite, par le moyen de la France & pour son

son propre intérêt, d'engager la Suède dans nos vûës; car il est évident qu'Elle a intérêt au rétablissement de la Paix, & à empêcher l'Angleterre de devenir si puissante sur Mer. Il s'agit seulement de les faire revenir de l'animosité qu'ils ont conçu contre nous, ils reconnoîtront cela tout aussi-tôt. J'en ai entretenu fort au long le Ministre de Suède qui est ici, & je l'ai trouvé fort raisonnable; Mr. de *Lionne* m'a prié d'en entretenir aussi Mr. de *Pomponne* qui part pour la Suède.

Il est impossible que le *Brandebourg* n'accepte les conditions dont les Députés d'Hollande sont convenus avec ceux d'Utrecht; mais si en cela je n'avois en vûë, outre la Guerre de *Munster*, la bonne intelligence entre la République & l'un des plus puissans Princes de l'Empire, & les dispositions de toute la Regence; outre que tout ce que l'on fait avec le *Brandebourg* peut contribuer à dissiper les soupçons de la Suède; je ne trouverois pas à propos que l'on facilitât les choses autant que l'on fait.

J'ai parlé de terminer la Guerre de *Munster* de la maniere que vous me prescrivez; j'ai de plus proposé aux Ministres, comme de moi-même, qu'il étoit important de pousser avec vigueur & en peu de tems, afin qu'au Printems, qui aproche tous les jours, Leurs HH. PP. soient en état d'employer toutes leurs Forces contre l'Angleterre, afin d'arrêter les armemens qui se font quelque autre part au sujet de cette Guerre, afin de donner aux Anglois la mortification de voir un de leurs Alliez les abandonner; enfin, afin de
mettre

mettre la République à couvert des désordres d'une Guerre par Terre, pendant qu'Elle en a une si difficile par Mer, j'ai ajoûté que peut-être ces considérations n'auroient pas autant de pouvoir que je le souhaiterois sur l'esprit de ceux qui sont animez d'un juste ressentiment; mais que je croyois que l'intérêt de cette Couronne & de la cause commune demandoient cela de Sa Majesté. J'ai trouvé que ces raisons faisoient impression sur l'esprit de Mr. de *Lionne* : la chose a été agitée dans le Conseil du Roi, & ce Ministre m'a dit ce matin, qu'on aprouvoit fort que l'on précipitât la Paix, pourvû que l'on contraignît l'Evêque de Munster à desarmer, & que l'Empereur n'en fût pas le Médiateur; j'ai répondu que l'embaras où l'Evêque étoit & son indigence feroient aisément le premier, & que quant au second, on employeroit toute sorte de bons offices, sans admettre les formalitez d'une Médiation. Il me semble que l'on a envie de ne pas retenir long tems ici Mr. l'*Essein*, & qu'on le renvoyera aussi-tôt son arrivée.

Il court un bruit sourd à la Cour parmi les Gens de Guerre, que les Troupes Françoises ont beaucoup à souffrir dans leur passage sur les frontieres de Leurs HH. PP.; & j'ai vû une Lettre de Mr. d'*Estrades* au Roi, où il dit que la Hollande fait tout ce qu'elle peut pour mettre ordre à tout; mais qu'on n'exécute pas tout ce qu'elle commande, & qu'il y a une faction dans les Provinces-Unies qui attribue tous les désordres au Secours François.

Le

Le Duc d'*Anjou*, Frere du Roi, a dit que les Troupes mouroient de faim, mais aucun des Ministres ne m'en a parlé; mais le Prince de *Turenne* m'a dit en termes fort piquans, qu'il étoit ridicule qu'on ait certifié ici que Leurs HH. PP. avoient donné ordre qu'on livrât des bas & des souliers à l'Infanterie, & que l'on n'ait pas encore exécuté une pareille bagatelle; ce Seigneur est de ces gens qui demandent rarement, mais qui ne veulent pas être refusez; il est à souhaiter que cela ne lui arrive pas dans l'affaire qu'il a recommandée par mon canal.

J'apprends que la Regence a envie d'envoyer quelqu'un vers les Cantons pour les levées; j'ai connu ici le Fils de Mr. *Nieuport*, je l'ai trouvé fort actif & capable d'une affaire de cette nature, en sorte que je crois qu'on pourroit l'employer avec fruit. Mr. le Marquis de *Monponillan* m'a donné avis que le Ministre de France a conclu une nouvelle levée dans les Cantons, à cinq écus par tête, les Officiers y compris; de sorte qu'une Compagnie de cent Suisses coûteroit moins que deux Compagnies de cinquante hommes de toute autre Nation.

Il me semble que les Forces que Leurs HH. PP. ont dans la Méditerranée devroient se joindre d'abord à celles de cette Couronne-ci, si les Anglois y viennent. Je souhaiterois une Liste des Vaisseaux qui y sont au service de l'Etat, de leur équipage & de leur port.

J'ai reçu celle des Vaisseaux qu'on équipe

à Amsterdam, j'attends celle des autres Colleges.

Je vous prie qu'on ait soin du secours de France, car il y a des gens qui se plaignent toujours, & la plupart des Seigneurs qui approchent le Roi ont leurs enfans, leurs frères ou leurs parens dans ces troupes, & publient tout ce qu'on leur écrit. Je souhaiterois aussi être informé des ordres que l'on donne à cet effet & de la manière dont ils sont exécutez. Je suis, &c.

A Mr. C. van BEUNINGEN, Ministre
Extraordinaire.

A la Haye le 17. Decembre 1665.

MONSIEUR,

Depuis ma dernière du 10. de ce mois, j'ai reçu la votre du 11. Vous verrez par la Résolution ci-jointe, N^o. 1. prise samedi dernier, combien Leurs N. & G. P. se rapprochent des intentions de la Suède. J'espère qu'on en fera content à *Stokholm*, & que le Roi de Suède prendra au moins la résolution de ne se pas joindre avec l'Angleterre contre la République & contre la France; & que par conséquent on le conduira insensiblement à la Neutralité: j'espère de plus, que le Roi de France ouvrant libéralement sa bourse en faveur de Sa Majesté Suédoise n'aura pas de peine à la disposer avec un peu de tems à entrer avec un peu plus de confiance

fiance dans les intérêts de cette Couronne & de Leurs HH. PP. Si après cela il arrive, comme je le prévois, que les Anglois maltraitent les Suèdois en enlevant sans aucun égard leurs Vaisseaux sur Mer, ou autrement, on pourra peut-être trouver le moyen de mettre la Suède de notre Parti, & lui faire prendre les armes contre les Anglois; en ce cas-là on pourroit tirer un grand avantage du Traité d'Elbing & de l'Alliance qui y est renouvelée, en vertu de laquelle la Suède pourroit d'une manière plus plausible agir de concert avec Leurs HH. PP. & avec le Roi de France; c'est pourquoi je crois qu'il seroit bon de ne pas aller si vite à l'abolition du Traité d'Elbing; car, si alors le Roi de Suède y étoit porté par son intérêt, ou son inclination, il ne pourroit prétexter aucune nécessité ou obligation, & ne pourroit s'empêcher de laisser croire qu'il n'agiroit que par mauvaise volonté contre l'Angleterre.

Il ne s'est rien passé d'important depuis ma dernière, par rapport aux moyens de terminer promptement la Guerre de Munster, d'autant plus que Mr. l'Envoyé *Friquet* ne se trouve pas assez autorisé pour s'engager, de la part de l'Empereur, à obliger de gré, ou de force, l'Evêque à accepter les Points que j'ai couchés sur le papier de concert avec ledit Mr. *Friquet*; mais sans y engager nos Principaux, en voici une Copie ci-jointe, N. 2. Il en a écrit à l'Empereur, & il attend réponse; vous verrez dans ce Projet que le premier Article que l'on souhaite en France, savoir, que l'Evêque mette bas les
armes

armes y tient la première place , quant à l'autre Article qui consiste en ce que la Médiation de l'Empereur n'y intervienne point , vous verrez par le même Projet, que l'on voudroit ici manier cette affaire de sorte qu'on n'ait point à faire directement à l'Evêque, ainsi ma Médiation proprement dite ne peut avoir lieu ici ; mais on voudroit négocier avec l'Empereur même, comme Chef de l'Empire tenu en cette qualité, d'obliger l'Evêque à réparer ce qu'il a commis si grossièrement contre les Constitutions de l'Empire. J'ai conféré hier sur cela & sur ce que je vous ai marqué ci-dessus touchant la Suède , avec Mr. l'Ambassadeur d'*Estrades*, & j'ai trouvé que son Excellence juge que les raisons contre la Cassation du Traité d'*Elbing* sont importantes, & que les réparations d'honneur que Leurs HH. PP. prétendent de l'Evêque sont si raisonnables, qu'il y avoit lieu de croire que les choses se regleroient ainsi.

Les plaintes que l'on fait à la Cour, ou plutôt le bruit qu'on y fait courir, que le secours François n'a pas été bien traité dans ce Pais-ci , n'est certainement point bien fondé ; s'ils ont souffert , ils doivent s'en prendre à leurs propres desordres, puis que, comme je l'ai déjà mandé, ils ont traité si mal les Chartiers, Vivandiers & autres gens qui devoient travailler à leur procurer l'abondance, qu'ils se sont enfuis, & que d'autres n'ont pas voulu prendre leur place. Les vents contraires ont été cause que les bas & les fouliers n'ont pû monter la Rivière aussi-tôt qu'on l'avoit espéré ; cependant on les
leur

leur a distribuez. Il est vrai que je suis informé que ceux qui les ont livrez, n'ont pas donné ce qu'ils avoient de meilleur, soit par avarice, soit parce qu'on les pressoit trop.

Les ordres pour le rapel de Mr. l'Ambassadeur van *Gogh* ont été expédiés pour l'Angleterre dès le 11. de ce mois, & le même jour on est convenu d'en écrire au Roi d'Angleterre la Lettre, dont voici une Copie, N. 3.

Les Princes de *Lunebourg* paroissent fort allarmez de ce que l'Expédition de l'Armée de l'Etat est si courte, puis qu'il y a aparence qu'elle marchera au premier jour vers ses Garnisons. Ils craignent en ce cas-là une invasion dans leurs États, & que les troupes levées & entretenues à fraix communs n'en souffrent : sur quoi l'on a écrit hier aux Députés de Leurs HH. PP. & au Prince Maurice, d'avoir égard aux représentations de ces Princes autant que la saison & l'état où étoient les troupes pouroient le permettre.

Afin de terminer on fera quelque chose avec le Roi de Dannemark, on s'est fait fort auprès de Mr. l'Envoyé Extraordinaire *Clingenberg*, de faire agréer à Leurs HH. PP., de remettre au Roi de Dannemark, premièrement, deux Obligations montantes ensemble à trois cent cinquante mille Ryxdalders, avec les intérêts de deux années ; en second lieu, encore une Obligation de cent quarante mille Ryxdalders avec les intérêts ; aussi d'environ deux années ; en troisième lieu, que l'on quitteroit à Sa Majesté la dette du
pro-

provenu du Vaisseau le Hennip, qui n'a pas été encore payé depuis la conclusion de la Paix avec *Cromwel*, & qui monte à cent vingt mille Ryxdalders; en quatrième lieu, que l'on condescendrait en tout à ce qu'il demande, pour arrêter les fraudes dans le paiement des droits dans le Nord; en cinquième lieu, que l'on acquittera encore le Roi de Dannemark du Subside que Sa Majesté doit donner à l'Etat en cas de Guerre avec l'Angleterre, & qu'il doit depuis qu'elle est commencée; enfin, qu'on lui payera en argent le même Subside qu'on lui a payé pendant la Guerre d'Angleterre, montant à cent nonante-deux mille rixdalders par an, sans compter le Subside que Sa Majesté se réserve dès à présent, ce qui est un tiers plus que pendant la dernière Guerre d'Angleterre; mais à condition que Sa Majesté Danoise exécutera dès à présent contre les Anglois les conditions du Traité de 1653. Mr. l'Envoyé *Clingenberg* paroît fort content de ces Propositions; mais il porte le Subside si haut, par rapport aux derniers Articles, que s'il n'en rabat, il n'y aura pas moyen de rien conclure; il demande deux millions & demi par an, & il en est resté à deux millions: on lui a offert à cet égard, que s'il arrivoit que la Suèderompît avec le Dannemark, ce qu'il paroïssoit apprehender, Leurs Hautes Puissances doubleront le Subside de l'an 1653. pour mettre le Roi en état de se mettre en meilleure posture par Mer. J'espère d'avoir encore une Conférence aujourd'hui ou demain sur ce sujet avec cet Envoyé pour voir

s'il y a moyen de terminer cette affaire.

Les Députez de Leurs HH. PP. qui ont été complimenter l'Eleûteur de Brandebourg sur son arrivée à Clèves, ont fait raport qu'ils avoient trouvé son Altesse Electorale disposée à se désister de sa prétention sur l'évacuation d'Orsoy, & de conclure avec Leurs HH. PP. sur le pied du Traité fait avec le Lunebourg. Je vous marquerai par ma première ce qui s'en fera suivi.

Je vous envoie ci-joint, N. 4. la Liste que l'Amirauté de la Meuse a envoyée des Vaisseaux qu'elle pourra mettre en Mer au Printems prochain. Leurs N. & G. P. n'ont pas été contentes de celle du quartier du Nord, qu'on sera obligé de défaire.

Vous remarquerez touchant les Listes de l'Amirauté d'Amsterdam & de celle de la Meuse, que le nombre des hommes qui y est exprimé ne comprend que les matelots que ces Amirautez y embarqueront, & que l'on y joindra des soldats. Je me raporte du reste à ce que vous recevrez de la part de Leurs HH. PP., & je fais, &c.

A Mr. le Conseiller Pensionnaire
JEAN DE WITT.

De Paris le 18. Decembre 1665.

M O N S I E U R , .

Depuis ma dernière qui étoit du 11., j'ai reçu la votre du 10. du courant; j'ai appris
avec

avec plaisir la Résolution que Leurs HH. PP. ont prise sur le rapel de Mr. l'Ambassadeur van Gogh. Les Anglois commençoient à critiquer ici à leur avantage la conduite que la Régence tenoit dans ses délibérations sur cette affaire; cependant, je ne me suis pas aperçu que leurs discours ayent fait grand tort jusqu'à présent aux affaires de Leurs HH. PP.; j'avouerai néanmoins, que j'ai remarqué qu'il commençoit à y avoir quelque défiance; car ayant parlé à Mr. de Lionne de différentes choses qui concernent les operations de la Guerre contre les Anglois avec les forces des deux Etats réünies, il me répondit qu'on ne pouvoit encore en parler positivement, puis que Mr. van Gogh n'étoit pas encore rapellé.

J'attends avec impatience quel sera le succès des armes de Leurs HH. PP. jointes en Campagne aux Auxiliaires de France; Dieu veuille qu'il réponde à nos souhaits. Il me semble que l'on commence à craindre ici que Leurs HH. PP. n'ayent besoin de toutes leurs forces contre les Anglois, & que si la Guerre contre l'Evêque de Munster traîne en longueur, elle ne devienne facheuse par la jonction des armes des Princes Allemans des environs: ainsi, autant que j'en puis juger, Sa Majesté ne rejetteroit pas des Propositions de Paix avec cet Evêque, puis qu'Elle jugera toujours que ce sera un avantage de le détacher de l'Angleterre. Je ne fais si Mr. Fiquet voudra s'en mêler ouvertement, de crainte de choquer l'Angleterre; en tout cas, je ne crois pas que Leurs HH. PP. manquent

de trouver des Médiateurs parmi tant de Princes de ce voisinage, qui ne demandent pas mieux que d'y voir la Paix rétablie. J'en ai entretenu fort au long Mr. de Turenne cette semaine-ci, & je lui ai fait comprendre entr'autres choses, que l'inondation que la dernière tempête a causée en Hollande ne permet pas à Leurs HH. PP. de tenir leurs forces partagées plus long-tems qu'il n'est absolument nécessaire, & je le trouvai d'opinion qu'il falloit conseiller à Leurs HH. PP. de faire la Paix avec l'Evêque de Munster, ou si l'Electeur de Brandebourg vouloit se déclarer, faire la Guerre avec son secours & celui du Duc de Brunswick, ce qui incommoderoit beaucoup moins Leurs HH. PP.; mais il me semble, pour plusieurs raisons, que ce dernier expédient n'est point fort praticable.

Je fais qu'il n'est pas besoin de vous recommander les intérêts des troupes Françoises; mais je ne puis m'empêcher de vous faire remarquer combien il est avantageux de prévenir les plaintes que l'on pourroit faire si l'on manquoit de quelque chose, soit du côté des François, soit du notre, & que cela provint de quelque désordre, ou par la faute de quelqu'un. Je suis très-mal instruit de ce qui se passe à cet égard, & je devrois l'être mieux, puis qu'on me parle tous les jours des plaintes de ces troupes. Tout ce que je puis répondre, c'est que Leurs HH. PP. ont fait publier une exemption de tous droits pour l'Armée, & qu'Elles ont fait tout ce que l'on pratique en pareille occasion pour procurer l'abon-

l'abondance; mais que la saison avancée, est peut-être cause que ces mesures n'ont pas eu le succès ordinaire, outre que les vivandiers ont perdu depuis tant d'années l'habitude de suivre les Armées, & que la manière dont on a traité ceux qui s'étoient rendus au Camp avec des Vivres, a rebuté les autres. Je vous prie de me mander comment je puis mieux défendre notre cause en ceci; je tâche seulement de n'exciter aucune aigreur en faisant des contreplaintes.

Mr. de *Lionne* m'a demandé si je ne savois pas ce qui avoit été concerté entre vous & Mr. d'*Estrades*, que celui ci écrivoit qu'il étoit d'accord avec vous, & qu'il en manderait les particularitez par Mr. l'*Essein*. Je lui ai répondu, que je m'imaginois que ce seroit sur les operations de la Campagne, sur quoi l'on avoit envoyé des Instructions d'ici: je vous prie de me mander ce qui en est; car si je ne suis pas instruit de ces résolutions préparatoires, je me trouverai moins en état d'être utile ici à Leurs HH. PP. Vous verrez par les deux Copies ci jointes ce que j'ai dit ici sur l'envoi d'une Flotte de Vaisseaux de Guerre Anglois dans la Méditerranée, ce qu'on m'a répondu & ce que j'en ai écrit par la dernière Poste de Madrid, Dimanche dernier, au Commandant de la Flotte de l'Etat dans cette Mer. J'espère que la Régence approuvera mes precautions, & du moins qu'on ne me blâmera pas d'avoir rien fait de moi-même, que je ne dusse faire, puis que ma Lettre à ce Commandant ne contient qu'un avis que je lui donne

apuyé de quelques considérations. Un des Officiers de l'Amirauté par les mains duquel passioient toutes les Dépêches qui concernent les affaires de la Mer, m'a dit qu'il y aura 17. ou 18. Vaisseaux prêts à Toulon sous les ordres de Mr. de *Beaufort*, que le moindre est de 30. pièces de canon presque tous de fonte : voyez sur cela ce que peut entreprendre dans la Méditerranée la Flotte de France jointe à celle de Leurs HH. PP. On paroît craindre beaucoup ici, & il est certain que la jonction ne se peut faire qu'à Toulon, tant parce que c'est-là que les Vaisseaux sont calfeutrez, réparez & ravitaillez, que pour d'autres raisons ; ainsi il me semble qu'on ne peut employer d'autre expédient.

J'ai fait entendre ici par manière de discours, que le Roi pouvoit se charger au moins d'une partie des Vaisseaux que Leurs HH. PP. avoient louez ci-devant & qu'Elles avoient résolu de renvoyer ; mais on est ici fort dur à la desferre sur de pareils Articles, & l'on voudroit que Leurs HH. PP. continuassent à les garder à leur charge. Je suis, &c.

P. S. Les Officiers du secours François, qui écrivent ici à leurs amis remarquent entre autres choses, que de notre côté on est fort mal informé des affaires de l'Ennemi.

Je ne sais si dans l'ordre que Leurs HH. PP. ont réitéré à Mr. *Boreel* & à moi, leur intention est d'exclure le Marquis de *Monponillan*, par l'expression de choisir des Suisses naturels autant qu'il est possible. J'en serois très-

très-faché, tant parce que ce Marquis passe généralement pour un bon Officier, qu'à cause de la recommandation de Mr. de Turenne, à laquelle je fais attention. Je vous prie de me donner sur cela quelques éclaircissemens.

On parle avec éloge du Colonel Oglic; mais c'est un homme de soixante ans & plus. On apprend ici avec plaisir que les Négociations Danoises sont sur un bon pied, & l'on souhaite fort qu'on les termine enfin. Je ne crois pas qu'il seroit impossible d'engager le Roi à contribuer à l'armement de Danemark; mais peut-être sera-ce en retranchant quelque chose du Subside que Leurs HH. PP. prétendent.

A Mr. C. van BEUNINGEN, Ministre
Extraordinaire.

A la Haye le 24. Decembre 1665.

MONSIEUR,

La dernière que je vous ai écrite étoit du 17. J'ai reçu la votre du 18. en son tems, j'y ai vû avec plaisir que l'on commence à comprendre de plus en plus où vous êtes, qu'il seroit avantageux de terminer la Guerre de Munster aussi-tôt qu'il sera possible à des conditions sûres & honorables. Je vous avouerai que pour mon particulier je trouve la chose tellement nécessaire, que s'il étoit arrivé que le Roi de France eût été d'un au-

tre avis pour des raisons particulieres ; je n'aurois pû conseiller que l'on continuât deux Guerres pendant que l'on n'en a que trop d'une seule ; le tems nous apprendra quelle impression feront les bons offices de Mr. *Friquet* qu'il a offerts de lui-même ; mais depuis quelque tems il me semble que l'ardeur est fort ralentie. Mr. *Friquet* assure qu'il a envoyé à l'Empereur les Articles dont on est convenu avec lui, & qu'il en attend une réponse favorable.

Vous devez être assuré, & vous pouvez certifier à qui il apartiendra où vous êtes, que l'on fait tout ce qui est possible pour procurer aux troupes auxiliaires de France & la subsistance & toutes les commoditez qu'elles peuvent desirer. Mrs. les Députez de Gueldres & d'Overysse ont été priez & se sont chargez de coucher quelque chose sur le papier sur ce sujet pour vous être envoyé.

Ce que Mr. d'*Estrades* peut avoir écrit que nous aurions concerté ensemble, roule apparemment sur les forces que l'on doit mettre en Mer de part & d'autre, & les opérations tant de l'Hyver que de la Campagne prochaine ; mais j'ai crû qu'il étoit inutile de vous en rien écrire, puisque nous n'avons pris aucune résolution & que l'on a renvoyé ces dispositions au Printems où l'on se régleroit sur les circonstances d'alors.

Vous aurez appris par la Résolution de Leurs HH. PP. du 16. de ce mois, dans quels termes est l'affaire des Vaisseaux destinez pour la Méditerranée ; je ne sache rien que

je puisse y ajoûter ; mais je tiendrai la main à ce que les 12. Vaisseaux qui y sont destinez partent d'ici à tems pour s'y rendre. Il est à craindre que les Colleges de l'Amirauté en Zeelande & en Frise , n'y puissent fournir leur Contingent , à moins que les Promesses publiques que l'on fait au Roi de France dans la Résolution du 16. ne les engage à le fournir ; c'est pourquoi je croi qu'il sera à propos que vous parliez de tems en tems dans vos Lettres à l'Etat , en recommandant qu'on ne manque point à accomplir cette Promesse , afin que nous ayons ainsi occasion d'exhorter ces Colleges à s'aquiter de leur devoir.

Je crois qu'il ne seroit d'aucune utilité que le Roi de France prêt à son service les Vaisseaux que Leurs HH. PP. congédient ; parce que , autant que je m'en suis informé , ces Vaisseaux ne sont pas en état de servir.

Quant aux levées de Suisses , Leurs N. & G. P. sont fort disposez en faveur des Suisses naturels , ainsi que vous le pourrez voir par leur Résolution du 18. dont je vous envoie Copie ei-jointe.

Leurs HH. PP. se sont conformées à la Résolution de Leurs N. & G. P. au sujet des Differens avec la Suède , & que je vous ai envoyée par ma Lettre du 17. ; mais je ne doute pas que Mr. *Isbrandts* ne soit parti avant de l'avoir reçûe , ainsi qu'on peut le conjecturer de sa derniere Lettre dont voici la Copie.

Après avoir conféré avec quelques - uns des principaux Membres de Leurs N. & G. P. , j'ai fait entendre aux Ministres Danois

qui sont ici, qu'au cas que le Roi leur Maître insistât à équiper 40. Vaisseaux de guerre au lieu de 20., pour sa plus grande sûreté, & pour mieux exécuter les desseins que l'on formeroit pour le bien de la cause commune; je tâcherois d'engager Leurs N. & G. P. à donner les mains à ce que Sa Majesté souhaiteroit, & ainsi lui fournir un Subside double de celui qu'on lui avoit accordé en 1653. pour mettre 20. Vaisseaux en Mer : J'ai même ajouté, qu'en considération de ce que Sa Majesté Danoise ne donne pas à présent un double Subside; mais seulement 6000. hommes au lieu de 4000., l'Etat satisfasse le montant de 2000. hommes, qui va à 96000. Ryxdalders, & ainsi en tout, au lieu de 192000. Ryxdalders de 1653. on lui en payeroit à présent 480000., ou 1200000. florins, pourvu qu'ils voulussent me déclarer qu'ils concluront sur le champ à ces conditions : mais jusqu'à présent je n'ai pu tirer d'eux cette Déclaration quelque satisfactoire que soient ces ouvertures. Ainsi le Roi de France ne doit plus presser les Etats, mais le Roi de Dannemark, ou ses Ministres de terminer cette Négociation, & même d'y contribuer de son côté s'il est nécessaire; d'autant plus que je ne doute pas que Leurs HH. PP. ne consentent à rabattre, en cette considération, une partie des arrérages du Subside dû depuis que la Guerre est déclarée à l'Angleterre.

Je ne fais que penser des affaires de Brandebourg, les Ministres de cet Electeur ont livré ici par écrit quelques Plans si vastes avec tant

de circonstances, qu'il faudra des semaines & même des mois entiers pour sortir de cette Négociation, puis qu'il y a plusieurs Points sur lesquels il faudra écrire au Conseil pour avoir son avis, & le Conseil sera obligé d'en écrire aux Gouverneurs, aux Fermiers, aux Receveurs, &c. des Places que ces Articles concernent. Mais les Commissaires de Leurs HH. PP. pour abréger, proposeront aux Ministres Brandebourgeois les Articles du Traité de 1665. un peu amplifiés, avec toutes les clauses de leur Plan qui sont de quelque importance, & que l'on peut régler sans autres instructions; ils leur remettront en même tems un Projet d'assistance mutuelle & de rupture, par rapport à l'Evêque de Munster conforme, *mutatis mutandis*, au Traité conclû avec les Princes de Lunebourg, & couché à plusieurs égards dans des termes beaucoup plus favorables : mais Mr. *Blaespeil* est parti pour retourner auprès de l'Electeur, & Mrs. *Romswinkel* & *Copes* disent, que faute d'Instructions & d'ordres, ils sont obligez d'envoyer ces Projets à Clèves. Mr. *Blaespeil* m'a dit, avant son départ, que Mr. *Vanc*, que le Roi d'Angleterre avoit envoyé à la Cour de son Altesse Electorale, avoit fait quelques ouvertures secretes qui tendoient à faire entendre, que le Roi son Maître seroit assez disposé à faire la Paix avec Leurs HH. PP. à des conditions honorables, pourvu que la France ne s'en mêlât point. Je lui ai répondu, que nous ne regardions ces sortes d'ouvertures que comme des ressorts que l'on faisoit jouer pour nous détacher de nos Al-

liez, ou pour exciter des soupçons lors qu'on ne pouvoit réussir; & que je croyois qu'après ce qui s'étoit passé, Leurs HH. PP. devoient attendre que l'Angleterre leur fît faire par écrit des Propositions sur lesquelles Elle voudroit traiter de la Paix; & qu'au cas qu'on les trouvât fortables, on les communiqueroit à la France, conformément aux Traitez; si alors il y avoit une rupture déclarée entre la France & l'Angleterre, ou autrement, par principe d'honneur & de raison, puis que la France étoit sur le point de rompre avec l'Angleterre. J'en ai fait part hier à Mr. d'*Estrades*. Faute de tems, je finis & suis, &c.

A Mr. le Conseiller Pensionnaire
JEAN DE WITT.

De Paris le 25. Décembre 1665.

M O N S I E U R ,

Depuis ma dernière du 18., j'ai reçu celle dont vous m'avez honoré en date du 17. du courant.

Je ne doute pas que ce que Leurs HH. PP. ont arrêté dans leur Résolution; que vous m'avez envoyée, pour donner une plus grande satisfaction à la Suède, n'ait tout l'effet que vous en attendez & que la raison demande; mais puis que le Traité d'*Elbing* n'a pû empêcher la Promesse que cette Couronne a faite à l'Angleterre de ne pas assister Leurs HH. PP., je
ne

ne fai si la continuation du même Traité sera de quelque poids pour faciliter en Suède quelque Résolution à notre avantage. Il me paroît qu'on ne pourra y contribuer d'ici qu'en faisant sentir à la Suède l'intérêt qu'elle a d'établir la Paix sur Mer, & à empêcher que les Anglois n'étendent leur domination sur cet élément, & en employant toute sorte de bons offices, & même quelque somme d'argent. Si dans le tems qu'on fait à Stokholm de si grandes plaintes contre le Roi de France, & contre Leurs HH. PP., directement même à Mr. *Terlon* & à Mr. *Isbrandts*, on fait partir un Ambassadeur pour cette Cour-ci, n'est-ce pas bien une preuve que ces plaintes tendent moins à rompre les Négociations qu'à obtenir tout ce que l'on veut? Or puis que Mr. de *Pomponne* a ordre, ainsi que me l'a dit Mr. de *Lionne*, d'offrir de gros Subsidés au Roi de Suède s'il veut se déclarer contre l'Angleterre & armer seulement 12. Vaisseaux de guerre; je ne desespere pas qu'il ne réussisse, d'autant plus, que tous les intérêts de la Suède parlent tellement en notre faveur, que pour peu que l'on agisse sans passion, les choses ne peuvent manquer de nous être favorables. J'en ai parlé dans ces termes fort long tems & d'une manière très-circonspectée à Mr. de *Pomponne*, & j'ai employé tout ce dont je m'étois servi pour animer ces Messieurs-ci, quoi que cela ne fût pas fort nécessaire, parce qu'ils sont d'eux-mêmes dans de très bonnes dispositions.

Mr. de *Lionne* a été très-content de ce que vous me marquez s'être passé entre vous

& l'Envoyé de l'Empereur au sujet des affaires de *Munster*; sur tout, dit-il, parce que cette maniere de négocier pourroit aisément brouiller l'Empereur avec le Roi d'Angleterre, & peut-être même avec l'Evêque de *Munster*, & s'il veut biaiser, avec plusieurs Princes qui veulent la Paix. Ce Seigneur m'a dit, qu'il se serviroit de ce que je lui ai communiqué pour faire dissiper à Ratisbonne par Mr. de *Granville*, toutes les machinations qui ne sont appuyées que sur les fondemens dont je parle dans ma Lettre ci-jointe: mais je lui ai fait considérer que la Regence ne s'étoit pas encore expliquée sur ceci, & qu'ainsi il falloit agir avec circonspection, & qu'il suffisoit que le Roi fît paroître ses dispositions à porter Leurs HH. PP. à la moderation.

Quoi que vous m'écriviez contre les plaintes que l'on fait, de ce que les Troupes auxiliaires de France ne sont pas bien traitées, elles ne cessent cependant point; mais ce qui me met en repos, c'est que Mr. de *Turenne* m'a assuré que le Roi n'y ajoûtoit foi que de la bonne maniere; mais tous nos Amis recommandent fort que l'on ait grand soin de ces Troupes, à cause du bon effet que cela peut faire ici.

On est fort content ici, comme vous pouvez croire, de la condescendance avec laquelle Leurs HH. PP. agissent pour mettre le Dannemark dans leur Parti: mais on croit qu'on ne devoit pas seulement faire en sorte que cette Couronne armât, ainsi que l'on a fait en 1653., mais l'engager à joindre ses
armes

armes à celles de l'Etat & de la France; & de plus, qu'en ne donnant que deux cens mille Ryxdalders, ce n'est pas pour faire un fort grand armement; c'est pourquoi l'on doit un peu plus ouvrir la bourse. Je profitai de l'occasion pour représenter qu'on devroit aussi de ce côté-ci un peu ouvrir la bourse pour augmenter cet armement & engager Sa Majesté Danoise à une rupture; que c'étoit le moyen de prêcher d'exemple à Leurs HH. PP. & de les encourager à faire quelque effort. On me répondit que cette affaire regardoit Leurs HH. PP., & qu'ici on n'épargneroit point l'argent par rapport à la Suède, & qu'en vain on voudroit faire agir le Dannemark si l'on n'engageoit pas la Suède contre l'Angleterre. Si j'avois ordre d'offrir pour cet effet une partie des Subsidés que Leurs HH. PP. ont à prétendre, cela pourroit, peut-être, avoir quelque succès, quoi que jusqu'à présent on ne veuille pas en entendre parler; mais on n'allegue que de foibles raisons que je tâche de détruire doucement & peu à peu.

La Liste des Vaisseaux de guerre ci-jointe m'a été donnée par un Officier de l'Amirauté qui ne peut guère s'y tromper, & un Capitaine de Vaisseau m'a confirmé qu'elle étoit juste; néanmoins je m'en informerai encore.

Autant que j'ai pû juger de quelques discours que m'a tenu le Comte de *Furtemberg*, par rapport à l'affaire de Rhinberg, il me paroît qu'il auroit envie de faire quelque Proposition pour ajuster le différent qui est à cet égard entre Leurs HH. PP. & le Duc de Neubourg, en cedant Rhinberg & son Bail-
liage

liage à Leurs HH. PP. moyennant un équivalent qui consisteroit peut-être en ceci ; savoir, que Leurs HH. PP. cederoient à Neubourg quelques Terres, & celui-ci quelque autre à Cologne. On est terriblement indisposé en Allemagne contre Leurs HH. PP., parce, dit-on, qu'il y a plusieurs Princes Allemands qui s'imaginent en être méprisés ; & ce Comte & d'autres m'ont dit, que si la France en se déclarant pour Leurs HH. PP. ne l'avoient empêché, il y avoit un tiers de l'Allemagne qui se seroit déclaré contr'Elles.

J'ai crû que la Lettre de Mr. le Greffier pour s'informer des qualitez personnelles de Mrs. *Efchar & Gbie*, Seigneur d'*Odanger*, m'étoit adressée ; mais j'ai vû depuis qu'elle est pour Mr. *Boreel* en particulier, ainsi il aura soin d'y répondre. J'ai appris néanmoins que ce Mr. *Efchar* qui demeure à Zurich est originaire du Palatinat, & qu'il a servi les Venitiens avec honneur ; mais qu'il est âgé de 70. ans, & nullement en état de servir longtems : Mr. *Gbie*, Seigneur d'*Odanger*, a servi ici avec reputation ; c'est un homme de 64. à 65. ans, mais sain & vigoureux, à ce que l'on m'a dit, riche & sans enfans, & qui auroit encore envie de servir. Je vous prie de me mander ce que la Regence a dit lors qu'on a proposé le Chevalier de *Rohan*, & s'il n'y a rien à faire pour le Marquis de *Monponillan*, ce que je souhaiterois fort néanmoins, à cause de la recommandation de Mr. de *Turenne*. Je vous prie que ce que je dis de ces Colonels soit entre nous ; car puis que c'est Monsieur *Boreel* qu'on a chargé de
cela,

eela, meam operam & studium nulli obtrudere volo. Je suis, &c.

P. S. Je ne sai pourquoi les Députés de l'Amirauté sont d'avis qu'il n'est pas encore tems de parler & de concerter avec la France, touchant la sûreté des Colonies des deux Nations dans les Isles de l'Amerique; ce délai devroit venir de la part de la France, mais non pas de la nôtre.

Les Anglois qui sont ici veulent faire croire qu'ils sont sur le point de conclure avec le Dannemark.

A Mr. C. van BEUNINGEN, Ministre
Extraordinaire.

A la Haye le 31. Décembre 1665.

MONSIEUR,

J'ai reçu en son tems votre Lettre du 25. de ce mois; ma dernière étoit du 24. Nous n'avons pas entendu parler de Mr. *Friquet* depuis ce tems-là, peut-être attend-t-il la réponse de l'Empereur qu'il n'aura pas encore reçue; mais je crains que la nouvelle que vous apprendrez par les Lettres ci-jointes des Députés à l'Armée, que notre Armée est entrée en garnison, n'avance pas ces affaires-là. Je ne trouve aucun inconvenient à ce que la Cour de France se serve de ce que je vous ai marqué de ma Conference avec Mr. *Friquet*, pour détruire toutes les mauvaises machi-

machinations dans l'Empire; & quoi que cette Conférence n'ait été que particuliere entre Mr. *Friquet* & moi, vous pouvez être assuré que si la chose peut s'exécuter de cette maniere, la Regence ne manquera pas d'y donner les mains. Mrs. les Députez à l'Armée étant de retour, ont fait hier leur rapport dans l'Assemblée de Leurs HH. PP.; on peut en conclure ainsi que de leurs dernieres Lettres à quelques autres, que tous les Généraux ont fait paroître beaucoup de lenteur & même de mauvaise volonté, & que l'on en doit sur tout accuser le Prince *Maurice de Nassaw*, puis qu'il étoit chargé du Commandement en Chef, & que tous les autres devoient lui obéir; mais il est d'autant plus excusable, qu'il a manqué moins par méchanceté que par foiblesse & trop debonté. Mr. *Pradel* & presque tous les Officiers François, ont persuadé au Prince *Maurice*, au *Rhingrave*, & à quelques autres Officiers de l'Etat, en alleguant contre la vérité, qu'on manquoit de tout, & qu'il étoit impossible de tenir la Campagne, d'envoyer les Troupes en garnison contre le sentiment de Mrs. les Députez de Leurs HH. PP. Il est à remarquer, que Mr. *Pradel* insista particulièrement avec tant d'animosité, sur ce qu'on manquoit de fourage pour les chevaux, qu'il déclara qu'il casseroit plutôt la tête à ceux qui étoient sous ses ordres, que de rester encore vingt-quatre heures en Campagne. Cependant, après que la résolution fut prise de rompre l'Armée, il est resté non seulement 24. heures, mais plus de deux fois 24. heures dans le même

même quartier sans aucune nécessité; & même les Députés de Leurs HH. PP. passant devant son quartier trouverent qu'on s'y divertissoit fort bien, & que ni les chevaux, ni les hommes ne manquoient de rien. On ne fait que conjecturer d'une pareille conduite, & les Princes de *Lunebourg* en sont fort allarmés: Mr. *Muller* Envoyé de ces Princes, a demandé hier qu'on lui donnât des Commissaires sur ce sujet. Mr. d'*Estrades* en a aussi demandé le même jour, pour leur faire part d'une Lettre de Mr. de *Lionne*, qu'il a reçûe par la dernière Poste, & qui contient amplement le sentiment du Roi, par rapport aux Troupes que Sa Majesté juge devoir rester en Campagne, pour causer à l'Evêque tout le tort qu'il seroit possible. Je vous avouë que je ne sais comment accorder cette Lettre avec ce que vous avez écrit par les deux dernières Postes, que l'on se plaignoit à la Cour qu'on exigeoit ici l'impossible des Troupes du Roi, & qu'on ne doit pas ainsi les abîmer; joint à cela l'animosité avec laquelle Mr. *Pradel* a demandé & obtenu que l'Armée décampât. Faites-moi le plaisir de me mander votre sentiment sur ceci.

Vous aurez vû sans doute par ma dernière jusqu'où on s'est relâché avec les Ministres Danois; je crois que l'affaire doit se conclure à ces conditions; cependant, il me semble que Mrs. *Clingenberg* & *Charisius* attendent de nouveaux Ordres de leur Maître. Vous pouvez en toute sûreté faire entendre où vous êtes, que si Sa Majesté Très-Chrétienne vouloit consentir à accorder quelque

Subside

Subside au Roi de Dannemark, Leurs HH. PP. consentiront qu'on le rabatte des sommes que la France leur doit pour les arrérages du secours; car j'ai remarqué qu'il ne sera pas difficile d'obtenir sur cela le consentement de la Regence.

Vous aurez pû voir par une des annexes de ma dernière, de quelle maniere Leurs N. & G. P. ont reçu la Proposition qu'on leur a faite de Mr. de *Roban*; permettez-moi de vous y renvoyer, tant à cet égard, que pour ce qui concerne le Marquis de *Monponillan*.

Les Ministres de *Brandebourg* qui sont ici ont envoyé à Cleves jeudi passé 24. de ce mois, les Propositions de la Regence pour renouveler l'Alliance avec l'Eleûteur, & par raport à son secours contre l'Evêque de *Munster*, ou à une rupture avec ce Prince. Je finis avec précipitation, & suis & serai, &c.

A Mr. le Conseiller Pensionnaire
JEAN DE WITT.

De Paris le 1. Janvier 1666.

MONSIEUR,

Aussi-tôt que j'eus communiqué ici ce que vous m'avez écrit, que vous avez concerté avec l'Envoyé de l'Empereur touchant la Paix avec l'Evêque de *Munster*, le Roi a écrit à son Ambassadeur à Ratisbonne qu'il dispo-

disposeroit les Etats Généraux à consentir à ces conditions: je n'en ai rien sçu qu'après que la chose fut faite, & pour certaines raisons cela ne m'a pas fait plaisir; néanmoins, c'est une preuve que cette affaire ne trouvera aucune opposition de ce côté-ci, & même qu'elle y est agréable: quoi qu'il en soit, il ne seroit pas mal que l'Empereur crût le contraire; il en seroit d'autant plus prompt à se déclarer pour un expédient qu'il s'imagineroit désagréable au Roi de France. C'est là une des raisons pourquoi ce qu'on a écrit à Ratisbonne ne m'a point plu.

On ne se plaint pas tant que Leurs HH. PP. ayent manqué à pourvoir aux besoins des troupes Françoises, que de ce que leurs ordres ne sont pas exécutez, soit par la négligence de ceux qui en sont chargez, ou faute de moyens de les faire exécuter comme ils devroient l'être: on m'avoit bien dit au commencement que l'on y manquoit par malice; mais depuis on ne m'en a plus parlé: je recevrai avec plaisir les Informations de Mrs. les Députez de Gueldres & d'Overyssel sur ce sujet; car il vaut mieux répondre à ces plaintes en faisant voir ce que l'Etat a fait pour la subsistance de ces troupes, qu'en alléguant les desordres qu'elles ont commis.

Je vous prie de faire attention dans ma Lettre ci-jointe à ce que Mr. *Colbert* m'a dit, que le Memoire * envoyé à Mr. d'*Estrades*

* Ce Mémoire est dans les Lettres d'*Estrades*, Tom. III, Lettre du 8. Janvier 1666.

trades pour concerter sur quelques opérations militaires, a été en Angleterre avant qu'on y eût reçu réponse ici. Je ne sai si le Paquet n'auroit pas été ouvert dans les Païs-Bas, ou si ce n'est pas une simple conjecture, qui auroit été écrite d'Angleterre, & qui se fera trouvée d'accord avec quelque particularité de ce Mémoire; d'autant plus encore, que les Mémoires que j'ai présentez ici sur la manière de continuer la Guerre avec les forces communes, s'accordent à différens égards avec celui qu'on a envoyé à Mr. d'*Estrades*, & que les Ambassadeurs de France en Angleterre s'en sont servis comme de moyens pour faire sentir à Sa Majesté Britannique, ce qu'elle avoit à craindre. Si ce n'est ni l'une, ni l'autre de ces deux choses, on doit soigneusement examiner, tant de la part de Mr. d'*Estrades*, que de la votre, entre les mains de qui ce Mémoire aura été, pour decouvrir comment il est parvenu entre les mains des Anglois. J'en ai parlé en général dans ma Lettre à Mr. le Greffier; mais il n'y a rien du principal de ce Mémoire.

Leurs HH. PP. ne pourroient-elles donc pas, dans de pareilles occasions, autoriser un petit nombre de Députés, ainsi qu'on a fait l'année passée, pour concerter avec cette Couronne-ci les opérations de la Campagne? Il faut se servir de ce moyen, ou de quelque autre semblable, si l'on ne veut manquer plus d'une affaire importante, & en voir d'autres échouer qui pourroient réussir.

J'ai écrit dans ma dernière ce que je pense
de

de la Résolution de Leurs HH. PP. du 16., sur l'ordre de la jonction de leurs Vaisseaux dans la Méditerranée avec ceux du Roi. Je croi que ce que j'en ai dit alors est fondé en raisons. Il court ici un bruit, que les Anglois n'envoieront pas 15. mais 20. & même 25. Vaisseaux de Guerre dans la Méditerranée; mais je ne fai ce qui y a donné lieu; car depuis le depart des Ambassadeurs on n'a point de nouvelles certaines d'Angleterre, ce qui me fait souhaiter de plus en plus que Leurs HH. PP., ou plutôt Leurs N. & G. P., établissent une bonne correspondance en Angleterre.

Mr. *Colbert* m'a communiqué hier ses considérations sur l'Etat où est la Flotte du Roi dans la Méditerranée, & sur ce qu'il y aura à observer dans les ordres qu'on y donnera. Il m'a dit, que s'il n'y a qu'à nettoyer & à ravitailler les Vaisseaux, ils pourront être prêts vers la moitié de ce mois; mais qu'il faudra radoubler ceux qui sont à la Rochelle & y faire d'autres réparations qui demandent plus de tems. Je crois que la Flotte qui a été en Mer sous les ordres de Mr. de *Beaufort* sera nettoyée & ravitaillée & pourra mettre en Mer à la mi-Janvier; mais je suis informé qu'alors les 18. ou 20. Vaisseaux ne pourront être prêts. Il est aussi fort incertain que le Commandeur *Verburgh* soit alors à Toulon; & quand il y seroit, s'il se trouveroit en état de faire voile vers le Ponant. On me demande sur cela quel étoit mon sentiment par rapport à la Flotte, & s'il falloit qu'elle mît en Mer, je repondis, comme

me de moi-même, que je croyois qu'il valoit mieux différer de quelques jours, & mettre les Vaisseaux en état de servir sans interruption, plutôt que de les faire partir à moitié en ordre. Que mon sentiment étoit aussi, que cette Flotte, ou du moins la plus grande partie, devoit faire voile vers le Ponant, pour plusieurs raisons que j'alléguai; mais qu'il falloit être instruit des desseins des Anglois avant de régler le nombre, & si l'on se sépareroit des Galères, ou si on ne les quitteroit pas; qu'il seroit bon d'en écrire à Mr. d'Estrades, afin qu'on prît des mesures sur cela. Mais puis que Leurs HH. PP. ne fournissent pour leur part que cinq Vaisseaux passablement montez, je crois qu'on pourroit charger deux ou trois personnes de la Régence, ou de l'Amirauté d'Amsterdam, de régler toutes choses à cet égard avec leur communication; ou même de s'en remettre à moi en me donnant des instructions qui pourroient être agréables ici, dressées par quelques Députez seulement & qui tendissent à l'avantage commun. Si nous voulions nous laisser un peu conduire par ces Messieurs-ci, nous avancerions beaucoup plus que nous ne nous imaginons; mais si nous témoignons quelque défiance, ou si nous voulons chicaner, nous gâterons tout: j'ai eu plus d'une occasion de connoître le genie de cette Cour-ci; j'en parle par expérience.

Si Leurs N. & G. P., & par conséquent les autres Provinces dans la Généralité, prétendent que dans les levées des Suisses, on ne doit s'écarter que peu ou point de la forme,
de

de l'ordre & de la discipline qui sont en usage par rapport aux troupes de l'Etat; & qu'on n'y doit faire aucun changement essentiel, il est inutile de penser à faire des Levées en Suisse, autant que j'en puis juger par les avis que j'en ai, ou il faut que l'on ait à la Haye des informations toutes différentes des miennes. Autrement il faudroit qu'on ne regardât pas comme un changement essentiel qu'un seul Capitaine ait une Compagnie de cent hommes; qu'il pût faire des accords avec les Soldats pour un terme aussi long qu'il seroit possible; que la solde de chaque homme fût un tiers plus forte que celle des autres Nations; & qu'ensuite on fît des capitulations pour regler sur quel pied ils serviroient & contre qui: ils sont si exacts à observer ces Capitulations au pied de la lettre, que l'on a vu dans ce Royaume deux Regimens Suisses refuser d'entrer dans l'Empire avec le reste de l'Armée, & il a été impossible de les y engager, ni par promesses, ni par menaces. Il est bien vrai qu'il y a des gens qui croient que l'on pourroit trouver quelque milieu en ceci; mais il y en a d'autres qui croient que non. Il y en a qui croient que Leurs HH. PP. pouront avoir les soldats pour six Rixdalders le petit mois, & même moins, d'autres croient qu'il faudra en donner sept, les Officiers y compris. J'ai trouvé aussi des gens qui disent, que quand on peut avoir d'autre bonne Infanterie, on ne doit pas faire tant de cas de celle des Suisses; & que s'ils ont ici tant de réputation, c'est parce que c'est

un vieux Corps de cette Nation qui reste toujours sur pied, & que généralement toutes les vieilles troupes sont composées de bons soldats.

J'ai appris avec plaisir, que Leurs HH. PP. ont suivi l'avis de la Province de Hollande, par rapport aux différens avec la Suède, & je me flatte que tout le pis qui nous arrivera de ce côté-là sera qu'on restera neutre; c'est aussi l'opinion des Ministres ici. Mr. de *Turenne* m'a dit que le Secrétaire de Suède qui lui fait régulièrement sa Cour, persiste à assurer que cette Couronne n'entreprendra rien contre Leurs HH. PP., & ne se separera pas de la France. Il est vrai qu'il y a une certaine jalousie entre la Suède & le Dannemark, qui rendra celle-là difficile si l'on conclut avec celle-ci; mais à moins qu'elle ne voulût prendre entièrement le Parti de la Maison d'Autriche, jamais elle ne se liguera avec l'Angleterre seule contre la France.

J'ai fait part ici des propositions que vous avez encore faites de nouveau à Mr. *Clingenberg*, avec la participation de quelques Membres de la Regence, & j'ai fait voir en expliquant en peu de mots l'état de nos affaires, que si l'on conclut à ces conditions, l'Etat fait beaucoup plus qu'on ne pouroit en attendre avec raison. D'un autre côté, j'ai fait voir qu'avec tout cela on n'étoit pas encore assuré du Dannemark, sur tout pour un armement de 40. Vaisseaux, & que si l'on veut que cette affaire ne traîne pas davantage, il ne reste plus qu'à mettre aussi la main à la bourse de ce côté-ci; qu'en ce cas Leurs HH. PP. pourroient

roient consentir qu'une partie de ce que Sa Majesté donneroit au Roi de Dannemark fût défalqué des Subsidés qui leur sont dûs. J'ai fait comprendre que le Voyage de *Zeeſtet* en Angleterre pouroit avoir des suites, ce qui m'a donné occasion de donner une idée de son génie & de son inclination. J'ai parlé aussi de l'insulte que le Ministre d'Angleterre a faite au Roi de Dannemark, en le menaçant de lui déclarer la Guerre s'il n'arrêtoit point les Vaisseaux de la Compagnie des Indes de ses Alliez, & autres choses semblables; j'ai aussi remontré non seulement qu'il est clair que l'on doit les Subsidés; mais même qu'on ne peut les refuser pour ne pas donner un exemple dont on pouroit se servir en suite pour éviter pendant un an entier d'en venir à une rupture. Je puis vous assurer que tout ceci m'a paru faire impression sur Mr. de *Turenne* & sur Mr. de *Lionne*.

Mr. *Colbert* comprend combien il est important de gagner le Dannemark, & qu'il ne faut rien épargner pour en venir à bout: mais qu'il suffit que le Roi de France envoie à Leurs HH. PP. un secours considérable de troupes par terre, un autre par mer, & qu'il entre en Guerre avec un si puissant Roi: qu'il employe toutes les forces de son Royaume, & même qu'il les augmente considérablement en faisant bâtir de nouveaux Vaisseaux & en louant d'autres: Que par rapport aux Subsidés on doit se souvenir de ce qu'on a déjà allégué avec raison, que la Guerre a été commencée hors de l'Europe; mais qu'après tout on parlera bien des Subsidés ci-

M 2

après;

après; qu'il n'y a absolument plus de Commerce dans le Royaume, & que le Roi étant obligé d'armer par mer & par terre en faveur de Leurs HH. PP., voyoit ses droits d'entrée & autres revenus absolument ruinez, & qu'on ne devoit rien exiger de plus de Sa Majesté: Qu'à la vérité Leurs HH. PP. se voyent bien des affaires sur les bras, mais que la Guerre ne peut les apauvrir, puis que l'argent reste dans leur país, & que leur Commerce qui continuë, leur raporte plus qu'ils n'ont perdu. Il ajoûtoit plusieurs autres remarques sur les differens avantages de Leurs HH. PP., mais qui ne concluoient rien d'avantageux pour nos prétensions. Je lui répondis, qu'à la vérité il paroissoit que cette Guerre étoit l'affaire principale de Leurs HH. PP.; mais que dans le fond c'étoit une affaire commune, si l'on vouloit rechercher la source de la Guerre dans l'intention des Anglois; qu'aussi Leurs HH. PP. faisoient-Elles de leur côté bien plus de dépenses que le Roi, puis qu'outre le Subside en argent comptant Elles offroient encore de quitter une somme de onze mille écus, ainsi que je l'avois déclaré; qu'outre cela il falloit encore penser à ce dont Elles étoient chargées par rapport au Duc de Lunebourg & à ce qu'Elles offroient à l'Electeur de Brandebourg, ce qui les accabloient tellement qu'Elles pourroient bien se trouver hors d'état de continuer la Guerre sur ce pied-là, si Elles ne trouvoient du secours auprès d'un aussi puissant Roi leur Allié: que la raison est toute entière pour Leurs HH. PP., lors qu'Elles demandent le Subside, &
que

que si l'on y pouvoit objecter, pour prétexter un refus, que la Guerre a été commencée hors de l'Europe, il seroit aisé de conduire toujours les choses de manière, que de pareils pretextes ne manqueroient pas. Qu'après tout il n'y avoit aucun engagement qui obligeât Leurs HH. PP. à faire de si grosses dépenses, pour gagner le Danneimark & lui faire prendre les armes: qu'il n'y a que la prudence qui le demande, & par conséquent autant du Roi que de Leurs HH. PP. Nous avons été deux fois cette semaine en Conférence assez long-tems sur ce sujet, & nous nous sommes toujours séparés sans aigreur; mais les dernières paroles de ce Ministre étoient toujours, il faut que Leurs HH. PP. se chargent de tout cela; & les miennes, qu'il ne falloit pas s'y attendre, puis qu'il étoit raisonnable que Sa Majesté y contribuât de son côté; ce que je priois son Excellence de vouloir obtenir d'Elle. Il faut, qu'en faisant sentir à Mr. d'Estrades l'impossibilité où nous sommes d'entrer dans toutes ces dépenses, vous tentiez de découvrir s'il n'auroit pas des ordres plus favorables, & que vous m'écriviez une Lettre dans ce sens, afin qu'en la montrant ici je les engage à prendre une dernière Résolution; ou bien il faudroit que vous tâchassiez d'obtenir, que si la France vouloit s'en charger, on consentît à déduire une somme encore plus considérable, du Subside qui est dû à la République; fondé toujours sur l'impossibilité de faire davantage.

Il faudroit aussi penser à ne pas demander qu'on équipât plus de Vaisseaux qu'on en

peut équiper pour la somme que l'on accorde, & qu'on en peut armer en Dannemark, ce qui me paroît ne pouvoir aller jusqu'à quarante; on ne pût y en équiper trente pendant la dernière Guerre, encore en avoit-on loué trois équipes en Hollande; en diminuant ainsi le nombre des Vaisseaux on facilitera l'accord. Le Résident de Dannemark en cette Cour-ci soutient que les sommes que la République quitte à son Maître ne sont pas une gratification, mais une simple compensation de ses prétentions. On me fait ici cette objection; mais je répond, que l'on doit se souvenir combien sont mal fondées ces prétentions des Danois, ce que l'on fait assez ici, & ensuite juger si Leurs Hautes Puissances lui remettent ces dettes ou non.

J'espère que la Négociation avec le Brandebourg réussira. On peut bien faire traîner la Négociation, puis que voila l'Hyver, car ce sera autant de tems gagné que nous ne payerons point: outre qu'il ne paroît pas que nos affaires puissent en souffrir.

Il faut que l'Angleterre s'imagine que notre Etat soit bien malade, puis qu'elle entreprend de nous tenter par des Propositions de traiter sans la France. J'ai communiqué ici ce que Mr. *Vane* a proposé sur cela à la Cour de Brandebourg, ce que les Ministres de Brandebourg vous en ont dit, & la réponse que vous leur avez faite, & qui doit satisfaire. Je ne puis vous exprimer les monstrueux bruits que l'on fait courir de tous côtes pour mettre de la défiance entre le Roi & Leurs HH. PP. Dieu veuille nous donner
l'union

l'union & la sagesse pour éviter les écueils ; avec son aide nous surmonteront tout. Il me semble que l'on prend ici les choses à cœur de plus en plus.

Il y a deux Vaisseaux Anglois sur la rade de Marseille, s'ils s'y arrêtent encore quelques jours, ils pourroient bien n'être pas libres d'en partir.

Je soupçonne fort que mon dernier Paquet aura été ouvert dans les Pais-Bas ; si vous le jugez à propos, vous pouriez m'adresser vos Lettres un peu importantes sous le simple couvert de Jacob van Campen mon premier Clerc, qui me les fera tenir sûrement : vous pouriez alors m'adresser, avec trois mots seulement, les Pièces annexes quand elles ne seroient pas de la dernière importance. Je vous souhaite toute sorte de prospérité dans cette nouvelle année, & que la Patrie puisse encore jouir long-tems de vos importans services. Je suis, &c.

P. S. On me demande ici quel est le nombre des Vaisseaux que Leurs HH. PP. ont encore dans la Méditerranée, de quel port, & combien d'hommes il y a sur chacun.

J'apprends avec un étonnement qui m'inquiète beaucoup, ce que Mr. le Résident la *Maire* m'écrit, que l'Envoyé *Talbot* avoit déclaré au Roi de Dannemark, que le Roi son Maître romproit avec lui, s'il laissoit partir les Vaisseaux des Indes, qui sur cela ont été arrêtez, par la crainte que l'on a de l'Angleterre ; qu'aussi-tôt on a donné ordre à

M 4.

Mr.

Mr. Zeeftet de se rendre en Angleterre, sans communiquer ni ici, ni en Hollande, les ordres qu'on lui a donnez. Les Anglois font courir le bruit ici, que 40. de leurs Vaisseaux vont mettre à la voile pour une Expédition secrète. Je n'ose écouter sur cela mes soupçons: mais de quelque manière que je considère cette nouvelle, elle m'effraye. L'Envoyé de Portugal qui est ici *incognito*, a dit, que son Maître suivroit les avis du Roi d'Angleterre pour faire, ou ne pas faire la Paix, ou une Trêve. Cela seroit important si cela étoit vrai; l'Abbé *Briseis* est parti d'ici il y a quelques jours pour le Portugal, pour retenir ce Royaume dans les Intérêts de cette Couronne-ci.

A Mr. C. van BEUNINGEN, Ministre
Extraordinaire.

A la Haye le 7. Janvier 1666.

M O N S I E U R ,

Depuis ma dernière qui étoit du 31. du passé, j'ai reçu la votre du 1. de ce mois. J'ai eu hier une longue Conférence avec Mr. d'*Estrades* sur les principaux points qu'elle contient; & en confrontant les avis qu'il a reçus avec ce que vous me marquez, nous sommes tombez d'accord que ce Mémoire divulgué en Angleterre ne peut être autre chose que celui qu'il a présenté à Leurs HH. PP., & non celui qu'on lui a envoyé de la Cour touchant les desseins de cette Guerre; en sorte qu'il faut que Mr. *Colbert* ait pris l'un pour l'autre. Quant

Quant à ce qui regarde la Méditerranée, je ne crois pas, vû l'état de la Flotte du Roi de France & celui des Vaisseaux de Guerre de la République, qu'on y puisse rien entreprendre avant le Printems; & l'on aura soin que les douze Vaisseaux que l'on doit y envoyer d'ici, y soient alors à tems & bien armez; je vous prie d'y contribuer en touchant cette corde de tems en tems dans vos Lettres, de la maniere que je vous l'ai marqué ci-devant.

Mr. l'Envoyé *Clingenberg* persiste à demander quinze cens mille florins; & Mr. d'*Estrades* m'a fort pressé sur cet Article: mais je vous proteste que l'Etat se trouve déjà si accablé de dépenses, que nous ne pourrions y satisfaire quand même nous le promettrions: il est à craindre que quelques-unes des troupes nouvellement levées ne desertent faute de payement; la même chose est à craindre pour les troupes de Lunebourg. Si l'on promet des sommes si excessives au Roi de Dannemark & à l'Electeur de Brandebourg, sans pouvoir ensuite les payer, qu'en arrivera-t-il? Ils se serviront des Flottes qu'ils auront mis en Mer, avec l'argent de l'Etat, & des troupes qu'ils auront levées de même, pour obtenir de l'Ennemi de meilleures conditions, & ensuite ils les employeront à la ruine même de la République. Il faut que chacun fasse ses comptes, & nous avons déjà accordé à ces Princes au de-là de notre pouvoir, à la sollicitation de la France: Dieu veuille que quand il en faudra venir à l'exécution, ce ne soit pas à no-

tre defavantage. Je vous avouë que je ne puis comprendre pourquoi Sa Majesté presse avec tant d'instance l'Etat de conclure ce Traité avec le Roi de Dannemark, Traité à la vérité très-important pour la cause commune, & que Sa Majesté ne puisse consentir pour presser cette conclusion, de s'engager à payer à Leurs HH. PP., ou au Roi de Dannemark, en déduction, une partie de ce qu'Elle leur doit si justement ; il n'y a raison qui tienne contre l'impossible : & il est hors de doute que nous sommes surchargés beaucoup au de-là de ce que nous pouvons porter ; ainsi il me semble qu'il n'est pas raisonnable de vouloir forcer Leurs HH. PP. à promettre ce qu'Elles ne doivent pas, pour ne pouvoir payer après qu'Elles auront promis ; pendant qu'on refuse de satisfaire, pour terminer cette affaire, à ce que l'on doit conformément aux Obligations que l'on a contractées, & dont l'on peut aisément s'aquiter. Ce sera un malheur si cela est cause qu'une affaire si importante reste imparfaite ; quant à nous, nous n'aurons rien à nous reprocher, puis que nous avons offert plus qu'on ne pouvoit raisonnablement nous demander, & même plus que nous ne sommes en état de tenir suivant toutes les aparences.

On a inutilement pressé plusieurs fois les Ministres Danois de conclure sur l'offre de douze cens mille florins, leur promettant encore que l'on céderoit, outre cela au Dannemark, la moitié de ce que la France doit à la République, & qu'on se joindroit en France aux Ministres Danois pour y faire agréer

agréer cette condition , & en même tems on consentit à réduire le nombre de 40. Vaisseaux à trente , & même moins, puis qu'on avoit plusieurs raisons de croire que l'on pouvoit être à présent plus en sûreté qu'en 1653. avec ce nombre de Vaisseaux.

Puis que vous avez quelque soupçon que votre Paquet ait été ouvert dans les Pais-Bas, j'aurai soin à l'avenir de vous écrire en chiffres les affaires les plus importantes, puis que c'est le plus sûr moyen de ne rien hazarder.

Je ne sai quel est le port, ni l'équipage des Vaisseaux de l'Etat qui sont restez dans la Méditerranée: j'en aurois pû écrire à l'Amirauté d'Amsterdam, mais j'ai crû que ce n'étoit pas la peine, puis que ces Vaisseaux ne peuvent rester dans cette Mer jusqu'à ce que les Vaisseaux des François soient en état d'entreprendre quelque chose de concert.

L'affaire de Brandebourg & les ouvertures que Mr. *Friquet* avoit faites sont encore dans les mêmes termes: néanmoins les Ministres Brandebourgeois ont reçu de nouveaux ordres de leur Cour, qu'ils doivent communiquer à des Commissaires de Leurs HH. PP.; à en juger par ce qui m'en a été dit dans une visite particulière, il n'y a point d'apparence qu'ils soient suffisans pour terminer cette Négociation, à moins qu'ils n'ayent quelque autre instruction secrète. Je finis en vous assurant que je suis, &c.

A Mr. le Conseiller Pensionnaire
JEAN DE WITT.

De Paris le 8. Janvier 1666.

MONSIEUR,

La dernière que j'ai eu l'honneur de vous écrire étoit du 1. de ce mois; j'ai reçu en son tems la votre du 31. du passé.

J'apprends avec chagrin les disputes qu'il y a eu entre les Députés de Leurs Hautes Puissances & les Officiers Généraux de l'Armée, sur l'emploi de la même Armée; mais sur tout que ces disputes sont devenues publiques, ainsi que j'en ai été informé, & que les discours que l'on tient sur ce sujet sont cause de l'aigreur qui est entre les Politiques & les Militaires, & sur tout par raport aux Officiers du secours François: il me semble qu'on devroit sagement & avec modération, supprimer ces choses autant qu'il est possible. Je conçois bien, & l'on est fort persuadé ici, que Leurs HH. PP. & leurs Députés ont eu de fortes raisons, tant à cause de ce qui avoit été concerté avec les Princes de Lunebourg, que pour d'autres motifs, d'insister à ce que l'Armée reste encore en Campagne & en action; j'ai remarqué ici, tant par ce qui m'en a été dit, qu'en réfléchissant sur les vûes de cette Cour-ci dans la Guerre de Munster, qu'on l'auroit aussi fort souhaité ici, pourvu qu'il y eût quelque aparence d'en tirer de l'avantage, & que les troupes n'en eussent pas trop

trop souffert. On defere fort ici sur ce dernier article au sentiment des Officiers Généraux, & l'on dit qu'ils sont tous tombez d'accord qu'il n'étoit pas possible de rien entreprendre de cette année, & qu'il étoit plus que tems de mettre les Troupes en quartier d'hiver. On a ici des Relations où l'on voit les raisons sur lesquelles leur sentiment étoit apuyé, raisons auxquelles il n'y a rien à repliquer selon quelques-uns : mais comme il n'y a pas de raison qui n'ait sa contre-raison, sur tout lors qu'on n'est pas bien d'accord sur le fait ; le sentiment commun ici est, que les Militaires ont raison ; mais il s'en trouve beaucoup aussi qui ont la discretion d'avouer, que Leurs HH. PP. n'ont point tort, vû l'intérêt visible qu'ils avoient que l'on fît une irruption dans les Etats de l'Evêque, & que ces disputes entre les Politiques & les Militaires ne doivent point paroître étranges à ceux qui connoissent un peu le monde ; puis que pendant la Guerre on les a vû regner plus d'une fois dans ce Royaume, entre la Cour & les Généraux. C'est ainsi qu'en parle Mr. de Turenne ; & * l'on dit qu'en tout cas on ne peut rien reprocher à Mr. Pradel, qui a dit son sentiment en conscience, en offrant néanmoins d'obéir, quand même on prendroit une résolution contraire à son avis. De quelque maniere que les choses se soient passées, je ne vois aucune raison de soupçonner que la Lettre du Roi à Mr. Pradel, & dont

Mr.

* Dans la Lettre du Roi au Comte d'Estrades, du 8. JANVIER 1666,

Mr. d'*Estrades* a fait part à l'Etat, n'est pas sincere : & je ne sache pas avoir rien dit qui porte là, lors que j'ai écrit quelque chose sur les plaintes que l'on faisoit ici, & qui ne concernoient que la subsistance & l'entretien des Troupes Françaises, qu'on dit avoir manqué de bien des choses.

On m'a dit que l'Archevêque de Mayence avoit donné le pain pour rien aux Soldats François qu'on avoit envoyez à son secours. Jen'ose rien proposer à cet égard; mais jedomie dire qu'il est de la dernière importance de se conserver ces Troupes auxiliaires, & même de se les attacher; rien n'est plus aisé que de leur faire observer une bonne discipline, il ne faut que leur fournir les moyens de bien subsister; car les Troupes Françaises ont coutume, lors qu'elles ne trouvent pas leur nécessaire avec ordre, de le chercher dans le désordre : Or puis que Leurs HH. PP. ont de si grands intérêts à ménager avec cette Couronne, je vous prie de faire en sorte que l'on considere, qu'il importe à l'Etat de satisfaire le Roi dans une chose sur laquelle il a les yeux ouverts.

J'ai fait de nouveau tout ce qui m'a été possible pour engager les Ministres à goûter ma proposition; qu'il est juste que le Roi contribue de quelque chose par rapport au Dannemark, en déduction du Subside; mais on m'ôte toute esperance de rien obtenir, quoi qu'on persiste à dire, qu'on ne doit rien épargner pour engager le Dannemark. Il me semble que le meilleur expedient pour tomber bien-tôt d'accord de part & d'autre, est celui que j'ai proposé de diminuer le nombre des
Vais-

Vaisseaux ; le Danemark doit d'autant plutôt y consentir, que vû les grands armemens que l'on fait ici & dans la République, il est fort en sûreté, sur tout, puis qu'il doit être persuadé que la France empêchera la Suède de se déclarer pour l'Angleterre.

Je n'ai pas manqué d'insinuer ici, que si on levoit de si grosses Armées de terre, on pourroit donner lieu à l'Espagne de craindre d'être attaquée ; alors Elle prendroit le Parti de l'Angleterre, ce qu'elle ne paroît pas vouloir faire autrement ; & qu'il n'est pas à propos de donner occasion à une Guerre générale sur terre pendant que l'on est tant occupé sur Mer.

Mr. de *Lionne* m'a demandé comment je croyois qu'on devoit rompre avec l'Angleterre, aussi-tôt qu'on auroit reçu avis du départ de Mr. van *Gogh* pour la Hollande ; je lui ai répondu que si l'on ne vouloit pas envoyer un Héraut, ainsi que son Excellence me l'avoit déjà déclaré ; on devoit publier une Déclaration de Sa Majesté dans tous les Ports de mer & ailleurs, & que Sa Majesté y notifiât, avec les clauses usitées, les raisons qu'Elle avoit de se joindre à Leurs HH. PP. pour faire la Guerre à l'Angleterre : qu'ensuite on feroit part de cette Publication à tous les Ministres étrangers qui seroient ici, & à l'Ambassadeur même d'Angleterre, s'il n'étoit point parti ; il m'a paru qu'il étoit de mon avis. Je vous prie de me faire savoir votre sentiment, quoi que je croye qu'en ce cas il faudra une Résolution de l'Etat qui ne viendra ici qu'après coup. Je suis, &c.

P. S.

P. S. Bien entendu que le Roi notifiera aussi la Publication dont il est parlé ci-dessus, à toutes les Cours étrangères par ses Ministres qui y résident : après quoi il faudra prendre des mesures sur la manière dont on se conduira à l'égard des Puissances neutres qui négocient en Angleterre ; ce qui sera le sujet de quelque convention entre cette Cour & Leurs HH. PP.

A Mr. C. van BEUNINGEN, Ministre
Extraordinaire.

A la Haye le 14. Janvier 1666.

MONSIEUR,

J'ai reçu vos Dépêches du 8. de ce mois ; la dernière que je vous ai écrite étoit du 7. Le démêlé qu'il y a eu sur la fin de la Campagne entre les Députés de Leurs HH. PP. & les Officiers Généraux, me paroît de peu d'importance, il n'y a rien à en craindre ; mais il est de la dernière conséquence de bien pourvoir au Commandement & à la conduite de l'Armée pour la Campagne prochaine, puis que de-là dépend la ruine, ou la conservation des Provinces qui confinent à l'Empire.

On délibère actuellement ici avec les Officiers Généraux sur ce qu'on pourroit entreprendre pendant l'Hiver pour causer quelque dommage à l'Ennemi, & sur ce que l'on exécutera pendant la Campagne prochaine. Les Etats de Hollande & de Westfrise sont convoquez extraordinairement pour mardi prochain,

chain, pour délibérer sur la même chose, & sur tout, pour donner le Commandement de l'Armée à des Généraux capables. Si, d'où vous êtes, vous pouviez donner quelque bon conseil à cet égard, vous rendriez un service important à l'Etat.

J'ai toujours soutenu ici, que Mr. *Pradel* ne pouvoit être accusé de rien; puis qu'après avoir dit son avis, il a toujours été disposé à obéir aux Ordres de Leurs Hautes Puissances & de leur Général.

Pour ce qui concerne la Navigation des Puissances neutres en Angleterre: Leurs HH. PP. ont publié ci-devant une Ordonnance qui déclare leurs intentions, je crois qu'on vous en a alors envoyé quelques Exemplaires; en tout cas en voici un. Leurs HH. PP. jugent que son contenu est conforme au Droit des Gens, & ne voudroient pas s'en éloigner en prenant quelque'autre résolution plus severe.

Ce en quoi les Députés de Leurs HH. PP. & les Ministres Danois n'étoient point d'accord, par rapport au Subside de notre part pour l'entretien de 40. Vaisseaux de guerre, a été réglé aujourd'hui verbalement de cette maniere; que Leurs HH. PP. s'engagent de fournir une somme de douze cens mille Florins, & outre cela la moitié de ce qui leur revient des Subsidés que la France doit à l'Etat, pour laquelle montant à trois cens mille florins, l'Etat fera Caution; & que l'Etat pourra livrer en déduction de ladite somme quelques Vaisseaux de guerre jusqu'au nombre de huit ou dix, au même prix &

& aux mêmes conditions, *mutatis mutandis*, que la Ville d'Amsterdam en vendit trois au Roi de Dannemark pendant la dernière Guerre qu'il eut avec la Suède. Voilà où en est cette affaire, & l'on va travailler à régler les autres Articles sur lesquels on est encore en dispute, & à dresser le Projet du Traité & de l'Accord.

L'Affaire du *Brandebourg* reste toujours accrochée; & les Ministres de l'Electeur qui sont à présent ici n'ont aucun pouvoir pour concerter sur rien, pas même pour mettre le Traité par écrit. Ils ont de nouveau délivré leurs Projets auxquels ils déclarent qu'ils ne peuvent ni ôter ni ajouter, quoi qu'il y ait plusieurs clauses qu'on ne peut admettre, & que je n'ai pas le tems de vous spécifier. Leurs HH. PP. ont résolu d'envoyer sur cela une Députation exprès à Cleves, afin d'y régler cette affaire s'il est possible: & l'on veut en charger Mr. de *Beverningh*. Je finis celle-ci avec précipitation, & je suis, &c.

P. S. Voici la Copie de la Réponse * du Roi de la Grande Bretagne, que Mr. l'Ambassadeur *Gogh* a rapportée: je me reporte du reste à ce qui vous sera mandé de la part de l'Etat.

A

* On trouve cette Réponse & la Lettre des Etats Généraux au Roi dans le Tom. 2. des Lettres d'*Esdras* au 11. Décembre 1665.

A Mr. le Conseiller Pensionnaire
JEAN DE WITT.

De Paris le 15. Janvier 1666.

MONSIEUR,

Mes dernieres Dépêches sont du 8. du courant; j'ai reçu la votre du 7. J'ai communiqué ici aux Ministres, dans les termes qui m'ont paru les plus convenables, ce que vous m'avez marqué touchant la Négociation de Dannemark, & j'ai tâché de leur faire comprendre, qu'il n'étoit pas possible de la terminer avec succès, à moins que Sa Majesté ne veuille se rendre à mes justes instances; puis que par ce moyen on partageroit aisément le Different sur lequel on ne peut s'accorder à trouver aucun expédient, que celui de suppléer en déduction des Subsidés. J'ai fait voir en même tems, qu'on ne devoit pas s'en prendre à Leurs HH. PP. si le refus opiniâtre de cette Cour-ci étoit cause que cette affaire ne réussit point: je leur ai aussi fait entendre que la saison avancée, & l'intérêt qu'on avoit de prévenir les obstacles que nous pourrions rencontrer de la part de 334. qui ne manquera pas de faire agir C. 24., 1. 4., 25., 49., 13., 23., 25., 49., 14., 39., 25., 21., 48. demandent que l'on ne laisse pas traîner davantage cette affaire. J'ajoute à cela, que si j'osois dire ce que j'en pensois, la connoissance que j'avois de l'état des choses, & de la constitution de notre Gouvernement me faisoit

soit craindre, qu'on ait bien de la peine à faire agréer aux Provinces les offres que l'on avoit déjà faits, à moins que cette Couronne n'y prêtât la main: & que si l'on pouffoit les offres plus loin, sans des Ordres formels, on courroit risque de voir toute la Négociation désapprouvée, non seulement lors qu'il s'agiroit de l'exécution, mais même dès que l'on proposeroit d'en prendre la résolution. Qu'en comptant que l'on remet au Roi de Danemark environ 1500000. florins, deux années de Subsidés montant à 600000. florins chaque année, outre ce que la Republique payera à 295., on trouve une somme de 3900000. florins argent d'Hollande; que l'on pourroit aisément mettre en question, s'il ne seroit pas beaucoup plus avantageux pour Leurs HH. PP. de garder la premiere somme, & l'argent qu'Elles payeroient pour l'armement, l'employer à faire ce même armement dans leur País, & penser à d'autres expédiens pour terminer les differens qu'Elles ont avec le Danemark: que je ne doutois pas, s'il s'élevoit quelque dispute sur cette affaire dans l'Assemblée, qu'elle ne soit tout à fait renversée, pour peu que les sentimens s'y trouvassent partages; en un mot, que si Sa Majesté vouloit prevenir tous ces inconveniens, il falloit ne pas hésiter plus long tems pour presser encore davantage: je dis aux Ministres, que si tout ce que je leur disois de plus pressant pour obtenir une dernière & favorable Résolution, n'étoit pas capable de faire impression sur Sa Majesté, je les priois de me proposer quelque autre moyen d'accorder avec le Danemark;

mark; puis que sans une réponse favorable de Sa Majesté il n'y avoit aucun succès à attendre de cette affaire, dont il falloit néanmoins sortir. J'ai parlé dans les mêmes termes à 378., & l'on m'a promis de faire à Sa Majesté un fidèle rapport de tout ce que j'avois dit, qui a été fort bien compris d'un chacun, autant que j'ai pu le remarquer. Je me suis informé avant le départ de celle-ci, des Délibérations que l'on a faites sur ce sujet, & quel en a été le résultat. J'en reviens, & tout ce que j'ai pu apprendre de Mr. de *Lionne* est, que l'on a rapporté fidèlement tout ce que j'ai dit, & qu'il ne pouvoit me dire autre chose. Je répondis en souriant que j'en conclus donc, que Sa Majesté avoit résolu d'aller au devant de ce que souhaitoient Leurs HH. PP. dans une affaire aussi équitable; mais que j'étois fâché que son Excellence aimât mieux vous faire annoncer cette bonne nouvelle par Mr. d'*Estrades*, que par mon canal; mais il me répondit en souriant à son tour, qu'il n'avoit rien à me dire; & que je ferois bien d'exhorter Leurs HH. PP. à conclure au plutôt le Traité avec le Dannemark. Je juge par ce que j'ai ouï dire de côté & d'autre, que Leurs HH. PP. seront contentes en ceci, ce que je souhaite de tout mon cœur.

Mr. de *Lionne* m'a parlé du Commandement de la Flotte, au cas de jonction, & il dit qu'on doit le ceder, sans aucune dispute à l'Amiral de Sa Majesté: & il me fit entendre qu'il avoit sujet de se plaindre de ce que vous aviez paru être de tout autre avis, dans quelque entretien que vous avez eu sur ce sujet

jet avec Mr. d'*Estrades*, & que l'on devoit prendre garde que c'étoit-là un article fort chatouilleux pour Sa Majesté, qui cederoit plutôt dans toute autre occasion, que dans celle-ci; & qu'il me prioit de vous le représenter très-sérieusement: je lui ai répondu que je n'avois aucune instruction à cet égard; mais qu'il me paroissoit qu'on devoit de part & d'autre traiter cette affaire sans chaleur & sans préjugé, examiner ce qui s'est passé en pareille occasion avec d'autres Nations, & peser avec soin les raisons qu'on alleguera de part & d'autre; c'est ainsi que j'ai quitté son Excellence, qui me dit, que la France avoit sacrifié à Leurs HH. PP. ses intérêts du côté du Portugal, qu'Elle avoit plus à faire qu'on ne pensoit à retenir plusieurs Princes Allemands qui ne vouloient pas de bien à Leurs HH. PP., & qu'outre cela Elle s'étoit plongée dans une Guerre avec l'Angleterre; que tout cela méritoit beaucoup de reconnaissance.

Mr. de *Turenne* m'a dit, que son sentiment étoit, que quelque incommodité que les Troupes pussent en souffrir, elles devoient se remettre en Campagne, & faire une irruption en Westphalie. On écrit ici de divers endroits, que les Troupes de l'Evêque desertent de tous côtes, vous ne sauriez croire quel bien cela fait. Je suis, &c.

P. S. Le Roi m'a fait donner une Copie de la Harangue de Mr. *Hollis*; mais on m'a dit en même tems, que Sa Majesté souhaitoit qu'on n'en fît point de Copie; ainsi, je ne
l'en-

l'envoye qu'à vous seul, afin qu'elle ne passe pas outre. Quelques Jurisconsultes ont écrit ici quelque chose sur les prétentions de la Reine sur les Provinces de Brabant & de Hainaut; ce qui sera imprimé, à ce que l'on dit.

A Mr. C. van BEUNINGEN, Ministre
Extraordinaire.

A la Haye le 21. Janvier 1666.

MONSIEUR,

Je n'ai reçu qu'hier votre Lettre du 15. du courant. J'ai d'abord conféré avec Mr. le Comte d'*Estrades* sur plusieurs affaires sur lesquelles on lui avoit écrit par la même Poste. Enfin, il a déclaré que le Roi consentoit à fournir au Roi de Dannemark les 300000. florins argent d'Hollande, dont Leurs HH. PP. donneront quittance à Sa Majesté, à qui Elles en tiendront compte sur les arrérages des Subsidés qu'Elle leur doit.

Quant à la jonction des Vaisseaux de part & d'autre pour la Campagne prochaine dans la Méditerranée, il me semble, par ce que m'a dit Mr. d'*Estrades*, que l'intention est, que nous remettions absolument à la France & à la disposition de son Amiral les Vaisseaux que nous y devons envoyer. Je me suis chargé de sonder sur cela les intentions de Leurs N. & G. P., & de vous en informer en tems & lieu; ce qui ne m'a pas empêché de dire, qu'il

qu'il ne me paroïssoit point que cette jonction fût nécessaire, & qu'on ne peut en parler que lors qu'on saura quelles seront les forces de l'Ennemi, qu'alors on agira de concert; que sur l'avis que l'on pourroit recevoir de la route de quelques Vaisseaux de l'Etat, venans de *Smirne* ou d'ailleurs richement chargez, les notres pourroient toujours se separer pour aller à sa rencontre, au cas que l'Amiral de France ne voulût pas virer du même côté : mais que tant que les Escadres seroient réunies, les mouvemens de la Flotte dépendroient de l'Amiral de France; qu'il présideroit dans les Conseils de guerre, & que du reste, on pourroit regler les rangs pour la Séance & pour donner sa voix, ainsi qu'il a été stipulé dans d'autres Traitez. Je n'ai pas le tems de vous écrire davantage; je suis, &c.

A Mr. le Conseiller Pensionnaire
JEAN DE WITT.

De Paris le 22. Janvier 1666.

MONSIEUR,

Ma dernière étoit du 15., & j'ai reçu en son tems la votre du 14. de ce mois.

Aussi-tôt que le Traité avec le Danemark sera conclû sur le pied dont on est convenu avec Mr. *Clingenberg*, je crois qu'il sera à propos de ne pas perdre du tems, & de presser aussi-bien là qu'ici la jonction de la Flotte

Flotte Danoise aussi-tôt qu'elle sera en état, à celle de l'Etat & de la France, pour agir conjointement contre l'Angleterre. Le Résident Danois, qui est ici, croit que le Roi son Maître y consentira dès qu'on lui augmentera les Subsidés.

Je soupçonné fort que la conduite que tient l'Electeur de Brandebourg depuis quelques tems, tend, en augmentant l'embaras, à seconder le dessein découvert dans la Lettre du Roi d'Angleterre, & dans les discours que *Castel-Rodrigo* tient à Bruxelles, & *Vane* à Cleves : mais si Leurs HH. PP. agissent avec prudence & ne se laissent pas surprendre, comme j'en en doute pas, on le trouvera à la fin de plus facile composition, dès qu'il verra les avantages de l'amitié de Leurs HH. PP. & les suites facheuses de leur inimitié ; puis qu'ils sont Maîtres de la plûpart de ses Villes dans ces Pais qui nous sont limitrofes, outre ce qu'il auroit à attendre au cas que le Prince d'*Orange* vint à mourir : ce qui me fait croire qu'il ne prendra jamais de Parti contraire à celui de Leurs HH. PP., sur tout la France paroissant prendre si fort les choses à cœur, ce qui augmente le danger qu'il y auroit pour lui à embrasser un Parti contraire ; sans compter qu'on trouveroit des moyens de faire remuer la Suède, ce qui pourroit mettre l'Electeur de Brandebourg dans un danger évident, sans aparence d'aucun avantage. Ainsi, j'espère que tout s'accommodera, pour peu que la concorde & la prudence regne dans la République.

Je suis fâché qu'on ait fait tant de fautes
Tome III. N dans

dans la conduite de l'Armée de terre; mais je crois qu'il faut dissimuler ce qu'on ne peut réparer sans beaucoup de danger, & sans s'exposer à rompre le peu d'union qui est dans l'Etat : le meilleur sera de conduire les choses par le moyen de Mr. d'*Estrades*, & de Mr. *Pradel* suivant les Ordres que l'on a envoyez d'ici, & en employant d'autres moyens avec les gens que nous avons. Mais si le Brandebourg ne s'accorde pas avec l'Etat, je ne sai si un Général des Forces de Leurs HH. PP. peut rester à son service.

Il seroit à propos que Leurs HH. PP. fissent une Déclaration semblable à celle que Mr. de *Lionne* m'a faite, par raport à la communication de tout ce qui peut venir d'Angleterre, & aux mesures qu'il faudra prendre si l'on y vouloit faire proposer quelque chose, cela tranquilliserait ici les esprits qui prennent ombrage de tout ce que les Anglois & leurs Partisans publient à leur avantage. Je suis, &c.

P. S. On m'a dit qu'on étoit résolu de notifier à la Reine d'Angleterre & à l'Ambassadeur, la Résolution que le Roi avoit prise de déclarer la Guerre à l'Angleterre; puis que ce dernier avoit déjà pris son Audience de Congé, & que l'Ambassadeur de France est parti d'Oxford avec toute sorte de marques d'amitié.

A Mr. C. van BEUNINGEN, Ministre
Extraordinaire.

A la Haye le 28. Janvier 1666.

MONSIEUR,

Je vous ai écrit avec beaucoup de précipitation le 21. du courant, j'ai depuis reçu votre Lettre du 22.

Il y a déjà quelques jours que la Négociation avec le Dannemark est conclûe verbalement ; & Mr. de *Clingenberg* a promis plus d'une fois, que le Roi son Maître romproit réellement avec l'Angleterre aussi-tôt que les Ratifications seront échangées, & que l'on en fera même un Article secret : mais à présent qu'il s'agit de coucher les Conditions par écrit, ce Ministre veut faire tant de changemens importans, que l'on a bien de la peine & que l'on perd bien du tems à convenir avec lui ; cependant, j'espère que les choses iront bien, quoi qu'il nous ait encore envoyé hier plusieurs changemens, même dans le point capital de la rupture promise dans l'Article secret, où il recule tellement dans ses remarques, que cette rupture se réduiroit à arrêter & confisquer les Vaisseaux Anglois qui aborderoient dans les Ports, sur les Rades, ou dans les Rivières de Dannemark.

Vous verrez par la Lettre ci-jointe de Mr. de *Beverningh*, qui est allé à Cleves la semaine dernière, & par la réponse que l'Etat lui fait aujourd'hui, dans quelle situation sont les af-

faïres avec le Brandebourg. Mr. *Colbert* qui est arrivé ici vendredi passé, & qui est parti pour Cleves lundi, si je ne me trompe, a été en Conference avec Mr. d'*Estrades* & avec moi, & nous lui avons donné toutes les instructions & toutes les ouvertures nécessaires pour surmonter toutes les difficultez qui restoient encore dans cette Négociation, & sur lesquelles on ne pouvoit se relâcher de ce côté-ci. Je l'ai trouvé dans de très-bonnes dispositions de faire tout ce qui dépendroit de lui, & je l'y ai entretenu.

Les États de Hollande & de Westfrise se sont separez samedi dernier, afin de laisser faire l'Élection des Magistrats d'Amsterdam, & mercredi ils se rassembleront. Mrs. les Conseillers Députez ont été en Conference sur la Proposition à qui l'on doit donner le Commandement en Chef de l'Armée pour la Campagne prochaine : les sentimens ont été, que si l'on pouvoit trouver un habile & vaillant Général de la Religion Réformée, d'un rang à pouvoir commander aux autres Généraux qui sont au service de l'État, sans qu'ils en pussent murmurer; enfin, qui fût dans de tels intérêts, que les principaux Alliez de l'État pussent avoir de la confiance en lui, on pouroit se dispenser d'employer de nouveau le Prince *Maurice de Nassau*; les Membres ont promis d'y penser jusqu'à-ce qu'on se rassemble. Si l'on savoit que Mr. le Prince de *Turenne* le souhaitât, il seroit aisé de faire pencher les esprits de son côté : si vous pouviez m'en mander quelque chose de certain, je pourrais en faire usage d'une manière ou d'autre,

d'autre, lors que cette affaire viendra sur le Tapis.

Vous pouvez être assuré; & assurer les Ministres de la Cour de France, que dès que le Roi aura déclaré la Guerre à l'Angleterre, nous ne recevrons aucunes Propositions de Paix de la part du Roi de la Grande Bretagne, & nous ne lui en ferons aucunes, ni quelque ouverture que ce soit qui puisse y conduire, sans en donner d'abord avis & connoissance à Mr. d'Estrades ici, & aussi-tôt à Sa Majesté, pour ne rien faire que de concert : si la chose se peut avec bien-séance, je ferai en sorte que Leurs HH. PP. en écrivent dans ces termes, quoi que je sois persuadé que cela est inutile; puis que ce n'est jamais à Leurs HH. PP. qu'on fait directement de telles ouvertures, & que ce n'est pas d'Elles aussi qu'elles peuvent venir.

Leurs HH. PP. ont demandé l'avis de Mrs. du Comité pour les affaires de la Marine & des Députés des Colleges de l'Amirauté, qui sont ici, sur la forme du Commandement qui devra être observé au cas que les deux Flottes viennent à se joindre, à l'occasion de ce que vous en avez marqué dans votre Lettre du 22. Il y a aparence que ces avis seront conformes au contenu même de votre Lettre, & qui se rapporte à ce que je vous en ai dit en peu de mots dans ma dernière; car ce seroit agir contre la Souveraineté & l'indépendance de l'Etat, que de vouloir absolument que cette jonction se fît, si l'Etat ne le trouvoit pas à propos, & si le Commandant de leur Flotte ne trouvoit pas qu'elle fût

nécessaire pour le service de l'Etat ; il ne seroit pas encore raisonnable, au cas de jonction, que sans une nécessité pressante, on se tint éloigné de l'Ennemi plus long tems, que les Commandans de part & d'autre ne le trouveroient avantageux. Quant aux Actions, où les Flottes combinées pouroient être engagées, il me semble qu'on devroit s'y conduire selon qu'il auroit été arrêté dans le Conseil de guerre commun, dans lequel l'Amiral de Sa Majesté doit avoir la premiere place & la premiere voix, après lequel les autres Officiers doivent opiner alternativement : & lors qu'il s'agira d'exécuter ce qui aura été ainsi résolu, il me semble que l'Amiral de Sa Majesté devra être considéré comme Amiral en Chef de toute la Flotte, & que les autres Officiers devront se regler, selon l'usage, sur ses mouvemens. Je ferai tout ce que je pourrai pour vous faire tenir au plutôt une Résolution de Leurs HH. PP. sur cela.

Comme je suppose que la Déclaration de Guerre de la part de Sa Majesté contre l'Angleterre aura été faite dans les formes avant la reception de celle-ci, je crois que vous pourriez vous absenter de la Cour pour quelque tems, & je souhaiterois de toute mon ame que vous pussiez faire un tour ici, pour dissiper, par votre présence, tous les soupçons que l'on a de la France, qui sont entretenus ici dans l'esprit de plusieurs, par des gens à qui cela ne convient aucunement ; & je me flate que vous demanderez cette permission à Leurs HH. PP., & à Leurs N. & G. P., en leur envoyant cette Déclaration.

Soyez

Mrs. J. de Witt & C. van Beuningen. 295

Soyez persuadé que je vous*seconderai de tout mon pouvoir, & que je suis, &c.

A Mr. le Conseiller Pensionnaire
JEAN DE WITT.

De Paris le 29. Janvier 1666.

MONSIEUR,

Depuis mes dernieres Dépêches du 22., j'ai reçu la votre du 21. du courant. J'ai communiqué à Mrs. de *Turenne* & de *Lionne* ce que vous y dites de la jonction des Flottes, & de l'Ordre du Commandement en cas de jonction; il m'a semblé que cela leur paroïsoit fort raisonnable : mais le dernier me dit, qu'il avoit trouvé quelque difficulté sur ce même sujet dans la dernière Lettre de Mr. d'*Estrades*, dans laquelle il lui rend compte d'un entretien qu'il a eu avec vous sur cela; & dans lequel vous aviez distingué entre une jonction volontaire & une jonction qui se fait en conséquence d'obligations préalables. C'est pourquoy, il me pria de lui donner un Extrait * de votre Lettre, que je lui ai remis sans aucun scrupule, puis qu'elle ne contient que l'entretien que vous avez eu avec Mr. d'*Estrades*, & qu'elle peut servir à corriger ce que l'on auroit pû mal interpréter. J'ai remarqué dans cette occasion, comme dans bien d'au-

N 4

tres,

* Il est dans les Lettres & Mémoires d'*Estrades*, Tome III. dans une Lettre du Roi du 29. Janvier 1666.

tres, combien il est nécessaire que je sois informé de tout ce qui se passe de tant soit peu important entre vous & Mr. d'*Estrades*, non seulement pour corriger les malentendus, au cas que l'on ne comprenne pas bien ce que vous auriez dit; mais encore pour faire goûter ici vos intentions, en répondant aux objections qu'on peut réfuter de bouche, & auxquelles les Lettres ne repliquent pas toujours. Je sai combien vous êtes accablé d'affaires, mais je ne sai s'il y en a aucunes plus importantes que celles qui tendent à ménager nos Intérêts avec cette Couronne-ci. Ainsi, lors que le tems vous manque, qui vous empêche d'employer quelqu'autre pour donner avis des Délibérations & des Résolutions de l'Etat? ce que je souhaiterois que vous fissiez à mon égard, afin que je sois informé de ce qui se passe, par rapport à la Guerre avec l'Evêque de *Munster*; parce que les Militaires déchirent ici terriblement la réputation de la Regence à cet égard. On dit que lors que les Troupes de France se sont trouvées au rendez-vous pour faire l'irruption résoluë, elles n'y trouverent rien de ce qui leur étoit nécessaire, quoi qu'on eût assuré leurs Commandans qu'elles ne manqueroient de rien; qu'on a eu bien de la peine à rassembler une pièce de Canon de 24. livres de bale, & quatre de 12. livres, pour aller reprendre les Places dont l'Evêque s'étoit emparé; que si l'on avoit une bonne Artillerie toute prête, sur tout dans ce tems-ci, on devoit emporter une Place située sur la frontiere, & gardée par une bonne Garnison, comme Deutekem; que

que l'on empêchoit les Troupes qui étoient dans les Places frontieres, de faire des courses dans le Pais Ennemi, & que pour tirer quelques modiques Contributions, on perdoit les occasions de ruiner l'Ennemi; en un mot, que tout ne peut manquer d'être en confusion, lors que des gens qui ne connoissent la Guerre que par ouï dire, ont la direction de tout, & l'exercent sans consulter, comme ils devroient, ceux qui font du métier. Je répons à cela ce que je puis; mais n'étant pas informé autant que je devrois l'être, je ne puis défendre autant qu'il seroit peut-être possible, l'honneur du Gouvernement.

Ne seroit-il pas à propos que Leurs HH. PP. écrivissent au Roi une Lettre de compliment sur la Déclaration de la Guerre? on pourroit y répondre à la promesse que Mr. de Lionne a faite de la part de Sa Majesté, de ne rien proposer à l'Angleterre que de concert, & de n'en rien recevoir sans le communiquer d'abord, & l'on pourroit promettre de se conduire de même du côté de Leurs HH. PP., conformément à l'Alliance.

Le Gentilhomme qu'on avoit envoyé d'ici à l'Electeur de Brandebourg, a raporté, qu'il a été bien informé, que Vane & l'Envoyé de l'Empereur dépensent beaucoup d'argent à la Cour de l'Electeur; & j'ai appris que Mr. Colbert a ordre d'en faire autant de son côté.

Le bruit court ici, qu'au Printems prochain, l'Evêque de Munster aura une Armée renforcée non seulement des levées considérables qu'il fait; mais encore des secours de

plusieurs Princes Allemans. Je ne crois pas ce dernier Article, sur tout puis que cette Couronne fait paroître, aussi-bien que Leurs HH. PP. des dispositions à la Paix, & ne cherchent point à faire de nouvelles Conquêtes dans l'Empire en continuant la Guerre.

Le Comte de *Furtemberg* parle encore de son départ pour la Haye, comme d'une chose qu'il est prêt à exécuter ; le but de ce Voyage seroit de faire un échange de Rhinberk contre quelque équivalent, ce qui pourroit faire plaisir à Leurs HH. PP., si la chose est praticable, ainsi que ce Seigneur s'en flate, pour peu que Leurs HH. PP. s'entendent avec le Duc de Neubourg. Je suis, &c.

A M. C. van BEUNINGEN, Ministre
Extraordinaire.

De la Haye le 4. Février 1666.

M O N S I E U R ,

Nous avons reçu lundi au soir, premier de ce mois, vos Dépêches par un Exprès, avec la Déclaration * de Guerre du Roi de France, & mercredi au soir j'ai reçu votre Lettre du 29. par la Poste ordinaire : Ainsi l'une & l'autre sont arrivées plus tard que de coutume à cause des mauvais chemins & du mauvais tems.

Je

* Elle est dans le Tom. III. des Mémoires & Lettres d'*Estrades*, au 29. Janvier 1666.

Je suis charmé que l'on ait aplaudi où vous êtes à ce que je vous ai écrit par raport à la jonction des Flottes dans la Méditerranée. Ainsi puis que la conduite que l'on a gardée en 1635. ne s'éloigne pas des intentions de Leurs HH. PP., ni de ce que je vous en ai déjà écrit, j'espère que l'on pourra régler, à la satisfaction des deux Cours, & conformément à la Résolution de Leurs HH. PP. du 1. de ce mois, cette affaire que Mr. d'*Estrades* m'avoit représentée comme sujette à quantité de difficultez & de discussions. Je vous prie de faire attention, sur tout aux derniers mots de la Résolution, & de penser que cela n'est aplicable qu'à la jonction qui pourroit se faire dans la Méditerranée, où l'on suppose que le nombre des Vaisseaux de part & d'autre sera à peu près égal. Car l'intention de Leurs HH. PP. n'est pas, du moins pour le présent, qu'une Flotte de 20. ou 30. Vaisseaux de Guerre du Roi de France se joignît dans l'Océan, ou dans la Manche, à une Flotte de l'Etat de cent Vaisseaux ou plus: & si cela arrivoit, on pourroit se régler sur ce qui s'est pratiqué en 1635., sans que Leurs HH. PP. prétendissent dans ce cas-là aucune supériorité ou commandement sur les Vaisseaux de Sa Majesté; ainsi on agiroit alors suivant ce que les Commandans en Chef auroient concerté entr'eux & selon ce qui paroîtroit le plus convenable pour la ruine de l'Ennemi, chacun demeurant entierement Maître de sa Flotte. Mais comme il y a aparence que ceci n'arrivera point, & que l'on juge qu'il sera plus avan-

tageux & peut-être aussi plus agréable au Roi, que ses Vaisseaux soient employez à faire diversion dans la Manche, ou à l'entrée, pendant que la Flotte de l'Etat, qui sera la plus forte que nous ayons encore mise en Mer, ira chercher le gros de la Flotte Angloise pour lui livrer Bataille, Leurs HH. PP. ont trouvé qu'il étoit à propos de ne pas toucher à cet Article, du moins à présent.

Il est vrai que tout n'a pas été comme il falloit pendant la dernière Campagne, parce que Leurs HH. PP. se sont vûs cette Guerre sur les bras un peu à l'improviste; mais il est très faux qu'on ait empêché les troupes qui sont dans les Places frontières de faire des courses dans le Pais Ennemi; & que pour en tirer quelques modiques Contributions, on ait manqué l'occasion de ruiner l'Ennemi; c'est ce dont vous serez convaincu par les Extraits & Copies ci-jointes.

La Résolution & les Dépêches de Leurs Hautes Puissances du 30. du mois dernier vous donnent des Ordres & des Instructions sur les promesses réciproques qu'il faut faire au Roi, de ne faire à l'Angleterre aucune Proposition de Paix que de concert, & de n'en recevoir aucune sans en faire part sur le champ, & généralement de n'agir en rien que conformément à l'Alliance.

Le grand * Traité avec le Dannemark est enfin couché par écrit, en sorte qu'il ne reste plus qu'à le traduire en Allemand, le mettre
au

* Il est dans les Lettres & Mémoires d'Étrades dans la Lettre du Comte d'Étrades au Roi du 11. Février 1666.

au net & le signer : le Traité qui sert à corriger les Conventions précédentes par rapport aux Droits & Péages du Nord , est dans les mêmes termes, & la Négociation sur les prétentions & les dettes de part & d'autre ; il ne reste plus que quelque chose à régler par rapport aux démêlez touchant la Guinée, dont je ne doute pas qu'on ne vienne à bout. Au reste, comme Mr. le Comte d'*Estrades* n'a ici, ni l'argent, ni le credit nécessaire pour payer les 300. mille florins sur la quittance de Leurs HH. PP., il faudroit qu'on y donnât ordre à tems.

Mr. de *Beverningh* a conduit par ses soins l'Alliance avec le Brandebourg , & la jonction de ses troupes contre l'Evêque de Munster , jusqu'au point que l'on est entierement d'accord : mais Mr. l'Electeur trouve à propos de parler à present d'une affaire qui n'a aucune liaison, ni avec l'un, ni avec l'autre de ces deux Articles ; savoir, qu'il prétend que Leurs HH. PP. lui cèdent le Peage de Gennep, & tout reste accroché à cette prétention. Je ne puis encore vous marquer comment Leurs N. & G. P. prendront cela ; mais bien que jusqu'à présent on n'a encore pû tirer, ni du Conseil d'Etat , ni de l'Electeur même, aucune instruction sur la nature du Péage ou Licent de Gennep, sur le Droit que l'Electeur peut y avoir, sur les Droits qu'on y doit lever, & sur d'autres Articles qu'il faudra mettre en ordre avant qu'on puisse prendre aucune résolution ; outre qu'il faudra prendre des précautions, soit pour le passé dont on pourroit demander à Leurs HH.

P. P. restitution de la recepte de 25. années, soit pour l'avenir pour empêcher les excès & qu'on ne porte aucun préjudice au Commerce. Ainsi, comme tout cela est de nature à demander beaucoup de tems, puis que les Villes intéressées au Commerce de ces Rivières ne pourront prendre une résolution sans avoir fait raport à leurs Committens, Mr. de *Beverningh* est chargé de tout promettre à Mr. l'Electeur au cas que son Droit paroisse clair, & de le presser de ne pas accrocher l'affaire de l'Alliance & de la jonction qui n'est que pour un tems, à une autre qui est de nature à pouvoir traîner à l'infini. Je suis, &c.

A Mr. le Conseiller Pensionnaire
JEAN DE WITT.

De Paris le 5. Février 1666.

MONSIEUR,

Ma dernière étoit du 29. du passé; j'ai reçu en son tems la votre du 28. du même mois.

Vous pouvez conjecturer de ce que je marque dans la Lettre ci-jointe des Discours du Résident de Dannemark, ce que l'on doit attendre de l'arrivée de *Zceffet*. J'ai engagé Mr. de *Lionne* à lui parler fermement, à lui ôter d'abord toute espérance d'obtenir plus que ce qui est déjà réglé, & à le presser par plusieurs raisons qui ne manquent pas à conclure

clure l'affaire : ce que je crains le plus, c'est que si l'affaire restoit en suspens, la Suède ne renverlât tout en donnant quelque terreur panique ; car on ne fait presque plus ici que penser de la Suède, & l'on ne s'y fie plus comme ci-devant. Vous savez combien il est difficile de négocier quelqu'engagement avec la Suède, & de conserver en même tems le Dannemark dans ses intérêts.

Je ne souhaite rien tant que de voir *Turenne* à la tête de nos troupes ; j'ai sondé adroitement ses dispositions ; mais il m'a assez fait entendre qu'il ne pourroit s'y résoudre, vû ses engagements en France & la situation de ses affaires en Cour, où il est sur le point d'avoir le plus de crédit : ainsi je ne vois aucune espérance de lui faire accepter ce Parti : & comme je ne trouve dans aucun de ceux que j'entends nommer, toutes les qualitez nécessaires pour les vûes dont vous me parlez dans votre Lettre, je ne sai s'il ne vaudroit pas mieux ne point relever la délibération sur cet Article dont il y a plus de difficulté à craindre que de fruits à espérer.

J'ai communiqué à Mr. de *Lionne* l'Article extrait du Traité de 1635., que vous m'avez envoyé, & ce que vous me marquez sur la forme du Commandement en cas de jonction des Flottes ; il m'a paru qu'il n'en desaprovoit rien.

Quoi que les Propositions que l'on pourroit faire pour un Accommodement avec l'Angleterre ne s'adressoit pas d'abord à Leurs HH. PP., & que celles que nous pourrions faire

faire ne viennent pas d'Elles ordinairement ; je vous laisse à penser , puis que le Roi a donné ordre de déclarer à Leurs HH. PP., qu'il ne se fera rien à cet égard de ce côté-ci que de concert & sans en donner avis, s'il n'est pas à propos, que Leurs HH. PP. y répondent directement de leur part. Je suis, &c.

A Mr. C. van BEUNINGEN, Ministre
Extraordinaire.

De la Haye le 11. Février 1666.

MONSIEUR,

Depuis ma dernière du 4. de ce mois, j'ai reçu vos Dépêches particulières pour moi, & la Copie de celles que vous avez adressées à Mr. le Greffier *Ruyfch*.

Les affaires avec le Dannemark sont entièrement réglées tant pour ce qui regarde les Droits & Péages du Nord, & les prétentions réciproques, que par rapport à l'engagement contre l'Angleterre, aux démêlez touchant la Guinée, au défautement des Subsidés de l'année 1654., & aux arrérages des Marchands dont les grains & autres effets ont été arrêtés dans le Sundt en 1658. & 1659. Nous espérons d'en signer encore aujourd'hui les instrumens en Hollandois & en Allemand, ce que je vous marquerai plus précisément à la fin de celle-ci: au reste, il est très-nécessaire que le Roi de France donne ordre à
tems.

tems pour le payement de 300. mille florins argent d'Hollande, puis qu'au premier de Mars on doit payer la première termine de 300. mille rixdalders.

Je suivrai volontiers votre avis touchant la manière de deliberer sur le choix d'un Général des Troupes de l'Etat, d'autant plus que je trouve en tous de la répugnance à choisir un étranger; outre qu'il y a aparence que l'on conclura bien-tôt le Traité avec le *Brandebourg*, & que par conséquent la Guerre contre cet Evêque sera bien-tôt terminée par la Paix que le Roi de France souhaite passionnément, comme Mr. d'*Estrades* me l'a déclaré.

Peut-être aurez-vous déjà après que l'on commence ici, & même dans toute la Hollande, à pencher pour le Prince d'Orange, depuis qu'à l'occasion des Charges militaires vacantes & de la nomination d'un Général, on a parlé de ce Prince dans le Conseil d'Harlem & de Leyde; dans le dernier on a proposé de le nommer Lieutenant-Général sous le Prince de *Turenne*; & dans le premier à l'occasion de l'aversion qu'on témoignoit pour un Général étranger: quoi qu'il en soit, il n'a encore été fait mention du Prince d'Orange en aucune manière dans les Délibérations de Leurs N. & G. P., ou dans quelque Conférence particulière. J'espère que cela ne fera aucune difficulté, & que l'on agira unanimement, en sorte que l'on ne donne aucun ombrage au Roi de France; ou bien les Délibérations sur ce sujet seront renvoyées à un autre tems.

Je

Je suis bien aise que l'on ait été content de ce que je vous ai écrit par ma Lettre du 28. du passé sur la jonction des Flottes dans la Méditerranée, d'autant plus que ce que Mr. d'*Estrades* m'a proposé hier sur le même sujet, ne pouroit en tout s'accorder avec les intentions de Leurs HH. PP. Cet Ambassadeur m'a en même tems fait part de quelques * Projets sur ce que l'on pouroit entreprendre au Printems avec les forces navales des deux Etats. Il y auroit plusieurs remarques à faire sur ce Plan dont plusieurs Articles se trouveront dans la pratique très-differens de ce qui y est projeté: quoi qu'il en soit, nous n'en avons encore parlé qu'incidemment; j'ai promis à Mr. l'Ambassadeur d'y penser, & d'en parler au Lieutenant-Amiral de *Ruyter*, qui doit être ici au premier jour.

Mr. de *Beverningh* est arrivé hier de Clèves, parce que par la faute d'une Poste, il n'avoit pas reçu une importante Dépêche, dans laquelle on lui donnoit des Ordres & des Instructions sur tout. Ayant fait rapport de l'Etat où en étoit sa Négociation, Leurs HH. PP. ont pris la Résolution suivante, avec laquelle il est reparti hier après-midi; & d'autant qu'on avoit appris par quelques avis, que Mr. de *Beverningh* feroit scrupule de faire part à Mr. *Colbert* de quelques Projets que l'Electeur vouloit être secrets, d'autant plus qu'il n'avoit pas un Ordre exprès de

Leurs

* Ils sont dans un Mémoire du Roi dans les Lettres & Mémoires d'*Estrades* T. III. Lettre du 5. Février 1666.

Leurs HH. PP., de tout communiquer à ce Ministre de France, on lui en a donné l'Ordre exprès après une Résolution du 6.

Mr. d'*Estrades* ayant demandé à Leurs HH. PP. la permission de faire sortir du pais une quantité considérable de poudre à canon, sur quoi le prix du salpêtre étoit considérablement augmenté, en sorte qu'il étoit à craindre qu'il n'augmentât encore de beaucoup, Messieurs les Conseillers Députés, craignant cet inconvenient, & même qu'on ne vint à manquer de salpêtre, ont conduit la chose dans la Généralité de maniere, que l'on a retiré pour la seconde fois une permission que le Collège de l'Amirauté avoit accordée unanimement pour la seconde fois à l'Ambassadeur d'Espagne d'acheter & faire transporter 200. mille livres de salpêtre. Ainsi on a refusé publiquement à Mr. d'*Estrades* la permission qu'il demandoit; mais Mrs. les Conseillers Députés lui ont assuré en particulier, sous le seau du secret, qu'ils achèteront tout le salpêtre, & qu'ils en cèderont au Roi son Maître autant que l'on pourroit en donner sans se trouver dans le besoin, au même prix auquel ils l'achèteront. Je me suis chargé de vous en donner avis, afin que vous fassiez comprendre la nécessité où l'on étoit de se conduire ainsi dans cette occasion.

Je comprends fort bien les raisons qui veulent que vous ne quittiez point votre Poste, & je me trouve obligé malgré moi de m'y rendre, sur tout à cause de ce que je vous ai marqué ci-dessus touchant le Prince d'*Orange*, & que cette nouvelle ne peut que
donner

donner de l'ombrage & exciter de la défiance, sur tout de la manière dont on ne manquera pas de mander cette nouvelle.

Je ne manquerai pas de faire mes réflexions pour le bien de l'Etat, sur le contenu de l'Ecrit ci-joint que je vous renvoye ; & d'en faire la Proposition à Leurs N. & G. P. en tems & lieu. Mais je ne trouve pas à me satisfaire, & encore moins l'Etat, dans le choix d'un Ministre tel qu'il le faudroit pour remplir ce Poste-là. Je suis, &c.

P. S. Les Traitez avec le Dannemark ont été conclus, signez & scélés en bonne forme cet après-midi entre quatre & cinq heures, je vous en enverrai une Copie au premier jour.

A Mr. le Conseiller Pensionnaire
JEAN DE WITT.

De Paris le 12. Février 1666.

MONSIEUR,

J'ai fort bien observé ce que vous marquez dans votre Lettre du 4. de ce mois, de la distinction qu'il faut faire, par raport au Commandement en cas de jonction, entre deux Flottes égales combinées, & deux autres dont les forces sont si différentes qu'il n'y a pas de proportion. Cela me servira de règle ; mais je ne crois pas qu'il y ait de disputes à cet égard, pourvu que Leurs HH. PP. consentent

sentent à ce qu'on propose ici, qui est de laisser le Duc de *Beaufort* par provision dans la Méditerranée. Je vous avouë que je ne desaproouverois pas cet expédient, sur tout tant que les Anglois y seront aussi forts, qu'on le croit ici sur les avis qu'on en a de Londres.

Mr. Annibal *Zeeftet* paroît n'être venu ici que pour nous donner de nouveau de l'ouvrage, ainsi que je vous l'ai insinué dans ma dernière, & que je l'ai pû conclure d'une Conversation que j'ai encore eu depuis avec le Résident de Dannemark; mais je doute à présent qu'il entreprenne rien, dès qu'il saura que le Traité avec Leurs HH. PP. est si avancé; & au cas qu'il ne puisse pas rester en repos, je suis sûr, qu'on ne lui donnera aucune espérance ici de faire quelque nouvelle tentative.

Mr. *Colbert* m'a demandé plusieurs fois si vous ne m'aviez rien marqué des affaires que l'on pourroit donner aux Anglois dans leur propre païs; on voudroit ici, sur cet Article, de meilleures instructions que l'on n'y en a. Je suis, &c.

A Mr. C. van BEUNINGEN, Ministre
Extraordinaire.

De la Haye le 18. Février 1666.

MONSIEUR,

J'ai reçu en leur tems vos Dépêches du
12. de ce mois, mes dernières étoient du 11.
Leurs

Leurs HH. PP. vous envoient aujourd'hui la Résolution qui a été prise sur vos dernières Dépêches adressées à Mr. le Greffier *Ruyssch*, par raport à l'emploi des Vaisseaux de l'Etat dans la Méditerranée. Vous remarquerez que comme Leurs HH. PP. ne joignent qu'un petit nombre de leurs Vaisseaux à un beaucoup plus grand nombre de ceux du Roi, Elles établissent les premières à leur desavantage : la regle dont je vous ai parlé dans une Lettre du 4., mais dans l'esperance d'en tirer avantage à leur tour en tems & lieu. Je vous envoie ci-joint, No. 1. Copie d'un Mémoire que Mr. d'*Estrades* m'a remis, sur quelque Projet que l'on pourroit exécuter au desavantage de l'Ennemi. Il y a plusieurs choses impraticables, & d'autres qui ne seroient pas avantageuses ; vous verrez par l'Extrait ci-joint No. 2., ce que j'ai répondu à son Excellence, & ce que Leurs N. & G. P. ont approuvé.

Je vous envoie aussi pour votre instruction le Traité conclû avec le Dannemark, & les Articles * secrets & separez No. 3. Mr. le Comte d'*Estrades* a passé par provision l'Aête de Garantie de ce Traité, dont voici Copie No. 4. Je vous prie de solliciter, & par vous-même, & par le Ministre de Dannemark, que l'on en envoie ici au plutôt l'Aête original.

On m'a fait ici successivement, samedi & lundi passé, des ouvertures sur les dispositions où est Sa Majesté Britannique de faire la

* Voyez Lettres & Mémoires d'*Estrades*, ils sont dans la Lettre d'*Estrades* au Roi du 19, Février 1666, Tom. III,

la Paix avec l'Etat : les premières me sont venues d'un Gentilhomme arrivé ici de Bruxelles, & qui m'a assuré, que le Marquis de *Castel-Rodrigo* étoit chargé de me faire savoir, que le Roi de la Grande Bretagne étoit très-disposé à finir la Guerre avec l'Etat, & que si l'on vouloit envoyer secrètement quelqu'un à Bruxelles, le Marquis feroit en sorte qu'il s'y trouvât en même tems quelqu'un de la part du Roi d'Angleterre, pour faire des Propositions plus particulières. Les autres me sont venues du Capitaine *Buat*, qui m'a assuré, que dès le tems que j'étois en Mer, un Gentilhomme étoit arrivé ici de la part de Sa Majesté Britannique, pour faire savoir ses dispositions à la Paix, & demander que Leurs HH. PP. envoyassent quelqu'un en Angleterre, pour en traiter, & même conclure cette importante affaire. Que quelques Membres de la Regence lui dirent alors, que Mr. l'Ambassadeur *Gogh* étoit encore en Angleterre, & que le Roi pouvoit lui déclarer ses intentions, & les conditions qu'il avoit à proposer; que sur cela ce Gentilhomme étoit retourné en Angleterre, & que depuis quelques jours il étoit revenu avec une Lettre du Secrétaire *Bennet* pour lui, *Buat*, dans laquelle étoient les Articles suivans.

I. Qu'on payeroit au Roi la somme de deux cens mille livres sterling, pour l'indemniser des dépenses de la Guerre; & qu'on exécuteroit le dernier Traité dans tous ses Articles.

II. Un Reglement sur le Commerce; que pour peu que les Conditions en soient
forta-

fortables, Sa Majesté ne rejettera rien de raisonnable, & donnera une réponse positive sur le champ, à celui que Leurs HH. PP. voudront charger du secret de cette Commission.

III. Le Roi s'engage à faire consentir ses Alliez à tout ce qui sera raisonnable.

J'ai d'abord fait part de ces deux ouvertures à Mr. d'*Estrades*, & il nous a paru que la première n'a pour but, que de séparer l'Etat d'avec la France s'il étoit possible; & que la seconde est peut-être du même aloi; que quoi qu'il en soit, ces Propositions étoient trop générales, obscures & équivoques, & que l'on n'y pouvoit faire aucun fond, sans quelque autre ouverture plus particularisée; qu'il seroit à propos non seulement de faire faire cette réponse par *Buat*, mais même de lui déclarer; que, puis que le Roi de la G. B. savoit que la présente Guerre étoit devenue une affaire commune depuis la Déclaration du Roi de France; si Sa Majesté Britannique agissoit sincèrement, & n'avoit pas envie de semer la division entre les deux Alliez, Elle devoit faire faire ses Propositions en même tems à la France & à la République; puis que c'étoit le moyen déterminer bien-tôt les choses qui devoient être concertées entre les deux Etats. J'ai crû qu'il étoit de mon devoir de vous informer de ceci, afin que vous en donniez avis à qui il est nécessaire.

Comme les Membres de l'Assemblée de Leurs N. & G. P. n'étoient pas de même sentiment, sur la nomination d'un Général de nos Troupes pour la Campagne prochaine; que plusieurs même n'étoient pas en-
core

core au fait de ce dont il s'agit, n'ayant ordre que d'écouter quel étoit le sentiment des autres & d'en faire raport ; on a été obligé de différer encore les Délibérations sur ce sujet. Quelques Membres ont témoigné sous main, qu'ils souhaiteroient qu'on priât le Roi de France, de prêter Mr. de *Turenne* à la République, seulement pour la Campagne prochaine, persuadez qu'ils sont que Sa Majesté ne refuseroit point cette grace à Leurs HH. PP. : d'un autre côté, les Villes de Harlem & de Leyde témoignent qu'elles souhaitent que le Prince d'*Orange* trouve son compte en ceci ; la première en donnant l'exclusion à Mr. de *Turenne*, & l'autre ne voulant que le Prince serve sous ce Général ; c'est ce qui a fait penser à un temperament qui pût rétablir l'harmonie & contenter tout le monde ; c'est que d'un côté on pourroit prier le Prince de *Turenne* de commander comme Généralissime la Campagne prochaine, & de l'autre nommer le Prince d'*Orange* Général de Cavalerie ; mais à condition qu'il donnât auparavant à l'Etat des assurances qu'il renonce absolument aux Intérêts de l'Angleterre qui est à présent Ennemie de l'Etat, & qu'il vivra en bonne intelligence avec nos Alliez : Néanmoins, on ne délibérera pas sur ce Projet avant d'avoir sondé si le Prince d'*Orange* l'approuvera, & si le Roi de France sera disposé à seconder les intentions de la République & à envoyer le Prince de *Turenne* sur ce pied-là. J'en ai parlé cette semaine-ci à la Princesse Douairiere, & à Mr. d'*Estrades* ; ils ont tous deux approu-

vé ce Plan; & Mr. l'Ambassadeur croit que le Roi ne fera pas difficulté d'envoyer ici Mr. de *Turenne* pour ce peu de tems, dès que cela pourra contribuer à la Cause commune. Mais on m'a depuis rapporté qu'on avoit fait changer de sentiment à la Princesse, cependant je n'en fai rien de certain. Je crains aussi, que quelques Membres, sur tout la Ville de Harlem, ne veuille pas donner les mains à la nomination de Mr. de *Turenne*, même aux conditions du Tempérament. Vous pouvez faire venir cela à propos dans la Conversation avec Mr. de *Turenne* comme un Projet particulier dont la Régence n'est pas encore instruite, & tâcher ainsi de pénétrer adroitement si le Roi l'approuveroit, au cas qu'il y ait lieu de le faire réussir ici, & s'il consentiroit à se priver pour quelque tems de Monsieur de *Turenne*. Vous me ferez plaisir de me faire savoir au plutôt ce que vous en pensez. Je me raporte du reste à ce que l'Etat vous écrit: les nouvelles publiques vous apprendront, que l'on a défait entièrement & pris une troupe * de soldats, qui se disoient appartenir à l'Evêque de Munster, & qui s'étoient postez sous la conduite d'un Colonel *Carp* dans le village d'*Oudenbosch* † & dans la redoute de *Sant-ter-Buyten*. Je suis, &c.

* Lettres & Mémoires d'*Estrades*, Tome III. Lettre de Mr. d'*Estrades* du 11. Fevrier.

† Dans le Marquisat de Bergen-op-Zoom près de Wilhemstad.

A Mr. le Conseiller Pensionnaire
JEAN DE WITT.

De Chatou le 19. Février 1666.

MONSIEUR,

Je me suis donné l'honneur de vous écrire le 12. de ce mois, & j'ai reçu en son tems votre agréable Lettre du 11.

Je suis charmé d'apprendre qu'enfin le Traité avec le Roi de Dannemark est entièrement conclû; & que vous le croyez dressé en bonne forme, ce que je considère comme un effet de l'habileté de ceux qui en ont eu la direction. Mr. d'*Estrades* a envoyé ici une Copie de ce Traité; mais il est dressé d'une manière que l'on n'en est aucunement * satisfait ici. On m'en a lû un Article où il est dit, que les Bâtimens marchands Anglois pouront venir dans les Ports & dans les Rivières du Dannemark, & que l'on n'en refusera l'entrée qu'aux Vaisseaux de Guerre. Mr. de *Lionne* m'a dit tout naturellement, qu'il étoit étonnant que Leurs HH. PP. payassent si cher un si petit service: j'en ai jugé comme lui; néanmoins, comme j'ai remarqué dans une de vos Lettres que vous parliez d'un Article secret qui stipule une rupture, & que j'ai sollicité ici une somme d'argent pour mettre la dernière main

* Voyez sur cela la Lettre du Roi à Mr. d'*Estrades* du 19. Février 1666. Tom. III.

à ce Traité, j'ai crû que je ne devois pas laisser le Roi dans une opinion aussi defavantageuse que celle où il est sur le contenu de ce Traité, tel que Mr. d'*Estrades* l'a envoyé ; ainsi j'ai dit que je ne doutois pas , & même que j'étois en quelque maniere assuré, que les choses ont été réglées dans quelque Article secret plus à l'avantage de Leurs HH. PP., & de la Cause commune. On me repliqua que c'étoit ce dont on se plaignoit , puis qu'on en faisoit mystere à Mr. d'*Estrades*. Je repondis que je n'en savois rien ; mais que si l'on avoit eu quelque vûë secrette de favoriser le Dannemark , ce ne pouvoit être que fort inutilement , puis que toutes les Provinces devoient être instruites de tout le contenu du Traité avant d'en donner la Ratification.

J'ai été dans l'incertitude si je vous écrivois en particulier, ou à la Régence, les plaintes que l'on fait ici de l'entrevûë de Mr. de *Beverningh* & de Mr. *Vane* : mais puis qu'il faut que toute la Régence en ait connoissance pour dissiper les ombrages que l'on en prend ici & qui pourroient avoir de mauvaises suites, si on ne les dissipe à tems, & si l'on ne prend garde à donner lieu à de nouveaux soupçons , j'ai crû qu'il étoit de mon devoir de me conduire comme j'ai fait.

On se plaint encore de ce que Mr. de *Beverningh* n'a pas agi avec toute la confiance que l'on en attendoit avec Mr. *Colbert*, dans la Négociation du Traité avec le Brandebourg , quoi que Mr. *Colbert* n'ait
été

été à Cleves que pour s'intéresser pour Leurs HH. PP. Je me suis servi à propos dans cette occasion de ce que vous m'avez marqué d'un ordre donné à Mr. de *Beverningh* de ne point cacher à Mr. *Colbert* ce que l'Electeur lui avoit même confié sous secret : sur quoi l'on m'a répondu, pourquoi donc ne l'avoir pas communiqué par provision à Mr. d'*Estrades*? Que l'on pense, au nom de Dieu, que Mr. *Colbert* est une personne qui est ici très-estimée & qui est frere d'un homme qui a le plus de crédit auprès du Roi, & sur tout qu'un rien donne ici de l'ombrage, parce qu'il y a toujours des gens qui reveillent continuellement fort à notre desavantage ce qui s'est passé à Munster. Outre cela on appréhende justement l'embaras où se trouveroit cette Couronne, si Leurs HH. PP. lui tournoient le dos dans cette Guerre; enfin, il regne parmi nos Ennemis un genie de mensonge & de fourberies auquel on doit prendre garde de donner le moindre sujet de s'exercer.

On m'a communiqué une Lettre d'un Correspondant de Bruxelles, que Mr. *Nieu-poort* vous aura sans doute fait voir, elle est du 6. de ce mois, & il y a entr'autres ces propres termes; *les dernières nouvelles de Clèves ont fort mal satisfait Temple; il croit que Mr. de Beverningh s'expliquera sur ce Traité avec l'Angleterre, dont recevant la moindre circonstance, & éclaircissement, il a ordre de le communiquer à la Reine-Mere d'Angleterre.* A quoi bon cette communication, dira-t-on? Il seroit bien triste, pendant que la

France agit avec autant de sincérité, que nous nous laissions prendre dans des pièges si grossiers. Je ne sai si l'on a rien appris de plus ici, car on ne m'en a point parlé; mais Mr. de *Lionne*, qui est entièrement dans nos Intérêts, me disoit hier, que si l'on vouloit se conduire comme il paroît que l'on fait, le Roi trouveroit bien-tôt un moyen de pourvoir à ses Intérêts.

Ce sont des artifices de nos Ennemis, je n'en puis juger autrement, car je ne vois point pourquoi nous ferions un pas pour la Paix, même pour y disposer les esprits, sans en donner avis au Roi, puis qu'il n'y a pas de doute qu'on ne trouve toujours Sa Majesté toute prête à faire tout ce qui pourra faciliter la Paix.

Je vous prie de me donner des lumières sur ces choses. On doit prendre garde de ne pas se laisser surprendre aux pièges de nos Ennemis.

Je ne remarque pas jusqu'à présent, que ce qui s'est passé dans la Généralité par rapport à la nomination d'un Général, donne ici la moindre inquiétude, & j'ai si bien pris les devants, que quand même cette affaire auroit des suites, il n'y a rien à craindre.

Mr. *Zeeftet* a soutenu fermement jusqu'à l'arrivée de la dernière Poste, que l'on devoit regarder le Traité avec le Dannemark comme une affaire dont la conclusion étoit fort éloignée. Le Résident de Dannemark m'a dit avoir un Traité par lequel l'Angleterre promet au Dannemark 400000. écus,

à condition qu'il armât seulement 12. Vaisseaux de guerre, & qu'il fermât aux Hollandois le Passage du Sundt. Je ne vous dis pas ceci, comme une chose sur laquelle on doit faire fond; mais pour vous démontrer, par cette nouvelle preuve, avec quelle circonspection on doit éviter toute surprise dans une conjoncture où l'on met en œuvre de pareils artifices.

Je ne vois pas qu'il y ait aucune dispute à craindre en cas de jonction des Flottes, pourvu que Leurs HH. PP. soient contentes de ce qui a été réglé dans le Traité de 1635. : peut-être seroit-il à propos que l'on travaillât à dresser quelques Plans des opérations de la Campagne prochaine; & quand ils seront en état d'être proposez à cette Couronne, qu'on fît travailler à les y faire agréer, sans donner occasion à quelque dispute sur ceux qui auroient été dressés de ce côté-ci; & que l'on n'approuveroit pas chez nous.

Je vous suis obligé de m'avoir renvoyé ma Lettre secrete; je ne puis m'empêcher de recommander fortement ce que j'y propose, comme une chose de la dernière importance pour l'Etat.

On a appris ici avec le dernier étonnement la nouvelle des hostilités publiques commises contre l'Etat, du côté des Terres du Roi d'Espagne, & selon toutes les apparences avec le consentement de *Castel-Redrigo*; je vous prie de me mander ce qui en est, aussi-bien que d'un dessein sur *Wilhemstat*; & ce que feront Leurs HH. PP. dans une occasion si delicate. Je suis, &c.

A Mr. C. van BEUNINGEN, Ministre
Extraordinaire.

A la Haye le 25. Février 1666.

MONSIEUR,

Mes dernières Dépêches étoient du 18. de ce mois, j'ai reçu en son tems la votre du 19.

Vous aurez vû par la Copie du Traité avec le Dannemark, que la sage Remarque que l'on avoit faite où vous êtes, sur la dernière Partie de l'Article I. de ce Traité, n'aura pas d'aussi facheuses suites que l'on croyoit, faute de Copies, ou d'avoir vû les Articles secrets.

Mrs. *Clingenberg* & *Charisius*, s'étoient chargez d'en donner une Copie à Mr. le Comte d'*Estrades*, ainsi qu'il étoit de leur devoir; puis que le Roi de Dannemark insiste tant sur la Garantie de la France, jusques-là même qu'ils en faisoient dépendre la signature du Traité; & puis qu'il n'est pas raisonnable d'exiger de quelqu'un la garantie d'une chose dont on lui cacheroit la connoissance; nous n'aurions jamais pensé qu'on eut caché la substance de ce Traité à Mr. le Comte d'*Estrades*.

Je pense comme vous, que vous étiez obligé de donner avis à la Regence des ombrages que l'on prenoit de plusieurs choses, où vous êtes; & entr'autres de l'entrevûë que Mr. de *Beverningh* auroit eüe à Cleves avec Mr.

Va-

Vane. Il est revenu hier de Cleves avec le Traité conclû suivant les Ordres que l'Etat lui avoit donnez, & dont voici une Copie N^o. 1. Il a déclaré hier, tant dans l'Assemblée de Leurs HH. PP., que dans celle de Leurs N. & G. P., qu'il n'avoit point vû Mr. *Vane*, ne lui avoit point parlé, & n'avoit eu avec lui aucune communication; qu'à la vérité le 16. de ce mois, (ainsi on ne pouvoit en être informé à Paris le 19. qui est le jour de la date de votre Lettre.) Mr. *Vane* étoit entré dans la Chambre de Mr. l'Electeur, où étoit Mr. de *Beverningh*, & où se trouvoient plusieurs autres Personnes, & qu'ils s'entretinrent alors en présence de son Altesse Electorale & du reste de la Compagnie; Mr. de *Beverningh* a fait raport à Leurs N. & G. P. de ce qui se dit alors entr'eux, & qui tendoit plus à justifier chacun de son côté la conduite de leurs Maîtres & leurs intentions, qu'à parler de Négociation, & encore moins d'aucune ouverture, proposition, ou condition. Vous voyez par-là combien est faux & peu vrai-semblable ce que l'on en a mandé & dit où vous êtes, aussi bien que les soupçons que l'on aura formez en suposant cette entrevûe, & que l'on aura aussi écrit comme des réalitez. Outre cela Mr. de *Beverningh* a rendu compte sur le champ à Mr. *Colbert* de ce qui lui étoit arrivé & de ce qui s'étoit dit. Je ne doute pas que Mr. de *Beverningh* ne vous en informe lui-même plus au long dans une Lettre qu'il vous écrira sur ce sujet. Nous pouvons conjecturer, de plusieurs avis que nous avons

reçus en même tems de divers endroits, que les Anglois ont cherché de dessein prémédité cette entrevûe pour donner les soupçons que l'on a effectivement pris d'abord, & que s'étant imaginé que l'occasion s'en présenteroit plutôt, ils en ont parlé avant le tems, & ont ainsi éventé leur mine. Je suis persuadé que Mr. *Colbert*, que j'ai eu l'honneur de voir avant-hier ici, & qui est reparti hier pour Cleves, aura été satisfait de la confidence avec laquelle Mr. de *Beverningh* lui fait part de tout, & de ce que je lui ai dit ici, ou qu'il aura appris d'autres. Je suis assuré aussi que Mr. d'*Estrades* ne manquera pas de rendre témoignage de la sincere confidence avec laquelle on en agit ici à son égard, sur tout ce qui nous revient, soit directement ou indirectement, & qui a la moindre aparence d'ouvertures ou de Négociation de Paix. Je lui ai encore communiqué avant-hier ce que j'avois donné ordre à Mr. *Buat* de dire, ainsi que nous l'avions concerté ensemble, au Gentilhomme qu'il m'a dit être venu ici de la part du Roi d'Angleterre : savoir, que les trois Articles, dont je vous ai fait part dans ma dernière, étoient trop généraux, & trop obscurs, & même déraisonnables, autant qu'on en pouvoit juger; que quand Sa Majesté Britannique penseroit sérieusement à la Paix, Sa Majesté devoit conduire, ou faire conduire les choses de maniere que l'on fût en repos sur deux Points : le premier, que l'on n'avoit pas en vûe de faire croire ici aux Peuples, que le Roi de la Grande Bretagne souhaitoit la Paix, & que la Regence la rejettoit,

jettoit, ou que quelques-uns des Regens la traversoient : le second, que ce n'étoit pas quelqu'artifice pour donner des soupçons à nos Alliez, & semer entr'eux & nous la discorde & la défiance. Que pour éviter le premier inconvenient, lui, *Buat*, étant chargé de pareille Commission ne devoit en parler à personne, ni quelquefois étant yvre, babiller & jurer que le Roi de la Grande Bretagne desiroit sincerement la Paix, & que Leurs HH. PP. la pouroient avoir si Elles vouloient, ainsi que je savois qu'il avoit déjà fait en plusieurs endroits. Que pour éviter le second, lors que les intentions de Sa Majesté seroient sinceres, Elle ne devoit pas s'adresser simplement ici à la Regence, ou à ses Ministres, pour leur faire des Propositions de Paix; puis que toutes ces ouvertures seront toujours d'abord communiquées à la France, & que l'on ne fera rien que de concert avec Elle. Que Leurs HH. PP. se sont plus d'une fois expliquées sur les Conditions d'une Paix, tant de bouche que par écrit, par le canal de leur Ambassadeur Mr. van Gogh, & même en dernier lieu dans leur Lettre du 11. Décembre, qu'Elles avoient écrite pour rapeller cet Ambassadeur; & qu'ainsi on ne devoit pas attendre que de leur côté Elles fissent de nouvelles ouvertures, avant que le Roi d'Angleterre se soit expliqué clairement, spécifiquement & raisonnablement. *Buat* demanda sur cela une Copie de cette Lettre de Leurs HH. PP., & si Leurs HH. PP. restoient fixées à ce qui y étoit proposé de leur part, & si Elles n'y feroient pas de changement. Je

lui ai donné cette Copie, & lui ai déclaré, que Leurs HH. PP. étoient toujours dans les mêmes dispositions, & que depuis que l'on avoit fait ces offres, il n'étoit arrivé aucun changement, sinon, que le Roi de France ayant rompu avec l'Angleterre, Leurs HH. PP. ne pouvoient traiter, ni conclure, que conjointement avec lui, conformément à l'Alliance qu'Elles avoient faite avec Sa Majesté Très-Chrétienne; ce que j'ai noté en sa présence à la marge de ladite Copie, ainsi que vous le verrez par l'Extrait que je vous en envoie ici N^o. 2. Je lui ai aussi représenté & aussi fait entendre par de bonnes raisons, que si le Roi vouloit ressentir les effets des premières offres, il n'étoit pas raisonnable que l'on exigeât de Leurs HH. PP. qu'Elles satisfissent à des je ne sai quelles prétensions : je lui ai aussi fait écrire ces raisons telles que vous les verrez dans la Copie ci-jointe N^o. 3. J'ai crû que je devois vous entretenir au long de toutes ces choses, afin que vous puissiez en faire part où vous êtes, ainsi qu'il convient.

Nous remarquons assez ici, non seulement que les Espagnols favorisent les desseins des Troupes de Munster, mais même que sous le nom de l'Evêque de Munster, on fait des courses directement des Pais-Bas Espagnols sur les Terres de Leurs HH. PP. : mais nous croyons que c'est moins par ordre de la Régence, que par un effet du crédit que les Prêtres & les Jésuites ont dans ce Pais-là. En effet, peut-on croire que les Espagnols eussent l'imprudence de s'embarquer dans
une

une Guerre avec la Republique & la France, & s'exposer aux facheuses suites qui ne manqueroient pas d'en resulter.

Quoi que je vous aye mandé dans ma dernière que je croyois avoir trouvé un expédient, par rapport au Commandement des Troupes, qui établiroit l'harmonie & la confiance mutuelle entre les Provinces, entre leurs Membres, & avec les Alliez de l'Etat; cette affaire n'a pas réüssi, & est pour ainsi dire évanouïe, parce que ceux qui l'avoient aplaudie au commencement, & qui en paroïssent contens, ont changé de sentiment & ont témoigné des scrupules; en sorte que tous les Membres de l'Assemblée de Leurs HH. PP. ayant travaillé à cette affaire comme Commissaires, ont unanimement concouru à former l'avis ci-joint N^o. 4., sur lequel tous les Membres, à l'exception de trois, se sont déclarez de maniere, que cette Province proposera le Prince *Maurice de Nassauw* dans l'Assemblée des Etats Généraux, pour être nommé Commandant en Chef de l'Armée pour la Campagne prochaine. On a renvoyé à délibérer sur les autres Charges militaires, jusqu'à-ce que la nomination du Général soit terminée. Il pouroit arriver que les trois Membres qui n'ont pas consenti le fissent encore cet après-diné: peut-être ne pourai-je vous mander le résultat de cette affaire que par la premiere Poste.

Je ne doute pas qu'on n'ait écrit d'ici par cette Poste & par la précédente, que le Prince d'*Orange* étoit sur le point d'être élevé aux premieres Charges de l'Etat, pour comman-

der ses Forces par Mer & par Terre; ainsi que le bruit en a couru de tous côtez, jusques-là qu'on a dit, que Leurs N. & G. P. en avoient pris la Résolution, ou qu'Elles étoient sur le point de la prendre, & c'est ce que l'on nous a écrit des Villes voisines où ce bruit est général. Or comme il n'y a point d'apparence, après que l'on a rejeté l'expédient dont j'ai parlé ci-dessus, que le Prince d'*Orange* soit élevé à aucune Charge dans cette occasion-ci; j'espère qu'on ne prendra aucun ombrage de tous ces bruits où vous êtes. Néanmoins, vous ne devez pas négliger d'informer l'Etat, des mouvemens qu'y auront causez les avis qu'on en aura donnez, & de quel œil le Roi regardoit cette affaire. Je suis, &c.

P. S. Depuis que j'ai écrit celle-ci, Leurs N. & G. P. ont choisi Mr. le Prince *Maurice*, pour le proposer à la Généralité, pour remplir le Poste de Général de l'Armée la Campagne prochaine.

A Mr. le Conseiller Pensionnaire.
JEAN DE WITT.

De Chatou le 26. Février 1666.

MONSIEUR,

J'apprends par votre dernière du 18. de ce mois, avec autant d'étonnement que d'inquiétude, que des Projets & des Délibérations à
contre.

contre tems pourroient renverser au dedans la situation favorable où sont nos affaires au dehors. Ce qui me tranquillise un peu, c'est que vous vous y oposez avec toute votre sagesse & votre vigilance ordinaire, & que vous ne manquerez pas de trouver quelque moyen de conjurer cette tempête, sans affoiblir l'union qui doit être entre les Provinces & entre les Membres des Etats de Hollande; car le premier soin doit être de conserver la concorde dans ce tems-ci, *quocumque meliori modo*.

Mr. d'Estrades a écrit * au Roi, & j'ai parlé à Mr. de Lionne du dessein que l'on auroit de donner à Mr. de Turenne le Commandement de l'Armée de Leurs HH. PP. pour la Campagne prochaine: mais il m'a dit que Mr. de Turenne n'en avoit aucune envie, & que le Roi ne voudroit pas l'y obliger. Mr. de Turenne m'a parlé dans les mêmes termes; ainsi je ne vois pas qu'il soit à propos de faire sur cela aucune instance, outre qu'il ne convient pas de témoigner tant d'empressement pour une chose qui est encore très-incertaine. Mr. de Lionne me dit qu'on ne pouvoit s'accommoder de l'Autorité que les Députés s'attribuoient dans l'Armée, & qu'il étoit assuré que Mr. de Turenne ne voudroit pas être à la place d'un Prince d'Orange; c'est ce que je ne sais pas; mais je suis persuadé qu'il s'éloigneroit à présent d'ici avec peine, & qu'il auroit.

* Lettres & Mémoires d'Estrades Tom. III. Seconde Lettre d'Estrades au Roi du 11, Février, & la première du 29, du même mois 1666.

auroit même tort de le faire, pour peu qu'il pensât à l'établissement de son credit qui s'affermît tous les jours. Si cela n'étoit, il n'y a pas d'homme au monde qui auroit mieux été l'affaire de Leurs HH. PP.

On ne m'a rien dit ici de ce qui auroit pû se passer, à la Haye dans les Délibérations, en faveur du Prince d'*Orange*; c'est pourquoi je n'ai garde de toucher cette corde.

Ce que vous avez communiqué à Mr. d'*Estrades*, & que vous m'avez donné ordre fort à propos de communiquer ici, des ouvertures que le Marquis de *Castel-Rodrigo* vous a fait faire par un Gentilhomme, pour la Paix avec l'Angleterre, & de ce que *Buat* vous a rapporté d'une Lettre du Secrétaire *Bennet*, a été ici très-bien reçu, & a en partie dissipé le mécontentement & l'ombrage qu'avoit donné ce qui s'est passé à Cleves, par rapport à Mr. de *Beverningh*, ainsi que je le marque dans ma Lettre ci-jointe.

On croit ici que ce Seigneur est dans des principes tout differens des vôtres. Il faudroit détruire cette opinion par quelque éclaircissement; je suis sans reserve, &c.

P. S. Je soupçonne que votre Paquet à mon adresse a été ouvert à Bruxelles; car j'ai trouvé qu'il étoit cacheté autrement que vous n'avez coûtume, & avec une oublie & de la cire, ainsi que vous pouvez voir par le cachet ci-joint.

A Mr. le Conseiller Pensionnaire
JEAN DE WITT.

De Chatou le 26. Février 1666.

MONSIEUR,

Depuis mes dernières Dépêches du 19. de ce mois, j'ai reçu votre Lettre du 18. avec les Pièces incluses, entr'autres un Mémoire de Mr. d'Estrades du 1. du courant, sur l'emploi des Forces navales de part & d'autre, pendant la Campagne prochaine, & la Résolution que Leurs N. & G. P. ont prise sur ce Mémoire le 17. suivant.

J'ai fort bien remarqué ce qui est dit dans le quatrième Article de ce Mémoire; *Comme l'Amiral de France commandera toutes les Flottes; & dans le neuvième, l'Amiral de France, dans le Conseil où assisteront les principaux Officiers Hollandois, détachera le nombre de Vaisseaux qu'il sera jugé nécessaire, soit pour attaquer, soit pour escorter; en quoi Sa Majesté donnera des Ordres tels, que les Sujets de Messieurs les Etats seront autant & plus considerez que les siens.* J'en ai facilement conclu que vous aviez raison de dire dans une de vos précédentes, que Mr. le Comte d'Estrades proposoit des choses, par rapport à la jonction des Flottes, que l'on ne pouroit accorder avec les intentions de la Regence. Si l'on m'avoit d'abord communiqué ce Mémoire, je crois que j'aurois pu obtenir sur ces Articles des éclaircissemens & des corrections telles,

les, qu'il auroit été facile de dissiper les ombres & les difficultez qui pourroient empêcher que l'on ne fût d'accord. Car j'ai toujours posé pour base de tout ce que j'ai dit sur ce sujet, que tout ce qui concernoit cette matiere devoit se regler sur ces deux principes. 1^o. Que Sa Majesté conservera le premier rang & la prééminence qui lui appartient, sans qu'on y porte aucun préjudice. 2^o. Que Leurs HH. PP. conserveront de même, sans qu'on y donne aucune atteinte, la disposition souveraine de leurs Flottes & Vaisseaux dans l'exécution de ce qui sera fait par les Flottes combinées. Tout ce qui peut être en conséquence de ces deux principes m'a été toujours accordé, tant par Mr. de Lionne, que par les autres Seigneurs du Conseil du Roi, à qui j'ai toujours parlé le même langage : c'est pourquoi aussi on a accepté, sans la moindre repugnance l'expedient du Reglement contenu dans le Traité de 1635. en cas de jonction égale; & Mr. de Turenne m'a dit, qu'ayant parlé au Roi de ce que j'avois dit sur ce sujet, il avoit trouvé Sa Majesté disposée à paroître en cela non seulement raisonnable, mais même traitable: car on voit assez ici combien il est important pour ce Royaume en particulier, & pour la Cause commune, que l'on n'ait aucune dispute sur ce sujet qui cause quelque alienation, ou qui empêche la jonction des Flottes, qui pourroit être utile & même nécessaire pour l'avantage des deux Etats, & pour la ruine de l'Ennemi commun.

• Tout ce que je puis juger de ce que j'en entends

entends dire, c'est que ces deux Articles ont été inferez dans ce Mémoire, sans qu'on ait bien examiné ce qui devoit s'observer en ceci ; ou dans l'intention d'obtenir plus aisément ce qui est raisonnable, en demandant quelque chose de déraisonnable. En effet, lors que j'ai parlé depuis l'arrivée de la dernière Poste à Mrs. de Turenne, de Lionne & Colbert, sur ce sujet, & que je leur ai remontré, avec discretion, que l'on ne pouvoit sans étonnement lire ces deux Articles très-propres à donner de l'ombrage ; puis qu'il paroissoit que le Roi s'attribuoit l'Autorité de donner les instructions aux deux Flottes, & d'en donner le Commandement à son Amiral ; aucun de ces Messieurs n'a soutenu ces prétentions, & m'ont répondu qu'il falloit prendre ces deux Articles du bon côté, & les interpréter à la faveur de la facilité avec laquelle on a consenti ici à se modeler sur l'accord de 1635. ; & celui de ces Seigneurs qui me parle toujours le plus ingénument m'a avoué naturellement, que pour ne pas donner d'ombrage, on auroit pu s'expliquer mieux & autrement dans ce Mémoire. On ne m'a pas même contredit lors que j'ai dit, qu'originellement l'Amiral de France ne devoit avoir aucune Autorité sur la Flotte de Leurs HH. PP., mais seulement une prééminence, qui consistoit à recevoir le premier le salut à la rencontre des Flottes, & à avoir le premier rang dans l'occasion sur l'Amiral de Leurs HH. PP., & que chaque Amiral & Chef, soit de ce Royaume, soit de l'Etat, doit porter son Pavillon indépendant l'un de l'autre.

l'autre : Que si dans une Expedition faite ensemble, ou dans une rencontre des Flottes combinées, on peut trouver un moyen pour empêcher que le Commandement de l'une ne passe pas au Chef de l'autre, on ne doit pas s'y opposer; enfin, que si l'exécution de quelque dessein demande que l'on accorde quelque distinction à l'Amiral qui a le premier rang, comme de donner le signal, ou autre semblable, cela doit être considéré comme un acte d'ordre qui suit de l'Autorité qu'on lui a commise volontairement. Je vous avouerai naturellement que je n'entends pas trop cette matiere-là, ni ce que l'on doit accorder dans l'Action à un Amiral qui tient le premier rang en conséquence de cette primauté: mais les Amiraux mêmes ne pourroient-ils pas convenir entr'eux sur ces choses, sans des instructions expressees de leur Souverain ? Puis que le Traité de 1635. ne regle que le salut & le rang dans le Conseil de guerre. Pour moi je suis sûr que cela ne rencontrera aucune difficulté, pour peu que l'on traite cette affaire naturellement avec Mr. d'*Estrades*, & dans la disposition de s'accorder : il ne restera que de me donner de tems en tems avis de ce que l'on aura réglé avec son Excellence.

Je crois que l'on ne prétendra pas tout ce qui est réglé par le Traité de 1635. dans un endroit où l'Amiral de France ne se trouvera point, & où il y aura si peu de Vaisseaux en comparaison de la Flotte de Leurs Hautes Puissances, qu'ils ne formeront tout au plus qu'une Escadre. Mais où l'Amiral de France
se

se trouvera avec sa Flotte, on soutiendra absolument que le Traité de 1635. doit être exécuté, sans admettre aucune exception sur l'inégalité du nombre de Vaisseaux; car outre que cette regle n'a été restrainte à aucun nombre de Vaisseaux, ni dans le susdit Traité avec la France, ni, ce qui est à remarquer, dans le dernier conclu avec le Danemark; on pretendra toujours de ce côté-ci qu'il faut avoir plus d'égard à la Prééminence de la Couronne qu'au nombre des Vaisseaux; si du côté de Leurs HH. PP. on veut subtiliser & donner à entendre que l'on agit trop à la rigueur, on se trouvera trompé, & cette conduite n'aura aucun bon effet; aussi ne s'en tait-on pas ici, & l'on dit tout naturellement que l'on ne doit pas agir avec finesse, qu'il faut avoir quelque complaisance pour le Roi & paroître raisonnable, si l'on veut dans cette occasion-ci tirer tous les avantages que l'on peut attendre de la rupture. Enfin, vû la naissance de l'Amiral de France, & le nombre des Personnes de distinction qui commandent sous lui sur les Vaisseaux de Sa Majesté, les difficultez que l'on pourroit faire à cet égard, feroient de la peine au Roi & offenseront la Noblesse dont il est environné.

On peut remedier, soit dans les instructions que l'on donnera à l'Amiral des Etats, soit en concertant entre les deux Cours, à tout le mal qui pourroit naître de ceci. Il n'y a guère de bonne affaire qui n'en entraîne après elle quelque mauvaise.

On ne fera pas ici beaucoup de remarques
sur

sur la Résolution que Leurs N. & G. P. ont prise le 17. sur le Mémoire en question, à moins qu'on ne prevoye, qu'il pourroit arriver que le Duc de *Beaufort* reçût ordre de faire voile vers le Ponant; en ce cas on souhaite que l'on règle de quelle maniere on fera la jonction, ou si l'on se conduira de quelque autre maniere. Il me paroît que 34. ou 36. Vaisseaux de guerre, & 15. Brûlots, montez comme le sont ordinairement les Bâtimens François, & commandez avec les Capitaines par des Personnes de Condition, qui ne vont en Mer que pour aquerir de l'honneur par quelque Action hardie en combattant contre une Nation pour laquelle ils ont une haine naturelle, & sous un Roi qui a su persuader à tous ceux qui le servent, qu'il est attentif aux Actions de chaque Particulier, & qu'il est instruit de tout, composent une Flotte très-considérable; en sorte que si elle étoit jointe à celle de Leurs HH. PP., & que les Officiers & les Soldats des deux Nations fissent paroître leur émulation contre l'Ennemi commun, on ne devroit presque pas douter du succès. Je vous avoue que cela me fait fort pencher pour la jonction. Mr. d'*Estrades* aura ordre de vous en parler encore.

Mr. *Colbert* a écrit de Cleves, en envoyant le Traité conclû avec Mr. l'Eleûteur de Brandebourg, qu'un jour voulant entrer dans la Chambre de ce Prince, ses Domestiques qui étoient dans l'Antichambre lui dirent d'une maniere toute décontenancée, que Mr. de *Beverningh* étoit avec son Altesse Electorale,

&

& que Mr. *Vane* s'y étoit rencontré par hazard; & que Mr. de *Beverningh* ne lui avoit point fait part, à lui *Colbert*, de ce que Mr. l'Electeur lui avoit dit en confidence, quoi qu'il ait ordre de lui tout communiquer; que Mr. *Vane* étoit à la vérité parti de Cleves, mais qu'il s'étoit arrêté à 4. ou 5. lieues de-là, ce qui pouvoit faire soupçonner quelque Négociation secrette; qu'il est vrai que Mr. de *Beverningh* veut qu'on attribue au hazard sa rencontre avec Mr. *Vane* dans la Chambre de l'Electeur; mais que cela n'empêchoit pas les soupçons. On fait ici de grandes plaintes sur cela, & il faudroit que l'on me donnât de bonnes instructions pour y répondre & les faire cesser. Je suis, &c.

A Mr. C. van BEUNINGEN, Ministre
Extraordinaire.

A la Haye le 4. Mars 1666.

MONSIEUR,

Depuis ma dernière du 25. du passé, j'ai reçu vos Dépêches du 26. du même mois, bien conditionnées. Quoi que vous vous soyiez imaginé que ma Lettre du 18. Février avoit été ouverte, parce que vous l'aviez trouvée cachetée, contre l'ordinaire, avec une oublie & de la cire, il n'en est rien, car je l'avois cachetée ainsi, *ex professo*, & pour plus grande sûreté.

L'Assemblée de Leurs Nobles & Grandes
Puissan-

Puissances s'est séparée vendredi passé, avec beaucoup de Concorde, après avoir deféré de nouveau le Généralat pour la Campagne prochaine au Prince *Maurice de Nassauw*. On a renvoyé à la prochaine Assemblée qui est convoquée pour le 16. à délibérer sur la nomination des autres Officiers Généraux. Autant que j'ai pû juger de la disposition où étoient les esprits avant la separation de l'Assemblée, je crois qu'on disposera seulement pour la Campagne prochaine des Charges de Général d'Artillerie, de Sergent-Major, de Quartier-Maître-Général de l'Armée, & de Président du Conseil de guerre; mais il n'y a point d'aparence que l'on nomme aux Charges de Velt-Maréchal, ni à celle de Général de Cavalerie. Mais si l'on avoit pû exécuter le Projet d^e mettre le Prince de *Turenne* à la tête de l'Armée, on auroit nommé le Comte *Maurice de Nassauw* Velt-Maréchal. Quant au Prince d'*Orange*, il me semble que l'opinion générale des Membres est présentement, qu'il faut d'abord le détacher réellement & visiblement de toute correspondance, inclination & affection à l'égard de l'Ennemi de l'Etat; & par conséquent ôter son éducation à tout Anglois, soit homme ou femme, & l'empêcher de les frequenter; & que tant que cela ne sera point, on ne peut, pendant cette Guerre, donner aucun Emploi à ce Prince, sans exciter la jalousie des Alliez, outre que cela ne conviendrait pas avec la sûreté de l'Etat.

J'ai eu de longues Conférences avec Mr. d'*Estrades* sur l'ordre & la conduite qu'il faudroit

droit garder, tant pour le Commandement qu'à tout autre égard, au cas que la Flotte de Sa Majesté joignît la grande Flotte des Etats. Cet Ambassadeur m'a remis sur cela le Mémoire, dont je vous envoie Copie ci-jointe N^o. 1., quoi que ce Mémoire se rapproche plus que le précédent de l'intention de notre Regence, je vous avouë que je ne crois pas que Leurs N. & G. P. puissent l'approuver sur plusieurs Chefs; mais particulièrement en ce qui regarde le Commandement, s'il s'agit de poursuivre l'Ennemi, ou de faire retraite; outre que cela ne peut être compatible avec le service de l'Etat. Quant au nombre égal d'Officiers & aux suffrages alternatifs dans le Conseil de guerre, conformément à la Convention de 1635., & à exécuter ce qui y auroit été résolu à la pluralité des voix, on rencontreroit les difficultez suivantes dans l'exécution, en suposant la jonction avec la grande Flotte de Leurs HH. PP. Premièrement, il y a aparence que les six Lieutenans - Amiraux se trouveront sur la Flotte de Leurs HH. PP.; savoir, *de Ruyter* comme Général de toute la Flotte, *van Nes* Lieutenant - Amiral de la Meuse, *Tromp* Lieutenant - Amiral de l'Amirauté d'Amsterdam, *Corneille Evertsz* Lieutenant - Amiral de Zeelande, *van Meppelle* Lieutenant - Amiral de Nord-Hollande, & *Tjerck-Hiddes de Vries*, Lieutenant - Amiral de Frise : quand il s'agira de quelque exécution, il faudra les mettre égaux avec de simples Capitaines de la Flotte de France, qui, vû le nombre de ses Vaisseaux, n'aura sans doute pas plus de

Tome III. P deux

deux ou trois Officiers Généraux, qui pussent aller de pair avec les Lieutenans-Amiraux de Leurs HH. PP. En second lieu, il ne sera point possible d'exécuter avec des Forces si nombreuses ce qui aura été résolu dans le Conseil de guerre, à la pluralité des voix, à moins que, tout au moins, les deux Amiraux, celui de France & celui de Leurs HH. PP. ne soient d'accord; & il me semble, qu'on ne peut consentir à obéir au Commandement, ou respecter le Signal de l'Amiral de France, qui, autant que je le sache, ne s'est trouvé encore à aucun Combat naval, encore moins à la tête d'une aussi nombreuse Flotte, & cela encore dans un Combat décisif, d'où dépend le bonheur, ou le malheur de l'Etat, dans une attaque, pendant le Combat, dans la poursuite de l'Ennemi, ou dans la retraite; cependant, il est certain qu'après la volonté de Dieu, le bon ou le mauvais succès dépend presque toujours des mouvemens bons ou mauvais de l'Amiral, & des signaux qu'il donne; ce qui est aisé à comprendre, & ce que l'expérience ne nous a que trop bien appris dans notre dernière déroute; puis que l'opinion de tous les Officiers de Mer, qui se sont trouvez dans cette Bataille, est que nous n'avons reçu cet échec, que parce que le Vaisseau de l'Amiral *Wassenaer* avoit trop mis de voiles, & que ce brave Officier, poussé par la passion de joindre au plutôt l'Ennemi, & monté sur un bon Voilier, d'un côté, il laissa derrière tous ceux de son Escadre qui n'étoient pas aussi légers que le sien, & passa en un moment

ment les moins bons Voiliers des trois Escadres qui étoient rangez devant lui; d'un autre côté il se trouva embarassé dans les trois Escadres avec les meilleurs Voiliers qui faisoient leurs efforts pour le suivre, jusques-là même qu'il se trouva avec ses Vaisseaux avant celui du Lieutenant-Amiral *Egbert Meuwisz Cortenaer* qui avoit l'avant-garde, & avant le Lieutenant-Amiral *Tromp*, qui montoit aussi un bon Voilier & qui se laissoit emporter à la même passion que l'Amiral; d'où il arriva que trois Pavillons ou Chefs d'Escadres se trouverent l'un près de l'autre engagez avec l'Ennemi, pendant que chaque Officier inferieur & chaque Capitaine faisoit ses efforts pour suivre son Pavillon, selon l'ordre; ce qui avoit tellement confondu les Vaisseaux des trois Escadres en peu de tems, qu'il étoit impossible de porter aucun coup à l'Ennemi, jusques-là même que souvent ils se sont endommagez l'un l'autre: au milieu de cette confusion, l'Amiral ayant sauté en l'air, & *Egbert Meuwisz Cortenaer* ayant été tué dès le commencement de l'Action, il s'en est ensuivi une défaite totale. Ainsi, puis que le Duc de *Beaufort* n'a aucune experience de telles Actions; que trop de chaleur peut aussi bien tout perdre, que trop de lenteur dans les mouvemens; que dans cet Emploi il faut un courage modéré, joint à une grande expérience; enfin, que tout dépend des signaux & des mouvemens de l'Amiral: je vous avouerai naturellement, que pour mon particulier je ne pourois consentir, & que je ne crois pas que Leurs N. & G. P. consentent à con-

fier leur grande Flotte, c'est à dire, la fortune de l'Etat, au Duc de *Beaufort*, qui, dans une occasion, où l'on n'aura pû prendre l'avis d'un Conseil de guerre, pourroit par abus donner un signal pour virer, ou pour faire retraite, ou autre mouvement, qui jetteroit tout dans le desordre.

Pour ces raisons & plusieurs autres trop longues pour les copier ici, je serois d'avis, comme l'ont été ci devant les Commissaires de Leurs HH. PP. & ceux de Leurs N. & G. P., qu'au cas d'une jonction de la Flotte de Sa Majesté, ou de quelques uns de ses Vaisseaux sous les Ordres de son Amiral avec la grande Flotte de l'Etat, il sera impossible d'agir autrement que de concert entre les deux Amiraux, qui feroient exécuter ce qu'ils auroient résolu par les Officiers qu'ils auroient chacun à leurs Ordres. Que néanmoins, pour satisfaire au respect que l'Etat doit témoigner dans cette occasion pour Sa Majesté, non seulement on fera le salut de la manière qui est réglée par l'Art. XII. du Traité de 1635. : mais même que l'Amiral de la Flotte de l'Etat se rendra en personne sur le Bord de l'Amiral de France, lors qu'il faudra conférer, & qu'au cas que l'Amiral de France souhaitât d'appeler à ces Délibérations quelques Officiers de part & d'autre, le Lieutenant-Amiral de *Ruyter* se rendra à bord de l'Amiral de France avec quelques-uns de ses Officiers Généraux. Je ne crois pas que l'on puisse rien exiger de plus, & que l'on puisse se conduire autrement pour l'avantage de la Cause commune. Car je crois qu'il est impossible

possible que les deux Flottes puissent exécuter quelque chose d'avantageux, si les deux Amiraux ne sont d'accord; il n'y a pas à craindre qu'ils ne conviennent pas entr'eux, & qu'ils ne reglent aisément ce qu'il faudra observer, soit dans un Combat, ou dans quelque autre occasion; puis que, suivant les Ordres de leurs Maîtres, ils doivent tendre au même but, qui est la ruine de l'Ennemi, & qu'il n'y a pas à douter que Mr. de Ruyter ne defere beaucoup, par respect, à Mr. le Duc de Beaufort, & que celui-ci n'en fasse de même à l'égard de Mr. de Ruyter, à cause de son experience. De cette maniere, Monsieur, il n'y aura point de difficulté à exécuter ce que Sa Majesté se propose, lors qu'Elle demande que les Flottes agissent de concert & avec une mutuelle correspondance. Au lieu que de la maniere dont Sa Majesté propose la chose, elle entraîne après soit tant de confusion & de dangers, qu'il ne seroit de l'intérêt ni de Leurs HH. PP., ni de la Cause commune qu'Elles y donnassent les mains. Je suis certain que Mr. d'Estrades a toujours considéré cette affaire, comme tellement difficile, qu'il a toujours mieux aimé qu'on la traitât où vous êtes, comme je l'ai remarqué, d'autant plus qu'il n'a jamais voulu relâcher la moindre chose au de-là des Ordres qu'il avoit par écrit.

Vous pouvez affirmer avec autant de certitude, que vous pouriez dire, qu'à midi il ne fait pas nuit, que bien loin qu'il y ait eu quelque Négociation entre Mr. de Beverningh & Mr. Vane, il n'en a seulement pas

été parlé entr'eux : Mais vous savez , & nous sommes assurez ici , que Mr. *Vane* a eu ordre de chercher l'occasion d'avoir une entrevûë avec Mr. de *Beverningb* , & d'en répandre aussi-tôt le bruit à Paris par le moyen des Ministres Anglois à Bruxelles , qui devoient en donner avis à la Reine-Douairiere d'Angleterre , afin d'exciter ainsi la méfiance entre la Cour de France & les Etats. Je vous ai mandé par ma dernière ce qui s'est passé dans cette entrevûë , & Mr. de *Beverningb* l'aura fait de son côté d'une maniere plus circonstanciée. Vous pouvez en conclure , que si malgré la conduite du monde la plus communicative , le Roi & ses Ministres persistent dans leurs défiances , ils sont cause , sans raison , que l'Ennemi vient à bout de ce qu'il souhaite par ses artifices.

J'ai reçu il y a quelques jours de Mr. *Hamel Bruyningshs* les deux avis ci-joints N^o. 2. , j'en ai fait part aussi-tôt à Mr. l'Ambassadeur d'*Esdrades* , & l'ai prié de me donner son avis sur ce que je dois répondre à Mr. *Hamel Bruyningshs* ; mais il s'excusa de s'expliquer à cet égard , sur ce que le Roi lui avoit donné avis de quelque chose que l'Electeur de Mayence avoit proposée à Sa Majesté sur le même sujet , & dont on ne lui a pas marqué les particularitez , & sur lesquelles on le renvoye à ce que vous en écrirez. Au reste , son Excellence se trouve autorisée , pour prendre ici des mesures , sur la maniere dont on se conduira de part & d'autre , pour répondre aux ouvertures de Paix que les Ennemis pourroient faire faire ici , ou en France. Nous
nous

nous sommes trouvez lui & moi de même sentiment sur cela; savoir, que l'on ne pouvoit mieux se conduire que de la maniere que nous en avons agi lors qu'il a fallu répondre à Mr. *Buat*; savoir, que le Roi d'Angleterre, & tout autre qui voudra faire quelques ouvertures pour la Paix, devoit, pour faire voir que ce n'étoit pas quelqu'artifice, faire ces ouvertures en même tems en France, ou ici au Ministre de cette Couronne, & *vice versa*, & qu'en ce cas le Roi d'Angleterre devoit donner une Déclaration claire & nette des conditions auxquelles Sa Majesté auroit envie de faire la Paix: puis que c'est une conduite que l'on a gardée ci-devant. Nous avons aussi parlé de l'endroit qui paroîtroit le plus convenable pour les Conférences; je lui ai dit que pour moi je croyois, que si le Roi d'Angleterre vouloit envoyer ici un Ministre pour cela, rien ne pouvoit être plus glorieux pour Sa Majesté Très - Chrétienne; qu'au reste Leurs HH. PP. n'ont jamais été arrêtées par la formalité du choix d'une Place. Mr. d'*Estrades* a fort aplaudi à ma pensée, & nous croyons que les amours du Comte d'*Arlington*, Secrétaire d'Etat, pourroient bien contribuer à le faire venir ici avec cet Emploi, pour faire son Alliance particulière, en travaillant à une publique; car vous savez, sans doute, que ce Seigneur doit épouser Mademoiselle de *Beverwaert*.

Nous avons été fort surpris ici de l'Ordre que le Roi a donné, ou fait donner aux Officiers des Troupes qu'il a envoyées à notre secours, d'autant que cet Ordre est absolu-

ment contraire au Texte du Traité, suivant lequel ces Troupes doivent obéir en tout aux Ordres de Leurs HH. PP., & être considérées, comme les propres Troupes de l'Etat, à condition néanmoins qu'on ne les augmente pas, qu'on ne les démembre pas, ou qu'on ne les partage pas en Détachemens plus petits qu'il n'est exprimé dans le Traité : outre que ce secours n'est en effet que le paiement d'une dette que l'on pouvoit demander en argent, ainsi qu'il est spécifié dans le Traité, qui en laisse le choix à celui qui est attaqué. Vû la conduite que tient le Général *Pradel*, tant que ces Troupes de secours seront en garnison, bien loin d'être de quelque utilité à l'Etat, elles sont fort à charge; car si l'on a avis que quelque Place est menacée par l'Ennemi, non seulement on ne peut faire marcher à son secours les Compagnies Françaises qui sont dans les Places les plus voisines; mais même on ne peut en tirer les autres Compagnies qui y sont avec les François, de crainte que ces Places dont on aura tiré nos Compagnies, & où on aura laissé les Françaises, ne restent à la discretion de ceux-ci, ce qui ne manqueroit pas de faire crier les Magistrats & les Bourgeois. Et lors même que Leurs HH. PP. se dépouillent de leur Autorité, en laissant à quelques Gouverneurs la liberté de se mettre en Campagne, sans attendre aucun ordre de Leurs HH. PP., avec les Troupes de leurs Places & de celles du Voisinage, pour donner la chasse à l'Ennemi au moindre avis qu'on a de ses mouvemens; non seulement il faudroit alors
laisser

laisser les François dans leurs Garnisons; mais même pour la raison que je vous ai alleguée, on ne pouroit en tirer les Compagnies Nationales; Leurs HH. PP. on écrit sur ce sujet à Mr. *Pradel* la Lettre dont je vous envoie Copie No. 3. Vous ferez bien de l'appuyer un peu où vous êtes, puis qu'il est d'une nécessité absoluë que les Compagnies qui sont dans des Places éloignées de celle où est Mr. *Pradel*, sortent aussi-tôt qu'ils en ont Ordre de Leurs HH. PP., ou du Gouverneur de cette Place, sans attendre ceux du Général François, & qu'à l'égard de celles qui sont dans les Places voisines de sa résidence, il les fasse marcher & obéir aux Ordres de l'Etat aussi-tôt qu'il en est requis; puis qu'il pouroit arriver que Mr. *Pradel* ne pouvant être informé de toutes les raisons qu'on auroit d'agir, feroit perdre quelque Place qui seroit en danger, en formant quelque difficulté, ou en retardant tant soit peu.

Présentement que le Roi de Dannemark s'est accordé à quinze cens mille livres, & que Leurs HH. PP. sont restées Caution pour les 300000. livres que la France a promises, on n'a promis aux Ministres Danois aucune part ni portion des arrérages que l'on doit obtenir de la France, ce qui avoit été promis dans une de vos Lettres; mais au cas qu'ils ne se contentassent pas des douze cens mille livres, & de la moitié de ce que l'on obtiendrait de la France, laquelle moitié n'auroit pas été à 300. mille livres.

Si le Commandeur *Verburg* entend & parle François, il faudra qu'il entre dans le Con-

seil de guerre, quand ce ne seroit que pour entendre ses confiderations, sur tout lors que l'on déliberera sur quelque chose d'important, à l'exécution de laquelle il devra avoir part. Je suis, &c.

A Mr. C. van BEUNINGEN, Ministre
Extraordinaire.

A la Haye le 4. Mars 1666.

MONSIEUR,

Mr. *Sidney* ayant envie de se rendre à Paris avec quelques autres Gentilhommes disgraciez, pour proposer à la Cour quelque affaire importante, Mr. *Sidney* m'a prié de lui donner une Lettre de recommandation pour vous; quoique j'ignore quel est leur Projet, je n'ai ni pû, ni voulu refuser cette faveur à Mr. *Sidney* dans la conjoncture présente; ainsi, je vous l'adresse par celle-ci, & vous le recommande, en vous priant de l'aider en tout ce que vous pourrez; vous rendrez en cela service à l'Etat, & vous obligerez celui qui est sans reserve, &c.

A Mr. le Conseiller Pensionnaire
JEAN DE WITT.

De Chatou le 5. Mars 1666.

MONSIEUR,

J'ai reçu en son tems votre Lettre du 25.
mes

mes dernières Dépêches étoient du 26. du mois dernier. J'ai fait ici un rapport exact de ce que vous & Mr. de *Beverningh* m'avez mandé, pour détruire les fausses impressions que le Roi & ses Ministres auroient pu prendre de ce qui s'est passé à Cleves à l'égard de Mr. *Vane*. J'ai aussi communiqué en même tems ce qui s'est passé, par rapport aux ouvertures faites sur une Lettre écrite par Milord *Arlington* à Mr. *Buat*, & à l'arrivée d'un Gentilhomme Anglois à la Haye. Cette Confiance a été fort bien reçue ici, & l'on n'a rien trouvé à redire sur la conduite que vous avez gardée, tout ayant été concerté avec Mr. d'*Estrades*. On m'a seulement dit, que ces démarches, que l'on tentoit, pour engager Leurs HH. PP. dans quelque Négociation contraire aux Traitez d'Alliance qu'Elles ont avec le Roi, suposoient en quelque maniere, que l'on croyoit que la Regence, ou quelques-uns de ses Membres, que l'on tâche d'irriter, seroit capable de prêter l'oreille à une aussi énorme perfidie; qu'ainsi, l'on doit n'y répondre qu'en témoignant le plus vif ressentiment, tant pour l'honneur de l'Etat, que pour ôter aux Anglois toute espérance de réussir dans ces tentatives, & les engager ainsi à prendre d'autres mesures.

Ce qui met ici les esprits en repos, est, sur tout, que les Délibérations pour le choix d'un Général de l'Armée de Leurs HH. PP., & les incidens par rapport au Prince d'*Orange*, se soient terminées de la maniere que vous me marquez l'espérer, & que Mr. d'*Estrades* a mandé par un Exprès s'être passé, ainsi que

vous vous y étiez attendu; ce qui a fait ici beaucoup de plaisir. Mr. de *Lionne* m'a avoué à présent, que le Roi & son Conseil ont été dans une grande aprehension sur l'avis qu'on avoit reçu, que l'on craignoit que le Parti du Prince d'*Orange* ne prévalût.

Mr. *Zeeftet* fait tout ce qu'il peut pour détruire l'opinion que l'on avoit ici à son desavantage, qu'il étoit entierement dans les intérêts de l'Angleterre. J'apprends de plusieurs endroits, qu'on se plaint plus de lui à présent à la Cour Britannique, qu'en aucun endroit, d'où je conclus, ainsi que d'autres avis, qu'il est à présent fort innocent à cet égard; c'est pourquoi je l'aide autant que je puis à le mettre ici en bonne odeur, &, en le traitant avec politesse & avec confiance, le gagner entierement, en sorte que nous puissions faciliter par son moyen les mesures propres à nous procurer des services réels de la part du Roi de Dannemark. On m'a promis qu'on suivroit en cela mes conseils. Il me paroît très content de vous, & résolu à agir ouvertement avec moi, & même à prendre mes avis. Je suis, &c.

A Mr. C. van BEUNINGEN, Ministre
Extraordinaire.

A la Haye le 11. Mars 1666.

MONSIEUR,

J'ai reçu votre Lettre du 5. du courant, ma dernière étoit du 4.

J'apprends

J'apprends avec plaisir deux choses; l'une, que l'on est enfin plus content où vous êtes de la maniere dont on s'est conduit ici, par rapport à ce qui s'est passé à Cleves, que de ce qui a été proposé ici touchant la Paix avec l'Angleterre; l'autre, que Mr. *Hannibal Zeeftet* s'intéresse pour la Cause commune. Je lui ai dit ici qu'il ne devoit pas plus s'embarasser de passer pour peu affectionné aux Hollandois, que je ne m'embarassois de passer en Dannemark pour peu affectionné aux intérêts Danois; qu'il falloit que nous fissions voir l'un & l'autre le contraire par nos actions; ce que j'ai si bien fait voir dans la dernière Négociation, que l'on en est entièrement satisfait en Dannemark: & je suis certain que Mr. *Zeeftet* trouvera où il est plus d'une occasion de dissiper les impressions que l'on a prises contre lui.

On m'a informé ici qu'un certain Mr. *Maurice de B.* . . qui demeure à Paris, avoit occasion, & même souhaitoit d'informer l'Etat promptement de toutes les affaires importantes & secretes, sur lesquelles on délibereroit de tems à autre à la Cour; pourvû qu'on voulût lui donner une récompense honnête. J'ai crû que le plus court étoit de vous adresser cette personne, afin que vous lui parliez, que vous l'interrogiez, & que vous voyez en quoi consiste le service qu'il peut rendre; afin que vous me marquiez comment il faudra s'y prendre avec lui, & quelle récompense il mériteroit. Mrs. les Conseillers Députez ont pris sur cela une Résolution secrette, dont je vous envoie Copie; j'attendrai les

avis & les confiderations que vous m'envoyerez en conféquence. On donne avis par cette Poste-ci au Sieur *Maurice de B.* . . qu'il ait à s'adreffer à vous.

Mr. *Sidney* & quelques autres Gentilshommes Anglois disgraciez font auffi partis pour Paris, & auront recours à vous : vous jugerez mieux que personne du fond que l'on peut faire fur leur Projet.

Messieurs les Etats Généraux ont accordé, à la Requête de Mr. *Ulboa*, & à la recommandation de Mr. d'*Estrades*, des Passeports pour quelques Vaisseaux qui doivent transporter d'Angleterre en France le Bagage de l'Ambassadeur de Portugal à Paris; mais comme on ne savoit pas le nom des Vaisseaux qui devoient embarquer ces équipages, on a laissé un espace en blanc : sans doute qu'avant la reception de la présente on vous les aura présentez pour les remplir comme l'aura souhaité l'Ambassadeur de Portugal.

Il paroît par toutes les preuves, les circonstances & les avis, que les Espagnols ayant vû le mauvais succès de l'Entreprise sur *Oudenbosch* & sur le Château de *Van Wouw*, ne favoriseront plus les Troupes de *Munster* dans leur Pais; je vous envoie ci-joint pour votre instruction les dernieres Dépêches de Mr. *Sasburgh*.

Mr. *Clingenbergb* a reçu avis de Danemark par la dernière Poste, que le Roi avoit ratifié les sept instrumens du dernier Traité, & que l'on travailloit à expedier la Ratification, afin de l'envoyer ici au plutôt.

On:

On a hier fait l'échange des Ratifications du Traité avec le Brandebourg.

Voici une Copie de ce que j'ai répondu à la Lettre de Mr. *Hamel Bruynings*, de l'aveu de Mr. d'*Estrades* à qui j'en ai fait part. Je vous ai envoyé Copie de sa Lettre par ma dernière, afin que vous vous en serviez dans l'occasion. Je suis, &c.

A Mr. le Conseiller Pensionnaire
JEAN DE WITT.

De Chatou le 12. Mars 1666.

MONSIEUR,

J'ai appris avec plaisir par votre Lettre du 4. du Courant, que l'Assemblée de Leurs N. & G. P. s'est séparée fort d'accord; j'ai fait part de cette bonne nouvelle aux Ministres ici qui y ont été fort sensibles, sur tout à l'unanimité avec laquelle tous les Membres sont entrez dans les salutaires sentimens que vous marquez, par raport à l'avancement du Prince d'*Orange*. Cependant, l'on ne peut s'empêcher de craindre que cette affaire n'excite beaucoup de débats dans l'Assemblée de Leurs HH. PP.: & il y a des avis, je ne fai s'ils sont bien fondez, qui font croire, à en juger par la conduite des Anglois, qu'ils ne desesperent pas encore de semer la division parmi nous, & d'engager l'Etat à prendre des mesures séparément de ce Royaume; ce qui fait dire à quelques-uns que nous n'a-
vons

vous personne plus à craindre que nous-mêmes : cela est triste.

L'Article qui concerne la jonction des deux principales Flottes, & la forme de Commandement qu'on y devra observer, est selon moi de la dernière importance, & l'on ne peut le traiter avec trop de prudence & de discrétion : & je crois qu'on doit charger de ce soin des Personnes qui aient une connoissance parfaite du Commandement d'une Flotte, & des accidens qui peuvent arriver, soit dans les Courses, ou dans les Combats, & de ce qui doit s'observer alors; en sorte qu'ils puissent détruire par de bonnes informations, les mauvaises opinions que l'on pourroit s'être formées sur des idées fausses. J'avouë naturellement mon ignorance à cet égard, & par conséquent que je suis incapable de traiter ici cette affaire comme il conviendrait; outre que je n'oserois y avancer un pas sans des Ordres exprès; car souvent il s'y rencontre des difficultés, que les uns prennent pour des Mouches, & d'autres pour des Elephans, & sur cela je n'oserois m'en fier à mon propre jugement.

Quoi qu'il en soit, je crois qu'il est très-avantageux & très-nécessaire, que l'on trouve quelque moyen pour faciliter la jonction des deux Flottes, & pour les faire agir de concert selon l'occasion; puis qu'autrement je ne vois pas que la Ligue de cette Couronne avec Leurs HH. PP. soit d'une si grande importance, ni d'un avantage si considérable. Je remarque que l'on pense ici de même, & puis que l'on est du même sentiment, j'espère

pere qu'on s'accordera de part & d'autre, en témoignant également autant de prudence que de discretion dans la Négociation, que l'on ne conduira à une bonne conclusion, que par une condescendance reciproque. Autant que j'en puis juger par ce que vous m'en marquez dans votre derniere; vous traitez la chose de la maniere la plus convenable, en faisant voir que l'on ne s'arrête pas au point d'honneur, & que l'on ne considere que la sûreté, le bien commun & la conservation des deux Flottes, en ne consentant point que l'Amiral de France puisse faire faire le moindre mouvement aux deux Flottes que de concert. Car si l'on vouloit bâtir sur un autre fondement qui fût une suite de la Souveraineté de l'un, ou de l'autre, on a déjà ici une objection toute prête, & l'on diroit que le Roi de France n'a pas fait difficulté de soumettre aux Ordres du Prince d'Orange une Armée Françoisse toute entiere, commandée par un Maréchal de France, à qui le Roi avoit ordonné de respecter les Ordres du Prince, parce qu'il étoit de plus haute condition que lui; d'où l'on concluoit que l'on doit avoir à présent les mêmes égards pour l'Amiral de France, Amiral en Chef, & Prince d'une Naissance aussi relevée qu'est celle du Duc de Beaufort. J'ai répondu à cela que ce sont des choses arbitraires, qu'il s'étoit trouvé plusieurs circonstances dans la jonction des deux Armées, dont on parloit, qui s'étoit faite de concert, & qui ne se trouvoient pas dans la jonction des deux Flottes dont il s'agit, outre que je ne pouvois parler
positi-

positivement de ce qui s'étoit passé alors : mais que je ne doutois pas que la France n'y ait trouvé son compte , tant par les Ordres qu'Elle a donnez pour l'exécution des desseins , que par la présence continuelle de son Ambassadeur dans l'Armée , & par d'autres moyens ; que lors de la jonction de ces Armées de Terre , on n'a rien stipulé par rapport à la jonction des Flottes , que ce qui concernoit la prééminence que l'on ne disputoit pas à présent à la France. Quoi qu'il en soit , si l'on en vient à des discussions sur ce sujet , il pourra arriver que l'un ou l'autre se formera des idées différentes qui empêcheront qu'on ne s'accorde , & qui donneront occasion aux uns de s'imaginer que l'on veut trop s'arroger , & aux autres de croire , que faute de déférence on est difficile où on devroit ne le pas être ; ce qui seroit une brouillerie très-dangereuse dans une affaire aussi délicate que celle-ci , dans une conjoncture si critique , & avec un Prince d'une si haute Extraction. D'où je conclus , que sans des dispositions mutuelles à céder de part & d'autre , on ne pourra rien régler ; & si l'on se separe mécontents , quel préjudice n'en recevra pas la Cause commune , & sur tout celle de Leurs HH. PP. , qui seront exposées à tout le danger , à toute la perte , & à tous les fraix d'un Combat général avec l'Angleterre , en négligeant de se fortifier d'un renfort de trente à quarante Vaisseaux , dans la crainte de tomber dans quelque inconvenient en accordant tout ce que l'on souhaite ici.

Depuis que j'ai fait ces réflexions , j'ai parlé
fort

fort au long sur ce sujet à Mrs. de Turenne & de Lionne après la reception de votre dernière; j'ai commencé par leur dire tout ce que je croyois pouvoir servir à détruire les soupçons que l'on pouroit avoir, que l'on eût envie de deferer moins à présent à la Couronne de France, que l'on n'a fait par le Traité de 1635., en proposant comme vous le faites, que les Amiraux agissent de concert : ainsi j'ai représenté à chacun de ces Seigneurs, qu'en considerant ce qui avoit été arrêté par le Traité de 1635. touchant le Conseil de guerre, à la conclusion, à la pluralité des voix, il paroissoit que cette conduite pouroit n'être point praticable à présent dans le cas de la jonction des deux Flottes, sur tout, puis qu'il n'y avoit pas d'apparence que Sa Majesté voulût obliger son Amiral, non plus que Leurs HH. PP. le leur, à exécuter, dans une occasion de la dernière importance, & où il iroit de la reputation & de la Fortune des deux Etats; ce qui auroit été conclu à la pluralité des voix, contre leur avis particulier & contre celui des Officiers Généraux les plus expérimentez. Qu'il falloit encore considerer, que pour peu que l'un ou l'autre des Amiraux ait de crédit sur ses Officiers, il ne manquera pas de les avoir tous de son côté au cas qu'ils ne s'accordassent pas : d'où il s'en suivroit des embarras d'autant plus difficiles à surmonter, que d'ordinaire on s'opiniâtre davantage à soutenir un avis proposé dans une Assemblée, que celui qu'on avance dans un tête à tête; qu'ainsi, tant pour ces raisons que pour plusieurs autres, il valoit mieux,

&-

& il étoit plus honorable aux Amiraux, plus avantageux pour la conservation des Flottes, & pour prévenir tous les inconveniens, que les deux Amiraux conférassent ensemble, agissent de concert & lors qu'ils le jugeront à propos; ou lors qu'ils ne pourront convenir entr'eux, qu'ils appellent auprès d'eux quelques-uns de leurs Officiers Généraux pour les consulter; qu'on ne pouvoit attendre à cet égard de la part, de l'Amiral de Leurs HH. PP., que toute sorte de deferences pour un Prince d'une aussi grande considération, & qui avoit d'aussi beaux talens que le Duc de *Beaufort*, & qu'on se flatoit d'un autre côté, qu'on auroit des égards pour un Officier qui avoit autant d'expérience que le Lieutenant-Amiral de *Ruyter*, de la moderation duquel on pouvoit tout esperer. Qu'ainsi on devoit croire qu'il y auroit entr'eux une parfaite harmonie, & que l'on n'auroit pas à craindre la desunion qui naîtroit inmancablement d'un Conseil de guerre, composé des Officiers des deux Nations, parmi lesquels il y en auroit qui ne pourroient se faire entendre, ou entendre les autres que par Interprètes, & dont un seul moins moderé que les autres pourroit exciter des jalousies, même en offenser quelqu'autre; de-là le point d'honneur mis en jeu entre les deux Nations, donneroit lieu souvent à des suites très-facheuses.

Je leur ai fait entrevoir en même tems que par ce moyen on previeudroit encore les difficultés qui ne manqueroient pas de naître sur le rang des Lieutenans-Amiraux, qui seroient en plus grand nombre sur une Flotte que

que sur l'autre. J'ai sur tout apuyé sur votre argument, qu'il ne se pouroit rien faire de bien dès que les Amiraux ne seroient pas de même avis, & que la conduite que vous proposez est la plus convenable à les faire convenir entr'eux : j'ai ajoûté, que l'on ne demandoit en ceci aucun avantage pour Leurs HH. PP. plus que par le Traité de 1635., qui accordoit à l'Amiral de France l'honneur de tenir le Conseil sur son Bord, la preséance & le salut, ce qui subsistoit en suivant le nouveau Plan.

Quant aux Ordres qu'il faudroit donner, ou aux mouvemens qu'il faudroit faire faire aux Flottes dans des rencontres imprévûes, sur lesquels on ne seroit pas convenu, & que l'on n'auroit pas concerté avec l'Amiral de France; j'ai dit que c'étoit un Article qui n'avoit pas été réglé par le Traité de 1635., & sur lequel Sa Majesté & Leurs HH. PP. devoient particulièrement faire attention; puis que le succès d'une Bataille & la conservation des Flottes dépendoient souvent d'un mouvement fait à propos ou à contre tems; & que dans la conjoncture présente, il y alloit de la plus grande partie de l'Etat, ce que je representai de la maniere la plus vive, sans dissimuler, que ce qui donnoit le plus d'embaras étoit, que Mr. l'Amiral de France ne s'étoit jamais trouvé à la tête d'une pareille Flotte, ni dans aucun Combat naval, tel que celui auquel on devoit s'attendre; que la Proposition de mettre sur son Bord auprès de lui une Personne de la part de Leurs HH. PP., ne levoit pas la difficulté, non seulement,
parce

parce que ce ne feroit que pour y faire le personnage de Conseiller; mais encore parce que Leurs HH. PP. ne pouvoient confier une affaire de cette importance à ceux qui leur restoient, & à qui Elles pouroient donner cette Commission. Mais, ajoutai-je, je crois que cet Article ne doit pas tant inquieter, puis que les Amiraux seront convenus entr'eux, par rapport aux cas qui peuvent arriver dans une Bataille, ou dans une rencontre; & que, comme les choses ne vont pas dans un Combat naval, comme dans une Bataille sur terre, où les mouvemens sont toujours précipitez, les Chefs des deux Flottes trouvent toujours, quand ils veulent, l'occasion de s'entr'avertir, que tout ce qui a été remis par le Traité de 1635. à la disposition d'un Conseil de guerre, dépendant à présent de la communication entre les deux Amiraux en Chef, qui dans une rencontre imprévue peuvent plus aisément se joindre, qu'assembler un Conseil de guerre, l'embaras d'un cas imprévu & sur lequel on ne seroit pas convenu, en sera moins à craindre; que si après cela il reste encore quelque difficulté, on pourra, ou la lever, ou la diminuer, dans les instructions que l'on donnera de part & d'autre aux Amiraux, & qui tendront infailliblement au même but. Je leur dis, que c'étoit-là le précis des réflexions que vous & les Seigneurs à qui vous en avez parlé, avez faites sur la Proposition de Mr. d'Estradas, & que j'étois persuadé qu'on les trouveroit ici très-raisonnables. Je n'ai pû conclure autre chose des réponses que ces Seigneurs m'ont faites, si non,

non, qu'ils goûtoient ces raisons; quoi qu'ils ne se déclarassent point positivement: le premier m'a dit que l'on pouroit ajuster cette affaire, pour qu'il parût par ce que l'on regleroît sur ce Plan, que Leurs HH. PP. ne pretendent point attenter à la prééminence de la France. Je n'ai pas encore parlé à Mr. Colbert, que je n'ai pû rencontrer qu'une fois, & qui étoit trop occupé pour pouvoir l'entretenir de cette affaire; outre que je souhaite que ces deux autres, qui nous sont favorables, preparent les esprits, & que je crois que je ne dois pas agir avec trop de précipitation, craignant qu'on ne soit pas encore au fait des choses. On m'a dit que Mr. d'Estrades avoit écrit qu'il s'en raportoît à ce qui me seroit dit: je voudrois savoir comment l'on pourra se conduire pour donner les signaux concertez; car pour peu que l'on puisse les contenter sur le point de la prééminence, autant que le point d'honneur y est intéressé, le reste viendra de soi-même.

Vous aurez vû par ma precedente ce que l'on m'a communiqué ici du contenu d'une Lettre du Frere de l'Electeur de Mayence, & de la réponse qu'on y a faite; mais comme on n'y déclare pas quels sont les sentimens du Roi, touchant la Médiation dont l'Electeur semble se vouloir charger, c'est ce qu'il s'agit de penetrer; mais avant de faire quelques instances pour cela, je voudrois bien savoir quels sont à cet égard ceux de la Regence & les votres. Cet Electeur est ici fort estimé, & peut-être que sa Médiation sera aussi agréable que celle de tout autre.

Quant

Quant à l'endroit où l'on pourroit tenir les Conférences, ce que je vous marque s'étoit passé avant que j'ai appris par votre Lettre que l'on y avoit déjà pensé, & que les Anglois pourroient bien agréer *la Haye*. J'en ai parlé ici, mais on trouve qu'il n'y a point d'apparence, & quoi que Mr. de *Lionne* m'assure qu'on sera ici fort traitable sur cet article; il ajoûte que les artifices des Anglois sont à craindre dans notre Païs, que ceux qui négocieront de la part de l'Angleterre, pourroient, sous prétexte des Négociations de la Paix, semer la discorde, & que le Comte d'*Arlington* passoit pour Espagnol, & par conséquent peu ami de la France: mais son Excellence n'avoit encore parlé de rien au Roi, dont on marquera sans doute les sentimens à Mr. d'*Estrades*.

Je trouve, par raport aux Patentes pour les Troupes de France, que Leurs HH. PP. ont témoigné beaucoup de condescendance dans leur Lettre à Mr. *Pradel*; & c'est sous cette face que j'ai représenté ici cette affaire, le Roi l'a approuvée, & il en fait écrire à Mr. d'*Estrades*, qui vous fera entendre les intentions de Sa Majesté. Je suis, &c.

A Mr. C. van BEUNINGEN, Ministre
Extraordinaire.

A la Haye le 18. Mars 1666.

M O N S I E U R,

Ma dernière étoit du 11. du courant ;
j'ai

J'ai reçu la votre en date du 12.

Mrs. les Etats de Hollande & de West-Frise se sont assemblez hier, & ils ont été obligez de commencer leurs Délibérations, par une difficulté que forment Mrs. de Harlem, sur la justification de l'arrêté des Cahiers du Deux - centième denier de l'année 1654., ce qui suspend toutes les autres Propositions pour les autres Subsidés extraordinaires; parce que, suivant la coutume, les Membres ne veulent pas accorder l'un sans l'autre; mais j'espère que Mrs. de Harlem se conformeront dans peu aux autres Membres, & il y a d'autant plus d'apparence, que les principaux Regens de cette Ville se sont vigoureusement oposés dans la dernière Assemblée du Conseil de cette Ville, à ceux qui formoient ces difficultez.

J'ai jugé à propos de lire mot à mot à Leurs N. & G. P. ce que je vous avois écrit le 4. du courant des sentimens des Membres de leur Assemblée, par rapport à la Personne & à l'avancement du Prince d'Orange, afin que si je n'avois pas bien pénétré leurs sentimens, & si je m'étois par conséquent mal exprimé, je puisse redresser cette Poste-ci, étant mieux informé, ce que j'aurois écrit mal à propos. J'ai lû en même tems ce que vous me marquez des sentimens du Roi & de ses Ministres à cet égard, & des craintes où ils ont été; je n'ai pû remarquer jusqu'à présent, que les sentimens des Membres soient autres que je vous l'ai marqué dans ma dite Lettre du 4.

Vendredi dernier, les Ministres de Brandebourg ont présenté un Mémoire à Leurs
Tome III. Q HH.

HH. PP., auxquelles ils recommandent l'avancement du Prince d'Orange à quelques-unes des Charges militaires vacantes. Quoi que cette demande soit conçûe dans ce Mémoire en termes très-modestes, & que les motifs en soient pris de la proximité du sang & de la tutelle du Prince dont l'Electeur est chargé; Mrs. les Députez de Hollande ont représenté qu'il ne convenoit pas à un Prince étranger de se mêler dans un Mémoire public d'une affaire qui concerne l'Etat en particulier, & qui est purement domestique; ce que toutes les autres Provinces ont approuvé jusques-là même, que le Président a été prié d'en faire des remontrances aux Ministres de Brandebourg; & que ledit Mémoire sera regardé, comme non lû, & qu'il ne seroit pas inséré dans le Journal. En conformité Mr. le Président & moi en avons parlé fort au long à Mr. de Blaespeil, qui s'est chargé de rendre compte des raisons que nous lui avons alléguées, à l'Electeur son Maître; ainsi, cette affaire est restée là, sans qu'on en ait plus parlé.

J'ai aussi communiqué à Leurs N. & G. P. ce qui s'est passé depuis qu'Elles se sont séparées, par rapport à la jonction des Flottes, en leur faisant la lecture de vos Lettres & des miennes; mais Elles n'ont encore pris aucune Résolution sur cela, attendu que vous marquez dans votre dernière que vous n'en aviez pas encore parlé à Mr. Colbert, & qu'Elles veulent auparavant voir ce que contiendront vos premières Dépêches. Au reste, Leurs N. & G. P. sont très-satisfaites de la
vigilance

vigilance & de la bonne conduite avec laquelle vous avez manié cette affaire, ainsi que toutes les autres qui concernent l'Etat. Vous pouvez hardiment assurer que Leurs HH. PP. ne prétendent pas donner la moindre atteinte à la préséance, ni à la prééminence qui appartient à la Dignité Royale. Il faudra laisser aux Amiraux le soin de convenir entr'eux, sur ce qui regarde les signaux & les autres choses de cette nature, ainsi que l'on a fait dans tous les Traitez, soit avec la France, soit avec d'autres Puissances, & en dernier lieu avec le Dannemark. Je me suis encore entretenu hier sur ce sujet avec Mr. d'Estrades, & je crois lui avoir persuadé, que la conduite d'une si puissante Flotte & de toutes ses parties, ne pouvoient être réglées dans un Conseil de guerre; mais seulement par le concert des deux Amiraux, qui, lors qu'ils le trouveroient convenable, pouvoient consulter quelques-uns de leurs Officiers les plus expérimentez; il est même certain, que quand même on conviendrait du contraire, les grands embarras, la foule des occupations, le tort que peut causer le moindre retardement à faire voile, & l'absence des Chefs des Escadres, & la confusion que cela mettroit dans la Flotte; toutes ces choses seroient cause que les Amiraux se conduiroient comme ils le jugeroient à propos, sans tenir ces Conseils de guerre.

J'ai fait part aussi à Leurs N. & G. P. des ouvertures de l'Electeur de Mayence, faites par le canal de Mr. *Hamel Bruynings*, & de la réponse que j'ai faite à ce dernier de l'a-

vis & de l'aveu de Mr. d'*Estrades*. Leurs N. & G. P. ne refuseront pas la Médiation de cet Electeur au cas qu'il l'offre : Elles ont aussi approuvé la pensée qui vous est venuë de choisir le Palais de la Reine - Mere du Roi d'Angleterre, pour y traiter de la Paix; sur tout, parce que, comme Elles ont envie de vous charger de cette Négociation, vous pourrez continuer vos fonctions auprès de Sa Majesté Très-Christienne, & conduire en même tems cette Négociation à une bonne fin. Je finis, en vous assurant que je suis, &c.

P. S. J'ai reçu aujourd'hui une Lettre du Marquis de *Castel-Rodrigo*, dont voici une Copie; j'en ferai part à Mr. d'*Estrades* encore avant le départ de la Poste, & je n'y répondrai que suivant ce qu'il me conseillera; & ce dont je vous ferai part par la premiere Poste.

A Mr. le Conseiller Pensionnaire
JEAN DE WITT.

De Chatou le 19. Mars 1666.

MONSIEUR,

Depuis ma dernière du 12., j'ai reçu la votre du 11. du courant.

Je ne manquerai point de faire part à Mr. *Zeeftet*, à la premiere occasion, de ce que vous me marquez pour détruire l'opinion que l'on a par tout, qu'il est autant favorable aux Anglois, que contraire aux Hollandois; car
je

je suis assuré que cela lui fera un sensible plaisir, & fera un bon effet pour le but que j'ai de gagner entièrement ce Seigneur s'il est possible.

Mr. S. Maurice de B. . . . est, autant que je puis me le rappeler, une Personne d'esprit, qui parle bien & écrit de même : il est du nombre de ceux qui s'occupent à Paris à courir à la chasse des Nouvelles, pour les débiter ensuite ; mais l'expérience m'a appris qu'il n'y a point de fond à faire sur ces Nouvelles, qui, par rapport aux Délibérations de la Cour sur les affaires étrangères, sont moitié vrayes, moitié fausses, & controuvées ; il se pourroit faire que cet homme eût trouvé un moyen d'en savoir plus que les autres, c'est ce que je tâcherai de découvrir en lui parlant : mais c'est une affaire bien importante, & qui demande bien du secret, à une Cour comme celle-ci, où l'on fait tant de cas du secret ; ce qui me fait douter qu'il y ait quelque vraisemblance. Si cet homme débite pour nouvelles certaines des bruits publics, & des rapports qui ne viendront jusqu'à lui que de la troisième, ou quatrième main, sans en pouvoir dire le premier auteur, sa correspondance seroit non seulement peu utile, mais même elle pourroit être pernicieuse ; puis qu'elle pourroit contribuer à exciter dans quelques-uns des Membres de la Regence, de la jalousie & de la défiance sans aucun fondement, ce qui ne manqueroit pas néanmoins de causer dans l'Etat des mouvemens qui pourroient bien renverser les affaires qui ont été mises sur un bon pied avec tant de peine

ne entre ce Royaume & la Republique. En effet, il y a des vérités qu'il ne faut pas que chacun sache, parce que chacun n'est pas capable de se conduire avec circonspection comme il faut ; la maxime si nécessaire *quod. . . .* Mais je parlerai à Mr. *Maurice*, & alors je pourai vous en dire mon sentiment avec plus de raison. S'il proposoit de communiquer ses nouvelles aux Ministres de Leurs HH. PP., je ne vois pas qu'il fallût tant prendre de précaution, parce que cela pourroit servir à reconnoître quelles seroient les vraies & les fausses. Cet homme avoit dit à quelqu'un cette semaine-ci, que le Roi envoyoit Mr. de *Bastide* en Angleterre ; s'il écrivoit cette nouvelle avec quelqu'amplification, jugez quelle agitation cela causeroit. J'en ai parlé à Mr. *Colbert* qui me répondit, qu'il étoit vrai que ceux de la Compagnie Occidentale avoient demandé permission d'envoyer ce Mr. de *Bastide* à Londres, pour y régler quelques affaires qui les concernent, & que l'on y avoit consenti jusques-là, que l'Ordre avoit été donné de lui expedier un Passeport ; mais qu'ensuite Sa Majesté avoit jugé à propos que cette Compagnie n'envoyât en Angleterre, ni Mr. *Bastide*, ni aucun autre : ceci peut être allegué, comme un exemple, pour prouver qu'il est nécessaire que les nouvelles importantes qui concernent les intérêts de Leurs HH. PP., & qui peuvent être le sujet de leurs Délibérations, doivent passer par les mains de leurs Ministres, ou du moins ne leur être pas écrites sans leur participation.

La

La moderation de Leurs HH. PP. dans les Négociations pour la Paix avec l'Evêque de *Munster* me paroît excessive, & il m'est venu dans l'esprit, que pour empêcher que l'on n'en méfût, il seroit à propos que Leurs HH. PP. déclarassent qu'Elles entendoient n'être pas tenuës d'accorder les conditions offertes, si on ne les acceptoit dans un certain terme de quelques jours. Mr. de *Lionne* croit, que si au bout de trois jours elles ne sont pas acceptées, l'Etat peut en honneur ne s'y point trouver engagé; & il me semble que si l'on y trouve de l'avantage, on pourra toujours y revenir en se faisant prier par la France, ou quelqu'autre Allié, sans intéresser en aucune maniere l'honneur de Leurs HH. PP.

Il y a des Personnes ici à la Cour qui croient, que c'est moins indisposition que défaut d'argent pour payer ses dettes, qui arrête ici *Milord Hollis*.

Les Anglois parlent fort mal ici du Roi de Dannemark & de l'Electeur de Brandebourg; & il semble qu'ils avouent que la Suède ne prendra point leur Parti, & que l'on ne s'intéressera pas long tems encore en Angleterre pour l'Evêque de *Munster*; ce qui me paroît d'autant plus vrai-semblable, que l'Evêque de *Munster* ne fait aucune mention ni de l'Angleterre, ni d'aucun Allié en général, dans les Propositions qu'il a faites.

L'Electeur de Mayence s'est fort plaint à Mr. de *Lionne*, de ce que l'on m'avoit communiqué la Lettre de son Frere, & que ce que j'en ai écrit à Leurs HH. PP. est devenu public : je ne vois pas qu'il y ait là un grand

368 *Lettres & Négociations entre*
sujet de plainte; mais cela ne manquera pas
de faire tort à la confiance que l'on com-
mençoit à me faire plus que jamais.

A Mr. C. van BEUNINGEN, Ministre
Extraordinaire.

A la Haye le 25. Mars 1666.

MONSIEUR,

J'ai reçu en son tems vos Dépêches du 19.,
ma dernière Lettre étoit du 18. de ce mois.
J'attendois, ainsi que vous me le promettez,
votre réponse touchant Mr. *Maurice B.* . . .
Mrs. les Conseillers Députés vous l'ont ad-
dressé dans cette vûë, que sa correspondance
& ses informations sur les affaires importan-
tes qui se passent à la Cour, vous passent im-
médiatement par les mains, afin que vous
en fassiez l'usage que vous jugerez à pro-
pos.

Mr. d'*Estrades* m'a fait des plaintes, con-
formément à ce que vous me marquez, de
la part * de Mr. de *Lionne*, sur ce que l'on
n'a pas tenu secret ce que vous nous avez écrit
des Propositions de l'Electeur de Mayence;
& il m'a demandé quelque expedient pour tran-
quiliser cet Electeur: j'ai fait part de ces plain-
tes à leurs N. & G. P., & Elles m'ont chargé
de

* Voyez les Lettres & Mémoires d'*Estrades*, Tome III.
une Lettre de Mr. de *Lionne* sur ce sujet du 19. Mars 1666.

de vous * proposer, s'il ne seroit pas à propos, pour empêcher les Ministres de redevenir trop circonspects à votre égard, & les engager à continuer la confiance qu'ils ont commencée, que vous les assuriez que vous ne communiquerez qu'à Leurs N. & G. P., ou à moi en particulier, ce dont ils vous feront part, à condition de n'en rien écrire à Leurs HH. PP.; je ne sache pas que jusqu'à présent cette espece de correspondance ait été sujette à quelque inconvénient. Quoi qu'il en soit, on ne peut, sous prétexte de pareilles plaintes qui ne m'ont point paru des mieux fondées, après que j'ai examiné les dates, on ne peut pas, dis-je, se dispenser de communiquer reciproquement ce qui se passe; puis que, conformément à l'Alliance, on ne doit rien faire que de concert.

Enfin, Messieurs les Députés de Harlem ont consenti au Deux centième denier, avec la vérification de l'arrêté des Cahiers de 1654; en sorte que samedi dernier on a pris les Résolutions dont voici Copie, sur les moyens de négocier de l'argent; & nous sommes à présent occupés à faire toucher des sommes considérables à nos Alliez. & aux Collèges de l'Amisauté, même par anticipation sur les cinq millions négociez sur les Comptoirs de Hollande & de West-Frise.

Je n'ai rien appris ni de vous, ni de Mr. d'*Estrades*, par la dernière Poste sur les Propositions qui concernent la jonction des Flot-

Q 5 tes;

* *Idem*, Au milieu de la Lettre à Mr. de Liège du 25. Mars 1666;

tes; ainsi j'attendrai ce que vous aurez concerté à cet égard, & je ne manquerai point d'engager l'Etat à prendre quelque Résolution à votre décharge. Je suis certain que l'on ne fera ici aucune difficulté de consentir à ce que, tant que les Flottes combinées feront cours ensemble, l'Amiral de France donne les signaux pour virer, jeter l'ancre, la lever, &c., comme une marque éclatante du respect, & de la deference de l'Amiral de Leurs HH. PP. pour celui du Roi, en consideration de Sa Majesté. C'est ce que vous pouvez assurer à Sa Majesté; mais il me semble que ce n'est point-là une chose dont on doit faire un Article d'une Convention.

Je joins ici la réponse que j'ai faite au Marquis de *Castel-Rodrigo*, de concert avec Mr. le Comte d'*Estrades*.

Leurs HH. PP. ont pris le 17., par rapport aux Négociations de Munster, la Résolution secrette dont je vous envoie Copie, aussi bien que des Articles qui y ont rapport, & dont Mr. de *Beverningh* a fait lecture mot pour mot à Mr. le Comte d'*Estrades*, qui n'y a rien trouvé à redire. Vous verrez par cette Résolution le soin que Leurs HH. PP. ont de ne rien faire que de concert avec Mr. *Colbert* & les autres Ministres de France, & des autres Alliez.

Leurs N. & G. P. ont délibéré aujourd'hui sur la nomination de quelques Charges militaires; & après avoir résolu que ce ne seroit *
que

* Lettres d'*Estrades*; &c. Tome III. La fin de la Lettre de Mr. d'*Estrades*. au Roi du 13. Mars 1666.

que pour la Campagne prochaine, Elles ont résolu que l'on proposeroit à la Généralité, comme avis de la Province, * pour Général de la Cavalerie, Mr. le Prince de *Tarente*, pour Général d'Artillerie, Mr. de *Noortwick*, pour Sergent de Bataille, le Comte de *Hornes*, pour Commissaire Général, le Lieutenant-Colonel *Pain-é-Vin*, & pour Sur-Intendant du Conseil de guerre, le Colonel *van Meteren*. Il y a aparence que toutes ces Personnes ne seront pas aprouvées; mais je crois que nous avons beaucoup gagné de ce qu'il n'y a pas eu de dispute sur ce sujet parmi les Etats de Hollande; néanmoins, lorsqu'on recueillit les voix pour la Charge de Général de Cavalerie, que chacun déferoit au Prince de *Tarente*, quand ce vint à Mrs. d'*Enkhuysen* & d'*Edam*, ils donnerent la leur au Prince d'*Orange*, en disant, que c'étoit pour s'aquiter de l'ordre de leurs Committeus. Je n'ai rien à ajoûter, ainsi je finis en vous assurant que je suis, &c.

A Mr. le Conseiller Pensionnaire
JEAN DE WITT.

De Chatou le 26. Mars 1666.

MONSIEUR,

J'ai reçu la votre du 18., ma dernière étoit du 19. de ce mois.

Q 6.

J'ai

* *Idem*, La fin de la Lettre à Mr. de Lieme du 25.
Mars 1666.

J'ai crû que rien ne me pressoit de précipiter la Négociation qui concerne la maniere dont se fera la jonction des Flottes, & avant d'en parler à Mr. *Colbert*, je voulois attendre ce que vous me marqueriez encore sur ce sujet, d'autant plus encore que le Roi ayant été absent la semaine passée, on n'a pû faire de progrès dans aucune affaire, outre que les Seigneurs du Conseil de Sa Majesté à qui j'ai fait goûter vos idées, m'ont témoigné qu'ils vouloient y faire entrer Sa Majesté, & m'ont conseillé de ne me pas trop hâter. Ainsi, je me flate que Leurs N. & G. P. ne prendront pas en mal, de ce que je n'ai pû satisfaire, ni par la précédente Poste, ni par la dernière, à l'attente où Elles sont de la réponse de Mr. *Colbert*; puis qu'il paroît que bien loin que la conduite que j'ai gardée ait rien gâté à cette affaire, elle a contribué à lui donner ici un bon tour. J'ai entretenu sur ce sujet, depuis l'arrivée de la dernière Poste, les Seigneurs du Conseil de Sa Majesté, & en particulier Mr. *Colbert*. J'ai employé toutes les raisons que vous m'avez fournies par votre précédente & par votre dernière, & toutes celles que j'ai pû tirer de mon propre fond, pour lui faire sentir combien est raisonnable votre Proposition, de remettre entierement la conduite des deux Flottes, en cas de jonction, aux deux Amiraux, qui concerteront ensemble sur les opérations, ou avec quelques autres Officiers, quand ils le jugeront à propos, selon le tems & l'occasion; & de s'en remettre à eux pour regler qui donnera les signaux, & les autres particularitez qui s'observent sur Mer;

Mer; j'ai fait en cela tous mes efforts afin de le disposer à appuyer la chose auprès du Roi : je l'ai trouvé assez disposé à goûter mes raisons, quoi qu'il ne m'ait rien répondu de positif, sinon, que votre Proposition est si délicate, & si importante, qu'il seroit bon qu'on la couchât par écrit, afin de l'examiner, & de se déclarer ensuite : sur tout, puis que l'on n'y comprend point ce qui est contenu dans les instructions que Sa Majesté a envoyées à Mr. d'Estrades; savoir, que dans les rencontres imprévûës, où les Amiraux n'auroient point le tems de se consulter l'un l'autre, on devoit deferer aux Ordres de l'Amiral de France; & que puis que Sa Majesté s'en tient à ce qui a été réglé par le Traité de 1635., c'est à Mrs. les États Généraux à donner par écrit les changemens qu'ils veulent y faire. J'ai répondu, que dès qu'on aproveroit la Proposition en gros, & qu'on donneroit ordre à Mr. d'Estrades d'entamer cette affaire, on ne feroit aucune difficulté de la donner par écrit; mais que la chose n'avoit pas encore été portée à ce point dans les Délibérations de Leurs HH. PP.; que comme leur Ministre, je pouvois proposer de moi-même quelque chose à cet égard, & assurer Sa Majesté que l'on ne porteroit aucune atteinte à ce qui avoit été arrêté dans le Traité de 1635., par raport au salut de son Pavillon, au Conseil qui se tiendroit à Bord de son Amiral, & à la préseance qui lui étoit accordée; que les changemens ne rouleroient que sur le Conseil de guerre qu'il seroit impossible de tenir, à cause de

l'étendue de la Flotte & du prodigieux nombre d'Officiers subalternes, ce qui seroit sujet à une infinité d'inconveniens ; que par rapport aux rencontres imprévûes, & à la déférence que l'on devroit alors à l'Amiral de France, on n'avoit rien stipulé dans le Traité de 1635, & qu'il n'étoit nullement nécessaire de le faire à présent, dès que la conduite des deux Flottes ne dépendroit point du Conseil de guerre, mais de ce qu'auroient concerté les deux Amiraux qui pouvoient facilement conferer entr'eux, ou par un tiers, dans les occasions où la chose seroit praticable.

Mr. de *Lionne* m'a dit depuis, que Sa Majesté avoit trouvé bon de faire écrire * à Mr. d'*Estrades*, qu'Elle consentoit que la conduite des Flottes soit conférée aux deux Amiraux, qui concerteront ensemble les opérations avec tels Officiers qu'ils voudront appeller, & que lors que Sa Majesté sera de retour à Versailles la semaine prochaine, on délibérera sur ce qui concerne les rencontres imprévûes, où cette communication ne pourroit avoir lieu ; je vous laisse à juger, si en concertant sur cette affaire avec Mr. d'*Estrades*, on ne pourroit pas s'expliquer de manière, que ce dernier Article s'y trouve compris à la satisfaction de Leurs HH. PP., de manière que nous ne soyons plus obligés de réveiller ici ce dernier Article des rencontres subites, & attendre seulement ce qu'on

* Lettres d'*Estrades*, &c. Tome III Au milieu de la Lettre du Roi au Comte du 24. Mars,

qu'on en dira de ce côté-ci : je crois, sauf meilleur avis, que cela pourroit se faire; en tout cas, je n'en parlerai pas jusqu'à ce que j'aye de nouveaux Ordres.

Les Anglois donnent des Passeports dans leurs Ports pour faire voile avec les Cargaisons faites chez eux, vers les Ports de ce Royaume & ceux de Leurs HH. PP.; on s'en est servi ici pour tirer de Hull, pour le compte de quelques Particuliers, du plomb pour les Magazins du Roi. J'ai fait entendre par maniere de discours, qu'il vaudroit mieux que cela ne se fît pas : mais je ne sais comment je dois en parler d'une maniere plus positive, parce que je ne sais pas si Leurs HH. PP. ne se servent pas de la même commodité, ou ne permettent pas à leurs Sujets de s'en servir, pour tirer de pareils materiaux de l'Angleterre. Je suis, &c.

A. Mr. le Conseiller Pensionnaire:
JEAN DE WITT.

De Chatou le 26. Mars 1666.

MONSIEUR,

Si la Flotte d'Angleterre sort de la Méditerranée, celle du Roi de France passera d'abord à *Belle-Isle*.

On a écrit à Francfort à Mr. de *Gravelle*, de dire à N. . . & à *Ludlow*, qu'ils seront ici les bien venus.

Mademoiselle de *Vernois* part dans quinze jours

376 *Lettres & Négociations entre*
jours pour le Portugal, & Mr. de *Ruvigny*,
profitera, dit-on, de cette occasion, pour
s'y rendre de la part du Roi. Je suis, &c.

P. S. Je vous prie que ces Articles restent secrets.

A Mr. C. van BEUNINGEN, Ministre-
Extraordinaire.

A la Haye le 1. Avril 1666.

MONSIEUR,

J'ai reçu en son tems la votre du 26. ; ma dernière étoit du 25. du courant. J'ai vu avec plaisir que l'affaire de la jonction des Flottes est de part & d'autre en état d'être réglée, sans craindre aucune difficulté ; néanmoins Mr. d'*Estrades* n'a pas encore reçu d'Ordres absolus du Roi son Maître ; mais seulement quelques avis préparatoires des intentions de Sa Majesté sur ce sujet, par rapport auquel on lui promit des instructions : vous verrez par l'Extrait ci-joint ce que Leurs N. & G. P. ont résolu là-dessus le 25. du mois dernier. On a pris pour modèle la Convention faite sur le même sujet avec le Dannemark, mais avec cette réflexion ; qu'étant résolu qu'il ne se peut faire de jonction, ou qu'étant faite, elle ne peut continuer qu'autant que les Amiraux la trouvent nécessaire ; celui de l'Etat pourra toujours se tirer d'affaire par une separation, si l'on résolyoit quelque

que chose à la pluralité dans le Conseil de guerre, qui fût contraire à ce qu'il juge de meilleur : mais que comme cela pouroit plutôt exciter la défiance que la confiance, Leurs N. & G. P. ont trouvé bon que l'on gardât religieusement le secret sur cette alternative, & que l'on n'en parlera dans la Généralité, ou dans les Conférences avec les Députés des Provinces, que lors qu'on désespérera, contre toute attente, d'obtenir la première partie, que l'on considère comme la seule salutaire.

Votre sentiment, de ne pas admettre en France, ni dans les Provinces, les Marchandises, ou autres commoditez que l'on pouroit tirer d'Angleterre, est conforme à celui de Leurs N. & G. P., &, comme je crois, à celui des autres Provinces ; ainsi, vous ferez bien de faire en sorte que cela soit défendu à l'avenir.

J'ai pressé Mr. d'Estrades de donner ordre au plutôt au paiement des 300. mille florins ; il m'a répondu que la Lettre de change qu'il avoit reçüe pour y satisfaire étoit à deux usances, & qu'ainsi ce paiement ne pouvoit se faire avant le 5. de Mai ; ce qui va causer de l'embaras dans l'affaire du Roi de Dannemark à qui cette somme étoit destinée ; ainsi, tâchez d'obtenir que ce paiement soit anticipé, s'il est possible.

L'intention de Leurs HH. PP. a toujours été en traitant avec l'Evêque de Munster, de s'assurer de la Garantie de la Couronne de France ; ce que vous aurez sans doute remarqué dans le dernier Article des Instructions dressées le 17. du passé pour Mr. de
Bever-

Beverningh. Leurs N. & G. P. sont aussi d'avis de ne pas refuser la Médiation de la Suède qu'on leur offre : ce que vous verrez par la Résolution prise sur votre dernière Lettre, & dont je vous envoie Copie : & quoi que le Roi de Suède, ou ses Ministres, commencent à le prendre sur le haut ton, ainsi que vous verrez par les deux * dernières des trois Lettres ci-jointes que Mr. *Iforands* m'a écrites, & par celles qu'il a écrites à Leurs HH. PP. : cependant, je crois qu'on pourroit faire entendre raison à ce Prince, en lui faisant espérer quelque Subside au cas qu'il veuille se déclarer contre l'Angleterre ; mais comme Leurs HH. PP. sont sur le point de succomber sous les dépenses excessives qu'Elles sont obligées de faire pour leurs Armemens par Mer & par Terre, & pour l'entretien des Flottes & des Armées de Leurs Alliez, Elles peuvent plus promettre que tenir ; ainsi si l'on voyoit jour à traiter sur ce pied-là avec la Suède, il faudroit y employer le reste des Subsidés que la France nous doit, & s'il falloit davantage, il faudroit que Sa Majesté s'en chargeât. Je vous prie d'examiner quels sont les sentimens du Roi & de ses Ministres sur les menaces des Suédois, & sur ce que je viens de vous marquer à ce sujet ; & de m'en informer le plutôt que vous pourrez, afin que je puisse m'y conformer dans les Délibérations que l'on mettra ici sur le tapis sur cette importante affaire.

Je :

*- Lettres d'*Estrades*, &c. Tome III. Lettre du Comte au Roi du 1. Avril 1666.

Je vous ai mandé ci-devant, qu'il me paroïssoit que les dispositions où je voyois les Membres de Leurs N. & G. P. tendoient à ne consentir à aucun avancement pour le Prince d'*Orange*, jusqu'à-ce qu'il parût entierement détaché de ceux que l'on regarde comme bien intentionnez pour les Anglois. Mrs. de Zeelande * ont travaillé ces jours-ci avec beaucoup d'empressement, à engager Leurs N. & G. P. à élire ce Prince Général de Cavalerie, & lui donner Séance dans le Conseil d'Etat. Vous verrez dans les Extraits ci-joints ce qui s'est passé à cet égard, & les Résolutions que Leurs N. & G. P. ont prises. Vous remarquerez dans la dernière que Leurs N. & G. P. seroient assez disposées à se charger d'avoir soin de ce Prince, si ses Tuteurs, ou Madame la Douairiere en leur nom, les en prioient; & je suis informé que Son Altesse en prendra la résolution; c'est sur ce temperament & sur l'esperance que l'on en donne dans ladite Résolution, que tous les Membres ont unanimement consenti à la première partie. Je n'ai rien à ajoûter à celle-ci, que l'avis ci-joint que j'ai reçu de Mr. de *Beverningh* qui est à Cleves: ainsi, je finis en vous assurant que je suis, &c.

P. S. On a échangé aujourd'hui les Ratifications des Traitez avec le Dannemark, en sorte que l'on peut à présent considerer cette affaire, comme entierement terminée, &c.

* *Idem*, La seconde partie de la même Lettre & le commencement de celle du 8. Avril, 1666.

& qu'il ne reste plus qu'à exécuter sincèrement de part & d'autre ce qui a été stipulé.

P. S. J'allois fermer celle-ci lors que Mrs. *Glingenberg & Charifius*, Ministres du Roi de Dannemark, m'ont fait l'honneur de me rendre une visite, pour me faire part de la crainte où l'on étoit en Dannemark des desseins du Roi de Suède, en me priant de vous en informer, & de vous recommander les intérêts du Roi leur Maître; en sorte que vous fassiez vos efforts pour engager le Roi de France à accorder un Subside en argent au Roi de Dannemark, pour lever & entretenir au moins deux mille Chevaux pour la garde des Côtes du Holstein.

A Mr. le Conseiller Pensionnaire.
JEAN DE WITT.

De Chateau le 2. Avril 1666.

MONSIEUR,

Mes dernières Dépêches étoient du 26. du passé, j'ai reçu en son tems votre paquet du 25. Le Correspondant dont vous m'y parlez a été quelques jours hors de Paris, en sorte que je n'ai pu lui parler que vers la fin de la semaine passée; nous sommes tombez d'accord, que pendant quelques semaines il me fourniroit des Mémoires de ce qui viendrait à sa connoissance, afin que je pusse vous rendre compte de ce qui en est avec plus de
con-

connoissance de cause , suivant les Ordres que m'en ont donné Mrs. les Conseillers Députez.

On a appris ici avec beaucoup de satisfaction, que Leurs HH. PP. avoient chargé du soin de ce qui concerne la Flotte quelques Seigneurs experimentez de la Regence, que l'on avoit autorisez de concerter tout avec Mr. d'*Estrades*, sans faire de raport à tous momens à l'Assemblée; cela sera cause que l'on agira avec moi avec plus de confiance sur tout ce qui regarde cette affaire. Depuis que Mr. de *Lionne* a vû l'Extrait de la Lettre que j'ai écrite à Mr. le Greffier touchant l'Eleûteur de Mayence, & ayant réfléchi sur les raisons que je lui ai alleguées pour lui faire voir que cette affaire ne méritoit pas un si grand secret, il ne m'a plus parlé de cela, & je ne doute pas que l'envie que Leurs HH. PP. témoignent d'accepter sa Médiation n'apaise son Altesse Electorale.

Mr. *Colbert* m'a proposé comme une chose très-avantageuse pour la Cause commune, que Leurs HH. PP. détachassent un bon nombre de Vaisseaux de guerre du Corps de leur Flotte, pour aller joindre la Flotte de Sa Majesté, qui après avoir exécuté ce qui est à faire dans la Méditerranée, se rendra sur les Côtes Occidentales de ce Royaume au Rendez-vous que je vous ai marqué dans ma dernière; de cette maniere on seroit en état d'agir contre les Anglois avec deux Flottes considerables, & les obliger ainsi à partager leurs Forces; ou, s'ils veulent les faire agir tout d'un côté, à se trouver découvert de l'autre. Cette
idée

idée de Mr. Colbert me paroît fondée sur la reflexion, que si les deux grandes Flottes se joignent, & que la Mer du Nord devienne par conséquent le Théâtre de la Guerre, toutes les Forces agiront à la hauteur des Côtes de l'Etat, & qu'au cas que les Vaisseaux de cette Couronne soient obligez d'aborder quelque part, ils ne pourront tomber ailleurs que dans les Ports de la Republique. J'ai répondu à cela, que je ne pouvois dire ce que penseroient sur ce sujet ceux qui avoient plus de connoissance que moi des affaires de la Marine, & que Leurs HH. PP. avoient chargez de ce qui concernoit les Flottes; mais que je ne voyois pas comment Leurs HH. PP. pourroient hazarder une partie de leur Flotte au danger de passer dans le Canal, pour se rendre sur les Côtes de Bretagne: qu'il ne me paroïssoit pas qu'il fût avantageux de nous mettre dans la nécessité, en divisant nos Forces, d'éviter par tout les Anglois au cas qu'ils restassent en un Corps, & de ne rien entreprendre, sans se mettre en danger d'être accablé par des forces plus considerables que les notres. Que de plus, cette Proposition exposoit le Dannemark à un danger évident; puis que, si les Anglois viroient de ce côté-là, Leurs HH. PP. ne se trouveroient pas en état d'aller au secours du Dannemark, qui se trouveroit dans une terrible extrémité sans un secours capable de faire tête aux Anglois. Il m'a paru que les autres Seigneurs du Conseil du Roi & Mr. Colbert lui-même, comprennent assez ces raisons & d'autres semblables; en sorte que je ne sai, s'il aura fait part de cette

cette pensée à Mr. d'Estrades, ainsi qu'il en avoit envie, ou s'il y pensera encore. Quoi qu'il en soit, j'ai crû qu'il étoit de mon devoir de vous informer de ceci.

J'ai vû ici avec étonnement un Traité fait dans le mois d'Octobre dernier entre le Danemark & l'Angleterre contre Leurs HH. PP. Mr. Zeeſtet soutient qu'il a été conclu & signé de part & d'autre; mais il tâche de persuader qu'il étoit stipulé, qu'il n'auroit pas lieu au cas que la France rompît avec l'Angleterre, ni au cas que Leurs HH. PP. donnassent une satisfaction raisonnable au Danemark sur ses prétentions; de cette maniere il voudroit faire croire, qu'on ne doit le considérer, que comme un moyen dont on s'est servi pour faire prendre plus promptement à Leurs HH. PP. les Résolutions que l'on desiroit pour conclure l'engagement. Je souhaite que cela soit vrai, quoi que la conduite que cette Cour a tenuë dans toute cette affaire soit très-choquante & très-irreguliere: mais, puis que le succès en a été bon, il me semble que le meilleur est de dissimuler le mal qui l'a précédé & qui n'a eu aucun effet, afin de ne causer entre les Alliez aucun refroidissement par des reproches inutiles. On est résolu ici de suivre cet avis que l'on donne aussi à Leurs HH. PP.: Mr. de Lionne m'a fait venir aujourd'hui à S. Germain, ce qui m'a ôté le tems de faire celle-ci plus longue; ainsi je finis, en vous assurant que je suis, &c.

A Mr. C. van BEUNINGEN, Ministre
Extraordinaire.

A la Haye le 8. Avril 1666.

MONSIEUR,

Depuis ma dernière du 1. de ce mois, j'ai reçu vos Dépêches du 2. Il y a long tems que Mr. d'*Estrades* m'a proposé, comme Mr. *Colbert* vient de vous le faire, de détacher quelques Vaisseaux de la Flotte de l'Etat, pour les envoyer à la rencontre de celle de France : depuis peu il a renouvelé la même Proposition; mais j'ai trouvé qu'elle étoit absolument impraticable pour les raisons que je trouve dans votre Lettre. Il ne m'en a point parlé depuis l'arrivée de la dernière Poste, en sorte qu'il y a lieu de croire que vos raisons auront fait impression.

Je vous envoie ci-joints les derniers avis que l'Etat a reçus de Cleves; & outre cela un avis particulier que Mr. de *Beverningh* m'a adressé en date du 5. de ce mois; je n'en ai encore parlé à personne, afin d'éviter de causer des défiances, & parce que j'espère que ce sera un mal-entendu, qui sera bientôt réparé, puis que Mr. d'*Estrades* s'est chargé d'en écrire * à Mr. *Colbert* à Cleves, après que je lui eus fait part de ce que j'ai cru pouvoir lui dire du contenu de cette Lettre, sans

* Lettres d'*Estrades*, Tome III. La seconde Lettre du Comte au Roi du 3. Avril 1666.

sans l'offenser; car la conduite, dont il est parlé dans cette Lettre, pourroit en continuant tirer à conséquence, & si nous avions encore de-là de pareils sujets de plaintes, l'Etat seroit obligé de se tenir sur ses gardes: ainsi, je vous prie de faire vos efforts où vous êtes, à ce que l'on ordonne à Mr. Colbert, & que l'on engage le Comte de *Furstenberg*, non seulement de ne pas traverser les Négociations de Mr. *Beverningh*; mais même de l'appuyer de toutes leurs forces, puis que Leurs HH. PP. font voir dans toutes les occasions qu'Elles ne veulent rien faire qui puisse préjudicier aux intérêts du Roi, ni directement, ni indirectement; ce dont Elles ont encore donné des preuves en dernier lieu dans la même Négociation: car Leurs HH. PP. ayant mis dans un Article, conformément à ce qui avoit été rédigé par écrit pour Mr. *Friquet*, que l'Evêque de *Munster* reformeroit les Troupes qu'il a sur pied jusqu'à un certain nombre limité, & qu'il ne feroit point de nouvelles levées, *nisi consensu Imperatoris, & juxta Imperii Constitutiones*; & Mr. Colbert ayant représenté que ces termes, *nisi consensu Imperatoris*, étoient préjudiciables au Roi son Maître, pour des raisons qu'il allegua, Leurs HH. PP., pour contenter Sa Majesté, ont aussi-tôt donné ordre à Mr. *Beverningh*, de ne pas employer ces termes, & d'y substituer quelque autre expédient convenable. Enfin, Monsieur, si l'on ne s'opose à une telle conduite dans son commencement, il est à craindre qu'elle n'ait de très-facheuses suites; c'est pourquoi je vous prie de vous employer de

tout votre pouvoir pour y remédier, & de me faire savoir au plûtôt ce que vous aurez fait; s'il est possible envoyez - moi Copie des Ordres que l'on enverra à Mr *Colbert*.

Quand à la renonciation de l'Evêque touchant Borckelo, Leurs HH. PP. en usent avec tant de modération, que dans l'Article qui en fait mention, Elles n'exigent qu'une renonciation au Droit de Territoire, ou de Souveraineté sur Borckelo que l'Evêque prétend; quoi que l'Evêque fasse encore deux prétentions, l'une sur le *directum Dominium*, & l'autre sur l'*utile Dominium*, soutenant que le Comte de *Stirum* en est déchû, ayant négligé de relever ce Fief de l'Evêque, ou du Chapitre de *Munster*; sur quoi Leurs HH. PP. se contentent des termes généraux de la renonciation exprimée dans les autres Articles, sur quoi je ne sache pas que l'on fasse la moindre difficulté.

Au reste, comme Leurs HH. PP. ne peuvent consentir à voir traîner en longueur les Négociations de Cleves, Elles ont pris le 4. la Résolution ci-jointe pour empêcher que cela n'arrive.

Je vous envoie aussi une Copie des derniers avis que l'on a reçûs de Mr. *Hamel Bruyninghs* sur l'affaire que vous savez; & la réponse que je lui ai faite, après l'avoir communiquée à Mr. d'*Estrades*, mais seulement de bouche, parce qu'il m'a paru que ce dernier avis n'étoit pas assez important pour mériter qu'on en fit une traduction, ni de ma réponse. Au reste, nous n'apprenons pas ce
qui

qui s'est passé là du depuis, & ce dont j'espère d'être bien-tôt informé.

Les derniers avis de Mr. *Isbrants* continuent à être remplis de menaces de la part de la Suède, de déclarer la Guerre au Roi de Dannemark, & d'affister l'Evêque de Munster, au cas que ce Roi ne cesse d'armer; c'est ce que vous pouvez voir par la Copie ci-jointe, à laquelle j'en ajoute une de la réponse que j'y ai faite par provision : il me semble qu'il seroit très-nécessaire que le Roi de France fût notifier à la Cour de Suède, de la manière la plus efficace, l'Acte de Garantie qu'il a passé en faveur du Roi de Dannemark, en faisant entendre que Sa Majesté est très-résoluë d'exécuter sérieusement & avec vigueur sa promesse & ses engagements, au cas que le Roi de Suède déclarât la Guerre au Dannemark, contre toute attente. Je vous prie de faire au plutôt sur ce sujet toutes les plus fortes instances.

Je vous ai appris dans ma dernière ce que Leurs N. & G. P. avoient résolu sur la Proposition que les Etats de Zeelande avoient faite en faveur du Prince d'*Orange*; la suite de cette Résolution a été, que Madame la Princesse Dowairière d'*Orange* a présenté le Mémoire ci-joint à Leurs N. & G. P.; la plupart des Membres ont témoigné qu'ils étoient disposez à lui accorder sa demande; mais quelques-uns ayant pris ledit Mémoire, *ad referendum*, on n'a pû encore délibérer sur cette affaire jusqu'à présent : mais autant que je puis en juger, on lui accordera sa demande unanimement, afin d'éloigner de sa

Cour tous les Anglois, & ceux qui sont dans les intérêts de l'Angleterre, jusqu'à Mr. & Me. de *Zuylesteyn* inclusivement, & mettre en leur place des Personnes de confiance; de sorte que dans le tems que le Roi d'Angleterre & ses Créatures s'imaginent de remporter quelque avantage sur l'Etat, par le moyen du Prince d'*Orange*, dans la conjoncture présente, il recevra un sensible chagrin lors qu'il apprendra ce qui se passe, puis qu'il se trouvera par-là bien éloigné de son but, qui étoit de se servir du Prince pour semer la discorde dans l'Etat, où les choses sont tout au contraire dans une situation, que les autres Provinces ne peuvent manquer d'être très-satisfaites si Leurs N. & G. P. prennent unanimement la Résolution telle que je la prévois; c'est ce que tous les Députés, à l'exception de ceux de Zeelande, ont témoigné dans la Généralité. Ceux-ci ayant délivré le même jour la Proposition par écrit que je joins ici, en témoignant qu'ils étoient très-mécontents * de la conduite de Son Altesse, qui, disent-ils, a renversé par le Mémoire qu'Elle a présenté aux Etats de Hollande, ce qu'ils avoient envie de faire dans la Généralité en faveur du Prince son Fils. Ils se plaignent sur tout de la forme de ce Mémoire, sur tout de la Déclaration qui y est contenue, que Leurs N. & G. P. ont toujours témoigné leur

* Lettres du Comte d'*Essex*, &c. Tome III. Le commencement de la Lettre au Roi du 8. Avril 1666., & le commencement d'une autre à Mr de *Lionne* du 6. Mai.

leur zèle pour la Maison d'Orange, & sur tout de la période où il est dit, *dans telles Charges & Emplois que Leurs N. & G. P. jugeront à propos de lui conférer alors.*

Je crois, quand il s'agira de changer le Gouverneur, on jettera les yeux sur Mr. de Gendt : si on lui donne cet Emploi, je suis certain qu'aucun de ceux qui l'aprocheront ne lui inspireront aucun sentiment capable de l'aliéner du Roi de France, l'un des plus puissans Alliez de l'Etat, & bien loin de-là, qu'on lui inspirera les égards qui sont dûs à un tel Allié. Mr. d'Estrades a été content de la conduite que l'on a gardée dans toute cette affaire, & il espere bien de la suite aussi-bien que moi, & nous nous flatons que l'on en sera content où vous êtes, suivant ce que vous m'en avez déjà marqué, sur ce que je vous avois mandé des dispositions où j'allois les Membres de l'Etat. Je suis, &c.

A Mr. le Conseiller Pensionnaire
JEAN DE WITT.

De Chatou le 9. Avril 1666.

M O N S I E U R,

M a dernière étoit du 2. du courant, j'ai reçu la votre du 1. qui m'a été très-agréable, ainsi que toutes les Pièces incluses.

Je n'ai point remarqué que l'on ait conservé ici quelque inclination de remettre plutôt la conduite des Flottes, en cas de jonction,

à la pluralité des voix dans le Conseil de guerre suivant le Traité de 1635. qu'aux Résolutions que prendroient entr'eux les deux Amiraux, assistez du Conseil de ceux qu'ils voudroient choisir. Ainsi, je crois qu'il ne sera point nécessaire de faire usage de l'alternative contenuë dans la Résolution de Leurs N. & G. P.; & si Mr. d'*Estrades* fait paroître, de la part du Roi, quelque inclination pour le Conseil de guerre, ce n'est aparemment que sur l'hipothèse que Leurs HH. PP. n'en veulent pas entendre parler, afin d'obtenir ensuite quelque'avantage, en paroissant condescendre à leur volonté. Mais ce que je ne crois pas, c'est que, lors qu'il s'agira de régler la maniere de commander les Flottes combinées sur le Plan proposé, on persiste dans la Résolution de souffrir sur le Vaisseau de l'Amiral de France un Officier de la Flotte de Leurs HH. PP., d'autant qu'on ne l'a voit prise préalablement que comme un temperament pour faire goûter à Leurs HH. PP. la Proposition, de donner à cet Amiral le Commandement de toute l'Armée navale; quoi que je ne puisse pas assurer qu'il soit impossible d'obtenir qu'on y mette, pour lui servir de Conseil, un Homme de Mer expérimenté dans la Mer du Nord & dans l'Océan; c'est un Article qui dépend du bon plaisir de ce côté-ci, & sur laquelle il n'y aura point de dispute, & je n'en prévois que sur l'Article du Commandement en cas de rencontres imprévûës, qui est l'unique, autant que j'ai pû le remarquer, sur lequel on veut prendre quelques nouvelles informations

avant

avant d'en délibérer. En effet, quoi que la Résolution de Leurs N. & G. P. ne parle pas de la conduite que l'on doit garder dans le salut du Pavillon de France, je ne doute pas que leur intention ne soit, qu'on suive à cet égard le Traité de 1635. Je pourrois vous marquer sur cela quelque chose de plus précis si j'avois pû parler à Mr. *Colbert* depuis la reception de la votre, mais j'en ai cherché inutilement l'occasion.

Je ne manquerai pas d'insister à la premiere occasion à ce que l'on interdise absolument tout Commerce & Navigation avec l'Angleterre; mais il semble que l'on est persuadé ici que les Ordonnances de Leurs HH. PP. sur ce sujet sont ici très-mal exécutées, particulièrement par rapport aux Manufactures d'Angleterre; car dans une Ordonnance du Roi publiée la semaine passée, contre l'entrée des Manufactures d'Angleterre dans ce Royaume, tant de celles qui viennent directement d'Angleterre, que de celles qui passent par d'autres Pais, on suppose non seulement qu'on en transporte en Hollande, mais même que c'est de-là qu'on les fait passer ici; ainsi que vous l'aurez pû voir en lisant cette derniere Ordonnance, que Mr. l'Ambassadeur *Boreel* aura sans doute envoyée par la derniere Poste; de sorte qu'il seroit à souhaiter que l'on tint la main à l'observation des Ordonnances que l'on fait contre la violation des precedentes.

J'ai parlé à Mrs. de *Lionne* & *Colbert* pour obtenir qu'on anticipât le payement des 120. mille Ryxdalders, & je leur ai aporté toutes

les raisons qui doivent faire considérer comme très - préjudiciable le retardement de ce paiement , jusqu'au 5. du mois prochain ; le dernier m'a dit, que l'Ordre du Roi est de payer comptant une partie de cette somme au *pro rata* de celle que Leurs HH. PP. payeront pour le premier terme de Subside du Roi de Dannemark , & de la remettre entièrement à Leurs HH. PP. au cas qu'Elles payassent comptant ce qu'Elles doivent au Dannemark ; je lui ai représenté que cela n'étoit pas raisonnable, sur tout dans une conjoncture comme celle-ci, où Leurs HH. PP. sont surchargées de tant de dépenses ; d'autant qu'Elles reçoivent cet argent comme un Subside qui leur est dû depuis long tems, & non comme une partie de celui qu'Elles ont promis au Dannemark : ainsi, j'ai obtenu de ces deux Seigneurs qu'ils en parleront à Sa Majesté, & je les ai priés, en les quittant, de réfléchir de quelle importance & de quelle nécessité il est d'aider promptement le Dannemark, vû les menaces dont se sert la Regence de Suède.

Il seroit à souhaiter que dans cette conjoncture on pressât la conclusion de la Paix avec l'Evêque de Munster ; & il me semble que ce n'est pas sans raison que l'on me dit que Leurs HH. PP. ne devroient pas beaucoup s'embarasser de ce qui reste à discuter sur l'Article de desarmer, sur la garantie, & sur ce qui concerne la sûreté, puis qu'Elles traitent avec un Prince qui leur est si inférieur en forces. On m'a fait entendre ici que l'on a donné ordre d'engager une partie des Troupes

pes de Munster, aussi-tôt que la Paix sera conclûe; je ne sai si cette nouvelle est bien vraie, je m'en informerai.

Il y a long tems que l'on n'est guère content ici de la Regence de Suède; cependant, je ne vois pas que depuis la Guerre déclarée contre l'Angleterre, cette Couronne ait rien fait pour adoucir ce mécontentement. On y est ici fort sensible, & sur tout on est fort irrité du bizarre procédé de cette Regence, par rapport au Traité avec le Dannemark. D'un autre côté on est fort étonné de la conduite irrégulière du Dannemark dans la conclusion d'un Traité avec l'Angleterre: néanmoins, on ne veut point pousser la Suède à prendre quelque Résolution désespérée, & à se déclarer pour nos Ennemis, ce que je conseille aussi de mon côté; quoi que l'on me fasse bien sentir que Leurs HH. PP. ne souhaitent peut-être pas autant que cette Couronne-ci, que la Suède reste dans des intérêts opposés à la Maison d'Autriche. Les desseins que l'on a formés ici contre l'Espagne influent sur toutes les Délibérations qui y ont la moindre relation directe, ou indirecte. Je suis, &c.

P. S. Dieu veuille que les Conférences avec Mrs. de Zeelande contribuent à conserver l'union & la concorde entre les deux Provinces.

A Mr. C. van BEUNINGEN, Ministre
Extraordinaire.

A la Haye le 15. Avril 1666.

MONSIEUR,

J'ai reçu en son tems vos Dépêches du 9. du courant, mes dernières étoient du 8. J'aprends avec plaisir que peu à peu les sentimens se réunissent où vous êtes, à ce que nous jugeons de plus avantageux au cas que la jonction des deux grandes Flottes parût nécessaire. Mr. le Comte d'*Estrades* n'a reçu sur ce point, ni sur les affaires de Suède, aucun Ordre formel par la dernière Poste; mais il attend un Courier au premier jour.

Quoi que Leurs N. & G. P. n'ayent rien dit dans leur Résolution du 25. du passé du salut que l'on doit faire au Pavillon de France, vous pouvez être raisonnablement assuré, que leur intention à cet égard est de s'en tenir à l'Article XII. du Traité de 1635.

Les affaires de Munster commencent depuis quelques jours à promettre un prochain Accommodement. Les Députés de l'Evêque sont partis de Cleves il y a quelques jours pour en porter le Projet, que les Médiateurs ont approuvé, à leur Maître, & le lui faire accepter s'il est possible; ils doivent être revenus aujourd'hui à Cleves, où Mrs. *Colbert* & *Beverningh* continuent à ne pouvoir avoir, l'un pour l'autre, la confiance nécessaire; Mr. *Colbert* soupçonne entr'autres Mr.
de

de *Beverningh* d'être entièrement dans les intérêts de l'Empereur & du Roi d'Espagne, & par conséquent Ennemis du Roi de France; vous verrez par les Copies ci-jointes des Lettres du 8. & du 11. les autres démêlez que ces deux Messieurs ont eus. Mr. d'*Estrades* est convaincu par l'évidence de la chose même, que les plaintes de Mr. *Colbert* que l'on retient, & que l'on ouvre ses Lettres, sont très-mal fondées. Quant à moi, je n'écris pas à Mr. *Beverningh* que je ne l'exhorte à rétablir la confiance entre lui & Mr. *Colbert*; & j'ai prié plusieurs fois Mr. d'*Estrades* de témoigner à ce dernier, que nous sommes très-contens ici de ses bons offices & des peines qu'il se donne pour faire la Paix, & que nous le prions de continuer, & de vouloir plutôt faire attention aux choses qui concernent l'intérêt commun, qu'à la confiance personnelle des Ministres par les mains de qui il faut qu'elles passent.

On a pris avant-hier la résolution ci-jointe sur le Mémoire de Madame la Princesse Douairiere d'*Orange*. Quoi que Mrs. de Leyde & de Harlem ayent paru fort indifférens & fort moderez, lors qu'on a parlé de l'inspection sur l'éducation du Prince d'*Orange*, quand on est venu à nommer ceux qui en seroient chargez, ils ont tout mis en œuvre pour y mettre quelque'un des deux Villes, & comme ils n'ont pû y réussir, ils ne paroissent pas contens; mais le tems apaisera cela; du reste, la substance de cette Résolution a été approuvée unanimement.

Mr. le Prince d'*Orange* a témoigné à plu-

sieurs Membres, qu'il souhaiteroit fort de conserver près de sa Personne Mr. de *Zuy-lestein*; non seulement il m'en a instamment prié, mais même il a employé les plus puissantes intercessions, particulièrement celle de Mr. d'*Estrades*, ainsi que vous pouvez voir par la Copie ci-jointe d'un Mémoire * que cet Ambassadeur m'a écrit sur ce sujet. Il me semble qu'il a fait paroître trop de facilité dans cette occasion, quoi qu'il m'ait fait assurer depuis, qu'il a représenté à ce Prince, de la manière la plus vive, que les changemens que Leurs N. & G. P. avoient résolu de faire étoient pour son bien & pour son avantage; & il s'est chargé de réitérer les mêmes représentations lors que l'occasion s'en présentera. Je ne doute pas que l'on ne soit content où vous êtes, de cette Résolution de Leurs N. & G. P., & vous me ferez plaisir de me mander ce que l'on en dira.

Vous verrez par les deux Copies ci-jointes ce que Leurs N. & G. ont résolu sur les dernières Lettres de Mr. *Isbrandts*, je ne doute pas qu'on ne s'y conforme dans la Généralité.

Leurs N. & G. P. ont pris dans le mois de Septembre dernier, & de rechef avant-hier, la Résolution, dont voici l'Extrait, par rapport aux Manufactures d'Angleterre: & quoi que Mrs. de Zeelande n'ayent jamais voulu concourir à prendre les précautions qui y sont ordonnées, ils font espérer à présent de suivre

* Voyez sur ce fait Lettres d'*Estrades*, &c. Tome III. Lettre du Comte à Mr. de *Lionne* du 6. Mai 1666.

suivre à cet égard le sentiment de Leurs N. & G. P.

Le Capitaine *Buat* m'a fait encore part aujourd'hui de deux Lettres du Secrétaire *Bennet*, & de deux autres de *Silvius* qui a été Gentilhomme de la Princesse Royale ; en voici des Copies , afin que vous puissiez vous en servir en tems & lieu. Je les ai communiquées sur le champ & avant le départ de la Poste à Mr. d'*Estrades* ; & je lui ai proposé, comme je vous le propose aussi , s'il ne seroit pas à propos de se servir du Canal de l'un ou de l'autre, pour penetrer quels sont les véritables sentimens du Roi d'Angleterre : soit en envoyant de part & d'autre quelqu'un à Londres, pour traiter de la liberté des Prisonniers, ou de quelque autre maniere que Sa Majesté trouvera convenable : car si l'intention de ce Prince étoit sincere, & que voyant les puissantes Alliances que l'Etat a faites contre lui, il voulût véritablement sortir de cette Guerre, ce seroit un grand acheminement pour la grande Affaire, & une bonne Paix pouroit aisément en resulter. Et au cas qu'on découvrit que ce Roi n'agît pas sincerement, comme je m'en défie fort, on bareroit de cette maniere le dessein qu'il a, principalement en agissant ainsi, qui est d'irriter ici les esprits du Peuple, & de quelques-uns de la Regence qui ne sont pas autant que d'autres au fait des affaires, contre ceux qui sont au Gouvernail, sous prétexte qu'on ne veut pas faire de Paix avec l'Angleterre. Je suis, &c.

A Mr. le Conseiller Pensionnaire
JEAN DE WITT.

De Chatou le 16. Avril 1666.

MONSIEUR,

Personne n'a jamais reçu un bienfait avec plus de joye & de reconnoissance que m'en a témoigné Mr. *Guichery*, de l'honneur que vous lui avez fait de le protéger dans ses sollicitations pour la place de Lieutenant-Colonel qui vient de lui être donnée. Non seulement il veut que je l'aide à vous en remercier en son nom; mais même il m'a persuadé que vous aviez eu tant d'égard pour ma recommandation, que je vous dois une partie de l'obligation : rien ne me peut être plus agréable & plus glorieux, vû le cas que je fais avec raison, de votre amitié, comme le plus précieux trésor que je possède en ce monde, puis que je vous considere comme l'Homme du monde le plus digne d'honneur & d'estime. Je vous prie de me fournir l'occasion de vous témoigner le zèle que ces sentimens excitent en moi, & avec quel dévouement je suis, &c.

A Mr. le Conseiller Pensionnaire
JEAN DE WITT.

De Chatou le 16. Avril 1666.

MONSIEUR,

Depuis ma dernière en date du 9., j'ai reçu la votre du 8. du courant.

J'ai lû avec étonnement, & j'ai communiqué à Mr. de *Lionne*, avec la même circonspection, dont vous vous êtes servi à l'égard de Mr. d'*Estrades*, l'avis secret que vous donne Mr. de *Beverningh* de la conduite désagréable du Comte de *Furstenberg* dans les Négociations de Cleves. Je lui ai aussi parlé de ce qui étoit arrivé à Mr. de *Beverningh* de la part de Mr. *Colbert* * au sujet de la renonciation aux prétentions sur Borckelo; il m'a répondu qu'il falloit qu'il y eût en cela quelque mal-entendu; & que le Roi n'a donné aucun Ordre de trouver rien à redire à cette renonciation, que l'intention & les Ordres de Sa Majesté tendent à procurer à Leurs HH. PP. tous les avantages possibles; & qu'il étoit impossible que le Comte de *Furstenberg* & Mr. *Colbert* se fussent déclarés contre cette renonciation au nom du Roi; qu'il étoit néanmoins vrai que le Roi jugeoit que la Paix en général étoit pour Leurs HH. PP. incomparablement préférable à cette renonciation

* *Lettres d'Estrades* Tome III. La seconde Lettre du Comte au Roi du 8. Avril 1666.

ciation, qui, tout bien considéré, ne se demandoit que, *salvo jure Imperii*, & que l'on exige d'un Ecclésiastique qui est tenu *pro minori*, ce qui ne peut donner à Leurs HH. PP. le moindre degré de sûreté, plus qu'Elles n'avoient ci-devant d'Elles-mêmes & en vertu de leurs propres forces; que pour cette raison on avoit donné ordre par la dernière Poste à Mr. *Colbert* de faire tous ses efforts pour engager Leurs HH. PP. à conclure la Paix, avec, ou sans la renonciation, à condition, ou non, que l'Evêque desarmât. Qu'ainsi, il conjecturoit qu'avant la reception de ces derniers Ordres, Mr. *Colbert* auroit pû, dans les mêmes vûes faire quelques tentatives pour engager le Ministre de Leurs HH. PP. à se relâcher sur cette renonciation, à laquelle il voit tout le Traité accroché; mais, qu'au reste, il ne pouvoit s'imaginer que les choses se fussent passées de la maniere que Mr. de *Beverningh* l'avoit mandé, & qu'il me parleroit de cette affaire quand il auroit lû les Dépêches de Mr. *Colbert*, où il découvroit peut-être le mal-entendu. J'en ai aussi entretenu Mr. de *Turenne* qui m'a assuré, pour confirmer ce que m'avoit dit Mr. de *Lionne*, qu'il n'avoit jamais oui le Roi faire la moindre difficulté sur cette renonciation. Comme ceci s'étoit passé mécredi, & que j'avois prié Mr. de *Lionne* de m'accorder quelques momens pour conferer avec lui, quand il auroit vû les Dépêches de Mr. *Colbert*, sur les moyens de remédier au mal-entendu, s'il y en avoit, & dissiper les ombrages que l'on en pouroit prendre; son Excellence m'a lû hier

une:

une Relation très-circonstanciée, que Mr. *Colbert* a envoyée, de la Conversation qu'il avoit eüe avec Mr. de *Beverningh* sur ce sujet : il y parle de plusieurs choses, & entr'autres, que vous ne lui aviez pas dit un mot de cette Renonciation lors qu'il étoit à la Haye, qu'il n'en est aussi fait aucune mention dans le Projet concerté avec Mr. *Friquet*, qui s'est expliqué tout autrement dans je ne sai quel écrit; que l'on devoit considérer en ceci le devoir d'un Roi Très-Chrétien, & autres raisons pareilles, dont il fait entendre qu'il s'est servi : mais il ne marque rien de ce que vous a mandé Mr. de *Beverningh*; & tout ce que Mr. *Colbert* rapporte semble resulter de cette seule considération, que c'étoit le moyen de parvenir à la Paix; mais non pas que ce fût aucun Ordre du Roi, qui tendroit à détruire la Prétention de Leurs HH. PP. : j'ai demandé une Copie de cette Dépêche pour vous l'envoyer, & Mr. de *Lionne* m'a promis qu'elle vous seroit communiquée par Mr. d'*Estrades*, à qui Mr. *Colbert* l'envoyeroit. Cette dispute avec le Frere de Mr. *Colbert*, Ministre d'Etat, me paroît très-délicate, c'est pourquoi je m'y suis conduit avec toute la discrétion dont j'ai été capable; sur tout m'ayant été rapporté hier que Mr. *Colbert* avoit mandé par un Postscript, que la Paix étoit sur le point de se conclure, & ayant obtenu le principal, qui est, que le Roi ne s'opose pas à la Renonciation, & qu'il déclare qu'il desire tout ce qui peut être le plus avantageux à Leurs HH. PP.

Il pouroit être arrivé qu'on auroit porté
indif-

indiscrettement quelque bote au Comte de *Furstemberg*, qui fait profession d'être dans la dépendance de la France: outre cela je crois qu'il n'y a rien qu'on ne fît de ce côté-ci, pour trouver un moyen de fermer aux Troupes de l'Empereur tout passage vers les Païs-Bas; mais je doute que cette considération ait rien operé dans cette conjoncture, & encore plus, que la France pût en venir à bout.

Aussi-tôt que j'ai pris les menaces des Suèdois, j'ai représenté vivement aux Ministres de cette Cour, combien elles étoient insupportables; combien il étoit nécessaire qu'on les repoussât en témoignant autant de fermeté que de ressentiment; & l'apparence qu'il y a qu'en agissant ainsi, il n'est pas à craindre qu'elles aient des suites; je leur ai fait voir outre cela, que les avantages que l'on a recherchés pour le Roi & les Etats, en traitant avec le Dannemark, sont d'autant plus considérables pour Sa Majesté, que pour le Dannemark; sans conter ce que le Roi feroit dans cette rencontre, ne fait rien qu'aux dépens de sa bourse & de celle de Leurs HH. PP. J'ai fait voir que les Suèdois sont sans argent, & que s'ils font la Guerre à la France, au Dannemark, & à Leurs HH. PP., ils se trouveront d'abord sans Commerce, ce qui est leur plus clair revenu; qu'ils sont brouillez avec les Moscovites, qu'ils offensent l'Empire par leurs Entreprises sur Bremen, & que tous leurs voisins les haïssent & les craignent; que toutes les raisons, d'un côté & de l'autre, la minorité de leur Roi, l'éloigne-

l'éloignement que la plupart des Senateurs auront de contribuer à cette Guerre, en donnant leurs Païsans & une partie de leurs biens, les empêcheront bien de faire tout ce dont ils menacent : Que les Anglois favoient fort bien, que jamais les Suèdois ne les aideront à exécuter leurs Projets, & que l'Angleterre ne pouvoit souffrir la Suède, ni la Suède l'Angleterre. Que l'Evêque de Munster serviroit d'exemple aux Suèdois, pour leur faire voir, comment on doit se fier à l'Angleterre lors qu'Elle promet des Subsidés; que le Danois paroît témoigner de la fermeté; mais que si l'on ne l'apuyoit pas vigoureusement, on devoit s'attendre à lui voir faire tout ce que le Suèdois voudra : que si le Roi vouloit un peu y contribuer de son côté, on pourroit former un Corps de Troupes de Brandebourg & de Lunebourg avec celles du Roi & des Etats, & tenir ainsi les Suèdois en bride; que l'on pourroit faire entendre, que l'on est contraint de prendre cette Résolution contre la Suède, & que l'on est toujours disposé à la prévenir en tout, au cas qu'Elle ne renonce à ses fanfaronnades; que si l'on ne donne au Dannemark des conseils de vigueur, & si on lui parle de Neutralité, on aura fait inutilement tant de dépenses, qui néanmoins seront toutes à la charge de Leurs HH. PP., dont on ne laisseroit pas d'exiger les Subsidés promis. Que l'honneur & la parole du Roi se trouveroient alors exposez, d'autant plus que c'est moins par raison que par caprice, que la Suède fait ces menaces; que tous les Princes voisins sont intéressez à la conservation

tion du Dannemark, & ne font point du tout favorables à la Suède. Qu'il paroît que la Maison d'Autriche s'accommode aux circonstances, & qu'Elle ne remuëra point, sur tout dans une affaire aussi injuste, & en faveur d'une Couronne à laquelle Elle se fie aussi peu qu'à la Suède; que d'aller au devant de ce que la Suède paroît souhaiter, seroit donner un exemple qui pourroit avoir des suites facheuses. On me dit qu'on trouvoit toutes ces raisons & plusieurs autres que j'alléguai tout à fait dignes d'attention; mais que l'on croyoit que les Suédois ne manqueroient pas d'exécuter leurs menaces; & qu'alors le Dannemark causeroit plus d'embaras qu'il ne donneroit de secours. On m'avoüa aussi que l'on ne verroit pas volontiers que la Suède prît un Parti contraire à celui de cette Couronne-ci, quoi que Leurs HH.PP. s'en missent peut-être très-peu en peine, (& voila le nœud;) que la Suède n'agit pas ainsi de gayeté de cœur, mais en vertu d'un Traité avec l'Angleterre qu'on auroit dû ne pas faire, mais qui est néanmoins obligatoire: qu'il vaut mieux, pour le Roi de Dannemark, que l'on prête l'oreille aux offres d'un Accommodement, plutôt que d'en venir à une Guerre ouverte; que c'est aussi le sentiment du Résident Dannois qui est à Stokholm; & qu'au cas que le Dannemark restât neutre, on ne seroit pas obligé de lui payer les Subsidés, ou tout au plus, qu'une très-petite partie, en compensation des préparatifs qu'il pourroit avoir faits jusqu'à présent; que l'on tirera cet avantage du Traité avec le Dannemark, d'a-
voir

voir enlevé cet Allié aux Anglois, & d'être sûr de ses Ports; que les avantages qu'on y a accordez au Dannemark, sont à l'avantage de Leurs HH. PP. qui ont intérêt à voir ce Roi dans une meilleure situation que celle où il a été jusqu'à présent; que dans cette conjoncture, il est plus avantageux à Leurs HH. PP. de donner un Subside au Roi de Dannemark, que de se servir de son secours, puis qu'il seroit très-difficile de l'engager à hazarder sa Flotte: qu'enfin, on voit bien que le Dannemark n'est pas en état de mettre 40. Vaisseaux en Mer, comme il s'y est engagé, avec le Subside que Leurs HH. PP. lui donnent, & que lors qu'il s'agira de l'exécution du Traité, on ne manquera pas de rencontrer bien des difficultez & des disputes. Mr. d'*Estrades* aura des * instructions pour faire goûter la voye d'Accommodement avec la Suède, & d'informer le Roi, si Leurs HH. PP. sont dans d'autres sentimens. Je suis, &c.

A Mr. C. van BEUNINGEN, Ministre
Extraordinaire.

A la Haye le 22. Avril 1666.

M O N S I E U R,

Les Députez - Directeurs de la Compagnie

* Voyez, sur toute cette affaire de Suède, un Mémoire du Roi au Comte d'*Estrades* dans les Lettres d'*Estrades* Tome III., après la Lettre du 9. Avril 1666.

gnie des Indes, autorisez à donner les Ordres nécessaires à leur Flotte que l'on attend de retour cette année, forte de neuf Vaisseaux; m'ont demandé mon avis sur ce sujet, & après en avoir conféré avec eux, nous avons jugé, que pour partager le risque, & ne pas tout hasarder à la fois, il seroit bon de faire aborder une partie de ces Vaisseaux de retour dans quelque Port ou Riviere de France. Je vous prie de communiquer ceci avec le dernier secret au Roi directement, ou par le canal de Mr. de *Linné*; en un mot, de la maniere que vous jugerez la plus convenable: vous prierez donc Sa Majesté de prendre en ce cas-là ces Vaisseaux de retour sous sa Protection, & de leur faire donner les rafraîchissemens & les provisions dont ils auront besoin en payant. Je souhaiterois encore, pour mettre Mrs. les Directeurs en repos, que vous pussiez obtenir une Déclaration par écrit de Sa Majesté, que si pendant cette année ces Vaisseaux de retour, ou quelques-uns d'iceux entrant dans les Ports, Rades, ou Rivières de Sa Majesté, Elle les y protégera, & les traitera comme il a été dit ci-dessus, & ne permettra pas qu'on les inquiette en aucune maniere, directement, ou indirectement, par quelque arrêt, ou autrement; mais qu'il leur sera toujours permis d'en partir librement, sans aucun empêchement, & sans payer aucun droit, soit avec leur Cargaison entiere, soit avec une partie, ainsi qu'ils le trouveront à propos; & même qu'il leur sera permis de faire transporter librement par terre une partie de leur Cargaison,

gaïson, ou même de la débiter dans les Terres de Sa Majesté.

Peut-être que, pour obtenir cette promesse, il seroit à propos que vous proposassiez cette affaire à Sa Majesté, ou à Mr. de *Lionne*, en leur faisant entendre, que les Directeurs m'ayant demandé mon avis sur les moyens de mettre leurs Vaisseaux de retour en sûreté, je leur avois conseillé d'en faire entrer une partie dans les Ports de France, au cas que Sa Majesté voulût leur accorder l'assurance ci-dessus mentionnée, ce dont je ne doutois pas; sur quoi je m'étois chargé de vous en écrire, afin que vous demandassiez cette assurance, & en vous priant de me faire promptement réponse, afin que l'on prît son Parti sur cette affaire. Je suis, &c.

A Mr. C. van BEUNINGEN, Ministre
Extraordinaire.

A la Haye le 22. Avril 1666.

MONSIEUR,

Depuis ma dernière en date du 15. du courant, j'ai reçu vos Dépêches du 16. La Négociation avec l'Evêque de Munster a pris un si bon tour depuis ce tems-là, que Mr. de *Beverningh* est arrivé ici aujourd'hui avec le Traité conclû & signé, ainsi que les Etats ne manqueront pas de vous en donner avis, & si l'on en a le tems on vous enverra en même

même tems une Copie * de ce Traité. Toutes les Lettres que j'ai reçûes de Cleves depuis quelque tems ne parlent que des bons † offices de Mr. *Colbert* dans cette importante affaire.

Etant allé chez Mr. d'*Estrades* avec Mr. *Huygens* pour quelques affaires, il s'est servi de cette occasion pour nous entretenir fort au long des affaires de Suède. Il commença par nous assurer de la part du Roi son Maître, que Sa Majesté concevoit toute l'irrégularité & l'injustice du Procédé du Roi de Suède; mais que néanmoins, le sentiment de Sa Majesté étoit, que l'on devoit accorder à la Suède; que le Roi de Dannemark reste Neutre, & qu'il s'engage avec Leurs HH. PP. dans les mêmes termes que la Suède est engagée avec l'Angleterre; ce qu'il apuya de plusieurs ‡ raisons. Nous lui avons déclaré, que ce n'étoit-là nullement le sentiment de Leurs HH. PP., particulièrement, parce que de cette maniere la France & la Republique perdroient les avantages que l'on a eu en vûe en faisant le dernier Traité avec le Dannemark; qu'en faisant paroître tant de foiblesse, la Suède en prendroit un tel ascendant

sur

* Ce Traité est dans les Lettres d'*Estrades* Tome III., après la Lettre du 21. Avril 1666., & l'explication de ce Traité, après une Lettre du Roi au Comte d'*Estrades* du 23. Juillet 1666.

† Voyez Lettres d'*Estrades* Tome III., la Lettre de Mr. d'*Estrades* au Roi du 15. Avril 1666.

‡ Tirées du Mémoire cité; voyez aussi Tome III. la Lettre du Comte au Roi du 22. Avril, où il rend compte de cette Conférence,

sur la Republique, qu'Elle en auroit tout à craindre à l'avenir; puis qu'il n'y auroit rien qu'Elle n'osât pretendre de la même maniere, & sur le refus menacer aussi-tôt de déclarer la Guerre au Dannemark; que lors que l'on a fait le Traité avec le Dannemark, on avoit suffisamment prévu & apprehendé ces menaces de la part de la Suède, & même leur exécution; que cela n'avoit empêché qu'on ne trouvât qu'il falloit conclure ce Traité, dont la France même avoit fort conseillé & pressé la Conclusion. Que si à présent la France reculoit, après avoir donné sa garantie, & promis tout secours, même jusqu'à venir à une rupture, ou si Elle redoutoit la Suède jusqu'à rompre, à la vûe de ses menaces, un Traité qu'Elle-même avoit tant pressé; il auroit mieux valu, & il auroit été plus honorable de ne pas commencer cette affaire, que de l'abandonner honteusement. Vous vous souvenez sans doute, quel étonnement le Roi & ses Ministres firent paroître à la vûe du Traité avec le Dannemark, dont on ne leur avoit pas encore montré les Articles secrets, parce que ce Traité leur paroissoit trop doux, & qu'il n'importoit pas la nécessité d'une rupture; ainsi, il est étonnant qu'à présent, à l'ouïe des simples menaces de la Suède, on veuille non seulement lui sacrifier les Articles secrets, mais énerver le Traité même. Je me flatte que le Roi entrera dans les sentimens de Leurs HH. PP., sur tout à présent, que la Paix étant faite avec l'Evêque de Munster, Leurs HH. PP. & leurs Alliez n'ont plus les mains si liées, &

sont plus en état de repousser avec plus d'avantages les voyes de fait dont les Suèdois les menacent. Si le Roi de France entre dans ces Résolutions, sans hésiter, & conformément à sa Garantie, je doute que le Roi de Suède ne prefere la voye de la moderation à celle des armes. J'ai promis à Mr. d'*Estrades* un Mémoire qui contiendrait les sentimens de Leurs HH. PP. sur ce sujet; & je le lui ai remis aujourd'hui tel que l'Etat vous en enverra une Copie.

J'ai été un peu étonné, lors que pressant Mr. d'*Estrades* de donner ordre au prompt paiement des 300. mille florins, il me répondit qu'il avoit reçu des Ordres sur ce sujet, & que l'intention du Roi étoit, qu'on ne payât à présent que la moitié de cette somme, puis que Leurs HH. PP. ne payoient aussi à présent que la moitié du Subside qu'Elles avoient promis; & que l'on payeroit l'autre moitié de cette somme lors que les Etats payeroient l'autre moitié de ce Subside: il est contre toute raison & contre la Promesse qui en a été faite, que la France differe de payer à l'Etat un Subside que Sa Majesté doit à Leurs HH. PP. il y a plus d'un an, par la raison que l'Etat ne paye pas encore au Dannemark ce qui n'est pas encore échû. On a mis ordre ici à ce que les 450. mille florins qui doivent être joints à ces 300. mille de la France, pour faire la moitié du Subside promis au Dannemark, fussent promptement payez; & la Hollande en a déjà fourni son contingent: mais si la France refuse le paiement entier de ces 300. mille florins, nos
mesures

mesures se trouveront toutes dérangées, aussi-bien que les Ordres donnez pour ce paiement, & s'il faut qu'ils soient redressés dans toutes les Provinces, cela prendra plus de tems qu'il n'y en a jusqu'au paiement du second terme, qui écherra le 1. Juin prochain.

Il me semble qu'il seroit fort avantageux que l'on entamât où vous êtes des Négociations de Paix avec l'Angleterre, & qu'on les y mît absolument en train, quand même on n'en verroit aucune aparence de réussir; car si nous sommes obligez de délibérer ici pour envoyer quelqu'un en Angleterre, je prevois bien des difficultez & des disputes; il n'y en aura pas moins, s'il vient ici quelqu'un de cette Cour-là, & s'il faut choisir une Place neutre, & les Personnes que l'on puisse charger du secret de la Négociation. Je crois que, quand même jusqu'à présent le Roi d'Angleterre n'auroit point pensé sérieusement à la Paix, les changemens arrivez depuis peu, & la Paix faite avec l'Evêque de Munster pourroient l'y faire penser. La Résolution que Leurs HH. PP. ont prise hier vous servira de reste pour entamer une pareille Négociation; quand aux conditions que les Ambassadeurs de France auroient proposées en dernier lieu en Angleterre, on ne les a jamais goûtées ici, ainsi qu'il paroît par la Lettre des Etats au Roi d'Angleterre du mois de Décembre dernier. On présuppose ici, en cas de Négociation, le renouvellement des Traitez precedens avec l'Angleterre, excepté que toutes les affaires qui ne sont pas terminées dans ces Traitez, & qui étoient renvoyées à des Com-

miffaires, ou aux Juges ordinaires, doivent être entièrement amorties pour couper la racine à tous démêlez pour l'avenir.

Les Etats de Hollande & de West-Frise se sont separéz samedi dernier; & ils ont pris le même jour une dernière Résolution sur l'éloignement de Mr. de *Zuylesteyn* de la Personne du Prince d'*Orange*, ainsi que vous verrez par l'Extrait ci-joint. On a infinué le même jour à Mr. *Zuylesteyn* de quitter la Cour avant la fin de ce mois, & de faire place à Mr. de *Genth*.

Mr. d'*Estrades* n'a pas encore reçu d'instructions sur la jonction des deux grandes Flottes. Je suis, &c.

A Mr. le Conseiller Pensionnaire
JEAN DE WITT.

De Chatou le 20. Avril 1666.

MONSIEUR,

Je me suis servi de la Résolution de Leurs. HH PP. du 15. de ce mois, qui contient une instruction pour Mr. *Isbrandts* sur plusieurs choses importantes, & où il est dit en particulier, que le Roi de Dannemark ne demande pas mieux que d'agir avec vigueur conformément au Traité; je me suis dis-je servi de cette période pour renouveler ici avec plus de force que jamais les instances que j'ai déjà faites, pour y faire prendre une pareille Résolution, afin que l'on donne les mains
aux

aux mesures convenables pour empêcher la Suède de troubler le Dannemark dans l'exécution de ses desseins, & pour la mettre, s'il est possible, dans le bon Parti. Mais on persiste dans les sentimens que l'on a mandez à Mr. d'*Estrades*, & sur lesquels je m'en suis déjà expliqué. On attend avec impatience quel aura été le succès des Conférences qu'il aura eues là-dessus. J'ai remarqué que les Ministres Danois qui sont ici ne sont pas éloignez de la Neutralité; mais qu'ils voudroient que la France & Leurs HH. PP. les y obligassent, afin de pouvoir toujours pretendre les Subsidés : c'est ce que je ne manque pas de faire considerer ici, & l'on me répond, que Leurs HH. PP. sont en état de ne se pas laisser mettre injustement le pied sur la gorge. Je crois que vous jugerez avec moi, qu'au moyen des Conférences avec Milord *Hollis*, on pourra détruire toutes les pensées qu'auroient fait naître les Lettres de *Bennet* communiquées par *Buat*. Je suis, &c.

A Mr. le Conseiller Pensionnaire
JEAN DE WITT.

De Chatou le 23. Avril 1666.

MONSIEUR,

J'ai reçu en son tems votre Lettre du 15. de ce mois, ma dernière étoit du 16.

J'apprends avec plaisir que la Négociation avec l'Evêque de Munster est sur le point d'être

tre heureusement conclûë, & l'on n'en doute pas ici, sur le raport du Comte de *Furstenberg*; c'est pourquoi l'on devroit faire en sorte que Mr. de *Beverningh* vécût en meilleure intelligence avec Mr. *Colbert*; car il est facheux qu'un homme de son merite, & qui a autant de crédit dans l'Etat, passe pour Autrichien dans l'esprit d'un Ministre du Roi, qui peut aussi aisément que Mr. *Colbert* faire croire ici ce qu'il s'est une fois mis dans la tête. Je trouve tous les Seigneurs du Conseil du Roi fort prevenus contre Mr. de *Beverningh*, & je fais ce qu'il m'est possible pour dissiper cette prevention. Ce que le Comte de *Furstenberg* avoit fait contre la Renonciation de Borckelo provenoit d'un malentendu de ce côté-ci; ainsi que je l'ai appris de lui-même, ou pour mieux dire, de je ne sai quelle indisposition où l'on est ici à son égard. Il m'a dit qu'avant son départ d'ici, il avoit dit au Roi, que les Princes Allemands, voisins de l'Evêque de Munster, pouroient aisément consentir à contraindre cet Evêque à faire la Paix, s'ils ne craignoient que cela n'ensât trop les Etats Généraux; sur quoi Sa Majesté lui avoit répondu, que *Leurs HH. PP. avoient déclaré qu'Elles étoient prêtes à faire la Paix, pourvu que l'on rétablît toutes choses dans l'état où elles étoient avant la Guerre*: qu'il demanda cette Déclaration par écrit pour s'en servir auprès des Princes d'Allemagne, & qu'on la lui donna; car on dit ici, que l'on n'a pas entendu autrement au commencement les Propositions de *Leurs HH. PP.*, quoi que l'on ait communiqué ici par écrit

écrit ce qui avoit été concerté avec Mr. *Friquet*; *sed transeat cum cæteris*: puis que les choses étant terminées, il vaut mieux dissimuler ici que se plaindre. Il y a aparence que le Gentilhomme de l'Evêque de Munster a ici d'autres affaires que ce que l'on m'en a communiqué, & qu'il est chargé de faire en sorte de remettre ce Prelat en grace, ou faire quelques Propositions pour remettre à cette Cour-ci les Troupes qu'il doit licentier, mais je n'en ai encore rien pû découvrir.

On auroit vû volontiers ici, que les affaires du Prince d'*Orange* fussent restées dans les termes où elles étoient ci-devant; mais, puis que Leurs N. & G. P. prennent tant de soin pour ôter aux Anglois tous les avantages qu'ils se flatoient de remporter sur l'Etat par le moyen de ce Prince, je crois que pourvû que l'on exécute ponctuellement ce qui a été résolu touchant l'Education & la Tutelle du Prince, ces changemens n'en causeront aucun ici dans les desseins; du reste, on n'en parle ici qu'avec beaucoup de retenue, & comme d'une chose faite, & à laquelle on ne peut trouver à redire; puis qu'elle étoit nécessaire pour rétablir l'union dans la Republique.

Entre les raisons dont je me suis servi pour engager le Roi à prendre une Résolution vigoureuse sur les affaires de Suède, & dont je vous ai rendu compte dans ma precedente & dans l'incluse; j'ai sur tout insisté sur ce que l'on doit toujours supposer que les Anglois sont jaloux des Suèdois, dont les vûes leur sont toujours suspectes: que cette Couron-

ne-ci a autant d'intérêt que Leurs HH. PP., que les Suèdois ne gagnent pas la confiance des Anglois en leur rendant quelque service important, & qu'ainsi Elle doit renoncer au Projet de rendre le Dannemark neutre; & je conclus, que si par des raisons, & par des vûes inconnues à Leurs HH. PP., Sa Majesté veut rompre les mesures que l'on a prises de concert, Elle doit les indemniser des dépenses qu'Elles ont faites pour mettre le Dannemark dans les intérêts communs. On commence à m'écouter davantage sur cela que ci-devant, peut-être parce que les Suèdois commencent à chanceler. Tant mieux si l'on a témoigné de la fermeté à Mr. d'*Estrades*. Je suis, &c.

P. S. Je vous envoie ci-joint la substance du Traité entre la Suède & l'Angleterre, que je tiens de bonne main. Peut-être aurez-vous déjà vû le Traité même. Je crois qu'il n'y auroit pas de danger de dire, si les Suèdois alleguoient ce Traité, qu'on leur permet de fournir 4000. hommes à l'Angleterre, si la Médiation n'a pas lieu : car ils ne sont pas gens à le faire.

Vous trouverez ici les avis du Correspondant qui m'ont été remis comme j'allois fermer ce Paquet : il y a joint un Mémoire dans lequel il propose sur quel pied il pourroit rendre de plus grands services comme beaucoup d'autres. Il seroit bon que Mrs les Conseillers Députés résolussent s'ils veulent employer quelqu'un sur ce pied-là, pour aider ici les Ministres de l'Etat.

Il me semble que tant que Leurs HH. PP. ont ici un Ambassadeur ordinaire qui peut agir lui-même, il peut avoir les mêmes moyens de savoir tout par lui-même : pour moi je ne vois aucun Ambassadeur que par hazard, & je m'occupe plus à conserver mon crédit qu'à satisfaire la curiosité de la Regence sur des choses qui n'ont aucun raport à ma Négociation.

A Mr. C. van BEUNINGEN, Ministre
Extraordinaire.

A la Haye le 29. Avril 1666.

M O N S I E U R,

J'ai reçu vos deux Lettres datées l'une du 20. & l'autre du 23. de ce mois; mes dernières Dépêches étoient du 22.

Je me suis entretenu hier avec Mr. d'Es-trades sur les affaires de Suède, & j'ai remarqué, par ce qu'il m'a dit, qu'en lui marquant le raisonnement dont vous vous êtes servi fort à propos, selon moi, contre la demande des Suèdois, que le Roi de Dannemark restât Neutre; on paroît l'entendre comme si, pourvu que l'on pût donner quelque sûreté au Roi de Dannemark, que l'Angleterre restera aussi neutre à son égard, Leurs HH. PP. déféreront au sentiment de Sa Majesté Très-Chrétienne sur ce sujet. J'ai fait entendre à cet Ambassadeur, ou que l'on avoit mal compris votre raisonnement, ou qu'on le lui avoit

S s

mal

mal écrit ; que l'intention étoit de conclure positivement, & d'insister à ce que le Roi de Dannemark ait à exécuter en tous ses Points le dernier Traité ; & que pour convaincre le Roi & ses Ministres que cela étoit non seulement avantageux, mais même absolument nécessaire ; vous aviez fait voir entr'autre, combien devoit paroître ridicule la demande des Suèdois que le Dannemark restât Neutre, puis que le consentement doit être réciproque, & que le Dannemark ne pouvoit convenir d'une Neutralité, si l'Angleterre n'accordoit la même chose ; que néanmoins le contraire étoit évident, puis que l'Angleterre avoit déclaré au Roi de Dannemark, qu'Elle ne se contenoit pas de sa Neutralité, & qu'il falloit qu'il se déclarât catégoriquement, pour, ou contre l'Angleterre.

Si l'on répond à cela qu'on obtiendra les Déclarations nécessaires de l'Angleterre, la réplique est toute naturelle, qu'en attendant cela le Roi de Dannemark ne pouvoit rester à rien faire, & se mettre ainsi à la discretion de l'Angleterre pour en être bien tôt accablé.

Comme les Suèdois ne peuvent répondre à cela, ils consentent à présent que le Dannemark arme & se trouve sur la défensive ; mais à condition qu'il laisse passer librement les Vaisseaux de guerre & les Bâtimens marchands Anglois. Sur cela vous avez fait voir par avance, que le Roi de Dannemark ne pouvoit faire de tels armemens sans les Subsidés de Leurs HH. PP. ; & comme le Roi de France a lui-même compris ci-devant que ce seroit une folie à Leurs HH. PP. de payer
de

de si gros Subsidés, sans avoir en revanche les effets d'une rupture formelle de la part du Dannemark ; il s'ensuit que le Roi de Dannemark doit ponctuellement observer ses engagements, ou qu'autrement il ne tirera point de Subside, & par conséquent sera hors d'état d'armer, & par une autre conséquence abandonné en proie aux Anglois, ou du moins à leur discrétion. Après avoir long tems discoursu sur le même ton, enfin Mr. d'*Estrades* m'a paru convenir de la solidité de votre raisonnement & des autres que je lui ai alleguez, & s'est chargé de représenter la chose de cette maniere, non seulement au Roi son Maître, mais aussi à ses Ambassadeurs en Suède.

Comme le retour de Mr. de *Beverningh* & le départ de Mr. *Colbert*, qui sera, comme je crois, parti de Cleves, empêche que ces Messieurs se réconcilient ; j'ai fait ce que je devois pour convaincre Mr. d'*Estrades* démonstrativement, que Mr. de *Beverningh* n'étoit nullement dans les intérêts de la Maison d'Autriche, ou de quelqu'autre que ce soit, & qu'il étoit bon Hollandois, ainsi qu'il convenoit à un bon Patriote & à un fidelle Ministre, ce que vous pouviez vous-même assurer être aussi certain, comme étoit mal fondé le soupçon que Mr. *Colbert* avoit que Mr. de *Beverningh* retenoit & ouvroit ses Lettres : mais si l'on peut en croire le raport de tous les Ministres qui étoient à Cleves & qui sont arrivez ici, ce Mr. *Colbert* n'est pas d'une humeur aussi traitable & compatible qu'il m'avoit paru étant ici. L'ombrage qu'il

avoit pris de l'entrevûë de Mrs. de *Beverningh & Vane*, le soupçon que l'on ouvroit ses Lettres, & l'imagination que Mr. de *Beverningh* est Autrichien, ne font qu'une partie des chimeres qui lui troublent la cervelle. Le bon Mr. d'*Estrades*, qui lui a fait toutes sortes d'honnêtetez, dont j'ai été témoin, ayant pour lui autant d'égards que s'il eût été, non le Frere du Ministre, mais du Roi même, n'a pas manqué d'avoir dans son esprit le même sort que Mr. de *Beverningh*. Quoi qu'il en soit, on m'assure que je suis encore auprès de lui en bonne odeur, ainsi que je tâcherai de me conserver auprès de tous les Ministres d'un aussi puissant Allié.

Je crois qu'il est de l'intérêt de l'Etat d'engager, s'il est possible, l'Electeur de Brandebourg & les Princes de Lunebourg, dans une plus étroite Alliance, qui tende à se défendre & se garantir l'un l'autre, & le Roi de Dannemark, contre toutes les attaques auxquelles ils pourroient être exposez à présent & à l'avenir; je tâcherai d'y préparer les esprits, & je souhaite que vous me marquiez ce que vous en pensez.

Les Commissaires de Leurs N. & G. P. ont hier introduit Mr. de *Gentha* auprès du Prince d'*Orange*, & l'ont installé dans sa Charge de Gouverneur dont il a déjà commencé les fonctions. Le Prince a été très-sensible à l'éloignement de Mr. de *Zuylesteyn*, en même tems qu'il reconnoissoit que celui de Mrs. de *Geenvliet*, & du Gentilhomme *Bromley* étoit raisonnable: il paroît regretter aussi son Intendant Mr. *Boreel*; mais rien n'approche son

fon chagrin d'être séparé de Mr. *Zuyles-
teyn*. Quoi qu'il en soit les Commissaires
de Leurs N. & G. P. sont résolus d'exécuter
tous les changemens ordonnez.

Il me paroît par les échantillons de notre
Correspondant, que c'est un homme qui a
beaucoup d'imagination, qui pouroit ici plus
causer de bile que de bien; ainsi ses services
ne peuvent nous être utiles que sous vos yeux,
& encore faut-il que vous lui teniez la bride
courte. Je crois que vous approuverez que je
n'engage pas Mrs. les Conseillers Députez à
délibérer de nouveau sur ce sujet, avant que
vous m'ayez marqué positivement ce que
vous en pensez, & ce qu'on en doit faire; &
au cas qu'on voulût se servir de lui, quelle
récompense lui conviendrait. Je suis, &c.

P. S. Mr. *Buat* est venu me parler du
contenu de quelques Lettres qu'il a reçues
d'Angleterre depuis quelque tems, & qui toutes
se reduisent à engager Leurs HH. PP. à
envoyer quelqu'un à Londres, en les assu-
rant que les dispositions à la Paix sont très-
sinceres. Je lui ai dit que vous aviez des
Ordres que je lui ai expliquez conformément
à la Lettre du 11. Décembre 1665., & à ce
que j'avois remarqué à la marge, avec ce
seul changement; qu'il faut, à présent que
nous sommes alliez avec le Dannemark,
avoir pour ce Royaume les mêmes égards
que l'on devoit auparavant à la France; en-
fin, je lui ai fait entendre le contenu de la
Résolution du 21. du courant, par rapport aux
Places & Terres qui pouroient avoir été con-

quises. Que si le Roi d'Angleterre étoit si bien intentionné qu'on le disoit, il n'avoit qu'à donner de pareilles instructions à son Ambassadeur *Hollis*, que la Paix seroit bientôt conclûë. Je lui fis aussi entendre les embarras & les délais qui seroient inévitables s'il falloit changer le lieu des Conférences. J'ai fait part de tout cela à Mr. d'*Es trades*. Mr. *Buat* croit que le Roi d'Angleterre ne consentira jamais à traiter de la Paix en France, nonobstant la déclaration que Mr. *Hollis* pourroit avoir faite.

A Monsieur l'Ambassadeur BOREEL.

A la Haye le 6. Mai 1666.

MONSIEUR,

J'ai reçu la Lettre que vous m'avez fait l'honneur de m'écrire en date du 30. du passé, en faveur de Mr. *J. Boreel* votre Fils aîné qui a été Intendant du Prince d'*Orange*. Je puis vous assurer que les changemens que vous savez, ayant été faits dans la Cour de son Altesse par Leurs N. & G. P., il n'a pas été au pouvoir des Commissaires chargez de ce qui concerne l'instruction de son Altesse, de remettre Mr. votre Fils dans ce Poste. Au reste, Monsieur, je contribuërai volontiers à tout ce qui pourra lui faire plaisir, & particulièrement je ferai tout ce qui dépendra de moi, pour lui procurer une Compagnie de Cavalerie. Celle-ci n'étant pour aucune
autre

Mrs. J. de Witt & C. van Benningen. 423

autre affaire, je la finis en vous assurant que je suis, &c.

A Mr. le Conseiller Pensionnaire
JEAN DE WITT.

Avec précipitation à Chaton le 30. Avril 1666.

MONSIEUR,

Ce que j'ai obtenu en faveur des Vaisseaux de la Compagnie des Indes, consiste dans l'offre que le Roi fait de passer un Acte, dont voici le dispositif.

Déclaré par les Présentes, que les susdits Vaisseaux de la Compagnie des Indes Orientales, venant à arriver cette année, en aucun des Ports, Rades, ou Rivières de France, les prendra en sa speciale Protection Royale, & les défendra vigoureusement contre ceux qui voudroient user d'aucune hostilité, ou violence contre eux; qu'il les fera sortir avec la faculté & la commodité d'y acheter des vivres, rafraichissemens, & autres choses nécessaires, à prix raisonnable; & sur tout de la liberté d'y entrer, demeurer, & sortir à leur bon plaisir, sans payer, ni pour les Vaisseaux, ni pour les Denrées, dont ils sont chargez, aucun Droit d'entrée, sortie, ou autre quelconque; comme aussi sans être sujets à aucun arrêt, saisie, ou autre molestation, sous quelque prétexte que ce soit, directement, ou indirectement: leur donne permission particuliere, de transmettre toute leur charge, ou une partie d'icelle, en d'autres Navires,

424 *Lettres & Négociations entre*
vires, pour être transportée par Mer, sans être
tenus de payer aucuns Droits, Gabelles, ou Im-
positions; mais s'ils voudront vendre leurs Den-
rées, & en faire trafic dans les Terres de Sa
Majesté, ce qui leur jera libre, ils payeront les
Droits accoutumez.

On m'a dit qu'il étoit impossible d'accorder le transport par terre sans payer les Droits, à cause des Contrâcts faits avec les Fermiers, & pour d'autres raisons que j'ai tâché inutilement de refuter. L'Acte n'est pas encore passé dans la forme ci-jointe; mais on me l'a remis ainsi, afin que je le dresse, & l'on peut le regarder comme s'il étoit passé; ce que j'ai ordre de mander. Je suis, &c.

A Mr. le Conseiller Pensionnaire
JEAN DE WITT.

De Chatou le 30. Avril 1666.

M O N S I E U R ,

Depuis ma dernière du 23., j'ai reçu la
votre en date du 22. du courant.

Il eût été à souhaiter que Leurs HH. PP.,
en m'envoyant leurs Ordres d'entamer les
Négociations pour la Paix, y eussent joint
une instruction sur la forme & sur la manière
dont je dois me conduire, afin de dissiper la
crainte où je suis, de faire, ou obmettre, par
ignorance, quelque chose qui pourroit déplaire
à Leurs HH. PP. Le mot *retenir* que j'ai
toujours mis avec celui de *prendre*, dans les
Offres.

Offres de Leurs HH. PP. réfléchit sur *Poulevon*, & sert à éviter toute interpretation desavantageuse des termes, conserver tout ce qui aura été pris, en soutenant que cette Isle ne doit pas rester à Leurs HH. PP. Je juge que ce qui est dit dans la Résolution de Leurs HH. PP. du 21. du courant des Terrés & Places conquises après le 11. Décembre, a raport à l'Isle de *Tabago*; or comme je me souviens que suivant la date de la nouvelle qu'on reçût de la prise de cette Isle, elle doit avoir été conquise avant le 11. Décembre; j'ai crû que je suivrois l'intention de Leurs HH. PP. en apliquant ce passage aux Pais & Places, de la conquête desquelles on n'aura été informé qu'après le 11. Décembre, ou dont on pouroit encore être informé ci-après. Mais, comme cette interpretation est contraire au sens de la Résolution, je n'oserois m'en servir dans quelque Proposition par écrit, de crainte de commettre quelque faute qu'il seroit difficile de redresser. Cette Lettre ne parle pas aussi absolument de l'abolition de toutes prétentions de part & d'autre; car les mots *fraix* & *pertes* peuvent s'entendre de ceux-là seulement qui concernent la présente Guerre; néanmoins je ne doute pas que je n'aye suivi, dans ce que j'ai avancé à cet égard, les intentions de Leurs HH. PP. Quoi qu'il en soit, je souhaiterois, pour ma décharge, avoir les Offres de Leurs HH. PP. couchées sur le Papier dans toutes leurs parties; puis que je trouve des doutes dans le contenu de leur Lettre, de la maniere qu'elles s'y trouvent expliquées.

Mr.

Mr. de *Lionne* m'a demandé tout de nouveau, si je croyois que l'on rompit les Négociations de la Paix, s'il ne tenoit qu'à l'affaire de *Pouleron*; je lui répondis, que dans la conjoncture présente il ne falloit pas faire attention à l'importance de *Pouleron*, ou si l'on pouroit sacrifier cet intérêt au bien de la Paix; mais les conséquences & le deshonneur où l'on s'exposoit, en accordant aux Anglois des conditions qui les autorisent à se vanter de nous avoir fait la loi, après avoir déclaré & soutenu seule une aussi injuste Guerre contre la France, les Provinces Unies, & le Dannemark; que ce seroit-là le vrai moyen de rendre les Anglois plus intraitables que jamais, & de ne trouver, ni honneur, ni sûreté dans cette Paix; enfin, que je croyois que Leurs HH. PP. ne pouvoient à cet égard se relâcher plus qu'Elles n'avoient fait, ce qui est effectivement mon opinion.

On commence à croire ici que les Suédois baissent de tout, & que la Paix qui vient d'être conclûe avec l'Evêque de Munster, les met hors d'état de savoir quel personnage faire; en sorte qu'ils voudroient se servir du grand bruit qu'ils ont fait, pour obliger Leurs HH. PP. à se racheter de la peur qu'ils croient leur avoir faite: mais les vigoureuses Résolutions qu'Elles ont prises pouront assez leur faire comprendre qu'ils ont compté sans leur Hôte. Je suis, &c.

A Mr. C. van BEUNINGEN, Ministre
Extraordinaire.

A la Haye le 6. Mai 1666.

MONSIEUR,

J'ai reçu, depuis ma dernière qui étoit du 29 du passé, vos deux Lettres du 30. du même mois; il me paroît que l'Acte que l'on vous a offert pour les Vaisseaux de la Compagnie des Indes est suffisant: vous n'avez qu'à en garder l'Original pour le besoin, & en envoyer seulement une Copie.

J'ai été fort satisfait, ainsi que tous les Seigneurs qui étoient dans l'Assemblée des Etats Généraux, & dans le Conseil des Conseillers Députés, du recit des ouvertures que vous avez faites dans la Conférence que l'on a tenue dans l'Hôtel de la Reine Douairiere d'Angleterre. Tout ce que vous avez proposé me paroît répondre exactement aux intentions de Leurs HH. PP. que vous avez appuyées de raisons solides. J'ai fait attention à tout ce que vous me marquez sur ce sujet dans votre Lettre; & je crois que, s'il en est besoin, vous ne devez point faire difficulté de délivrer un Mémoire en conformité de ce que cette Lettre contient. Je ferai en sorte encore aujourd'hui que Leurs HH. PP. vous envoient par cette Poste-ci leur Aprobation sur tout ce que vous avez dit dans cette Conférence, & dont vous leur avez rendu compte.

Un

Un Courier de l'Evêque de Munster a apporté il y a quelques jours, la Ratification du dernier Traité conclû avec ce Prelat. Lundi dernier Leurs HH. PP. ont expédié la leur, qui sera de même envoyée à Munster par un Exprès, suivant le Formulaire dont on est convenu à Cleves à cet égard.

J'ai oublié de vous envoyer par le dernier Ordinaire une Copie de la Lettre que Mr. *Blaespeil* a écrite de Cleves à Mr. de *Beverningh*, & qui m'étoit adressée en son absence, avec la réponse que j'y ai faite sur le champ, de concert avec Mr. d'*Estrades*; ainsi, je vous l'envoie aujourd'hui, quoi que je ne doute pas que Mr. d'*Estrades* ne l'ait déjà envoyée par la dernière Poste.

Leurs HH. PP. font tout ce qu'Elles peuvent pour engager le Brandebourg, & les Maisons de Brunswick & de Lunebourg dans une nouvelle Alliance, pour la défense du Dannemark, suivant le Projet que Mr. *Huygens* & moi avons communiqué ci-devant à Mr. le Comte d'*Estrades* qui l'a fort approuvé. C'est ce dont vous instruiront plus au long les Articles que l'Etat vous envoie aujourd'hui, & dont on a aussi donné à tems une Copie à Mr. d'*Estrades*.

Cet Ambassadeur m'a communiqué hier une Lettre * que Mr. de *Lionne* lui a écrite exprès, pour donner des assurances que le Roi de France n'attaquera point les Païs-Bas
Espa-

* Lettres d'*Estrades*, &c. Tome III. Lettre de Mr. de *Lionne* du 30. Avril 1666. & du Comte à Mr. de *Lionne* du 13. Mai.

Espagnols par surprise, & même que Sa Majesté ne prendra aucune Résolution sur ce sujet, sans en avoir communiqué auparavant avec Leurs HH. PP., & avoir pris avec Elles les mesures convenables, & auxquelles Elles seront disposées. Je vous prie de témoigner à ce Seigneur, que cette Déclaration m'a été très-agréable, & que j'y fais fonds absolument; & lors que l'occasion s'en présentera, n'oubliez pas de penetrer quelles sont les véritables intentions & les vûes de la France; parce que plusieurs Membres de l'Etat, qui sont bien intentionnez, ne craignent pas moins que moi, que les Entreprises du Roi sur les Pais-Bas ne troublent quelque jour la confiance qui est à présent entre les deux Etats, & qui augmente de jour en jour. Dieu veuille y pourvoir; je vous recommande à sa sainte garde; & suis, &c.

A Mr. le Conseiller Pensionnaire
JEAN DE WITT.

De Chatou le 7. Mai 1666.

M O N S I E U R ,

J'ai eu ici plusieurs Entretiens & Conférences sur les affaires de Suède avec les Ministres. Le résultat a été, que les Suédois ont tort dans toute leur conduite & dans toutes leurs prétentions; & que c'est faussement qu'ils soutiennent que leur Traité avec l'Angleterre les oblige à secourir cette Couronne
contre

contre le Dannemark, au cas que ce Royaume en vienne à une rupture avec Elle pendant cette Guerre-ci ; on a envoyé par cette Poste aux Ambassadeurs de France des instructions pour répondre à cette objection : elles tendent, autant que j'ai pu le découvrir, à donner à entendre qu'on est bien aise que le Roi de Suède n'ait aucun soupçon que les Armemens du Dannemark soient contre ses Etats ; & que quoi qu'il lui soit aisé de se mettre au dessus de toute crainte par ses propres Forces, il veuille bien accepter la Garantie du Roi ; que l'on est bien aise d'apprendre que la Suède souhaite une Paix générale, & qu'Elle trouve que c'est son véritable intérêt ; ce qui fournit aux Ambassadeurs un vaste champ, après qu'on leur a donné avis de ce qui s'est passé dans la Conférence avec Mr. *Hollis*, pour démontrer que les Suédois agissent précisément contre leurs intentions, en se formalisant des Armemens du Dannemark, qui ne peuvent que contribuer à précipiter la conclusion de la Paix, & à surmonter l'opiniâtreté avec laquelle les Anglois veulent continuer la Guerre. Que si les Suédois persistent dans leur dessein de s'opposer aux mesures que l'on a prises avec le Dannemark, après qu'ils sauront la moderation que le Roi a fait paroître dans cette Conférence, & l'équité des conditions proposées de la part de Leurs HH. PP., Sa Majesté ne pouvant rien changer dans ces mesures, sera obligé de croire que les Suédois n'agissent pas sincèrement, ou que la considération que l'on a pour l'Angleterre, l'emporte tellement sur celle

celle que l'on doit à la France; que l'on n'a aucun égard, ni pour le droit, ni pour la raison, ni pour ses propres intérêts, ni pour l'amitié du Roi de France, dans la seule vûë de faire plaisir à Sa Majesté Britannique dans une affaire qui ne tend pas à la conservation de ses propres Etats; mais à l'opression & à la ruine de ceux d'autrui; que l'on sent bien que les Suèdois alleguent leur Traité avec l'Angleterre pour éviter la force de ces raisons; mais il ne paroît pas dans leurs réponses, qu'ils soutiennent positivement qu'ils soient obligez de donner quelque secours à l'Angleterre pendant la présente Guerre, au cas qu'Elle soit attaquée par le Dannemark, & il y a des raisons si fortes de croire le contraire, que l'on ne doute pas que ce ne soit un simple pretexte; sur tout la Suède n'ayant fait aucune mention de cette Alliance avec l'Angleterre, pendant que l'on négocioit publiquement cette Alliance offensive avec le Dannemark contre l'Angleterre; ni même aussi-tôt que l'on eût reçu à Stokholm la nouvelle de la conclusion de cette Ligue; mais bien plusieurs jours après. Que l'on a souvent dit à Mr. *Isbrandts* que le Traité avec l'Angleterre n'obligeoit à aucun secours qu'après la fin de la présente Guerre; & qu'au cas que l'on n'acceptât point la Mediation, les Suèdois étoient libres de se joindre à Leurs HH. PP. Que Mr. *Bilcke* ne parle en Dannemark d'aucun engagement avec l'Angleterre, & que Mr. de *Koninghsmark* le nie formellement ici. Que l'on apprend à la vérité que les Suèdois insinuent qu'ils doi-
vent

vent des secours à l'Angleterre, mais non pas que l'Angleterre leur en demande, ou qu'Elle dise même que la Suède lui en doit, ou soit obligée de se mêler de ses affaires. Que l'on sait ici de bonne part que la Suède a dissuadé au Danneemark de s'engager dans cette Guerre en faveur de l'Angleterre, à moins qu'Elle ne sache auparavant à quelles conditions celle-ci voudroit faire la Paix avec Leurs HH. PP.; parce que, ni le Danne-marck, ni la Suède ne devoient pas souffrir la ruine des Hollandois, dont la conservation étoit nécessaire pour contrebalancer la puissance des Anglois sur Mer; qu'ainsi il n'y a point d'apparence que la Suède eût elle-même contracté un pareil engagement, & rendît un si grand service à l'Angleterre contre son propre intérêt, & en offensant ses anciens amis; à moins qu'Elle n'eût stipulé quelque avantage considérable pour Elle, ce que l'on ne trouve pas dans ce prétendu Traité. Qu'au reste, si ce Traité est généralement obligatoire, la Suède seroit obligée de donner du secours à l'Angleterre contre la France, puis que la France n'est pas exceptée dans le Traité; que si l'on veut faire croire que c'est la matière d'un Article secret, on peut en inférer qu'il y a un, ou plusieurs Articles secrets qui limitent les obligations du Traité, & que jusqu'à-ce que l'on prouve le contraire en produisant l'Original de cet Article secret, on peut croire qu'il contient une suspension générale de toute obligation de fournir quelque secours, jusqu'à la fin de la présente Guerre. L'Article XVI. porte, que celui qui
est

est en Guerre ne sera pas obligé de donner du secours à son Allié s'il est attaqué; en sorte que la Suède seroit obligée de donner du secours pendant cette Guerre sans en pouvoir prétendre, ce qui est ridicule, & il n'est pas possible que la Suède ait consenti à une pareille condition. Que si, malgré toutes ces apparences, & malgré toutes ces raisons convaincantes, la Suède est obligée de donner à l'Angleterre un secours de 4000. hommes, il faudra le souffrir, pourvu que l'on ne trouble le Dannemark en aucune maniere, & que Sa Majesté n'en perservera pas moins dans l'ancienne amitié avec la Suède, nonobstant cet inconvenient dont Elle n'est pas cause, & qui provient du procedé très-irregulier des Suèdois : Que c'est-là tout ce que l'on peut exiger de la plus grande condescendance dans une affaire où Sa Majesté se trouve nécessairement engagée, & à laquelle Elle ne peut rien changer sans violer sa parole donnée, ce qu'Elle espere que l'on n'exigera jamais d'Elle. Je suis, &c.

P. S. Je vous prie de faire que l'on m'informe de l'état de nos préparatifs ; je m'en raporte toujours à ce que l'on en dit à Mr. d'*Estrades* ; mais les Ministres s'imaginent ici, que c'est un peu mauvais qu'on ne m'en écrive rien.

A Mr. C. van BEUNINGEN, Ministre
Extraordinaire.

A la Haye le 13. Mai 1666.

MONSIEUR,

J'ai reçu par la dernière Poste vos deux Lettres du 7. de ce mois, avec l'Acte qui concerne les Vaisseaux de la Compagnie des Indes; & une feuille écrite de votre main, mais sans signature.

Je suis très-content des instructions que vous me marquez avoir été envoyées à Stockholm; car je ne puis croire que les Suédois soient véritablement obligés par un Traité à donner à l'Angleterre un secours de 4000. hommes, au cas que le Dannemark, ou quelqu'autre prêt, pendant cette Guerre, le Parti de Leurs HH. PP. contre l'Angleterre: mais ce qui aura le plus d'effet, à mon avis, pour empêcher la Suède d'attaquer le Dannemark, ou la Republique, ce sera la fermeté avec laquelle la France fait entendre, qu'au cas que les choses aillent autrement, Elle observera à la rigueur la Garantie à laquelle Elle est engagée, dès que la Suède prendra les armes contre l'un, ou contre l'autre.

Je ne vois pas que le Correspondant puisse nous être si utile; ainsi, il ne seroit pas à propos, ce me semble, de lui faire quitter son Emploi, pour engager l'Etat à lui donner une Pension continuelle: mais si vous en pouvez tirer de tems en tems quelque avis important,

portant, marquez - moi quelle récompense on pourroit lui assigner, afin que Mrs. les Conseillers Députés y aient égard.

Tant que la Négociation commencée avec le Lord *Hollis* continuëra, il ne sera point possible de délibérer ici sur la nomination d'un Ambassadeur ordinaire, & sur votre rappel, auquel on ne consentiroit pas.

C'est à la requisiion des Députés extraordinaires de Zeelande qui étoient alors ici, que l'on ajoûta à la Résolution de Leurs HH. PP. du 21., la clause qui porte, que l'on vous donnera quelques Collegues dans la Négociation avec Mr. *Hollis*; mais je ne crois pas qu'on se presse d'exécuter cet Article.

L'Acte pour la Compagnie des Indes me paroît bien & suffisamment satisfactoire.

Dès avant la reception de votre Lettre, j'avois jugé avec quelques Membres, qu'il seroit à propos que vous ne pressassiez pas trop le paiement du reste du Subside, & j'aprends avec plaisir l'esperance que vous avez d'obtenir enfin une bonne somme pour Leurs HH. PP. Mr. d'*Estrades* m'a dit aujourd'hui qu'il avoit reçu ordre de liquider ici cette affaire, & il m'a remis le Compte ci-joint, suivant lequel Leurs HH. PP. auroient reçu beaucoup au de-là de ce qu'Elles devroient avoir : je lui ai dit que Leurs HH. PP. vous avoient déjà chargé de cette affaire, & que par conséquent il valoit mieux la regler à Paris ; je lui ai montré en passant quelques Articles qui, selon moi, sont très-fautifs, soit par raport aux dates, soit par raport aux sommes qui y sont raisonnablement amplifiées.

Je voudrois que vous eussiez soin de me faire part sur ce sujet de vos considérations & de vos avis, afin que je puisse parler ici à Mr. d'*Estrades* le même langage que vous parlerez à Paris.

J'apprends avec la dernière satisfaction, que l'on commence à avoir plus de moderation où vous êtes, par raport aux desseins sur les Pais-Bas Espagnols, & que l'on est résolu de les concerter avec Leurs HH. PP., & sur tout que l'on voulût bien approuver que Leurs HH. PP., & quelques Etats voisins, proposassent leur Garantie pour la conservation des Pais-Bas Espagnols, lors que la France aura obtenu quelque équivalent pour satisfaire à ses prétentions.

Je croyois que vous envoyiez par chaque Poste à Mr. *Isbrandts* les mêmes avis que vous nous adressez ici; mais je trouve que vous ne lui écrivez pas toujours avec autant d'étendue; ainsi je ne manquerai pas de lui envoyer Copie de vos Lettres toutes les semaines.

Mrs. les Bourguemaîtres & Regens de la Ville de Leyden m'ont envoyé exprès, la semaine passée, le Pensionnaire *Burgersdyck*, pour me donner avis, que l'on avoit reçu avis dans leur Ville, par le moyen de quelques Marchands, que les Manufactures de Hollande sont tous les jours de plus en plus interdites en France, & que des Marchands qui devoient en recevoir & les débiter, avoient été mis à l'amende, en sorte que les Manufacturiers & les Marchands n'osoient plus y en envoyer; ce qui, si cela est ainsi, seroit abso-

absolument contraire au Traité, & est capable de refroidir la bonne intelligence : ainsi, je vous prie d'y faire attention, & au cas que ces contraventions soient effectives, d'insister à ce que l'on y remédie au plutôt.

Depuis quelques semaines Mr. d'*Estrades* ne m'a point parlé de ce qui regarde la jonction des Flottes, quoi que Mr. *Huygens*, auquel je me suis joint ensuite, lui en ait parlé de la part de l'Etat, conformément à la Résolution ci jointe, prise par Mrs. les Députés Plénipotentiaires chargés du soin de ce qui concerne la Flotte, en vertu des Ordres qui les y autorisent & dont je vous ai fait part, & quoi que j'aye depuis entamé plus d'une fois la même matière. Nous avons avis d'Angleterre, que le Commandeur *Jeremie Smith* est de retour de la Méditerranée avec 17. Vaisseaux de guerre, & qu'il est rentré dans Pleymouth, & que la nouvelle en étoit arrivée à Londres au départ de la Poste; Nous continuons à tenir pour certain, que Mr. le Duc de *Beaufort* a toujours les mêmes Ordres dont vous nous avez donné avis, de se rendre, dès que les Anglois quitteroient la Méditerranée, au rendez-vous que vous m'avez marqué, & qu'on n'y a fait aucun changement depuis ce tems-là, d'autant plus que Mr. l'Ambassadeur d'*Estrades* n'a reçu avis d'aucun changement à cet égard. J'espère que la Flotte de l'Etat sera prête pour la fin de ce mois, il ne nous manque que des Matelots, particulièrement pour les Vaisseaux de l'Amirauté du Nord & de Frise; outre cela les Vaisseaux Zeelandois ne

sont pas encore arrivez au rendez-vous. Je vous envoie les Lettres des Députez de Leurs HH. PP. qui sont au Texel, & une du Lieutenant-Amiral de *Ruyter*.

Mr. l'Electeur de Brandebourg est arrivé ici hier *incognito*; j'ai eu aujourd'hui une longue Conference avec son Altesse Electorale sur l'Alliance proposée entre le Dannemark, son Altesse Electorale & les Princes de Lunebourg, suivant le Projet que je vous ai envoyé; j'y ai trouvé ce Prince très-disposé; & il me déclara qu'il étoit déjà engagé par un Traité avec le Dannemark, à assister cette Couronne au cas que la Suède l'attaquât, ce qu'il avoit déclaré à Mr. *Cley* Envoyé de Suède; & comme Mr. d'*Esirades* m'avoit dit hier qu'il étoit informé que Mr. l'Electeur étoit obligé, par un Traité avec la Suède, de l'assister contre Bremen; j'en ai parlé à son Altesse Electorale qui m'a assuré qu'il n'y étoit engagé, ni directement, ni indirectement, & qu'il ne s'y engageroit pas, quoi qu'il jugeât que la Ville de Bremen s'en faisoit un peu trop accroire, & qu'Elle portoit trop loin ses prétendus Droits d'exemption qui n'étoient pas fondez; & qu'il faudroit faire en sorte que Bremen relâchât quelque chose de ses prétentions, à condition qu'on ne l'obligeât pas à recevoir Garnison Suèdoise. J'ai allegué sur cela quelques considerations qu'il n'est pas nécessaire de vous repeter ici, ce détail n'étant que pour vous apprendre que Son Altesse Electorale m'a certifié plus d'une fois, qu'Elle n'avoit même jamais pensé à aucun engagement avec la Suède qui l'obligeât

geât à l'affister directement, ni indirectement contre Bremen ; ce dont j'ai sur le champ fait un fidèle raport à Mr. d'*Estrades*.

Son Altesse Electorale a dessein d'aller demain , ou après-demain, voir la Flotte de Leurs HH. PP. au Texel , & ensuite de s'en retourner à Cleves. Je suis, &c.

P. S. Je vous envoie ci-joint l'Original de la Lettre dont vous avez recommandé le secret.

A Mr. le Conseiller Pensionnaire
JEAN DE WITT.

De Chatou le 14. Mai 1666.

MONSIEUR,

La dernière que je me suis donné l'honneur de vous écrire étoit du 7. ; j'ai reçu en son tems votre Dépêche du 6. du courant. Je suis charmé que vous ayez été content de l'Acte en faveur de la Compagnie des Indes ; vous aurez sans doute reçu la Copie autentique que je vous ai envoyée par la dernière Poste ; je vous garderai avec soin l'Original.

On est ici dans une cruelle inquietude touchant la Flotte du Duc de *Beaufort*. Mr. d'*Estrades* vous en parlera & vous dira en même tems les raisons que l'on a de presser Leurs HH. PP. de mettre promptement leurs Forces en Mer pour faire une diversion considerable. L'avis du Prince de *Condé* est,

que l'on doit laisser le Duc d'*York* tenir la Mer pendant quelque tems, & lors qu'il sera obligé de ravitailler, de faire la jonction des Flottes de France & de l'Etat à la hauteur de Douvres : il me semble que de fortes raisons sont pour cet avis ; mais ceux qui ont plus de connoissance que moi, pourront mieux juger ce qui convient le mieux ; quoi qu'il en soit, je craindrois fort le succès d'une Bataille hazardée avant la jonction.

Il y a huit jours que Mr. *Sidney* est à Paris, j'ai eu de longs entretiens avec lui, & j'espère que nous conférerons demain, ou après demain, avec Mr. de *Lionne* : j'aurai alors de quoi vous entretenir sur ses Projets.

Mr. d'*Estrades* avoit envoyé par la Poste précédente, la Lettre que Mr. *Blaespeil* a écrite de Cleves, en sorte que l'on n'a point perdu de tems à la communiquer à propos. On est ici si-bien persuadé de la droiture avec laquelle Leurs HH. PP. en agissent, que quoi que fassent les Anglois & les Espagnols pour donner de la défiance, ils ne réussiront pas.

Vous aurez vû dans ma dernière quelles sont les vûes par rapport aux Pais-Bas Espagnols ; il me semble que la difficulté d'agir de concert dans cette affaire n'est pas si grande, qu'elle ne soit assez contrebalancée par l'avantage que non seulement Leurs HH. PP., mais même toute la Chrétienté, retirera de ces bonnes mesures ; par provision, la disposition où vous paroissez être, servira à faciliter ici nos affaires.

Au-

Autant que j'en puis juger, les affaires de Suède se regleront de concert avec Leurs HH. PP.; l'assurance que je ne cesse de donner aux Ministres, que les affaires des Pais-Bas Espagnols ne seront pas capables de refroidir la bonne intelligence, n'y contribuëra pas peu, puis que l'on regarde déjà Leurs HH. PP. comme des Alliez perpetuels; mais je fais entendre en même tems, que cette assurance ne doit être fondée que sur la moderation que l'on suppose dans ces Projets; & c'est ce dont on m'assure.

Les Seigneurs de la Regence de Suède ont dit aux Ambassadeurs de France qui sont à Stokholm, que le Projet de Traité d'Accommodement que Mr. *Isbrandts* leur a délivré est injurieux; mais l'insolence avec laquelle ils en agissent, par raport à Leurs HH. PP., ne sert ici qu'à reculer leurs affaires. Je suis, &c.

A Mr. C. van BEUNINGEN, Ministre
Extraordinaire.

A la Haye le 20. Mai 1666.

MONSIEUR,

J'ai reçu en son tems vos Dépêches du 14. du courant; ma dernière étoit du 13.

Mr. le Comte d'*Estrades* m'a fait connoître la crainte où l'on est, que les Anglois ne forment quelques entreprises sur la Flotte du Duc de *Beaufort*. Nous ferons toute la di-

T 5

ligence

ligence imaginable pour mettre en Mer aussitôt que les Anglois; en tout cas nous pourrions toujours rassembler la meilleure partie de notre Flotte, & tenir les plus gros Vaisseaux en état de mettre à la voile au premier Ordre, si l'on aprenoit que les Anglois voulassent, avec quelque Escadre, faire quelque entreprise, soit du côté du Sundt, ou ailleurs, où on ne manqueroit pas de les suivre.

Il est nécessaire que nous soyons avertis secrettement par toutes les Postes, & même, s'il le faut, par des Exprès, de tous les Ordres que l'on donnera au Duc de *Beaufort*, & des avis que l'on recevra de lui, particulièrement si l'on persiste dans la Résolution de lui faire prendre la route du Ponant, où, & quand il sera arrivé. Il faut aussi que nous sachions de quelle maniere, & par quelle route on juge que la jonction se doit faire; car voila plusieurs Postes que l'on n'en marque rien à Mr. d'*Estrades*; il faut savoir aussi si Mr. de *Beaufort* a quelques Ordres, ou non, pour la jonction; & autres choses de la même nature.

Pour moi, il me semble que, si l'on persiste dans le dessein de faire la jonction, ce Duc doit se rendre, sans perte de tems, au lieu qui lui avoit été marqué pour sa premiere alte, & que l'on vous donne avis non seulement de son arrivée, quand il y aura jetté l'ancre; mais aussi du tems où il passera le Détroit pour faire course vers le Rendez-vous, & de celui où l'on conjecture qu'il pourra y arriver, afin que l'on prenne les mesures

siens qui paroîtront les meilleures pour la Cause commune.

Il faudroit que nous nous rendissions alors avec notre Flotte dans le Canal à l'occident de la Flotte Angloise ; & que le Duc de *Beaufort* en étant averti , fît tous ses efforts pour gagner le haut du Canal , afin que la jonction se fassé au plûtôt.

Il me semble que la Proposition du Prince de Condé est dangereuse ; car si nous laissons la Mer libre aux Anglois , rien ne les empêcheroit de tomber d'un côté sur le Roi de Dannemark , & de l'autre sur la Flotte de France , avant que celle de Leurs HH. PP. pût venir au secours de l'une ou de l'autre , ne pouvant être toujours avertie à tems de quel côté la Flotte Angloise qui seroit en Mer auroit fait voile , ou lors qu'elle auroit tout d'un coup changé de route ; outre que les vents contraires pourroient , pendant quelques semaines , empêcher notre Flotte de pousser en Mer ; & que le Duc de *Beaufort* pourroit être aussi obligé de quitter la Mer avant les Anglois pour ravitailler.

J'ai lû , avec toute la satisfaction imaginable , ce que vous me marquez par votre dernière des Projets moderez de la France , par rapport aux Pais Bas Espagnols , & du dessein où l'on est de ne rien entreprendre que de concert avec Leurs HH. PP. , aux conditions que vous me mandez. Je suis certain que l'on contribuëra de ce côté-ci très-volontiers , soit publiquement , soit sous main , au succès de ces desseins.

Mr. Isbrandts nous donne avis par sa dernière

niere datée de Stokholm le 5. du courant , qu'il est indubitable que les Suèdois s'abstiendront des voyes de fait, & chercheront à terminer leurs differens à l'amiable avec Leurs HH. PP., pourvû que le Roi de France continuë à témoigner combien il est irrité de leurs menaces. Au reste, je crois que si la Suède offroit sa Médiation d'une maniere convenable, non seulement à la France , mais encore aux Etats, (ce qui n'est pas encore arrivé , du moins par rapport aux derniers,) pour terminer la présente Guerre, je crois qu'il faudroit l'accepter simplement & sans stipuler auparavant aucune condition ; mais en déclarant que le Roi de France & Leurs HH. PP. l'acceptent, en suposant que le Roi de Suède observera une exacte Neutralité, ainsi qu'il convient à un Médiateur, & que par conséquent il ne fera la Guerre, ni directement, ni indirectement, au Roi de Dannemark ; qu'au cas qu'il se conduisît autrement, on rompra conjointement avec lui, en sorte que de Médiateur il deviendra formellement Ennemi.

Quand le Roi de France déclare, que, le cas échéant, il souffrira patiemment que la Suède livre à l'Angleterre un secours de 4000. hommes, je crois que Sa Majesté entend, qu'Elle souffrira que la Suède envoie en Angleterre le nombre de 4000. Soldats, ou un Subside équivalent en argent, ou en denrées ; mais nullement que le Roi de Suède fournisse à l'Angleterre 4000. hommes sur les frontieres de Dannemark, ou de Holstein, pour y faire une irruption à la faveur de quel qu'autre

Mrs. J. de Witt & C. van Beuningen. -445

qu'autre secours, ou autrement; car cette Déclaration dans ce dernier sens ne plairoit aucunement à Leurs HH. PP. Ainsi, je vous laisse à penser s'il ne seroit point nécessaire que Sa Majesté s'expliquât clairement sur ce sujet aux Ministres de Suède, & même par écrit, s'il étoit nécessaire, afin d'éviter tout mal-entendu, & toute fausse interpretation.

Mr. le Pensionnaire *Burgersdyck* m'a remis, depuis ma dernière, les avis ci-joints que j'ai crû devoir vous envoyer, esperant que l'on remediera à toutes les procédures contraires à l'Alliance, ainsi qu'on doit le faire, si l'on veut conserver la bonne amitié & la bonne intelligence; je suis, &c.

A Mr. C. van BEUNINGEN, Ministre
Extraordinaire.

A la Haye le 20. Mai 1666.

MONSIEUR,

Mr. de *Mombas* notre Ami commun est toujours incommodé, & il ne peut rien obtenir où vous êtes par raport à ses Charges & à leurs revenus. Si, conformément aux Lettres de recommandations que l'Etat a écrites ci-devant en sa faveur, vous pouviez faire quelque chose pour lui, je vous en aurois toute l'obligation qu'exige de moi notre amitié; ses amis & les miens y prendroient part, & j'attends de vous ce service. Je suis, &c.

T 7

A

A Mr. le Conseiller Pensionnaire.
JEAN DE WITT.

De Chatou le 21. Mai 1666.

MONSIEUR,

Je suis ravi d'apprendre que ce que l'on m'a déclaré des dispositions du Roi, par rapport aux Pais-Bas Espagnols, vous ait fait autant de plaisir qu'à moi. J'ai fait entendre à Mr. de *Turenne*, que vous souhaiteriez que l'on prît quelque résolution déterminée sur cette affaire, ce qu'il a pris en très-bonne part; mais Mr. *Colbert* croit qu'il ne seroit pas prudent d'y toucher pendant la Guerre avec l'Angleterre, de crainte que l'Espagne n'en prît un prétexte de se liguier avec cette Couronne; qu'au reste, Leurs HH. PP. doivent se reposer sur ce que l'on a écrit à ceux qui sont du secret, des intentions de Mr. de *Lionne*, qui sont de ne rien entreprendre que de concert avec la Republique. Je ne vois pas aussi que l'on dût fort presser du côté de Leurs HH. PP., sur tout si l'on est fondé dans tout ce qui se fait à cet égard; j'y travaille avec circonspection comme j'ai fait jusqu'à présent.

Je ne puis pas dire qu'il est avantageux que l'on me donne la permission de retourner dans la Patrie pendant cette Campagne, avant que la Paix soit faite avec l'Angleterre, & avant que l'affaire dont je viens de parler soit portée à sa perfection. Le but de ma
prece-

precedente étoit de faire entendre, que lors que je serois sur le point de partir, il seroit bon qu'on rapellât honnêtement l'A. B. ou qu'on l'engageât à demander sa démission ; ce dont je suis sûr que vous jugez comme moi.

La Flotte du Duc de Beaufort avance vers un des Ports de la Côte Occidentale de France ; on a envoyé à sa rencontre douze gros Vaisseaux, afin de le mettre en état de moins craindre.

Je mets de tems en tems sur le Tapis la matiere de la jonction des Flottes, & je parle de la maniere dont elle devra se faire ; mais on m'a toujours remis jusqu'à présent, en disant, qu'il est encore assez tems d'en parler : je réponds qu'on ne peut être trop tôt prêt, & j'insisterai sur le même pied.

La plus grande partie sont d'opinion ici, *Angliam securè debellari posse cunctando; quod Lionne & Turenne & Sydney videtur; nisi commodè conjunctio fieri possit.* Je suis, &c.

A Mr. le Conseiller Pensionnaire
JEAN DE WITT.

De Chaton le 21. Mai 1666.

MONSIEUR,

La derniere que je vous ai écrite étoit du 14. ; j'ai reçu en son tems la votre du 13. du courant. Je suis bien aise que vous ayez été content des instructions que l'on a envoyées

d'ici il y a quinze jours, à Mrs. les Ambassadeurs de France à la Cour de Suède : je puis vous certifier qu'elles contiennent tout ce que je vous en ai marqué; on tient ici le même langage à Mr. *Koningsmark*, & au Secrétaire *Puffendorf*, ce qui produit un si bon effet, pour convaincre ces Messieurs du tort où est la Suède, que l'on m'a dit qu'ils restent sans réplique; d'un autre côté cela sert à fortifier cette Cour-ci dans les bons sentimens où Elle est. Il me semble qu'il est évident que la Suède n'est aucunement obligée à fournir quelque secours à l'Angleterre durant cette Guerre-ci; & Mr. de *Puffendorf* sommé de dire la vérité, l'a suffisamment avoué, en répondant à Mr. de *Lionne*, aussi-bien qu'à moi-même, que si la Suède n'a aucun engagement avec l'Angleterre en vertu d'un Traité, Elle en a en vertu de ses intérêts.

J'ai appris avec plaisir, que dans la Conférence que vous avez eue avec l'Electeur de Brandebourg, ce Prince ait déclaré, que non seulement il étoit prêt à faire une Alliance avec le Dannemark & avec Leurs HH. PP.; mais même qu'il étoit déjà engagé à donner du secours au Dannemark, au cas qu'il fût attaqué. Il est important que par ce moyen Leurs HH. PP. trouvent des Alliez qui mettent le Dannemark en repos contre les entreprises d'un mauvais voisin, & qui fassent perdre à la Suède l'envie d'exciter tous les jours de nouveaux troubles, en lui opposant une bonne Ligue défensive : pour peu que l'on perfectionne cette Alliance, il y aura plus d'un Prince

Prince voisin qui demandera à y être compris, sinon pendant cette Guerre, au moins dès qu'elle sera terminée, ce qui augmentera beaucoup le crédit de Leurs HH. PP. dans l'Empire. Au reste, les choses étant ainsi, je suis surpris que Mr. d'*Estrades* ait écrit *, à ce que m'a dit Mr. de *Lionne*, que cet Electeur paroïssoit moins disposé à cette Alliance que ses Ministres l'avoient fait espérer, il faut qu'il y ait- là quelque mal-entendu : il me semble qu'un bon moyen de tenir la Suède en bride, ce seroit d'engager les Troupes Françaises à rester encore quelque tems dans notre País; au cas que Leurs HH. PP. ne l'approuvent pas, il faudroit s'en excuser en Dannemark, où on le souhaite fort, sur ce que le départ de ces Troupes étoit trop avancé pour les retenir; & en effet, l'on croit ici qu'elles sont déjà en marche, & Mr. de *Turenne* m'a fait entendre qu'on n'approuveroit pas ici, que l'on en retint une partie & que l'on renvoyât le reste.

Je parlerai au Correspondant de ce que vous me marquez sur son sujet, & qui s'accorde avec ce que j'en pensois; la chose en restera là suivant toutes les apparences; mais je souhaiterois que l'on m'autorisât à lui faire présent d'une montre, ou de quelques livres de la valeur de quarante écus, afin de ne pas laisser ses services sans récompense, & de le trouver toujours prêt à en rendre d'autres dans l'occasion.

Le

* Dans sa Lettre au Roi du 13. Mai 1666. Tom. III.

Le Compte des Subsidés que Mr. d'*Esfrades* a delivré me paroît tout à fait ridicule, * & n'avoir été dressé que pour détourner Leurs HH. PP. de faire de nouvelles instances pour le payement du reste du Subside : quoi qu'il en soit, il nous est avantageux, puis qu'il nous donne occasion d'entrer en discussion, & qu'il ferme la porte aux défaites dont on auroit pû se servir pour détruire nos prétentions ; comme si des disputes mal-fondées sur le terme *attaquer*, pouvoient entrer en compensation avec la demande bien fondée des secours promis.

Mon Compte est que la rupture a commencé vers la fin de Novembre 1664., lors que le Roid'Angleterre a arrêté dans ses Ports les Vaisseaux des Sujets de l'Etat, & a donné ordre de les attaquer par tout, & de les arrêter ; & que suivant le Traité, le Roi doit fournir des Subsidés à Leurs HH. PP. contre l'Angleterre, à commencer de ce tems-là jusqu'au 27. Janvier 1666., que Sa Majesté a déclaré la Guerre au même Royaume : ce qui fait en tout 14. mois, dont les quatre premiers comptez sur le pied de 120000. flor. argent de Banque d'Amsterdam, suivant le Traité font la somme de . . . f. 480000.

Que dès le commencement des dix mois suivans le Roi auroit dû rompre avec l'Angleterre ; rupture qui auroit valu à l'Etat quatre fois plus que les Subsidés, & qui

* Ce Compte se trouve dans les Lettres d'*Esfrades* Tome III. après une Lettre du Comte au Roi du 22. Juillet 1666.

qui n'auroit pas plus coûté au Roi, & que je compte sur le pied d'un double Subside, pour éviter toutes disputes, ce qui multiplié par dix fait la somme de . . . f. 2400000.

Ces deux sommes font ensemble f. 2880000.

Sur quoi payé au Dannemark . f. 300000.

Reste que le Roi doit à Leurs
HH. PP. . . . , . . f. 2580000.

Le secours contre l'Evêque de Munster ne doit pas entrer en compte, puis que suivant le Traité l'on est obligé de rompre & de donner du secours, *contra quoscunque*; comme on demande sur cela, si l'on seroit donc obligé de donner vingt secours à un Allié qui seroit attaqué par vingt Ennemis Liguez, je répons que ce n'est pas ici ce dont il s'agit; mais seulement de savoir, si par le Traité on n'est pas obligé de nous secourir contre Munster comme contre l'Angleterre, & si l'on prétend satisfaire à l'obligation contre l'Angleterre par le secours contre Munster; ce qui seroit ridicule.

J'ajoute que le secours de deux mille Chevaux & de quatre mille Fantassins ne monte pas à la valeur de douze mille hommes d'Infanterie, & que tout ce que l'on peut dire avec quelque probabilité; c'est que dans ce secours-ci on a suppléé au nombre par la qualité, & non pas que Leurs HH. PP. doivent être contentes de tant d'Officiers Généraux, & d'Officiers Réformez qui se sont trouvez dans ce secours, puis que ce n'a pas été à leurs prieres

res qu'ils y ont été ajoûtez, mais parce que Sa Majesté l'a trouvé bon ainsi.

Mais on rejette mon Compte au moins aussi loin, que je rejette celui que l'on veut suivre de ce côté-ci : je ne l'ai pas encore délivré par écrit, & il auroit plus de poids s'il venoit de la Regence même.

Je souhaiterois que les Bourguemaîtres & Regens de la Ville de Leyden me fournissent des Copies des avis qu'on leur a donnez, pour les informer que l'on maltraite ici ceux qui y font entrer des Manufactures de Hollande. On peut n'y pas mettre les noms de ceux qui les ont donnez, au cas qu'ils ne voulussent pas être connus; car on niera d'abord le fait, comme cela est déjà arrivé; par ce moyen, je pourrois indirectement savoir ce qui en est de ceux qui auroient été mis à l'Amende. On avouë que le Roi ne porte que des Manufactures du Royaume, pour donner l'exemple à ses Sujets, & même que l'on fait entendre aux Marchands, que le Roi n'est pas content qu'ils fassent provision de Manufactures étrangères au préjudice de celles du dedans; & l'on ajoûte que cela est permis à Sa Majesté, & aussi à Leurs HH. PP., & l'on ne peut en disconvenir; mais condamner à l'Amende impliqueroit une défense, ce qui seroit contraire au Traité: je m'en informerai à Paris, & vous informerai de ce que j'aurai découvert. Je suis, &c.

A Mr. C. van BEUNINGEN, Ministre
Extraordinaire.

A la Haye le 27. Mai 1666.

M O N S I E U R ,

J'ai reçû en son tems votre Lettre du 21. du courant, ma dernière étoit du 20. Ce que Mr. d'*Estrades* a écrit, que l'Electeur de Brandebourg paroïssoit n'être pas disposé à faire l'Alliance proposée, est fondé aparemment sur quelque raport que lui ont fait Mrs. d'*Alevelt* & de *Clingenberg*, Ministres Danois qui sont ici, qui ont parlé dans ces termes aux Commissaires de Leurs HH. PP. Je crois qu'ils ne parlent ainsi, que sur ce que Son Altesse Electorale a témoigné qu'il seroit d'avis, que l'on ne fît cette Alliance qu'entre Elle, le Roi de Dannemark & les Etats, & qu'ensuite on pouroit inviter les Princes de Lunebourg à y entrer; ce qui ne me paroît pas tout à fait raisonnable, & ce qui avoit un peu choqué les Ministres Danois, qui voudroient bien que l'on ne crût pas ici & en France cette Alliance aussi facile qu'elle l'est, afin que l'on se pressât d'envoyer en Holstein le secours que l'Etat a promis. Il est vrai aussi que les Princes de Brunswick & de Lunebourg cherchent je ne sai quels délais, ainsi que vous pourrez le voir par la Copie ci-jointe d'une Lettre du Colonel *Gaersolte*.

Je n'ai pas encore trouvé l'occasion de
parler

parler à Mrs. les Conseillers Députés de ce qui regarde le Correspondant : je ne doute pas qu'ils ne soient de votre sentiment, & il n'y a pas d'apparence que cette modique récompense rencontre quelque difficulté.

Je vous suis très - obligé de ce que vous avez bien voulu me faire part de votre sentiment, par rapport au Subside, & à ce que nous devons encore prétendre. Je ferai ce qu'il me sera possible afin que l'Etat en dresse un Compte, qui vous sera envoyé en même tems qu'on le remettra ici à Mr. d'*Estrades*.

Je vous ai marqué dans ma dernière les raisons pour lesquelles je ne croyois pas que la Flotte de l'Etat dût rester dans ses Ports, & ne pas agir contre l'Ennemi. Depuis l'arrivée de la dernière Poste, Mr. d'*Estrades* nous a remis à Mr. *Huygens* & à moi un * Mémoire sur l'action des Flottes ; je ne doute pas qu'on ne vous l'ait communiqué, sur quoi nous avons remis hier à cet Ambassadeur une Liste des Vaisseaux qui sont prêts, ou auxquels il ne manque que de faire passer les équipages d'un Vaisseau sur un autre. Il y a quatrevingt-cinq gros Vaisseaux de guerre bien fournis de monde & prêts à sortir au premier vent, pour se conduire conformément au Mémoire ci-joint No. 2. dont on a aussi donné hier une Copie à Mr. d'*Estrades* : On lui a aussi donné un Extrait de la Résolution du 15. Avril dernier sur l'action &

* Il est dans les Lettres d'*Estrades*, Tome III. après la Lettre du Comte au Roi du 21. Mai 1666.

& la jonction des Flottes; je vous ai déjà envoyé cette Résolution il y a long tems : il y a aparence que cet Ambassadeur est d'accord avec nous sur cet Article; en sorte que l'on donnera des Ordres en conformité au Lieutenant - Amiral *de Ruyter*, avant son départ.

On a encore remis à cet Ambassadeur Copie des derniers avis que nous avons reçus d'Angleterre.

Il me semble qu'il est nécessaire que le Roi de France donne ordre que l'on examine de Calais & des autres Places voisines les mouvemens des Anglois, & si avant l'arrivée de la Flotte de l'Etat, ils ne doublent point le Pas de Calais pour descendre le Canal. Il faudroit en ce cas en donner d'abord avis directement à la Flotte & ici ensuite, afin que la Flotte de l'Etat les suive d'abord, & qu'il n'arrive aucun malheur à celle de Sa Majesté.

Comme avant la reception de votre dernière, les Ordres étoient donnez pour le départ des Troupes Françaises, & même les Patentes expédiées, on a laissé cette affaire aller son train. Je suis, &c.

A Mr. le Conseiller Pensionnaire
JEAN DE WITT.

De Chatou le 28. Mai 1666.

M O N S I E U R ,

J'ai fait raport à Mrs. de *Turenne* & de
Lion.

Lionne, de ce que vous me marquez dans votre Lettre du 20. de ce mois, que vous êtes certain que l'Etat contribuëra de tout ce qui sera en son pouvoir; pour faire réussir ce que j'ai proposé par raport aux Païs-Bas Espagnols; ces Seigneurs m'ont paru charmez de cette déclaration, & le premier m'a assuré depuis, que le Roi n'en avoit pas été moins content lors qu'ils lui en avoient fait le raport; ainsi je suis moralement certain, que s'il n'arrive quelque'inconvenient, cette affaire se terminera à la satisfaction & à l'avantage des deux Etats, pour peu qu'on la veuille traiter avec prudence & droiture: seulement on fait difficulté de l'entamer dès à présent pour ne pas engager, dit-on, la Maison d'Autriche dans cette Guerre-ci en faveur de l'Angleterre; mais on m'assure que l'on doit s'en reposer sur la déclaration des Intentions du Roi que je vous ai faite; & je trouve que l'on a raison.

Je pense comme vous, que la fermeté que le Roi de France opose aux menaces de la Suède, engagera cette Couronne à y renoncer, à accommoder ses affaires avec Leurs HH. PP., & à ne pas inquieter le Danemark; mais ce que j'espère seulement à présent, je le regarderois comme certain, si l'Etat retenoit les Troupes Françoises jusqu'à ce que la Négociation avec la Suède fût terminée; car l'Ambassadeur de Suède en paroît fort inquiet; mais je crains que les instances de l'Electeur de Brandebourg, & les incommoditez que reçoivent les Villes de Gueldres & d'Overysse du séjour de ces Troupes, n'ayent

n'ayant déjà déterminé Leurs HH. PP. à les faire mettre en marche. L'Alliance des Princes Allemans pourroit bien être plus à charge & moins avantageuse pour l'Etat, par rapport aux Troupes qu'il faudroit faire subsister ; mais je m'en raporte à un meilleur avis.

La Déclaration que le Roi a faite, qu'il souffriroit, au cas que la Médiation ne réussît pas, que la Suède donnât à l'Angleterre un secours de quatre mille hommes, n'avoit pour but que d'ôter aux Suèdois toute occasion de repliquer, & suposoit ce qui est certain à présent, que la Suède n'étoit pas obligée de donner ce secours, ce que confirme encore la Proposition faite dernièrement à Mr. *Isbrandts*, d'engager le Dannemark à rester neutre, jusqu'à-ce que la Paix soit faite par la Médiation ; & qu'au cas que l'Angleterre fût cause qu'elle ne se fasse pas, le Dannemark pourroit rompre, & la Suède resteroit neutre : cette Proposition peut être considérée comme tout à fait captieuse par rapport à Leurs HH. PP. ; mais du moins prouve-t-elle que le Traité n'est pas obligatoire, puis qu'il est permis à l'Allié de refuser le secours, sous prétexte que celui qui le demande est cause que la Paix ne se fait pas. Quoi qu'il en soit, au cas que la Suède reveille cette affaire, je ne manquerai point de faire usage de votre remarque, que ce secours ne pût être fourni sur les Côtes de Dannemark, ni sur celles de Holstein, pour attaquer ce Royaume.

Mr. *Colbert* soutient, que les avis que l'on pourroit avoir donnez aux Marchands de Draps en Hollande ; que l'on arrête des

Draps de Hollande à Amiens, par ordre du Roi, ou de qui que ce soit, de sa connoissance, sont faux; que c'est faussement aussi que l'on a mandé, que l'on a fait ici secrettement défense aux Marchands de faire venir des Draps de Hollande, ou de n'en point recevoir, & que cela ne peut venir de personne qui ait le sens commun; puis qu'il est notoire qu'il arrive tous les jours ici des Draps de Hollande, & que l'on y en vend; enfin, qu'il me fera voir une Liste de plus de 2000. Pièces qui sont entrées depuis quelques semaines dans le Royaume. Je lui ai prouvé qu'il y avoit plusieurs personnes qui debitoient cette nouvelle, par raport aux Draps de Hollande, ce qu'elles n'oseroient sans s'exposer à quelque châtiment, & que plusieurs y ajoûtoient foi, ce que l'on pouvoit voir par les avis dont je lui montrois les Copies; & qu'il me paroïssoit que l'on devoit détruire les bruits qui impliquoient, que le Roi se servoit de voyes indirectes pour manquer aux Traitez qu'il a faits avec Leurs HH. PP. Son Excellence me répondit que le Roi n'avoit pas donné occasion à ces bruits, & qu'il seroit mal-séant d'exiger du Roi, sur l'avis faux de quelques Marchands inconnus, qu'il publiât une Déclaration sur ce sujet; que l'on pouvoit assurer les Marchands en Hollande, & eux leurs Correspondans ici, que ce qui a été écrit à Mrs. de Leyden est absolument faux. Je m'informerai à Paris de ce qui en est, & je ne manquerai pas de vous informer, par la premiere Poste, de ce que j'en aurai découvert. Je suis, &c.

A

A Mr. le Conseiller Pensionnaire
JEAN DE WITT.

De Chatou le 28. Mai 1666.

MONSIEUR,

Mes dernières Dépêches étoient du 21. du courant; j'ai reçu en son tems la votre du 20.

On a pris avec beaucoup de satisfaction, tant par vos Lettres, que par celles du Lieutenant-Amiral *de Ruyter* à la Regence, en date du 16. de ce mois, que la Flotte de Leurs HH. PP. sera prête plutôt qu'on ne l'auroit crû, suivant les derniers avis que le Roi avoit reçûs.

Vous aurez été informé par les Dépêches que Mr. d'*Estrades* a reçûs par la dernière Poste, & vous le ferez encore par celles qu'il recevra par celle-ci, de tout ce qui concerne la Flotte de France, qui est sous les Ordres de Mr. le Duc de *Beaufort*. Mr. *Colbert* m'a communiqué hier, que les instructions que l'on a données à cet Amiral à son départ, & sur lesquelles il doit encore régler sa conduite, contiennent qu'il doit chercher la Flotte Angloise dans toute la Méditerranée; & au cas qu'il aprenne que sans l'attendre, elle soit sortie de cette Mer, il ait à conduire sa Flotte vers le Ponant, dans certain-Port ou Rade qui ne se nomme point, pour des raisons qu'il est aisé de deviner: pour moi ce que j'en puis dire de certain est,

V 2

que

que c'est à Belle-Isle, ou à la Rochelle. Cet Amiral en partant de Toulon avoit donné rendez-vous aux Galeres à l'Isle Majorque, où elles le trouveroient si elles venoient à être séparées des autres Vaisseaux de guerre. Qu'il aura sans doute fait toute la diligence possible pour apprendre des nouvelles de la Flotte commandée par *Smith*; & quoi que l'on ait donné tous les Ordres possibles dans les Ports d'Espagne pour l'en informer de tems en tems, en sorte qu'il y a aparence qu'il n'aura pas ignoré long tems qu'il s'est retiré; cependant, on ne peut douter qu'il n'ait été obligé de perdre quelque tems, tant à cause de ce rendez-vous à Majorque, que parce qu'il aura été obligé d'envoyer de côté & d'autre à la découverte. Que ses instructions contiennent encore, qu'au cas que la Flotte Angloise fasse retraite, il entrera dans le Tage où il trouvera de nouveaux avis; que l'on a donné ordre de plus à quatre Fregates de croiser au bout du Canal, pour avertir cet Amiral, autant qu'il sera possible, des desseins de la Flotte Angloise. Que de tout cela, on ne peut rien conjecturer de certain sur le tems de l'arrivée de la Flotte de France au rendez-vous sur les Côtes du Ouest, où néanmoins, si rien ne la retarde extraordinairement, elle pourra être le 10. ou 12. de Juin, puis que l'on compte ordinairement, qu'il faut six semaines à une Flotte pour passer de Toulon au Ponant. Mais comme on ignore si les Ordres susdits n'auront pas causé quelque retardement extraordinaire, & comme on ne peut savoir si les bruits qui ont couru,

couru, qu'un Détachement de la Flotte Angloise devoit descendre le Canal pour chercher la Flotte Françoisse, ne l'auront pas retenu dans le Tage; d'autant plus que je sai de bonne part, que sur la nouvelle que l'on reçut ici de cette résolution des Anglois, on dépêcha il y a 15. jours ordre à la Rochelle d'en faire partir deux Bâtimens, avec ordre au Duc de *Beaufort* de rester à la hauteur du Tage jusqu'à nouvel ordre. Peut-être que Mr. *Colbert* n'a pas jugé à propos de m'informer de cette particularité, parce qu'il n'a en vûë que de faire entendre, qu'on ne peut rien dire de certain sur l'arrivée de cette Flotte à son rendez-vous. On a aussi fait quelques changemens dans les Ordres qui avoient été donnez à douze Vaisseaux de guerre d'aller joindre le Duc de *Beaufort*; comme cela ne se pouvoit faire sans retarder beaucoup le voyage de la future Reine de Portugal, que l'on trouve à propos de presser, on a donné ordre que huit Vaisseaux seulement la conduiroient à Lisbonne. On a trouvé cet expedient le meilleur, parce que si l'on avoit d'abord envoyé ces Vaisseaux à la rencontre du Duc, & qu'ensuite on eût été obligé de s'en servir pour le transport de cette Reine, il auroit été impossible de s'en servir pendant toute la Campagne.

Quant aux operations sur Mer, le sentiment du Roi, & de tout son Conseil est, qu'il n'est point du tout à propos, que la Flotte de l'Etat tente un Combat général avec celle d'Angleterre, avant d'être jointe par celle de France, ou de Dannemark, ou

par toutes les deux ; puis que , suivant les avis que l'on a ici , cette Flotte Ennemie , y compris l'Escadre revenuë de la Méditerranée , sera forte de plus de 100. Vaisseaux de guerre ; & qu'au cas qu'on ne puisse pas faire la jonction commodément & sûrement , il faut fatiguer l'Ennemi , *cunctando*. Que puis que Leurs HH. PP. ne demandent qu'une Paix raisonnable , il leur sera aisé de l'obtenir par ce moyen sûrement & sans repandre de sang ; que le plus ou le moins que l'on pouvoit prétendre après une victoire , ne peut entrer en comparaison de la perte certaine que l'on ne peut éviter dans un Combat général , sans compter le hazard où l'on s'expose d'être battu ; ce qui ne manqueroit pas de déterminer la Suède à prendre Parti , & peut-être encore quelques autres Etats , au desavantage de Leurs HH. PP. : que le Dannemark même pouroit se laisser gagner ; de maniere que les affaires dont on a presque surmonté toutes les difficultez , deviendroient de nouveau inextricables ; que tant que la Flotte restera dans ses Ports , l'Angleterre ne peut remporter de grands avantages ; que le Dannemark est en sûreté dans ses Ports ; que si les Anglois virent de ce côté-là , ils donneront occasion à la France de joindre sa Flotte à celle de Leurs HH. PP. , qui pourront ensemble leur tomber sur les bras , ce qui seroit tout ce que l'on pouroit souhaiter de plus favorable ; qu'aussi-tôt que la Flotte de France sera à son rendez-vous , elle y sera aussi en sûreté : Que si la Flotte Angloise vire vers celle de France , alors l'Armement du Roi de Danne-

Dannemark se trouvant perfectionné , sa Flotte pourra joindre celle de l'État ; car Mr. Zeeftet dit qu'il a ordre de négocier ici sur ce point, ce que je conseille autant que je puis ; mais vous pouvez croire que cela ne pourra réussir sans une bonne somme d'argent, que je ne desespere point d'obtenir, dès que l'affaire sera dans sa maturité. La Flotte de Mr. de Beaufort a, dit-on, des vivres pour jusqu'à la fin d'Août ; & il ne seroit pas difficile de donner des Ordres pour la ravitailler pour plus de tems, afin d'éviter l'inconvénient dont vous parlez dans votre Lettre.

Que si l'on juge, sur l'avis d'Officiers expérimentez de nos Amirautez, que la jonction de la Flotte de Sa Majesté avec celle de Leurs HH. PP. puisse se faire, quoi que les Anglois soient à l'embouchure du Canal, ou dans le Canal, sans s'exposer à un Combat où les Flottes seroient séparées, ce que l'on croit ici devoir éviter avec soin, on souhaite d'avoir à cet égard tous les éclaircissémens possibles ; mais que pour les raisons alleguées ci-dessus, on ne peut rien concerter sur cela avant que l'on ait des nouvelles de l'arrivée du Duc de Beaufort : on croit, sauf meilleur avis, qu'en tout cas le plus sûr seroit, que la Flotte de Leurs HH. PP. se postât au * Wielingue, ou aux environs, & celle de France dans la Riviere de Pontrien vis à vis Plymouth, que l'on a eu soin de préparer pour l'y recevoir ; que la Flotte de Leurs HH.

V 4

PP.,

* C'est une espece de Rade sur la Côte de Cadzant à quelques lieues de Fleffingen.

PP., en profitant d'un bon vent, de la nuit de l'éloignement de la Flotte Angloise, ou autres circonstances pareilles, pourroit doubler le pas de Calais, passer la Flotte Angloise & venir dans un endroit sûr, c'est à dire devant Pontrien; si, après les avis que l'on aura, les vents, le tems, ou quelque autre occasion ne facilitent la jonction d'une autre maniere: mais Sa Majesté juge que l'on ne peut désigner un endroit dans la Manche pour faire la jonction, parce que les vents qui y ameneroient l'une des Flottes en éloigneroit l'autre, outre qu'on auroit aussi-tôt l'Ennemi en queue, ce qui empêcheroit de faire course comme l'on voudroit pour exécuter la jonction. On délibérera encore sur la maniere de faire cette jonction, si on ne l'a pas fait depuis que j'ai parlé à Mr. Colbert, & l'on enverra sur tout cela des Ordres à Mr. d'Estrades par cette Poste. J'ajouterais, que tous ceux à qui j'entends parler des opérations de cette Campagne sont d'avis, *nemine excepto, posse bellum cunctando confici satis rectè, optimè si conjunctis depugnetur; nihil magis periculosum & inconsultum esse quàm separatim pugnam inire.* Je suis & serai, &c.

A Mr. C. van BEUNINGEN, Ministre
Extraordinaire.

*A Bord du Tagt la Hollande près du Vaisseau
les sept Provinces en Mer, environ à
une lieue & demie du Texel, le 2. Juin
1666. environ minuit.*

MONSIEUR,

J'ai reçu aujourd'hui sur la Flotte de l'E-
tat vos deux Lettres du 28. du mois dernier.
J'ai reçu en même tems un * Mémoire du
Roi de France, dans une Lettre de Monsieur
d'*Esstrades*, par raport à la jonction des Flot-
tes. Les Députez Plénipotentiaires de Leurs
HH. PP. ont examiné ce Mémoire & l'une
de vos Lettres qui concerne le même sujet,
conjointement avec les Commissaires de l'A-
mirauté; on a ensuite ouï l'avis du Lieute-
nant-Amiral de *Ruyter*, & l'on a conclu una-
nimement, que l'avantage de l'Etat ne per-
mettoit pas que leur Flotte restât enfermée
dans ses Ports; & la plus grande partie est
déjà en Mer, ainsi que vous l'apprendrez des
Dépêches que nous avons envoyées à l'Etat,
& que j'ai donné ordre à mon Commis de
vous envoyer; outre cela on a remis au Lieu-
tenant-Amiral de *Ruyter* ses instructions,
dont voici une Copie, & sur lesquelles je n'ai
V. 5. pas

* Voyez ce Mémoire dans les Lettres d'*Esstrades*, Tome
III. après la Lettre du Comte au Roi, du 27. Mai; & les
deux Lettres suivantes du 3. Juin.

pas le tems de m'étendre : je puis seulement vous dire, que, sauf meilleur avis, le Roi doit donner ordre aux Gouverneurs de Calais, Boulogne, Dunkerke & Gravelines, qu'aussi-tôt qu'ils recevront quelques Lettres du Lieutenant-Amiral *de Ruyter*, ils fassent savoir les avis qu'elles contiendront à Mr. de *Beaufort*, le plus sûrement & le plus promptement qu'ils pourront ; qu'en même tems l'on donne ordre à ce Duc de gagner sans perte de tems l'embouchure du Canal, afin de se trouver, s'il est possible, avant la Bataille, vers le Pas de Calais dont la Flotte de l'Etat lui tiendra le passage ouvert, jusqu'à-ce que les Flottes aient eu une rencontre, qui, selon toutes les apparences humaines, mettra les Anglois hors d'état de faire aucun tort à la Flotte du Duc de *Beaufort* ; puis que, autant que j'en puis juger, la Flotte de l'Etat est à présent un tiers plus forte qu'elle ne l'étoit la Campagne dernière, ce que vous croirez aisément quand je vous aurai assuré qu'on y trouve à présent plus de trente Vaisseaux de guerre beaucoup plus grands que n'étoient les plus grands de la Flotte de l'année dernière, & que le Lieutenant-Amiral *Tromp* montoit alors, comme à présent ; il y en a encore plusieurs autres de la même force commandez par des Capitaines particuliers, & les seize Officiers Généraux ont sous eux un plus grand nombre de plus grands Vaisseaux, dont les équipages sont aussi plus nombreux & en bonne santé. Je n'ai pas le tems de répondre à vos Lettres ; je crains même que celle-ci ne puisse arriver à la Haye avant

Mrs. J. de Witt & C. van Beuningen. 467
avant le départ de la Poste de France ; je
suis, &c.

P. S. Je vous prie de m'excuser en Cour
sur ce que, faute de tems, je n'ai pû encore
répondre, ni au Mémoire susdit, ni à la
Lettre de Mr. d'*Estrades*.

A Mr. le Conseiller Pensionnaire
JEAN DE WITT.

*De Fontainebleau le 3. Juin 1666. au soir dans
la Chambre de Mr. Colbert.*

MONSIEUR,

Depuis ma dernière du 28. du passé j'ai re-
çu la votre du 27., avec le Mémoire delivré
par Mr. d'*Estrades* sur l'Action des deux Flot-
tes. Vous aurez vû par la mienne du 28. com-
bien on desaprouve ici universellement, que
Leurs HH. PP. veuillent s'exposer au danger
d'un Combat séparé contre toutes les Forces
de l'Angleterre, dans un tems sur tout, où,
pour les raisons que j'ai marquées, on ne
peut prendre aucunes mesures pour la jonc-
tion de la Flotte de France avec celle de
Leurs HH. PP. ; on persiste ici dans ce sen-
timent que l'on croit bien fondé, & l'on s'i-
magine d'avoir raison d'être surpris & mé-
content de nos Projets, en sorte que le der-
nier Mémoire envoyé à Mr. d'*Estrades* sem-
ble supposer que Leurs HH. PP. feroient sor-
tir leur Flotte, & livrer Bataille aux Anglois.

sans attendre davantage des nouvelles de la Flotte de Mr. de *Beaufort*, & sans avoir concerté avec le Roi sur la jonction. On m'a dit que l'on espere que Leurs HH. PP. ne précipiteront rien sans une nécessité inévitable, & qu'Elles n'exécuteront pas, sans Sa Majesté, une chose d'où dépend tout le bon ou mauvais succès de la Guerre : Que l'on a envoyé ordre à Mr. de *Beaufort* de se presser de se rendre au Rendez vous sur la Côte Occidentale du Royaume, qu'aussi-tôt qu'il y sera arrivé, on aura bien-tôt pris des mesures pour la jonction, & qu'il suffiroit en attendant que la Flotte de Leurs HH. PP. se tint prête à sortir. Qu'en *temporisant* on peut plus gagner que perdre, sans rien hazarder; que dans toutes les Délibérations, toutes les raisons qui se présentent à Sa Majesté tendent toutes à déconseiller un Combat particulier : Enfin, que Sa Majesté ne peut concevoir pourquoi l'on veut le hazarder? J'ai représenté, que bien loin que cette Résolution de Leurs HH. PP. dût causer quelque mécontentement, un des motifs qui les a engagées à la prendre, a été particulièrement l'inquietude où l'on a témoigné que l'on étoit ici; que les Anglois ne fussent chercher la Flotte du Duc de *Beaufort*; Qu'outre cela je remarque dans le Mémoire susdit, que l'on présume que cette Flotte seroit à portée, & que je ne puis dire quels seront les sentimens lors qu'on apprendra le contraire : j'ajoute à cela plusieurs raisons pour lesquelles il me semble que l'on ne doit pas être aussi inquiet qu'on le paroît; je crois que ce que
je

je dis pour diminuer le mécontentement, fait quelqu'effet ; mais il n'y a pas apparence que je réussisse, quoi que je puisse dire pour diminuer l'inquietude, à faire goûter que la Flotte de Leurs HH. PP. mette en Mer, tant qu'il n'y aura point d'apparence à pouvoir faire la jonction avec celle du Roi, ou avec celle de Dannemark. Le départ du Roi & de toute la Cour, de S. Germain pour Fontainebleau, a été cause qu'on n'a pû tenir Conseil sur cela aussi-tôt qu'on l'auroit fait dans une autre conjoncture ; on a aussi différé, parce que l'on espere que l'on aura compris les intentions de Sa Majesté par ma dernière ; mais afin d'en instruire encore Leurs HH. PP. aussi-tôt que Sa Majesté a été informée de tout ce qui se passoit, Elle a envoyé ordre, * par un Courier, à Mr. d'Estrades, de dissuader par toute sorte de raisons la sortie de la Flotte, tant que les choses seront dans la situation où elles sont à présent.

J'écris celle-ci avec précipitation, & par ordre du Roi, par le même Courier ; car on ne peut exprimer combien on désapprouve que Leurs HH. PP. s'exposent aux risques d'un Combat séparé. On a avis ici que la Flotte Angloise n'a des provisions que pour 6. semaines. Je suis, &c.

V 7.

A.

* Lettres d'Estrades, Tome III. Lettre du Roi au Comte du 3. Juin 1666.

A Mr. C. van BEUNINGEN, Ministre
Extraordinaire.

*A la Haye le 9. Juin 1666. par un Exprès
dépêché par Mr. l'Ambassadeur
d'Estrades.*

MONSIEUR,

Depuis ma dernière du 2. de ce mois, j'ai reçu avant-hier à mon retour ici la votre du 3. qui avoit été apportée par un Exprès. Mr. d'Estrades nous a communiqué hier, à Mr. Huygens & à moi, les Ordres qu'il a reçus par cet Exprès. Ma dernière & les Pièces qui y étoient jointes vous auront informé des Ordres que l'on a donnez à la Flotte lors qu'elle a mis en Mer; les Vaisseaux qui étoient restez derrière sont tous heureusement en Mer, le dernier étant sorti le 5. de ce mois vers le soir; ainsi la Flotte de l'Etat est forte de quatrevingt-cinq grands Vaisseaux de guerre, sans compter les Yaghts, les Brûlots, les Galioles & autres Bâtimens, tous bien pourvus de monde où l'on remarque beaucoup de courage; en un mot, commandée par des Officiers très-unis. Ni les Députés de Leurs HH. PP., ni ceux de l'Amirauté, ni le Lieutenant-Amiral de Ruyter, n'ont pû consentir à tenir la Flotte dans nos Ports, ou à la faire rentrer: je vous avouerai naturellement, que pour mon particulier je juge que cela ne se pouvoit sans préjudice pour la Cause commune. Nous avons remis
par

* par écrit à Mr. d'*Estrades* toutes les raisons que nous avons eues de nous conduire ainsi ; ainsi que vous les verrez dans la Copie ci-jointe. Nous n'avons pas jugé à propos d'y en exprimer une qui est néanmoins importante, qui est que les Anglois sont actuellement occupez à équiper encore plusieurs bons Vaisseaux, & qu'ils arment outre cela en guerre quelques Vaisseaux Marchands qu'ils ont louez, en sorte qu'ils pourront, dans six semaines ou deux mois, mettre encore 30. Vaisseaux en Mer, au lieu que nous ne pouvons préparer que peu ou point de renfort pour la Flotte de l'Etat faute de monde.

Le calme & les vents contraires ont été cause que la Flotte n'a pû beaucoup avancer vers le Ouest, quoi qu'elle ait fait course dès le 6. au matin, suivant ses instructions.

Je n'ai rien à ajoûter au Mémoire dont j'ai parlé ci-dessus, & je me flate que vous ferez goûter-là les raisons importantes qui ont mis l'Etat à ne pas retenir sa Flotte dans ses Ports, en sorte que nous ayons enfin le bonheur d'avoir l'approbation de Sa Majesté & de ses Ministres ; & sur tout, que vous obtiendrez que l'on fasse au plutôt avancer Mr. de *Beaufort* vers le pas de Calais. Je finis en vous assurant que je suis, &c.

A

* Lettres d'*Estrades* Tome III. Sa Lettre au Roi du 9. Juin 1666, contient les raisons de ce Mémoire.

A Mr. C. van BEUNINGEN, Ministre
Extraordinaire.

A la Haye le 10. Juin 1666.

MONSIEUR,

Je vous ai écrit hier avec précipitation pour accompagner un Mémoire remis le même jour à Mr. d'*Estrades*. Je vous avois auparavant envoyé une Copie des Ordres donnez au Lieutenant-Amiral *de Ruyter* Commandant en Chef la Flotte de l'État. Comme la Flotte étoit encore sur les Côtes, on lui a encore envoyé depuis une Lettre dont je crois devoir vous envoyer Copie, quoi qu'elle ne contienne rien de remarquable, & que ce ne soit qu'une confirmation de ses Ordres; mais l'ayant vous pourcez la communiquer à qui il conviendra. Je voudrois bien que nous eussions de même ici Copies des Ordres que l'on a envoyez de tems en tems au Duc de *Beaufort* par ordre de Sa Majesté, & de ceux qu'on lui env. yera, afin que nous puissions ici prendre sur cela des mesures justes dans nos Délibérations; je vous prie d'obtenir cela de Sa Majesté, ou de ses Ministres, s'il est possible, en les assurant que de ce côté-ci l'on n'envoyera aucun Ordre au Lieutenant-Amiral *de Ruyter*, qu'on ne vous en envoie Copie pour en faire part: en effet, il se trouve à présent que les avis sur lesquels nous avons dirigé ici nos Délibérations étoient abusifs; car dans le Mémoire du Roi du 21. du passé,

ON

on nous informe par écrit, que le Duc de *Beaufort* avoit ordre de se rendre en diligence à Belle-Isle avec la Flotte qui est sous les ordres, & qu'outre cela Sa Majesté avoit approuvé la Proposition de faire la jonction s'il étoit possible vers le Pas de Calais, entre Dieppe & Boulogne : d'où s'est ensuivie la réponse, & le Mémoire qui vous ont été envoyez le 27. du passé. On ne nous a rien fait savoir d'aucun nouvel Ordre, qu'on lui ait envoyé, de se rendre dans le Tage, ou ailleurs, encore moins de ceux qui lui ordonnent d'y rester jusqu'à nouvel ordre ; cependant, il me semble que nous aurions dû le savoir, sur tout puis que le 18. du mois passé Mr. d'*Estrades* m'est venu informer avec beaucoup d'empressement, de l'inquietude où étoit le Roi son Maître, sur ce qu'il y avoit à craindre que la Flotte des Anglois, ou du moins la meilleure partie, n'allât à la rencontre de Mr. de *Beaufort*, & ne l'attaquât en chemin ; demandant avec instance au nom de Sa Majesté, que Leurs HH. PP. missent au plutôt leur Flotte en Mer, ou du moins la meilleure partie pour faire diversion ; d'où j'avouë que j'ai conclu, & d'où je ne pouvois même m'empêcher de conclure, qu'aparemment Mr. de *Beaufort* étoit sur le point d'entrer dans la Manche, sur tout, puis qu'on ne pouvoit s'imaginer que les Anglois voulussent aller le chercher dans les Mers d'Espagne, où il ne leur auroit pas été plus aisé de le trouver qu'une aiguille dans une bote de foin. Je vous avouërai néanmoins, que quand même nous aurions eu tous les avis que nous avons
reçus.

reçûs depuis, je doute fort qu'on eût pû consentir ici à retenir la Flotte dans nos Ports, tant pour les raisons exprimées dans le Mémoire dont je vous ai envoyé hier Copie, que parce que nous étions informez par les derniers avis de Londres, que la Flotte Angloise n'étoit pas entierement prête, & qu'ainsi nous pourrions trouver l'occasion de remporter sur eux quelques avantages, qui nous échapperoient peut-être si leur Flotte étoit entierement en Mer & en état d'être renforcée de tems en tems; & après tout, que la Flotte de l'Etat reste au Texel, ou dans le Wielingen, & que la Flotte d'Angleterre vienne se poster devant, la jonction de la notre avec celle de France ne devient-elle pas impossible sans un Combat séparé? Mais que répondre à ceci? Au sentiment de nos principaux Officiers de Mer & des Commissaires de l'Amirauté, notre Flotte doit éviter d'entrer dans la Manche, à cause des grands désavantages qu'elle y trouveroit dans un Combat, d'autant qu'il n'y a pas de Port sur cette Côte de France capable de mettre à couvert une Flotte, ni même une petite partie; en sorte que tous les Vaisseaux qui perdroient leurs mâts, ou qui seroient considérablement endommagés dans leurs œuvres vives & mortes, on seroit obligé de les abandonner & de les compter perdus.

Si le Duc de *Beaufort* avance encore à tems, & qu'il passe dans la Manche, la jonction pourroit peut-être encore se faire avant qu'il se donnât un Combat; mais s'il plaît à Dieu que le Combat la précède, il y a apparence, qu'avec sa Divine bénédiction, ce qui restera

restera de la Flotte de l'Etat en état d'agir joint à la Flotte de France, sera suffisant pour donner la chasse aux Anglois, ou du moins pour les tenir à quartier.

Les derniers avis que nous avons eus d'Angleterre portent, que la Flotte de cette Couronne est sortie de la Riviere mécredi 2. de ce mois avec un bon vent de Zud-Ouest, mais qu'elle a jetté l'ancre à vûë de terre, à la hauteur d'Olphernisse un peu au Nord de Harwits, où elle est forte de 70. Vaisseaux de guerre: nous avons reçu cette nouvelle samedi dernier avant-midi, & depuis ce tems-là nous n'en avons pas eu d'autre, quoi que nous en attendions à tous momens: nous concluons de cet avis, que puis que les Anglois n'ont pas profité du favorable vent du Sud-Ouest pour faire voile vers nos Côtes, c'est qu'ils ne sont sortis de l'embouchure que pour attendre quelques autres Vaisseaux qui doivent encore les joindre; car suivant les avis que nous avons de la force de leur Flotte, elle devoit être de 82. Vaisseaux, & peut-être que ces 70. prendront la route des Dunes, où l'on dit qu'est leur rendez-vous pour y attendre les autres; ainsi nous jugeons que la nouvelle que l'on avoit eu France dès le 28. du passé, que la Flotte Angloise étoit aux Dunes forte de plus de 100. Vaisseaux de guerre, n'étoit pas fort certaine.

Nous saurons avec le tems comment la Flotte du Duc de *Beaufort* est pourvûë de vivres; mais je crains fort qu'aussi-tôt qu'il sera arrivé au rendez-vous, soit à la Rochelle, à Belle-Île, ou à Pontrieu, il ne lui manque

manque quelque chose ; au moins si l'on peut juger du présent par la maniere d'équiper que l'on a vûë en usage ci-devant parmi les François , il ne manquera pas de se rencontrer quelques inconveniens ; néanmoins il y a lieu de croire , que l'attention avec laquelle Sa Majesté veille sur toutes les affaires de quelque importance , empêchera à l'avenir de pareils incidens. Je suis, &c.

P. S. Il n'y a point d'aparence que Leurs N. & G. P. consentent à la * cassation du Traité d'Elbing , tant pour plusieurs raisons importantes , qu'à cause particulièrement de deux conditions qu'il renferme ; la premiere, touchant l'égalité qui doit être observée *pro futuro* , dans l'imposition de toute sorte de Droits ; la seconde, qui stipule qu'aucune Nation ne payera moins de Droits , ou sera plus favorisée que les Hollandois ; en renonçant à ces deux Articles , on mettroit les Suèdois en liberté de transporter tout le Commerce aux Anglois & à ses sujets , à l'exclusion des Hollandois , & même de stipuler avec les premiers des choses préjudiciables à la République.

A

* Sur cette cassation du Traité d'Elbing, voyez *Lettres d'Estrades* Tome III. La Lettre du Roi au Comte du 11. Juin La seconde Partie de celle du Comte au Roi du 9. Juin, & celle du Comte à Mr. de Lionne du 10. Juin 1666.

A Mr. C. van BEUNINGEN, Ministre
Extraordinaire.

*A Bord d'un des Taghts de l'Etat aux Ordres
de l'Amirauté de Zeelande, à l'ancre devant
Flessingen environ minuit, entre le 17. &
le 18. Juin 1666.*

MONSIEUR,

Je vous ai écrit le 9. de ce mois par l'Express de Mr. d'Estrades, & le 10. je me suis étendu dans celle que je vous ai adressée par la Poste, sur les raisons qui nous avoient empêché de consentir à la Proposition de retenir notre Flotte dans nos Ports. Vous aurez sans doute appris depuis ce tems-là que les deux Flottes ont été ensemble aux prises, & qu'avec le secours du Ciel les notres ont remporté une * Victoire complete, après un Combat qui a duré quatre jours : voici comme les choses se sont passées.

La Flotte de l'Etat n'ayant pû mettre à la voile avant le 8. à cause des vents contraires & du calme, elle est avancée depuis le Texel jusqu'à la hauteur de la Tamise, où elle s'est trouvée le 11., à la faveur de la Marée, & en se laissant aller à la dérive : un gros vent de Sud-Ouest & la Mer agitée, l'obligerent de jeter l'ancre à la hauteur de Noort-Worlandt, environ à la distance de sept lieux;
Est.

* La Lettre du Comte d'Estrades au Roi du 17. Juin contient une Relation de ce Combat,

Est-Nord-Est. Il y avoit quelques jours que la Flotte Angloise avoit jetté l'ancre aux Dunes, & il n'y a point apparence qu'ils eussent avis que notre Flotte avançoit, ni même qu'ils soupçonnassent qu'elle mît si-tôt en Mer; puis que, suivant des avis que nous en avons eus, ils avoient détaché des Dunes une Escadre de 20. Vaisseaux sous les Ordres du Prince * Robert, pour gagner le Ouest, joindre quelques Vaisseaux de Portsmouth, & de Pleymouth, & quelques autres qui croisoient dans le Canal, & aller avec environ 40. Vaisseaux à la rencontre de la Flotte de France commandée par le Duc de *Beaufort*. Le reste de la Flotte Angloise qui étoit aux Dunes ayant été averti de l'approche de la notre, mit à la voile le 11. au matin, forte d'environ nonante voiles; mais dont il n'y en avoit que 70. qui fussent des Vaisseaux de guerre: quoi que la Mer fût assez agitée, l'Ennemi avança sur nous avec courage contre vent & marée; comme le vent étoit fort, les nôtres ne pûrent lever leurs ancres, outre que le tems leur manquoit pour cette manœuvre; ainsi ils couperent leurs cables, leverent les voiles, & se mirent en ordre de Bataille. Les Anglois leur gagnèrent le dessus du vent, & commencerent ainsi le Combat un peu après-midi; il continua avec beaucoup de chaleur jusqu'au soir fort tard; & quoi que l'Ennemi eût l'avantage ordinaire de conserver le lof, ou le dessus du vent; les nôtres eurent celui, qu'étant

* Duc de *Cumberland* troisième Fils de l'Electeur Palatin Roi de Bohême.

qu'étant au dessous du vent & leur Bord haussant en passant devant l'Ennemi, ils lui donnoient à plein la bordée d'en bas mieux que l'Ennemi ne le pouvoit faire : pendant le Combat de cette journée-là le feu prit à deux de nos Vaisseaux, l'un commandé par *Otton de Treslongh* d'Amsterdam, & l'autre par *Simon Block* de Zeelande ; ce qui leur est arrivé, selon toutes les apparences, par la boure de leurs Canons, que le vent renvoyoit dans leurs Vaisseaux, & qui y auront mis le feu : environ une heure avant que le Combat commençât le Vaisseau. *la Gueldre*, commandé par le Colonel *van Gent*, qui étoit encore à l'ancre, perdit son Mât de Beaupré & son Mât d'Avant, qui tomberent par dessus Bord par l'agitation de la Mer ; en sorte qu'avant que le Combat commençât, le Contre-Amiral *de Ruyter* renvoya ce Vaisseau en Hollande, & le Colonel *van Gent* monta sur un autre. D'un autre côté, les notres ayant abordé trois Vaisseaux des Ennemis s'en rendirent maîtres l'épée à la main ; ce sont le *Swift-bure* de 70. pièces toutes de fonte qui servoit de Vice Amiral à l'Escadre du Pavillon Blanc, & qui étoit commandé par Mr. *Guillaume Barckley* Frere de Milord *Fitsharding* qui a été envoyé vers le Roi de France il n'y a pas long tems ; ce fut le Capitaine *Henry Adriantz* d'Amsterdam, commandant le *Héron*, qui s'en rendit maître. Le second nommé *Sevenwolden* de 60. pièces de canon, que les Anglois nous avoient pris l'année dernière, a été pris par le Capitaine *Vanderzaen* aussi d'Amsterdam, qui commandoit le Vais-

Vaisseau la Protection. Le troisième du port de 44. pièces, nommé le *Loyal George*, a été pris par le Capitaine *Jacob Adrianz Swart*, qui commandoit le *Vaisseau le Deventer* encore d'Amsterdam. La nuit mit fin au Combat à 10. heures du soir, & alors un des *Vaisseaux* ennemis parut en feu & coula à fond.

Le lendemain 12. de ce mois on reconnût au point du jour que les Flottes étoient environ à deux milles l'une de l'autre; elles avancerent aussi-tôt l'une contre l'autre, & recommencerent le Combat avec le même courage; mais vers le soir les Anglois commencerent à battre en retraite: ce second jour plusieurs *Vaisseaux* de part & d'autre perdirent Mâts, Vergues, Voiles, Cordages, enfin la plupart de leurs œuvres mortes & de leurs œuvres vives; particulièrement de notre côté ceux du Lieutenant-Amiral *Tromp*, des Vice-Amiraux *Vander Hulst*, & *Schram*, & du Contre-Amiral *van Nes*, qu'on fut obligé de renvoyer vers les Côtes; mais ces Officiers Généraux qui étoient en état de servir, passerent, suivant les Ordres de Leurs HH. PP. sur d'autres *Vaisseaux*. Vers le soir le *Vaisseau* du Lieutenant-Amiral *de Ruyter* perdit sa grande Vergue, son Pavillon & sa Flame qui furent emportez d'un coup de canon; mais on y travailla pendant la nuit avec tant de diligence, que le lendemain il avoit une autre Vergue, & tout étoit en bon ordre. Dans le Combat du 12 le Lieutenant-Amiral *de Ruyter* a vû couler à fonds deux *Vaisseaux* Anglois, & pendant la nuit, ou
vers

vers le matin , deux furent brûlez , parce qu'ils ne pouvoient suivre les autres qui prenoient la fuite , & de peur qu'ils ne tombassent entre nos mains.

Le 13. qui étoit le jour de la Pentecôte , l'Ennemi continua à fuir , & les nôtres à la faveur d'un vent d'Est les poursuivirent avec toute la diligence possible. Comme les Anglois en fuyant ne cherchoient qu'à rentrer dans leur Riviere & à gagner leurs Côtes , le Vaisseau de Mr *George Ascue* Amiral du Pavillon Blanc , donna sur un Banc qui est à l'entrée de la Tamise & qu'on nomme le Galper ; quelque signe qu'il fît , soit en tirant ou autrement , pour avoir du secours , les fuyards ne s'arrêtèrent point , pas même ceux de son Escadre ; en sorte qu'étant abandonné des siens , deux Brûlots qui l'aprochoient alloient le mettre en feu , si le Lieutenant - Amiral *Tromp* , qui étoit sur le Vaisseau du Contre-Amiral *Sweers* ne leur eût fait signe de n'en rien faire , d'autant plus que l'Amiral *Ascue* abandonné , & ne voyant aucun moyen de se sauver , avoit baissé son Pavillon , donnant ainsi à connoître qu'il demandoit quartier ; les Matelots du Contre-Amiral *Sweers* passerent avec la Chaloupe à Bord de cet Amiral , & l'ont conduit prisonnier avec quelques-uns de son équipage à Bord du Contre-Amiral ; ils prirent ensuite possession du Vaisseau de l'Amiral *Ascue* , qui étoit un des plus grands de la Flotte , nommé le *Prince-Royal* , & monté de 96. pièces de canons de fonte : on le remit à flot , mais comme il ne pouvoit suivre la Flotte , le Lieutenant-Amiral de

Ruyter y fit mettre le feu, après en avoir tiré tout l'équipage. Le même soir un Corps de 24. Vaisseaux de guerre, que l'on presume être l'Escadre du Prince *Robert*, qui aparemment avoit été rapellé, arriva au secours des Fuyards : ils se joignirent pendant la nuit, & s'étant rangez en Bataille, le Combat recommença le 14. au matin : l'Ennemi ayant alors 71. ou 72. Vaisseaux, & nous 64., ce Combat fut le plus furieux & le plus douteux de tous, & le succès en parût long tems incertain ; mais enfin, les notres ayant gagné le vent résolurent de donner au milieu des Ennemis, & que chaque Vaisseau en attaquât un. Le Lieutenant-Amiral ayant donné le signal ordinaire en ces occasions, ils prirent aussi-tôt la fuite tout de nouveau, jusqu'à l'Amiral même du Pavillon Bleu, qui étoit celui qui étoit arrivé la veille avec les 24. Vaisseaux au secours du Général *Monck* : enfin, ce Général lui-même qui portoit le Pavillon d'Angleterre & Pavillon rouge : Alors chacun des notres fit ses efforts pour profiter de la déroute, il suffisoit d'en venir à l'abordage pour vaincre. Le Contre-Amiral *Bruynsvelt* aborda un Vaisseau ennemi, & aussi-tôt il fut lui-même abordé par un autre Anglois, qu'il prit tous deux avant qu'on fût venu à son secours. Un autre de nos Vaisseaux apercevant deux Anglois, que le trouble où ils étoient avoit fait accrocher l'un à l'autre, il les aborda & les prit ; il y en eût encore quatre autres pris le même jour, du fût du Lieutenant-Amiral *de Ruyter*, & il y en eût plusieurs de coulez à fond, comme la

veil-

veille; mais on ne pût sauver un de ces Vaisseaux pris qui coula à fond. Le Lieutenant-Amiral de *Ruyter* estime que les Ennemis ont perdu environ 30. à 40. Vaisseaux, entr'autres le Contre-Amiral de l'Escadre blanche, en sorte que tous les Vaisseaux Pavillons de cette Escadre ont été pris, brûlez, ou coulez à fond. Il n'a pas plu à Dieu que le reste de leur Flotte tombât entre nos mains, ou fût entierement ruiné; car il les a dérobez à notre vûë par un Brouillard épais qui se leva en un instant. Le gros de notre Flotte au nombre de 60. Vaisseaux est entré à *Flessingen* après la Bataille finie, suivant les Ordres qu'ils avoient. Dix autres Vaisseaux qui pendant la Bataille ont perdu leurs Mâts, ou qui pour d'autres raisons ne peuvent tenir la Mer, & ceux que leurs prises embarassoient, son entrez à *Goeree*; on croit qu'onze autres ont fait voile vers le *Texel* pour les mêmes raisons; de sorte que des 85. Vaisseaux de l'Etat il n'en manque que quatre; savoir, ceux d'*Oton de Treslongh* & de *Simon Block*, & ceux qui étoient commandez par les Capitaines *Pierre Salomonsz* & *Pierre Uytenhoudt*, que l'on a vû, ou brûler, ou couler à fond; en sorte qu'on ne sache pas qu'il y en ait un seul au pouvoir des Ennemis; de ces quatre Vaisseaux il y en a deux grands & deux moyens.

Il seroit à souhaiter à présent, que le Duc de *Beaufort* pût se rendre ici en peu de jours; puis qu'il a à présent la Mer libre, & que nous sommes résolus de faire en sorte que la plus grande partie de notre Flotte remette au

plûtôt en Mer, pour tenir libre le passage du Pas de Calais, ou pour attaquer & enlever, avec le secours du Ciel, tous les Vaisseaux Anglois qui voudroient s'opposer au passage de cet Amiral & empêcher sa jonction avec notre Flotte; c'est pour cela que Leurs HH. PP. m'ont député ici avec quelques autres Seigneurs de leur Assemblée; il y a d'autres Députés pour le même sujet à Goeree & au Texel. Je finis celle-ci en vous recommandant à la sainte garde du Très-Haut; Je suis, &c.

A Mr. le Conseiller Pensionnaire
JEAN DE WITT.

*Le II. Juin 1666. à la Campagne près de
Fontainebleau.*

MONSIEUR,

Ma dernière étoit du 28. du mois dernier; j'ai reçu en son tems la votre du 27., & entr'autres Pièces incluses un Mémoire qu'on a remis à Mr. d'Estrades en réponse à ses Propositions sur l'emploi des Flottes: je l'ai déchiffré sur le champ, & je l'ai aussi-tôt communiqué à Mr. Colbert, qui étoit encore à Paris; mais j'ai depuis tâché inutilement de joindre Mr. de Lionne à Paris, à Burenne, & à Fontainebleau. Mr. Colbert a été très-fatigué, en aprenant que la Flotte de Leurs HH. PP. qui étoit en état de mettre en Mer étoit aussi considérable qu'il paroît par la Liste
que

que l'on a reçûe , & que l'on étoit toujours dans la résolution de joindre les deux Flottes : mais comme on est toujours d'avis ici, pour les raisons que j'ai marquées & pour plusieurs autres, que Leurs HH. PP. ne doivent pas s'exposer seules au hazard d'un Combat avec toutes les Forces des Anglois, ni même mettre en Mer avant qu'on ait pris des mesures certaines pour la jonction des deux Flottes, & qu'il y ait aparence qu'elle puisse le faire; Mr. *Colbert* n'a vû qu'avec beaucoup d'inquiétude ce qui est dit au commencement du Mémoire, que selon toutes les apparences la Flotte de Leurs HH. PP. mettroit à la voile avant la fin du mois. Son Excellence croit qu'il est très-nécessaire de prévenir l'exécution de ce dessein; & je ne doute pas que l'on n'eût fait partir sût le champ un Exprès, avec des Ordres précis d'engager Leurs HH. PP. par toutes les raisons possibles à changer de résolution, si le Roi étant à Versailles & quelques-uns des Seigneurs du Conseil ailleurs, on n'avoit été obligé d'en différer le départ; mais particulièrement, parce que l'on se flatoit que si ma dernière étoit encore arrivée à tems, elle aura suffisamment instruit Leurs HH. PP., ou ceux qu'Elles ont chargez de la direction des affaires de leur Flotte, des intentions du Roi sur cet article; néanmoins, comme on se persuade tous les jours de plus en plus qu'on ne pourroit prendre une résolution plus pernicieuse que celle qui iroit à hazarder une Bataille, sans voir auparavant quelque aparence à une jonction, & comme on prétend ne

voir aucune raison d'agir avec tant de précipitation, pendant qu'avec un peu de délai, on peut trouver les moyens de faire cette jonction; Sa Majesté n'a pas été plutôt instruite de l'état de cette affaire, qu'Elle a envoyé un Courier extraordinaire, après m'avoir fait prier de vous écrire par la même occasion, ce que je fis avec beaucoup de hâte dans la Chambre même de Mr. *Colbert* : j'espère que Dieu fera tout réüssir pour un plus grand bien; mais si nous allons seuls chercher les Anglois, & qu'avant que nous ayons fait goûter ici les raisons que nous avons d'en agir ainsi, nous ayons le malheur d'être battus, nos affaires qui sont à présent ici dans une assez bonne situation, y seront d'abord fort dérangées. En tout cas, je n'oublie rien pour leur faire sentir, que l'obligation où nous avons crû être d'agir avec cette promptitude est fondée sur les inquiétudes, où l'on a paru être ici pour la Flotte de Mr. de *Beaufort*, plutôt que sur aucune autre raison, & qu'ainsi on doit considérer notre procédé, comme une preuve de notre zèle pour ce qui intéresse Sa Majesté. J'ai aussi fait remarquer à Mr. *Colbert* que la dernière Lettre qu'il a écrite à Mr. d'*Estrades*, & dont il m'a fait la lecture, ne marque pas autant d'inquiétude qu'on m'en a témoigné ici; mais son Excellence s'imagine qu'on peut se reposer sur ce qu'on m'a dit de bouche, persuadé que je n'aurai pas manqué de l'écrire.

Le Roi a reçu d'Angleterre une Liste des Vaisseaux de guerre que les Anglois sont prêts de mettre à la voile; mais comme elle

ne contient que 73. Vaisseaux, dont le moindre est de 40. pièces de canon, je ne sai s'il n'y en faudroit pas ajoûter encore quelques-uns de moindre port; car il y a ici des Personnes qui ont des Lettres de Personnes de distinction en Angleterre, qui ont été sur la Flotte avec Sa Majesté Britannique, & qui la disent forte de 90. Vaisseaux. Il me semble que l'on n'est pas assez bien informé ici de ce qui se passe en Angleterre; mais on dit que l'on a commencé & que l'on continuera à corriger ce défaut.

Il me semble qu'il seroit avantageux pour Leurs HH. PP., que l'affaire du surplus du Subside, qui reste à payer se terminât à la Haye; parce que les raisons dont on se servira-là & que j'apuyrai ici, feront plus d'impression que si je les proposois simplement ici par ordre de Leurs HH. PP. Je suis, &c.

A Mr. le Conseiller Pensionnaire
JEAN DE WITT.

De Fontainebleau le 17. Juin 1666.

M O N S I E U R ,

Depuis ma dernière du 11. de ce mois j'ai reçu vos deux Dépêches, l'une du 9. par le Courier de Mr. d'Estrades, & l'autre du 10. par la Poste.

Il paroît que, depuis que l'on est informé ici de l'Etat de la Flotte de Leurs HH. PP., & sur tout depuis que l'on a compris les rai-

sons qui ont engagé les Commissaires Plénipotentiaires de Leurs HH. PP. à la faire partir, de la maniere qu'elles ont été remises par écrit à Mr. d'*Estrades*, on s'est entierement rendu, & l'on n'est plus mécontent de ce qu'il paroïssoit que Leurs HH. PP. voulussent exposer leur Flotte aux hazards d'un Combat particulier, dont le succès intéressoit tant la Cause commune, sans avoir rien concerté auparavant avec cette Cour-ci; enfin, l'on est persuadé que les motifs qui ont fait prendre cette importante Résolution sont très-considerables. Dans un entretien que j'eus sur ce sujet avec le Roi, j'avançai qu'il étoit plus avantageux pour Sa Majesté d'avoir des Alliez qu'il falloit tenir en bride, que d'en avoir qu'il faudroit continuellement pousser pour les faire avancer. J'ai sçu depuis que le Roi a repeté cela comme une réflexion qu'il approuvoit : quoi qu'il en soit, il n'y a pas de Conseiller d'Etat, point de Seigneur qui fréquente la Cour, qui ne parle avec éloge des Forces de la Republique, & la fermeté avec laquelle agissent & Leurs HH. PP. & ceux qu'Elle a chargé du soin de leur Flotte; Dieu veuille y repandre sa bénédiction, & accorder quelque heureux succès qui nous tire de l'inquiétude où nous sommes ici depuis que le bruit s'est repandu qu'il y avoit eu une rencontre le 11. entre les deux Flottes.

Depuis la derniere Poste j'ai pressé sans relâche, à ce que l'on envoyât ordre au Duc de *Beaufort* à son Rendez-vous, de passer au plutôt le Canal, pour exécuter la jonction de sa Flotte avec celle de Leurs HH. PP.;

PP.; & sans attendre d'autres Ordres d'ici, de se régler sur les avis qu'il recevra par Mer ou d'ailleurs; de la situation où sera notre Flotte, & du cours qu'elle tiendra; les Ministres ont trouvé mes instances raisonnables, sur tout par rapport à ce dernier article. J'ai demandé aussi avec instance que l'on envoyât à ce Duc, sans plus de délai, des instructions sur la manière dont il doit se conduire dans le Commandement des deux Flottes, au cas que la jonction se fasse; & que l'on envoie aux Commissaires de Leurs HH. PP. chargez de ce qui concerne la Flotte, des Copies de tous les Ordres que l'on donnera à Mr. de *Beaufort*, ce que les Ministres ont encore approuvé. Mais ayant depuis delivré un petit Mémoire par écrit, pour demander une Résolution positive de Sa Majesté sur ces choses & sur quelques autres; on s'est excusé, en me disant ce soir, que l'on n'avoit pu encore me rendre réponse; mais je crois que la vérité est que l'on ne veut pas envoyer de nouveaux Ordres à Mr. de *Beaufort*, avant que l'on n'ait appris quel aura été le succès du Combat; c'est pour la même raison qu'on ne répond pas aux autres articles de mon Mémoire. On s'est servi de la même excuse quand j'ai demandé que l'on prît donc une résolution sur le Mémoire que j'ai présenté touchant les Draps confisquez à Rouën. Je donnerai tous les soins possibles à cette affaire, sur tout, à faire redresser les Grievs qui regardent l'interdiction de nos Manufactures; mais j'agirai avec la circonspection qu'exige & la circonstance des tems & les Personnes

intéressées. Il est certain que personne n'approuve cette manière d'agir indirecte & clandestine, sinon celui qui conduit la mine; mais il n'est pas moins certain qu'il ne faut pas espérer de réussir sans le gagner ou sans le vaincre. Je suis, &c.

A Mr. C. van BEUNINGEN, Ministre
Extraordinaire.

A Flessingen le 24. Juin 1666.

MONSIEUR,

J'ai reçu aujourd'hui vos deux Lettres, l'une du 11. & l'autre du 17. du courant; j'y ai vu avec plaisir, qu'enfin on s'est rendu où vous êtes aux raisons qui nous ont engagé à mettre notre Flotte en Mer & l'envoyer livrer Bataille aux Anglois; il n'y a pas à douter qu'on ne les approuve encore davantage, lors qu'on apprendra que le Prince *Robert* avoit fait voile vers les Côtes de France avec une Escadre nombreuse, pour aller à la rencontre du Duc de *Beaufort*, & que l'arrivée de la Flotte de Leurs HH. PP. l'a seule empêché d'exécuter son dessein; en sorte que l'on a fait diversion comme le Roi l'avoit tant recommandé: quoi qu'il en soit, nous ne pouvons assez remercier Dieu des bénédictions dont il nous a comblez, puis que nonobstant un Renfort si considerable, il nous a accordé une Victoire des plus completees. Je vous en ai écrit jeudi dernier une Relation fort à

la hâte, & quoi que les choses se soient effectivement passées comme je vous l'ai marqué alors, & comme l'auront sans doute rapporté où vous êtes ceux qui en ont été témoins oculaires; cependant, les Anglois ont publié qu'ils avoient remporté la Victoire, & qu'ils avoient pris ou ruiné 30. ou 40. de nos Vaisseaux; ils en ont même rendu des actions de grâces publiques, ils ont sonné les cloches & ont fait des feux de joye: Ainsi, afin que vous puissiez faire voir à l'œil à Sa Majesté & à ses Ministres, quelle est notre perte au juste, voici une Liste des 85. Vaisseaux de guerre qui sont sortis du Texel au commencement de ce mois, avec la preuve des lieux où ils se sont retirez, & où ils sont restez; vous verrez démonstrativement de cette manière, que notre perte consiste en quatre Vaisseaux auxquels le feu a pris & qui sont coulez à fond; en sorte que pour ce coup-ci les Ennemis n'en ont pas enmené aucun en Angleterre, & ne peuvent y en faire voir un seul.

D'un autre côté, après une exacte recherche, nous avons trouvé certainement, & de l'aveu de plusieurs témoins, que le 11. le premier jour de la Bataille, deux Vaisseaux Anglois de l'Escadre bleue sont coulez à fond, l'un d'environ 50. pièces vers les quatre heures après-midi au commencement du Combat, & l'autre de 60. pièces vers les 7. ou 8. heures du soir. Le second jour du Combat, qui étoit le 12., il y eut six Vaisseaux Anglois coulez à fond; savoir, un de l'Escadre du Pavillon rouge, qui portoit plus

de 60. pièces vers le midi , & à la tête de la Flotte ennemie.

Un de l'Escadre du Pavillon bleu de 50. à 60. pièces qui coula à fond environ les trois heures après-midi après avoir passé l'Amiral *de Ruyter*.

Un de l'Escadre du Pavillon blanc, qu'on estime aussi de 50. à 60. pièces, qui coula à fond à côté du Vice-Amiral *de Liefde* qui lui avoit donné son Passeport.

Encore un de la même Escadre d'environ 50. pièces coula à fond une demie-heure après au milieu de l'Escadre du Lieutenant-Amiral *de Ruyter* : plusieurs Personnes ont vû perir ces deux Vaisseaux de l'Escadre du Pavillon blanc; ceux qui avoient vû couler à fond le premier, ont vû ensuite perir le second, & l'on a examiné toutes les circonstances, afin d'être convaincus que ce n'étoit pas le même que l'on prendroit pour deux.

Un Vaisseau nommé *l'Aigle noir*, ou les *Armes de Groeningen*, que les Anglois nous avoient pris l'Automne dernier, après la grande tempête, fut coulé à fond par l'Escadre de Frise devant la Prouë du Vice-Amiral *Coenders*.

Un autre Vaisseau Anglois, qui avoit long tems vogué avec un signal qu'il avoit besoin de secours, coula à fond au milieu de la Flotte Angloise sans que personne le secourût.

Lundi, qui fut le quatrième jour de la Bataille, deux Vaisseaux coulerent encore à fond; savoir, un de l'Escadre du Pavillon blanc le soir vers les six heures, & l'autre dont

dont on ne fait pas l'Escadre ni le Pavillon, quelques momens après. Outre cela, les Vaisseaux qui ont été brûlez & dont on ne peut savoir le nombre; parce que l'on a lâché plusieurs Brûlots de part & d'autre, sans que l'on puisse dire si les Vaisseaux qu'ils ont abordé ont été brûlez, ou s'ils se sont sauvés; cependant, il est certain qu'il y eut deux Vaisseaux ennemis brûlez, l'un le second, & l'autre le dernier jour du Combat; car quelques-uns de nos Matelots portent des Culottes faites des voiles du Beaupré d'un de ces Vaisseaux, où ils étoient allez avec la Chaloupe pour le piller pendant qu'il brûloit; en sorte qu'on peut dire avec raison, qu'ils ont emporté ce butin de la gueule de l'Enfer.

Le 13. qui étoit le troisiéme jour de la Bataille, on ne prit aucun Vaisseau & on n'en coula à fond aucun, parce que les Anglois fuyoient avec tant d'agilité, que les notres ne pouvoient les atteindre, à l'exception de l'Amiral *Ascue* qui ayant échoué sur le Banc du Galper, fut pris. Le matin à la pointe du jour, les Anglois ont mis eux-mêmes le feu à quelques-uns de leurs Vaisseaux qui avoient été si maltraitez qu'ils ne pouvoient suivre les fuyards; en sorte qu'ils couroient risque de tomber entre nos mains: les notres ne pûrent voir combien ils en brûlerent alors; mais les Anglois disent dans leurs Gazettes, depuis le $\frac{1}{4}$ jusqu'au $\frac{7}{8}$ où ils s'attribuent la Victoire, qu'il y en eut seulement trois; savoir, le *S. Paul* que les notres prirent alors, & deux autres dont ils ne marquent pas les noms.

On n'a enmené ici que six prises Angloises; savoir, le *Swifshure*, qui étoit le Vice-Amiral de l'Escadre du Pavillon blanc, de 70. pièces de canon, le *Giroflier* de 62. pièces, le *Sevenwalden* de 60. pièces, l'*Essex* de 58., le *Coventry* à peu près du même port, & le *Loyal George* de 44. pièces.

Le *Bul*, qui fut aussi pris le dernier jour est coulé à fond avant d'arriver sur nos Côtes. Mr. de *Ruyter* croyoit que l'on avoit pris plus de Vaisseaux le dernier jour, parce que les équipages de deux prises que le Contre-Amiral *Bruynsvelt* avoit faites, s'en étant rendus les maîtres, avoient été reprises un peu après par le Capitaine *Paeuw*; & qu'un autre encore, qui avoit déjà été entre les mains des notres, fut repris de même par le Capitaine *Vinkelbosch*, ce qui fut cause, avec le naufrage du *Bul*, que l'on a fait plus de prises que l'on n'a amené ici de Vaisseaux.

Il y a bien de l'aparence que dans la chaleur du Combat il y aura encore quelques Vaisseaux Anglois qui auront été brûlez, ou auxquels ils auront mis le feu en fuyant, & sur le nombre desquels les notres ne peuvent rien dire de certain; mais quand cela ne seroit point, il me semble que la Victoire est des plus complètes; puis qu'il se trouve un Amiral & un Vice-Amiral vaincus & ruinez, & outre cela 21. Vaisseaux spécifiés ci-dessus; ce dont nous devons rendre graces au Très-Haut, & Leurs HH. PP. ont ordonné à cet effet un jour public d'actions de graces & de réjouissances pour le 30. de ce mois.

Nous espérons de remettre en peu de jours
toute

toute la Flotte en Mer; ainsi il seroit fort à souhaiter que Mr. le Duc de *Beaufort* arrivât avec sa Flotte avant que les Anglois pussent remettre en Mer. Je vous prie de faire sur ce sujet les plus fortes remontrances, avec toute la diligence possible; je suis, &c.

A Mr. le Conseiller Pensionnaire
JEAN DE WITT.

Des environs de Fontainebleau le 24. Juin 1666.

MONSIEUR,

La dernière que j'ai eu l'honneur de vous écrire étoit en date du 17., j'ai appris depuis par la Lettre du Commis *van den Bosch*, que vous êtes allé en Zeelande, avec d'autres Députés pour faire reparer la Flotte de l'Etat, qui s'y est retirée après avoir remporté une glorieuse Victoire, & la mettre en état de remettre bien-tôt en Mer. Que Dieu veuille bien vous fortifier dans les fatigues que vous essuyez pour le service de la Patrie, & nous accorder la grace de profiter des fruits de ce bonheur dont il a comblé la République. Ce Combat a non seulement relevé notre reputation sur Mer, mais même lui a donné un éclat qu'elle n'a jamais eu; il n'y a personne, à l'exception de ceux que la naissance ou les bienfaits attachent à nos Ennemis, qui n'en témoigne une joye inexprimable; tout le monde s'accorde à publier tout d'une voix, que depuis plusieurs Siècles on
n'a

n'a entendu parler d'aucun Combat sur l'Océan qui fût comparable à celui-ci, & qu'on ne peut assez louer la fermeté, la bonne conduite & le courage héroïque qui a dirigé toute l'Action, & qui l'a terminée heureusement. On allégué l'opposition du Roi à la sortie de notre Flotte, pour relever encore davantage la fermeté avec laquelle on s'est conduit dans cette conjoncture, qui fait bien voir que l'on ne craint pas tant les Anglois dans notre République, & que l'on ne les y juge pas aussi invincibles, qu'ils ont voulu le faire croire. On a particulièrement observé que les gros Vaisseaux Anglois ne sont pas tant à couvert de l'abordage qu'on le publioit, & que leurs Matelots ne sont pas plus avec leur canon que ceux de Leurs HH. PP., & qu'ils ne sont ni plus courageux, ni plus intrépides que les nôtres; ce que l'on croyoit néanmoins ici aussi fermement que si l'on en eût eu des preuves certaines.

J'espère que l'on verra bien-tôt paroître Mr. de Beaufort, dont la Flotte renforcée de deux Vaisseaux qu'il trouvera à son Rendez-vous, sera de 36. Vaisseaux de guerre; on juge qu'il aura au bout de dix jours les Lettres qu'on lui a dépêchées par Terre sur le Tage, & qu'il recevra encore plutôt celles qu'on lui a dépêchées par Mer.

Il me semble que les raisons de devoir, d'honneur & d'intérêts, devroient être suffisantes dans la circonstance présente, pour déterminer le Roi de Dannemark à joindre une partie de sa Flotte à celle de Leurs HH. PP. pour s'attacher plus intimement ses Alliez
par

par ce moyen ; mais sur tout il devoit y être porté par la considération , que le moyen de retablir la navigation , & par conséquent les revenus de ce Roi dans le Sundt & dans la Norwege, ce seroit de former une Armée navale qui l'emportât de beaucoup sur celle d'Angleterre : mais je crains que les meilleures raisons n'obtiennent pas de ce Prince ce qu'il devoit offrir de lui-même ; ainsi j'ai conseillé ici, qu'on devoit lui proposer de lui payer pour chaque Vaisseau qu'il enverra à la Flotte de Leurs HH. PP. pour agir contre l'Angleterre, selon le tems qu'ils y serviront, la moitié autant que peut porter par mois le Subside de six milles rixdalders que Leurs HH. PP. lui payent , pour quarante Vaisseaux, réparti pour le louage de huit mois. Mrs. de *Turenne* & de *Lionne* sont assez de mon avis ; mais je n'ai pû encore en parler à Mr. *Colbert*. Il ne me semble pas que Mr. *Zeeftet* ait des instructions pour conclure un pareil accord ; ainsi, je tâcherai que l'on envoie ordre par cette Poste au Résident de France à Coppenhague , de passer une Convention sur cette affaire ; car il n'y a point d'apparence , qu'après la Victoire que nous venons de remporter, le Dannemark ait encore quelque chose à craindre de la Suède. Je ne remarque pas non plus que les Suédois se pressent fort de terminer leurs Differens avec les autres , sur tout avec la Moscovie & avec Bremen, ni à contracter de nouveaux engagements avec l'Angleterre, ou à négocier quelque Subside pour presser leur armement ; ce qu'ils devroient néanmoins faire
s'ils

s'ils vouloient avoir quelque chose à démêler avec le Dannemark : outre cela il est assez probable qu'ils ne voudroient pas rompre avec cette Couronne-ci, ce qu'ils ne pourroient néanmoins éviter s'ils attaquoient le Dannemark. C'est pourquoi j'ai conseillé à Mr. *Zeeftet*, de cesser ses sollicitations pour obtenir du Roi quelques Subsidés, pour mettre le Dannemark en état de ne pas craindre la Suède par terre, parce qu'il n'y a point d'apparence qu'il y réussisse; & je lui ai conseillé en même tems, pour faciliter les choses, de n'exiger autre chose de cette Couronne, en cas de Médiation, sinon qu'elle ne soit pas acceptée, si elle n'est offerte en même tems au Dannemark: car, autant que j'en puis juger, on ne pourra obtenir la promesse positive de ne pas inquieter le Dannemark, qu'en terminant les Differens de la Suède avec Leurs HH. PP. Ceux qui ont la confiance du Comte de *Koningsmark*, tâchent de me pressentir, pour savoir si Leurs HH. PP. verroient de bon œil que la Couronne de Suède fît la conquête de Bremen, qui est, disent-ils, fort à leur bienséance, ce que l'on croit sans peine. Je suis, &c.

A Mr. C. van-BEUNINGEN, Ministre
Extraordinaire.

A Flessingen le 1. Juillet 1666.

MONSIEUR,

J'ai reçu ici votre Lettre du 24. du passé,
par

par laquelle je vois avec chagrin que vous n'avez pas encore reçu ma Lettre du 17., dans laquelle je vous faisois d'ici une Relation abrégée de la Victoire que nous avons remportée, sur ce que m'en avoit pû dire alors Mr. le Lieutenant-Amiral de Ruyter. Je vous en ai marqué d'autres particularitez le 24.; & comme le 26. nous en avons envoyé d'ici une ample Relation à Leurs HH. PP., je ne doute pas qu'on ne vous en ait envoyé quelques exemplaires; ainsi, je ne crois pas qu'il soit nécessaire de vous en rien dire de plus. Plus j'examine la chose, plus je trouve que la Victoire est plus complète que je ne l'avois jugé sur les premiers rapports.

Je vous ai déjà marqué que nous espérons de remettre notre Flotte en Mer dans quelques jours en aussi bon état que ci-devant; & les choses me paroissent dans une si bonne situation, que nous reparoîtrons aussi formidables & en état de ne pas reculer, avec l'assistance du Ciel, & même d'attaquer, s'il le faut, quand même les Anglois seroient aussi forts que dans le dernier Combat; mais je ne puis croire qu'ils soient en état de quelques semaines d'ici de reparoître avec autant de force: en tout cas, je compte que Mr. de Beaufort peut avancer à présent, & joindre la Flotte de Leurs HH. PP. sans courir le moindre risque; ainsi, il seroit à souhaiter qu'il se pressât d'avancer de ce côté-ci.

Nous ne disons rien de ce que je vous marque, que nous serons en état de reparoître en Mer la semaine prochaine avec les
mêmes

mêmes forces, afin de prendre d'autant plus l'Ennemi au dépourvû; car il n'y a pas apparence qu'il y ait personne qui puisse croire que nous soyons en état de le faire: ainsi, faites seulement entendre en termes généraux, que nous faisons toute la diligence possible pour reparoître en Mer aussi forts qu'auparavant avant les Anglois. Je suis, &c.

P. S. Voici les dernières nouvelles que nous avons reçues d'Angleterre depuis la Bataille: on a depuis arrêté quelques Postes.

A Mr. C. van BEUNINGEN, Ministre
Extraordinaire.

A Flessingen le 5. Juillet 1666.

MONSIEUR,

Je n'ai rien à ajoûter à ce que Mrs. les Députez & Plénipotentiaires de Leurs HH. PP. vous écrivent, sinon, pour vous expliquer les instructions * du Lieutenant-Amiral *de Ruyter*, que nous avons appris par les derniers avis que nous avons reçûs, que la plupart des Vaisseaux Anglois étoient sortis de Harwits, & s'étoient rendus dans la Riviere de Londres, qu'il y en avoit environ 30. qui étoient dans la Baye du Nord à l'embouchure de la Riviere, & qu'environ 20. autres des plus gros, dont 15. sont démâtés, étoient près

* Voyez le commencement de la Lettre du Comte d'*Estrades* au Roi, Tome III., Lettre du 15. Juillet 1666.

Mrs. J. de Witt & C. van Benningen. 501
près de Quinenburg, à l'embouchure de la
petite Riviere qui vient de Chattam & de Ro-
chester. Nous recevons avis aujourd'hui,
mais sans y pouvoir faire fond, qu'on a vu
environ trente Vaisseaux aux Dunes. Je
suis, &c.

A Mr. C. van BEUNINGEN, Ministre
Extraordinaire.

A la Haye le 8. Juillet 1666.

MONSIEUR,

Ma dernière étoit du 5., & je l'ai envoyée
de Fleffingen à Calais par une Barque d'avis,
à l'adresse de Mr. l'Agent de *Glarges*, afin
qu'il vous l'envoyât par un Exprès. Je vous
donnois avis que la Flotte étoit sortie du
Wielingen le jour précédent forte de septante
Vaisseaux; depuis ce tems-là elle a été ren-
forcée des gros Vaisseaux des Vice-Amiraux
de Liefde & Coenders, & du Capitaine *Chrê-
tien Ebels*; avant mon départ de Fleffingen,
qui a été hier à midi, nous avons reçu avis
du Lieutenant - Amiral *de Ruyter*, que le
Vaisseau du Capitaine *de Haen* étoit allé du
Texel joindre sa Flotte; en sorte qu'elle est
à présent de 74. bons Vaisseaux de guerre,
sans compter les Brûlots, Galiotes, &c.

Je suis arrivé ici hier après midi, on avoit
reçu avis le même jour du Texel que la Fre-
gate *l'Edam*, commandée par le Capitaine
Prince Magnus, en étoit partie lundi dernier,
&c

& que le lendemain les Vaisseaux du Contre-Amiral *Swers*, & des Capitaines *Thomas Tobiasz*, & *Florent-Florisz Blom*, nommez le *Gouda*, le *Harderwick*, & le *Soleil*, mettroient en Mer le lendemain. Le Lieutenant-Amiral *Tromp* est sorti aujourd'hui de Goeree avec le Vaisseau la *Hollande*, & le Capitaine *Broeder* qui monte le Vaisseau la *Tour d'Utrecht*; les Capitaines *Verschuur* ont dû sortir hier, ou tout au plus tard aujourd'hui de *Wielinge*; en sorte que dans quelques jours la Flotte de la Republique paroîtra sur les Côtes de l'Ennemi forte de 82. Vaisseaux de guerre & Fregattes : il ne nous reste qu'à prier le Seigneur de continuer, sur les desseins de cette Flotte, son secours qu'il a commencé de lui donner, en lui accordant un tems & des vents favorables pour sa sortie, afin que nous obtenions enfin une Paix honorable, ferme & durable. Outre les cinq Brûlots qui sont avec la Flotte, nous en avons encore quatre auxquels on travaille à *Flessingen* & à *Middelburg*, dont on nous avoit promis que deux mettroient en Mer avant-hier vers le soir, & les deux autres le lendemain, ou au plus-tard aujourd'hui; on travaille encore à quatre autres à *Amsterdam*, & à deux en *Nort-Hollande*. On commence à s'impatienter ici de ne pas apprendre des nouvelles de Mr. de *Beaufort*, & Dieu veuille que lors qu'il arrivera, il ne soit pas encore obligé de perdre plus de tems à se ravitailler que la Flotte de l'Etat n'en a employé à se refaire d'un si rude Combat.

J'ai vû aujourd'hui Mr. *Clingenbergb*, qui
m'a

m'a déclaré entr'autres, qu'il croyoit que, vû les prétentions du Roi son Maître sur *Hitlandt* & sur les *Orcades*, on formeroit aisément quelque entreprise sur ces Isles; & que si l'on réussissoit, Sa Majesté Danoise pourroit consentir à ce que les Etats bâtissent un Fort dans l'Isle d'*Hitlandt*, où ils auroient toujours une retraite pour leurs Vaisseaux, lors qu'ils font le tour du Nord de l'Ecosse; je l'ai fortifié dans ces sentimens autant que j'ai pû, & j'ai fort applaudi à l'opinion où il est, que l'on doit tout employer pour attaquer à présent le Roi d'Angleterre de tous les côtez; j'en ai aussi parlé aujourd'hui avec vigueur à Mr. d'*Estrades*, & je lui ai fort recommandé de proposer * au Roi dans ses Dépêches, de profiter de la conjoncture pour faire quelque entreprise sur l'Isle de *Wight*, sur celle de *Gernesey*, ou ailleurs; d'autant plus que le Roi d'Angleterre a résolu, faute de Matelots, de mettre sur ses Vaisseaux ses Milices, qui ne montent pas à plus de 6000. hommes. Tâchez de votre côté d'animer le Roi à profiter de l'occasion pour entreprendre quelque coup d'éclat; car quand on ne réussiroit pas, quand même on feroit seulement des préparatifs sans en venir à l'exécution, on obligeroit au moins le Roi d'Angleterre à retenir ses Milices sur terre, & par conséquent à affoiblir considérablement sa Flotte, ou du moins lui faire faire de grosses dépenses pour lever de nouvelles Troupes,

ce

* Il l'a fait dans sa Lettre à Mr. de *Lionne* en date du 8. Juillet 1666.

ce qui seroit peut-être suffisant pour inspirer au Parlement l'envie de faire la Paix, d'autant qu'il a toujours fait paroître, qu'il ne voyoit qu'avec chagrin & jalousie une trop grosse Armée à la disposition de son Roi.

Sur le rapport que Mr. *Vander Hoolck* & moi avons fait en arrivant ici lundi au soir, * Leurs HH. PP. prirent une si prompte résolution, & Mrs. les Conseillers Députez. de Hollande & de West Frise donnerent des Ordres si précis, que le Samedi suivant dès le matin, vingt Compagnies d'Infanterie embarquées dans six Flûtes avec des vivres, de la biere & de l'eau pour un mois, se trouverent dans le *Wielinge* au milieu de notre Flotte, avec laquelle ils auroient mis à la voile le même jour, si le vent ne les avoit obligez de différer jusqu'au lendemain; les Officiers qui doivent les commander, avec les bèches & les pioches nécessaires, & le reste du train nous joignirent mercredi de bonne heure à *Flessingen*, ou devant la Ville. Si l'on pouvoit former où vous êtes quelque dessein semblable avec autant de promptitude, & avoir d'abord pris tout ce qui est nécessaire pour l'exécution, il n'y auroit pas à douter du succès. Je suis, &c.

A

* Voyez sur cela les Lettres d'*Estrades*, Tome III. Lettre du Comte au Roi du 1. Juillet 1666.

A Mr. le Conseiller Pensionnaire
JEAN DE WITT.

Des environs de Fontainebleau le 1. Juillet 1666.

M O N S I E U R ,

Depuis la dernière que j'ai eu l'honneur de vous écrire le 24. du passé, j'ai reçu votre agréable Lettre de la même date.

Le détail que vous m'avez envoyé de la perte certaine que les Anglois ont faite de 23. Vaisseaux pendant l'Action, sans compter ceux dont on ignore le sort, m'a servi à convaincre de faux les bruits que les Anglois font courir, qu'ils n'ont perdu que 9. Vaisseaux; sur tout, puis qu'il paroît évidemment par la Liste des Vaisseaux rentrez dans plusieurs Ports de l'Etat, que Leurs HH. PP. n'ont perdu que quatre Vaisseaux, & que rien n'est plus faux que tout ce que les Anglois publient pour s'attribuer la Victoire.

J'ai obtenu en faveur de la Compagnie des Indes de l'Etat, que le Roi envoyât ordre au Duc de Beaufort de convoyer leurs Vaisseaux de retour des Indes, jusqu'à la Flotte de Leurs HH. PP., au cas qu'il les rencontre à son Rendez-vous, ou jusqu'à-ce qu'ils puissent gagner en sûreté les Ports de l'Etat. J'ai dépêché hier à cet effet les Lettres de Cachet, ainsi que Mrs. les Directeurs me l'avoient recommandé.

Le Roi m'a répondu, par rapport aux Sub-
Tome III. Y fides

sides que je demande pour le Roi de Danne-
mark , afin de l'engager à joindre quelques-
uns de ses Vaisseaux à la Flotte de Leurs
HH. PP., que Sa Majesté feroit ce qu'Elle
pourroit : Mr. *Colbert* y forme plusieurs diffi-
cultez , parce qu'il faut déboursier de l'argent ;
mais les autres Seigneurs du Conseil de Sa
Majesté aprouvent fort ce Projet.

On demande quel cérémonial il faudroit
observer par raport au Pavillon , ou au Salut,
au cas que la Flotte Danoise se joignît à cel-
le du Roi : je réponds que je crois que l'on
ne s'arrête pas à ces formalitez entre Têtes
Couronnées , pour éviter les disputes ; &
comme il paroît que l'on voudroit fonder ici
quelques prétentions à cet égard sur le droit
de *préséance* ; je représente qu'il s'agit moins
du rang que de quelques marques de respect,
& qu'il n'est point de l'intérêt du Roi de faire
dépendre du droit de *préséance* une chose
qu'aucun Roi ne lui accorderoit , & qui cau-
seroit plusieurs démêlez ; sur tout , puis que
l'on s'est conduit ainsi ci-devant avec les An-
glois , avec lesquels on veut néanmoins con-
server les droits de la *préséance* dans leur en-
tier. Je voudrois que ceux qui sont mieux
informez que moi de ces choses , voulussent
bien me donner quelques instructions.

Il me semble que le Roi de Dannemark
ne peut pas refuser dans cette circonstance
d'agir en pleine Mer contre les Anglois , s'il
ne veut pas manquer au Traité qu'il a fait
avec Leurs HH. PP. Je suis , &c.

P. S. Mr. *de Beringen* , premier Ecuyer
du

du Roi, m'a témoigné, sur tout, depuis que je suis ici, qu'il est particulièrement porté pour les intérêts de Leurs HH. PP., & dans toutes occasions il m'a rendu de bons services; en sorte que je ne puis assez me louer de ce Seigneur qu'on regarde à la Cour moins comme un François que comme un Hollandois: il m'a prié de vous recommander, que son Frere Mr. d'*Armenvillers* soit remplacé.

A Mr. le Conseiller Pensionnaire
JEAN DE WITT.

Des environs de Fontainebleau le 9. Juillet 1666.

MONSIEUR,

Depuis ma dernière du 1. de ce mois, j'ai reçu la votre en date du même jour. J'ai traduit en François la Relation abrégée du Combat naval contenu dans vos Lettres du 18. & du 24. du passé, & l'on a trouvé que tout s'y accordoit avec la Relation que le Prince de Monaco en a fait de bouche à Sa Majesté; en sorte que les faux bruits que les Anglois répandent, pour diminuer leur perte & notre Victoire, ne font aucune impression, ni sur l'esprit du Roi, ni sur les Seigneurs de son Conseil. La Relation imprimée que j'ai reçue par la dernière Poste, & qui est une Pièce autentique qui met dans un plus grand jour ce qui n'étoit qu'en abrégé dans la première, servira à convaincre le peu de Partisans que les Anglois ont encore ici: mais

rien ne leur fermera mieux la bouche, que lors qu'ils apprendront que la Flotte de Leurs HH. PP. aura remis en Mer, aussi forte qu'auparavant avant que les Anglois soient en état de reparoître; puis qu'ils ont publié que pour juger qui avoit eu la Victoire, il falloit voir qui reparoîtroit en Mer le premier. C'est pourquoi j'ai appris avec d'autant plus de plaisir ce que vous me marquez, que vous espérez que notre Flotte mettra encore à la voile cette semaine; je n'en dis que ce que vous m'avez permis d'en divulguer, & ce qui est nécessaire pour faire connoître que Mr. de *Beaufort* ne peut courir aucun risque, au cas qu'on l'aprehende encore, ce que je ne remarque pas.

J'en étois ici, lors qu'on m'apporte votre Lettre datée de Flessingen le 5., qui m'apprend que la Flotte de Leurs HH. PP. a été retablie avec tant de diligence qu'elle a déjà remis en Mer; on admire ici le zèle, la fermeté, & la bonne conduite de ceux qui ont la direction de ces choses; Dieu veuille que le succès y réponde. Si l'on vouloit D. 17., 11., 2., 16., 22., 47., 10., 8., 22., 10., 16. je ne doute pas qu'on ne pût fort bien se servir des Soldats François. Je donnerai avis à Mr. le Lieutenant-Amiral des offires que l'on fait de lui en envoyer s'il le souhaite; je ferai en sorte aussi que le Roi lui fasse écrire.

Mr. le Gouverneur de Calais a envoyé ici la nouvelle du départ de la Flotte de Leurs HH. PP., qu'il avoit reçu des Députez de Leurs HH. PP.

Les

Les Anglois soutiennent ici qu'ils n'ont perdu que dix Vaisseaux, & ils ont fait imprimer des Listes pour prouver qu'ils n'ont pas eu plus de six cens morts & onze cens blesez, dont la moitié pourront servir quand leur Flotte remettra en Mer, & que Leurs HH. PP. ne peuvent avoir plus de quinze cens Prisonniers. La Ville de Londres a avancé au Roi d'Angleterre cent mille livres sterlings; & si l'on en croit les Anglois, ils remettront bientôt en Mer des Forces plus considerables que ci-devant. Il y a des Lettres d'Angleterre qui font monter leur perte à vingt Vaisseaux & 7000. hommes, tant morts que blesez & prisonniers, & Mr. *Colbert* m'a dit, qu'il croyoit que leur perte étoit bien aussi considerable que le marquoit la Relation de Leurs HH. PP.

On m'a dit que l'on a érigé du Comte de *Guiche* deux cens Ducats pour le sauver: on ne s'en plaint point; mais comme cela m'a été conté à la table du Comte de *Grammont*, & que la chose est vilaine en elle-même, il seroit bon de s'en informer & d'y remedier. Je suis, &c.

P. S. Les avis de F. 13, 4., 23., 9., 24., 18., 13., disent que les Anglois ont perdu environ vingt Vaisseaux, entr'autres huit des plus gros; que l'on supplée au defaut des Matelots, en enrôlant des Soldats; que le Roi est d'intention d'accorder à tous ses Sujets le libre exercice de la Religion, que cela rétablira la Paix au dedans, & lui gagnera le cœur de ses Sujets dont il pourra faire tout ce qu'il verra.

Quoi que je sois à Fontainebleau je ne puis y rien faire ce matin, parce que Mr. *Colbert* est de nouveau incommodé, & que le Roi ne tiendra Conseil qu'après-midi; j'ai parlé à Mr. de *Lionne* que j'ai laissé dans la disposition de seconder la Proposition que je lui ai faite d'envoyer à la suite de Mr. de *Beaufort* des Barques chargées de provisions pour le ravitailler, & ne lui laisser point perdre de tems à cela à la Rochelle.

Un de mes Secrétaires étant malade, & moi-même fort occupé, je ne puis joindre ici de double de la Lettre écrite à Mr. le Greffier; ainsi je vous prie d'en demander une Copie au Greffe.

A Mr. C. van *BEUNINGEN*, Ministre
Extraordinaire.

A la Haye le 5. Juillet 1666.

M O N S I E U R,

Depuis ma dernière & 8. de ce mois j'ai reçu ici vos deux Lettres, l'une du premier & l'autre du 9. La première avoit été envoyée en Zeelande d'où j'étois parti alors. Mrs. les Députés Plénipotentiaires de Leurs HH. PP. pour les affaires de la Flotte, ont de même reçu votre Lettre du 9.

S'il faut que le Duc de *Beaufort* reste dans le Tage jusqu'à ce qu'il ait reçu les Ordres du Roi dépêchez le 9. de Juin. je prévois avec chagrin qu'il ne nous sera pas d'un grand secours

secours dans le second Combat que nous sommes sur le point de livrer aux Anglois. En vérité il y a bien de l'irrégularité en tout ceci : d'un côté le Roi de France nous fait notifier par écrit, que le Duc de *Beaufort* a ordre de passer de la Méditerranée à Belle-Isle où il trouveroit les Ordres de Sa Majesté, & l'on nous insinuë en même tems que Sa Majesté approuve que la jonction des deux Flottes se fît aux environs du Pas de Calais; d'un autre côté on donne ordre à ce Duc, non seulement à l'insû de Leurs HH. PP., mais même sans leur en donner avis promptement, *ex post facto*, de se rendre dans la Riviere de Lisbonne & d'y rester avec sa Flotte jusqu'à nouvel Ordre. Une pareille conduite pourroit aisément jeter l'Etat dans le plus fâcheux des embarras, puis que l'ignorance où l'on est est cause que l'on prendra de fausses mesures; c'est pourquoi je prie instamment de n'épargner, ni soins, ni sollicitations, pour obtenir qu'on nous envoie Copie de tous les Ordres que l'on donnera au Duc de *Beaufort*, & de ceux qu'on lui a donnez le 9. Juin & depuis; ce sont des choses de la dernière importance, & aux moindres circonstances desquelles nous devons être attentifs ici dans toutes nos Délibérations. J'ai représenté tout cela à Mr. l'Ambassadeur d'*Estrades*; & je vous prie de le représenter de même avec autant de force que de discretion aux Ministres de Sa Majesté; car je ne puis vous déguiser que la conduite de la Cour de France étant sujette aux réflexions d'un chacun, à cause que le Duc de *Beaufort*

fort ne paroît pas, on remarque un mécontentement général, ce qu'il faut tâcher de prévenir pour l'avenir autant qu'il est possible.

La pensée qui est venuë à quelques Seigneurs du Conseil du Roi, que la Flotte de Leurs HH. PP. pourroit, *casu quo*, se rendre à Brest, ne sera jamais goûtée ici, où elle paroît n'être nullement fondée, pour plusieurs raisons, particulièrement à cause de la situation incommode de la Manche, s'il falloit y donner Bataille, & parce que se seroit laisser les Côtes de l'Etat exposées à la merci de l'Ennemi.

Je vous ai déjà fait part de ce que je pense des conditions que la Suède propose, en vous envoyant Copie de ce que j'écrivois sur ce sujet à Mr. *Isbrandts*; je m'étois réglé alors sur les dispositions où il me paroissoit qu'étoient les Membres de l'Etat; mais pendant mon séjour en Zeelande, Leurs N. & G. P. ont pris une résolution en conformité, que la Généralité a embrassée cette semaine, ainsi que vous verrez par la Copie que l'Etat vous en envoie aujourd'hui. Leurs N. & G. P. ont vû avec plaisir dans votre Lettre du 9., que vous aviez mis dans tout son jour l'injustice qu'il y avoit à prétendre la cassation du Traité d'*Elbing*, & que vous aviez remontré combien il étoit nécessaire que l'on tranquilisât Leurs HH. PP., en leur donnant une promesse formelle & générale que la Neutralité auroit lieu sans aucune relation aux affaires de Moscovie, tant par rapport au Dannemark, que par rapport à l'Etat.

Mr.

Mr. le Comte d'*Estrades* m'a pressé encore fortement cette semaine sur ces deux articles par ordre du Roi son Maître, mais particulièrement sur la cassation du Traité d'*Elbing*; s'apuyant sur la promesse faite à la Suède, d'employer tous les bons offices imaginables, pour porter Leurs HH. PP. à consentir à la revocation de ce Traité; Promesse que Sa Majesté n'a faite, dit-il, que parce qu'il vous trouvoit de cet avis conjointement avec Mr. *Isbrandts*. Je crois avoir persuadé à cet Ambassadeur, que rien n'étoit plus déraisonnable que cette prétention, & j'espère que vous agirez si efficacement de votre côté, que la France, après avoir fait tout ce qui a dépendu d'Elle auprès de Leurs HH. PP., représentera avec autant de force à la Suède l'injustice de sa demande à cet égard; je finis en vous priant de me croire, &c.

P. S. Voici les dernières Lettres que nous avons reçues de notre Flotte.

A Mr. le Conseiller Pensionnaire
JEAN DE WITT.

De Fontainebleau le 16. Juillet 1666.

MONSIEUR,

Depuis ma dernière du 9. j'ai reçu en son tems la votre du 8. du courant.

Depuis que le Duc de *Beaufort* est en Mer, je n'ai cessé de solliciter des Ordres pour le
V. 5 presser

presser de se rendre dans la Manche; & je n'ai pas manqué de dire dans l'occasion, que l'on n'avoit point raison de craindre que les Anglois allassent chercher la Flotte du Roi jusques dans l'Océan; mais tout ce que j'ai pu dire n'a pas été capable de faire presser davantage cette Flotte, dont la lenteur chagrine tout le monde, à ce que l'on me dit, & il y a aparence que c'est avec vérité. Il n'y a rien à faire à present, il faut attendre ce que produiront les derniers Ordres qu'on lui a envoyez : je me flate que vous aprouverez, que j'aye obtenu que l'on charge des Bâtimens de transport de toute sorte de provisions & de rafraîchissemens, & qu'on les envoie à la rencontre de Mr. de *Beaufort*.

Je me suis bien douté que Mr. de *Ruyter* ne se serviroit point d'abord, & sans Ordres, de l'Infanterie Françoisse qu'on lui offre, sur tout, parce que dès qu'elle seroit sur ses Vaisseaux il faudroit lui fournir des vivres; mais si l'on veut faire quelque entreprise par terre, on peut s'en servir, & quand même on ne s'en serviroit pas, l'offre qu'on nous en a faite peut servir à retarder l'exécution de la résolution que l'on dit que le Roi d'Angleterre a prise, de suppléer avec sa Milice au défaut de Matelots; parce qu'il pourroit craindre d'en avoir besoin ailleurs; c'est cette pensée qui m'a fait accepter l'offre de Mr. *Colbert*, qui n'en avoit d'abord parlé que par maniere de conversation, parce que je trouvois la chose plausible; je l'ai depuis absolument conclûe, & sur tout j'ai fait en sorte qu'il ne survint aucune difficulté sur le Commandement sur
Terre,

Terre, au cas que l'on fasse quelque Débarquement.

Les six cens Cavaliers dont on veut se servir en qualité de Soldats sur les Vaisseaux de Mr. de *Beaufort* resteront aux environs d'ici, jusqu'à-ce qu'on ait des nouvelles de ce Duc, alors on les enverra à Calais pour s'embarquer.

J'ai parlé à Sa Majesté de ce que vous me marquez de N^o. 2., 25., 16., 41., 5., 25., 41., 48., 65., 49. de 585. Sa Majesté a agréé la chose, & m'a dit qu'Elle avoit assez de 989. tout prêts; mais que tant que son 599. est avec 14., 11., 16., 41., 5-20., 13., 25., 7. on juge ici que toutes les Délibérations seroient prématurées.

J'ai marqué dans une de mes précédentes, que Sa Majesté m'avoit dit qu'Elle feroit ce qu'Elle pourroit pour engager par quelque libéralité le Roi de Dannemark à joindre un bon nombre de ses Vaisseaux à la Flotte de Leurs HH. PP.; mais un de ses Ministres lui en ayant parlé depuis, Sa Majesté lui a répondu, à ce qu'il m'a dit, qu'il ne pouvoit rien. Il me semble, que pour exécuter le Traité fait avec le Dannemark, ce Prince ne doit pas rester seul les bras croisez, & je vous laisse à penser si l'on ne doit pas sérieusement le presser d'agir; car enfin, si dans la conjoncture présente il ne veut faire autre chose que garder son Sundt, il me semble que les sommes qu'on lui a promises sont excessives: Quoi qu'on m'ait dit ce que j'ai marqué ci-dessus; savoir, que le Roi ne peut rien faire, & même que Sa Majesté m'ait

dit Elle-même hier en riant, *qu'Elle avoit visité toutes ses poches, mais qu'Elle n'y avoit rien trouvé*; je crois cependant que l'intention est meilleure qu'on ne veut le faire croire.

Il n'y a guère d'affaire dont je sois chargé, que j'aye sollicitée avec plus d'opiniâtreté que celle des Manufactures; mais pour qu'elle réussisse, il faut que l'on en parle très-sérieusement à Mr. d'*Estrades*. Lors que les circonstances seront plus favorables, il faudra faire en sorte que l'on soit ici un peu plus circonspect à approuver les Projets de Mr. *Colbert*, pour ôter aux autres Nations, *quocumque modo*, & autant qu'il se pourra, toutes les Manufactures pour les établir dans le Royaume. Ce sera un moyen de s'entendre mieux l'un l'autre à l'avenir, & couper la racine à un infinité de plaintes qui pourroient non seulement interrompre, mais encore troubler entièrement la bonne intelligence si avantageuse de part & d'autre entre cette Couronne & Leurs HH. PP. Je suis, &c.

P. S. 378. m'a dit, que le Secrétaire *Pufendorf* a montré au sien une Lettre d'un Secrétaire du Roi de Dannemark au Gouverneur, qui contient que le Roi de Dannemark trouvoit à propos d'offenser le Roi d'Angleterre le moins qu'il pourroit, & qu'il n'agirot pas contre ce Royaume.

Je doute que cette Lettre soit autentique, ou elle sera de vieille date.

A Mr. C. van BEUNINGEN, Ministre
Extraordinaire.

A la Haye le 22. Juillet 1666.

MONSIEUR,

Ma dernière étoit du 15. de ce mois, j'ai reçu en son tems la votre du 16.; elle nous a appris aussi-bien que vos Dépêches publiques & ce que Mr. d'*Estrades* nous a communiqué; premièrement, l'agréable nouvelle que le Roi avoit obtenu de la Suède une assurance qu'Elle n'attaqueroit point la Couronne de Dannemark pendant cette Guerre-ci, ce qui est confirmé & fortifié de la Parole Royale que Sa Majesté en donne au Roi de Dannemark, dans la Lettre qu'Elle lui a écrite sur ce sujet; secondement, la promptitude avec laquelle Sa Majesté s'est déterminée à offrir deux mille hommes au Lieutenant-Amiral de *Kuyter*: enfin, l'Ordre provisionnel que Sa Majesté a expédié pour la mainlevée des Draps d'Hollande arrêtez à Roüen.

Il faut que je vous marque sur le premier article, * que nous recevons ici tous les jours des nouvelles certaines, que les Suédois ne cessent de faire des levées & d'augmenter considérablement leurs Troupes dans le Duché de Bremen; en sorte que nous avons raison de craindre qu'au premier jour

Y 7

ces

* Voyez sur ces trois articles, la première Partie de la Lettre du Comte d'*Estrades* au Roi du 22. Juillet 1666.

ces Troupes ne fassent quelqu'entreprise préjudiciable à la République, si ce n'est pas contre le Dannemark; ce sera peut-être dans l'Oost-Frise, ou même sur les Frontieres de l'Etat; sur tout, si le premier Combat que nous livrerons aux Anglois ne nous est point favorable; car si nous en sortons victorieux, je sai bien que nous n'avons rien à craindre; vous verrez par la Copie ci-jointe, ce qu'en dit Mr. *Isbrandts* dans ses dernières Dépêches. Ces sortes d'entreprises sont d'autant plus à craindre, que l'Evêque de Munster recommence à lever des Troupes dont il forme un Corps où il a rapellé quelques-uns des Regimens qu'il avoit licentiez & qui étoient en marche vers le Brabant. Leurs HH. PP. sont attentives à toutes ces démarches, & nous sommes bien informez que l'on sollicite fort l'Electeur de Cologne à prendre parti contre la République. Ainsi, Leurs N. & G. P. souhaitent, & que vous n'oubliez rien pour engager le Roi & ses Ministres à obtenir du Roi de Suède, pour la sûreté de la République, une Promesse qu'il n'inquiétera point Leurs HH. PP., ni en faisant quelque irruption en Oost-Frise, ni autrement; en sorte que Sa Majesté Très-Chrétienne confirme cette Promesse à Leurs HH. PP. en leur en donnant solennellement sa Parole Royale de la même maniere qu'Elle l'a donnée au Roi de Dannemark. Le Roi de France doit concourir à ceci d'autant plus volontiers, qu'il * déconseille à Leurs HH. PP.,

* Cet article se trouve dans le milieu d'une Lettre du Comte d'*Esstrades* au Roi du 29. Juillet 1666.

PP., comme une chose inutile, les Alliances qu'Elles étoient prêtes de faire pour arrêter de pareilles entreprises de la part de la Suède, & qu'il leur a recommandé de ne pas envoyer dans le Holstein le secours qui y avoit été destiné par des Résolutions prises sur ce sujet.

Par rapport au second Point, vous avez ordre de remercier Sa Majesté au nom de Leurs HH. PP., de la promptitude avec laquelle Elle a consenti à faire marcher 2000. hommes pour le service de notre Flotte; & comme ces Troupes ne pouvoient rendre aucun service à présent, ainsi que vous verrez par l'Extrait ci-joint de la Résolution du Conseil de guerre, l'intention de Leurs N. & G. P. & de Leurs HH. PP. est, que vous vous serviez de cette occasion pour engager Sa Majesté de la maniere la plus efficace pour la Cause commune, à donner promptement ses Ordres dans les Ports de Dunkerke & de S. Malo, afin qu'on envoie au plutôt douze Brûlots à la Flotte de l'Etat. Leurs N. & G. P. demandent ce secours avec d'autant plus d'instance, que nous avons des avis de bonne main, que l'Ennemi en fait préparer jusqu'à 30., dont une partie sont déjà en état de servir; & particulièrement, parce que Mr. de Ruyter & ses Officiers les plus expérimentez trouvent unanimement que les François savent mieux les préparer & s'en servir qu'aucune autre Nation.

Enfin, quant au troisiéme point, je crois qu'il seroit absolument nécessaire que le Roi déclarât à ses Sujets, qu'ils peuvent sans crainte:

crainte recevoir & débiter les Draps de Hollande, puis que nous avons de nouveau des avis qu'il est bien permis aux étrangers de débiter leurs Manufactures; mais que la même chose n'est pas permise aux Sujets de Sa Majesté, en sorte qu'ils écrivent ici à leurs Correspondans qu'ils n'oseroient l'entreprendre.

Mr. le Comte d'*Estrades* m'a delivré il y a quelque tems un Compte, * suivant lequel l'Etat redevroit au Roi plus de 700. mille livres, que nous aurions reçu au de-là de ce qui nous est dû du Subside; je vous en ai ci-devant envoyé une Copie; & Leurs N. & G. P. ont résolu hier sur ce Compte ce que vous verrez par l'Extrait ci-joint que j'ai cru devoir vous envoyer par avance.

Lundi dernier Mr. l'Envoyé *Appelboom* a offert à Leurs HH. PP. la Médiation du Roi son Maître, ainsi que vous verrez par la Copie ci-jointe de son Mémoire, avec lequel il a aussi délivré une Lettre de ce Prince, dont voici aussi une Copie. Vous verrez par l'Extrait ci-joint ce que Leurs N. & G. P. ont résolu par provision sur ces deux Pièces.

Les Etats Généraux ont envoyé vendredi passé par un Trompette au Roi d'Angleterre la Lettre ci-jointe, touchant le Corps du Vice-Amiral *Berckley*, après l'avoir communiquée à Mr. le Comte d'*Estrades*.

J'ai entrevû dans les discours de cet Ambassadeur, qu'il s'est informé, par ordre du Roi.

* Ce Compte est dans les Lettres d'*Estrades* Tome III. après une Lettre du Comte d'*Estrades* au Roi du 22. Juillet 1666.

Roi son Maître, de ce qui s'est pratiqué ci-devant pour baisser le Pavillon, lors que les Flottes d'Angleterre & de l'Etat se sont rencontrées, & qu'on lui a dit, que l'Amiral de Leurs HH. PP. ayant sa voile de hune baïssoit le Pavillon & tiroit onze, treize ou quinze coups de canon, & que l'Amiral Anglois répondoit à cet honneur avec le canon sans baisser le Pavillon. Je fais néanmoins certainement que le Vice-Amiral *Lanfon*, qui a été en dernier lieu avec une Flotte Angloise dans la Méditerranée, se trouvant devant Tanger lors que le Vice-Amiral *de Ruyter* passa devant sa Flotte avec celle de Leurs HH. PP., celui-ci baissa le Pavillon & tira les coups de salut, à quoi *Lanfon* répondit en baissant le Pavillon & tirant de même le canon, & dans ces occasions, comme ce sont les nôtres qui saluent les premiers, ils relevent le Pavillon les derniers; il est vrai aussi que quelquefois les Anglois n'ont pas baissé leur Pavillon lors qu'ils s'y sont trouvez les plus forts; mais il n'est pas moins vrai d'un autre côté, que les nôtres s'étant trouvez à leur tour les plus forts, ont contraint les Anglois à baisser le Pavillon les premiers; & Mr. le Lieutenant-Amiral *Tromp* m'a raconté il n'y a pas long tems que ceci lui étoit arrivé à lui-même : mais je crois qu'on ne doit tirer aucune conséquence de pareilles rencontres, & que l'on doit se regler sur celles où les deux Partis se sont trouvez avec des Forces presque égales, & où les choses se sont passées d'une maniere raisonnable. Par exemple, il est très-raisonnable qu'une Person-

Personne¹, quelque puissant Monarque que ce fût, étant salué par quelqu'un, ôtera son chapeau; & que c'est une grande, mais raisonnable déférence de la part de celui qui est moindre, de tenir bas son chapeau jusqu'à-ce que l'autre ait remis le sien. Je vous prie de faire attention à ceci, & d'en faire l'application lors qu'il sera nécessaire, afin qu'il ne survienne point de mesintelligence s'il arrive que les deux Flottes se joignent. On m'a même assuré que cela est conforme à ce qui s'est toujours pratiqué entre les Flottes de France & de la République, & en particulier lors de la jonction des Forces navales des deux Etats devant la Rochelle. Je suis, &c.

P. S. Je vous envoie les informations nécessaires par rapport aux Manufactures de Draps, quoi qu'elles n'aient pas encore été lûes dans l'Assemblée de Leurs N. & G. P., parce que je crois que vous pourrez en avoir besoin. Vous verrez par les avis ci-joints d'Angleterre, qu'on s'y prepare à mettre en Mer avec des Forces très-considerables; ce qui determinera sans doute le Roi à faire preparer promptement les Brûlots que nous demandons.

A Mr. C. van BEUNINGEN, Ministre
Extraordinaire.

A la Haye le 29. Juillet 1666.

MONSIEUR,

J'ai reçu votre Lettre du 23. du courant
avec

avec les Copies des Ordres envoyez à Mr. le Duc de *Beaufort*. La dernière que j'ai eu l'honneur de vous écrire étoit du 22. du courant. Nous attendrons avec impatience l'arrivée de la Flotte de France, ce qui ne nous délivrera pas de l'aprehension certaine où nous sommes d'être obligez de donner seuls un second Combat. La lenteur avec laquelle cette Flotte avance, jointe aux Conseils que la France nous a donné avec tant d'empressement, de ne pas faire sortir notre Flotte, fait ici un très-mauvais effet sur les esprits; & à la vérité, si depuis le commencement de Juin nous nous étions laissez bloquer en attendant le Duc de *Beaufort*, rien n'auroit pû nous sauver d'un soulèvement général.

Mr. l'Ambassadeur d'*Esdrades* ayant vû le Compte que je vous ai envoyé par avance, l'ordinaire dernier, m'a dit aujourd'hui qu'il le trouvoit excessif, & qu'il n'avoit pas envie de le discuter ici, vous laissant volontiers ce soin où vous êtes : j'espere que vous le ferez approuver sans rencontrer d'obstacles, sur tout dans un tems où le retardement de la Flotte de France nous cause tant de chagrin. Je puis vous assurer en vérité que nous avons été surpris au dernier point, de voir qu'on nous faisoit un Compte où nous sommes redevables de quelques cens mille livres : plus Leurs HH. PP. ont jugé nécessaire la rupture de la France, plus cette Couronne en retire de gloire & d'honneur; vous pouvez faire entendre aux Ministres, que dans la conjoncture présente, Leurs HH. PP. ont un si grand besoin d'argent, que Sa Majesté pou-

roit

roit avec peu de chose s'aquiter d'une dette si juste.

Je vous envoie ci-joint les derniers avis que nous avons reçûs de nôtre Flotte; & faute de tems, je finis avec précipitation, en Vous assurant, que je suis, &c.

P. S. Voici aussi une Declaration du Lieutenant Amiral *Jean Evertsz* sur ce qui se pratique en baissant le Pavillon lors que les Flottes de France & de l'Etat se rencontrent: j'ai crû qu'il étoit de mon devoir de vous l'envoyer avec les dernières Lettres que nous avons reçûes du Lieutenant-Amiral de Ruyter, & quelques Résolutions prises par Leurs N. & G. P. depuis ma Lettre du 22. de ce mois.

A Mr. C. Van BEUNINGEN, Ministre
Extraordinaire.

A la Haye le 5. Août 1666.

MONSIEUR,

J'ai eu l'honneur de vous écrire le 29. du passé, & j'ai reçu en son tems la votre † du 30. que je n'ai communiquée à personne; car l'ombrage & les soupçons que cause ici le retardement de la Flotte de France donnent assez

† Le contenu de cette Lettre se trouve dans une de Mr. d'Estrades au Roi du 5. Août 1666. où il rend compte des plaintes de Mr. de Witt.

assez de mécontentement, sans qu'il soit nécessaire de l'augmenter, en faisant connoître une conduite & des résolutions si extraordinaires, & telles que la Cour de France en a prises depuis quelque tems sur plusieurs demandes que nous avons faites, les esprits se trouveroient de nouveau plus irrités qu'il ne conviendrait pour l'intérêt de l'Etat: Outre cela, c'est que j'espère que dans quelques semaines d'ici, le Roi de France sera obligé de faire connoître, sans plus de déguisement, quels sont ses véritables sentimens, & j'espère que les effets en seront plus sincères que les apparences ne l'ont paru jusqu'à présent.

J'ai déclaré * aujourd'hui à Mr. d'*Estades*, que je voudrois pour toutes choses au monde, que l'on n'eût jamais parlé des sûretés que Leurs HH. PP. souhaitoient d'avoir de la Suède par l'intercession du Roi de France; puis que je vois avec douleur que cela a donné occasion de découvrir avec quelle différence le Roi prend à cœur les intérêts de la Suède contre l'Etat, & ceux de l'Etat contre la Suède, ce qui va si loin, que l'on a offert à la Suède la plus forte intercession sur les Articles les plus injustes, comme de mettre la dernière main, après l'abrogation du Traité d'Elbing, à un autre Traité dont les conditions sont les plus dures, & que les Suédois ont plus d'une fois tâché d'obtenir; & ce qui va encore plus loin, qu'on accorderoit ces articles & d'autres semblables, & par dessus tout une bon-

ne

* Voyez sur cette partie de cette Lettre la seconde partie de la Lettre citée dans la note † ci-dessus.

ne somme d'argent , sans que nous pussions stipuler pour nous le moindre avantage ; mais seulement une Neutralité pure & simple ; c'est à dire ôter au Roi de Suède la faculté de se servir contre nous de l'argent que nous lui donnerions. Je lui avouai , que je ne m'étois jamais imaginé qu'on pût nous refuser des Propositions aussi raisonnables que celles que nous avons faites , & que les Suédois mêmes ont reconnu être telles , puis qu'ils y consentent *in amplissimâ formâ* , ainsi que vous le verrez par la Copie ci-jointe des dernières Lettres de Mr. *Isbrants* , à laquelle j'ajoute , pour votre instruction , la Résolution que Leurs N. & G. P. ont prise sur ses Négociations. J'ai particulièrement représenté à Mr. d'*Estrades* l'injustice qu'il y avoit de refuser deux misérables Brûlots , qui doivent être employez contre l'Ennemi contre lequel le Roi de France est obligé d'employer toutes les forces de son Royaume.

Pour ce qui est de la maniere de rendre le salut du Pavillon , nous nous en sommes long-tems entretenu ; & il me paroît fort étrange , qu'un Roi qui est engagé à défendre la liberté de la Mer , & à s'opposer à tous les autres qui peuvent provenir du prétendu Domaine de la Mer , cherche lui-même à donner lieu à des choses qui ne sont pas plus fondées que ce Domaine même. Nous avons consenti à saluer le Pavillon Anglois ; mais bien entendu qu'ils doivent rendre le salut de la même maniere , Ainsi que cela s'est effectivement pratiqué dans toutes les occasions , & lors qu'ils y manquent , nous préten-

prétendons qu'ils manquent à notre égard à la civilité, ce qui nous met en droit non seulement de ne les pas saluer une autre fois; mais même lors que nous sommes les plus forts, de leur faire baisser le Pavillon les premiers; & afin qu'on ne crût pas que nous avons rien accordé aux Anglois qui fût une suite de leur prétendu *Dominium Maris*, nous avons toujours eu soin d'observer deux choses; savoir, que nos Flottes les saluent de la même maniere en quelqu'endroit que ce soit dans la Mer du Nord, dans celle d'Espagne, dans celles de la Grande Bretagne, & dans la Méditerranée; la seconde, que nous ordonnons à nos Officiers de Mer, de se conduire à l'égard du Pavillon de France & de tous les autres Rois pour qui nous avons quelque respect. de la même maniere qu'à l'égard du Pavillon d'Angleterre; & c'est pour cette raison que l'on n'oublie pas de mettre dans toutes leurs instructions, même dans celles qui ont été expédiées le 2. de Juin dernier pour le Lieutenant-Amiral de *Ruyter*, cette clause, *ainsi qu'il se pratique à l'égard de l'Angleterre*, ou quelqu'autre semblable, afin qu'il ne paroisse pas que nous en fassions plus pour cette raison à l'égard de l'Angleterre qu'à l'égard de tout autre Roi; enfin, que c'est un salut de respect & non de devoir. Aussi Sa Majesté doit-Elle être certaine que si jamais Leurs HH. PP. étoient contraintes de saluer le Pavillon Anglois, sans que ceux-ci leur rendissent le salut, non seulement nous accorderions la même chose à Sa Majesté; mais même nous la prions de don-

donner ordre à ses Amiraux de ne pas rendre le salut aux nôtres, pour qu'il ne parût pas la différence qui s'observeroit alors, que nous avouons tacitement que nous accordons quelque chose aux Anglois plus qu'aux autres, non par simple respect, mais en vertu de quelque droit qu'ils auroient sur la Mer.

Si l'on continuë en France sur le même pied à l'égard des Manufactures, cette conduite ne manquera pas d'aliéner d'abord les esprits, & ensuite de causer quelque mesintelligence; puis c'est convenir manifestement, quoi qu'indirectement, au dernier Traité & nous mettre en droit d'avoir recours aux voyes de retorsion.

Nous avons hier entendu ici canonner à toute force, & le soir nous avons reçu l'avis ci-joint du Lieutenant-Amiral *de Ruyter*, d'où l'on peut conclure, ainsi que du rapport de l'Exprès, que les Flottes en seront venues aux prises hier vers les dix ou onze heures avant-midi: si avant le départ de celle-ci nous recevons quelque nouvelle, je ne manquerai pas de vous en faire part; je suis, &c.

P.S. Depuis que j'ai écrit celle-ci nous avons encore reçu une Lettre de Mr. *de Ruyter*, écrite le 4. à 9. heures du matin: il marque, que selon toutes les apparences le Combat commenceroit avant-midi. Voici encore quelques Pièces qui concernent les Manufactures.

A Mr. le Conseiller Pensionnaire
JEAN DE WITT.

Des environs de Fontainebleau le 6. Août 1666.

MONSIEUR,

Ma dernière étoit du 30. du passé, j'ai reçu en son tems la votre du 29. avec la Déclaration de Mr. le Lieutenant-Amiral *Everstsz.*, sur ce qui s'est observé par rapport au salut, lors que des Flottes de France & de l'Etat se sont rencontrées en Mer, & ce qui doit être considéré comme un usage constant: je n'ai pas manqué d'en parler à Mr. Colbert & aux autres Ministres du Roi selon l'intention de Leurs HH. PP. Je me suis servi dans une Audience du Roi, de cette Déclaration & de tout ce que vous m'avez écrit sur ce sujet, pour faire entendre à Sa Majesté qu'Elle devoit être contente de cet usage, qui devoit être suivi par l'Amiral de Sa Majesté & par celui de Leurs HH. PP. J'ai commencé par dire à Sa Majesté tout ce qui pouvoit lui faire ajouter foi à cette Déclaration, sur tout puis qu'elle s'accorde avec les informations qu'on a reçues d'ailleurs sur ce qui s'est toujours observé dans le salut & dans la maniere de le rendre, & que par rapport à ce dernier Article elle est conforme à ce qu'il y a de plus raisonnable; puis qu'il est évident que l'action des Vaisseaux des deux Etats indépendans l'un de l'autre, & qui se

Tome III. Z ren-

rencontrent en Mer libre, baissent le Pavillon, ne peut être considérée comme la soumission d'un inférieur à l'égard du supérieur; mais seulement comme une respectueuse civilité de celui qui étant égal à l'autre en souveraineté veut bien admettre une certaine déférence en ce qui regarde le respect; ce qui suffisoit pour faire voir qu'on ne pouvoit prétendre cette espèce de civilité sans être dans la disposition de la rendre, de la manière qu'il est en usage du plus au moindre: que puis que suivant le contenu de la Déclaration celui qui baisse Pavillon le premier ne le relève qu'après que celui qui lui a rendu le salut en baissant aussi, a relevé le sien, tout l'avantage est du côté de celui qui baisse le dernier; de sorte que la chose peut être considérée dans le premier comme un Acte de respect, & dans l'autre comme un Acte de civilité; en sorte que l'on a pour la Dignité Royale toute la déférence possible: que je ne trouvois pas dans tout ce qui m'avoit été dit sur cette matiere, que l'action de baisser le premier le Pavillon dans une Mer libre, fût autre chose qu'un Acte *liberi arbitrii*, que pour cette raison ceux qui s'arrogent le plus sur cet Article, comme les Anglois n'exigent des Vaisseaux de Leurs HH. PP., sinon qu'ils baissent le Pavillon *in Maribus Britannicis*, comme il paroît par le Traité conclu avec l'Angleterre; mais ils ne l'exigent pas moins aussi de tous les Rois, comme une preuve évidente du droit qu'ils prétendent comme *Domini istorum Marium*; qu'il se peut bien que les Anglois aient manqué à rendre le salut

salut dans leurs Mers Britanniques ; mais qu'alors ce procédé passe pour une irrégularité, & pour une incivilité, dont on n'a pas manqué de se ressentir dans la première occasion, en leur refusant de baisser le Pavillon comme on auroit fait s'ils se fussent conduits autrement : Que l'on n'a jamais approuvé cette conduite, & que néanmoins si l'on vouloit alléguer ces incongruités comme un exemple, il s'en suivroit tout au plus, que la même chose devoit se pratiquer seulement dans les Mers dont le Roi de France voudroit s'attribuer le *Dominium*, à l'égard d'un chacun, ce qui seroit une nouveauté qui pourroit avoir des suites considérables, & qui ne seroit aucunement raisonnable. Enfin, que l'intérêt de Sa Majesté aussi bien que celui de Leurs HH. PP. vouloit qu'ils s'opposassent également à de pareilles usurpations, bien loin de les appuyer.

Sa Majesté m'a répondu sur tout cela, qu'Elle ne prétendoit pas refuser sur cet Article à Leurs HH. PP. ce qu'il trouveroit leur appartenir ; qu'il avoit donné ordre au Duc de *Beaufort* de s'informer quel étoit l'usage, & qu'ayant vu dans la déclaration du Lieutenant-Amiral *Evertsz*, que l'un des cas allégués étoit arrivé avec le Commandeur *Neufchaide*, elle avoit donné ordre de l'interroger ; & que Sa Majesté se flatte que Leurs HH. PP. ne voudront pas lui refuser, ce qu'Elles avoient accordé à ses Prédecesseurs & à l'Angleterre ; ceci m'a donné occasion d'expliquer ce qui avoit déjà été dit des Anglois, & il m'a paru que les raisons

Z 2

dont

dont je m'étois servi avoient convaincu le Roi, aussi-bien que ses Ministres. Je pousserai cette affaire puis que le tems presse.

Je doute que Mr. d'*Estrades* s'explique par écrit sur ce qu'il déclarera dans la suite par rapport aux Manufactures : car Mr. *Colbert* m'a paru surpris qu'il ait delivré un Memoire par écrit : mais on pourra toujours lui demander par écrit ce qu'il dira de bouche , le faire imprimer & le distribuer aux Marchands, ce qui vaudra presque autant qu'une insinuation. Le Procureur Général du Roi à Rouen, qui a le plus contribué à faire donner main-levée des Draps arrêtez, n'a pu s'empêcher de dire à ceux à qui on les a restitués, qu'ils feroient bien de ne plus faire venir des Draps étrangers, & chacun cherche à témoigner son zèle à celui qui s'intéresse le plus dans cette affaire. Leurs N. & G. P. doivent y être attentives. Je suis, &c.

P. S. Je vous prie de faire en sorte dans la Généralité, qu'on ne fasse pas de Copie de ma Lettre, du moins de l'Article qui contient mes considérations touchant les Manufactures.

La Cour est résoluë de se rendre vers la fin de ce mois de Fontainebleau à Vincennes.

A Mr. C. van BEUNINGEN, Ministre
Extraordinaire.

De Flessingue le 12. Août 1666.

MONSIEUR,

Depuis ma dernière du 5. j'ai reçu ici la
votre du 6. du Courant. Vous aurez sans
doute reçu depuis une Lettre de Mr. le Pen-
sionnaire *Vivien*, qu'il vous a envoyé par un
Exprès dépêché Dimanche dernier par Mr.
d'*Estrades*, avec une Relation de ce qui s'est
passé dans le dernier Combat naval, suivant
les derniers avis que nous avons reçus; &
aussi-tôt l'arrivée desquels je suis parti pour
cette Ville par ordre des Etats la nuit du 7.
au 8. de ce mois: arrivé ici sur la Flotte le
8. après midi, j'ai trouvé sur la Rade 87. des
89. Vaisseaux dont la Flotte étoit composée,
sans compter les Barques d'avis, les Brûlots,
Galiottes & autres Bâtimens: en sorte que
nous avons perdu dans cette Bataille deux
Vaisseaux qui ont été coulez à fond, l'un
commandé par le Vice-Amiral Banckert, &
l'autre par le Capitaine *Ruyert Hillebrandtz* de
Frise, ainsi notre perte est égale à celle de
l'Ennemi, dont deux Vaisseaux sont coulez
à fond & un de leurs plus grands, nommé
la *Résolution*, brûlé par un de nos Brûlots;
il étoit monté de 52. pièces de canon de
fonte & douze de fer, de l'aveu de l'Equipa-
ge qui s'en est sauvée.

7. 3

Après

Après la Bataille la Flotte Angloise a croisé quelques jours sur nos Côtes, mais avant-hier elle s'est retirée, faisant cours, ainsi que l'on raporté nos Barques d'avis, premierement vers le Nord, mais ensuite elle a reviré vers l'Ouest, ce qui nous fait conjecturer qu'elle aura regagné la Riviere de Londres pour réparer ses Vaisseaux, & reparoître de nouveau en bon ordre. Nous sommes occupez ici à faire la même chose, & nous espérons d'être encore en Mer avant eux; & je suis certain que quand même la Flotte du Duc de *Beaufort* seroit à présent à la Rochelle, elle ne sera pas si-tôt ravitaillée que la notre sera en état de reparoître en Mer. La gloire que les Anglois ont remportée sur nous dans cette occasion, est dûë, selon toutes les aparences; premierement, au vent qu'il a plu à Dieu de leur rendre favorable; en second lieu, à ce que le calme nous empêchoit d'enfoncer l'Ennemi, & nous forçoit de rester tout d'un-côté sous le vent, ce qui étoit cause que l'Ennemi tiroit un double avantage du Lof; en troisieme lieu, l'Avant-& l'Arriere-Garde de la Flotte de l'Etat étoient trop éloignées du Corps de Bataille, qui, à cause du calme, ne pouvoit tirer de secours ni de l'une ni de l'autre & *vice versa*; enfin, sur tout parce que les quatre principaux Chefs de l'Avant-Garde ont été d'abord mis hors de Combat, les uns ayant eu leurs Vaisseaux criblez de coups, comme le Lieutenant-Amiral *Evertsz*, *Tyerck Hiddes de Vries* & le Vice-Amiral *Goenders*, & celui du Vice-Amiral *Bankert* étant coulé à fond, ce qui jetta la confusion dans

dans cette Avant-Garde qui prit la fuite. Aussitôt l'Avant-Garde de l'Ennemi, c'est à dire l'Escadre du Pavillon Blanc tomba avec les autres sur le Corps de Bataille de la Flotte de l'Etat commandée par le Lieutenant-Amiral *de Ruyter*, qui ne pût être secondé par l'Escadre du Lieutenant-Amiral *Tromp* qui poursuivoit l'Escadre Ennemie du Pavillon Bleu; ainsi *de Ruyter* fut obligé de se joindre aux Vaisseaux dispersez du Lieutenant-Amiral *Evertsz*, qui batant en retraite, ne pûrent se remettre en posture de faire tête.

On est ici fort mécontent, que nous ayons ainsi été exposez à deux Combats de cette importance sans avoir aucun secours de nos Alliez; & ce mécontentement ne manquera pas d'aller à l'excès, si nous sommes obligez d'en essuyer un troisième, dont nous sommes menacez, sans que la Flotte de France, commandée par le Duc de *Beaufort*, se joigne à la notre contre l'Ennemi commun.

Nous aurions fort souhaité qu'on nous eût envoyé une Copie du Raport fait par le Maître du Bâtiment Portugais dont vous parlez dans votre Lettre, ou du moins de la Lettre que Mr. *Colbert de Terron*, Intendant de Poitou, a écrite sur ce sujet au Roi, ou à quelques-uns de ses Ministres, afin que nous vissions sur quoi étoit fondé ce raport, & pourquoi l'on n'a pas de Lettre du Duc de *Beaufort* même: puis que cet avis & ce qui pouvoit y avoir de certain pourroit servir de baze à nos Délibérations.

Ce que vous avez dit au sujet du Pavillon me paroît si pereimptoir & si concluant,

536 *Lettres & Négociations entre*
que je ne doute pas que l'on y acquiesce
entièrement. Je suis, &c.

A Mr. le Conseiller Pensionnaire
JEAN DE WITT.

A la Campagne près de Fontainebleau le 13.
Août 1666.

M O N S I E U R ,

Depuis ma dernière du 6. du Courant, j'ai
reçu la votre en date du 5. Vous m'avez
fait plaisir de tenir secret le contenu de ma
Lettre du 30. du passé, car je crois que nous
sommes dans un tems où il faut feindre mê-
me avec nos amis, ce à quoi l'on ne peut re-
médier; & c'est le moyen d'éviter les mesin-
telligences, & de cacher à nos Ennemis pu-
blics & secrets ce que notre Etat craint d'un
refroidissement de l'amitié sincère qu'il culti-
ve avec cette Couronne. Je suis aussi d'avis
que nous devons suivre la maxime invariable
de rester inviolablement dans l'Alliance avec
ce Royaume-ci aussi long tems que de ce cô-
té-ci on n'entreprendra rien qui pût ensaper les
fondemens, & qui fût incompatible avec la
sûreté de la Republique, ce qui n'arrivera
pas, ce me semble, tant qu'il paroîtra que
l'on peut compter sur l'amitié de Leurs HH.
PP. 362. m'a confirmé de nouveau tout ce
que je vous ai écrit depuis peu par rapport aux
Païs-Bas Espagnols. Nous sommes en droit
de nous plaindre de ce que la Flotte de
Fran-

France n'avance pas , & reste si long-tems dans la Riviere de Lisbonne : mais je suis certain qu'on n'a pas crû ici qu'il faudroit tant de tems pour exécuter ce qu'elle a ordre de faire ; & de plus , il n'y a pas d'aparence qu'on ait eu en vûë d'exposer Leurs HH. PP. seules aux forces du Roi d'Angleterre , mais seulement de fournir le Portugal de plusieurs munitions qui lui manquerent , & disposer du Roi de Portugal , qui donnoit lieu de craindre , disoit-on , non seulement qu'il fît sa Paix , mais même qu'il n'entrât dans une Ligue offensive & défensive avec l'Espagne & l'Angleterre. Cette crainte est dissipée , & l'on m'a affirmé que le Roi se conduira de maniere à présent , que l'on aura lieu d'être content non seulement de sa sincérité , mais aussi de la vigueur avec laquelle il poussera la Guerre contre l'Ennemi commun. Je ne dis pas que pour cela on nous ôte toute raison de nous plaindre , mais je trouve si peu de sincérité & tant de foiblesse dans tous les autres Alliez de Leurs HH. PP. , & généralement dans tous les Conseils des Potentats de notre siècle , que je ne puis esperer rien de mieux d'ailleurs que ce que l'on nous promet ici.

Dans les disputes que j'ai eûes ici avec les Ministres sur les differens avec la Suède , je n'ai pas manqué de mêler les mêmes plaintes que vous avez faites à Mr. d'*Estrades* sur la partialité que l'on fait paroître ici : mais on me répond que c'est leur faire tort , puis qu'ils n'ont jamais eu en vûë que de mettre bien Leurs HH. PP. avec la Suède ,

& qu'ils n'ont fait que l'office de bons Médiateurs qui ne conseillent pas toujours à l'un & à l'autre Parti ce qu'ils jugent raisonnable, mais ce qu'ils jugent propre à les réunir; ce qui paroît assez en ce que les Suèdois se plaignent encore plus que nous de leur partialité, ce que je fais de bonne part.

Mr. *Colbert* a été cette semaine à Paris, en sorte que je n'ai pu obtenir une résolution finale sur ce qui concerne le Pavillon: Messieurs de *Turenne* & de *Lionne* nous secondent autant qu'ils peuvent dans cette affaire, aussi bien que dans celle des Manufactures, & dans les autres demandes moins importantes que j'ai faites en dernier lieu; je suis, &c.

A Mr. C. van BEUNINGEN, Ministre
Extraordinaire.

A la Haye le 19. Août 1666.

M O N S I E U R ,

La dernière que j'ai eu l'honneur de vous écrire étoit datée de Fleffingen du 12. de ce mois; j'ai reçu la votre du 13. & j'ai lu celle que vous aviez écrite le même jour à Mr. le Pensionnaire *Vivien*.

Après avoir contribué autant que j'ai pu avec les autres Seigneurs Députés de Leurs HH. PP., à donner les Ordres nécessaires pour reparer promptement la Flotte de l'Etat
qui

qui est dans le Wielinge, je suis revenu ici où je suis arrivé samedi au matin. Le Gros de la Flotte Angloise est resté en Mer; ceux qui la commandent ont seulement renvoyé les Vaisseaux les plus endommagés, entr'autres le *Royal Charles*, après qu'ils furent passés sur la *Royale Catherine*. Depuis ce tems-là, elle a croisé sur nos Côtes en s'étendant vers le Nord, & hier une partie étoit devant le Texel, & l'autre devant le Flie; le tems nous apprendra si elle restera-là, ou si elle avancera davantage vers le Nord. On travaille à force dans le Wielinge à remettre promptement notre Flotte en Mer en bon ordre; & suivant les derniers avis de Mrs. les Députés, elle sortira avant quinze jours, forte d'environ 80. Vaisseaux de guerre, 24. Brûlots, quelques Barques d'avis, & autres moindres Bâtimens: mais quand même elle ne seroit prête que quelques jours plus tard, comme cela arrive quelquefois dans de pareils embarras, je ne crois pas que la Flotte de France sera encore prête à nous joindre, ce qui seroit bien fâcheux; néanmoins vous verrez que cela sera infailliblement, puis que l'on n'a aucune nouvelle, ni par Terre, ni par Mer, du jour que Mr. de *Beaufort* comptoit de partir de devant Lisbonne, & qu'il lui faut du tems pour arriver à portée de faire la jonction.

Je vous envoie ci-joint, N^o. 1., Copie d'une Lettre de Mr. *Isbrandts* du 28. Juillet, avec le prétendu Acte de Neutralité dressé en Suède. Leurs N^{os} & G. P. l'ayant examiné, l'ont trouvé très capricieux & nullement

satisfaisant, & Elles prétendent une Promesse claire & nette, que la Couronne de Suède ne commettra aucune hostilité, ni contre Leurs HH. PP., ni contre aucun de leurs Alliez impliquez dans la présente Guerre avec l'Angleterre, & qu'Elle n'assistera pas contre Elles le Roi de la Grande Bretagne, directement, ni indirectement.

J'ai entretenu long tems hier le Comte d'*Estrades* sur ce sujet; je lui ai fait voir démonstrativement, & l'ai convaincu, si je ne me trompe, que cet Acte rend toutes promesses, déclarations & assurances obligatoires, seulement pendant le tems que le Roi de Suède agira comme Médiateur, puis que l'on y pose la Médiation pour base de cette Neutralité promise, en sorte que la cause cessant, les effets promis cessent infailliblement. J'ai remis à Mr. d'*Estrades* un Projet d'Acte qui comprend les intentions de Leurs N. & G. P., & qu'on pourra substituer aux derniers mots de l'Acte susdit. Vous trouverez ci-joint, No. 2. une Copie de ce Projet que Mr. d'*Estrades* s'est chargé d'envoyer d'abord à Mr. de *Pompe*. Je ne doute point que vous ne fassiez aisément comprendre au Roi, & à ses Ministres, que cet Acte n'est nullement satisfaisant, & que vous n'obteniez par conséquent que l'on envoie ordre à Mr. de *Pompe* d'appuyer les justes prétentions des Etats sur ce sujet.

Je vous avouerai naturellement, qu'en mon particulier; j'ai trouvé que cet Acte, tel qu'il avoit été dressé en Suède, non seulement n'étoit pas avantageux à l'Etat; mais même

même que son acceptation seroit très-préjudiciable ; & que j'aimerois mieux qu'on se passât d'une Promesse par écrit de garder la Neutralité, que d'accepter un Aête aussi désavantageux. Quoi qu'il en soit, Leurs N. & G. P. persistent dans la ferme résolution de ne promettre point d'argent, & encore moins d'en donner, avant que l'Etat trouve ses sûretés dans un Aête clair & formel de Neutralité, qui les convaine que leur argent ne sera pas employé contre Leurs HH. PP.

Vous saurez déjà sans doute, quelles Propositions les Ministres Suédois ont fait à la Cour d'Angleterre pour parvenir à moyenner la Paix, & quelle réponse peu satisfaisante ils en ont reçue ; jusques-là même que le Roi d'Angleterre a refusé jusqu'à présent de déclarer quelles sont les conditions auxquelles Sa Majesté souhaiteroit de faire la Paix ; & qu'après avoir rejeté la Suspension d'Armes, on a déclaré qu'on ne consentiroit pas à traiter ailleurs qu'à Londres, ou à Westminster.

Mr. l'Envoyé *Friquet*, qui m'a chargé de vous faire ses complimens, m'a fait entendre, que l'Empereur offriroit volontiers sa Médiation pour la même fin ; mais qu'il voudroit savoir auparavant si elle seroit agréable.

Je lui ai répondu que je ne croyois pas que la Médiation de l'Empereur fût moins agréable ici que celle de la Suède ; mais que je craignois qu'elle ne plût pas au Roi de France, & que nous n'accepterions jamais de Médiation qui ne fût en même tems agréable à

la France & au Dannemark. Je me suis chargé de vous prier de sonder comment l'on regarderoit où vous êtes la Médiation de l'Empereur.

Les Ministres de l'Electeur de Brandebourg qui sont ici, ont pris le Caractere d'Envoyez Extraordinaires, & demandent d'être traitez, par les Commissaires de Leurs HH. PP., par raport au Cérémonial, comme les Ministres des Têtes Couronnées qui sont revêtus du même Caractere; & qu'ainsi dans les Conférences qu'ils auront à la Cour, c'est à dire dans le Palais même de Leurs HH. PP., on leur donne la droite de la Table; nous n'avons fait aucune difficulté, puis que les Ambassadeurs des Electeurs & leurs autres Ministres sont traitez à la Cour des plus grands Rois, quant au Cérémonial, sur le même pied que ceux des Têtes Couronnées. C'est ce dont je vous prie de vous informer, & de me mander ce que vous en aurez appris.

Le Capitaine du *Buat* m'est venu communiquer hier quelques Lettres du Comte d'*Arlington* & de Mr. *Silvius* : comme j'étois fort pressé & sur le point de sortir, ce Capitaine me laissa quelques-unes de ces Lettres, afin que je puisse les lire à ma commodité; il laissa entr'autres, par inadvertance sans doute, une Lettre qui avoit pour adresse, *Pour vous-même*, qui contenoit des choses qui meritoient réflexion, ainsi que vous verrez par la Copie que je vous envoie; N^o. 3. En ayant fait part aux Etats de Hollande & de West-Frise, Leurs N. & G. P. en ont été

été fort irritées; ainsi le Sieur du Buat a été mené hier, par leur Ordre, à la Châtelénie de la Cour, & les Papiers que l'on a trouvez chez lui ont été saisis & examinés, & lui-même a déjà subi une interrogatoire; je vous informerai dans son tems ce que l'on découvrira.

Le même jour j'ai reçu une Lettre du Resident *Davidson* parti d'ici pour Londres il n'y a pas long tems; je vous en envoie aussi une Copie, N^o. 4. Vous serez surpris de voir avec quelle ingenuité l'Auteur exprime tout naturellement le dessein que le Roi de la Grande Bretagne a toujours eu de mettre la division entre l'Etat & ses Alliez; ce à quoi on a travaillé sans relâche de son côté; mais voyant à présent que la Flotte de France ne paroît pas, ils levent le masque, dans l'esperance que Leurs HH. PP. dépités du long retardement de cette Flotte. prêteront l'oreille à un Traité séparé: mais j'espère que le procédé de la France devenant plus réel & plus effectif, dissipera dans peu le mécontentement où l'on est ici à présent.

Le Lieutenant - Amiral *Tromp* ayant encore témoigné, depuis mon départ de Zee-lande, qu'il étoit mécontent du Lieutenant-Amiral *de Ruyter*, & Leurs N. & G. P. craignant que cela n'ait des suites préjudiciables, ont fait en sorte hier dans la Généralité, qu'on a mandé au Lieutenant - Amiral *Tromp* de se rendre ici, & l'on va mettre ordre à cette affaire suivant qu'on le jugera convenable pour le service de l'Etat. Dieu merci, tous les Membres de Leurs N. & G. P.

P. sont sur cet article d'un même avis, & ne souffriront pas que l'on donne la moindre atteinte à l'Autorité du Lieutenant - Amiral *de Ruyter* qui commande en Chef la Flotte de l'État. Je finis en vous recommandant à la garde du Tout-Puissant, & je suis, &c.

A Mr. C. van BEUNINGEN, Ministre
Extraordinaire.

De Middelbourg le 26. Août 1666.

MONSIEUR,

Ma dernière étoit de la Haye le 19. du courant; je n'ai point reçu de Lettre de vous par la dernière Poste.

Les Etats de Hollande & de West - Frise se sont séparés mardi dernier, & le lendemain je suis parti, par leur ordre, pour me rendre ici.

Lors que je partis d'ici la dernière fois, Mr. le Lieutenant - Amiral *Tromp* s'étoit rangé à son devoir, & son Different avec Mr. le Lieutenant - Amiral *de Ruyter* sembloit entièrement terminé; en sorte qu'il n'y avoit pas d'apparence qu'ils eussent quelque nouveau démêlé, & que le premier retombât dans la désobéissance pour son Général; néanmoins, quelques jours après mon arrivée à la Haye, Leurs N. & G. P. reçurent une Lettre du Lieutenant - Amiral *Tromp*, dans laquelle il accuse Mr. *de Ruyter* d'avoir
manqué

manqué à son devoir , & témoigne contre lui la plus violente animosité , pour ne pas dire le plus passionné desir de vengeance. C'est pourquoi Leurs N. & G. P. craignant avec raison le préjudice que ce démêlé pourroit causer dans le service sur la Flotte, sur tout si l'on en venoit encore à un Combat avec l'Ennemi, où la Republique pourroit être exposée par-là à quelque malheur irréparable ; Elles ont résolu, après avoir mûrement pesé ces considérations, & rapellé plusieurs autres desobéissances & brouilleries dudit *Tromp*, de lui retirer sa Commission & le priver de sa Charge de Lieutenant-Amiral; enfin, sur la présentation du College de l'Amirauté d'Amsterdam, de nommer en sa place le Colonel *Guillaume-Joseph de Genth* Lieutenant - Amiral de Hollande & West-Frise dans ce College. Après que cette démission fut arrêtée, *nemine contradicente*, on la tint secrette, & l'on fit en sorte dans la Généralité que Leurs HH. PP. envoyassent ordre à *Tromp* de se rendre ici sans délai : il y est arrivé lundi au matin, & a témoigné beaucoup de soumission, déclarant qu'il étoit prêt de donner à *de Ruyter* telle satisfaction, & lui témoigner telle soumission qu'il plairoit à Leurs N. & G. P. de lui ordonner; & même que si Leurs N. & G. P. le trouvoient à propos, qu'il consentoit qu'on donnât à un autre pour la premiere rencontre, le Commandement de son Escadre, se contentant d'agir en personne avec son Vaisseau, comme second du Lieutenant - Amiral *de Ruyter*, & qu'il feroit voir par des effets, qu'il

qu'il ne vouloit jamais l'abandonner, & qu'il sacrifieroit volontiers sa vie pour lui. Je fis raport de tout cela, *in amplissima forma*, le mardi au matin, dans l'Assemblée de Leurs N. & G. P., esperant que l'on revoqueroit, ou du moins qu'on changeroit la Résolution susdite; néanmoins on y persista vû le genie brouillon & changé de Mr. *Tromp*, & sur ce que l'on allegua, que lors qu'il se livroit à sa passion, il étoit incapable de se moderer, en sorte qu'il n'y avoit aucun fond à faire sur toutes ses promesses. Mardi dernier on fit part par Lettre, selon la coûtume, à Leurs HH. PP. de la Résolution prise sur ce sujet, dont je vous envoie Copie, & de la nomination du Colonel de *Gendt*; ce qui tint lieu de notification, selon l'usage, ainsi que celle que firent Mrs. de Zeelande de la nomination qu'ils ont faite du Vice-Amiral *Banckert* pour remplir le poste de Lieutenant-Amiral de leur Province, du Contre-Amiral *Evertsz* pour celle de Vice-Amiral, & du Capitaine *Jean Matbysz* pour celle de Contre-Amiral.

On travaille ici en diligence pour remettre au plutôt notre Flotte en Mer avant la fin de la semaine prochaine : & quoi qu'il soit à souhaiter que la Flotte de France fût à portée de nous joindre, il faudra n'y pas penser; parce qu'on ne peut conjecturer quand elle pourra être ici, & parce que la Flotte ennemie se tenant devant le Texel & le Flie, ou aux environs, nous craignons tous les jours de faire une perte considerable, parce que nous attendons tous les jours l'arrivée des
Vaif-

Vaisseaux des Indes, & de plusieurs Vaisseaux marchands richement chargez, ce qu'il faudra prevenir en hazardant encore une Bataille avec le secours du Ciel.

Mais, comme Leurs N. & G. P. apprehendoient que les Ennemis ne tentassent d'entrer dans la Rade du Texel, ou du Flie avec quelques Fregates & quelques Brûlots, pour brûler & ruiner les Bâtimens qui y sont, Elles en ont fait avertir à tems les Bateliers, & leur ont insinué jusqu'à trois fois par écrit, avec ordre exprès de leur part & de la part de Leurs HH. PP. de se retirer dans les Ports d'où ils sont venus; de plus, comme on connoît l'humeur de ces sortes de gens, on leur a envoyé en diligence Mr. le Bourguemaître *Hasselaer* avec ordre de faire partir sur le champ tous les Bâtimens marchands, & de se servir des Convoyeurs pour y contraindre les desobéissans; on a même obtenu une pareille Commission de la part des Etats Généraux pour Mr. *Baert* de Frise. Mais les Maîtres de ces Bâtimens n'ayant pas obéi aux précédentes, insinuant, & Mrs. *Hasselaer* & *Baert* s'étant rendus au Texel pour y exécuter leur Commission, l'Ennemi est entré le 19. dans le Flie, au moment que ces deux Seigneurs venoient d'arriver; il y avoit sur cette Rade plus de 150. Bâtimens, l'Ennemi parût avec un ou deux Vaisseaux de guerre, six Brûlots & plusieurs Galiottes, en tout 22. voiles & plusieurs Chaloupes remplies de Soldats, & ils ont brûlé deux Fregates d'Amsterdam qui servoient de Convoi, & tous les Bâtimens marchands, à la reserve de
douze.

douze seulement; ensuite ils mirent le feu à un Village dans l'Isle de *Schelling*, après quoi ils se retirèrent vers leur Flotte.

Peu de tems après un Vaisseau de guerre Anglois nommé le *Breda*, du port de 46. pièces de Canon qui venoit joindre la Flotte avec quelques Bâtimens Anglois chargez de provisions, a échoué près du Texel sur le Banc nommé le *Keyfers - Plate*. Ceux du *Gelder* & du *Texel* s'avancèrent d'abord avec de petits Bâtimens armez, ce qui fit prendre aux Anglois la résolution de brûler leur Vaisseau de guerre; néanmoins on en a conduit au *Gelder* environ 160. prisonniers.

Leurs HH. PP. ont appris avec bien de la satisfaction, que sur les plaintes faites à Mr. l'Ambassadeur d'*Estrades*, le Roi de France a retiré tous les Passeports, qui avoient été accordez à quelques Vaisseaux pour aller & venir en Angleterre & en Ecosse, & y trafiquer: vous aurez soin de le témoigner à Sa Majesté, ou à ses Ministres, & de leur en faire un compliment.

Quoi que, selon ce que je vous ai marqué ci dessus, je voye peu d'apparence à une jonction, il faudroit cependant terminer par provision & regler par écrit ce qui concerne le salut & le contre-salut du Pavillon, conformément à la déclaration de feu le Lieutenant-Amiral *Jean Evertsz*, de glorieuse memoire, que je vous ai envoyée; ainsi j'attends par la premiere Poste les effets des instances que vous aurez déjà faites, & de celles que vous ferez encore; & je crois qu'il seroit à propos qu'en m'adressant vos Dépêches à
l'ordi-

l'ordinaire à la Haye, vous m'en envoyassiez un double à Fleffingue à l'Auberge de la Poire; puis qu'il pourroit arriver que les vents contraires, ou quelque'autre contretems retiendroient encore quelque tems la Flotte sur cette Rade, en sorte que nous serions obligez de rester ici; & si vous aviez quelque'avis à donner, ou de l'arrivée de la Flotte de France, ou du tems auquel on conjecture qu'elle pourroit être ici, il seroit avantageux que nous en reçussions ici la nouvelle.

J'ai laissé ordre à mon Commis de vous mander de la Haye ce que l'on aura découvert depuis ma dernière du 19., dans les interrogatoires du *Buat* qui est à présent en prison dans la Voorpoorte: il avoit avoué dans le dernier interrogatoire, qu'il n'a rien fait que de concert & avec l'avis de Messieurs *Kievit* & *Vanderhorst*, tous deux de Rotterdam, dont le dernier a été Conseiller - Député de Leurs N. & G. P., & l'autre l'est depuis le mois de Mai de cette année. Et comme on a découvert, & qu'il a avoué lui-même qu'il avoit dressé & écrit certain prétendu rapport qu'auroit fait Mr. de *Sommelsdyck* revenu de la Flotte, où il avoit été sur le Vaisseau du Lieutenant - Amiral *Tromp*; Leurs N. & G. P. ont jugé ledit *Kievit* coupable, & ont ordonné qu'il seroit exclus du College des Conseillers-Députés, de l'Assemblée des Etats & de la Généralité, d'autant que ledit rapport a été jugé un Libelle séditieux, & que Mr. de *Sommelsdyck* a déclaré qu'il étoit faux à plusieurs égards: cependant il a été imprimé & publié par les
soins

soins de la Femme de Mr. *Kievit*, & d'une autre Dame, toutes deux Sœurs du ci-devant Lieutenant-Amiral *Tromp*.

Les Etats Généraux ne sont pas contents du projet d'Acte de Neutralité que Mr. *Isbrandts* a envoyé depuis peu, & souhaitent qu'il soit corrigé conformément à ce que je vous ai mandé sur ce sujet par la dernière Poste. Ainsi il sera à propos que vous représentiez au Roi & à ses Ministres, l'insuffisance de cet Acte, & que vous les engagiez à envoyer ordre aux Ministres de France qui sont à Stockholm, d'interposer leurs bons offices pour le faire dresser ainsi que Leurs HH. PP. le souhaitent. Je suis, &c.

A Mr. le Conseiller Pensionnaire
JEAN DE WITT.

De Paris le 20. Août 1666.

MONSIEUR,

J'ai eu l'honneur de vous écrire le 13. du courant, & de recevoir la votre du 12. en son tems.

On a reçu ici des avis certains de Nantes, qu'il y étoit arrivé du Tage un Vaisseau de guerre de la Flotte du Duc de *Beaufort*, nommé le *S. Joseph*, dont on a appris que cette Flotte est sortie du Tage le 22. du mois dernier, sans attendre ce Vaisseau qui avoit encore besoin de quelque tems pour être épalmé,

mé, & qui pour cette raison à mis à la voile deux jours après le départ du Duc, qui n'avoit pas attendu l'arrivée de la Reine de Portugal; mais l'équipage du *S. Joseph* rapporte, qu'ils ont découvert près des Barlingues environ à 20. lieues de Lisbonne dix Vaisseaux qu'ils jugent être ceux qui convoyent cette Princesse. Ainsi, on attend ici à toute heure la nouvelle si désirée de l'arrivée de la Flotte du Roi à Belle-Ile; en sorte que l'on puisse concerter avec Leurs HH. PP. sur les moyens d'employer avec le plus d'effet les Forces marines du Roi & de Leurs HH. PP. contre l'Ennemi commun.

Aussi-tôt qu'on eût reçu cette nouvelle, je proposai à Mr. *Colbert* s'il ne seroit pas à propos que l'on dépêchât promptement quelqu'un d'ici pour aller conférer, *in eventum*, avec les Députés Plénipotentiaires de Leurs HH. PP. sur la Flotte, & prendre des mesures avec eux, afin de ne pas perdre, à l'arrivée du Duc de *Beaufort*, des momens précieux que l'on doit ménager avec soin de part & d'autre. Ce Ministre s'est chargé d'en parler au Roi. J'ai fait de vains efforts ce matin pour savoir quelle Résolution on avoit pris, parce que Mr. *Colbert* & les autres Ministres sont à Vincennes auprès du Roi depuis hier après-midi: j'irai cet après-midi, afin de vous informer avant de fermer celle-ci de ce que j'en apprendrai.

On attend ici avec impatience la nouvelle que la Flotte Angloise qui étoit avancée le 10. sur nos Côtes, comme vous l'avez marqué, aura fait voile vers la Tamise pour s'y
repa-

reparer ; car on juge qu'alors la jonction se pourroit faire sans danger , & que le plus court moyen seroit , comme on me l'a encore fait entendre hier , que la Flotte de Leurs HH. PP. doublât le Pas de Calais pour venir à la rencontre de la Flotte de France , plutôt que de s'exposer de nouveau à une Bataille , d'autant plus encore qu'en prenant cette route , ils assureront le retour des Vaisseaux des Indes que l'on attend à tous momens : je laisse à ceux qui ont plus de connoissance que moi & qui sont chargez de ces affaires , à juger si cet expedient est à rejeter , pour moi il me semble que non , dans la conjoncture présente.

On a pris ici avec plaisir , que vous vous êtes tant intéressé avec les Députez Plénipotentiaires de l'Etat pour retablir la bonne intelligence & la concorde entre les Officiers de la Flotte , & empêcher sur tout , que ce que l'on a remarqué dans la dernière Bataille de la conduite du Lieutenant - Amiral *Tromp* , ne cause quelque dégoût , dont Mr. de *Turenne* , dont le jugement est de poids dans cette affaire , craint fort les suites. Je ne doute pas que votre prudence ne remédie à tout.

J'ai encore recommandé hier à Mr. *Colbert* l'affaire du contre-salut du Pavillon de Leurs HH. PP. , & je lui ai représenté très-sérieusement , que ce que Leurs HH. PP. desiroient sur ce point ne pouvoit souffrir de dispute ; & entr'autres , je me suis servi fort à propos de ce que vous m'avez marqué , que l'on ne prétend en ceci faire aucune différence
entre

entre le Roi de France & le Roi d'Angleterre. Je lui ai aussi fait entendre que cette affaire ne souffroit pas de délai, & il m'a paru que je l'ai convaincu, au moins ne m'a-t-il rien répliqué, & s'est chargé d'en faire rapport au Roi.

On a toujours considéré ici la défense de transporter en Angleterre aucune des choses qui servent à la construction, ou à l'équipement des Vaisseaux, comme un moyen qui pouvoit contribuer à dégoûter les Anglois de la guerre; or comme ces matériaux viennent particulièrement des Pais dépendans de la Suède, on fait auprès de cette Couronne toutes les instances imaginables pour l'engager à défendre la sortie de ces matériaux pour être transportez en Angleterre; mais on désespere de l'obtenir, & quand on l'obtiendrait, que cette défense fût fidèlement observée; sur tout, parce qu'on ne peut répondre à une objection que fait la Cour de Suède; savoir, que si l'on ne peut envoyer en Angleterre ces matériaux dont ses Sujets ont provisions, ils leur resteront sur les bras, ce qui leur causera une grosse perte; c'est ce qui a fait penser ici que Leurs HH. PP. & cette Couronne pourroient acheter ces matériaux à un prix raisonnable, & sur le pied dont on pourroit en convenir avec la Cour de Suède. Comme Mr. *Colbert* m'en a fait la Proposition, j'ai crû devoir vous en informer, afin que Leurs N. & G. P. voyent si Elles doivent mettre la chose en Délibération. Je suis, &c.

A Mr. le Conseiller Pensionnaire
JEAN DE WITT.

De Paris le 21. Août 1666.

MONSIEUR,

Mr. de *Bellefont*, premier Maître d'Hôtel du Roi, part ce soir en poste pour concerter avec vous & les autres Députés Plénipotentiaires de Leurs HH. PP. sur la jonction des Flottes. Ce départ m'a donné occasion de recommander tout de nouveau à Mrs. *Colbert* & de *Lionne*, que l'on prenne une résolution à la satisfaction de Leurs HH. PP. ainsi qu'il est raisonnable, sur le salut du Pavillon; le premier m'a répondu, que le Roi regleroit cette affaire, & rien autre chose; ainsi je croirois volontiers que Mr. de *Bellefont* a ordre de s'expliquer sur cela, & je l'ai prié de le demander. C'est un Seigneur qui est estimé à la Cour & dans la faveur auprès du Roi par sa naissance & à cause des Charges qu'il a eues à la guerre, & qu'il a encore à la Cour, & à cause de sa grande capacité & de son experience. Je ne doute point qu'on ne le reçoive d'une manière à le renvoyer content pour ce qui le concerne personnellement, aussi-bien que pour la Commission dont il est chargé. Je suis, &c.

P. S. J'ai vû une Lettre de Mr. de *Beaufort* du 17. du passé qui confirme ce que le
Capi-

Mrs. J. de Witt. & C. van Beuningen. 553

Capitaine du *S. Joseph* a raporté à Nantes touchant son départ; car on y voit qu'il étoit résolu de partir vers le tems que ce Capitaine a dit.

A Mr. le Conseiller Pensionnaire
JEAN DE WITT.

De Paris le 27. Août 1666.

MONSIEUR,

Depuis ma dernière du 21. j'ai reçu l'honneur de la votre en date du 19. J'y ai appris, aussi-bien que par celle des autres Députés de Leurs HH. PP., avec quelle diligence on travaille à reparer la Flotte de l'État, pour la remettre en état de paroître en Mer au plutôt & en bon ordre; j'ai communiqué ici cette bonne nouvelle que l'on a reçûe avec beaucoup de plaisir; mais on souhaite que l'on ne s'expose pas de nouveau à un Combat sans avoir été joints par la Flotte de France.

J'ai représenté à Mr. de *Lionne* les raisons pour lesquelles Leurs N. & G. P. ne peuvent acquiescer à l'Acte de Neutralité tel que la Regence de Suède l'a delivré à Mr. *Isbrandts*; & son Excellence s'est chargé d'écrire à Mr. de *Pomponne* de seconder Mr. *Isbrandts* dans l'exécution des Ordres qu'il recevra sur cet article.

Il y a aparence que le Roi d'Angleterre ne

A a 2

té-

témoigne tant d'éloignement pour toutes sortes d'ouvertures pour convenir d'un endroit où ses Ministres, ceux de Leurs HH. PP. & de leurs Alliez pussent conférer, que parce qu'il espere toujours de separer Leurs HH. PP. de leurs Alliez par une Paix à part : c'est pourquoi je crois que l'on doit éviter de lui en donner la moindre esperance. Les Anglois & leurs Partisans n'oublient rien ici pour y repandre des soupçons sur cet article, & d'exciter, s'ils pouvoient, tant de défiance, que l'on pensât de part & d'autre à se prevenir l'un l'autre : mais je ne m'aperçois pas qu'il y ait ici la moindre disposition à donner dans ces sortes d'artifices, à moins que les mauvaises menées découvertes depuis peu dans la Republique, & qui semblent y concourir, ne viennent à réussir, alors il y auroit tout à craindre. J'ai communiqué ici ce que vous m'avez mandé sur ce sujet, & j'ai remarqué que cette confiance a fait plaisir, autant que la découverte de la chose même ; puis que l'on espere que cela servira à faire ouvrir les yeux à ceux qui sont innocens, & à intimider les mal-intentionnez ; en sorte qu'il ne leur prenne pas envie de troubler la sûreté & le bonheur de l'Etat, pour satisfaire à leur ambition.

J'ai fait part aussi des Propositions que l'on vous a faites touchant la Médiation de l'Empereur ; mais on m'a fait entendre qu'on ne pouvoit l'accepter, parce, dit-on, que l'on fait que la Maison d'Autriche juge qu'il est de son intérêt que cette Guerre ne finisse pas si-tôt, sur tout parce qu'Elle craint que la
fin

fin de celle-ci ne soit le commencement d'une autre entr'Elle & le Roi de France.

J'ai parlé, de ce qui concerne les Ministres des Electeurs, à Mr. Girault Commis de Mrs. les Introduceurs des Ambassadeurs à cette Cour-ci : il m'a dit qu'il y avoit plusieurs années qu'il n'y avoit pas eu ici d'Ambassadeurs d'Electeurs, & que, comme les Electeurs avoient refusé ci-devant au Roi le titre de Majesté, on n'a point voulu accorder à l'Ambassadeur d'un Electeur de se couvrir ; mais que comme on a donné satisfaction au Roi depuis ce tems-là, il y avoit apparence qu'on leur accorderoit à présent l'honneur de se couvrir, comme on l'a accordé aux Ambassadeurs de Genes & de Mantouë ; en sorte que les Electeurs seroient traitez comme les Têtes Couronnées en ce qui est de plus essentiel ; toute la difference consistant en ce que les Ambassadeurs de Roi sont conduits à l'Audience par un Prince, & ceux des autres Etats par un Maréchal de France ; il y a aussi quelques Princes & Etats pour les Ministres desquels les Gardes ne se mettent pas sous les armes ; mais cela est moins essentiel, & il me semble que cela ne fait rien à la préséance que les Députez Extraordinaires de l'Electeur prétendent dans leurs Conférences avec les Commissaires de Leurs HH. PP. dans le propre Palais des Etats Généraux.

Ce que l'on apprend ici de la desunion qui est entre Mrs. de Ruyter & Tromp donne beaucoup d'inquiétude, d'autant plus que l'on apprend en même tems qu'il y a plusieurs Of-

iciers & Matelots sur la Flotte qui prennent Parti, & que ce mal se communique jusqu'au petit Peuple. On se flatte que la Re-
gence trouvera les moyens d'y remédier & de retablir la concorde. Mr. d'*Estrades* a ordre d'y contribuer autant qu'il dépendra de lui, mais toujours de concert avec vous. Je suis, &c.

P. S. Je ferme celle-ci sans apprendre que la Cour ait encore reçu des nouvelles du Duc de *Beaufort*.

A Mr. le Conseiller Pensionnaire
JEAN DE WITT.

De Vincennes le 28. Août 1666.

MONSIEUR,

Le Roi a reçu ce matin des avis certains que sa Flotte commandée par Mr. le Duc de *Beaufort*, est partie le 22. du passé de l'embouchure du Tage, sans attendre l'Escadre qui sert de Convoi à la Reine de Portugal, & qu'elle est arrivée à bon port à la Rochelle il y a quatre jours. Un de ses Vaisseaux nommé le *César* a été séparé des autres sur la route par un orage; mais on espere qu'il rejoindra bien-tôt. Les vivres qu'on avoit donné ordre d'ici, d'envoyer à sa rencontre à Belle-Isle, lors que notre Flotte étoit devant la Tamise, ont été contreman-
dez;

dez; ainsi le ravitaillement se fera à la Rochelle, & Mr. *Colbert* croit qu'il ne faudra pour cela que deux ou trois jours.

Le Roi persiste dans l'intention de faire joindre les deux Flottes aussi-tôt qu'il se pourra; mais comme la sienne n'est pas assez forte pour faire tête aux Anglois, il faudra attendre que la Flotte de Leurs HH. PP. lui fournisse une occasion de faire cette jonction avec sûreté; on croit généralement que le meilleur seroit que la Flotte de l'Etat sortît d'abord du *Wielinge* avec tous les Vaisseaux qui sont prêts, & sans attendre ceux qui ne le sont pas, & qu'entrant dans la Manche, elle allât chercher le Duc de *Beaufort* où il se trouvera: j'ai représenté que l'on pourroit dès à présent envoyer ordre au Duc de *Beaufort* de doubler la pointe du *Conquet*; mais Mr. *Colbert* juge qu'il n'y auroit point de sûreté, & croit qu'il fust qu'il avance par provision jusqu'à *Belle-Isle*, jusqu'à-ce que l'on sache ce que Leurs HH. PP. auront résolu sur la sortie de leur Flotte. Leurs HH. PP. apprendront de Mr. de *Bellefont* ce que le Roi a résolu de plus, avant le départ de celle-ci.

J'ai encore pressé l'affaire du contre salut, & à mon grand chagrin je n'ai pû avoir d'autre réponse, sinon, que le Roi attendoit dans deux ou trois jours de nouvelles informations, & que l'on trouvoit que les Commandans des Escadres du Roi dans la Méditerranée avoient seulement rendu le salut du canon à ceux de Leurs HH. PP.; sur tout dans une rencontre que Mr. *du Quesne*, commandant

dant une Escadre de France, avoit faite d'une Escadre de Leurs HH. PP.; j'ai répondu que cela devoit être considéré comme une contravention, dont on ne pouvoit faire une règle; mais je ne sai si j'ai persuadé.

On espere que l'Escadre qui a conduit la Reine de Portugal reviendra encore assez à tems pour rejoindre le Duc de *Beaufort*; alors la Flotte Françoisse sera de 46. Vaisseaux de guerre sur lesquels il y a 15. mille hommes, & qui seront accompagnez de 15. ou 16. Brûlots.

On voudroit volontiers cacher cette nouvelle aux Anglois; mais comme on appréhende qu'elle ne puisse être secrette, on juge que pour les prevenir il faut se hâter. Je suis avec respect, &c.

Il y a deux Copies de cette Lettre qui diffèrent en quelque chose, ainsi pour plus d'exactitude, voici l'autre.

A Mr. le Conseiller Pensionnaire
JEAN DE WITT.

De Vincennes le 28. Août 1666.

MONSIEUR,

Le Roi a reçu ce matin des avis certains que sa Flotte, commandée par Mr. le Duc de *Beaufort*, est partie le 22. du passé de l'embouchure du Tage, sans attendre l'Escadre qui

qui sert de Convoi à la Reine de Portugal, & qu'elle est arrivée à bon port à la Rochelle il y a quatre jours. Un de ses Vaisseaux nommé le *César* a été séparé des autres sur la route par un orage, mais on espere qu'il rejoindra bien-tôt : les vivres qu'on avoit donné ordre d'ici d'envoyer à sa rencontre à Belle-Isle, lors que notre Flotte étoit devant la Tamise ; ont été contremandez ; ainsi le ravitaillement se fera à la Rochelle, & Mr. *Colbert* croit qu'il ne faudra pour cela que deux ou trois jours.

Le Roi persiste dans l'intention de faire joindre les deux Flottes aussi-tôt qu'il le pourra ; mais comme la sienne n'est pas assez forte pour faire tête aux Anglois, il faudra attendre que la Flotte de Leurs HH. PP. lui fournisse une occasion de faire cette jonction avec sûreté. On croit généralement que le meilleur seroit que la Flotte de l'Etat sortît d'abord du Wielinge avec tous les Vaisseaux qui sont prêts, & sans attendre ceux qui ne le sont pas ; & qu'entrant dans la Manche elle allât chercher le Duc de *Beaufort* où elle le trouvera, pendant que les Anglois sont devant le Texel. Mr. de *Turenne* juge cet expédient si praticable qu'il ne croit pas qu'on y puisse rien objecter. Aussi-tôt que j'ai été informé de cette nouvelle, j'ai représenté à Mr. *Colbert*, qu'on pouroit dès à présent envoyer ordre à Mr. de *Beaufort* de doubler l'Isle d'Ouessant ; mais il juge qu'il n'y auroit pas de sûreté, & croit qu'il suffit qu'il avance par provision jusqu'à Belle-Isle, jusqu'à ce que l'on sache ce que Leurs HH. PP. ré-

soudront sur la sortie de leur Flotte. Vous apprendrez de Mr. de *Bellefont* ce que le Roi aura résolu de plus ; avant le départ de celle-ci, dont je charge un Exprès dépêché par le Roi : j'ai encore pressé l'affaire du contre-salut ; mais je n'ai pû tirer d'autre réponse que celle que l'on m'a déjà donnée, que le Roi attend dans deux jours quelques informations, & que l'on trouve que les Commandans des Escadres du Roi dans la Méditerranée n'ont pas rendu le salut du Pavillon ; sur tout dans une rencontre que Mr. du *Quefne*, qui commandoit une Escadre Françoisse, a faite d'une Escadre de Leurs HH. PP. ; j'ai répondu que cette rencontre devoit être considérée comme une contravention qui ne pouvoit fonder une regle ; mais je ne sai si j'ai persuadé.

On espere que l'Escadre qui a conduit la Reine de Portugal, sera encore de retour à tems pour rejoindre la Flotte du Duc de *Beaufort*, & alors sa Flotte seroit de 46 Vaisseaux de guerre, sur lesquels il y auroit 13 mille hommes, & qui seroient accompagnés de 15. ou 16. Brûlots.

Il seroit tems d'engager le Roi de Danemark à joindre une partie de ses Forces à la Flotte de Leurs HH. PP. ; ainsi il seroit à propos d'informer la Cour de Coppenhague de cette nouvelle, afin que l'on travaille aux préparatifs ; je ne sai si l'on écrit directement d'ici, car je n'ai presque pas eu le tems d'en parler à Mr. *Colbert*, & je n'ai point trouvé d'autre Ministre à la Cour.

J'ai représenté qu'il me sembloit qu'on devoit.

devoit arrêter les Lettres qui partent aujourd'hui pour l'Angleterre, pour ôter aux Anglois la connoissance de ce qui se passe; quoi qu'ils puissent aisément tout apprendre par la voye des Pais-Bas: ainsi l'on ne peut mieux faire pour les prevenir que de se hâter, puis qu'on ne peut y employer le secret. Je suis, &c.

A Mr. C. van BEUNINGEN, Ministre
Extraordinaire.

A Fleissingue le 31. Août 1666.

MONSIEUR,

Nous avons reçu ici vendredi & aujourd'hui vos deux Lettres, l'une du 21. à mon adresse, & l'autre du 28. qui étoit pour Mrs. les Députez Plénipotentiaires de Leurs HH. PP. sur leur Flotte. Nos Dépêches communes vous instruiront de ce que nous avons fait sur leur contenu, & à l'arrivée de Mr. le Marquis de *Bellefont* & de Mr. d'*Estrades* qui sont ici, & avec lesquels nous avons concerté; je n'ai rien à y ajouter.

On nous mande de Hollande que Mr. *Kievit* a disparu, & qu'il s'est retiré en Brabant; si cela est, c'est une preuve que sa conscience témoigne contre lui; d'autant plus qu'il avoit reçu une Lettre de Leurs N: & G. P: qui le renvoyoit par devant la Cour de Hollande; pour être informé contre lui sur la composition d'un certain prétendu rapport de ce

qui s'étoit passé dans le dernier Combat naval, & dont je vous ai déjà parlé dans ma Lettre du 26., en sorte qu'il devoit comparoitre devant la Cour.

Il y a aparence qu'après l'exécution de la Flotte Angloise dans le Flie, elle se retirera vers Harwich ou dans la Tamise, pour se radoubier & se pourvoir de provisions. Je suis, &c.

A Mr. C. van BEUNINGEN, Ministre
Extraordinaire.

A Fleffingue le 3. Septembre 1666.

MONSIEUR,

J'ai reçu aujourd'hui votre Lettre du 28. du passé dont le contenu est presque le même que celle adressée à Mrs. les Députez Plénipotentiaires de Leurs HH. PP. sur leur Flotte; comme on y a répondu de leur part, je n'ai rien à y ajouter.

La Flotte qui est toute prête à mettre à la voile demain, si le vent est favorable, consiste en 80. bons Vaisseaux de guerre & Frégates, 15. Brûlots, quelques Barques d'avis, Galiotes & autres petits Bâtimens; 9. autres Brûlots doivent venir du Texel pour la joindre, & nous leurs avons envoyé ordre hier de se rendre ici en diligence, afin de recevoir leurs Ordres au Wielinge; puis qu'il n'y a point d'aparence que la Flotte fasse à présent cours vers le Nord: ainsi nous avons

comy.

commandé deux Fregates & un Yacht pour servir de Convoi aux Brûlots jusqu'à-ce qu'ils eussent joint la Flotte.

L'inquiétude où l'on a été à la Cour où vous êtes, à cause des brouilleries survenue's sur la Flotte n'ont plus de fondement, Dieu merci; & l'on a été si peu affligé de ce qui est arrivé au Lieutenant - Amiral *Tromp*, quand on a sù la nomination du Lieutenant-Amiral *de Gendt*; que j'aurois eu de la peine à le croire si je n'en avois été témoin oculaire; sur tout, les Officiers Généraux & les Capitaines paroissent très-contents, & de la meilleure intelligence du monde, & l'on voit par un eux une affection toute fraternelle: ce qui est de plus fâcheux, c'est qu'il a falu remplacer les Matelots morts ou blesez par des Soldats; néanmoins, si le Ciel nous préserve des maladies, qui ont coûtume de regner sur les Vaisseaux à la fin de l'année, notre Flotte sera passablement pourvue d'hommes.

Il est certain que les Anglois prendront de l'eau & des vivres avec le plus de diligence qu'il leur sera possible, & que par conséquent ils se remettront bien-tôt en Mer; ainsi il est de la dernière importance que l'on presse le départ de Mr. de *Beaufort*, pour se rendre de ce côté-ci.

Nous avons coûtume de ne pas fermer les instructions de Mr. de *Ruyter* en qualité de Général de la Flotte avant qu'il soit en Mer, tant afin de nous regler sur les derniers avis que nous recevons, que pour rendre ces instructions d'autant plus secretes: j'aurai soin,

selon ma coûtume, qu'aussi-tôt qu'elles seront arrêtées, vous en ayez une Copie; quoi que nous ayons tout lieu de nous plaindre de n'avoir encore eu aucune satisfaction à cet égard de la part de la Cour de France; mais j'espère toujours que l'on en agira avec plus de confiance, & qu'on l'a commencera par nous envoyer Copie des instructions que l'on donnera au Duc de *Beaufort*, & des Ordres qu'on lui enverra de tems en tems; afin de ne nous pas obliger à imiter leur mauvais exemple. Je suis, &c.

A. Mr. C. van BEUNINGEN, Ministre
Extraordinaire.

*De dessus le Vaisseau les sept Provinces, fai-
sant voile environ à 3. lieues de Walcheren
le 5. Septembre 1666..*

MONSIEUR,

Plusieurs raisons vouloient que nous fissions faire voile à notre Flotte vers le Nord, pour y croiser entre nos Côtes & le Banc des Dogues, pour couvrir les Vaisseaux que nous attendons du Nord; entr'autres tous les Vaisseaux des Indes, qui n'ont point reçu les Ordres des Directeurs que vous aviez envoyez à Fayal; parceque la Personne qui en étoit chargée avoit ordred'y attendre jusqu'au 25. de Juillet; & comme alors ces Vaisseaux n'y étoient pas encore abordez, cette Personne est venuë ici avec ses Dépêches. Cette
raison.

raison d'envoyer notre Flotte vers le Nord : est fortifiée de l'avis que nous avons reçu, que le 14. ou le 15. du mois dernier, les Anglois ont détaché de ce côté-là 12 Vaisseaux de leur Flotte commandez par le Major *Hollis*, & nous ne savons pas si cette Escadre est encore dans ces Parages, ou si elle a rejoint son Pavillon. Néanmoins, comme vous nous avez donné avis que l'on compte, que la Flotte du Roi commandée par le Duc de *Beaufort* pourroit être ravitaillée en moins de trois jours, & se trouver en état de faire cours de ce côté-ci, nous avons passé sur toutes les considérations précédentes pour nous arrêter à celle-ci seulement ; savoir, que pendant que notre Flotte seroit du côté du Nord : celle d'Angleterre pourroit sans peine doubler le Pas de Calais, & aller ruiner celle de France. Que s'ensuit-il de tout cela, sinon, qu'il est de la dernière nécessité que la Flotte de France fasse toute la diligence possible ; d'autant plus que tous les avis que nous avons portent, que la Flotte Angloise est rentrée dans ses Bayes pour ravitailler, & que l'hiver approche ; ainsi, Monsieur, il est très-important que nous soyons promptement avertis, quel fond nous avons à faire sur la Flotte de France, afin que nous prenions nos mesures, & que nous pensions à nos propres intérêts ; je suis, &c.

A Mr. le Conseiller Pensionnaire
JEAN DE WITT.

De Paris le 3. Septembre 1666.

MONSIEUR,

J'ai reçu l'honneur de la votre du 26. du passé : ma dernière étoit du 27.

On a été fâché ici d'apprendre que la conduite du Lieutenant-Amiral *Tromp* a obligé Leurs HH. PP. de se priver d'un Officier aussi vaillant & aussi expérimenté ; mais on convient en même tems avec Leurs N. & G. P., que l'on doit avec soin maintenir l'autorité d'un Général contre la désobéissance de ses Officiers, & le respect dû au Gouvernement en la Personne de ceux qu'il employe ; & qu'ainsi le mal n'est pas aussi grand qu'on l'avoit craint, puis que Mr. de *Bellesfont* a rapporté, que les changemens que Leurs HH. PP. ont faits, n'ont pas causé le moindre mouvement parmi les Matelots de la Flotte ; autant que je puis m'en être aperçu par quelques discours qui m'ont été rapportez, on seroit assez disposé ici à attirer * *Tromp* au service de cette Couronne ; mais avec l'approbation de notre Regence, & sur tout avec la votre.

La Cour est attentive à la Sentence que l'on rendra contre *Buat* & ses Complices ; puis-

* Voyez la Lettre d'*Estrades* au Roi du 26. Août 1666, Tome III.

puis qu'il paroît qu'ils ont travaillé à former une Faction en faveur des Anglois, pour se-
parer Leurs HH. PP. de cette Couronne.

Mr. de Bellefont est très-satisfait de la ma-
niere naturelle & sincere avec laquelle vous,
les autres Députez, & même Mr. de Ruyter;
en avez agi avec lui; & il a fait au Roi un
raport très-avantageux des dispositions où il
vous a trouvé d'agir sincerement de concert
en toutes choses avec Sa Majesté; & l'on
m'assure que de ce côté-ci on agira de même
avec Leurs HH. PP.

Il me semble que rien n'est plus avantageux
pour notre Republique, non seulement, que
de rester étroitement unie avec cette Couron-
ne; mais même de faire en sorte que person-
ne n'ignore cette intime union; car quoi que
nous souffrions beaucoup dans cette Guerre
contre l'Angleterre, nonobstant que le Roi
s'est déclaré pour nous; cependant, selon
toutes les apparences humaines nous ne pou-
vons succomber tant que la France sera dans
nos intérêts, & nous avons ôté à nos En-
nemis l'esperance d'être, *bello superiores*; s'ils
eussent attiré la France dans leurs intérêts;
ce qui les contraindra de penser enfin à la
Paix.

Je me suis acquité du compliment dont
vous m'aviez chargé, touchant la revocation
des Passeports pour transporter ici des Den-
rées d'Angleterre; & l'on m'a assuré que le
Roi persistera constamment dans cette Résol-
ution; mais en même tems on s'est plaint
que l'on faisoit entrer toute sorte de Denrées
d'Angleterre dans les Provinces-Unies par
les

les Païs-Bas Espagnols ; en sorte que les Anglois disoient eux-mêmes , que la défense que nous avons faite de transporter leurs Denrées dans les Ports de la République , ne leur avoit fait aucun préjudice. Je vous prie de me mander ce qui en est ; car je suis informé d'ailleurs que les Ordonnances de Leurs HH. PP. à cet égard sont très-mal observées.

La Lettre ci-jointe de Mr. *Zeeftet* vous instruira de ce qu'il dit ici touchant la jonction des Flottes : son Excellence voulut que j'y répondisse , ce que j'ai fait de la manière que vous le verrez dans la Copie de ma réponse aussi ci-jointe ; si cela s'accorde avec vos intentions , je vous prie d'envoyer la Lettre & la réponse à Mr. *le Maire*.

Mr. *Colbert* m'a dit que la Flotte du Roi fera voile pour le Canal , & qu'elle se reglera sur les avis que l'on recevra suivant les mesures que l'on a prises. Je suis , &c.

P. S. Mr. le Maréchal de *Villeroy* m'a prié de donner quelque recommandation à Mr. son Fils qui doit se rendre sur la Flotte de Leurs HH. PP.. Ce Seigneur a toujours été dans les intérêts de l'Etat , & c'est un des Seigneurs les plus considérables du Royaume. Je vous prie de mander à Mr. *de Ruyter* , qu'il fasse en sorte que ce jeune Seigneur revienne content des manières que l'on aura eues avec lui.

Copie d'une Lettre de Mr. HANNIBAL
ZEESTED à Mr. C. van BEUNIN-
GEN, écrite à Paris le 31. Août 1666.

MONSIEUR,

Le Roi T. C. en conséquence des instances
que vous aviez faites auprès de lui, pour la jonc-
tion d'une partie de la Flotte du Roi mon Maî-
tre, à celle de Messieurs les Etats Généraux,
ayant désiré que j'en écrivisse à Sa Majesté, je
l'ai fait le 6. de ce mois comme vous l'avez
sçu; & Messieurs vos Supérieurs en ayant écrit
à Sa Majesté, l'Ordinaire d'hier, m'a apporté
les Lettres qui m'apprennent que Sa Majesté y a
eu une si bonne disposition, que Monsieur le Rési-
dent le Maire étant venu voir là-dessus Mr. le
Stathalter de Gabel, pour sçavoir si Sa Majes-
té y avoit pris quelque résolution, & ledit Sr.
Stathalter lui ayant demandé où se devoit faire
cette jonction, & s'il étoit instruit des autres
choses qui en dépendoient, ledit Sr. le Maire
fit réponse que non, & qu'il en écriroit à Mes-
sieurs ses Supérieurs.

Cependant, je vous dirai, Monsieur, qu'en-
core que Sa Majesté ait toute la volonté possible
de complaire au Roi T. C. & à Messieurs les
Etats Généraux, considérant fort bien la Gloire
& l'utilité de la Conjonction demandée, néan-
moins si Sa Majesté n'est pas payée dans les ter-
mes convenus de ce qui lui reste dû des sommes
que Messieurs vos Maîtres lui ont promises, par
les Traitez du mois de Février dernier, & si El-
le

le n'est aidée en outre de quelque Subside d'argent, Elle ne pourroit faire la dépense de cette jonction, qui non seulement sans cela lui seroit onéreuse, mais même impossible, & j'estime que Messieurs vos Supérieurs qui en recevront l'utilité & l'avantage, se porteront d'autant plutôt à satisfaire à sa Majesté & à l'aider en cela, qu'ils sont assez convaincus que cette jonction n'est point une chose à quoi le Roi mon Maître soit aucunement obligé; Mr. Clingenbergh m'ayant marqué expressément, que ni Monsieur de Witt, ni les autres Membres de Messieurs les Etats, n'interprètent pas les dits Traitez de la manière que vous le faites, en alléguant, que Sa Majesté, par la disposition d'iceux, est tenue de sortir hors de ses Mers, & de venir en celles de deçà combattre les Ennemis; mais comme l'affaire de cette jonction des Flottes a été remise par leurs Majestez à leurs Ministres à la Haye, pour en convenir, c'est de-là d'où vous & moi devons attendre la dernière Résolution; & cependant je vous supplie, Monsieur, pour vous conserver l'estime que Sa Majesté a conçue de votre zèle à son service, de vouloir plutôt employer vos bons offices à ce que cette Résolution soit favorable, que de continuer vos argumens pour soutenir, comme vous avez si souvent fait, que les Clauses des dits Traitez engagent le Roi mon Maître à agir dans les Mers de deçà contre l'Ennemi commun, sans que pour cela Messieurs les Etats soient tenus de lui rien donner, outre les six cens mille écus promis. Je suis parfaitement, &c.

A Monsieur HANNIBAL ZEESTET
le 3. Septembre 1666.

MONSIEUR,

Je vous prie de rejeter sur un voyage que je suis obligé de faire à Vincennes, & sur les affaires fort pressantes, qui me sont survenues, la faute que je fais de ne répondre pas à la Lettre que vous m'avez fait l'honneur de m'écrire sur la proposition de la jonction des Flottes, avec l'exactitude que vous aurez pu attendre, & que l'importance de la matière semble exiger.

Il est juste que ceux qui proposent la jonction de Flottes, satisfassent aux demandes qu'on leur peut faire touchant le tems, le lieu, la maniere, & toutes les autres circonstances qui doivent être observées pour la mettre en effet; & ainsi, si celles de Monsieur le Stadthalter faites à Monsieur le Résident le Maire, ne visent pas à d'autres fins, il n'y a point de doute que c'est à Messieurs les États d'y répondre d'une façon qui puisse faciliter la conclusion de l'affaire; mais si par des choses qui en dépendent, comme vous parlez en votre Lettre, & sur lesquelles on veut être éclairci des intentions des dits Seigneurs États, on doit entendre les conditions d'un préalable payement de tous les Subsidés, jusques à six cens mille écus, & le fournissement de quelque nouvelle somme d'argent, comme vous expliquez; permettez-moi que je vous dise, Monsieur, qu'en ce cas-là je ne puis considérer les ques-

questions qu'on a faites à Monsieur le Maire, que comme une pure défaite.

Je ne doute pas, Monsieur, que Messieurs les Etats ne satisfassent au Traité qu'ils ont fait avec le Roi de Dannemarck, comme en bonne raison il convient; mais il y auroit de l'injustice de leur demander davantage, & qu'après qu'ils ont soutenu, toute cette année avec des dépenses immenses & des dangers non moindres, eux seuls toutes les forces de l'Ennemi commun, on fit difficulté de faire agir conjointement avec eux contre ledit Ennemi un nombre mediocre de Navires; si l'on n'y est invité par des nouveaux Subsidés.

Principalement, puis que selon les dernières propositions de la France, la jonction des Navires Danois avec ceux de Messieurs les Etats, ne se feroit qu'après que l'Armée Navale de Sa Majesté Très-Chrétienne seroit déjà jointe à celle des dits Etats, c'est à dire qu'après que le Roi de Dannemarck la pourra faire avec une sûreté aussi grande qu'on peut raisonnablement souhaiter, & quasi sans aucun hazard.

Je vous avoué franchement, Monsieur, que le zèle que j'ai pour le service du Roi votre Maître me donne d'étranges peines, toutes les fois que je pense qu'on pourroit négliger cette occasion, & donner par-là une impression très forte aux Alliez, qu'on ne peut tirer aucune utilité solide de son Amitié; ce que vos Ennemis s'étudient de persuader par tout.

Je n'ai jamais dit, que le Roi de Dannemarck est précisément obligé par le Traité de joindre sa Flotte à celle de Messieurs les Etats; mais il est obligé de rompre, & ainsi de faire la
Guer-

Guerre contre l'Angleterre; & , comme il paroît par le secret Article, dans l'une & dans l'autre Mer: & qu'on a pensé à une jonction, se voit évidemment par ce qu'on est convenu dans les dits Articles secrets, des ordres à observer, en cas que les Flottes viennent à se joindre. Je vous prie, Monsieur, de me dire, après tout cela, si ceux qui veulent agir de bonne foi, peuvent satisfaire au Traité & n'agir point en cette occasion, & avec les Forces qu'ils ont toutes prêtes, & qui ont été équipées partie avec leur argent, partie avec celle de leurs Alliez.

Monsieur, les Alliances sont de peu d'effet si la bonne foi n'abonde en leur exécution, & la Roi de Dannemarck est mal assuré avec la Garantie de la France & de la Hollande & avec toutes les Alliances qu'il a, si l'on y peut satisfaire en déclarant la Guerre & ne la faisant pas.

Que si l'on dit que le Roi de Dannemarck ne rejette pas la jonction; mais fait difficulté de la faire, sans convenir de quelques conditions qui lui sont avantageuses. Monsieur, vous sçavez les efforts que nous avons faits pour les obtenir ici; mais puis qu'ils ont été employez inutilement, & que le tems ne souffre pas de plus longues irrésolutions & délibérations, il faut n'accrocher pas l'affaire là-dessus; car si l'on introduit cette coutume de faire de nouvelles Négociations, pour tirer quelque avantage sur tous les incidens d'une exécution du Traité où nos Amis peuvent avoir besoin de nous, on ne fera jamais rien à tems; & on rendra quasi tout ce qui est le plus fort dans les Traitez, illusoire.

En un mot, Monsieur, mon sentiment est, qu'on ne demande pas grand chose, quand on
de-

demande une jonction à la fin de la Campagne pour peu de semaines, d'un nombre médiocre de Navires dans une cause commune, où Messieurs les Etats ont donné deux, & auront, peut-être, donné trois Batailles, avant que la jonction se fasse; & quant on ne la presse, qu'en donnant au Roi de Dannemarck la sûreté qu'il y trouvera, après que la Flotte Françoisse sera avec la notre; que pourtant les fruits de cette jonction seront fort considérables, puis qu'elle aidera à forcer les Anglois à la Paix, à ouvrir le cours au Commerce & à la Navigation, au profit du Roi de Dannemarck dans ses Gabelles; mais sur tout qu'elle acquérera beaucoup de gloire & de réputation à sa Majesté Dannoise, & fera considérer comme une liaison indissoluble l'Alliance qu'il a avec la France, & avec les Etats des Provinces-Unies; & que tout le contraire arrivera, en cas qu'il continuë à faire le difficile. C'est pour les raisons & pour plusieurs autres que je vous ai dites, Monsieur, que je suis tout persuadé qu'on doit embrasser cette occasion pour bien faire en Dannemarck, comme la plus belle qu'on pourroit souhaiter, pour faire avec peu de peine & de fraix une Action grandement utile & avantageuse; que si l'on en use autrement, le tems fera paroître que j'ai parlé pour le service du Roi, quand j'ai parlé comme j'ai fait.

Je considère que les difficultez qui paroissent jusques ici, dans le Conseil du Roi votre Maître, doivent être imputées aux dangers qu'on pourroit rencontrer en faisant la jonction avec la seule Flotte de notre Etat; mais qu'elles ne subsisteront plus quand on sçaura que l'intention est, que

Mrs. J. de Witt & C. van Beuningen. 577

*que la Flotte de France se doit premièrement
trouver jointe avec elle. Je suis, &c.*

A Mr. C. van BEUNINGEN, Ministre
Extraordinaire.

A la Haye le 9. Septembre 1666.

MONSIEUR,

Les Députez Plénipotentiaires de Leurs
HH. PP. pour l'emploi de leur Flotte, vous ont
mandé de dessus mer le 5. du Courant, que
ladite Flotte avoit mis ce jour-là à la voile, &
ils vous ont en même tems envoyé les instruc-
tions de Mr. le Lieutenant-Amiral de *Ruy-
ter* qui sont conformes & relatives à ce qui a
été concerté avec Mrs. d'*Estrades* & de *Bel-
lesfont*; depuis j'ai reçu votre Lettre en date
du 3. & je suis fort étonné de n'y trouver au-
cune Copie des Lettres que Mr. le Duc de
Beaufort, ou Mr. *Colbert de Terron*, ou au-
tres, doivent avoir écrites au Roi, ou à ses
Ministres, pour leur donner avis de l'état
où se trouve la Flotte, à quoi en est le ravi-
taillement, & combien de tems il faudra pour
l'achever: Je ne suis pas moins surpris de n'en
avoir aussi reçu aucune de Mr. le Comte
d'*Estrades*, non plus que des Instructions que
Sa Majesté a envoyées au Duc de *Beaufort*. Ces
omissions nous donnent ici le dernier cha-
grin, & non seulement détruisent entièrement
la confiance dans quelques-uns, mais enco-
re plongent dans la dernière perplexité le

petit nombre des Membres qui sont chargés de ces importantes affaires dont le succès est si incertain & sur lesquelles ils doivent néanmoins résoudre sans faire aucun rapport. Vous pouvez croire que, si nous avions appris par la dernière Poste avec quelque certitude que Mr. le Duc de *Beaufort* seroit prêt quelques jours après son arrivée à remettre à la voile, ce dont je doute, quoique vous nous l'ayez mandé, ou qu'il doit employer quelque tems à se ravitailler, comme je le crois assez, cela auroit été d'une influence très considérable dans nos Délibérations, soit pour nous déterminer à passer dans la Manche & aller à la rencontre de la Flotte de France jusqu'à la hauteur de l'Isle de *Wight*, ou aux environs, soit pour prendre d'autres mesures; en effet, je ne suis pas d'avis que sans un avantage certain nous nous exposions seuls à un troisième combat avant que les Flottes soient combinées; & d'un autre côté je ne puis comprendre comment nous pourrions l'éviter, si la Flotte de France ne se presse d'avancer dans le Canal, sans l'exposer à un danger évident. Cependant, nous trouvant sans aucun avis, ni de l'état de cette Flotte du Roi, ni des Ordres envoyés à Mr. de *Beaufort*, nous ne pouvons prendre de mesures certaines ni d'un côté ni de l'autre; & nous avons à craindre, en prenant un soin trop prématuré de notre Allié, d'exposer notre Flotte au danger; & d'un autre côté de perdre les richesses qu'on attend du Nord en les laissant sans Convoi & sans défenses. Ainsi, Monsieur, ayez la bonté de faire entendre respectueusement au Roi & à ses Ministres, que si,
après

après tant de communications sincères & naturelles de notre part, & après une si longue & vaine attente de la Flotte de France, sans jamais avoir été bien informez des ordres qui lui ont été donnez de tems à autre, sur tout de ceux qui lui enjoignoient d'entrer dans le Tage, nous ne pouvons avoir quelque assurance que l'on fera promptement part, même par des Exprès, soit à Leurs HH. PP., soit à Leurs Députez Plénipotentiaires & à Mr. le Lieutenant-Amiral de *Ruyter*, du départ ou du retardement de la dite Flotte, & des ordres & instructions qu'on lui envoie, Mrs. les Députez Plénipotentiaires ne pourront en tems & lieu se justifier devant la Régence d'avoir résolu & agi sans aucun motif certain, dans des affaires de cette importance, sur tout si le succès nous est contraire. C'est pourquoi ils seront néceffitez par une telle conduite à concentrer toute leur attention au grand intérêt de l'Etat & de ses habitans, lors qu'il faudra prendre de nouvelles mesures. En effet, Monsieur, si nous avions pû prévoir qu'on nous eût négligé jusqu'à ce point, & qu'on eût donné ordre à Mr. d'*Estrades* de nous renvoyer à la première Poste pour nous communiquer les ordres envoyez au Duc de *Beaufort*, sans nous faire part d'aucun avis venu de cette Flotte; nous aurions certainement fait scrupule de donner à Mr. de *Ruyter* des instructions qui peuvent le conduire dans un peril évident & jeter toutes nos affaires dans un état de perplexité. Je ne puis aussi vous cacher, que pendant les derniers jours de notre séjour en Zeelande, les maladies se

sont fait sentir sur notre Flotte, en sorte que si elles augmentent en Mer, la Flotte ne sera pas en état de tenir la Mer long tems; sur tout de hazarder seule un nouveau Combat avec l'Ennemi.

J'ai eu hier une longue Conférence avec Mr. d'*Estrades*, dans laquelle il m'a parlé de ce que vous m'avez marqué touchant le Lieutenant-Amiral *Tromp*: je me suis chargé de sonder sur cela la Regence, & j'en aurai une belle occasion bientôt, puis que les Etats de Hollande & de West-Frise sont sur le point de se rassembler; mais ceux à qui j'en ai déjà parlé sont d'avis que le meilleur est, que *Tromp* reste par provision où il est pour des raisons* que j'ai déjà alléguées pour mon particulier à Mr. d'*Estrades*.

J'ai proposé † de mon côté à Mr. d'*Estrades*, s'il ne seroit pas avantageux d'envoyer de concert à Londres une Personne sans caractère, puis que le Roi de la Grande Bretagne proteste si hautement qu'il est prêt à entendre à des Propositions raisonnables, au cas qu'on voulût envoyer quelqu'un à Londres: on pourroit, ce me semble, charger cette Personne de demander une réponse par écrit aux Propositions que vous avez faites à Mr. l'Ambassadeur *Hollis*, & de donner des assurances, que si le Roi se déclare sur ces Propositions d'une maniere satisfaisante, on ne disputera pas sur la formalité d'une Place neutre,

ce

* Ces raisons se trouvent dans une Lettre d'*Estrades* au Roi du 9. Sept. 1666.

† Voyez le sentiment de Louis XIV. sur ce sujet dans sa Lettre à d'*Estrades* du 17. Sept. 1666.

ce qui pourroit accrocher la conclusion du Traité. Je crois qu'en ce cas on pouvoit vous revêtir d'un Caractere convenable pour aller faire un tour à Londres avec un Ministre de France & un de Dannemark, revêtus du même Caractere : je ne doute pas que cette démarche ne fît ici un très-bon effet ; car, ou la Paix sera conclûe en peu de jours, (ce que je n'espere point ; car je suis bien informé que le Roi d'Angleterre mettra tout en œuvre pour mettre la division entre nous & nos Alliez,) ou on ouvrira les yeux, & l'on fermera la bouche à plusieurs de nos Regens & de nos Citoyens, qui paroissent s'imaginer qu'on obtiendrait indubitablement une Paix honorable en s'y prenant de cette maniere, ce qui faciliteroit extraordinairement le consentement des Villes & des Provinces pour l'Etat de guerre de l'année prochaine, & les engageroit à pousser la Guerre avec vigueur. Je vous prie de pressentir ce qu'en pense le Roi & ses Ministres, & m'en donner secrettement avis ; je ne me découvre à personne sur cet article, afin que si la chose ne réussit point, l'Ennemi n'en puisse tirer avantage.

Mrs. Kievit & vander Horst ont pris la fuite, de sorte que la Cour a rendu contr'eux un *Mandement criminel* publié ici & à Rotterdam au son de la cloche : ce Mandement ordonne l'arrêt & l'inventaire de leurs effets. Je suis, &c.

A Mr. le Conseiller Pensionnaire
JEAN DE WITT.

De Paris le 10. Septembre 1666.

MONSIEUR,

L'incluse à l'adresse des Seigneurs Plénipotentiaires sur la Flotte, servira pour répondre autant à vos Lettres du 3. & du 5., qu'à celles de Leurs Nobles Puissances de mêmes dates. J'ajouterai seulement que les raisons que vous m'avez fournies m'ont été d'un grand secours dans mes dernières sollicitations.

Je viens de recevoir ce soir de Mr. de *Lionne* la Copie ci-jointe de la Lettre du Roi à Mr. d'*Estrades*, sur ce qui avoit été concerté par rapport à la jonction des Flottes : vous remarquerez aisément que la première remarque ne vient que d'une faute de réflexion ou de mémoire ; car ce que l'on suppose ici n'est pas dans la relation de ce qui a été concerté ; je ne manquerai point de le faire remarquer aux Ministres, & je ne doute pas que tout ne se fasse de la manière dont on est convenu avec Mr. de *Bellesfont*, pourvû que la Flotte du Roi arrive à tems au Pas de Calais, avant que celle de Leurs HH. PP. soit obligée d'en venir seule à une Bataille : Dieu veuille que cela soit ainsi.

Je vous prie de faire en sorte que le contenu de ma Lettre à Mrs. les Députés Plénipotentiaires reste secret ; car il ne peut que
nous

nous être préjudiciable, qu'on aprenne qu'il y a de la défiance & des plaintes entre le Roi & Leurs HH. PP., sur tout par rapport aux opérations de cette Guerre. J'espère que dès que l'on aura commencé à agir ensemble tout s'accommodera à la satisfaction de l'un & de l'autre.

Les Ministres trouvent ici extraordinaire & contraire au Cérémoniel François, que Mrs. les Députés Plénipotentiaires de Leurs HH. PP. mettent, en écrivant au Comte de Charost, le mot *Monsieur* dans la même ligne qui commence la Lettre, & qu'ils signent, *Vos bien affectionnez à vous servir*. On dit que des Plénipotentiaires, *ad certum actum* ou *causam*, ne sont point souverains, & que des Plénipotentiaires, *ad Pacem*, écriroient à un Gouverneur de Calais tel qu'est le Comte de Charost dans tous les termes de la civilité; sauf meilleur avis, il faut que l'on fasse attention à ceci; car les François sont gens à prendre la mouche sur une pareille bagatelle, ce qui seroit préjudiciable aux choses que l'on a à régler avec eux.

Mr. de Lionne m'a de nouveau recommandé l'affaire de ce Marchand, dont Mr. d'Estrades vous a souvent parlé.

Je ne laisse passer aucune occasion de mettre sur le tapis l'affaire des Manufactures, & j'espère l'avoir porté au point de pouvoir faire ma dernière tentative avec aparence de succès; il est vrai que les aparences peuvent quelquefois nous tromper. Je suis, &c.

Copie de la Lettre du Roi, à Monsieur
D'ESTRADES, du 10. Septembre 1666.

Monsieur le Comte d'Estrades; le Sieur C. van Beuningen m'ayant fait voir hier un écrit contenant, à ce qu'il prétend, le concert qui a été pris entre vous, le Marquis de Bellefont, le Sieur de Witt, & les Députez des Etats, pour la jonction des Flottes, pendant le reste de cette Campagne; j'ai été surpris, d'y trouver un Article, portant, qu'en cas que l'Armée d'Angleterre se retire dans ses Ports, l'Armée des Etats la suivra pour l'observer; & que cependant ma Flotte fera toutes diligences pour se rendre sur les Côtes des Provinces-Unies. Le rapport qui m'a été fait, par ledit Marquis de Bellefont, n'étant pas conforme, & n'y ayant nulle apparence que vous ayez donné les mains à cet Article; vu le risque évident que courroit ma Flotte en sortant de la Manche sans la jonction de toute, ou partie de celle des Etats; & pour faire connoître combien ma surprise est bien fondée, & vous donner moyen d'en persuader le Sieur de Witt, je vous repeterai les quatre Points, ou quatre différentes Actions de l'Armée Angloise, sur lesquelles le concert a été pris.

Le premier, en cas qu'elle demeurât devant le Texel, ou les autres Côtes de la Hollande, où elle se trouvoit pour lors; l'Armée des Etats ne pourroit pas s'empêcher de la combattre avant la jonction; & quelque succès qu'eût le Combat, l'Armée Angloise étant obligée de se retirer, & étant impossible qu'il ne restât toujours

un nombre considerable de Vaisseaux aux Etats, mon Armée les pourroit toujours joindre, & composer une Flotte, encore plus considerable que l'Angloise.

Le second, en cas qu'elle allât du côté du Nord, à la rencontre de la Flotte des Indes, & de tous les autres Vaisseaux Hollandois qui sont sur cette route; que la constitution de leur Pais, & de leurs Peuples étoit telle, qu'ils ne pouvoient pas s'empêcher de la suivre, sans attendre la jonction; & l'éloignement des Flottes pourroit donner lieu à mon Armée, de faire la route même hors de la Manche, pour se rendre sur les Côtes de Zeelande; & qu'en ce cas, comme l'Armée Angloise étant dans les vastes Mers du Nord, se pouvoit facilement dérober, & s'en venir avec un vent favorable, tomber sur ma Flotte, même à l'insû de celle des Etats; il faudroit être soigneusement sur ses gardes, & employer tous moyens possibles, pour être bien avertis.

La troisième, qu'en cas que l'Armée Angloise entrât dans la Manche, pour empêcher la jonction, & combattre mon Armée avec avantage, non seulement elle pourroit se retirer, en étant bien avertie; mais même que l'Armée des Etats y entreroit pour la combattre, suivant le concert qui pourroit être pris sur l'état & la situation des Lieux, & des Armées.

Et la quatrième, qu'en cas que l'Armée Angloise se retirât dans ses Ports, soit pour s'armer, soit pour prendre des vivres; comme les Flottes des Etats n'auroient rien à craindre, leur Flotte s'avanceroit au Pas de Calais, pour y attendre la mienne, pour aller ensuite attaquer

l'Armée Angloise, par tout où elle se trouveroit. Vous jugerez assez facilement, que ce Projet étoit juste & raisonnable, & n'exposoit pas ma Flotte au peril de trouver seule la Flotte Angloise, en faisant son passage dans la Manche, & continuant sa route jusques sur les Côtes de Zee-lande. comme il arriveroit assurément, si ce nouvel Article, de l'Ecrit dudit Seigneur C. van Beuningen étoit exécuté.

Vous ferez donc connoître au Sr. de Witt, combien j'ai raison d'être surpris de ce changement, & le presserez fortement d'envoyer les Ordres à la Flotte des Etats, à ce qu'elle ait à se rendre à l'embouchure de la Manche, pour y attendre la mienne; laquelle ne peut pas retarder long tems à s'y rendre, ayant fait partir le Sr. d'Estemarc, sur la fin de l'autre mois, pour en porter les Ordres à mon Cousin le Duc de Beaufort, & depuis le 3. le Sr. de Bellefont, qui les lui aura confirmez.

Vous observerez de plus, que comme il seroit absolument impossible que mon Armée demeurât en Hollande pendant l'hiver, sans courir risque de la perdre entierement; je desire que vous tiriez assurance précise, & positive des Etats, qu'en quelqu'état que leur Flotte se trouve, elle sera mise en Mer pour assurer le retour de la mienne dans mes Ports, en sorte qu'elle ne puisse courir risque, en son passage dans la Manche.

Vous voyez si clairement, combien il est important que ma Flotte soit ponctuellement avertie, de l'état de celles d'Angleterre, & de Hollande, que je ne doute point, que vous ne teniez soigneusement la main à ce que tous les avis qui

Mrs. J. de Witt & C. van Beuningen. 587

en viendront, soient envoyées à Calais, où je donne ordre au Sr. Comte de Charost, d'en user ainsi qu'il est à propos, pour le bien de mon service. Sur ce, &c.

A Mr. C. van BEUNINGEN, Ministre
Extraordinaire.

A la Haye le 16. Septembre. 1666.

MONSIEUR,

Depuis ma dernière du 9. de ce mois j'ai reçu la votre du 10. Nous avons aussi reçu votre Lettre de la même date à l'adresse des Députés Plénipotentiaires de Leurs HH. PP. avec les Pièces incluses.

La faute qu'on a faite en mettant le mot *Monsieur* dans la première ligne du texte en écrivant à Mr. le Comte de *Charost* vient du Copiste, & nous n'en avons rien sçu, car dans la minute dressée de ma main, il est dans une ligne séparée; nous aurons soin qu'on ne commette plus la même faute.

Je ne suis pas surpris que Mr. de *Bellefont* ait porté avec lui & produit un écrit contenant ce que nous avons concerté, puis que nous sommes convenus avant la fin de la Conférence, de coucher sur le papier ce qui avoit été concerté, & que Mr. de *Bellefont* l'a copié ensuite lui-même mot à mot; il est vrai qu'il seroit parti sans un écrit approuvé de part & d'autre, si en nous separant je ne lui avois dit qu'il me paroïssoit qu'on devoit

coucher par écrit le résultat de notre Conférence, ou du moins la substance, ce que je fis sur le champ du consentement de tous, & après l'avoir relu, on en a laissé l'Original entre les mains de Mr. de Bellefont afin qu'il en tirât lui-même une Copie, & qu'il me remît ensuite la minute, ce qu'il a fait.

Je suis fort étonné qu'on nous demande enfin une * déclaration précise, qu'en quel état que se trouve notre Flotte, on la mettra en Mer pour assurer le retour de la Flotte de France, en sorte qu'elle ne coure aucun risque en retournant dans la Manche. Mr. d'Estrades m'a communiqué la minute de ce qu'il s'étoit chargé d'écrire sur ce sujet, & j'en ai corrigé de la manière que vous le verrez dans la copie ci-jointe, N^o. 1. qui vous apprendra ce que j'ai dit à cet Ambassadeur sur cette Proposition.

Ce Ministre ne m'a point montré d'autre écrit qui contint en substance le rapport de Mr. de Bellefont, si ce n'est la Lettre du Roi du 10. de ce mois que vous m'avez envoyée dans votre Lettre de la même date.

Dans l'attestation que vous m'avez envoyée touchant le contre-salut du Pavillon, on allégué un passage d'un Traité fait en 1635. & signé en France par un Secrétaire d'Etat, & par l'Ambassadeur de la République. Cette citation seroit sans doute fort avantageuse à Sa Majesté, mais je puis vous faire serment que je n'ai aucune connoissance d'un tel Traité, & je ne crois pas qu'il se trouve *in rerum Natura*:

* Voyez Lettres d'Estrades Tom. III. Lettre d'Estrades au Roi du 16. Sept. 1666.

rá: peut-être sera-ce quelque Projet que l'on n'aura point voulu approuver ici. Il me semble qu'il est nécessaire que Sa Majesté donne ordre pour ce contre-salut, puis qu'on ne peut y manquer sans prétendre au *Dominium Maris* que Sa Majesté est obligée, suivant le véritable sens de l'Alliance, de ne se pas arroger, ni de le céder à personne, & d'en maintenir le refus par les armes, s'il le faut.

Je suis fort étonné que Mr. d'*Estrades* ait écrit à Mr. *Golbert* comme si nous étions convenus que la Flotte du Roi ne mettroit à la voile que quand la notre seroit dans la Manche, ce qui est éloigné de toute vraisemblance, &, comme je le crois du rapport de Mr. de *Bellefont*, autant que l'Orient l'est de l'Occident: lors que je lui en ai parlé il m'a dit, qu'il avoit compris que la Flotte de l'Etat seroit aux environs du Pas de Calais, avant que celle du Roi pût être dans le canal; néanmoins les termes ne sont nullement susceptibles de ce sens.

Mrs. les Députez de Zeelande nous ont communiqué hier un Billet de l'Agent de *Glar-ges* écrit aux Etats de Zeelande, dont la Copie est ci-jointe, No. 2. son contenu m'a fort surpris, d'autant plus que nous n'avons eu aucun avis de quelque Délibération ou Résolution du Lieutenant-Amiral de *Ruyter* qui tende à cela. Dieu veuille que nous en apprenions en son tems de bonnes nouvelles.

Le Roi de la Grande Bretagne a fait la réponse * ci-jointe, No. 3. à la Lettre qu'on

Bb 7

lui.

* Voyez cette Réponse dans les Lettres d'*Estrades* Tom. III. après une Lettre du Roi au Comte du 30 Juillet 1666.

lui avoit écrite touchant le Cadavre du Vice-Amiral *Berkely*, ce qui a donné occasion à Leurs HH. PP. de coucher par écrit la Lettre † ci-jointe, N^o. 4. après en avoir concerté avec les Ministres de France & de Danemark, qui sont ici : & Leurs HH. PP. l'ayant approuvée aujourd'hui, on l'a envoyé par un Trompette dans une Galiote avec le Corps du défunt.

Mr. *Appelboom* m'a communiqué les Lettres des Ambassadeurs de Suède qui sont à Londres, qui marquent entr'autres, que le Roi de la Grande Bretagne n'avoit encore pû se résoudre à faire des ouvertures sur quelques conditions particulières, & qu'il avoit rejeté la proposition d'une suspension d'Armes, persistant à ne vouloir admettre d'autre endroit que Londres pour tenir les Conférences; qu'outre cela le Chancelier & le Comte d'Arlington avoient donné à entendre, qu'il faudroit que Leurs HH. PP. donnassent satisfaction au Roi pour les dépenses qu'il avoit faites; que l'on convint d'une reconnoissance pour la Pêche; qu'on parleroit des intérêts du Prince d'*Orange*, étant Cousin de Sa Majesté, & autres choses semblables; enfin, qu'il faudroit faire un Règlement pour le Commerce, dont on avoit déjà souvent parlé; j'ai fait voir à Mr. *Appelboom* combien toutes ces demandes étoient déraisonnables, & il s'est chargé de faire savoir en Angleterre, dans les termes les plus forts, ce que je lui ai répondu. Jesuis, &c.

A

† Cette Lettre est dans celles d'*Estrades* Tom. III, au 17. Septembre. 1666.

A Mr. C. van BEUNINGEN, Ministre
Extraordinaire.

A la Haye le 20. Septembre 1666.

MONSIEUR,

L'Exprès que vous avez dépêché le 16. est arrivé ici hier vers les 5. heures après-midi. Votre Lettre nous apprend l'inquiétante nouvelle que Mr. *de Ruyter* se trouve indisposé, nous avons reçu une Lettre de lui-même datée du 12., qui dit la même chose que celle que vous nous avez envoyée, & nous en avons encore eu une autre postérieure écrite le même jour à midi à l'adresse des Etats; enfin, une troisième à mon adresse, dont je vous envoie Copie. Ces Dépêches nous informent, qu'aussi-tôt que le tems sera moins gros il ira chercher l'Ennemi, ainsi il faut qu'il ait eu des raisons de la dernière importance pour être resté jusqu'au 14. aux environs de Boulogne. Nous attendons du Ciel le succès de ses desseins; il ne parle aucunement de sa maladie dans sa Lettre aux Etats, ni dans la mienne, de sorte que j'espère que ce n'aura été rien.

Au reste, vous pouvez juger combien il nous est chagrinant d'apprendre que Mr. de *Beaufort* n'a mis à la voile que le 13., lui qui devoit être prêt à partir de la Rochelle trois jours après y être arrivé; lui qui le 6. avoit écrit qu'il partiroit le lendemain sans faute, ou tout au plus tard le jour suivant. Puis que
tou-

toutes les nouvelles de cette Flotte sont si variables, je ne puis pas m'imaginer qu'elle ne touchera encore à Brest chemin faisant; & il n'y a point d'apparence qu'elle gagne le Pas de Calais sans s'arrêter quelque part; voilà ce qui est cause que, ni nous, ni Mr. de Ruyter ne pouvons conjecturer juste à son égard, ni faire fond sur quelque chose. Jamais la Flotte de l'Etat n'est partie deux fois 24. heures plus tard que je ne l'avois promis à Mr. d'Esstrades quelques semaines, & même quelques mois auparavant, sur tout au commencement de la Campagne: il vaut mieux, dans ces occasions-là, prendre son terme trop long que trop court. La dernière Lettre que nous avons de Mr. de Ruyter, ou, si l'on veut, de notre Flotte, est du 12.

Voici une Copie de la Réponse que Mr. Davidfon a faite à la Lettre que je lui avois écrite, & dont je vous ai envoyé la Copie. Je n'ai rien à vous mander de plus; ainsi je finirai en vous assurant que je suis, &c.

A Mr. le Conseiller Pensionnaire
JEAN DE WITT.

De Paris le 17. Septembre 1666.

M O N S I E U R ,

Je vous envoie ci-joint un double du Paquet que je vous ai envoyé la nuit dernière par un Exprès; celui qui l'a cacheté y a mis
par

par abus une autre Lettre à la place de celle de Mr. de Ruyter qui devoit y être ; mais cette faute ne peut causer aucune obscurité, puis que j'ai inseré dans ma Lettre la Période qui devoit en être tirée.

Je vous envoie ci-joint Copie d'une Lettre que Mr. Busquet, qui est sur le Vaisseau de Mr. de Ruyter, a écrite au Maréchal d'Aumont : je ne sai ce que signifie ce qu'il marque, que Mr. de Ruyter a reçu des Lettres de Leurs HH. PP., qui lui font savoir que je lui écrirai ce qu'il aura à faire, lors qu'il sera arrivé à la hauteur de Calais, ou de Bologne. Je crois que l'Auteur de cette Lettre aura mal entendu, & que cela ne signifie autre chose, sinon, que je lui donnerai avis des mouvemens de la Flotte Françoise, ou autre chose semblable; il n'y a que vous qui puissiez m'expliquer cette énigme.

On est ici fort étonné que Mr. de Ruyter étant posté dans un endroit où les Anglois pouroient l'attaquer avec avantage, ils l'y laissent en repos : s'il est-là à couvert des tempêtes, je crois qu'il ne seroit pas mal à propos, vû la saison, si la Flotte de France s'est mise en sûreté à Pontrien suivant les Ordres qu'on lui en a envoyez, de faire moins en sorte d'exécuter la jonction, qu'à tenir les Anglois en haleine sans hazarder une Bataille; & lors que nos Vaisseaux des Indes & les autres seront arrivez, desarmer les gros Vaisseaux. Rien ne pouroit nous arriver de pis à présent que d'être battus, & la Mer est autant à craindre dans le Canal, que l'Ennemi même. Enfin, il me semble que pour
avoir

avoir la Paix cet Hyver, il n'est point nécessaire de hasarder beaucoup ; il suffit que l'on s'entende dans l'Etat & avec la France.

Les François peuvent harceler les Anglois à l'entrée du Canal, pendant que Leurs HH. PP. employeront contr'eux leurs Fregates d'un autre côté, pour les faire-repentir d'avoir entrepris la Guerre. Je suis, &c.

A Mr. C. van BEUNINGEN, Ministre
Extraordinaire.

A la Haye le 23. Septembre 1666.

MONSIEUR,

Depuis ma dernière du 20. dont je joints ici un double, j'ai reçu la votre du 17. avec l'incluse de Mr. de *Busquet* à Mr. le Maréchal d'*Aumont* en date du 14. Je puis encore moins que vous déchiffrer l'endroit où il dit, que depuis le 12. (que je crois être le jour que le Fils & le petit Fils de Mr. de *Ruyter* lui ont parlé,) cet Amiral avoit reçu de Leurs HH. PP. ses Maîtres, une Lettre où on lui marquoit ; que lors qu'il seroit arrivé avec la Flotte de l'Etat à la hauteur de Calais, vous lui feriez savoir ce qu'il auroit à faire. Je puis vous certifier que depuis que la Flotte est sortie du *Wielinge*, Leurs HH. PP. n'ont point écrit à Mr. de *Ruyter*, non plus que Mrs. les Députés Plénipotentiaires, qui lui ont seulement écrit un Billet le 17. , dont
voici

voici la Copie, seulement pour l'encourager: quant à moi je lui ai écrit les trois Lettres dont voici aussi les Copies, afin que vous puissiez voir que l'on n'a absolument rien écrit à ce Général qui ait la moindre relation à aucun avis, encore moins à aucun Ordre qu'il dût attendre de vous; ce que vous pouvez encore mieux conclure de ce que l'on ne vous en a rien écrit, ce que l'on n'auroit cependant point manqué de faire en ce cas-là.

Nous avons reçu avant-hier plusieurs Lettres de cet Amiral, dont la dernière est datée entre le Pas de Calais & les Côtes de Flandres à 6. lieues de Dunkerke. Comme il donne avis à Leurs HH. PP. que les maladies augmentent sur la Flotte, & que le Lieutenant-Amiral *Banckert*, le Contre-Amiral *Matthysz*, & d'autres Officiers sont malades, aussi bien que plusieurs Matelots & Soldats, Elles sont obligées de faire rentrer le Gros de leur Flotte, en laissant une Escadre de 8. ou 10. Vaisseaux croiser aux environs du Pas de Calais, une autre entre nos Côtes & le Banc des Dogues, & dix ou douze autres Vaisseaux en d'autres endroits, pour causer à l'Ennemi tout le dommage possible. Les Ordres pour cela ont été expédiés hier.

Quoi que Leurs HH. PP. soient persuadées que le Roi approuvera, sur le rapport que lui fera Mr. le Comte de *la Feuillade*, les raisons qui les ont déterminées à prendre ce Parti; Elles ont jugé à propos, pour ne pas manquer à la civilité, d'en instruire Sa Majesté

jesté par une * Lettre dont on charge aujourd'hui l'Exprès que vous avez envoyé le 16. Mr. le Comte d'*Estrades* m'a dit, que Sa Majesté lui avoit donné des Ordres exprès d'exhorter Leurs HH. PP. à disposer toutes choses de bonne heure pour faire une jonction considérable à l'ouverture de la Campagne prochaine ; ce que Leurs HH. PP. sont résolus d'exécuter avec toute la vigueur imaginable. Nous espérons que vous n'oublierez rien pour engager Sa Majesté à en faire autant de son côté, & à envoyer quelques-uns de ses meilleurs voiliers croiser à l'entrée de la Tamise, pour faire tout le tort qu'on pourra à l'Ennemi commun. Je finis celle-ci avec précipitation, & suis, &c.

A Mr. C. Van BEUNINGEN, Ministre
Extraordinaire.

De dessus le Vaisseau les sept Provinces environ à 8. lieues du Zuyl-Voorlande qui est à notre Sud-Ouest vers le Ouest, le 1. Octobre 1666.

MONSIEUR,

Après vous avoir dépêché hier la Lettre dont voici le double, nous avons reçu la Lettre que vous avez écrite à Mr. le Lieutenant-

* Elle se trouve dans le Tome III. des Lettres d'*Estrades* au 21. Septembre 1666.

nant-Amiral de Ruyter , & envoyée par la Zeelande, sans date du jour, ni du lieu ; mais dépêchée de Paris le 27. Septembre à 8. heures du matin, comme nous l'avons appris de celui qui en étoit chargé. Nous aprenons par cette Lettre que Sa Majesté avoit reçu la veille des avis certains que Sa Flotte avoit fait voile pour Brest : nous en avons reçu la confirmation par un Armateur Zeelandois, ainsi que vous le verrez dans ma Lettre à Leurs HH. PP., jointe à la dernière que je vous ai écrite ; mais il faut qu'il y ait de l'abus dans l'avis qu'a apporté ici à la Flotte une Galiote, qui a rapporté qu'il y avoit eu une Action le 25. entre les François & les Anglois ; quoi qu'il en soit nous sommes résolus de tenir la Mer encore quelque tems avec notre Flotte, & profiter de toutes les occasions que la Providence nous fournira de causer quelque dommage à l'Ennemi. Nous espérons que les Vaisseaux de Sa Majesté qui sont encore en état de tenir la Mer, se posteront encore pendant quelque tems à l'embouchure de la Manche pour harceler les Anglois autant qu'on pourra. Le triste & étonnant accident de l'incendie de Londres leur rendroit à présent très-sensible le moindre revers, ou le moindre accident qui arriveroit à leur Flotte. Nous avons envie de faire une tentative contr'eux dans leurs Dunes à la faveur du vent d'Ouest ; mais nous avons reçu avis qu'ils étoient entrez dans le Canal pour gagner Portsmouth, où, selon toutes les apparences, ils pourront mieux hiverner que dans la Tamise, vû le triste état où est
Londres

Londres présentement. Vous recomman-
dant à la garde du Tout-Puissant. Je suis,
&c.

A Mr. C. van BEUNINGEN, Ministre
Extraordinaire.

Double.

*De dessus le Vaisseau les sept Provinces à 8.
liens du Zuyd-Voorlande qui est à notre Sud-
Ouest vers le Ouest, le 1. Octobre 1666.*

MONSIEUR,

Sur les premiers avis que Leurs HH. PP.
ont eus, que Mr. de *Beaufort* étoit arrivé
Dimanche dernier 26. Septembre entre le
Havre & Dieppe, Elles ont jugé à propos
d'envoyer quelques Députés Plénipotentiai-
res à leur Flotte, ainsi que vous l'aurez appris
par la Résolution qui vous a été envoyée par
un Exprès. Quoi qu'on n'eût encore nom-
mé personne de la part de la Zeelande & de
la Frise, & la Proposition que Leurs N. &
G. P. ont faite de ma Personne, ayant été sim-
plement approuvée par les Provinces, je suis
parti * sur le champ aussi-tôt que j'eus la Ré-
solution susdite de Leurs HH. PP., sans at-
tendre l'expédition de ma Commission que
l'on m'enverra bien ici. Malgré un furieux
orage

* Voyez sur ce Fait la Lettre de Mr. d'*Estrades* au Roi
du 30. Septembre 1666.

orage dont Mr. de *Villequier* pourra vous entretenir, & auquel nous avons été exposez la nuit du 27. au 28., je suis arrivé ici le 29. de bon matin : aussi-tôt que je suis arrivé à la Flotte, elle a mis à la voile avec un vent d'Est très-favorable, dans le dessein d'entrer dans le Canal & d'aller chercher Mr. de *Beaufort* entre le Havre & Bologne; j'ai donné avis, aussi-tôt mon arrivée à la Flotte, à Mrs. les Gouverneurs de Calais, & de Bologne, à l'Agent de *Glarges*, & à Mr. de *Beaufort* même, ainsi que vous pourrez voir par les Copies ci-jointes : mais après avoir vogué pendant quelques heures, nous avons reçu deux nouvelles importantes; la première, que l'on avoit vu Mr. de *Beaufort* avec sa Flotte faisant voile entre Wight & Portland, vers le Ouest; l'autre, que le 28. après-midi les Anglois étoient avec toute leur Flotte sur leurs Côtes & aux Dunes : sur quoi après avoir tenu Conseil de guerre, nous avons trouvé à propos de jeter l'ancre environ à 8. lieues du Nord-Voorlandt, & d'envoyer à Dunckerke, à Calais, & à Bologne, pour voir s'il n'y auroit pas de nouveaux avis apportez par quelque Exprès, ou par Lettres. Je viens de rendre compte de tout ce que dessus à Leurs HH. PP., & j'ai cru que je devois vous en envoyer Copie, afin que vous soyez instruit des circonstances de tout ce qui s'est passé jusqu'à présent. Pour gagner du tems je me raporte à cette Copie, ce que je vous prie de me pardonner, & d'être persuadé que je suis, &c.

P. S.

P. S. Jusqu'à ce moment nous n'avons aucunes nouvelles de Calais, de Boulogne, ni de Dunkerke; nous ne savons pas non plus si Mr. de *Beaufort* a continué sa route vers le Ouest, ou s'il s'est arrêté quelque part dans le Canal.

A Mr. C. van BEUNINGEN, Ministre
Extraordinaire.

*De dessus le Vaisseau les sept Provinces le 4.
Octobre 1666. au soir environ à 8. ou 9.
liens vers l'Est de Noord-Voorlandt.*

MONSIEUR,

Je vous ai rendu compte dans mes Dépêches du 1. de ce mois, de ce qui s'étoit passé ici jusqu'alors, & de ce que j'avois écrit aux Etats : je crois qu'il est de mon devoir de continuer la même chose en vous envoyant les Copies ci-jointes auxquelles je me raporte; & je vous prie d'envoyer l'incluse, dont vous trouverez aussi la Copie ci-jointe, à Mr. le Duc de *Beaufort*. Comme celle-ci n'est pour autre chose, je la finis en vous recommandant à la Protection du Seigneur; je suis, &c.

A Mr. C. Van BEUNINGEN, Ministre
Extraordinaire.

A la Haye le 14. Octobre 1666.

MONSIEUR,

Les Vaisseaux dont la Flotte de Leurs HH. PP. étoit composée, s'étant separez hier, suivant leurs Ordres, pour se rendre chacun dans le Port qui lui est assigné, je suis arrivé le même jour à Goeree sur le Vaisseau *les sept Provinces* avec tous ceux qui devoient rentrer dans la Meuse, & aujourd'hui je suis arrivé ici, Dieu merci, en bonne santé. On a commandé 21. Vaisseaux pour rester encore quelque tems en Mer, & incommoder l'Ennemi autant qu'ils pourront, sur tout du côté du Banc des Dogues. Je ne doute pas que Sa Majesté ne donne ordre à quelques-uns de ses Vaisseaux de guerre d'en faire autant de leur côté. Je prie le Ciel qu'il veuille benir leurs entreprises, & vous recommandant à sa sainte garde. Je suis, &c.

A Mr. le Conseiller Pensionnaire
JEAN DE WITT.

De Paris le 6. Octobre 1666.

MONSIEUR,

J'ai reçu tout à la fois hier après-midi,
Tome III. Cc *sous*

sous le couvert de Mr. l'Agent de *Glarges*, votre Lettre & son double du 1. de ce mois, qui renfermoient les Copies de plusieurs de vos Lettres du 29. du passé & du 1. du courant, à Leurs HH. PP., à Mr. de *Beaufort*, au Gouverneur de Calais, & à Mr. de *Glarges*. Ces Lettres m'étonnent en m'apprenant que jusqu'au 1. fort tard la Flotte de l'Etat n'avoit eu aucun avis certain du départ de Mr. de *Beaufort* pour Brest, & que Mr. de *Ruyter* n'en a rien appris d'ici que par ma Lettre du 27. que j'ai envoyée par un Exprès. Vous pouvez juger avec combien de raison je suis dans cet étonnement; puis que le 26. après-midi, je n'eus pas plutôt appris cette importante nouvelle, que je dépêchai un Courier exprès à Mr. de *Glarges*, & afin de le mettre en état de faire la plus grande diligence, j'obtins trois Lettres du Roi pour les Gouverneurs de Calais, Boulogne & Dunkerke, auxquels il étoit enjoint de fournir audit de *Glarges* tels Bâtimens qu'il demanderoit pour porter cette nouvelle. Mr. de *Glarges* m'a même fait réponse, que le 28. il avoit reçu mes Dépêches, & qu'avant leur arrivée Mr. le Maréchal d'*Aumont* l'avoit averti du départ de Mr. de *Beaufort* pour Brest: ainsi, j'ai tout lieu de croire qu'on aura envoyé cette nouvelle importante de Calais à Mr. l'Amiral, avec tous les Bâtimens & toute la diligence possible, sur tout le vent étant alors favorable. Le 26. à midi j'ai encore fait savoir la même nouvelle à Mrs. les Conseillers Députés de Zeelande & à Mr. de *Ruyter*, par un Exprès du Roi qui devoit passer

passer par la Zeelande, & que j'ai aussi chargé d'une Lettre pour Leurs HH. PP.; & je n'ai dépêché cet autre Courier en Zeelande le 27. au matin, que dans la crainte que celui du Roi n'ait été arrêté par quelque accident. Je rends grâces au Seigneur de m'avoir inspiré cette pensée, puis qu'au moins vous avez reçu par ce moyen le 1. de ce mois un avis que vous auriez dû avoir d'ici dès le 29. & qu'on auroit dû avoir d'ailleurs à la Flotte beaucoup plutôt.

Je n'en doutois pas même après avoir reçu le 2. de ce mois une Lettre de Mr. de Ruyter qui me marquoit, qu'il faisoit tous ses efforts pour aller joindre la Flotte de France dans le Canal, & qu'il avoit appris avec le dernier chagrin qu'elle avoit été aux prises avec les Anglois, (ce qui étoit sans doute un faux avis,) & qu'il craignoit qu'on ne blâmât ici le retardement, ou la lenteur de la Flotte de l'Etat. Je lui ai fait réponse le 2. & lui ai mandé, par la Poste ordinaire, que l'on avoit ici approuvé la Résolution que Leurs HH. PP. avoient prise de faire rentrer leur Flotte, & que l'on a été très-content de sa bonne conduite, ce que vous verrez aussi par la Lettre ci-jointe du Roi à Leurs HH. PP. J'ai encore écrit le 4. à Mr. le Lieutenant-Amiral sous le couvert de Mr. de Glarges, que l'on m'avoit dit que la Cour avoit reçu avis, que le Duc de Beaufort étoit arrivé à Brest; mais Mr. de Lionne m'a dit depuis, que cela n'étoit fondé que sur le calcul du cours de la Flotte du Roi vers Brest, des vents qui ont soufflé & des lieux par où elle

à passé : mais que l'on avoit avis que les brouillars avoient séparé 12. Vaisseaux du reste de la Flotte après un grostems. J'ai ajoûté dans la Lettre susdite, que l'on souhaitoit ici que la Flotte de Leurs HH. PP. fût en lieu de sûreté & à l'abri des dangers & des incommoditez où elle a déjà été exposée.

J'ai crû, Monsieur, que je devois entrer dans ce détail pour vous faire voir qu'il n'y avoit point de ma faute si l'on n'a pas reçu ces avis plutôt, ce qui ne pouvoit arriver sans une négligence criminelle, & il me semble que l'on doit y pourvoir pour l'avenir, en donnant de bons ordres à cet égard. J'ai d'autant plus lieu de faire ces plaintes, que Mr. de *Glarges* m'a renvoyé de Calais une Lettre que j'écrivois à Mr. de *Ruyter*, parce, me marque-t-il, que la Flotte étant entrée dans le Canal, je pourrai mieux la faire tenir d'ici que lui de Calais. Je vous prie de ne point parler de ceci, mais cela peut servir d'avis.

Quoi qu'il en soit, je ferai usage de l'avis que vous me donnez, que la Flotte de Leurs HH. PP. fait les derniers efforts pour joindre Mr. de *Beaufort*, afin qu'on en soit ici reconnoissant, & que l'on comprenne que l'on auroit pû prendre de meilleures mesures pour donner avec beaucoup plus de diligence par mer, avis du départ de Mr. de *Beaufort*, à l'Amiral de notre Flotte; on dit que cela ne s'est point fait, parce que trois Vaisseaux de guerre de leurs HH. PP., commandez par le Commandeur *Verburg*, s'étant séparés de la Flotte de Mr. de *Beaufort*, avoient été rencontrés par les Anglois qui leur avoient donné
la

la chasse, en sorte que le Capitaine *Roeteringh*, & le Capitaine *Ooms* ont échoué, l'un à Ruë, & l'autre à St. Valeri, avec deux Vaisseaux marchands qui s'étoient brûlez eux-mêmes. On ne sait pas encore ce qu'est devenue le Commandeur *Verburg*, que son Equipage avoit contraint de faire voile vers la Patrie. Ainsi, en pareille rencontre Leurs HH. PP. doivent avoir de leurs gens avec de bonnes instructions, tant dans les Places maritimes, que sur la Flotte de France même; car il me semble que l'on n'a point tout le soin que l'on devroit, de donner les avis nécessaires à la Flotte de l'Etat.

La Résolution que vous me marquez que l'on a pris sur la Flotte, de rester encore en mer pour harceler l'Ennemi, & le dessein formé de l'aller chercher jusques sous ses Dunes, ne peut qu'aquerir de la gloire & donner un nouvel éclat à la Marine de Leurs HH. PP. Je saurai bien faire valoir cela ici. Mais, comme je l'ai déjà marqué ci dessus, l'on a fort approuvé & loué ici la Résolution que Leurs HH. PP. avoient prise de rapeller leur Flotte, tant à cause de la maladie de Mr. l'Amiral, de quelques Officiers, & de plusieurs soldats, qu'à cause des incommoditez où sont exposez les gros Vaisseaux dans cette saison; & pour les raisons alléguées dans la Lettre ci-jointe que le Roi écrit à Leurs HH. PP.: de cette manière il ne sera pas difficile de contraindre l'Ennemi, pendant cette arrière-saison, sans répandre de sang, à demander la Paix pendant cet hiver, ou au Printems prochain, on sera en état de l'atta-

Cc 3

quer

quer vigoureusement avec plus d'avantage & moins de danger pour Leurs HH. PP. Le malheur arrivé à la Ville de Londres fera son effet encore plus à l'avenir que présentement, puis que vers le Printems les Anglois seront obligez de faire de nouvelles dépenses s'ils veulent continuer la Guerre; au lieu qu'à présent leur Flotte qui est en mer ne se ressent pas à présent de l'incendie de cette Capitale.

Leurs HH. PP. ont assez long tems attendu l'Ennemi, elles lui ont fait tête avec assez de fierté, & l'ont même été chercher assez loin pour pouvoir se retirer avec honneur, puis que la Flotte de France s'est retirée, & que celle des Anglois évitant celle de l'Etat est entrée dans le Canal. Le Roi m'a fait dire qu'il a envoyé ordre à Mr. de *Beaufort* de croiser à l'embouchure de la Manche avec ceux de ses Vaisseaux qui seront en état de le faire.

Trois vaisseaux du Roi nommez le *Rubis*, le *Bourbon*, & le *Mazarin*, s'étant éloignez de la Flotte du Duc de *Beaufort*, ont été donner dans la Flotte Angloise; alors ils ont pris la fière résolution de se faire un passage au travers des Ennemis, ce qui a réussi aux deux derniers, qui ayant le vent contraire, après avoir traversé la Flotte Ennemie, se battirent en desesperez contre sept Vaisseaux Anglois dont ils en ont démâté deux, & ensuite fait retraite tout en combattant contre les cinq autres, en sorte que les Anglois n'osant les aborder, ils sont arrivez au Havre-de-Grace. Le *Rubis* ayant combattu avec une

va.

valeur surprenante jusqu'à être près d'être coulé à fonds, a enfin été pris, après avoir combattu un jour tout entier; en sorte que l'on a plus aquis de réputation dans cette petite Action, que l'on n'a perdu en perdant ce Vaisseau & son Equipage. Les Officiers des deux Vaisseaux qui se sont sauvez parlent des Anglois avec beaucoup de mépris & disent, que la Flotte de France étoit seule en état de leur tailler de la besogne; cela suffit pour les encourager ici à recommencer avec plus de vigueur au Printems prochain.

On a sauvé les Equipages, & quelques canons des Capitaines *Oms* & *Roeteringh*, ils m'ont écrit pour avoir des Ordres, & quelque conseil: je leur ai fait réponse qu'ils devoient attendre des Ordres de Mrs. de l'Amirauté, & je leur ai conseillé de faire bien serrer les effets sauvez, ce que l'on a aussi recommandé de la part du Roi aux Gouverneurs de ces Places; je leur ai recommandé aussi de tenir leur Equipage en un corps & de se rendre avec eux au plutôt à Calais & de-là en Hollande. J'ai aussi répondu pour ce qu'ils pouroient avoir besoin: vous trouverez sans doute les moyens de faire transporter ces gens dans le País. Je suis, &c.

P. S. Je souhaite de toute mon ame que celle-ci trouve la Flotte de Leurs HH. PP. rentrée dans ses Ports, & vous de retour à la Haye. En effet, on peut être tous les jours exposé à quelque tempête dans cette saison-ci, ainsi, on ne peut guere trouver de jours propres à donner un Combat naval, &

encore moins à remporter une Victoire complète. Ainsi la Victoire est incertaine pendant que la perte des hommes & la ruine des Vaisseaux n'est que trop évidente ; outre cela, quels peuvent être les fruits d'une Victoire dont on ne peut profiter dans une arriere saison ? sur tout lors qu'on a toutes les apparences de pouvoir obtenir la Paix sans répandre davantage de sang, ou de pouvoir continuer la Guerre avec moins de danger. La Flotte de Leurs HH. PP. a suffisamment conservé sa gloire dans cette Expédition, & elle n'a plus qu'à se retirer dans ses Ports selon le Conseil du Roi T. C. Enfin, peut-on penser, sans fremir, aux dangers où l'Etat est exposé tant que votre Personne est dans le péril ; Dieu veuille la prendre sous sa sainte Protection.

*Lettre du Roi à Messieurs les Etats
Généraux.*

Du 26. Septembre. 1666.

Très-chers & grands Amis, Alliez & Confédérez : nous avons reçu votre Lettre du 21. de l'autre mois, par laquelle vous nous avez informé des raisons que vous avez estimé vous devoir obliger à rapeller votre Flotte dans vos Ports, nonobstant le concert qui avoit été fait en Zeelande, avec le Comte d'Estrades, & le Marquis de Bellefonds, pour la jonction de nos Forces Maritimes pendant le reste de cette Campagne : Nous y avons vu encore la peine que
vous

vous témoignez, du péril que notre Flotte, par cette retraite de la votre, pouvoit courir en s'avancant, suivant ledit Concert, dans la Manche, où vous sçaviez qu'elle étoit attendue à l'Isle de Wight par toute l'Armée Angloise; comme aussi la louable disposition dans la quelle vous êtes de faire de grands efforts, pour vous mettre en état au Printems prochain d'aller attaquer l'Ennemi commun, & d'entreprendre quelque chose de grand & d'extraordinaire contre lui, avec nos Forces jointes ensemble; si, pendant la saison de l'Hiver, Dieu ne lui a touché le cœur pour l'obliger à prendre des pensées plus pacifiques, qu'il n'a témoigné jusqu'à présent de les avoir, & qu'on n'ait pu entre-ci & là, conclure une bonne Paix, au contentement de toutes les Parties intéressées; ce que vous nous assurez avec toute sincérité & candeur, être votre plus ardent desir. Sur quoi nous vous dirons en premier lieu, qu'encore qu'à l'heure présente que nous vous écrivons cette Lettre, nous n'ayons point d'assurance que notre Flotte, qui s'étoit avancée jusqu'à Dieppe, pour faire la jonction concertée, ne puisse recevoir quelque grand échec à son retour dans nos Havres; nous ne laissons pas d'avoir pris en bonne part, la retraite de la votre dans vos Ports, ayant bien pesé la force des raisons, qui vous ont obligé à l'y rappeler, dont l'une entre les autres nous a même touché sensiblement, qui est la maladie de Votre Amiral; quoi que nous espérons de la bonté Divine, qu'Elle ne voudra pas ôter à la bonne Cause, un Chef si brave & d'une expérience si consommée: En second lieu, que les Ordres que nous avons envoyez à notre Cousin le Duc de

Beaufort, étoient si exprès & si indispensables de venir jusqu'au pas de Calais, avec notre Flotte laquelle l'Escadre qui s'en trouvoit séparée, avoit rejoint le 15. à Belle-Isle, que sans aucune considération des embuscades que les Anglois lui pouvoient tendre dans la Manche avec une grande supériorité de Forces, & lesquelles en effet, ils lui avoient tendues à l'Isle de Wight; nôtre dit Confin, après qu'un vent Contraire, lui eût refusé la première fois l'entrée de ladite Manche, ayant eu le tems plus favorable, quelques jour après, s'est avancé jusques à la Rade de Dieppe, où il arriva le 23. au soir, ayant passé avec grande intrepidité à la vûe de toute l'Armée Ennemie, & il a séjourné un jour entier à la Rade dudit Dieppe, qui n'est pas bonne, attendant d'apprendre des nouvelles certaines du lieu, où il pourroit joindre votre Flotte; mais le 24. sur le soir il reçût avis par le Marquis de Crequi, qui revenoit de Dunkerke, que votre dite Flotte n'étoit plus au Poste, qu'en partant de la Rade de St. Jean, elle avoit dit qu'elle iroit prendre entre Dunkerke & le Nord-Voorland, & jugea de-là qu'elle devoit s'être retirée dans vos Ports: & comme d'ailleurs, par la réponse par écrit, que le Conseil de votre Flotte avoit quelques jours auparavant donné au Comte de la Feuillade, dont nôtre dit Confin reçût à Dieppe une Copie, que je lui avois adressée, ledit Conseil avoit déclaré aux termes formels qui suivent; qu'il jugeoit le plus sûr pour notre service, & pour le bien commun, que nous fissions retirer promptement nôtre Flotte dans le Havre de Brest, en attendant un tems plus propre pour faire la jonction: & qu'en-

qu'enfin, le vent qui l'avoit amenée jusqu'à Dieppe avoit entièrement changé, notre dit Cousin a pris la résolution de retourner traverser presque toute la Manche pour regagner Brest, & de passer pour la seconde fois devant l'Isle de Wight, où l'on présuinoit que toute l'Armée Ennemie étoit encore, puis qu'elle n'avoit point paru sur Mer, en aucun autre endroit; & comme nous avons déjà dit, nous n'avons point encore d'assurance qu'il ne puisse être arrivé quelque disgrâce à notre dite Flotte, à son retour vers les Côtes de Bretagne: si la chose arrive, (dont Dieu par sa bonté veuille préserver de si braves gens qui se trouvent de beaucoup inférieurs en nombre,) nous aurons du moins la consolation de vous avoir fait connoître évidemment, par un procédé tout plein de sincérité & de candeur, que si jusqu'ici certains contre-tems auxquels nous n'avons pu pourvoir assez-tôt, ont empêché notre Flotte de partager avec la votre la gloire & les périls des Combats, ce n'a jamais été notre intention de l'exempter de ceux-ci, ou d'épargner l'Ennemi, comme des personnes mal-intentionnées envers notre Alliance & notre Union, ont pris grand soin d'en semer calomnieusement le bruit dans le monde; mais nous nous promettons, qu'outre la preuve contraire & si éclatante que nous venons d'en donner, la suite de nos actions & de toute notre conduite, détruira de plus en plus pleinement une si fausse malignité; & par avance nous voulons bien vous assurer de trois choses, & y engager même notre honneur & notre foi par cette Lettre: la première, que nous souhaitons sincèrement & ardemment la Paix au contien-

tement des Parties intéressées, nommément à l'avantage & à la sûreté de votre Etat, qui a été attaqué, & que nous avons dû soutenir & secourir en conformité de nos Traitez, & que nous contribuerons bien volontiers à l'accommodement (quand il se pourra traiter) toutes les facilités qui dépendront de nous; n'ayant rien plus à cœur, qu'une prompte fin de cette Guerre. La seconde, que comme il se voit clairement que le dessein, & peut-être la principale espérance de l'Ennemi est, de vous séparer d'avec nous, ou de vous diviser en vous-même; nous vous assurons, pour ce qui nous regarde, que nous demeurerons constamment jusqu'au bout, dans la ponctuelle observation de tout ce qui a été stipulé entre nous, par notre Traité d'Alliance, & partant que nous ne serons jamais capables, non seulement de nous en séparer, ou de traiter rien à part, & bien moins de rien conclure; mais qu'après n'en avoir pu écouter les ouvertures, qui ne pourroient nous en être faites, qu'avec une extrême indignation, comme une chose fort injurieuse à notre honneur, nous ne manquerons pas de vous les communiquer aussi-tôt; nous confiant d'ailleurs pleinement en votre probité, & en votre bonne foi, que vous en userez de même, si on vouloit vous tenter & vous surprendre. La troisième, que si le Roi de la Grande Bretagne persiste à avoir des sentimens si contraires à la Paix, qu'il ne veuille pas même la traiter, à moins que vous ne la lui alliez demander chez lui, & l'y négocier, ce que par nos Traitez vous n'aurez pas la liberté de faire sans nous; & d'un autre côté, nous n'y pouvons jamais consentir pour la dignité de notre Couronne, la

pre-

première de la Chrétienté; aussi n'apprenons-nous pas que le dit Roi ait voulu prétendre de nous une pareille chose, mais seulement tâcher de faire former deux Assemblées différentes, en deux endroits éloignez l'un de l'autre, afin d'avoir lieu de faire continuellement craindre aux Ministres de l'une l'avancement du Traité, & même l'éminente conclusion de l'autre, pour obliger l'une des deux à se hâter de conclure, & signer séparément; qui est un piège si aisé à voir, que l'imprudence même ne seroit pas capable d'y tomber. En ce cas-là, comme on devra pour long tems desespérer de l'Accommodement, & même dès à présent, afin de régler prématurément toutes choses avec la prudence requise, il faudra que nous prenions conjointement de bons & vigoureux concerts sur deux choses, dont de notre part nous vous donnons toute assurance; l'une, pour incommoder le plus qu'il se pourra l'Ennemi pendant l'Hiver; nous à l'Embouchure de la Manche, & vous du côté du Nord, pour ruiner son Commerce, & établir la sûreté du notre; & la seconde, touchant l'action de nos Forces la Campagne prochaine, comme aussi tout ce qui concerne la conduite de la Guerre, tant au regard de nos Alliez que de l'Ennemi, & de toutes Nations neutres; en quoi nôtre intention seroit de régler tellement nos conseils communs, & l'emploi de nos Armées, & même ce qui est à observer à l'égard des Nations neutres, que tout ce qui peut avoir rapport à la direction de la Guerre, fût plutôt comme une résolution d'un seul Etat, que de plusieurs Alliez joints dans une même Cause. Cependant, vous devez faire

État certain, que nous n'obmettrons aucun des efforts qui seront en notre pouvoir, pour mettre en Mer dès le commencement du Printemps prochain, une Flotte plus considérable en nombre & en qualité de Vaisseaux, que celle que nous n'avons pu qu'avec précipitation, assembler cette année, & pour la joindre de la meilleure façon qu'il se pourra à celle que vous aurez aussi préparée; afin que nous allions conjointement & vigoureusement attaquer l'Ennemi, pour l'obliger, s'il est possible, à desirer la Paix, pour laquelle il fait paroître tant d'averssion, qu'il refuse même de la traiter; & ce qui est encore plus surprenant, & qu'il doit attirer le blâme de toute la Chrétienté, il n'a jamais voulu, depuis que la Guerre a commencé, il y a près de deux ans, s'expliquer, ni aux Parties intéressées, ni à aucun Médiateur, à quelles conditions il voudroit donner les mains à un Accommodement. Sur ce, nous prions Dieu, &c.

A Mr. le Conseiller Pensionnaire
JEAN DE WITT.

De Paris le 15. Octobre 1666.

MONSIEUR,

Je souhaite, de toute mon ame, que celle ci vous trouve à la Haye en parfaite santé. Je suis sûr, par raport aux affaires de Bremen, que Sa Majesté Très Chrétienne seroit très-fachée que cette Ville tombât entre les
mains

main des Suèdois. Vous me ferez plaisir de m'apprendre si ce que l'on propose ici sur ce sujet, par maniere d'entretien, agréeroit à Leurs HH. PP.; ce qui seroit à souhaiter, puis qu'alors on se trouveroit d'accord sur un point de cette importance.

Rien ne fait de peine ici par raport à la continuation de la Guerre contre l'Angleterre, que la crainte où l'on est en aprenant que les Ennemis ne cessent d'employer tous leurs artifices pour mettre la discorde dans la Republique, & separer Leurs HH. PP. de leurs Alliez : sur quoi Mr. le Comte d'*Estrades* est chargé de vous communiquer quelques particularitez. Il seroit à propos, en répondant à la Lettre du Roi, de lui donner des assurances capables de dissiper ses inquiétudes.

Il me semble que le dessein de faire hiverner quelques Vaisseaux Danois sur les Côtes de Norwege est fort bien imaginé, & que Leurs HH. PP. doivent l'encourager.

Je demande tous les jours quel'on punisse, ainsi qu'il convient, ceux qui se sont emparez de vive force à Wilham près de Boulogne, d'une Galliotte Hollandoise, qu'ils ont ensuite mise en pièces & pillée. Je n'ai pu avoir d'autre réponse jusqu'à présent, sinon, que le Roi a encore écrit au Lieutenant de l'Amirauté de Boulogne pour avoir des informations; on ne peut obtenir aussi aucune décision sur plusieurs plaintes que Mr. *Boreel* a faites par écrit, & que je ne cesse d'appuyer. Il seroit bon qu'on se plaignît sérieusement à Mr. d'*Estrades* de toutes ces lenteurs.

teurs dans les choses qui nous intéressent.

Je vois par ce que la Cour de Hollande a décrété dans l'affaire d'un certain de *Koningh* de Rotterdam, qu'Elle suppose que tous les Arrêts rendus par les Parlemens de ce Royaume contre les Habitans de Hollande, *in judicio contradictorio*, doivent être exécutez sur les Lettres réquisitoriales de ces Parlemens : mais je ne sais pas si les Tribunaux de ce Païs-ci font la même chose sur les Sentences rendues en Hollande. Car il est arrivé qu'un Bourgeois de Middelbourg ayant demandé, sur les Lettres réquisitoriales du Haut Conseil, l'exécution d'une Sentence en cas d'Appel contre un Habitant de Nantes, celui-ci a obtenu du Parlement de Bretagne je ne sais quelle provision de justice contre ladite Sentence. J'en ferai des plaintes ; mais si elles ne produisent rien, je crois que le remède sera de convenir, que les Sentences de part & d'autre contre les Habitans des deux Etats ne sortiront leur effet, que sur les effets qui se trouveront appartenir au Condamné dans l'Etat où la Sentence aura été rendue. Je suis, &c.

A Mr. C. van BEUNINGEN, Ministre
Extraordinaire.

A la Haye le 21. Octobre 1666.

M O N S I E U R ,

Je vous ai mandé le 14. de ce mois comment
ment

ment j'étois de retour ici ; j'ai depuis reçu votre Lettre du 6. qui a couru le Pais pendant quelque tems, enfin celle du 15.

Il y a quelques semaines que Leurs HH. PP. ont offert leur Médiation pour terminer les Differens entre le Roi de Suède & la Ville de Bremen ; pour cet effet Elles ont écrit non seulement aux deux Parties, mais encore aux Princes voisins qui avoient fait jusqu'à présent les mêmes offres de leur Médiation par leurs Ministres ; ainsi vous pouvez être assuré, & assurer au Roi & à ses Ministres, que Leurs HH. PP. n'ont autre chose en vûë, pour leur particulier, que ce que vous marquez dans votre Lettre du 15. à Mr. le Greffier, être le sentiment de Sa Majesté : mais je ne puis vous dire si l'Etat n'a point réellement d'autres Droits. Leurs HH. PP. n'ont nullement envie de se mêler de ce Differend jusqu'à y employer leurs armes, & leur dessein est d'en laisser le soin aux Princes voisins qui sont du Corps de l'Empire, & à qui l'Empereur a donné cette Commission en conséquence d'une Résolution de la Diette. Or comme l'Electeur de Brandebourg, & les Princes de Brunswick & de Lunebourg sont du nombre des Commissaires, il y a apparence que, si le Roi de Suède ne veut pas donner les mains à un Accommodement raisonnable, & se soumettre à la Justice ordinaire de l'Empire ; mais se rendre absolument maître de cette Ville par voye de fait, ces Princes agiroient avec plus de fermeté dans l'exécution de leur Commission, si l'Alliance projetée entr'eux, le Dannemark & Leurs HH. PP.

PP. étoit entierement conclûë, ce à quoi il y a beaucoup d'aparence à présent; puis que l'Electeur s'est expliqué cette semaine de maniere à faire esperer que l'on pourra encore terminer cette affaire cette semaine-ci; mais sans y faire mention en aucune maniere de rien qui puisse offenser le Roi de Suède, ainsi que vous pouvez voir en parcourant le Projet de cette Alliance qu'on vous a envoyé ci-devant; il seroit à souhaiter que le Roi de France de son côté interposât auprès du Roi de Suède sa puissante intercession, pour mettre cette affaire en train d'Accommodement.

Il n'y a point d'aparence que tous les artifices des Anglois pour semer la discorde parmi nous aient jamais le moindre succès, non plus que pour separer Leurs HH. PP. de leurs Alliez; pourvû qu'il paroisse par des effets que la France prend cette Guerre à cœur, & qu'Elle n'a point d'autre vûë que de parvenir à une bonne, honorable & solide Paix. Je me suis entretenu d'avance hier avec Mr. d'*Estrades* des armemens que l'on doit faire de part & d'autre pour le Printems prochain, & des moyens d'exécuter la jonction pour causer à l'Ennemi tout le mal qu'on pourra: les Députés des Colleges de l'Amirauté ont ordre de se rendre ici le 26. pour concerter sur le même sujet, & lors que cela sera fait, on travaillera à répondre à la Lettre du Roi. Mr. d'*Estrades* m'a dit que le Projet que l'on avoit formé à Paris sur ce sujet, n'alloit qu'à mettre en Mer une Flotte de 40. gros Vaisseaux; il me semble que c'est bien peu, & l'on nous avoit fait entendre

dre qu'on en équiperait jusqu'à 60. ; de notre côté nous ferons les derniers efforts pour reparoître en Mer, tout au moins avec autant de Forces que nous en avons au commencement de cet Eté, comme si nous nous attendions à être obligez de hasarder encore seuls un Bataille.

Il n'y a pas de moyen de l'éviter qu'en faisant tout ce que nous pourons pour être en Mer avec notre Flotte avant que les Anglois sortent de leurs Ports.

Le Roi de France doit tâcher d'avoir la sienne toute prête pour ce tems-là, afin qu'elle passe le Canal sur le premier avis qu'elle aura que notre Flotte sera en Mer, & aux environs du Pas de Calais.

La Flotte de l'Etat étant en Mer avant l'Ennemi, devra se poster, au cas d'un vent du Ouest, entre la Tamise & le Pas de Calais : alors celle de France devra profiter du même vent pour franchir le Canal, & se rendre auprès de celle de l'Etat.

Au cas d'un vent d'Est, aussi-tôt que la Flotte de l'Etat sera avertie que celle de France sera sortie du Port de Brest, elle pourra entrer dans la Manche, & aller au devant de la Flotte de France jusqu'à Pontrieux, ou aux environs, où Sa Majesté a déclaré ci-devant que sa Flotte pourroit avancer. De cette maniere on pourroit, sous la bénédiction du Tout-Puissant, faire la jonction & ensuite aller ensemble livrer Bataille à l'Ennemi.

Mais si la Flotte Angloise paroïssoit la première en Mer, il me semble qu'il sera très-diffi-

difficile d'éviter d'en venir aux prises avec elle avant de faire la jonction ; néanmoins il faudra s'en défendre autant qu'on le pourra sans blesser l'honneur & la réputation de l'Etat ; en ce cas il faudra être alertes pour se donner mutuellement avis, soit par mer, soit par terre, de tout ce qui se passera de tems en tems, & de tout ce qu'on jugera convenable pour faciliter la jonction.

Mais, avant tout, il faudra regler l'article du salut sur lequel nous aurions pû vous envoyer encore quelques nouvelles attestations, si nous n'avions crû que Sa Majesté s'étoit enfin renduë aux raisons de l'Etat ; sur tout Mr. le Marquis de *Bellefont* en ayant paru convaincu avant son départ de Zeelande. J'en ai donc parlé depuis à Mr. le Comte d'*Estrades*, & je lui ai déclaré que Mr. de *Ruyter*, les Lieutenans - Amiraux *Banckert* & *van Nes*, & les Vice-Amiraux de *Liefde*, *Corneille Evertsz* & *Segram*, ont déclaré sous serment, & unanimement, qu'en 1652. ayant rencontré à la Rade de la *Pallisse* le Sieur de *Neufchaise* qui commandoit alors une Escadre de Vaisseaux de guerre de Sa Majesté, & portoit le Pavillon Amiral à son grand Mât, on observa le salut & contre-salut après qu'il y eût eu un pour-parler entre quelques Officiers Généraux de la Flotte de l'Etat & ledit Sieur de *Neufchaise*. Leurs HH. PP. ne demandent pas autre chose, sinon que cet Article soit réglé de cette manière-là ; & sur les questions réitérées que m'a faites Mr. d'*Estrades*, je n'ai pû lui celer, que Mr. de *Ruyter* avoit eu ordre de
s'en

s'en tenir-là; & que lors que j'étois sur la Flotte la Résolution étoit prise, conformément aux intentions des Etats, d'envoyer deux ou trois Officiers Généraux à la rencontre de Mr. de *Beaufort*, pour lui déclarer que nous étions prêts, par respect pour Sa Majesté, de baisser le Pavillon & de saluer son Altesse de quelques coups de canon, bien entendu qu'il nous rendroit le contre-salut, &c. & qu'au cas que Mr. de *Beaufort* n'eût pas répondu cathégoriquement, qu'il rendroit le salut, on lui auroit remis par écrit les offres qu'on venoit de lui faire, & qu'on auroit laissé le Pavillon levé jusqu'à-ce que cet Amiral nous eût donné promesse de rendre le contre-salut; enfin, je lui ai dit qu'il étoit absolument impossible d'agir autrement pour plusieurs raisons qui vous sont connues, & qui ont été représentées à Sa Majesté & à ses Ministres, tant par écrit que de bouche.

Mr. de *Ruyter* a déclaré en votre présence à Mrs. d'*Estrades* & de *Bellefont*, que l'Amiral *Montagu* lui a rendu le contre-salut, n'étant alors que Vice-Amiral, en baissant le Pavillon, & que le Vice-Amiral *Lauson* lui avoit fait la même civilité que Leurs HH. PP. demandent à présent; qu'il étoit vrai aussi, que dans le même voyage le même *Lauson*, dans une autre rencontre, avoit laissé son Pavillon levé; mais aussi ne l'a-t-on plus salué de notre côté.

Il est à propos que Sa Majesté satisfasse Leurs HH. PP. de bonne heure sur ce sujet, c'est à dire, qu'Elle s'explique positivement avant que les deux Flottes se rencontrent: il
ne

ne faut pas même que Sa Majesté ignore, que si Elle nous refuse le contre-salut, nous ne baisserons pas le Pavillon. Je suis, &c.

A Mr. le Conseiller Pensionnaire
JEAN DE WITT.

De Paris le 22. Octobre 1666.

MONSIEUR,

J'ai pris avec un plaisir inexprimable par la votre du 14. de ce mois, que vous étiez de retour à la Haye en bonne santé, après avoir ajouté à votre réputation la gloire d'avoir rehaussé celle des armes de Leurs HH. PP. par votre sage & vigoureuse conduite à la honte de nos Ennemis.

Je suis dans l'impatience d'apprendre ce que Leurs HH. PP. auront résolu sur les offres que l'on fait de ce côté-ci, de concerter sur les mesures à prendre pendant cet Hiver pour favoriser la navigation, & faire à l'Ennemi tout le tort possible. Si le Roi vouloit tenir en Mer environ vingt Vaisseaux, Leurs HH. PP. trente, & le Roi de Dannemark six; on pourroit tenir une petite Escadre à Flekeren en Norwege, ou aux environs, pour assurer la navigation de la Baltique, harceler les Anglois qui vont à Gottenburg, & détruire les Armateurs Ecoissois; une seconde Escadre pourroit croiser sur les Côtes d'Angleterre, & une troisième voltigeroit dans la Manche & à son embouchure pour donner la chasse à l'Ennemi, ou l'obliger à faire de grosses dépenses qui l'incommoderoient beaucoup dans la conjoncture présente. Si Leurs HH.

PP.

PP. retiennent leurs Matelots en service pendant l'Hiver, il seroit bon d'engager le Roi d'en faire autant; car on a beaucoup de penchant à l'épargne de ce côté-ci.

On ne verroit pas volontiers ici que les Suèdois devinssent maîtres de Bremen; mais encore moins que l'Empereur, autorisé par la Diette de l'Empire, donnât du secours à cette Ville. Il me semble que le meilleur seroit, que l'on se hâtât de conclure la Ligue avec le Roi de Dannemark & les Princes d'Allemagne; & qu'alors on parlât d'Accommodement avec cette Couronne: lors qu'on seroit convenu des conditions, on pourroit obliger les deux Parties à y souscrire, & cependant la Ligue pourroit garantir Bremen d'être opprimée, pendant qu'on travailleroit à l'Accommodement: je vous prie de me mander ce que vous pensez de cet expédient.

Il y a quelques semaines que je vous ai prié de me faire savoir si l'on ne pensoit plus à exécuter la Résolution de gratifier les Officiers du secours des Troupes Françoises; il me semble que cela se devoit faire, & que l'on pourroit y employer une partie de la valeur de ces Aiguières d'or qui ne servent à rien ici, dont la garde est gênante, & dont on pourroit tirer avantage, vû que le change est fort haut présentement, si l'on en faisoit des Espèces. Je suis, &c.

P. S. La Punition * de *Buat* a fait ici le meilleur effet du monde, & dissipé quelque reste de défiance.

A

* Voyez sur cela Lettres d'*Esbrades* Tome III., la fin de sa Lettre du 23. Septembre & le milieu de celle du 14. Octobre 1666.

A Mr. C. van BEUNINGEN, Ministre
Extraordinaire.

A la Haye le 28. Octobre 1666.

MONSIEUR,

Ma dernière étoit du 21. du courant; j'ai reçu en son tems la votre du 22. Vous aurez appris par ma dernière, que par provision nous avons laissé en mer vingt-&-un bons Vaisseaux de guerre, trois Brûlots, & une Galliotte pour harceler l'Ennemi: quatorze de ces Vaisseaux ont ordre de se poster aux environs du Banc des Dogues, & d'agir selon le tems & les avis qu'ils auront, de la maniere la plus efficace pour causer à l'Ennemi tout le dommage qu'ils pourront; sur tout de tâcher d'intercepter un Convoi de 4. Vaisseaux de guerre & de plusieurs Bâtimens marchands qui doivent sortir de Gottembourg; les sept autres ont ordre de croiser avec leurs trois Brûlots le long des Côtes d'Angleterre & d'Ecosse jusqu'à Leith, & de faire sur ces Côtes tout le tort qu'ils pourront aux Anglois; sur tout d'avoir l'œil sur une Flotte d'environ 40. Bâtimens qu'on attend de Leith dans la Tamise: & nous avons appris aujourd'hui que les vents contraires avoient obligé cette Flotte de relâcher à Tinmouth, d'où elle remettra en mer au premier vent favorable. Je crois que demain nous aurons une Conference avec les Députez

tez des Colleges de l'Amirauté, pour examiner si l'on doit faire quelque chose de plus pendant cet Hiver; on n'a pû encore parler de cela, parce que les Députés de l'Amirauté d'Amsterdam n'étoient pas encore arrivés ici, on ne les attend que ce soir; au reste, je vous avouërai que je ne crois pas que l'on puisse faire grand chose en tenant des Vaisseaux en mer pendant l'Hiver, outre que cela empêcheroit qu'on pût mettre la Flotte entière de bonne heure en mer au Printemps prochain; parce que les Vaisseaux qui seroient restés en mer ne pourroient être prêts pour mettre à la voile avec les autres.

Dès la fin de l'Été Leurs HH. PP. ont résolu qu'on garderoit en service les Matelots pendant tout l'Hiver; & quand la Flotte est rentrée Elles en ont réitéré les Ordres aux Colleges de l'Amirauté, comme vous pourrez l'apprendre des Extraits ci-joints; & même dès à présent on travaille aux nouvelles levées pour remplacer ceux qui ont été tuez, ou qui sont morts autrement. Nous ne doutons pas qu'on ne fasse de même en France, puis qu'autrement il y auroit à craindre, qu'une bonne partie des Matelots de la Flotte de Sa Majesté ayant été levez en Provence & aux environs, n'y retournassent pendant l'Hiver, & au Printemps on auroit de la peine à en trouver assez pour équiper la Flotte. Je vous prie de représenter ceci à la Cour, & de me mander quel effet vos remontrances auront eu.

L'Alliance projetée entre le Roi de Danemark, Leurs HH. PP., l'Electeur de
Tome III. D d Bran-

Brandebourg & les Princes de Lunebourg † a été conclûe & signée le 25. de ce mois, graces à Dieu; Leurs HH. PP. vous en donnent avis en vous envoyant le Traité. Je crois que vous devez en informer le Roi, ou ses Ministres sans perdre de tems; en rappelant la communication que vous leur avez faite il y a quelque tems du Projet de ce même Traité, & l'aprobation que Sa Majesté a donnée alors au but que Leurs HH. PP. s'y propoisoient. Le Roi d'Espagne * & l'Empereur ont fait quelques démarches pour être compris dans cette Alliance; mais nous les avons refusez honnêtement, outre qu'aucun des Alliez n'avoit envie de les y admettre, si ce n'est l'Electeur de Brandebourg qui auroit pû y consentir par égard pour l'Empereur. Si le Roi de France vouloit entrer dans cette Alliance, il faudroit m'en donner avis en diligence, afin que je disposasse les autres Alliez à l'y admettre. Nous attendons de cette Alliance, par raport à Bremen, tous les effets dont vous faites mention dans votre dernière, tant pour faire un bon Accommodement entre le Roi de Suède & cette Ville, que pour avoir la Garantie qui sera nécessaire. Je ne doute pas que Leurs HH. PP. n'envoyent leurs Députez au Congrès pour moyenner cet Accommodement, & peut-être qu'il seroit à propos que le Roi de France trou-

† Voyez le sentiment de Louis XIV. sur cette Alliance dans les *Lettres d'Esdras* Tome III. 5 Novembre 1666.

* Voyez *Lettres d'Esdras* Tome III., Lettre à Mr. de Liège du 28. Octobre 1666.

trouvât quelque expedient pour y envoyer aussi ses Plénipotentiaires, & faire en sorte que ses Plénipotentiaires, conjointement avec les Députés de l'Etat, y fussent reçus comme Médiateurs, parce qu'alors agissant de concert, ils pourroient plus efficacement réussir, ainsi que vous le marquez : au lieu qu'il est à craindre qu'en s'y prenant autrement on ne termine rien ; parce qu'étant absent, & n'ayant point ouï les Parties, on ignoreroit l'état de la Question, & l'on ne pourroit décider qui a tort ou raison.

Je croyois qu'on avoit exécuté il y a long tems la Résolution qu'on avoit prise de faire quelque gratification aux Officiers du secours François : mais, puis que vous m'apprenez le contraire, je ferai en sorte qu'elle soit exécutée au plutôt.

Je vous ai encore parlé dans ma dernière de l'Article du Pavillon : je m'étois imaginé sur le sens de la dernière clause de la Lettre de Sa Majesté, ci-jointe, que c'étoit une affaire terminée ; mais comme depuis ce tems-là on a encore envoyé de Paris ici de nouvelles attestations. il y a apparence que ce n'est pas encore une chose réglée ; ainsi je m'en raporte à ce que je vous ai écrit dans ma dite dernière, & je vous en envoie les preuves ci-jointes, consistantes en attestations authentiques confirmées sous serment par tant de Personnes d'honneur, que je ne doute pas que l'on n'y ajoute foi. Quoi qu'il en soit, il faut que Sa Majesté s'explique clairement ; car les délais dont Elle a usé jusqu'à présent sur cet article font ici un très-mauvais effet,

Dd 2

autre

outré qu'il ne faut pas attendre à l'extrémité pour convenir de ce Cérémonial important; car Sa Majesté doit être assurée que si l'on n'est certain de ce côté-ci de recevoir le contre-salut, on ne baissera point le Pavillon, & il est impossible d'en agir autrement; puis qu'un tel exemple mettroit Leurs HH. PP. dans l'impossibilité de jamais refuser la même chose aux Anglois; or vous savez avec quel soin nous devons éviter de fortifier cette Nation dans son Droit imaginaire du *Dominium Maris*, & Sa Majesté y est obligée, puis qu'Elle doit aider Leurs HH. PP. à conserver la Mer libre.

Le Lieutenant-Amiral *de Ruyter* continué à se retablir de jour en jour, quoi que fort lentement; je suis, &c.

A Mr. le Conseiller Pensionnaire
JEAN DE WITT.

De Paris le 29. Octobre 1666.

MONSIEUR,

Depuis ma dernière du 22. de ce mois, j'ai reçu la votre du 21. qui m'apprend les sentimens de Leurs HH. PP. sur les affaires de la Ville de Bremen; j'en ai fait part ici aux Ministres qui en sont d'autant plus contens, qu'ils s'accordent parfaitement avec ceux de Sa Majesté; ce que vous me marquez du nouveau Traité me fait encore plus de plaisir,

fir, puis que par-là les intérêts de Leurs HH. PP. se trouvent appuyez. On peut examiner en tems & lieu si les Alliances que nous faisons dans l'Empire ne peuvent pas servir à garantir cette Paix.

Il y a aparence que les Résolutions que l'Empereur & la Diète ont prises, ont obligé les Suèdois, dans cette occasion, à mettre de l'eau dans leur vin; mais ce qui nous est avantageux à présent pourroit dans une autre conjoncture nous être très-préjudiciable. Nous avons vû l'année derniere, que presque tout l'Empire a été prêt à prendre Parti dans la querelle que nous avions avec un Prince voisin. Il me semble, sauf meilleur avis, que nous ne devons pas entretenir ces dispositions, sur tout si l'on peut les dissiper, en accordant quelques Bagatelles, telles que sont les demandes de l'Electeur de Cologne. Nous avons à la vérité la Garantie du Roi de France; mais pour en sentir les effets nous devons accorder quelque chose à ses recommandations, qui me paroissent fort justes & avantageuses dans cette affaire-ci. Si l'Electeur de Cologne a visiblement tort, il seroit bon qu'on le prouvât, afin qu'on ne le rejetât point sur nous à notre préjudice.

On est résolu ici de mettre en mer toutes les Forces possibles l'année prochaine. Quand Mr. d'*Estrades* parle de 40. Vaisseaux, c'est à dire, ainsi que Mr. de *Lionne* me l'a fait entendre, qu'on aura ce nombre prêt en Mars; & que si alors nous en avons 60. bien équipés & bien commandez, on pourroit faire la jonction, & plus exécuter avec ces 100.

Vaisseaux, que si pour mettre en Mer une Flotte plus nombreuse, on traînoit encore jusqu'à-ce que la saison fût avancée : ce n'est pas à dire, que quand cette Flotte seroit en Mer qu'on ne travaillât à la renforcer même considérablement. Je n'ai pû rencontrer Mr. *Colbert* de toute cette semaine ; lors que je lui aurai parlé, je pourai peut-être vous marquer d'autres circonstances sur ce sujet, & répondre à vos Propositions pour exécuter la jonction des Flottes.

J'ai entretenu de nouveau Mrs. de *Turenne* & de *Lionne* de ce qui concerne le salut & le contre-salut du Pavillon, & je les ai trouvez très-raisonnables ; mais ils disent que les Officiers François soutiennent, que jamais on n'a baissé le Pavillon Amiral de France, même pour rendre le salut. Je réponds à cela qu'il ne suffit pas d'avancer cela ; mais qu'il faut prouver en quelle occasion ils ont reçu le salut d'un Pavillon Amiral d'un Etat Souverain, sans rendre le contre-salut ; qu'il faut examiner ce que la raison & l'usage exigent de Vaisseau à Vaisseau, de Commandeur à Commandeur, pour décider de ce qui doit se faire d'Amiral à Amiral *ex parietate rationis* ; que du côté des François on ne produit point toutes les informations qu'ils ont prises, & dont la plupart nous sont favorables, ce que l'on peut conclure d'une réponse de Mr. *Colbert du Terron* qui marquoit, que les informations qu'il avoit reçues ne s'accordoient point ; en second lieu, que la pièce la plus forte qu'ils produisent est un Extrait erroné d'un Traité de l'an 1635. qui ne subsiste pas ;

&

& enfin, que la plupart de leurs preuves ne parlent que de ce qui s'est passé sur leurs Rades; après tout, que Leurs HH. PP. prouvent démonstrativement qu'on leur a plusieurs fois rendu le salut du Pavillon; mais après avoir concerté entre les Officiers des deux Flottes, & que si l'on y a manqué quelquefois cela n'établit aucun Droit. On doit examiner leurs réponses, & c'est à l'Etat & non à moi, à répondre dans une affaire aussi délicate. Je suis, &c.

A Mr. C. van BEUNINGEN, Ministre
Extraordinaire.

A la Haye le 4. Novembre 1666.

M O N S I E U R,

Ma dernière étoit du 28. du passé, j'ai reçu en son tems la votre en date du 29.; il y a quinze jours que nous avons reçu de Stockholm les mêmes nouvelles que vous me marquez être arrivées à la Cour où vous êtes, d'un Accommodement avec la Ville de Bremen: mais à notre grand chagrin, il se trouve que les choses n'en sont pas encore-là; néanmoins puis qu'on l'a écrit, c'est une marque qu'elles s'y acheminent, & il y a lieu d'espérer qu'avec un peu de tems la nouvelle se trouvera vraie. Les recommandations de Sa Majesté T. C. peuvent y contribuer beaucoup, sur tout si elle persiste dans la réponse négative qu'Elle a renduë à la demande.

que la Suède lui a faite de quelques secours en vertu de l'Alliance du Rhin, qui ne peut être apliquée au cas dont il s'agit, puis qu'il n'y a ni rebellion, ni désobéissance des Sujets envers leur legitime Souverain; mais seulement un different sur le véritable sens & la disposition de l'instrument de Paix que tout l'Empire explique dans le sens que lui donne la Ville de Bremen, & par raport auquel on peut avoir recours aux voyes de la Justice si l'on ne peut s'accorder par des voyes amiables.

Nous avons recommencé aujourd'hui à travailler aux affaires qui concernent les plaintes de l'Electeur * de Cologne; & comme jusqu'à présent le point principal concerne l'exercice de la Religion Reformée à Issum, sur lequel on a fait ici des Propositions pendant mon absence; qui consistent à rendre aux Catholiques l'Eglise d'Issum que les Reformez ont possédée pendant tant d'années; & que par l'Accord à faire avec l'Electeur, sur ses Grieffs, il accorderoit que les Reformez qui sont dans ce Village au nombre de plus de sept cens, & qui peuvent former une Communauté assez considerable, auront le libre Exercice de leur Religion dans le Château de Mr. d'Issum, ou dans une Loge bâtie à cet effet sur son terrain. On a déjà fait ci-devant cette Proposition de la part de l'Electeur, & j'ai promis à Mr. d'*Estrades* de faire

* Voyez *Lettres d'Estrades* Tome III., la fin de sa Lettre au Roi du 9. Septembre 1666., & une autre Lettre du 4. Novembre 1666.

faire en sorte qu'on l'approuvât ici; & à présent nous aprenons que l'Electeur voudroit refuser d'admettre cette condition dans l'Accord; & consentir seulement à ce que Mr. d'Iffum reçût ce consentement comme une grace & une faveur de l'Electeur qui seroit révocable, & que cet Electeur-ci, ou du moins ses Successeurs, ne manqueroient pas de révoquer dès qu'ils se verroient maîtres de l'Eglise: ainsi je ne crois pas que Leurs HH. PP. puissent donner les mains à une chose qui n'a point de meilleures sûretés. Informez-vous un peu où vous êtes, si l'on ne juge pas que la proposition dont je viens de vous parler est tout à fait satisfaisante, & si l'on ne regarde pas comme une faveur que Leurs HH. PP. y consentent à la réquisition du Roi de France; & si contre toute attente on vouloit appuyer cette concession preciaire, ne balancez pas à la rejeter bien loin.

Mr. d'Estrades m'a dit que Sa Majesté avoit approuvé ce que je lui avois dit, & que je vous ai mandé touchant la jonction des Flottes. Je travaillerai à faire goûter ce Plan aux Députés Plénipotentiaires de Leurs HH. PP. chargez du soin de tout ce qui concerne la Flotte; mais encore une fois, il faut que Sa Majesté se déclare clairement sur ce qui concerne le salut & contre-salut du Pavillon; car l'opinion de Messieurs les Députés Plénipotentiaires est, avec raison, * ce me semble, que nous ne baissions pas le Pavillon tñ

Dd 5

nous

* Voyez la fin de la Lettre du Comte d'Estrades au Roi du 28. Octobre, 1666, Tome III.

nous ne sommes assurez du contre-salut.

Je ne vois pas qu'il y ait ici aucun moyen de procurer quelque emploi à cet honnête Athénien, ainsi il ne doit pas se repaître de vaines espérances.

Il n'y a aucun fond à faire sur ce que vous marquez dans votre Lettre du 29. à Mr. le Greffier *Ruyseh*, de la proposition que l'on fait d'Anvers, de Gand, ou de Hambourg, pour y tenir le Congrès; ce que Mr. de *Koningsmarck* dit des Ouvertures que Mr. *Appelboom* a faites ici sur ce sujet n'est pas mieux fondé; car, outre la hauteur avec laquelle le Roi d'Angleterre s'y prend, Mr. *Appelboom* a déclaré qu'il n'étoit pas autorisé à se mêler de cela en qualité de Ministre de Suède, ni en public, ni en particulier; cela vient sans doute de quelque discours qu'il aura tenu sur ce sujet avec quelques Seigneurs de la Régence, & d'où il aura conclu, comme il est vrai, que jamais nous ne ferons ici beaucoup de difficulté sur le choix d'une Place pour les Négociations; pour moi je lui ai dit que cet article étant du ressort du Point d'honneur, c'étoit avec le Roi de France que l'on devoit en convenir, & que Leurs HH. PP. ne feroient jamais difficulté d'envoyer leurs Ministres au lieu dont les Rois intéressés seroient convenus.

Les Députez des Colléges de l'Amirauté qui sont ici n'ont pas encore donné leur avis sur divers articles qui concernent l'Action de la Flotte, tant pendant l'Hiver qu'au commencement de la Campagne; ils sont occupés à les dresser. Je suis, &c.

A

A Mr. le Conseiller Pensionnaire
JEAN DE WITT.

De Paris le 5. Novembre. 1666.

M O N S I E U R ,

La dernière que je me suis donné l'honneur de vous écrire étoit du 29. du passé. J'ai reçu en son tems la votre du 28.

J'atends avec impatience le Résultat des délibérations qui sont sur le Tapis, & où il s'agit de régler nos armemens pour la Campagne prochaine; il faudra que l'on seconde à la Haye les instances que je ferai ici pour engager le Roi à ne rien épargner pour rassembler de bonne heure un nombre suffisant de Matelots, il n'y aura qu'à en parler très sérieusement à Mr. le Comte d'*Estrades*.

Tout ce que l'on souhaite le plus ici c'est de mettre en Mer avant les Anglois & d'effectuer la jonction de bonne heure, en sorte que les deux Flottes en formant une considérable, on se vît en état d'employer le reste des forces marines & des matelots à rétablir sous la conduite de bons Convois le Commerce qui est interrompu par Mer; mais il faut bien se donner de garde de laisser entrevoir ce dessein aux Marchands, cela empêcheroit les levées des matelots. Néanmoins ce doit être là notre unique-but, & si nous y pouvions parvenir nous y trouverions peut-être un grand avantage, puis que nous acheverions de ruiner sans peine le Commerce des Anglois

Dd 6

qui

qui est déjà assez affoibli par l'incendie de Londres, outre qu'alors la Guerre ne nous seroit ni si onéreuse, ni si préjudiciable. De ce côté-ci, on est fort sensible à cette interruption du Commerce qui est cause que le prix des vins & des grains est tellement baissé, que dans plusieurs Provinces les propriétaires ne tirent presque rien de leurs terres.

Mr. Colbert s'est plaint à moi, de ce que Sa Majesté ne trouvoit pas en Hollande toutes les facilités qu'Elle espéroit des sollicitations qu'elle y faisoit afin qu'on lui procurât les moyens de fournir de Canons les Vaisseaux de guerre qu'Elle y a fait bâtir : je vous prie de me mander ce qui peut en être la cause; car il me semble qu'il nous est avantageux que ces Vaisseaux soient prêts de bonne heure, puis qu'ils doivent faire partie des forces qui agiront contre l'Ennemi commun, qu'il n'y a en cela aucun préjudice pour nous & que nos affaires en iront mieux.

Il ne me paroît pas que l'on soit fort disposé ici à entrer dans la Ligue avec le Danemark & avec les Princes Allemans, pour plusieurs raisons, entr'autres parce qu'elle ne peut faire plaisir à la Suède; il me semble, qu'il vaut mieux que personne n'y entre qui se croiroit en droit d'y avoir plus à dire que Leurs HH. PP., & que le moyen de ruiner cette Ligue seroit d'y admettre la Suède.

On attendra ici quel sera le succès des apparences qu'il y a à un Accommodement avec Bremen avant de prendre aucune résolution : si cet Accommodement manque, je me servirai de

de ce que vous me marquez sur ce sujet comme d'une instruction que je dois suivre.

Je suis charmé que vous ayez envie de tenir la main à l'exécution de la Résolution qui ordonne de gratifier les Officiers du secours François; l'honneur de l'Etat veut que cette affaire ne soit pas exposée à de nouveaux délais.

J'ai entretenu Mr. *Colbert* du salut du Pavillon; il m'a dit qu'il comprenoit parfaitement toutes mes raisons, mais que les Officiers François persistoient à soutenir que jamais l'on n'avoit baissé le Pavillon Amiral de France: je lui ai répondu que si l'on regardoit comme une bassesse l'Action de baisser le Pavillon, on ne devoit pas l'exiger de Leurs HH. PP.; que si c'étoit une civilité entre Souverains, on ne pouvoit se dispenser d'y répondre. On m'a répondu que Leurs HH. PP. étoient plutôt en droit de prétendre n'être pas obligées de baisser que de soutenir que le Roi étoit obligé de rendre le salut; mais lors que je répondis que Leurs HH. PP. étoient contentes, pourvu qu'on n'exigeât pas d'Elles le premier salut comme un chose dûë; on me dit, hé bien nous sommes d'accord, pourvu qu'on ne défère pas moins au Roi de France en cela qu'à celui d'Angleterre; je me suis servi des dernières Attestations de Mr. *de Ruyter* & des autres Officiers de mer, que vous m'avez envoyées: Mr. *Colbert* s'est chargé d'en écrire à Mr. *de Neufchaise*, ajoutant qu'on avoit encore du tems de reste pour régler cela.

Quoi qu'il en soit, cette affaire me semble très

délicate, car je prévois que sans une Convention expresse les Anglois ne consentiront jamais à nous rendre le salut du Pavillon dans ce qu'ils appellent *leurs Mers*; & puis qu'ici on pose pour baze que nous n'accorderons pas plus à l'Angleterre qu'à la France ceci pourroit avoir des suites importantes après la Paix faite.

D'un autre côté il ne seroit pas à propos d'entrer dans des discussions sur ce sujet avec les Anglois pendant les Négociations, puis que ce seroit réveiller leur prétendu *Dominium Maris*, & qu'il faudroit se conduire avec cette Couronne-ci comme avec celle d'Angleterre: car si nous ne baïssons pas le Pavillon devant les Anglois, même dans leurs Mers, par la raison qu'ils sont un état Monarchique, la France n'est pas obligée d'avoir pour eux cette déférence; en un mot, cette affaire me paroît très épineuse, & non seulement je voudrois que l'Etat m'envoyât des instructions précises; mais même qu'on y ajoutât les moyens & les raisons favorables aux intentions de Leurs HH. PP.

Il y en a qui disent que l'on pourroit plier le Pavillon & ne le pas baïsser; d'autres que l'on pourroit se contenter de saluer du Canon: mais tous les expédiens ont leurs difficultés, parce que l'on veut être traité sur le même pied que les Anglois.

Si ce que Mr. de Thou m'a dit est vrai, Mr. d'Opdam a baïssé le Pavillon devant un simple Vaisseau de guerre Anglois & a souffert que celui-ci ne lui rendît pas le salut du Pavillon. Je suis, &c.

A

Mrs. J. de Witt & C. van Beuningen. 639

A Mr. C. van BEUNINGEN, Ministre
Extraordinaire.

A la Haye le 11. Novembre 1666.

MONSIEUR,

Le Colonel *Mombas* m'a dit que ses affaires commencent à aller mieux en France, & que pour y mettre la dernière main, il y alloit faire un tour, en ayant obtenu ici la permission. Je me suis chargé de vous recommander sa personne & ses intérêts, quoi que je sois persuadé que vous ne les prenez pas moins à cœur que moi-même, ainsi je n'emploierai pas ici une foule de raisons pour vous y déterminer; & me reposant sur votre affection, je vous assure que je suis, &c.

A Mr. C. van BEUNINGEN, Ministre
Extraordinaire.

A la Haye le 11. Novembre 1666.

MONSIEUR,

J'ai reçu celle que vous m'avez écrite en date du 5., ma dernière étoit du 4. de ce mois. J'avois déjà proposé à Mr. d'*Estrades* que l'on tint sur pied en France pendant l'Hiver les matelots qui ont servi cette Campagne-ci sur la Flotte, à l'exemple de Leurs HH. PP., il s'est chargé d'en écrire à la Cour.
Nous

Nous prenons toutes sortes de précautions pour avoir tout prêt au commencement du Printems, autant de Matelots que nous en aurons besoin ; mais les pressantes instances que l'on nous fait tous les jours au nom de nos Alliez & des Nations neutres ; mais sur tout de la part de la France, pour laisser partir des vaisseaux qu'ils disent appartenir à leurs sujets & chargez ici de denrées & de marchandises, sont cause qu'il est impossible de faire observer à la rigueur les Ordonnances de Leurs HH. PP. qui suspendent ici toute navigation ; car chacun trouve le moyen de sortir à la faveur de l'un ou de l'autre de nos Alliez, ou de quelque Puissance neutre. Outre cela le Roi de France demande qu'on laisse sortir les vaisseaux de ce pais transportez à ses sujets depuis la publication de cette Ordonnance, en sorte que pour sortir il suffit d'emprunter un nom François. Mr. d'*Estrades* a delivré cette semaine les deux * Mémoires ci-joints, qui ont causé un scandale universel & irrité terriblement les esprits, les termes dans lesquels ils sont couchez vous étonneront sans doute : sondez, je vous prie, l'intention du Roi sur ces Mémoires, & représentez, comme vous le jugerez convenable, ce qu'il y a d'offençant dans les termes, & le préjudice que nous causeroit la chose même qui y est demandée. Leurs HH. PP. ont permis de tems en tems aux Bâtimens François de sortir de leurs Ports avec des denrées permises,

&

* Ils sont dans les Lettres d'*Estrades* Tomé III. après une lettre du 5. Novembre 1666.

& hier encore ils ont pris une Résolution générale, dont voici la Copie ci-jointe, de n'avoir aucune dispute avec Sa Majesté T. C. sur le sens des articles de l'Alliance applicable à ce sujet. Vous pouvez représenter à Sa Majesté en toute vérité, qu'il sera impossible, de cette manière, à Leurs HH. PP. d'avoir leur Flotte équipée à tems au commencement du Printems prochain, ni même de l'avoir complete pendant tout l'Eté faute de Matelots, que la navigation des particuliers emporte hors du país; car les Marchands ne balancent pas à donner par mois à un Matelot expérimenté jusqu'à 20. & 24. florins par mois, pendant que l'Etat ne leur donne que 15. florins: & ne peut espérer, par conséquent, que les matelots préfèrent son service où il y a moins de profit & plus de danger. Il est vrai qu'en accordant aux Vaisseaux neutres la permission de sortir, c'est toujours avec la clause qu'ils seront montez par leurs propres matelots, ce qu'on observe constamment malgré les instances au contraire faites souvent par Mr. d'*Estrades*: cependant, les choses ne vont pas selon l'intention de Leurs HH. PP.; car outre qu'il est impossible de faire observer cette limitation à la lettre, les Marchands savent l'éluder de reste; ils tiennent à leurs gages un certain nombre de matelots étrangers qu'ils mettent sur le vaisseau qui doit sortir; & ils louent sous main des matelots de la Nation qu'ils envoient par terre hors des limites de l'Etat où le vaisseau va les prendre & les matelots étrangers reviennent par terre dans le lieu d'où ils

ils

ils étoient sortis pour recommencer le même manége: en sorte que je prévois que Leurs HH. PP. seront obligées au premier jour de révoquer l'Ordonnance qui suspend la navigation, à la vérité avec les meilleures precautions qu'il leur sera possible; néanmoins il est certain que tous les soins imaginables ne remédieront pas aux inconveniens qui sont à craindre. Je me flatte que vous obtiendrez que l'on donne ordre à Mr. d'Es-trades de ne plus tenir un pareil langage à Leurs HH. PP., puis que la continuation d'une pareille conduite ne manqueroit pas d'aliéner les esprits & de troubler la bonne correspondance.

Nous sommes ici dans le même embarras que Sa Majesté par rapport aux Canons, & nous aurons bien de la peine à en rassembler suffisamment pour monter les Vaisseaux que l'on a bâtis l'année dernière & qui sont encore sur les chantiers, quoi qu'il y ait long tems que nous faisons travailler dans toutes les fonderies que nous avons pû decouvrir. Voici une Liste de tout ce que nous espérons tirer de ces fonderies pour le premier Avril, & de ce que nous avons dans nos Magazins; mais sans compter les pièces qui sont déjà sur les Vaisseaux. On peut voir par-là combien il nous en manquera; ainsi bien loin que Leurs HH. PP. soient blâmables de s'emparer de tout ce qu'Elles peuvent trouver, il me semble qu'Elles en sont louables: je ne vois à cela d'autre remède, sinon, que Sa Majesté fasse construire au plutôt des fonderies ici & ailleurs, & qu'Elle y fasse travailler à toute

te force. Si les Conseillers Députez de Hollande n'avoient pris la précaution il y a déjà du tems d'acheter dans toute l'Europe les canons qu'ils ont pû trouver & retenir toutes les fonderies, nous serions ici dans le dernier des embarras; néanmoins nous céderons à Sa Majesté tout ce dont nous pourrions nous passer au même prix que nous en avons payé.

Il faudroit que nous fussions d'accord sur le salut du Pavillon avant de prendre aucune mesure pour la jonction. Je ne vous ai rien écrit sur ce sujet que de l'avis & avec l'approbation de Mrs. les Députez Plénipotentiaires de Leurs HH. PP. pour l'emploi de la Flotte; néanmoins j'aurai soin pour votre satisfaction, que Leurs HH. PP. vous en écrivent *ex professo*. Je suis, &c.

A Mr. le Conseiller Pensionnaire
JEAN DE WITT.

De Paris le 12. Novembre 1666.

MONSIEUR,

J'ai reçu l'honneur de la votre du 4. du Courant, ma dernière étoit du 5.

Depuis que l'on a appris ici que l'Empereur & les Princes de l'Empire qui sont chargez de secourir la Ville de Bremen se mettent en état de le faire avec vigueur, on commence à désespérer que la Paix se fasse, parce que la Ville de Bremen prendra de-là occasion de
tenir

tenir ferme sur quelques Privileges qui lui sont disputez par les Suèdois, & qui sont tels qu'on pouroit en relâcher quelque chose, sans que ceux qui n'ont pas intérêt que Bremen tombe au pouvoir des Suèdois, en reçussent aucun préjudice; je crois que cette consideration sera cause qu'on pressera ici le départ de ceux qui sont chargez de moyenner l'Accommodement, & que cette Couronne-ci fera tout ce qu'Elle pourra, en faveur des Suèdois, pour disposer les Bremois à se relâcher de quelque chose. On dit ici que l'on craint que l'Alliance de Leurs HH. PP. avec le Dannemark & quelques Princes Allemans ne rende les Bremois trop opiniâtres.

J'ai communiqué à Mr. de *Lionne*. ce que vous me marquez des expediens qu'avoient proposez ci-devant les Ministres de l'Electeur de Cologne, pour s'accorder sur l'Exercice de la Religion Reformée à Iffum, & terminer par ce moyen toutes nos disputes avec cet Electeur; son Excellence m'a répondu, que comme Leurs HH. PP. n'avoient aucun Droit sur Iffum, Elles ne pouvoient qu'avoir recours à la voye d'intercession en faveur des Reformez d'Iffum, & par conséquent ne pas prétendre obtenir par voye de convention ce qu'on leur accorde par faveur. J'ai répondu à cela que Mr. l'Electeur exigeoit de son côté plusieurs choses que Leurs HH. PP. ne lui accorderoient pas, si l'on mettoit bas toute complaisance; & qu'il sembloit qu'il n'y avoit rien de plus raisonnable, qu'une demande de ne pas ôter l'Exercice de leur Religion à 700. personnes qui composent
pres-

presque toute la Communauté de ce Village. Son Excellence m'a prié sur cela de lui donner une Copie de l'endroit de votre Lettre qui concerne cette affaire, afin qu'il l'envoie au Comte *Guillaume de Furstemberg* qui est parti pour Vienne ; mais j'ai crû ne devoir pas y consentir sans vos Ordres.

On a reçu ici avec beaucoup de plaisir la déclaration que j'ai faite, que vous feriez en sorte de faire regler la jonction de la maniere que l'on a déjà approuvée ici : mais à tout ce que je dis pour appuyer nos justes & raisonnables prétentions, par rapport au salut & contre-salut du Pavillon, on ne répond autre chose sinon, que tous les Officiers de marine disent unanimement, que l'on n'a jamais baissé le Pavillon Amiral, c'est à dire le Pavillon du Vaisseau que l'Amiral monte. Je réponds à cela que c'est le Pavillon du Roi & non le Pavillon de l'Amiral, & qu'il n'importe pas qui le porte, d'un Amiral en Chef, ou d'un Vice-Amiral ; comme il n'importe pas qui est revêtu du Caractere d'Ambassadeur, un Prince ou une Personne de moindre qualité ; & que s'il est vrai que l'Amiral de France n'a jamais baissé son Pavillon, il est aussi vrai qu'il n'a jamais rencontré l'Amiral de Leurs HH. PP. qui ait baissé le sien, sinon en suposant, ou après être convenu, qu'il lui rendroit le salut du Pavillon.

Ce que vous m'avez mandé touchant Mr. *Apelboom* m'a fait plaisir, puis que je m'en servirai pour détruire l'opinion que Mr. de *Coningsmark* avoit tâché de repandre ici, que l'on avoit proposé audit *Apelboom*, Hambourg, Gand,

Gand, ou Anvers, sans en rien communiquer à cette Couronne; & même il prétendoit que cela venoit de vous : il est facile de dissuader ici les Ministres qui sont déjà assez prevenus que les Suèdois n'oublient rien pour brouiller Leurs HH. PP. avec Sa Majesté.

Je m'attendois bien à la réponse que vous m'avez faite par rapport à l'Athenien; mais on regarde ici comme une incivilité, de refuser une recommandation. Je vous prie de vous souvenir lors qu'on conferera les neuf Drapeaux qui sont vacans, d'un Gentilhomme François nommé *S. Michel*, qui sert dans la Compagnie de Mr. *Mombas*, & qui a servi en Allemagne & ailleurs avec honneur; je suis, &c.

A Mr. C. van BEUNINGEN, Ministre
Extraordinaire.

A la Haye le 18. Novembre 1666.

MONSIEUR,

Ma dernière étoit du 11. de ce mois; j'ai reçu la votre du 12. Nous avons reçu avis la semaine passée que l'Accommodement étoit fait entre la Suède & la Ville de Bremen; mais les dernières Lettres marquent, que lors qu'on en vint à coucher sur le papier ce dont on étoit convenu verbalement, les Suèdois s'étoient dédit ce qui faisoit craindre que l'Accommodement fût plus éloigné

gné que jamais ; sur quoi Leurs HH. PP. ont écrit à Mrs. Cant, van Haeren & Gerlacius leurs Députés, partis depuis peu pour l'Oost-Frise, de se rendre en diligence au lieu du Congrès, & de mettre en œuvre toute sorte de moyens pour accommoder le Différent : le Roi de Suède a accepté à cet effet la Médiation de Leurs HH. PP. ; & vous pouvez assurer Sa Majesté T. C. & ses Ministres, qu'Elles n'oublieront rien de tout ce qu'Elles croiront propre à contribuer à rendre la Ville plus traitable, & à faciliter la Paix ; & nous espérons que Sa Majesté se servira de tout son crédit pour faire la même chose auprès des Suédois.

Quant à l'affaire d'Issum, Leurs HH. PP. y ont un Droit qui va au de-là de la voye d'une simple recommandation en faveur de ceux de la Religion Reformée ; puis que la Seigneurie d'Issum est un Fief de la Gueldre, dont elle a relevé depuis plusieurs Siècles avec le Droit de Patronat, comme le portent les Lettres de Relief ; outre que Leurs HH. PP. sont dans la possession continuelle & dans l'usage indispensable de maintenir & de protéger cette Commune & son Pasteur, même par la voye des armes s'il étoit nécessaire, sans parler de plusieurs autres circonstances trop longues pour être ici détaillées ; mais d'où l'on peut conclure que cette affaire est d'un tout autre genre qu'une simple intercession ; & je crois que si cette affaire d'Issum se termine, à la recommandation du Roi de France, suivant le temperament dont j'ai parlé dans ma Lettre du 4., proposé ci-devant

devant par l'Electeur même , Son Altesse Electorale en devra avoir toute l'obligation à Sa Majesté ; ainsi, Monsieur , je ne crois pas que Leurs HH. PP. approuvent que vous donniez un Extrait de ma Lettre dans la vûë, de ce côté-ci , d'engager les Ministres de Cologne à donner les mains à ce temperament , qu'on aura assez de peine à faire goûter ici : du reste , je vous fais le maître absolu de ma Lettre, vous pouvez en disposer comme vous le jugerez à propos.

Nous attendrons la réponse précise de Sa Majesté sur le point du salut du Pavillon ; suivant la Résolution que Leurs HH. PP. ont prise dernièrement sur ce sujet , & dont nous avons communiqué la substance par ordre de Leurs HH. PP. à Mr. l'Ambassadeur d'*Estrades* dans une Conference que nous eûmes avec lui mardi dernier. Nous avons en même tems parlé avec lui & avec Mr. *Clingenbergh* de ce qui concerne la jonction , & je ne crois pas qu'il reste rien en quoi nous soyons de sentiment different sur ce sujet avec la France , si ce n'est l'Article du Pavillon.

Mr. *Meerman* Bourguemaître de Leyden m'a communiqué vendredi passé une Lettre du Resident d'Angleterre à Bruxelles, nommé *Temple*, adressée à un nommé *Oneale*, comme je crois, Prêtre Catholique, qui demeure à Bruxelles., & qui se trouve ici depuis quelques jours pour ses affaires particulieres. Cet *Oneale* ayant fait connoissance par le moyen d'un Marchand avec un nommé *Carpenter* qui demeure à Leyden, il lui parla des bonnes intentions du Roi d'Angleterre pour

la Paix; sur ce que *Carpenter* lui répondit, selon sa portée, *Oneale* lui avoit fait voir cette Lettre qu'il se crût obligé de faire voir pour sa décharge, à Mr. le Bourguemaître *Meerman*, qui à son tour a jugé à propos de s'en décharger entre mes mains.

Nous avons trouvé qu'elle étoit de peu d'importance; cependant nous l'avons communiquée à Mrs. d'*Estrades* & *Clingenberg*, qui sont convenus que l'on devoit répondre à cet émissaire & à tous ses pareils; que si le Roi d'Angleterre desiroit réellement la Paix, Sa Majesté devoit se résoudre à traiter dans les formes avec la République & avec ses Alliez, & pour cet effet convenir d'une Place Neutre pour y tenir les Conférences. Voici une Copie de cette Lettre, afin que vous puissiez vous en servir dans l'occasion; je suis, &c.

A Mr. le Conseiller Pensionnaire
JEAN DE WITT.

De Paris le 19. Novembre 1666.

M O N S I E U R,

Depuis ma dernière du 12. du courant j'ai reçu l'honneur de la votre en date du 11.

Je me suis servi des raisons que vous m'avez fournies pour justifier la conduite de Leurs HH. PP. par rapport à la sortie des Vaisseaux François & Alliez des Ports de la République;

que ; j'y ai ajouté celles que j'ai trouvées dans mon propre fonds, & le succès a été tel que je le marque dans l'incluse. Si toutes les fois que Mr. d'*Estrades* se plaint qu'on ne lui donne pas satisfaction sur ce qu'il a demandé, on m'instruïtoit, comme cette fois-ci, des raisons qui font agir Leurs HH. PP., je pourrais de même les faire valoir pour dissiper ici toutes les fausses imputations.

On est de même content de ce que vous m'avez écrit par rapport aux Canons, & sur tout de la complaisance que Leurs HH. PP. ont eue d'en céder à Sa Majesté, à ce que m'a dit Mr. *Colbert*, cinquante petites pièces.

Ni la Regence, ni aucune autre Personne ne m'a mandé ce que l'Etat pense de la Lettre du Roi d'Angleterre ; en sorte que je me trouve fort embarrassé comment répondre aux questions qu'on me fait ; je ne doute pas qu'on n'en ait parlé à Mr. d'*Estrades* : mais l'expérience m'a appris combien il y a d'inconviniens à ne me pas instruire de ce que l'on dit à ce Ministre, sur tout par rapport à des choses importantes.

Mr. de *Lionne* m'a parlé d'une affaire qui regarde 360. ; mais je l'ai prié de faire savoir à la Regence les sentimens du Roi sur ce sujet par Mr. d'*Estrades*, plutôt que par mon canal : ainsi, je m'en raporte à ce que Mr. d'*Estrades* vous en dira.

On se plaint de ce que Mr. *Boreel* a écrit, dit-on, à la Regence, que le Duc de Savoye devoit assiéger Geneve avec le secours du
Roi

Mrs. J. de Witt & C. van Beuningen. 651

Roi de France, en vertu d'un Article secret du Traité d'Espagne, ce que l'on croit être non seulement très faux, mais même ridicule. Mr. de *Lionne* en écrira à Mr. d'*Estrades*.

Je vous prie de ne pas oublier ce que vous m'avez écrit de l'intention où vous étiez de faire exécuter la Résolution de Leurs HH. PP. de récompenser les Officiers François; je suis, &c.

P. S. Depuis que l'on a ouï dire ici que l'Empereur & l'Espagne avoient envie de demander d'être admis dans la Ligue, on commence à faire entendre que l'on souhaite aussi d'y être admis. Je crains fort que ces admissions n'affoiblissent extrêmement cette Ligue. Je suis votre très-affectionné serviteur, & vous souhaite toute sorte de bénédictions & de prospéritez.

A Mr. C. Van BEUNINGEN, Ministre
Extraordinaire.

A la Haye le 25. Novembre 1666.

MONSIEUR,

Ma dernière étoit du 18. du courant, j'ai reçu depuis vos Dépêches du 19 en leur tems.

Les Commissaires de Leurs HH. PP. ont délibéré avec Mrs. d'*Estrades* & de *Clingenberg*
E e 2

berg sur la Lettre * du Roi de la Grande Bretagne, & sur la maniere dont on doit y répondre. Leurs N. & G. P. ont aprouvé hier le Projet de réponse qui avoit été couché sur le papier avec l'approbation de ces deux Ministres, tel que vous le verrez dans l'Extrait ci-joint. Les Députés de la Généralité & les Etats Généraux mêmes n'ont encore pris aucune résolution à cet égard, mais ils le feront au premier jour.

Mrs. les Conseillers Députés travaillent à négocier les Eguieres d'or dont Mr. l'Ambassadeur B. . . . est chargé, & l'on satisfera avec ce qui en proviendra, à la Résolution que Leurs HH. PP. ont prise de gratifier les Officiers du secours François; mais cet Ambassadeur me paroît bien lent à faire voir ces Eguieres à ceux avec lesquels on est en pour-parler pour le prix, ou à ceux à qui ils ont donné cette Commission, quoi que Leurs HH. PP. ayent déjà envoyé deux fois leurs Ordres pour cela. Par rapport à l'admission des autres Princes & Etats dans l'Alliance conclûë dernièrement avec le Danemark, le Brandebourg & le Lunebourg, on est d'avis ici que nous devons honnêtement en exclure toutes les Puissances qui sont plus considerables que Leurs HH. PP.; & que par rapport aux autres, on doit se conduire avec beaucoup de circonspection.

Mr. le Comte d'*Estrades* m'a entretenu hier

* Cette Lettre & celle du Roi d'Angleterre sont après cette Lettre-ci.

hier du contenu des Dépêches qu'il a reçues par la dernière Poste, & il m'a fait de grandes plaintes sur deux choses, * que Mr. *Appelboom* a écrit en Angleterre, de mon aveu, & après que je les lui aurois proposées; l'une, touchant le choix de Gand, Anvers, ou Hambourg, pour y tenir les Conférences; l'autre, qu'au cas que le Roi d'Angleterre acceptât l'une de ces trois Places, Leurs HH. PP. envoyeroient leurs Députés à Londres, pour prier Sa Majesté Britannique d'y envoyer ses Ministres, en s'excusant sur leurs Alliez de ce qu'Elles ne pouvoient envoyer leurs Ministres à Londres. Je vous ai déjà écrit sur ce qui concerne le premier Chef; quant au second, il est vrai qu'il y a quelque tems que je dis à Mr. *Appelboom*, que j'avois eu ci-devant la pensée que l'on pourroit envoyer un Député de l'Etat au Roi d'Angleterre pour le prier, par forme de compliment, de choisir une Place Neutre pour les Conférences, si l'on étoit certain au préalable que ce Prince y consentît; mais que voyant depuis avec quelle hauteur ce Roi en agit, je n'avois pû trouver à propos qu'on lui en fît la Proposition, de peur qu'elle ne le rendît encore plus fier; depuis ce tems-là Mr. *Appelboom* m'a demandé de nouveau, si les Ministres Suédois qui sont à Londres ne pourroient pas faire quelques ouvertures tendantes à cette fin; je lui ai répondu, qu'il faudroit aupara-

Ee 3

avant

* Voyez Lettres d'*Estrades* Tom. III. La première partie de la Lettre de Mr. de *Laon* du 19. Novembre 1666,

ravant en informer le Roi de France & concerter la chose avec Sa Majesté, ou avec ses Ministres. La semaine passée le Secrétaire de Mr. *Appelboom*, qui étoit incommodé, est venu chez moi & m'a communiqué une Lettre des Ambassadeurs Suèdois qui sont à Londres, & qui marquoient à Mr. *Appelboom*, qu'ils avoient fait cette Proposition au Roi d'Angleterre, & que Sa Majesté avoit jugé, qu'au cas que l'on envoyât ainsi un Député, il ne suffisoit pas qu'il s'en tint à un simple compliment, & qu'il falloit qu'il entrât en matière, & qu'au moins il parlât de quelques conditions Préliminaires, sur lesquelles on pourroit traiter la chose au principal avec quelqu'aparence de succès. Je lui ai répondu sur le champ, que je ne savois pas que Mr. *Appelboom* eût rien écrit à Londres touchant cette Proposition, encore moins que ce fût de l'aveu d'aucune Personne de notre Regence, & que cela ne devoit se faire que de concert avec la France, ce qui ne s'étoit pas fait, du moins que je sache. Quoique Mr. *Appelboom* ait agi en cela un peu étourdiment, je vous avouerai que la Proposition ne me paroît point blamable, si cet incident pouvoit nous conduire aux ouvertures de quelques Négociations dans une Place Neutre. Je ne conviens point du tout de ce que Mr. d'*Esstrades* m'a dit qu'on lui écrivoit sur ce sujet; savoir, que le Roi son Maître ne consentiroit jamais à une pareille démarche, & que par conséquent Leurs HH. PP. ne pouroient la faire sans contrevenir manifestement à l'Alliance : j'ai jugé à propos de

dés

déclarer & prouver à Mr. d'Estrades, que jusqu'à présent nous n'avons pas jugé à propos de faire de pareilles Propositions à l'Angleterre, sur tout sans la participation de la France, parce que nous n'avons pas crû que cela pût servir à avancer la Paix, mais non point parce que nous croyons que nous ne puissions le faire sans contrevenir à l'Alliance: sur quoi j'ai fait voir à cet Ambassadeur, que l'Alliance ne contient autre chose à cet égard, sinon, que l'un des Alliez ne pourra entamer aucune Négociation de Paix sans la participation de l'autre, & sans procurer à ses Ministres la faculté d'y assister en toute sûreté. Peut-être seroit-il nécessaire que vous parliez-là sur le même ton afin qu'on ne s'imagine point des choses qui ne sont point effectivement, de sorte qu'on ait de la peine à établir ensuite le contraire.

Leurs N. & G. P. ont pris les Résolutions ci-jointes sur votre Lettre du 19. du Courant: je suis, &c.

*L E T T R E D U R O I
de la Grande Bretagne à Leurs Hautes Puissances
Messieurs les Etats Generaux des
Provinces-Unies des Pais-Bas.*

Le 4. Octobre 1666.

Hauts & Puissans Seigneurs, nous avons reçu la votre du dix-septième du passé par un de vos Trompettes, qui a rendu le Corps du défunt Chevalier Barkley à ses parens & amis. Nous

Le 4

rece-

recevons cette marque de votre humanité & courtoisie avec le ressentiment qui lui est dû, promettant de notre part un traitement reciproque toutes les fois que les occasions s'en pourront présenter.

Pour ce qui regarde l'autre partie de votre Lettre sur le sujet de la Paix, & laquelle répond à l'invitation franche que nous vous fîmes pour cet effet le quatrième d'Août, nous ne saurions assez déplorer, & nous plaindre de même, que toutes les avances que nous faisons à cet effet ne servent qu'à nous attirer des reproches & des imputations mal-fondées sur nôtre manière d'agir, & sur des choses faites par nous, dont le contraire est assez connu (Préliminaires peu propres pour introduire la Paix) comme si vous faisiez votre Capital de vouloir persuader, & à vos Peuples, & à tout le monde, que c'est nous véritablement qui sommes les Agresseurs & Auteurs de cette funeste Guerre, que nous fermons obstinément l'oreille à toutes vos Propositions de la Paix, sans vouloir même vous faire sçavoir quelles sont nos demandes; & qu'enfin c'est nous qui rejettons la Paix, & que c'est vous & vos Alliez qui la desirez & la sollicitez; quand la vérité est que vous avez jusques ici refusé de faire le moindre pas en avant qui pût avancer une œuvre si sainte, & qui ne manqueroit sans doute de bien-tôt terminer la Guerre.

Cette maniere d'agir si fort extraordinaire, jointe à l'explication qu'on peut faire de vos intentions par le procédé de quelques-uns de vous (pour mettre à couvert notre bonneur, & la justice de notre cause blessée, & par des agrava-
tions

tions si sensibles) nous oblige de déclarer à vous, & à tout le monde, combien vos suggestions se trouvent éloignées de la vérité, & de répéter encore une fois, quand, & comment la Guerre s'est commencée malgré nous; les avances que nous avons faites pour rétablir la Paix, & comme vous les avez toujours adroitement déournée, vous assurant, que si à l'avenir vous trouvez à propos de laisser à part vos reproches (auxquelles il faut de nécessité opposer nos défenses) nous nous employerons plus utilement à des Conseils pour guérir les playes, & par la bénédiction de Dieu, pour en effacer les cicatrices mêmes, qu'à entrer en controverses sur leur origine, afin que l'effusion de plus de sang Protestant soit entièrement arrêtée: en attendant nous ne pouvons pas nous empêcher de dire, & soutenir ces particularitez comme notoires à tout le monde.

I. Qu'en premier lieu, nous avons fait faire des instances fréquentes & importunes, quoiqu'inutiles, pour la réparation des dommages & indignitez commises sur nous & nos sujets, à la satisfaction desquelles le dernier Traité vous obligeoit, lequel nous n'avons violé de notre côté.

II. En second lieu, que les Commandeurs de votre Flotte aux Indes Orientales défendirent à nos Vaisseaux, sous la Conduite du Comte de Malborough, l'entrée d'un Havre, où ils alloient, dans lequel il y avoit dès long tems une Factorerie Angloise pourvue d'une grande quantité de marchandises, qui devoient servir de Cargaison auxdits Navires à leur retour, toutes lesquelles marchandises, furent bien-tôt apres fai-

sies & detenuës par vos Officiers, eux déclarant qu'ayant depuis peu annoncé la Guerre aux Princes, avec qui nous avons dessein de trafiquer, cette Guerre devoit par conséquent leur interdire tout Commerce avec lesdits Princes. Laquelle Déclaration imperieuse & extravagante fut de même environ ce tems-là publiée en votre nom en Afrique, par l'Officier qui y commandoit pour vous, avec défenses à tous nos Sujets de plus négocier avec les natifs de ces Pais; & quand nous avons demandé réparation des dommages soufferts dans ces lieux, & des procédés si énormes, & fait voir à cet effet une Copie autentique de ladite Déclaration publiée en votre nom au préjudice de l'honneur & de l'intérêt de tous les Rois & Princes, qui s'y trouvent également intéressez, & qui sans doute en doivent ressentir l'affront, vous n'avez pas voulu desavouer cette action, ou donner la moindre satisfaction des dommages faits.

III. En troisieme lieu, nous disons qu'aussitôt que votre Ambassadeur nous eût informé, que le Capitaine Holmes s'étoit emparé de Guerre ouverte, de votre Fort proche de Cabo Verde, suivant nos ordres, nous assurâmes ledit Ambassadeur sur notre Parole Royale, que cet Acte d'Hostilité s'étoit fait sans que ce Capitaine en eût reçu Commission de nous à ce faire, nous desavouons l'action, l'avions déjà mandé de venir, & qu'ensuite d'un examen de toute l'Affaire, déclarâmes que la justice en seroit faite, en châtiant ledit Capitaine s'il se trouvoit coupable, & qu'une entière réparation seroit faite des dommages survenus: cette réponse quoi que fort sincere de notre côté, ne vous a pas conten-

tez,

tez, comme elle devoit avoir fait suivant l'at-
tenu du Traité; au contraire vous persistâtes
toujours à nous reprocher d'avoir autorisé l'insul-
te dudit Capitaine, auquel étant arrivé en An-
gleterre nous fîmes des defenses de se presenter devant
nous, en l'envoyant tout aussi-tôt à la Tour de
Londres, où il a demeuré prisonnier jusqu'à l'ou-
verture de la Guerre (sans que Votre Ambassa-
deur ait durant tout ce tems-là, produit ou avan-
cé aucune chose, sur laquelle on pourroit former
un Procès contre lui) quoi qu'il alléguât, qu'a-
vant que d'avoir assailli votre Fort il avoit inter-
cepté vos Ordres dans leur chemin à la Guinée,
faisant commandement à vos Officiers de se saisir
de notre Château de Cormantine, lequel ils at-
taquerent ensuite.

IV. En quatrième lieu, l'Isle de Pouleron
ne nous a point été renduë, comme les termes du
Traité portoient, quoi que nous envoyâmes deux
différentes Flottes à grands fraix pour en pren-
dre possession; au lieu de cela les Gouverneurs
en disputèrent les ordres, alléguans qu'ils n'é-
toient suffisans à leur décharge pour la reddi-
tion.

V. Nous disons que le Sieur de Ruyter eût
une Commission de courir sus à nos Sujets, &
dans le même tems que vous fîtes instances au-
près de nous d'empêcher la sortie de notre Flotte
destinée à la Guinée, disant que vous étiez dis-
posés à retenir la votre dans vos Ports, sur l'es-
pérance d'un bon Accommodement, & dans le
tems que vous nous aviez prié de joindre nos
Vaisseaux de Guerre avec les vôtres contre les
Pirates d'Alger, ce que nous fîmes de bonne foi,
nous vîmes après ledit de Ruyter se séparer de

nos forces, dans la Méditerranée, sans aucun avis donné ensuite de ladite Commission, & devant qu'on eût saisi aucun de vos Vaisseaux ici, il s'empara des nôtres dans la Guinée, & fit toute sorte d'hostilité sur nos Sujets, dans ces pais-là, sans que l'on rendit ici un de ceux qui avoient été saisis, ou que la Guerre s'y fit sur vos Sujets; & tous ces cinq cas étant ponctuellement vrais dans la substance & forme qui est ici dit, & auparavant que la Guerre défensive s'est commencée de notre part, nous ne doutons pas que le monde ne vous juge l'Agresseur, & que faisant réflexion là-dessus vous n'en ferez plus mention à notre préjudice. La Guerre s'étant ainsi ouverte, & ayant eu grand sujet de quoi louer Dieu du succès qu'il lui a plu de nous y donner, nous nous tenons plus obligés de desirer la Paix, & par conséquent de nous purger des Calomnies semées au contraire, comme si nous voulions faire continuer la Guerre, puis que nous refusons de déclarer ce que nous voulons pour la Paix.

Quant aux ouvertures faites à nous par votre Ambassadeur durant le tems qu'il a demeuré auprès de nous, il faut nous remettre aux réponses que nous lui avons toujours faites par écrit à tous ses papiers par lesquels notre desir pour la Paix se manifestera assez: quant à ce qui s'est passé entre nous dans les Conférences de vive voix sur ce sujet, ce sera lui qui pourra répondre (à qui, comme à un homme d'honneur & fort affectionné à la Paix, nous nous sommes ouvert particulièrement aussi-bien qu'en général,) si nous n'avons pas toujours témoigné une grande aversion à la Guerre, avec un desir bien ar-

dent

dent pour la Paix, & autant qu'un Prince Chrétien est obligé d'avoir, ne trouvant pas à propos de faire coucher par écrit des particularitez, pour ne nous exposer pas aux inconvéniens que votre maniere d'agir alors nous auroit donné.

Quant à la révocation de notre Envoyé de la Haye, devant celle de votre Ambassadeur d'ici, il est notoire qu'il en a été comme chassé, en lui ôtant tous les Privilèges que son Caractère lui donnoit, ses Domestiques mis en prison, & après des plaintes à vous faites en notre nom, & promesses de votre part qu'on n'en useroit plus ainsi à l'avenir, son Secrétaire fut aussi mis en prison sans aucun prétexte raisonnable, & une garde mise auprès de sa maison, avec cent artifices employez pour émouvoir le Peuple contre lui, tout ceci l'obligeoit de songer à sa sûreté par une retraite honnête.

Il est bien vrai, que les Ambassadeurs Extraordinaires du Roi Très-Chrétien, après avoir demeuré quelques mois ici dès le tems que nous eûmes accepté leur Médiation, ils nous firent quelques Propositions particulières; mais il est aussi vrai qu'ils desavouèrent d'avoir eu pour cela aucun Pouvoir de vous, au contraire ils nous dirent que vous aviez absolument refusé d'y consentir, alléguans de votre part, que la contagion avoit tellement affoibli & appauvri nos Royaumes, que vous ne nous croyiez pas en état de remettre notre Flotte en Mer, & après plusieurs Mémoires donnez par écrit, nous assurons au nom de leur Roi, qu'il feroit en sorte que vous y consentiriez, & les réponses de notre part (auxquelles aussi nous nous remettons) remontrans

l'énormité, le peu de raison, & l'incertitude desdites Propositions, en un mot peu propres à servir de fondement à un Traité, insistant au même tems que l'Ambassadeur de votre part ici eût le pouvoir de traiter sur ces Propositions, ou autres reciproquement bonnes aux deux Parties, leur Mediation se finit, & ils s'en allerent declarant que sur notre refus desdites Propositions leur Maître se trouvoit obligé de vous assister dans la persecution de la Guerre; Ce qu'étant ainsi, le monde peut juger s'il nous restoit le moyen de leur faire d'autres propositions de notre part.

Sur ce qui s'est passé à Paris entre notre Ambassadeur Extraordinaire & le Sieur van Beuningen, nous nous trouvons obligé de nous étendre un peu, afin que le monde sçache la peine qui a été prise de leur persuader que nous y étions entrez dans un Traité formel, que nous y avions reçu & rejetté des Propositions raisonnables, & qu'à la fin nous avions rompu ledit Traité: parce que qui s'ensuit se verra comme toute cette affaire s'est passée, pour vous desabuser de la Relation peu véritable, qui en a été faite, & des conséquences dont on s'est prévalu par telles insinuations.

Après le depart des Ambassadeurs François d'ici, & la Déclaration de la Guerre de leur Roi qui s'ensuivit bien-tôt après, nous ne pouvions moins faire que de rappeler notre Ambassadeur Extraordinaire, après qu'il eût rendu ses Lettres de révocation se trouvant fort indisposé: une personne fort dans la confidence de la Cour le vint voir & lui dit, que le Roi son Maître travailloit toujours à vous incliner à la Paix, & que votre Envoyé le Sieur van Beuningen, étoit prêt à produire des Propositions qui pourroient servir
de

de fondement à cette fin, le priant aussi de différer son voyage, & de se voir avec ledit Envoyé chez la Reine notre Mère, & en sa présence, Notre Ambassadeur lui répondit, qu'ayant reçu son Congé il se trouvoit deponillé de son Caractere, qu'il n'avoit aucun pouvoir de traiter, & que suivant ses ordres il avoit à commencer son voyage si tôt que sa santé lui permettroit. Quelques jours après la même Personne le vint voir, & lui renouvela les mêmes instances sur l'entrevûe, lui déclarant, au nom de son Maître, que s'il persistoit encore à vouloir partir, sans avoir ouï ce que l'on vouloit proposer sur le sujet de la Paix, l'effusion de tout le sang qui pourroit s'en suivre lui seroit infailliblement imputé, pour avoir opiniâtrément refusé à prêter l'oreille aux expédiens qui la pourroient avoir prévenue. Sur des instances si pressantes, notre Ambassadeur promit de se rendre chez la Reine notre Mère, pour se voir avec votre Envoyé, déclarant toujours qu'il n'avoit aucun pouvoir de traiter; mais qu'il écouterait très volontiers ce qu'on avoit à lui proposer; ainsi qu'il fit à l'heure assignée, où il se trouva aussi un Ministre du Roi Très-Chretien. Après plusieurs discours & débats de ce qui s'étoit passé sur le fait de la Guerre, l'Envoyé mettant toujours pour un fondement que nous étions l'Agresseur, concluant avec la même alternative, que vous nous avez avancée à cette heure, à laquelle il demandoit une réponse Cathégorique. Que réparation fut faite de part & d'autre de tous les Dommages depuis les commencemens de la Guerre. Ou bien que chaque Partie demeurât contente de ce qu'il possédoit présentement :

Notre Ambassadeur lui fit voir son erreur dans le fondement de son discours, combien nous étions éloigné d'être l'Agresser, & combien impossible il étoit de faire choix de l'une & de l'autre de ces deux Propositions, jusques à ce qu'il fût déterminé, quand & par qui la Guerre avoit été commencée, sans quoi on ne pouvoit comprendre le véritable sens de la Proposition: notre Ambassadeur concluant que n'ayant aucun pouvoir de traiter, mais bien ordre précis de s'en retourner au plutôt auprès de nous, le seul expédient à son avis étoit de faire envoyer quelque Personne qui nous exposât ces Propositions, pour avancer la Paix, à laquelle vous sçaviez que nous étions fort inclinés, & ainsi se termina cette Entrevûe qu'on a nommé si souvent par tout le monde un Traité, & la mauvaise réputation de laquelle nous a si fort conté dans le courant de nos affaires; & puis que vous le repetez encore dans votre Lettre, comme une avance bien spécieuse & considérable à la Paix, nous nous trouvons obligé de répéter à cette heure ce que notre Ambassadeur dit alors, qu'il est impossible de répondre cathégoriquement à ces deux Propositions, jusqu'à ce que vous en ayez plus clairement expliqué les termes, & pour cette raison nous avons accepté la Médiation de notre bon Frère le Roi de Suède, comme nous ferons volontiers celle de tout autre Prince, qui ne s'est rendu Partie contre nous, espérant par ce moyen de nous éclaircir mieux sur quelles conditions vous desirez véritablement que la Paix se fasse, quoi que vous n'ignorez point que nous nous sommes particularisez en beaucoup de choses à cette fin, comme aussi ont fait beaucoup de Personnes chez vous

fort

fort affectionnées à la Paix, & au bien de leur Patrie, lesquels on poursuit à cette heure, parce qu'ils se sont laissez trop facilement persuader, qu'ensuite desdites Propositions, vous prendriez la résolution de nous envoyer quelque Personne, pour ajuster la methode de bien traiter la Paix, & de prévenir les maux qui ont succédé depuis.

Pour ce qui est de nommer un lieu Neutre pour y traiter la Paix; à l'égard de la France & de Dannemarck, qui se trouvent engagez dans la Guerre avec vous, nous disons que comme nous n'avons rien en à démêler avec le Roi Très-Chrétien, qu'entant qu'il s'est voulu intéresser dans votre querelle, nous ne doutons pas que nous ne venions bien-tôt à nous entendre & reconnoître notre vrai intérêt, & à ne souffrir pas, qu'une amitié si ancienne que la notre vienne à se dissoudre tout à fait par votre refus opiniâtre, de venir à une juste Paix & aux moyens honorables pour y parvenir. A l'égard du Roi de Dannemarck, lequel ne pouvoit pas s'engager en cette querelle, sans avoir premièrement violé la foi publique envers nous (car nous nous trouvons ici contraints de déclarer, que l'entreprise au Port de Bergues ne nous fût jamais venu dans la pensée, sans l'invitation * que ce Roi nous fit d'envoyer notre Flotte, & la Proposition de partager avec nous tout le butin de Vos Vaisseaux) ainsi à l'égard de cette Couronne nous ne pouvons pas condescendre à nommer un lieu Neutre pour traiter. Cependant (malgré l'outrage sensible que nous avons reçu de ce Prince, pour échange de tant de marques d'affection que

nous

* Voyez sur cela l'Histoire de Mr. Burnet publiée depuis peu, à l'Année 1666. dans le second livre,

nous lui avons témoigné dans toutes les occasions qui s'en sont présentées) nous ne ferons pas de difficulté de vous dire, que comme nous acceptons la Médiation de notre bon frère le Roi de Suède, à l'égard de la France & du Danemarck, quand tous les differens entre nous viendront à être ajustez, nous ne refuserons pas, pour mieux unir & affermir à l'avenir l'intérêt Protestant, d'accepter votre Médiation pour une Paix avec le Dannemark sur des conditions justes & honorables.

Pour conclure, afin que vous n'ayez plus de quoi amuser vos Peuples dans l'opinion que nous refusons toujours de vous dire ce que nous voulons, & sur quelles conditions vous pouvez avoir la Paix, & combien que cette maniere d'agir soit fort nouvelle & extraordinaire d'outrager & attaquer en Guerre ouverte vos Alliez & Voisins, & après leur demander ce qu'ils veulent au lieu de leur offrir une juste réparation, nous ne laisserons pas, malgré tous les inconveniens qui nous en pourront arriver, de vous faire sçavoir en même tems ce que nous ne voulons pas, aussi-bien que ce que nous voulons de vous: Nous ne desirons pas que votre Etat souffre le moindre changement; que votre Autorité soit diminuée dans vos territoires, ni que votre liberté soit blessée par la dependance d'aucun Prince: De notre côté, nous ne demandons aussi aucun Empire, ou Supériorité sur les mers que celle dont nos Prédécesseurs ont joui de tout tems sans Controverse.

Nous demandons que vous observiez inviolablement & de point en point le dernier Traité fait entre nous, & que vos declarations extravagantes

gantes publiées par vos Gouverneurs dans les Indes Orientales & dans l'Afrique, comme déro- gatoires à l'honneur de tous les Rois & au Droit commun des gens, soient par vous annullées & désavouées, & qu'un Règlement de Commerce soit établi dans les Indes Orientales pour garan- tir nos Sujets à l'avenir des oppressions & injul- tes que nous y avons autrefois souffertes.

Et quoi que nous ne proposons pas un rem- boursement en argent des fraix immenses de la Guerre, nous demandons pourtant, & atten- dons de vous une somme modérée de deniers, en considération des pertes & dommages que nous & nos sujets avons soufferts, & telle qui se trouvera juste & raisonnable dans le Traité, comme aussi que Caution soit donnée pour l'ob- servation inviolable d'icelui; le tout comme les Médiateurs le trouveront juste & équitable.

En dernier lieu, nous proposons, & nous l'at- tendons de vous, que pour mienx effectuer une œuvre si nécessaire & si sainte, comme celle de la Paix entre nous (laquelle peut aussi servir de fondement à conserver celle de toute la Chrê- tienté) que vous députiez vers nous quelque Per- sonne pour ajuster les particularitez qui puissent acheminer à cette bonne fin, ce que faisant nous ne doutons pas que Dieu ne bénisse nos efforts, & les couronne d'une bonne conclusion, qui se verra dans les offices reciproques d'amitié, & de notre côté dans la continuation de la bienveil- lance que nous avons toujours eue pour votre Etat. Mais si pour des raisons particulières vous rejettez cet expédient, & au péril de votre vrai intérêt, vous vous apinsâtes contre la Paix, que l'on vous met en main; nous laisserons au monde

monde de juger à qui il se faut prendre pour la continuation de la Guerre, avec les maux & calamitez qui en suivront; & si de notre côté nous n'avons tout fait ce que l'honneur nous a permis de faire pour les prévenir: priant Dieu de disposer vos cœurs à faire réflexion sur le vrai intérêt Protestant, & de considerer à quel point il sera exposé à la rage de ses Ennemis, si la Guerre continue entre nous. Vous recomman-
dant au reste, Hauts & Puissans Seigneurs, à sa digne & sainte Garde. Ecrit de notre Cour de Whitehal le quatrième d'Octobre mil six cens soixante-six, & de notre Regne le dix-huit.
Votre bien bon Ami, &c.

LETTRE DE MESSIEURS
les Etats Généraux des Provinces-Unies
des Pais-Bas, au Roi de la Grande Bre-
tagne.

le 25. Novembre 1666.

SIRE,

„ Nous avons reçu depuis quelque tems
„ la Lettre de Votre Majesté, datée de Whi-
„ tehal le 12 Octobre, servant de réponse à
„ la notre du 17. Septembre précédent; &
„ bien que nous trouvions en cette Réponse
„ une Préface pour justifier ses armes contre
„ cet Etat, si est-ce que nous jugeons, qu'il
„ est superflu d'entrer ici en contestation sur
„ ce sujet; parce que nous sommes entiere-
„ ment persuadés, que si. Votre Majesté
„ vou-

„ vouloit prendre la peine de lire avec appli-
„ cation ce que nous avons ci-devant fait
„ communiquer par écrit à ses Ministres ,
„ & qui a été imprimé ensuite, Elle se trou-
„ veroit convaincuë, avec tout le reste du
„ monde, de la justice de notre Guerre dé-
„ fensive, à la quelle nous avons été né-
„ cessitez. Aussi nous nous y rapportons
„ encore, jugeant cette Matiere plus propre
„ à remplir un Manifeste, qu'à servir de su-
„ jet à une Lettre.

„ Et pour ce qui est des cinq Points que
„ Votre Majesté desire en la conclusion de sa
„ Réponse, nous pouvons déclarer en toute
„ sincérité & vérité, ainsi que nous déclarons
„ sur le premier, que comme nous ne croyons
„ pas avoir manqué d'observer le dernier Trai-
„ té religieusement en tous ses Points, aussi ne
„ ferons-nous point de difficulté, après le
„ rétablissement de la Paix, de l'exécuter en-
„ core inviolablement à l'avenir; Nous pro-
„ mettant, que Votre Majesté n'en fera point
„ de son côté, de s'obliger aussi reciproque-
„ ment à l'observation ponctuelle dudit
„ Traité.

„ Quant au second, puis que les Minis-
„ tres de Votre Majesté, & nommément
„ l'Agent *Selwin*, a fait en la Côte d'Afri-
„ que des Déclarations beaucoup plus extra-
„ vagantes que nos Gens n'eussent pû, ni
„ inventer, ni produire, comme on l'a fait
„ voir ailleurs; nous n'avons jamais fait dif-
„ ficulté, & voulons bien encore, ou pour
„ mieux dire, nous serons bien aise, que ces
„ Déclarations soient desavouées de part &
„ d'au-

„ d'autre, & qu'il n'en soit plus parlé, non
„ plus que si elles n'avoient pas été faites.

„ Sur le troisième, que nous ne désirons
„ pas moins que Votre Majesté, le Regle-
„ ment de Commerce que l'on propose,
„ pourvu qu'il soit universel & réciproque.
„ Ne pouvant pas nous imaginer, que Vo-
„ tre Majesté puisse avec raison, & avec jus-
„ tice, refuser en Europe & ailleurs, ce
„ qu'Elle croit être équitable dans les Indes
„ Orientales.

„ Pour le quatrième, que bien loin de
„ nous pouvoir persuader que nous som-
„ mes obligés de rembourser les fraix de la
„ Guerre, ou de reparer les dommages que
„ Votre Majesté, ou bien ses Sujets peuvent
„ prétendre avoir soufferts; qu'au contraire
„ nous pouvons demander avec justice la res-
„ titution des Navires & Marchandises, qui
„ ont été pris sur nous & sur les Habitans
„ de ces Provinces, tant dans les Ports,
„ Havres & Rivières de vos Royaumes, que
„ par surprise en pleine Mer, passant le long
„ de vos Côtes; comme aussi de la nouvel-
„ le Belgique, de Cabo Corso, & des autres
„ Places que nous tenions en Afrique, les-
„ quelles ont été occupées sans aucune dé-
„ nonciation ou déclaration préalable; &
„ nonobstant que tous ces Vaisseaux se trou-
„ vassent dans les Havres de Votre Majesté,
„ ou bien proche de ses Côtes, tant sous la
„ foi publique, & à la faveur d'une Paix fon-
„ dée sur un bon Traité, que sur l'assurance
„ expresse que le Ministre, qui étoit alors ici
„ de la part de Votre Majesté avoit donnée,
„ qu'on

„ qu'on ne devoit point prendre d'ombrage,
„ ni de jalousie des Vaisseaux que Votre
„ Majesté armoit, ou avoit en Mer en ce
„ tems-là; avec une Protestation bien solem-
„ nelle, que Votre Majesté ne suivroit pas
„ le mauvais exemple de l'Usurpateur Crom-
„ wel, pour surprendre, comme lui, cet
„ Etat, ou ses Habitans; mais si l'on refu-
„ soit de lui donner satisfaction sur les plain-
„ tes qu'Elle faisoit faire, qu'alors, comme
„ Prince généreux, il ne feroit point d'Ac-
„ te d'hostilité contre cet Etat, que trois
„ mois après qu'E le nous auroit publique-
„ ment déclaré la Guerre. Toutes fois nous
„ userons de moderation, & ferons plus que
„ l'on ne pouroit attendre de nous pour cet
„ égard, conformément à ce que nous avons
„ ci-devant protesté sur ce sujet.

„ Et pour ce qui est du cinquième Point,
„ si Votre Majesté faisoit difficulté de pren-
„ dre assurance en notre Parole, Seing, &
„ Seau, comme nous de notre côté n'en fe-
„ rions point de nous contenter de celle que
„ Votre Majesté nous feroit donner; nous
„ écouterions volontiers les Propositions
„ que l'on voudra faire pour plus grande as-
„ surance, par une Garantie des Princes &
„ des Etats, Amis & Alliez.

„ Mais d'autant qu'il semble par la même
„ réponse, que Votre Majesté est encore
„ persuadée, que l'on pouroit nous disposer
„ à traiter séparément, sans nos Alliez, & à
„ leur exclusion; nous nous trouvons obli-
„ gez de repeter ici ce que nous avons déjà
„ protesté; que cela ne se peut pas faire, &
„ par

„ par conséquent que cela ne se fera jamais :
„ qu'ainsi, pour parvenir à une bonne Paix, il
„ sera nécessaire, que Votre Majesté se re-
„ solve à un Traité commun avec nous &
„ avec nos Alliez conjointement, & qu'Elle
„ s'en explique ; & qu'ensuite Elle se dispose
„ à consentir à une Place Neutre, où l'hon-
„ neur & la commodité puissent convier les
„ Rois de France & de Dannemark, aussi-
„ bien que nous, d'envoyer les Ministres
„ & Plénipotentiaires pour traiter : sans quoi,
„ tout ce que l'on pourra tenter, aussi-bien que
„ toutes les protestations que l'on pourra fai-
„ re, seront inutiles ; vû que nous demeu-
„ rerons fermes & inébranlables dans les ter-
„ mes de la Résolution que nous avons pri-
„ se, de ne nous séparer jamais en aucune
„ façon de nos Alliez, & de ne prêter jamais
„ l'oreille à ce qui pourroit tendre au con-
„ traire, directement, ou indirectement ;
„ comme nous sommes aussi assurez de la
„ même résolution & constance de leur part.
„ Nous prions Dieu, qu'il lui plaise toucher
„ le cœur de Votre Majesté pour cet effet,
„ comme un préalable & préliminaire, sans
„ lequel nous ne pouvons pas espérer la
„ Paix ; afin que par ce moyen nous par-
„ venions au but tant désiré de tous les Gens
„ de bien, & que nous puissions prier la
„ Bonté Divine avec d'autant plus d'affec-
„ tion pour la prospérité de Votre Majesté,
„ & nous dire. Sire, &c. le 25. Novembre
„ 1666.

A Mr. le Conseiller Pensionnaire
JEAN DE WITT.

De Paris le 26. Novembre 1666.

MONSIEUR,

Depuis ma dernière du 19. j'ai reçu la votre du 18. du courant. Si l'on peut faire fond sur ce qu'on m'a dit ici des intentions du Roi, par raport à l'affaire de Bremen, Leurs HH. PP. auront lieu d'être contentes de ce que Mr. *Miles* fera en conformité de ses instructions ; & je me flatte qu'il s'en suivra une bonne & ferme Paix dans ces quartiers-là : au moins il me paroît qu'on le souhaite ici très-sincèrement, & que l'on regarde comme très-pernicieuse une Guerre où la Suède auroit tout l'Empire sur les bras, & dans laquelle Leurs HH. PP. seroient obligées de prendre Parti ; & effectivement les Princes voisins, & sur tout Leurs HH. PP. ne peuvent voir que d'un œil jaloux, que ce grand Corps entre de concert dans cette querelle, & prenne ensuite goût au crédit qu'il acquerreroit par ce moyen. Ceux qui connoissent ici l'humeur du Général *Wrangel* craignent qu'il n'ait l'imprudence de faire une irruption dans le Lunebourg, & qu'il ne donne lieu de cette manière à une longue Guerre ; c'est pourquoi il vaut mieux que l'on s'applique promptement à étouffer dès le berceau cet enfant de misère, je veux dire la Guerre.

Tome III.

Ff

Je

Je me servirai des avis que vous me donnez sur l'affaire d'Issum; si j'en avois été plutôt instruit, j'eusse aisément prevenu les plaintes que l'on a faites ici, comme si Leurs HH. PP. étoient mal-fondées dans leurs prétentions.

Mr. de Lionne m'a communiqué la Lettre que l'on avoit envie de faire écrire * par Mr. de Ruvigny; elle est partie hier, & on en aura réponse dans quinze jours: si elle est telle qu'on la souhaite, il faudroit que l'on m'eût instruit à tems des véritables intentions de l'Etat; car tout ce que l'on m'a écrit sur ce sujet est en termes si généraux, qu'il est impossible, sans une explication, de savoir à quoi m'en tenir; s'il s'agit de regler les conditions du Traité. Il faut aussi voir si par ce Traité-ci l'on confirmera tous les précédens, & ce qu'il faudra faire pour empêcher, qu'en vertu de cette confirmation on ne fasse revivre d'anciennes prétentions. Depuis la Conférence que l'on a tenuë dans l'Hôtel de la Reine d'Angleterre, j'ai fait dans plusieurs de mes Lettres diverses remarques sur ce qui s'y étoit passé; surtout par raport à l'Isle Tabago sur laquelle l'Etat doit déclarer ses sentimens, *in eventum*, & coucher distinctement sur le papier ce qui doit rester à l'un & à l'autre par le Traité.

Il faudroit aussi avoir soin, que le Ministre de Dannemark ne se trouve point sans Plein-Pouvoir, & que lors qu'on confirmera l'Alliance.

* Elle se trouve dans les Lettres d'Estrades Tome III. après une Lettre du Roi au Conyc du 5. Novembre 1666.

liance qui est entre ce Royaume & l'Angleterre, on en retranche l'Article qui porte, que l'on n'assistera pas l'Ennemi de l'un ou de l'autre; en un mot, il me paroît que toute cette affaire mérite la plus grande exactitude & l'examen le plus soigneux.

Il y a lieu de croire qu'il y a plus d'étourderie que de malice dans la Proposition que les Ambassadeurs de Suède ont faite, d'envoyer quelqu'un, *pro formâ*, en Angleterre. Mr. de *Puffendorf* avouë, que le discours sur lequel on se fonde ne vient point de vous; mais que l'on croyoit que celui qui l'avoit tenu, n'avoit rien fait sans votre participation: il est certain que les Suédois ne portent pas moins envie que les Anglois, à notre bonne intelligence avec la Cour de France; c'est pourquoi nous avons d'autant plus de raison d'être sur nos gardes, dans la circonstance de la Médiation de Suède. Je suis, &c.

A Mr. C. van BEUNINGEN, Ministre
Extraordinaire.

A la Haye le 2. Décembre 1666.

MONSIEUR,

J'ai reçu l'honneur de la votre du 26. du passé; mes dernières Dépêches étoient du 25.

Nous avons reçu avis lundi dernier, que

Ff 2

le

le Traité de Bremen étoit enfin conclu & signé : je n'en ai pas encore vu le contenu ; mais il y a aparence, suivant les avis que nous avons reçûs, que l'on aura suffisamment veillé aux intérêts de l'Etat.

Je ne crois pas que les suites du Billet de Mr. de *Ruvigny* soient telles que vous fussiez craindre de vous trouver embarrassé faute d'instruction ; & après tout, Leurs HH. PP. peuvent-Elles dresser des instructions & les arrêter, tant que l'on ne peut leur communiquer cette affaire, qui jusqu'à présent n'a été communiquée, sous le sceau du secret, qu'à quelques Députés ? Je vous l'avouërai naturellement, je crois que ni les Lettres que l'Etat & le Roi d'Angleterre s'écriront, ni ces Billets, ou autres expédiens pareils n'avanceront rien à la Paix, tant que l'on ne fera pas assemblé dans une Place Neutre. Quoi qu'il en soit, je communiquerai votre Lettre sur ce sujet aux Députés, afin qu'ils délibèrent sur ce que vous y dites, & je vous rendrai compte de leurs considérations.

Leurs HH. PP. ont approuvé la Lettre au Roi d'Angleterre telle que je vous en ai envoyé Copie par ma dernière, & après que Mrs. d'*Estrades* & *Clingenberg* l'eurent approuvée, on l'a remise à Mr. *Appelboom*, en le priant de la faire tenir aux Ministres de Suède, Médiateurs, à Westminster.

Mr. d'*Estrades* m'a fait part aujourd'hui d'un Projet de la part du Roi, qui consiste à équiper au plutôt chacun dix-huit Vaisseaux de guerre, & les envoyer dans la Méditerranée pour tomber sur une Escadre de Vaisseaux
An-

Anglois , que l'on fait devoir partir d'Angleterre au premier jour avec un bon nombre de Bâtimens marchands , pour se rendre dans cette Mer. Par le même moyen on pourroit ruiner le Commerce des Anglois dans les Ports de cette Mer , & y assurer le notre : je lui ai objecté sur cette entreprise deux considérations importantes , qui nous détermineront ici à ne pas faire un pareil Détachement , quelque avantageux que paroisse un avis tel que celui qu'il me communiquoit ; premièrement , parce que ces Vaisseaux détachés ne pourroient pas être de retour à tems , pour être en état de remettre en Mer dans le tems que nous voulons faire sortir notre Flotte au Printems , pour faire la jonction , & exécuter quelque Action capitale ; d'autant que ces Vaisseaux ne pouvant cacher leur retour , seront obligés de perdre beaucoup de tems à faire le tour de l'Ecosse , pour ne pas s'exposer à quelque revers dans la Manche. Secondement , parce que dès que les Anglois se verront trop foibles pour tenir tête dans la Méditerranée à nos Forces combinées , ils se retireront dans quelque Port sûr , & s'y tiendront jusqu'à ce que nous soyons obligés de partir , *re infectâ* ; car si avec quelques Vaisseaux ils pouvoient retenir dans ces Parages une Escadre si considérable de Vaisseaux de guerre du Roi & de Leurs HH.PP. , ils y gagneroient beaucoup , sur tout par rapport à l'affaire principale pour le Printems ; outre cela on ne peut préparer ici ces Vaisseaux secrètement dans nos Amirautez ; il faut les radoubler & les ravitailler , de maniere qu'u-

ne entreprise de ce genre ne peut se cacher, sans compter que les glaces retiendront les Vaisseaux d'Amsterdam, de Frise & de West-Frise, en sorte qu'il seroit impossible d'y travailler.

Je vous envoie la Copie d'une Lettre * que Mr. *Isbrandts* m'a écrite : je vous prie de remarquer & de représenter sérieusement à la Cour où vous êtes, de quelle maniere les Suédois éludent leurs Promesses, même celle qu'ils ont faite par rapport au Roi de Dannemark, & qui a été confirmée & garantie de la parole Royale de Sa Majesté T. C., qui doit, ce me semble, ne pas perdre de tems, & redresser avec vigueur ces cavillations ; autrement il est à craindre que nous ne puissions pas nous promettre aucunes Forces Navales du Dannemark au Printems prochain ; néanmoins il y avoit aparence à cela, sans ce contretems. Je suis, &c.

A Mr. le Conseiller Pensionnaire
JEAN DE WITT.

De Paris le 3. Décembre 1666.

MONSIEUR,

Mes dernières Dépêches étoient du 26. du passé ; j'ai reçu en son tems la votre du 25.

J'ai lû à Mr. de *Lionne* le Projet de la Lettre au Roi d'Angleterre, & il l'a approuvé.

On

* Voyez en le contenu dans les Lettres d'*Estrades* Tome III, au commencement de la Lettre du 2, Décembre 1666.

On a enfin fait voir les Eguières aux Marchands; j'apprends avec plaisir, pour plusieurs raisons, que l'intention de Leurs HH. PP. est, d'employer une partie de ce qui en reviendra, à l'exécution de la Résolution prise de gratifier les Officiers du Secours François; la chose en elle-même sera honorable pour l'Etat, & elle a son utilité.

On est satisfait de ce que vous avez dit à Mr. d'*Esstrades* touchant la pensée d'envoyer quelqu'un en Angleterre, & ce qui s'est passé sur ce sujet: j'avois déjà représenté ici ce que vous me marquez; savoir, qu'on ne pourroit taxer cette démarche de contrevention à l'Alliance; mais je ne l'ai fait qu'avec bien du ménagement & de la discrétion, afin que de ce côté-ci on ne se permette pas certaines choses d'ailleurs bien permises; mais qui pourroient causer de la défiance.

Le bruit court ici que les Suédois ont proposé à Mr. de *Pomponne* de conserver sur pied les Troupes qu'ils ont en Allemagne, pour seconder en tems & lieu les desseins que le Roi de France pourroit former par terre; pourvu que Sa Majesté voulût contribuer à leur subsistance. Vous saurez sans doute d'ailleurs quel fond il y a à faire sur cette nouvelle.

On dit qu'on employe la plume de Mr. *Hamel*, qui écrit fort bien en Latin, pour mettre dans cette Langue tout ce que l'on a pu recueillir pour autoriser les prétentions du Roi sur le Hainaut & sur le Brabant. On m'a communiqué l'Ecrit ci-joint, dressé sur ce sujet par une Personne qui cherchoit à mé-

L'incertitude où reste l'Affaire du salut & du contre-salut du Pavillon ne fait point du tout un bon effet ici sur les esprits : & je vous avouërai pour mon particulier, que je ne comprends point pourquoi l'on traîne tant cette Affaire en longueur du côté de la France, puis que l'on doit être persuadé que Leurs HH. PP. ne se relâcheront en rien sur cet article : tout ce que je puis m'imaginer de plus favorable, est que l'on veut peut-être voir si la Paix ne se fera point avant l'ouverture de la Campagne prochaine, & que l'on aime mieux laisser cet Article indécis que de rien régler; quoi qu'il en soit, il vaudroit infiniment mieux que l'on agît rondement de la part de la France, que de nous renvoyer ainsi d'*Herode* à *Pilate*, pour me servir de ce Proverbe, sans s'expliquer nettement.

Je n'ai pû comprendre ce que vous voulez dire par les termes suivans à la fin de votre Lettre, *je crois qu'il faudra en venir-là*; car je ne sai, si l'expression *là*, signifie, à ce que Leurs HH. PP. demandent si raisonnablement, ou à quelques expédiens, auxquels on dit, où vous êtes, qu'il faut penser. Je vous prie de me marquer votre sentiment, d'autant plus que cette affaire est pour nous de la dernière importance, & que nous ne sommes point du tout d'avis de baisser le Pavillon, si nous ne sommes pas assurés que l'on nous rendra le salut de la même manière.

Nous contribuërons de notre côté autant qu'il nous sera possible, à ce que le Roi de France conserve par le Traité ce dont il s'est rendu maître dans l'Isle de S. Christoffe, ou

aux environs : mais je crains que l'on ne puisse l'obtenir, & vous savez que, suivant l'Alliance, la Paix ne peut rester accrochée à cet article ; puis que Leurs HH. PP. ne sont obligées qu'à faire remettre Sa Majesté dans l'Etat où Elle étoit avant la Guerre.

Mr. d'*Estrades* m'a notifié, que le Roi travailloit avec soin à empêcher tout Commerce entre les Etats de ses Alliez & l'Angleterre ; vous pouvez vous servir sur ce sujet de la Résolution ci-jointe des Etats de Hollande & de West-Frise, qui fait voir avec quelle attention Leurs N. & G. P. veillent sur cet article. Nonobstant les considérations importantes des Colleges de l'Amirauté, Elles ont consenti à la demande que Mr. d'*Estrades* a faite de lever dans ce País quatre cens Martelots, de la manière qu'il est contenu dans l'Extrait ci-joint.

Nous sommes informez sous main, que Sa Majesté T. C. a contracté avec la Suède, pour tenir sur pied dans leurs Quartiers les Troupes Suédoises qui sont aux environs de Bremen, & que Sa Majesté a promis un million pour leur entretien : quoique Leurs HH. PP. n'ayent pris aucune résolution publique sur cet avis, Elles m'ont prié de vous en écrire, & de vous recomander de vous informer de la vérité de cette Affaire, & de m'informer au plutôt de ce que vous aurez appris ; parce que s'il se trouve que cet avis soit vrai ; vous pouvez croire quelle agitation cela causera ici dans les esprits ; puis que Leurs HH. PP. ne peuvent être en repos, tant que ces Troupes resteront dans leurs

Quar-

Mrs. J. de Witt & C. van Benningen. 687.

Quartiers. & près des Frontieres de cet Etat.

Je vous envoie ci-joint le Mémoire de Mr. *Downing* que vous m'avez demandé, & que j'ai oublié de vous envoyer par la dernière Poste.

A Mr. le Conseiller Pensionnaire
JEAN DE WITT.

De Paris. le 17. Décembre 1666.

M O N S I E U R ,

Mes dernières Dépêches étoient du 10., j'ai reçu la votre du 9.

Le Comte de *S. Albans* a fait réponse à Mr. de *Ruvigny*, qu'il se disposoit à faire un tour ici, & qu'il auroit des Ordres pour répondre positivement sur tous les articles de la Lettre qu'il lui a écrite, de manière à convaincre de la sincérité avec laquelle le Roi d'Angleterre souhaite la Paix; il demande un Passeport, & marque qu'aussi tôt qu'il l'aura reçu, il fera toute la diligence possible pour se rendre ici. On a d'abord expédié ce Passeport qui est parti incrédi passé.

Mr. de *Ruvigny* m'a lu cette Lettre par ordre du Roi; mais il s'est excusé de m'en donner une Copie, parce que le Comte de *S. Albans* prie instamment qu'on n'en publie rien avant son arrivée.

Les Ministres avec lesquels je me suis entretenu du contenu de cette Lettre, doutent
fort

fort que ce Seigneur vienne pour traiter & conclure, tant parce qu'ils ne le croient point capable d'une telle Commission, que parce qu'il leur semble, qu'en ce cas-là il se fût expliqué plus amplement, afin de trouver les choses plus préparées. Mr. de *Ruvigny* m'assure néanmoins que la Reine Douairiere d'Angleterre croit qu'il vient pour traiter; puis qu'il n'a point d'autres raisons de faire ce voyage, que celles de la Lettre de Mr. de *Ruvigny*; deux choses qui peuvent faire espérer qu'il aura des Ordres pour traiter, d'autant plus que l'on pourroit suppléer à ce qui manque au Comte de *S. Albans* en lui donnant un Collegue capable de l'aider

Je vous laisse à penser si cette Lettre ne pourroit pas donner occasion à presser les ordres & les instructions que l'on doit dresser, & dans lesquelles je crois que l'on doit exprimer les Terres & Places que l'on prétend conserver de part & d'autre; il sera bon aussi d'examiner s'il ne faut pas exprimer, que l'on cède le Droit que l'on a sur telles Places, sur tout par raport à Cabo-Corso: & au cas que l'on renouvelle les Traitez précédens, ne faudra-t-il pas ajoûter, que c'est en annulant tout ce qui y est dit des prétensions restées indécises. Enfin, faudra-t-il des instructions & des ordres particuliers ou généraux pour ce qui concerne la liberté des Prisonniers, la cessation des hostilités en Europe & au dehors, en de-çà & au de-là de la Ligne, l'échange des Ratifications, ou autres choses pareilles. Il me semble, sauf meilleur avis, que l'on devroit préparer les choses en secret,

A Mr. C. Van BEUNINGEN, Ministre
Extraordinaire.

A la Haye le 9. Décembre 1666.

MONSIEUR,

J'ai eu l'honneur de vous écrire le 2. de ce mois; j'ai reçu vos Dépêches du 3. en leur tems & la Pièce qui contient un raisonnement sur les Droits du Roi sur les Pais-Bas Espagnols.

Leurs HH. PP. ayant approuvé la Lettre qui avoit été dressée pour le Roi de la Grande Bretagne, & les Ministres qui sont ici à qui elle a été communiquée, l'ayant aussi agréée, on l'a remise au commencement de la semaine dernière à Mr. *Appelboom* pour la faire tenir à Londres aux Ministres de Suède afin, qu'en qualité de Médiateurs, ils la remettent entre les mains du Roi d'Angleterre. On a en même tems assuré Mr. *Appelboom*, avec l'approbation du Roi de France, que Leurs HH. PP. seront toujours disposées à écrire au Roi d'Angleterre, pour lui déclarer, qu'Elles n'auroient point fait difficulté d'envoyer un Ministre à Londres, pour y traiter, si l'Alliance où Elles étoient avec deux Couronnes qui sont impliquées dans cette Guerre ne les en empêchoit; mais qu'avant tout, il falloit que les Ministres Médiateurs obtinssent de Sa Majesté Britannique Parole, & qu'ils nous assurassent, qu'après une telle Lettre, ce Prince consentira au choix

Ff 5

d'une

d'une Ville neutre au gré des Rois de France & de Dannemark. Le tems nous apprendra quel sera l'eff. t. de cette démarche; & nous attendrons de même avec impatience ce que produira la Lettre que Mr. de Ravigny a écrite au Comte de S. Albans.

Les Seigneurs du College de la Noblesse ont augmenté leur Corps de cinq Personnes, en sorte qu'ils sont à présent au nombre de dix; les nouveaux aidans sont Mrs. de *Slie-drecht* Fils de feu Mr. *van Schagen*, de *Mathenisse*, de *Wassenaer*, de *Zevender* & de *Werkendam*: n'ayant ni le tems, ni aucune affaire importante à vous mander; je finis en vous assurant que je suis, &c.

A Mr. le Conseiller Pensionnaire.
JEAN DE WITT.

De Paris le 10. Décembre 1666.

MONSIEUR,

Depuis ma dernière du 3. de ce mois, j'ai reçu votre agréable Dépêche du 2., mais ouverte & toute déchirée, parce que le Courier a été dévalisé près de Valenciennes par trois Cavaliers, qui ont ainsi traité la plupart des Lettres dont il étoit chargé après avoir pris le reste.

J'ai fait part à Mr. Colbert de vos considérations contre l'envoi d'une Flotte combinée dans la Méditerranée; il les trouve très-importantes; cependant il juge que ce seroit porter.

porter un coup mortel aux Anglois, si l'on pouvoit les troubler dans le dessein que l'on dit qu'ils ont de rassembler 30. Vaisseaux à Tanger, & d'envoyer en même tems quantité de Bâtimens marchands dans la Méditerranée. On a ici beaucoup de confiance en la valeur des Officiers de Mer du Royaume, jusques-là même, que sur la difficulté que j'ai proposée du retour à tems des Vaisseaux de l'État, qui suivant le Plan de Mr. d'Esstrades auroient contribué à l'Expédition dans la Méditerranée, Mr. Colbert me répondit qu'il étoit persuadé que, pourvu que l'État joignît dix-huit de ses meilleurs Vaisseaux à la Flotte que le Roi mettra en Mer au Printems, quand même ce ne seroit que douze, on ne devroit point balancer à aller chercher les Anglois, & à faire à leur barbe la jonction sur nos Côtes. Mais cela ne peut être, puis que l'on compte parmi les Vaisseaux que le Roi mettra en Mer, ceux qu'il fait bâtir sur nos Chantiers, & ceux qui doivent venir de Dannemark & d'ailleurs.

On n'a encore reçu aucune réponse au Billet de Mr. de Ruvigny.

J'ai eu un long entretien avec Mr. Colbert sur le salut du Pavillon : son Excellence & tous les Seigneurs de la Cour sentent assez la force des raisons que nous alleguons, ils avouënt même que ce que nos Officiers ont attesté de la rencontre du Commandeur Neufchaise, est vrai. Néanmoins Mr. Colbert répond qu'il n'y a point d'autre exemple; que les Traitez entre l'Angleterre & cette Couronne ne disent mot du contre-salut du Pa-

cret, & ne les pas proposer où elles peuvent devenir publiques, avant que l'on soit assuré, si l'intention du Roi d'Angleterre est de traiter ici: il faudroit aussi considerer s'il n'est pas tems de faire part de toutes ces choses à la Cour de Dannemark; car je ne sai si on s'est aquité ici de ce devoir, & en y manquant, on donnera lieu à des délais & peut-être à des plaintes.

J'ai insinué à Mr. de *Ruvigny*, que lors qu'on sera également disposé de part & d'autre à entrer en Négociation, & à choisir une Place neutre pour les Conférences, je croyois que les Anglois ne pourroient avoir pour suspect le choix que l'on feroit de l'Hôtel de la Reine-Mere; puis qu'outre la commodité rien ne pourroit mieux contribuer à éviter les lenteurs & les délais; il s'est chargé de proposer la chose. Je crois que, dans la conjoncture présente, nous obtiendrons cela, ou une Place neutre, sans être obligez d'avoir recours à l'expedient dont vous parlez, & que je voudrois qu'on ne fût pas obligé de pratiquer.

— S. Christofle pourroit bien nous accrocher, & il seroit à souhaiter que nous pûssions faire réussir les choses comme le Roi de France les souhaite, tant pour l'obliger, que parce que le ressentiment que le Roi d'Angleterre en auroit, ne pourroit à certains égards nous être préjudiciable.

Le dessein que l'on a en Allemagne d'engager Leurs HH. PP. à traiter avec des Commissaires de l'Empire, touchant les Differens qu'Elles ont avec quelques Princes Allemans,

peut

peut avoir des conséquences qui iroient loir: on en juge ainsi ici, & l'on s'attend bien que Leurs HH. PP. s'en excuseront, & qu'Elles répondront, avec raison, qu'Elles traiteront avec les Princes que ces Differens concernent immédiatement. Il me semble que l'on devroit demander sur ce sujet le Conseil du Roi; puis que Sa Majesté s'y trouve directement intéressée, non seulement à cause des mauvaises conséquences; mais encore parce que Sa Majesté est obligée d'aider Leurs HH. PP. à défendre les Villes de l'Empire où Elles ont Garnison de leurs Troupes: outre que l'avis de Sa Majesté donneroit du poids à nos Résolutions qui auroient été prises de cette maniere, de concert avec la France.

Je suis informé de bonne part, qu'un Savant, fort versé dans l'Histoire, a fait, par ordre du Roi, un Traité du Droit & des usages du salut sur Mer, & qu'entr'autres il y est dit, que c'est depuis peu que les Anglois ont introduit l'usage de baisser le Pavillon; usage qui n'étoit point connu du tems de la Reine *Elisabeth*. Je tâcherai de voir ce Traité; mais quoi qu'il en soit, puis que dans le Traité avec l'Angleterre il n'est point parlé expressément du contre-salut, ne seroit-il pas bon lors qu'on renouvellera ce Traité de l'exprimer par maniere d'éclaircissement. Je vous avoué que la proposition seule de cet article est délicate & importante; mais à combien de bassesses ne sommes-nous pas exposés sur ce sujet? & n'est-ce pas à présent le tems d'y remédier.

Mr. de *Bellefont* revient de Brest; on dit qu'on.

qu'on l'a rapellé pour faire plaisir au Duc de Beaufort, qui étoit choqué de ce qu'il restoit auprès de lui. Je suis de tout mon cœur, &c.

A Mr. C. van BEUNINGEN, Ministre-
Extraordinaire.

A la Haye le 23. Decembre 1666.

MONSIEUR,

Depuis ma dernière du 16. j'ai reçu votre Lettre du 17. de ce mois.

J'en ai communiqué le contenu, sous le sceau du secret, à quelques-uns des principaux de la Régence, & ils ont jugé comme moi, qu'il n'étoit pas encore tems de vous envoyer quelque ordre, ou instruction, tant pour ne pas témoigner trop d'impatience pour la Paix, & par ce moyen rendre l'Ennemi moins traitable; outre que ce seroit le moyen de faire voir qu'on nous avoit communiqué le Billet de Mr. de Ruigny avant de l'envoyer & de la réponse qu'y a faite le Comte de St. Albans, ce qui donneroit certainement un juste sujet de plainte au Roi de France. Nous attendrons donc pour voir quelles seront les suites du voyage de ce Seigneur, & s'il donnera lieu à l'ouverture de quelque Négociation convenable; & alors, suivant l'usage de la Régence, on délibérera sur les Ordres & les Pouvoirs qu'on devra vous envoyer.

J'au:

J'aurois fort fouhaité d'avoir une Copie des Lettres du Comte de *St. Albans*, c'est à dire de la dernière & de la précédente; mais sur tout de celle qui a donné occasion d'écrire le Billet qui nous a été communiqué, & cela pour ma propre sûreté & celle de quelques autres, & faire voir que l'on agit avec droiture; ainsi je vous prie de me faire ce plaisir, s'il est possible; mais sur tout au cas que ce Billet donne lieu à quelques ouvertures qui conduisent à une Négociation.

Dès la première ouverture que l'on m'a faite de cette démarche, j'ai proposé à Mr. d'*Estrades* d'en parler à Mr. *Clingenberg*; mais il me répondit qu'il n'avoit point d'ordres; ainsi je n'ai pû le faire de ma tête & sans sa permission. Je le prierai de nouveau de considérer s'il ne seroit pas bon à présent de lui en parler, & je lui déclarerai que pour moi je juge que cela se devoit. Je n'ai pû le faire jusqu'à présent à cause des grandes occupations que j'ai, sur tout dans la circonstance présente de la séparation de Leurs N. & G. P. qui ont fini leurs Séances hier au soir.

On nous a donné plusieurs avis que le Frère de Mr. *Colbert*, & ensuite Mr. de *Bellefont*, étoient passés *incognito* en Angleterre; & notre Correspondant à Paris a confirmé dernièrement cette nouvelle à l'égard de Mr. de *Bellefont*, ce qui alarme fort les esprits ici. Je vous prie de vous informer s'il en est quelque chose & ce qui en est, vû que l'on nous le mande si positivement & de tant d'endroits différens.

On n'a point du tout envie ici de prêter
l'oreille

l'oreille aux propositions d'envoyer des Députés pour traiter à Ratisbonne, des démêlez que la République peut avoir avec quelques Princes voisins. Néanmoins, nous ne négligerons ni l'Empereur, ni l'Empire, dans des choses moins importantes, afin d'avoir toujours quelque Garant de ce côté-là contre les entreprises de la Suède, s'il arrivoit que cette Couronne attaquât notre République, ou nous fît quelques injustices, contre lesquelles nous devons toujours être sur nos gardes, puis qu'on ne peut en obtenir l'Acte de Neutralité que l'on a demandé. Je suis, &c.

A Mr. le Conseiller Pensionnaire
JEAN DE WITT.

De Paris le 24. Decembre 1666.

MONSIEUR,

J'ai eu l'honneur de vous écrire le 17. du courant, & j'ai reçu vos Dépêches du 16.

On n'a plus recours aux délais lors que je demande une réponse touchant le contre-salut du Pavillon; on me repond affirmativement que jamais l'on n'a baissé le Pavillon de l'Amiral de France que dans la rencontre du Commandeur de *Neufchaise* en 1652; que cela n'a pas été stipulé dans les Traitez, ni avec les Anglois, ni avec la France, & que les vaisseaux de Guerre Anglois ne le pratiquent point; & qu'ainsi, puis que
Leurs

Leurs HH. PP. ont déclaré qu'Elles ne prétendoient rien de la France en cela au de-là de ce que l'Angleterre leur accordoit, on ne pouvoit exiger le contre-salut de cette manière-là; & qu'après tout le Roi étoit résolu de ne souffrir aucune innovation sur cet Article.

Je réponds que Leurs HH. PP. ne demanderoient pas le contre-salut si l'on n'exigeoit d'Elles le salut, & l'un est naturellement & raisonnablement une suite de l'autre. Qu'en pleine mer, l'Amiral de France ne peut considérer le salut que nous lui faisons en baissant le Pavillon, que comme une marque d'honneur & une civilité à laquelle on est accoutumé de répondre entre ceux qui ne sont pas sujets l'un de l'autre. Que dans les autres Cérémonies observées entre Ministres, ou Représentans ceux des autres Etats souverains, accordent seulement le pas & la préférence à ceux des Têtes Couronnées; qu'ici l'on fait plus, puis que le Pavillon de Leurs HH. PP. reste baissé jusqu'à ce que celui de France ait été relevé, en sorte que l'on doit être plus que content. Mais si l'on considère l'Acte de baisser le Pavillon, ou comme un acte de soumission, ou comme une bassesse, on ne doit pas l'exiger de Leurs HH. PP. Que les Attestations produites de notre part ne spécifient pas seulement le cas de 1652., mais encore plusieurs autres, & prouvent que le contre-salut est d'un usage si ancien & si constant, que les plus anciens & les plus expérimentez Officiers de mer avouent, qu'ils ne sachent pas qu'il ait jamais été contesté. Que les

Mi-

Ministres même de Sa Majesté savent que Mr. du Terron a écrit, que les dépositions des Officiers François ne s'accordoient pas; Qu'ainsi le droit étant évident, quelques omissions ne pouvoient l'abolir. Que Leurs HH. PP. ont en leur faveur une Convention entre un des plus anciens Officiers de mer de France & leur Amiral, qui, s'agissant de preuve, fait plus que toutes les omissions du contre-salut qui sont autant d'irrégularitez. Que Leurs HH. PP. sont en état de prouver, que les Commandans Anglois ont rendu le salut, & prouver par conséquent, tant par ce moyen, que par les raisons évidentes sur lesquelles est fondée la prétention du contre-salut, que c'est une chose dont le droit est si clair qu'il n'a pas été nécessaire de l'exprimer puis qu'elle s'entend assez par ces mots, *qu'on repondra au salut du Pavillon selon l'ancien usage.* Qu'il étoit arrivé quelque fois que les vaisseaux Anglois avoient refusé ce contre-salut dans les mers qu'ils s'approprioient injustement; mais qu'alors Leurs HH. PP. avoient considéré ce refus comme une injustice, & que la France leur en feroit encore une plus grande, si, ne formant aucune prétention sur la propriété de quelques mers, elle les pressoit de reconnoître pour un droit ce qu'Elles regardent comme une injustice. Qu'il ne suffit pas de dire que l'Amiral de France n'a jamais baissé le Pavillon, mais qu'il faut prouver que l'Amiral de Leurs HH. PP. l'ayant salué en baissant son Pavillon, il ne lui a pas rendu le salut avec le sien, & que Leurs HH. PP. ont approuvé une telle conduite comme régulière :
j'a-

j'ajoute à tous ces raisonnemens, que d'exiger de Leur HH. PP. une chose qu'Elles ne peuvent acorder & qu'Elles n'ont jamais accordée, c'est entamer une affaire susceptible de mauvaises suites, & que la Couronne de France ne peut trouver le moindre avantage réel en ce qu'Elle exige à présent: que l'équité & la raison demande que l'on se previenne l'un l'autre sur un article tel que celui-ci où nous devons plutôt nous aider mutuellement contre les Anglois que de disputer entre nous: enfin, qu'il ne convient point que nous contribuyons à établir une maxime à laquelle le Roi a intérêt de s'opposer. On comprend assez la force de toutes ces raisons; mais on se rabat toujours sur l'usage, qu'on soutient être favorable aux prétentions de la France; outre que tous les Officiers de mer soutiennent qu'on ne peut consentir à baisser le Pavillon; & l'on ne refuse pas de répondre au salut & de tirer le canon. Enfin, après de longues contestations, Mr. de *Lionne* m'a dit qu'il falloit voir comment l'on pourroit s'entendre l'un l'autre, & il me proposa, comme de lui-même, si l'on ne pourroit pas convenir, que l'Amiral Hollandois baisseroit le Pavillon, & que celui de France lui rendroit le salut en pliant le sien.

Il y a aparence, ainsi que vous l'avez remarqué, qu'au cas que le Roi de France ne puisse régler présentement cette affaire à son gré, il différera jusqu'à-ce qu'on ait vu quel sera le succès des Négociations. Je crois que Leurs HH. PP. doivent aussi s'en tenir-là plutôt que d'entrer en discussion sur une cho-

chose qu'on ne fait si elle existera. Autant que je l'apprends, le Public est déjà suffisamment instruit des disputes qui sont sur le tapis à cet égard. Nos Ennemis ne manqueront pas de faire agir leur malice, & les suites n'en peuvent être bonnes.

Le sens de la fin de ma Lettre du 10. sur ce sujet est, que je crois qu'il faudra avoir recours à quelqu'expédient. Ce qui m'inquiète le plus dans cette affaire est, si Leurs HH. PP. résoudront de ne pas baisser le Pavillon devant les Anglois en aucun lieu de la mer, s'ils ne rendent le salut en baissant aussi le leur, & s'ils garantiront la France contre les prétentions des Anglois qui veulent que les François baissent les premiers le Pavillon dans les prétendues mers Britanniques. Il me semble que si nous voulons faire le premier, car nous sommes obligés au second suivant nos maximes, il seroit bon de régler cette affaire à fond avec la France; car il n'y a rien au monde qui puisse plus naturellement donner occasion à une nouvelle Guerre: ainsi il faut ne rien laisser qui puisse donner lieu à quelque subterfuge pour mettre en dispute les obligations de l'Alliance. J'ai touché quelque chose de ceci dans ma Lettre du 5. Novembre dernier, mais vous n'y avez pas répondu. Je serois bien aise de savoir si c'est que vous n'avez pas trouvé mes considérations assez importantes, ou si c'est que vous craigniez de vous expliquer sur ce sujet: j'attendrai que vous me fassiez savoir si vous avez quelques raisons à ajouter à celles dont je me suis servi; & alors je ferai une dernière tentative. Si l'on pouvoit

encore obtenir quelques Attestations qui donnent de nouvelles preuves du contre-salut des Anglois ou des François, il sera bon de me les envoyer : on pourroit même employer quelque Savant dans l'Histoire pour examiner cette affaire à fond, comme on a fait ici ; je tâcherai de voir ce que l'on a écrit ici sur ce sujet.

Le Comte de *St. Albans* a écrit à Mr. de *Ruvigny* par la dernière Poste, qu'il attend son Passeport, & que l'on continuë à Londres dans les mêmes dispositions qu'il a mandées. On m'a dit que la Reine d'Angleterre avoit dit à une Dame qui lui demandoit, au lieu d'un présent, un Passeport pour faire venir quelques effets d'Angleterre, que ce Passeport étoit peu de chose, puis que la Paix seroit faite avant qu'il fût six semaines, ce qui confirme ce que j'ai marqué dans ma dernière, que cette Princesse croit que *St. Albans* vient pour traiter.

Ceux qui ont ici quelque connoissance des affaires publiques tiennent pour certain que la France contribuë à l'entretien des troupes Suédoises ; ce qui me confirme dans cette opinion est, que *Koningsmark* a écrit ici à un de ses amis, qu'il y avoit à Hambourg cent cinquante mille écus pour ces troupes, qu'il dit y avoir été remis de Suède ; mais c'est ce qu'il ne peut guère persuader. Un Ministre qui a intérêt de savoir ce qui en est, dit, qu'il a appris à n'en pas douter, que cet argent vient d'ici ; & un autre qu'il le fait des Marchands mêmes qui ont fait ces remises ; mais que l'entretien de ces troupes n'a aucune relation à la présente Guerre. Je crois tout cela d'au-
tant

tant plus que je fai de la bouche même d'une personne, qui ne peut l'ignorer, que l'on a payé depuis peu à la Suède cinquante mille écus pour gagner cette Couronne, à ce qu'il me vouloit faire croire. Mr. de Lionne nie ces Subsidés, mais en ajoûtant, qu'après tout ils ne concerneroient pas Leurs HH. PP.: son Excellence m'a assuré avec serment, que rien n'étoit plus faux que ce que l'on disoit de quelques Propositions pour une Paix particulière. Mais lors que je lui ai demandé si je pouvois de même affirmer qu'il n'y avoit rien de tout ce que l'on disoit des Subsidés, il ne m'a point répondu; ce qui m'a confirmé dans l'opinion où j'étois déjà, aussi-bien que ce que m'a dit un proche parent de Mr. de Pomponne, que l'on travailloit à une étroite Alliance avec la Suède. Il est certain que tout tend ici à s'assurer du secours de la Suède par raport aux Projets que l'on forme contre l'Espagne & contre la Maison d'Autriche. L'opinion commune est, qu'on les exécutera de ce côté ci aussi-tôt que cette Guerre sera terminée, & que l'on passera d'une Guerre à une autre; ou du moins qu'on en menacera l'Espagne pour avoir quelque satisfaction sur les prétentions que l'on forme sur le Brabant. Pour moi, je crois que le mieux que nous puissions faire est de dissimuler, puis que les plaintes seroient inutiles & pouroient être d'un mauvais effet. Tant que la Guerre durera avec l'Angleterre, on ne remuëra point de ce côté-ci; dès qu'elle sera finie, nous verrons quel pli prendront les affaires pour régler sur cela notre conduite. On n'a en-

core delivré ici aucune Patente pour faire de nouvelles levées; mais les Militaires espèrent qu'on les delivrera bien-tôt; on parle aussi d'acheter un grand nombre de chevaux d'artillerie. En un mot, les gens du métier ont la Guerre en tête, quoi qu'il y en ait, mais en petit nombre, qui disent qu'on n'est pas porté ici pour la Guerre.

Les Ministres ne croient rien de ce que l'on dit des apparences d'une Paix prochaine entre l'Espagne & le Portugal; & il y a des Lettres de Portugal d'assez fraîche date, qui ne parlent que de la continuation de la Guerre.

On a proposé d'ici à l'Espagne une Ligue offensive contre l'Angleterre, tant pour troubler la navigation des Anglois, que pour faire croire aux Espagnols qu'ils n'ont rien à craindre de ce côté-ci. On m'a dit que les Espagnols avoient répondu, qu'ils tâcheroient d'ajuster leurs affaires avec l'Angleterre avant d'entrer dans quelque Traité contre cette Couronne.

Les avis de Bruxelles sur les Propositions particulières de Paix, sont malicieusement forgez, & ne sont sans doute fondez que sur ce que l'on aura pû découvrir de la correspondance avec *St. Albans*. Je vous prie de communiquer, ainsi que vous le jugerez à propos, tout ce qui s'est passé dans cette correspondance avec *St. Albans*, afin qu'on ne me reproche pas de n'avoir pas informé la Généralité de ce qui se passoit à cet égard.

Les Espagnols & les Suédois ont tout mis

mis en œuvre pour dissuader à la Cour d'Angleterre de traiter ici, ainsi on ne peut garder trop le secret sur ce qui y a raport. *Mr. de Lionne* a écrit en Dannemark par la dernière Poste, qu'il seroit à propos que l'on envoyât à une autre personne qui se trouve ici les mêmes Pouvoirs qu'avoit *Mr. de Zeeft* de traiter ici, mais sans rien dire d'aucune particularité. Je suis, &c.

A *Mr. C. van BEUNINGEN*, Ministre
Extraordinaire.

A la Haye le 30. Decembre 1666.

MONSIEUR,

Depuis ma dernière en date du 23. de ce mois, j'ai reçu la votre du 24.; je l'ai communiquée aux Commissaires de Leurs HH. PP. pour les affaires secrettes, qui ont été unanimement d'avis qu'il étoit à propos que, conformément à la dernière résolution de Leurs HH. PP., & aux Lettres que je vous ai écrites successivement par l'ordre desdits Commissaires, vous profitiez de toutes les occasions de renouveler vos instances auprès de Sa Majesté; & de ses Ministres, pour en obtenir une promesse que l'on rendra le salut du Pavillon, avant que le tems de faire la jonction soit venu; il n'y a point d'autres raisons à alléguer que celles dont vous vous êtes déjà servi, & que *Mrs. les Commissaires*

aprouvent. Nous espérons que par ce moyen on terminera enfin cette affaire d'une manière satisfaisante, sans être obligé, ni d'approfondir cette matière délicate, ni de la mettre de nouveau en Négociation : alors il seroit nécessaire que l'Etat prît des Résolutions & plus formelles & plus précises, ce qui est cause, comme vous l'avez bien deviné, qu'il ne m'a pas été libre de vous dire tout ce que je pense.

Si vous jugez qu'il soit nécessaire de coucher quelques Attestations par écrit, & que vous en puissiez tirer quelque avantage, en faisant voir que peu avant la présente Guerre, l'Amiral Anglois *Montaguë* & le Vice-Amiral *Lauson* ont rendu le salut du Pavillon à Mr. *de Ruyter*, qui étoit alors Vice-Amiral de l'Amirauté d'Amsterdam, je pourrai vous les envoyer d'abord, puis qu'on peut les dresser dans la première Assemblée que tiendront nos Principaux Officiers, ou en écrivant aux Colleges respectifs de l'Amirauté.

Mr. l'Ambassadeur d'*Estrades* m'a notifié, que le Roi de France avoit envoyé un Express au Roi de Dannemark, pour lui faire part de ce qui s'est passé entre Mr. de *Ruvigny* & le Comte de *S. Albans*; & nous sommes convenus qu'il étoit plus que tems que son Excellence en fît part ici à Mr. de *Clingenberg*, d'autant plus qu'on en a déjà écrit quelque chose d'Angleterre, & que quelques-uns y ajoutant du sien de fausses circonstances, on pouroit exciter de la défiance dans l'esprit de Mr. *Clingenberg*.

Nous

Nous attendons avec impatience quelle nouvelle apportera Mr. de *S. Albans*, afin de régler sur cela nos Délibérations, & vous envoyer tel Pouvoir & telles Instructions que l'on jugera convenables. Ainsi, je vous prie qu'en me donnant avis de l'arrivée de ce Seigneur, vous m'envoyiez vos considérations & votre avis sur chaque article, afin de nous en servir dans nos Délibérations. Au reste, j'ai fait part de tout ce qui s'est passé à cet égard à Mrs. les Commissaires secrets pour les affaires d'Angleterre, pour votre décharge & pour la mienne.

Je vous prie d'être attentif à ce qui se négocie & se négociera où vous êtes, avec le Roi de Suède; & sur tout si nous pouvons être assurez qu'ils n'entreprendront rien contre l'Etat, ou, ce qui est la même chose, contre l'Oest-Frise. Je suis, &c.

A Mr. le Conseiller Pensionnaire
JEAN DE WITT.

De Paris le 31. Décembre 1666.

MONSIEUR,

J'ai reçu la votre du 23. du courant; ma dernière étoit du 24.

Je conçois fort bien que les raisons pour lesquelles vous me marquez, qu'on ne peut délibérer sur le Traité de Paix avant l'arrivée du Comte de *S. Albans* sont très-bien fon-

dées ; on n'a reçu aucune nouvelle de lui par la dernière Poste, à ce que m'a dit Mr. de *Ruvigny*, qui conclut de-là, que sans doute il est déjà en chemin. Ce Mr. de *Ruvigny* m'a promis de me donner, avec l'approbation de Mr. de *Lionne*, une Copie des Lettres du Comte ; on l'attendoit hier ici pour ce effet, mais il est resté à S. Germain ; c'est pourquoi je lui ai envoyé un Exprès & à Mr. de *Lionne*, les priant de m'envoyer ces Copies ; je ne sai si je les recevrai avant le départ de la Poste ; autrement je ne manquerai pas de les envoyer par le premier ordinaire ; en attendant vous pouvez être certain que j'ai fort bien compris & retenu le contenu de la dernière Lettre, de la manière que je vous l'ai mandé. Mr. l'Ambassadeur d'*Estrades* vous a fait voir la première, & puis qu'on ne résoudra rien avant l'arrivée de *S. Albans*, & avant de l'avoir entendu parler ; je crois que, si je ne reçois pas ces Copies aujourd'hui, ce délai ne fera aucun tort.

J'ai représenté à Mr. de *Lionne* les raisons pour lesquelles on devoit faire part au Danemark de tout ce qui se passe ; & je crois que Mr. d'*Estrades* recevra ordre par cette Poste-ci, de consentir à ce que l'on donne communication au Ministre Danois, au moins de ce qui est du principal. J'ai écrit à tems au Résident le *Maire* d'avoir soin que les Ministres Danois n'attendissent pas après leurs Ordres, s'il arrivoit qu'on parlât tout d'un coup en France de traiter de la Paix ; il m'a fait réponse qu'il en auroit soin.

Vous verrez par l'incluse, que le bruit
qu'on

qu'on avoit répandu , qu'on avoit envoyé quelqu'un d'ici en Angleterre est auffi faux qu'il est peu croyable. Si l'on vouloit nous tromper ici, on ne le feroit pas si groffierement ; mais je fuis certain qu'on n'en a feulement pas la pensée, & que Leurs HH. PP. peuvent se reposer sur les Promesses que Sa Majesté leur a faites en dernier lieu, de ne point traiter que conformément aux obligations de l'Alliance. Vous devez vous persuader & tous les Seigneurs de la Regence, que toutes les nouvelles de Paris, qui ne viennent pas de Gens qui sont dans les affaires, & qui concernent des choses secretes, sont autant de nouvelles faites à plaisir ; si je voulois les prendre pour argent comptant, il ne se passeroit point de Poste que je n'écrivisse des Lettres auffi amples que détaillées & raisonnées ; mais alors je rendrois un fort mauvais service en bien des occasions. Je ne fai quel est le Correspondant qui vous a mandé cette nouvelle ; celui qui m'envoyoit ci-devant ses avis, le fait encore ; mais je ne les regarde que comme des bruits de Ville sur lesquels il n'y a guère de fond à faire.

J'ai vû des Lettres d'Angleterre qui disent qu'on y a déclaré à l'Ambassadeur d'Espagne, que si son Maître ne fait la Paix avec le Portugal, & ne regle ses affaires avec l'Angleterre, le Roi d'Angleterre s'accommodera avec la Cour de Lisbonne & fera avec Elle une Alliance ; sur quoi cet Ambassadeur a dépêché un Exprès à Madrid. Vous aurez peut-être des nouvelles d'ailleurs qui pourront
vous

vous faire juger si l'on peut ajoûter foi à cette nouvelle.

Je comprends aisément que Leurs HH. PP. ont des raisons de ménager l'Empereur; mais je sai aussi que toutes les Délibérations qui tendent à la Paix, & la Paix elle-même, doivent l'emporter sur tout.

Mr. de *Mombas* m'a fait part de ce que vous lui avez dit de la Place de Colonel vacante par la mort de Mr. de *Verneuil*; je crois qu'il seroit du service de l'Etat de la lui faire obtenir, au cas qu'on ne puisse pas réussir dans le dessein projeté par rapport au Comte de *Waldeck*. J'ai crû qu'il étoit de mon devoir de vous en écrire ces deux lignes pour vous faire ressouvenir de cette affaire.

Mr. de *Beringen*, premier Ecuyer du Roi, qui est tout entier dans nos intérêts, qu'il prend à la Cour en toute occasion, m'a prié de nouveau de faire en sorte, auprès de Mrs. les Conseillers Députés, que son Frere Mr. d'*Armainvillers*, fût payé des arrérages de ses gages, en le mettant sur un autre Comptoir; il m'a prié en même tems d'employer mes Amis à ce que ce Frere puisse être mis sur les rangs pour le Regiment du Colonel *Durfort*, si celui-ci venoit à mourir: je ne puis recommander autant que ce Seigneur le mérite, tout ce qu'il me demande; ainsi je vous conjure de lui être favorable dans ces deux choses.

Je vous envoie ci-joint un avis que l'on m'a donné ce matin; mais je crois que l'on doit considérer le premier article comme la pro-

Mrs. J. de Witt & C. van Beuningen. 707
production de quelque spéculatif, qui n'a au-
cun fondement. Je suis, &c.

P. S. Il est dix heures du soir, & je re-
çois un Billet de Mr. de *Lienne* qui me don-
ne avis, que le Roi a remis entre les mains
de Mr. *Colbert*, mon Mémoire sur les Manu-
factures, avec ordre de me donner satisfac-
tion. Je vous prie de le faire savoir à la Gé-
néralité, ainsi qu'à Leurs N. & G. P., par-
ce que j'ai déjà cacheté mes Dépêches pour
Mr. le Greffier.

FIN du III. Tome.



ML 20K240



